

Université de Genève

1979

Faculté des sciences économiques
et sociales

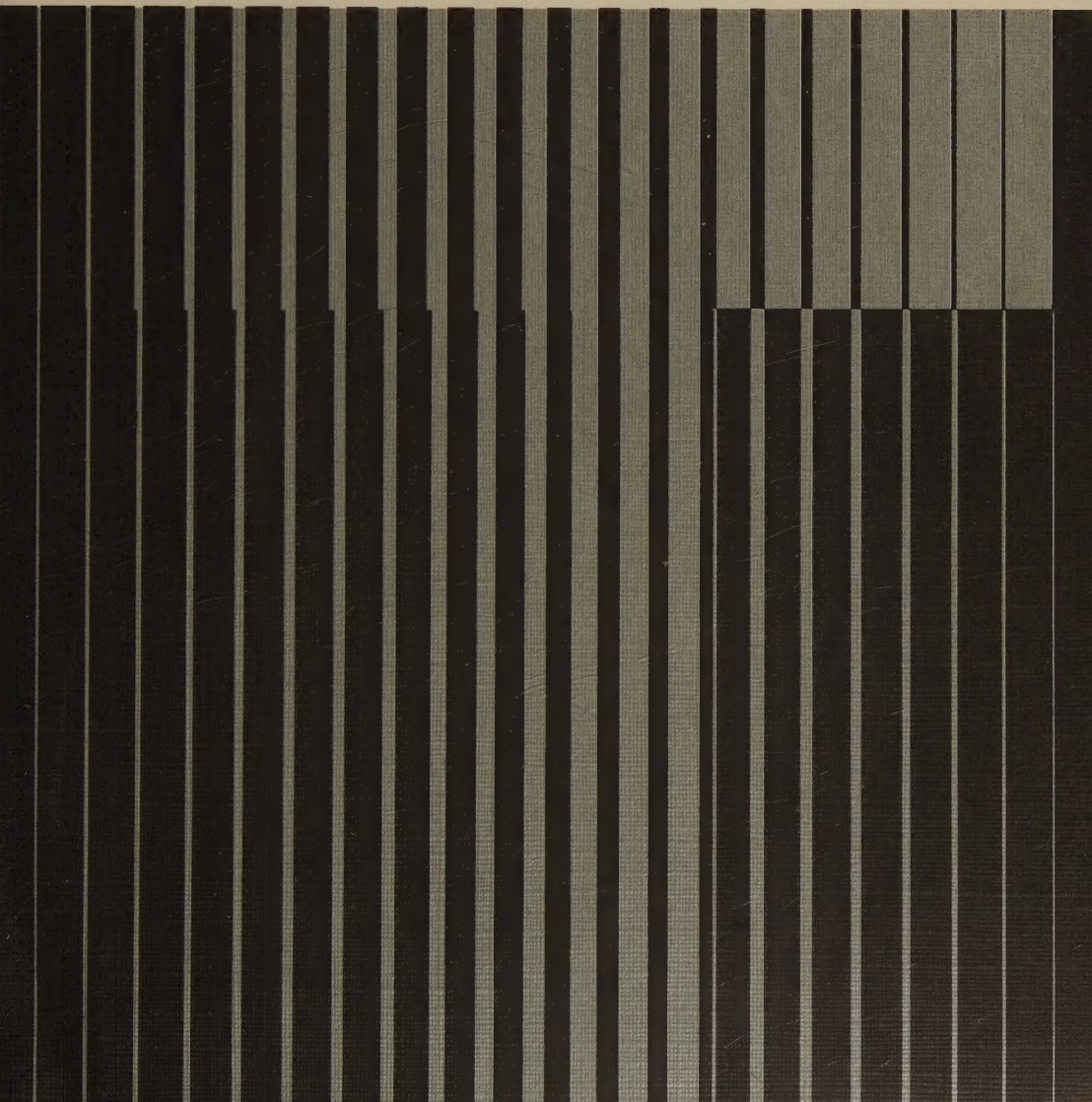
Collection des thèses

Editions Peter Lang, Berne

Charles Hussy

GENÈVE, étude régionale

Essai d'analyse sémiologique en géographie humaine



Genève, étude régionale

Essai d'analyse sémiologique en géographie humaine

Thèse présentée à la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université de Genève

par
Charles Hussy

pour l'obtention du grade de
Docteur ès sciences économiques et sociales
mention géographie

Membres du jury de thèse

M. Luis Prieto
professeur, Genève

M. Jean-Bernard Racine
professeur, Lausanne

M. Claude Raffestin
professeur, Genève
directeur de thèse

M. Claude Tricot
professeur, Genève
président du jury

Collection des thèses de la Faculté des sciences économiques et sociales

Thèse no 272

PETER LANG
Berne · Francfort/M. · Las Vegas

La Faculté des sciences économiques et sociales,
sur préavis du jury, a autorisé l'impression de la présente thèse,
sans entendre, par là, émettre aucune opinion sur les
propositions que s'y trouvent énoncées et qui n'engagent que
la responsabilité de leur auteur.

Genève, le 21 mai 1979

Le doyen:
Paul Guichonnet

CIP-Kurztitelaufnahme der Deutschen Bibliothek

Hussy, Charles:

Genève, étude régionale : essai d'analyse sémiologique
en géographie humaine / par Charles Hussy.

– Berne, Francfort/M. [Frankfurt/M.], LasVegas :
Lang, 1980. – 457 S.

(Collection des thèses de la Faculté des Sciences
Économiques et Sociales / Université de Genève ; No. 272)

ISBN 3-261-04798-4 :



© Editions Peter Lang, Berne 1980
Successeur des Editions
Herbert Lang & Cie SA, Berne

Tous droits réservés. Réimpression ou reproduction interdite par n'importe
quel procédé, notamment par microfilm, xérophotographie, microfiche, microcarte,
offset, etc.

Impression: fotokop wilhelm weihert KG, Darmstadt (RFA)

P R E A M B U L E

La présente recherche a débuté d'une façon en apparence peu conforme à l'esprit méthodique et rigoureux d'une discipline scientifique; lorsque j'entrepris d'élaborer une base méthodologique pour l'étude régionale, sans même savoir encore que j'en chercherais une illustration dans le cas genevois, j'étais intéressé au plus haut point par l'enseignement de Ferdinand de Saussure qui me parut concerner, grâce à sa hauteur de vue, le domaine des sciences de l'homme en général. Aussi m'accordai-je le temps d'une investigation dans le champ d'étude tout-à-fait spécialisé de la linguistique, y cherchant analogiquement un mode d'approche des faits géographiques; ces derniers, en outre, restaient encore à définir. Ambitieuse en elle-même, une telle position était et demeure encore à certains égards inconfortable, mais d'un inconfort stimulant eu égard au délai fixé pour une rédaction définitive, lequel s'étendait sur plusieurs années. Ma formation première en sociologie n'avait pas débouché sur la cristallisation d'un centre d'intérêt spécifique, mais plutôt sur divers horizons de recherche, les sociologues paraissant à la fois plus éclectiques et plus dispersés que les géographes. Ceux-ci, en revanche, ont tendance à manifester des dispositions inverses, manquant généralement de curiosité pour les approches susceptibles de renouveler leur réflexion et leur méthodologie; un tel jugement doit d'ailleurs être nuancé et tempéré en soulignant l'existence de courants novateurs qui, en Amérique comme en Europe, stimulent les essais d'ouverture et dont les doctorants de la génération actuelle comptent parmi les bénéficiaires.

C'est ainsi qu'un problème de la géographie humaine que je jugeais et juge encore fondamental me préoccupait au moment même où, séduit par la lecture du Cours de linguistique générale, je me heurtais à l'hétéromorphisme de la langue et de cet espace-produit social formé des objets visibles et invisibles meublant notre existence et qu'il est convenu, depuis l'Antiquité grecque, d'appeler oecoumène (écoumène, voire écumène est, à mon avis, l'orthographe la plus propre à en généraliser l'usage, conforme à l'anglais d'ailleurs).

Ce problème est celui des rapports réciproques de l'objet et du sujet dans toute connaissance, mais il est étendu à une échelle collective, ainsi que le suggère David Harvey dans un Reading de 1975, en termes de "spatial form" et "social process". La question préalable à une épistémologie de la géographie humaine est sans doute celle d'une définition de son objet, mais cet objet constitue lui-même, déjà, une certaine connaissance, étant donné que l'"espace", catégorie abstraite, ne prend valeur de concept opératoire que formé des objets reconnus en tant que ses constituants, dans l'exercice d'une certaine pratique. Or, avant d'entrevoir que la fonction spécifie les propriétés d'un système d'activité humaine, je croyais pouvoir transposer telle quelle l'explication saussurienne à la géographie, en admettant que l'homme aménage son cadre matériel d'existence de la même façon qu'un parlant émet, ou qu'un entendant perçoit l'image phonique. Hypothèse hasardeuse, et pourtant riche de perspectives dans le contexte antidéterministe qui, après Vidal de la Blache, cherche sa voie parmi les embûches et les tentations d'un néodéterminisme social; seule, une théorie de la connaissance, de cette connaissance qui dérive des pratiques d'aménagement et d'utilisation de l'espace, peut faire la part de l'arbitraire et de la nécessité en autorisant l'abandon de tout déterminisme. Il fallait pourtant faire la différence entre une production de signes et celle d'objets assemblés dans l'espace et conçus pour y exercer une autre fonction; l'espace d'usager est sans aucun doute porteur de signes, mais sa fonction n'est pas l'indication et ces signaux (toponymiques, routiers ... ou publicitaires) constituent pour la géographie une catégorie mineure. En revanche, l'aménagement en tant que tel fait de l'espace habité un lieu d'affrontement, dont les présentations idéologiques s'affirment dans une volonté de contrôle juridique et économique de ses fonctions. La complexité des problèmes d'aménagement de l'espace, des rôles et des compétences, des effets, des conséquences que les pratiques d'appropriation exercent sur un cadre de vie dont je suis moi-même tributaire, motivent la présente recherche. Démêler l'écheveau des diverses significations conférées à l'espace, des sens attachés par une appropriation sociale et par une appropriation d'usage devenait le but de mes premiers essais et l'objectif essentiel de mes lectures et de ma réflexion. Je dois à l'appui du Professeur Raffestin, comme directeur de thèse, ainsi qu'à celui du Professeur

Prieto, qui occupe la chaire de F. de Saussure à l'université de Genève, d'avoir surmonté, en partie au moins, l'obstacle de l'analogie grossière et d'avoir pu commencer l'étude de réalités géographiques sur des bases plus autonomes et donc, plus saines.

A cet égard, l'honnêteté élémentaire m'oblige à souligner l'importance du climat intellectuel dans lequel a pris forme mon projet de thèse, un climat suscité par les contributions, l'enseignement, l'activité et le rayonnement du professeur Claude Raffestin. Esprit clair et exigeant, mais prudent dans un domaine vers lequel s'était tourné, à une certaine époque, son propre intérêt, celui-ci a su stimuler mais aussi, à l'occasion, tempérer un certain engouement pour des voies nouvelles. Il m'a surtout inculqué la valeur de cet exercice redoutable que constitue l'écriture comme discipline de pensée. Je n'ai certes pas produit un texte à la hauteur de ses exigences, ni satisfait à l'impératif de clarté qui fait la différence entre une démarche explicite, accessible et l'élégance de surface d'un écrit purement littéraire. Du moins ai-je vécu, sous sa direction, une rude épreuve, en essayant d'approcher le seuil de lisibilité qui permet d'entrer réellement dans un travail et d'en saisir la finalité. Je lui exprime ma reconnaissance, car le texte présenté aujourd'hui, malgré sa clarté toute relative, résume pour moi cinq années de recherche soutenue par un maître et un ami.

C'est dans l'ouvrage "Pertinence et pratique. Essai de sémiologie", paru en 1975, que j'ai puisé les éléments principaux de mon analyse, primitivement inspirée par Ferdinand de Saussure. L'auteur, Luis Prieto, consacre sa carrière à tirer toutes ses conséquences de l'intuition saussurienne, à la lumière des travaux des phonologues pragoïs; aujourd'hui, il présente une synthèse de la linguistique qui peut servir de modèle dans les sciences de l'homme. Il est ainsi l'interlocuteur rêvé d'un sociologue ou d'un géographe, grâce à la précision minutieuse avec laquelle il intègre, peu à peu, des dimensions plus générales à ses analyses. Je ne puis, pour ma part, que me féliciter d'avoir pu suivre son enseignement, écouter ses conseils; je le remercie ici de son aide précieuse et désintéressée.

Un autre appui dont je voudrais fait état m'a été assuré par Claude Tricot, statisticien enseignant dans notre faculté, dont les sympathies à l'égard de la géographie l'ont fait connaître dans de larges cercles d'échange de cette discipline. Ses contributions propres et ses avis m'ont été précieux pour résoudre maints problèmes de mesure, encore que je regrette de n'avoir pas recouru plus largement à ses compétences. On doit lui reconnaître le mérite d'avoir donné aux géographes la leçon du simple comme condition de renouvellement, de création et d'imagination quantitatives.

Enfin, parmi les relations universitaires dont j'ai pu tirer pour mon travail questions et encouragements, je me dois de mentionner Jean-Bernard Racine, un pionnier de la géographie factorielle et, actuellement, une personnalité tout entière engagée dans une critique post-positiviste et post-quantitative. Je remercie également les personnes qui ont contribué d'autre façon à rendre possible l'aboutissement de ce travail, mon épouse, mes collègues, le dessinateur Jacques Cocquio et notre dévouée secrétaire, Madame Danièle Jolimay, ainsi que les services officiels de statistique et d'administration municipale, cantonale et fédérale, pour leur grande disponibilité.

Avertissement:

Les cartes élaborées en vue de l'analyse de l'espace genevois, à cause de leur format peu pratique nécessitée par la densité de la plupart des données, seront publiées hors texte sous forme de diapositives accompagnées d'un commentaire technique. Ce dossier pourra être livré sur demande.

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE PREMIER:

LA GEOGRAPHIE COMME
SCIENCE DE L'HOMME

Les sciences de l'homme sont, à notre avis, les connaissances (scientifiques) dont l'objet relève, non pas de la réalité naturelle qu'est la réalité matérielle, mais de la réalité historique que constituent les connaissances de la réalité matérielle.

Luis J. PRIETO, Pertinence et pratique, essai de sémiologie, Paris, Minuit, 1975 page 150.

INTRODUCTION

L'exposé de cette première partie aborde une réflexion détachée de toute observation, qui a pour objet une manière particulière de considérer l'espace géographique et de le situer dans le contexte théorique des phénomènes sociaux. Le recours à la sémiologie, invoquée comme référence épistémologique et méthodologique, implique un élargissement de perspective, jugé nécessaire à la solution des problèmes posés par cette analyse.

"Déchiffreurs d'espaces", les géographes ont compris peu à peu que leur objet d'étude se situait tout entier, non pas dans un espace matériel ou social qui serait reconnu "tel qu'il est", mais dans la connaissance de cette réalité, connaissance construite par ceux-là même qui y vivent, et dont ils ont découvert en même temps l'historicité. C'est le point de vue qui sera défendu dans ce chapitre en proposant une manière d'aborder la connaissance de la réalité matérielle fondée sur la manière même dont elle est transformée, produite, conservée, c'est-à-dire aménagée et, aussi, vécue et perçue.

PREMIERE SECTION :

LES RELATIONS DE L'HOMME ET DE L'ESPACE

L'objectif du propos qui suit réside dans la recherche d'une dimension spatiale à l'interaction sociale; cette dimension sera mise en évidence de telle sorte, qu'elle permette d'analyser les relations des hommes avec le cadre physique de leur action, d'entrevoir aussi les implications de façonnements spatiaux pris dans leur ensemble, par rapport à l'existence d'individus et de groupes. On pourra voir ainsi que la connaissance de l'espace, loin de constituer une réalité socialement "neutre", objet de pratiques individuelles, offre un champ d'étude fertile en découvertes; à l'instar, en effet, de la dimension "temps", l'espace est investi du pouvoir structurant de l'activité humaine dans ses manifestations concrètes. Toutefois, à la différence des déroulements séquentiels qu'on observe au sein des processus sociaux, les corrélations spatiales peuvent être observées synchroniquement; l'espace est porteur d'actions qui se juxtaposent et se superposent en se substituant, dans leurs effets, à des actions antécédentes, de sorte qu'il constitue un plan d'interdépendance commun à toutes les interventions opérées à la surface du sol. Ainsi, l'effet de toute action particulière s'exerce, non seulement de manière causale, au fil du temps, mais elle détermine un changement relatif des rapports qui s'établissent, à tout moment, entre les différents points de l'espace. Par exemple, l'apparition d'une industrie nouvelle en tel point de l'espace ne s'explique pas uniquement par des processus relatifs à ce point : le changement structurel que représente cet aménagement est lié à un ensemble et modifie tout un système d'affectation de l'espace, embrassant les autres points. La dimension spatiale apparaît donc comme étroitement liée au caractère diachronique des processus, au sein desquels elle introduit un système implicatif qui conditionne l'enchaînement des séquences. Les relations de l'homme avec l'espace sont des relations qu'il entretient aussi

avec le temps et les objets qu'il considère dans l'espace forment une réalité qu'on doit appeler l'"espace-temps".

1.1.1. Vers une définition de l'espace-temps géographique

La notion d'espace géographique ne peut être évoquée et décrite que relativement aux besoins d'un certain discours; cela signifie que l'espace est saisi dans un concept, inventé (1) et qu'il n'a de sens qu'en vertu de la représentation d'une spatialité réelle, l'univers des objets concernés dans le discours. Or, la géographie se préoccupe des contenus de l'espace aménagé par l'homme; elle évoque, en effet, une spatialité particulière caractérisant les manifestations synchrones des divers types d'établissements humains. Le type de spatialité qu'on évoque ici résulte donc de l'action d'hommes placés en interaction, ainsi que du substrat physique et instrumental de cette action : l'espace est aménagé, c'est-à-dire modifié, en vertu d'une mainmise de l'homme sur un certain cadre physique. Cette première approche met en évidence un autre concept associé à l'espace, celui de temps; je m'intéresse effectivement à un espace qui manifeste, comme l'écrit Louis LAVELLE, une "phénoménalité du temps". Objet propre et enjeu de l'action humaine individuelle et collective, l'espace aménagé en livre à tout moment une certaine image, dont la géographie humaine fait son objet.

Cependant, ajoute LAVELLE, "tous les changements qui se produisent obéissent à la loi de l'usure (...); la causalité volontaire et la causalité physique (...) sont l'inverse l'une de l'autre, mais elles restent associées et inséparables" (2). Il faut donc en-

(1) "Concevoir l'espace suppose la possession de concepts établis scientifiquement. Dès lors que nous aurons choisi des concepts, l'image que nous aurons de l'espace résultera des relations que nous établirons entre eux et la réalité perçue". Cl. RAFFESTIN, *Réflexions sur l'analyse de l'espace en géographie humaine*, in *Colloque sur les fondements de la recherche en géographie*, Giappichelli, Torino 1975, p. 102.

(2) L. LAVELLE, *La dialectique de l'éternel présent* (3) : *Du temps et de l'éternité*, Aubier, Paris 1945, p. 133.

visager divers processus de modification de l'espace, inscrits dans un seul et même temps; car, l'espace étant traversé par plusieurs forces antagonistes, la connaissance de ses contenus est conditionnée par celle des facteurs dynamiques de son devenir. Or, à cet égard, un processus fondamental qui gouverne toute l'évolution du cosmos est la loi d'entropie croissante, dont la découverte remonte à CARNOT (1824), l'appellation à CLAUSIUS (1865) et la généralisation aux physiciens du début de ce siècle. De nos jours, la notion d'entropie a été introduite dans un débat plus général en mécanique statistique, en cybernétique et aussi en écologie (1). On admet que l'entropie caractérise un état de désordre irréversible et le principe de CARNOT généralisé "exprime à sa manière, en forme mathématique, une connexion indissoluble entre l'information acquise par un psychisme incarné et la variation d'entropie du cosmos" (2). Selon COSTA de BEAUREGARD, en effet, il est possible de mettre en relation l'entropie observée dans les processus de causalité physique avec la *néguentropie* ou *syntropie* (3) produite par la conduite des organismes vivants, qui mesure, elle, un degré d'organisation : "Et qu'est-ce, tout bien réfléchi, qu'une action d'homme ou d'animal, sinon une production de néguentropie ? Par opposition à "l'action" physique inerte, "l'action" d'origine

(1) O. COSTA de BEAUREGARD, *Le second principe de la science du temps*, Seuil, Paris 1963. Voir la bibliographie.

(2) "(...) toute information acquise au cours d'une mesure physique l'est nécessairement aux dépens d'un accroissement concomitant de l'entropie de l'univers. En outre, toute transition physique spontanée (...), qui est partie du processus universel de la croissance de l'entropie, doit être considérée comme une épreuve virtuelle (dont on peut prendre ou non connaissance)". *op. cit.*, p. 65.

(3) "Le mot *néguentropie*, signifiant entropie "changée de signe", semble avoir été forgé par Brillouin. Il est peut-être regrettable que Clausius n'ait pas adopté l'autre signe dans sa définition historique de l'entropie.

La *néguentropie* d'un système est en fait une mesure de son organisation, et il est fâcheux que le vocable qui l'évoque implique une double négation. L. Fantappiè et F. Bonsack ont respectivement proposé les mots *syntropie* et *entaxie* pour caractériser la *néguentropie*. Peut-être serait-il opportun de "lancer" l'un ou l'autre de ces vocables", *op. cit.*, p. 67.

biologique peut très aisément répéter ces occurrences dont la répétition est improbable : c'est la définition même d'une *néguentropie*, ou de la mesure d'une organisation" (1). L'action aménagiste de l'homme, celle du règne animal ou végétal représentent donc trois séries de processus *syntropiques* et celle de l'homme, qui non seulement transforme un milieu donné mais en produit des connaissances, est potentiellement capable de le contrôler et de le transformer.

"Au sein du cosmos, conclut COSTA de BEAUREGARD, les sources locales de néguentropie ne sont que de bien petites résurgences de la perte immense de la néguentropie universelle, qui s'échappe de l'évolution de la matière inerte comme l'eau fuit à travers le sable d'un désert" (2).

Comment donc caractériser l'action *syntropique* de l'homme aménageant son cadre de vie ? Le plus simple est sans doute d'en observer les effets spatiaux en constatant ce que cette action apporte à la constitution même de l'espace écologique, dans son effort de conquête et de connaissance de la nature. L'homme s'approprie l'espace et l'introduit dans un circuit d'échanges; en outre, il produit de l'espace, dans sa dimension verticale : ce faisant, il le "prolonge" et provoque, sur la trame horizontale du sol, des concentrations d'"espace". Enfin, l'homme utilise l'espace et l'investit comme un facteur de production; à ce titre, les prolongements créés peuvent être consommés, c'est-à-dire utilisés jusqu'à dégradation, puis à nouveau produits et échangés. L'homme est donc capa-

(1) "Action et organisation, dans notre thèse, c'est tout un (...). Tout cela, pensons-nous, procède d'une même nature, ayant bien sûr un avers matériel, mais aussi un revers psychique ou infrapsychique", op. cit., p. 80.

(2) "L'ensemble du cosmos reste cet omniprésent puits de néguentropie décrit par la thermodynamique en ses multiples applications. Pourtant, la présence au sein de l'espace-temps de sources hautement caractérisées de néguentropie (structurale par exemple, en phylogénèse biologique ou dans les "arts" humains) pose à nos yeux un grand problème. L'immense hémorragie de la néguentropie universelle n'est peut-être pas un revers patent sans un avers caché, puisqu'on pense en discerner des résurgences. Et l'étonnant, que nous fait entrevoir la Cybernétique, est que la néguentropie disparaissant du cosmos pourrait bien ne le faire qu'au profit de sa forme potentielle, l'information, qui participe de la nature d'une représentation", op. cit., pp. 101-102.

ble, sur un support fini, d'accroître le potentiel d'étendue nécessaire à son action. Or, du fait même qu'il représente un instrument de production, l'espace revêt aux yeux de l'homme une valeur d'échange : c'est un bien rare, non-reproductible, mais extensible d'une certaine manière, par l'exploitation de la verticalité; en aménageant, par exemple, des logements en hauteur, on réduit du même coup les surfaces soustraites pour des besoins de résidence à l'espace productif. Toutefois, la rareté de l'espace demeure elle-même relative à sa demande et cette dernière augmente en raison directe de la concentration résidentielle, puisque résidence et fonctions productives sont nécessairement liées; en conséquence, les points de concentration résultent d'une affectation aréolaire des espaces, comme une conséquence de la rareté. L'exemple banal des centres urbains montre le rôle essentiel des systèmes d'affectation concentrique dans le processus de raréfaction et de hausse des prix du sol. On voudrait pouvoir assimiler ces centres aux "puits de résurgence néguentropiques", voir dans la ville le lieu de l'information, qui préside à une gestion collective et à une économie de l'espace. Il faut pourtant admettre qu'il n'en est rien en situation de libre marché foncier; d'un côté, au plan fonctionnel, les entreprises se localisent de telle sorte qu'elles puissent contrôler leurs réseaux d'échange; d'un autre côté, au plan normatif, les spéculateurs fonciers et immobiliers anticipent et exploitent les effets d'un tel système d'affectation non-coordonné. Au lieu d'organiser le réseau de contrôle des activités et des échanges, la concurrence exerce ainsi sur la gestion de l'espace une pression aveugle.

En l'absence de contrôle politique (au sens étymologique, c'est-à-dire, commun à tous les citoyens) de cette gestion, le seul jeu des lois de l'offre et de la demande illustre à merveille une déperdition de néguentropie, opérée par la raréfaction arbitraire des "puits de résurgence" et par la concentration, qui est nuisible au fonctionnement même des centres. C'est pourquoi, en définitive, après cette brève incursion dans l'univers de la pratique

aménagiste dont il va être question, force est d'admettre que le bilan de l'action néguentropique de l'homme demeure ambigu. Sans doute, alors que les processus physiques sont irréversibles, l'action écologique de l'homme est-elle créatrice et organisatrice; des "puits" s'inscrivent ainsi dans la trame d'entropie, mais au prix d'un nouveau désordre d'ensemble accélérateur d'entropie (1). Le point de vue du physicien montre, en effet, que la pratique dans laquelle l'homme rencontre l'espace, découvre les lois physiques et tire une information de la déliquescence de la matière dépend, dans ses effets, d'une puissance organisatrice, historiquement déterminée par un processus social. Pour qu'il puisse vaincre l'entropie, c'est-à-dire utiliser à plein la néguentropie produite au profit d'une organisation de l'espace incluant le règne animal et végétal, l'ordre recherché par l'homme supposerait une connaissance et une maîtrise à la mesure des phénomènes en jeu, puisque aussi bien, disent les spécialistes physiciens et cybernéticiens, "l'entropie est une mesure de l'information manquante." (2)

1.1.2. L'espace comme métaphore du temps social

La phénoménalité inscrite dans l'espace-temps manifeste l'insertion humaine dans un univers porteur d'attributs: espace donné et espace produit, l'espace aménagé est pure combinaison; c'est à proprement parler une superstructure, élaborée à partir d'objets matériels par l'interaction sociale. Mais ce que rend intelligible une telle définition (cette double trame du *donné* et du *créé*) ne fait qu'ouvrir la voie à une autre compréhension de l'amé-

(1) "Le pillage de la planète n'a plus le même sens pour les hommes d'aujourd'hui. A l'origine source de vie et de félicité, la maîtrise de la nature, devenue comme ivre, a oublié la falsification de nos comptes avec la nature. A chaque opération, s'inscrit dans le bilan global un certain "profit" qui ne nous revient pas (...). Tous nos revenus se paient cher en entropie." J. GRINEVALD, *Réflexions sur l'entropie*, Réseaux N.20-21, Mons 1973, p. 73.

(2) Citation tirée de Brillouin et Boltzmann, in Costa de Beauregard, op. cit., p. 66.

Un récent essai présente la réalité urbaine comme "un système entropique autorégulé", Cf. J. REMY, E. NOLS, *Economies externes et croissance urbaine*, Revue Economique, Colin, N. 6, nov. 1972. On peut cependant regretter que cette approche socio-économique conduise à isoler l'entité urbaine par rapport à l'espace qui la structure et qu'elle structure. Sur ce point, cf. *infra*, deuxième partie, introd. au chap. 3.

nagement spatial, qui privilégiera sa dimension synchronique. L'expression paradoxale de "phénoménalité du temps" suggère en effet l'idée suivante, empruntée à H. BERGSON (1) : "Quand on croit mesurer le temps, c'est toujours de l'espace qu'on mesure". L'espace et le temps sont les deux paramètres indissociables de toute saisie des faits d'expérience; mais, si l'espace est mesurable, le temps, lui, est sans dimension (2). On ne peut l'appréhender, d'après PIAGET (3), indépendamment de son contenu, ni (4) indépendamment de l'espace et la représentation du temps passe nécessairement par une représentation de l'espace. On peut, certes, considérer le temps comme une quatrième dimension de l'univers : "Cette dimension le long de laquelle "quelque chose", inéluctablement, se perd (la somme *néguentropie du cosmos + informations d'origine expérimentale*) mais aussi, merveilleusement, "quelque chose" se crée; un quelque chose que l'étymologie (quelquefois trompeuse et souvent révélatrice) appelle, en biologie, psychologie, cybernétique, formation, formulation, information. La flèche du temps, d'après cette vue, représenterait essentiellement une adaptation de la vie aux conditions du cosmos quadridimensionnel; elle serait la condition technique sous-tendant ce vieil adage "qu'on s'ins-
truit par l'expérience""(5).

(1) H. BERGSON, *Essai sur les données immédiates de la conscience*, chapitre 2, Alcan, Paris 1889.

(2) G. BERGER, *Phénoménologie du temps et prospective*, Paris, PUF 1964, p. 134 : "On sait déjà que le temps n'est pas mesurable, mais il faut dire qu'il n'a pas de dimension : rien ne le limite".

(3) J. PIAGET, *L'épistémologie du temps*, Paris, PUF 1966, p. 73 : "Le temps n'est pas dissociable de son contenu au même degré ni sans doute dans le même sens que ce n'est le cas pour l'espace".

(4) J. PUCELLE, *Le temps*, Paris, PUF 1955, p. 63 : "Tandis qu'on peut étudier l'espace pour lui-même et indépendamment du temps, (...) on ne peut considérer le temps en faisant abstraction de l'espace".

(5) O. COSTA de BEAUREGARD, *op. cit.*, pp. 134-135.

"Selon nous, ce n'est donc pas la matière qui s'avance le long du temps (puisque au contraire elle est étalée le long de la 4e dimension comme à travers les trois autres); ce sont les psychismes qui s'avancent à travers le bloc de la matière le long de la 4e dimension, et dans le sens suivant lequel ils peuvent acquérir de l'information aux dépens de la *néguentropie du cosmos*". *Idem*.

Il est certain que le "temps" considéré comme quatrième dimension du cosmos a quelque chose de métaphorique, en raison du fait qu'il demeure insaisissable (1) et qu'il s'oppose, comme tel, à l'espace tridimensionnel. "Aussi, continue LAVELLE, ne peut-on sans grave mécompte essayer d'interpréter le temps en partant de l'espace (...). Le temps (...) ne peut jamais devenir pour nous un objet, ce qui fait que toute représentation que l'on essaie de s'en donner le spatialise et par conséquent l'anéantit. Il est possible que nous ne puissions pas parler du temps autrement que dans le langage de l'espace : mais ce langage n'est fait que de métaphores" (2). Au demeurant, la problématique de l'entropie-syntropie assigne un sens irréversible aux relations de l'espace et du temps, dans la mesure où elle définit le second terme par l'interaction sociale sous sa forme particulière de communication (temps "psychique"); et puisque la communication caractérise ce "front" du vécu social instantané se déplaçant le long du paramètre temporel, il est parfaitement légitime de recourir, en analysant les processus d'échange, à la "métaphore de l'espace". Celle-ci consiste à analyser un état quelconque de l'interaction sociale (en l'occurrence, les faits de communication dont la marque s'inscrit dans l'aménagement de l'espace lui-même) en adoptant le point de vue des processus qui expliquent cet état. En d'autres termes, le problème auquel nous achemine cette réflexion et qui sera débattu dans cette thèse se formule ainsi : la tempora-

"Comment se fait-il que le temps psychique progresse dans le cosmos quadrimensionnel comme un front d'ondes ? A cause, pensons-nous de l'aller-retour incessant d'informations échangées à une célérité limitée supérieurement par la constante einsteinienne c . (...). La célérité c est "très grande"; elle associe de grands intervalles d'espace à de petits intervalles de temps. Le commun "présent social" ne correspond qu'à une vérité approximative et "pratique" : abonnés d'un même "réseau de télécommunications" (le Cosmos), les psychismes incarnés "se synchronisent" dans la mesure nécessaire et suffisante à la poursuite de leur conversation", op. cit., pp. 135-136.

(1) P. FRAISSE, *Psychologie du temps*, Paris, PUF 1957, p. 313 : "L'hétérogénéité de nos représentations du temps par rapport à la réalité vécue apparaît quand, à l'aide de métaphores, nous prétendons nous installer au coeur du devenir (...). Le devenir est transformé en objet".

(2) L. LAVELLE, op. cit., p. 64.

lité et la spatialité ne constituent-elles pas deux paramètres, constants et indissociables, de toute analyse sociale, insuffisantes, prises seule à seule puisque, d'une part, l'ordre temporel se dérobe de lui-même à toute rigueur déductive, tandis que l'espace n'offre aucune prise à l'explication réelle et processuelle ? Dès lors, à une étude historique essentiellement inductive, l'analyse spatiale peut-elle apporter un cadre formel déductif, permettant de formuler et de tester des hypothèses d'explication réelle ? Selon cette conception, l'espace rend compte, non pas certes d'une succession d'évènements qui ont marqué son histoire, mais de l'historicité d'une pratique actuelle qui consiste en une relation transformatrice et implique tout un système de relations sociales.

La conception de l'espace géographique évoquée dans ce qui précède renvoie à une conception de la pratique dont il est l'objet. Cette pratique occupera donc désormais une place centrale dans mon exposé.

DEUXIEME SECTION :

LA GEOGRAPHIE EN TANT QUE DISCOURS SCIENTIFIQUE

"Toute connaissance est impliquée dans une pratique" et "toute praxis implique la connaissance de la réalité sur laquelle elle s'exerce" (1) : telle est sans doute l'affirmation centrale de "Pertinence et Pratique" et elle peut servir de point de départ à une théorie géographique. La section précédente a tenté de situer l'action humaine par rapport à l'espace, en montrant comment l'exercice de toute pratique tendant à modifier la réalité matérielle produit des connaissances, mais en soulignant aussi le fait que le champ de ces connaissances se limite au champ de la pratique. Il faut voir maintenant que l'espace fait l'objet de plusieurs pratiques distinctes et se demander comment l'ensemble formé des objets que l'on perçoit dans l'espace, à travers l'exercice d'une certaine pratique, peut donner lieu également à d'autres pratiques, dont chacune implique une connaissance distincte. Cette deuxième section s'attachera ainsi, non pas à l'objet, mais à la connaissance elle-même. Elle prétend montrer pourquoi la géographie, lorsqu'elle étudie l'espace des points de vue respectifs des différentes pratiques dont il est l'objet, peut être considérée comme une science de l'homme.

1.2.1. Epistémè des conceptions collectives de l'espace

"C'est le point de vue qui fait la chose", lit-on dans le Cours, petite phrase de SAUSSURE que PRIETO développe de la manière suivante : "C'est à son adéquation, non pas à l'objet, mais au point de vue duquel on considère celui-ci et d'où dépend sa pertinence, que se mesure la vérité d'un concept" (2). Car toute vérité est logique, et non matérielle (3); par exemple, la signification, dans

(1) Luis J. PRIETO, *op. cit.*, p. 10 et pp. 151-152.

(2) *Ibidem*, p. 146, *Cit. de Saussure*, cf. p. 78.

(3) Cf. Edmund HUSSERL, *Logische Untersuchungen*, Halle 1900.

une société donnée, de l'environnement que cette société se crée en aménageant son espace, ne réside pas dans des objets matériels, mais dans une manière sociale de considérer ces derniers.

Quand Ferdinand de SAUSSURE affirme que la linguistique, en étudiant une langue, étudie "un système de signes exprimant des idées" (1), il utilise un concept qui peut être étendu à tout objet constituant lui-même une connaissance et, selon PRIETO, "les disciplines couramment appelées "sciences de l'homme" sont (...) celles dont l'objet est une façon non scientifique de connaître la réalité matérielle" (2) autrement dit dont l'objet, exprimé d'une manière équivalente, réside dans "les diverses formes de praxis exercée sur la réalité matérielle." (3)

Cette définition générale des sciences de l'homme, qui procède de celle de la linguistique formulée par SAUSSURE et explicitée par PRIETO, peut être appliquée à la géographie en tant qu'elle étudie tout pratique prenant pour objet l'espace aménagé. Dès lors, ses concepts seront dérivés des pratiques exercées sur l'espace et seront, en eux-mêmes, les outils d'une connaissance appliquée, que cette science de l'homme prend pour objet. "Connaître une connaissance" revient finalement à expliciter les points de vue adoptés dans l'exercice de certaines pratiques, les pertinences qui découlent de ces points de vue étant liées, nécessairement (4), à différentes façons de connaître et de concevoir une portion de réalité appelée ici "espace". Cette élaboration conceptuelle constitue une tâche essentielle et urgente en géographie, qui prime en importance toute généralisation inductive; mieux vaut en effet, plutôt que d'accumuler des exemples régionaux illustrant certains concepts, commencer par élucider ceux-ci (voir les notions de fait urbain, de fonction, etc...), qui trop souvent sont interprétés au-travers d'un empirisme naïf, comme d'ailleurs c'est parfois le cas en maints au-

(1) F. de SAUSSURE, *Cours de linguistique générale*, Lausanne, Payot 1916, p. 34.

(2) Luis J. PRIETO, *op. cit.*, p. 150.

(3) *Ibidem*, p. 152.

(4) *Ibidem*, cf. p. 101.

tres domaines des sciences sociales.

Emmon BACH insiste donc à juste titre sur l'opposition entre un discours cherchant à copier la réalité de l'objet d'étude et un discours déductif, procédant par hypothèses générales forgées de toutes pièces, "dont la valeur se mesure à leur fécondité, à leur simplicité et à leur élégance" (1), partant du principe qu'une généralisation limitée n'en est pas une et que "les théories concernant le monde ne sont pas de l'ordre des vérités absolues que rien ne saurait jamais remettre en question" (2). PRIETO a réfuté les positions de l'empirisme (3), en montrant que toute connaissance est relative à une pratique et déterminée par une composante sociale, imposée du-dehors au sujet de la connaissance; la science ne vise pas, si l'on en croit PRIETO, à acquérir d'un objet une connaissance définitive ou absolue, mais à acquérir des concepts permettant l'exercice efficace et économique d'une pratique donnée, sur laquelle se fonde la connaissance en question. Cette position rejoint d'ailleurs le schéma piagétien de l'assimilation-accommodation (4), selon lequel la fonction de l'intelligence consiste à identifier un objet par certains traits assimilables au schème de l'action du sujet, ce dernier construisant, par rapport à l'objet, des systèmes de classement. Expliquer les pratiques qui ont en commun le même objet, à savoir, la terre habitée - l'écoumène - ne signifie donc pas "décrire" cet objet, comme si ce dernier possédait une identité "en soi", qui livrerait la pertinence aux pratiques dont il est l'objet; bien plutôt, le géographe se demande quel point de vue explique les connaissances découlant de chaque pratique et tente de cerner ce qui les oppose, considérant comme ordre de faits commun à ces points de vue, l'écoumène lui-même. Prétendre connaître l'espace aménagé par l'homme est une illusion,

(1) E. BACH, *Linguistique structurale*, in *Problèmes du langage*, Gallimard, Paris 1966, p. 120. (2) *Ibidem*, p. 126.

(3) Cf Luis J. PRIETO, *op. cit.*, p. 92.

(4) Cf J. PIAGET, *Introduction à l'épistémologie génétique*, tome III, Paris, Presses Universitaires de France 1951.
"L'objet n'est jamais connu en lui-même, mais toujours assimilé à des schèmes qui conditionnent sa connaissance. (...) Le Moi ne s'élabore qu'en fonction des schèmes qu'il construit dans l'acte d'appréhender les objets extérieurs."
P. 287.

si par là on entend connaître autre chose que la manière dont, historiquement, l'écoumène est conçu; or, une tentation qui guette les géographes consiste à vouloir passer d'une description "physique" des milieux, qui considérerait ceux-ci comme des "donnés" antérieurs à toute pratique effective, à un inventaire de l'aménagement lui-même, tentation par laquelle ils risquent toujours de réintroduire, sans doute à leur corps défendant, l'antique déterminisme entre la nature et l'homme. Car, non seulement une connaissance particulière d'un donné physique ne doit rien à l'objet, en-dehors des caractéristiques qu'elle lui reconnaît parmi "toutes" celles - en nombre indéfini - qu'elle peut lui reconnaître, mais les pratiques qui expliquent ces connaissances ne dépendent, quant à elles, en aucune façon de la réalité matérielle qu'elles modifient, déterminées qu'elles sont par des rapports sociaux. De fait, toute recherche en géographie rencontre un double obstacle d'ordre épistémologique : d'une part, le "donné" physique d'une portion de l'écoumène n'a d'autre identité que celle qu'on lui reconnaît dans l'exercice d'une certaine pratique : il est ainsi impossible de le décrire de façon objective ou "neutre" et sans que le sujet qui le décrit soit engagé dans la poursuite d'un but, implicite ou explicite, autrement dit, dans une recherche "appliquée" et sa connaissance, dans ce cas, ne peut être que subjective. D'autre part, les transformations que l'homme fait subir à son cadre de vie s'expliquent entièrement à partir de buts qu'il poursuit et de moyens qu'il utilise, autrement dit du point de vue selon lequel il conçoit les objets qu'il transforme, cette connaissance qui dérive d'une pratique pouvant, à son tour, faire l'objet d'une connaissance. Car la pertinence issue de ce point de vue fonde une connaissance qui n'"épui-se" nullement son objet, alors que, prise elle-même comme objet d'une connaissance - géographique, par exemple - elle se présente sous la forme "finie" de concepts, reconnaissables comme tels (1).

C'est une idée déjà ancienne en géographie que celle de représenter la "nature" d'un double point de vue, en tant qu'objet

(1) Voir, à ce sujet, Luis J. PRIETO, *op. cit.*, chapitre 5 : *Pertinence et idéologie*.

matériel et en tant qu'objet d'une représentation. Ce fut l'idée, pour prendre un exemple, d'Alexandre de HUMBOLDT (1), mais il faudrait pousser celle-ci jusqu'à ses dernières conséquences : "décrire" l'écoumène, cela oblige à adopter un point de vue déterminé, d'où résulte la pertinence du classement opéré sur les contenus de cet écoumène, et qui permet d'identifier ces derniers en tant qu'objets. Un inventaire de répartitions géographiques n'est donc réalisable que par un classement, dont un second système de classes est corrélatif, soit qu'il s'agisse d'utiliser l'écoumène comme moyen pour produire d'autres objets, soit, au contraire, de le modifier, le considérant en tant que but par rapport à d'autres objets, considérés eux-mêmes en tant que moyens. Ainsi HUMBOLDT, lorsqu'il prétend "reproduire" la nature "du point de vue le plus élevé de l'unité du monde" (2), considère sans doute son objet, soit comme produit par la pratique originelle et "unifiante" d'un souverain démiurge, soit comme un moyen, pour l'homme, d'être associé à cette "unité" lorsqu'il utilise l'écoumène pour produire des objets; dans les deux hypothèses, l'auteur entend sans doute expliquer - mais sans le dire clairement - quelle pertinence est à la base de sa propre connaissance de la nature et ce n'est qu'au moment où il explicite des "images" historiques du monde, qu'il peut être objectif. On peut, en effet, connaître une certaine réalité matérielle, mais seulement de façon subjective, en référence à un point de vue lié à une pratique, ou bien connaître objectivement une certaine façon, forcément subjective, de concevoir cette même réalité; en-dehors de ces deux modes de connaissance, il n'y a place que pour l'idéologie - forme de connaissance qui se prétend définitive et absolue, reflétant l'objet matériel "tel qu'il est" et qui récuse sa propre historicité - (3) ou pour la description sans pertinence, qui n'est pas, à proprement parler, une façon de connaître, mais plutôt une vaine tentative multipliant indéfiniment ses classes dans le but illusoire de "rendre compte" exhaustivement d'un objet. Comme l'indique PRIETO, "une discipline qui se proposerait

(1) A. de HUMBOLDT (1769-1851) résume ainsi son ouvrage, *Cosmos*, en préface du tome III : "J'ai essayé d'abord de reproduire la nature sous son aspect extérieur et purement objectif, puis j'ai dépeint son image réfléchie à l'intérieur de l'homme (...) et j'ai cherché la trace de l'influence qu'elle a exercée sur les idées et les sentiments des différents peuples".
Trad. H. FAYE, Gide et Cie, Paris 1851, tome III, p. 1.

(2) *Ibidem*, tome IV, p. 12.

(3) Luis J. PRIETO, *op. cit.*, p. 160.

d'aborder l'étude d'une réalité sans une pertinence qui lui soit propre, c'est-à-dire sans un point de vue qui, déterminant positivement ce qui compte pour elle dans l'objet, lui permettrait d'attribuer à celui-ci une identité, ne saurait être, si elle est conséquente avec le but qu'elle s'assigne, qu'une course au détail infiniment recommandée". (1)

Les conceptions collectives de l'espace constituent, selon moi, l'objet de la géographie humaine. L'écoumène, espace habité par l'homme, est en effet perçu comme un ensemble de faits matériels donnés, quel que soit le stade historique de transformation auquel il se situe; or, ce qui compte, pour toute pratique ayant comme objet l'espace - au sens d'écoumène -, c'est l'utilité qu'elle lui reconnaît ou qu'elle lui confère en le modifiant, par rapport à ses finalités propres. C'est pourquoi, je distingue au moins deux classes de pratiques de l'écoumène, à savoir, les pratiques transformatrices et les pratiques utilisatrices. D'autre part, je distingue également deux modes de connaissance des objets dont il se compose, tous deux dérivés d'un des types mentionnés de pratiques; chaque pratique, en effet, tente de s'exercer en construisant des objets, qui forment l'univers du discours (2) de ses moyens ou de ses buts, en référence auquel elle connaît chacun de ces objets. Ainsi, sur le plan des pratiques, tout d'abord, un architecte conçoit comme but la maison qu'il dessine, mais l'individu qui, ensuite,

(1) Luis J. PRIETO, op. cit., p. 119. En croyant connaître "la réalité comme telle dans ses limites "naturelles"", la géographie dite "physique" constitue une forme d'empirisme "en extension" (Cf. op. cit., p. 93); mais la géographie humaine y est exposée, elle aussi, lorsqu'elle croit pouvoir découper son champ d'étude des faits proprements humains parmi les faits physiques. A l'instar de la précédente, qui se dit "descriptive", elle peut être également empiriste "en extension", si elle considère "comme allant de soi la possibilité d'une connaissance de l'objet "concret"" quand elle échafaude des théories "abstraites" sur les localisations résidentielles et les modes d'implantation d'entreprises. En réalité, elle ne connaît les faits dont elle s'occupe qu'à travers certaines classes totalement abstraites, à savoir, les classes avec lesquelles opèrent les individus et les groupes qui aménagent l'espace; sa connaissance des distributions spatiales, en d'autres termes, "loin de se trouver au départ du processus de construction des connaissances "abstraites""(de la théorie de l'aménagement) "(...) en constitue plutôt un résultat secondaire, un sous-produit" (Cf. op. cit., p. 92).

(2) "Un objet que l'on connaît, et tous les autres objets dont la connaissance, du fait de la réciprocité du rapport de différence, découle de la connaissance du premier, forment ce que l'on appelle l'univers du discours en référence auquel cet objet est connu". Luis J. PRIETO, op. cit., p. 92.

habite dans cette maison la conçoit comme moyen et, s'il en est le propriétaire, la conçoit temporairement, lui aussi, comme but, jusqu'au moment où s'achève sa construction ou, plus simplement, jusqu'au moment où il l'a achetée. Quant aux connaissances qu'impliquent ces diverses pratiques, il convient de distinguer celles qui sont scientifiques de celles qui sont non-scientifiques; ces dernières peuvent rendre les pratiques coûteuses et réduire leur efficacité : si je construis une maison sans me soucier au départ de la solidité du terrain, des propriétés isolantes des matériaux que j'utilise ou de la verticalité des murs, mon inefficacité se soldera ensuite par des corrections ultérieures, nécessaires à la valeur d'usage de mon objet. Une même pratique peut être ou ne pas être efficace et économe, selon qu'elle explicite ou non les concepts qui sont pertinents par rapport à ses buts ou à ses moyens. Cette distinction s'applique aussi bien aux pratiques utilisatrices qu'aux pratiques transformatrices; l'art de la pêche, la pratique de l'ascension en montagne ou la recherche d'un itinéraire sur une carte topographique sont des pratiques d'usage de l'écoumène, dont dérivent certaines connaissances scientifiques garantissant leur efficacité et leur économie. L'efficacité d'une pratique est assurée, selon PRIETO, par une connaissance qui identifie toutes les caractéristiques d'un objet qui "comptent" pour l'exercice de cette pratique, l'économie consistant, elle, à reconnaître seulement celles qui "comptent", c'est-à-dire, qui sont pertinentes, pour son exercice (1). Ainsi, toute pratique établit, parmi les connaissances qui pourraient être "vraies" d'un certain point de vue concernant son objet, celles qui, en outre, sont "pertinentes" par rapport à cet objet considéré comme moyen ou comme but de la pratique en question. Le géophysicien, l'ingénieur agronome ou le géologue définissent des identités vraies et pertinentes pour des pratiques de transformation ou d'utilisation de l'écoumène, en vue d'assurer leur efficacité et leur économie; leur tâche est donc essentiellement une tâche d'explicitation. De leur côté, l'aménageur et l'utilisateur de l'espace, tout en exerçant deux types distincts de pratiques, ont ceci de commun qu'ils n'explicitent pas les concepts qu'ils utilisent, soit pour aménager l'espace, soit pour l'utiliser. J'appelle aménageur celui qui exerce une

(1) Luis J. PRIETO, *exposé oral*.

pratique transformatrice, à savoir, celui qui conçoit une parcelle d'écoumène comme but et, tout à la fois mais, logiquement, d'abord comme moyen et qui établit une fonction nouvelle en aménageant un outil nouveau, qui s'assure, ainsi, le contrôle social d'une partie de l'espace à disposition. Or, pour acquérir l'espace et pour financer son équipement, il n'établit pas scientifiquement toutes les connaissances de la réalité matérielle qui sont nécessaires à sa pratique, mais il a recours à des concepts explicités par des scientifiques en vue d'une telle pratique. La pertinence qui résulte de son point de vue diffère de celle du point de vue d'usager, qui, lui, conçoit l'écoumène seulement en tant que moyen d'accomplir une certaine opération. Par exemple, un objet tel qu'une parcelle produisant du blé peut être connu à la fois par le cultivateur qui sème le blé ou par un promeneur, sans toutefois être considéré comme membre de la même classe; le concept "culture de blé", en effet, est "vrai" et "pertinent" pour les travaux agricoles à exécuter sur cette parcelle, tandis que le fait que ce soit du blé ou du maïs qu'on y cultive, a une autre portée aux yeux de l'usager. Ce concept utilisé implicitement est "vrai", mais il n'est efficace et économe que pour celui qui cultive; pour le promeneur, il est, au contraire, trop restreint, en supposant que ce qui compte à ses yeux, c'est qu'une parcelle soit accessible par rapport à sa promenade; distinguer, dès lors, chaque type de culture dans une telle pratique constituerait en quelque sorte un gaspillage de concepts, qui rendrait son exercice impossible au lieu de le rendre efficace. Ceci montre, en définitive, que les objets produits par l'aménagement de l'espace ne sont pas nécessairement conçus comme objets dans la pratique d'usage de l'espace, puisqu'un champ de blé peut n'être conçu que comme partie composante d'un objet plus vaste et, réciproquement, que des objets connus par les usagers de l'écoumène, même s'ils résultent d'une composition à partir de parcelles et s'ils présentent, pour l'usager, des traits produits par les aménageurs, peuvent n'être connus en tant qu'objets que de lui seul.

En explicitant les pratiques qui se trouvent à la base des connaissances d'aménageur et d'usager, la géographie est à même de connaître ce qui les oppose et de mettre en évidence leurs rapports.

Rien n'oblige le géographe à considérer un type de pratique plutôt que l'autre, ni à se limiter à un seul, mais chaque pratique doit être interprétée selon la connaissance qu'elle suppose. Puisque, en effet, l'écoumène est envisagé comme formé d'objets différents, la connaissance des finalités de chaque pratique permet de comparer les points de vue, essentiellement ceux d'aménageur et d'usager, d'expliquer la genèse d'un espace donné et d'en évaluer les qualités d'usage. Le discours scientifique sur la production de l'écoumène s'oppose ainsi au discours scientifique sur son utilisation; le premier consiste à expliciter les concepts aménagistes (1) et le second s'intéresse à la signification de l'espace produit, considéré en tant que moyen dans une pratique d'usage. Le premier montre, en effet, quelle connaissance, c'est-à-dire quels concepts "vrais" et "pertinents" peuvent découler de toute pratique consistant à modifier l'espace, parcelle par parcelle, chacune de celles-ci étant considérée en tant qu'objet d'une telle pratique; le second explicite les concepts qui, aux yeux d'un simple usager, peuvent être "vrais" et "pertinents" pour classer des objets qui ne sont pas, cette fois-ci, des parcelles, mais qui sont perçus comme équivalents ou opposés entre eux à l'intérieur du même écoumène. Le fait qui distingue ces deux types de pratique est évident : aménager l'espace, cela consiste à créer des outils pouvant servir à une pratique d'usage, mais si cette dernière est exercée à la fois par les propriétaires de terrains et, dans certaines limites, par les usagers eux-mêmes, la pratique aménagiste demeure le privilège de ceux qui participent effectivement à la gestion de l'espace, ou qui parviennent à s'y insérer. Cette gestion implique donc une connaissance, disons même une "interconnaissance" associant les aménageurs dans une certaine façon d'envisager leurs relations et leurs buts, en référence à des moyens matériels et à des contingences liées à l'espace; par "interconnaissance", j'entends donc souligner le fait qu'une pratique commune de production matérielle, réservée aux propriétaires du sol, explique leur connaissance et la distingue de pratiques

(1) L'adjectif "aménagiste" qualifiera désormais, non pas une pratique de transformation matérielle - car celles-ci peuvent être de plusieurs sortes - mais celle qui fait d'une parcelle aménagée le moyen d'une production de biens ou de services, autrement dit, toute pratique produisant ses propres outils lorsqu'elle aménage l'écoumène et concevant ce dernier d'une façon "notative". (Cf. *infra*, chapitre 2, p. 58.)

qui, utilisant l'écoumène comme un moyen imposé et non pas comme un outil produit, impliquent une autre connaissance. Aussi, dans l'op-tique d'une méthode, la tâche du géographe consiste-t-elle à expliquer la manière dont, historiquement, les sociétés conçoivent et aménagent, mais aussi "ressentent" leur espace; cette connaissance, qui explicite divers points de vue et explique la pertinence de chacun en particu-lier, se substitue, en conséquence, à des idéologies. (1)

1.2.2. Concepts aménagistes et concepts d'usager

Science de l'homme, la géographie étudie les pratiques dont l'écoumène est l'objet et elle tente d'expliquer les rapports qui unis-sent les connaissances impliquées par chacune d'elles:

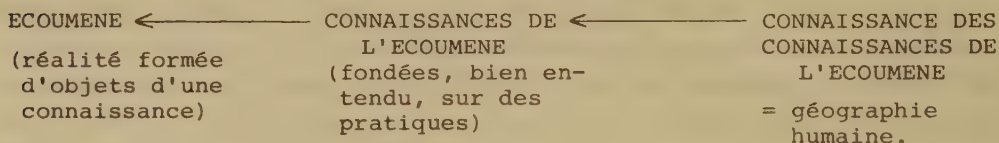


Figure 1. : L'objet de la géographie humaine.

Contrairement, donc, aux sciences de la nature qui, lorsqu'elles ont pour objet l'écoumène, ne font qu'assurer l'efficacité et l'économie d'une pratique (et se situent, logiquement, au centre de la figure ci-dessus), la géographie humaine a pour objet ces connais-san-ces elles-mêmes. Pour prendre un exemple illustrant cette position, la pédologie, qui étudie les types de sols et fait donc partie des sciences de la biosphère terrestre, définit des concepts dont la per-tinence ne réside sans doute pas dans les sols "en soi", mais dans le point de vue qui fonde l'intérêt pour des aptitudes pédologiques, à savoir, le point de vue agronomique; dans ce cas, les concepts de cette discipline, utilisés dans la pratique agricole, font en outre l'objet d'une connaissance géographique de nature épistémologique, qui met en évidence leur historicité. Il en va de même de la géomor-phologie, de la climatologie, de la biogéographie, de l'astronomie ou de la physiologie humaine qui, toutes, font l'objet d'une connais-sance géographique en tant qu'elles dérivent d'une certaine pratique. Il existe, d'autre part, à côté de ces sciences, une série de disci-plines formalisantes qui fournissent à la géographie ses instruments d'analyse: la logique, la statistique, la topologie, la démographie

(1) Elle oppose des points de vue demeurés implicites. Cf PRIETO, op. cit., p. 162.

ou l'économétrie en sont des exemples; loin de se substituer à l'explication géographique, ces disciplines permettent au géographe d'interpréter les phénomènes d'aménagement en tant que réalités historiques empreintes d'arbitraire et détachées de la réalité matérielle de l'espace, à travers le classement et la mesure. "C'est dans ce détachement, écrit PRIETO, véritable rupture épistémologique, que réside la découverte de l'objet d'une science de l'homme et c'est à lui, par conséquent, que se trouve lié l'acte de constitution de celle-ci." (1)

La géographie étudie donc des concepts, c'est-à-dire des classes, avec lesquelles opèrent l'aménageur ou l'usager; elle se demande quelle classe d'objets identifiés dans l'espace est pertinente pour une pratique aménagiste et quelle autre l'est pour une pratique d'usage de l'écoumène. Afin de connaître ces classes, elle invoque dans les deux cas la pratique elle-même, cherchant de quel point de vue celle-ci procède. En ce qui concerne les pratiques aménagistes, l'objet considéré est une parcelle d'espace, considérée en tant que moyen pour produire des biens et des services; quant à la pratique d'usage, les lieux qu'elle considère sont les moyens reconnus comme pertinents pour exécuter certaines opérations (une gare, par exemple, peut être conçue comme le moyen de partir en voyage). En d'autres termes, un certain ordre de faits - celui des parcelles ou celui des lieux connus - est classé selon une caractéristique pertinente par rapport au but poursuivi, qu'il s'agisse d'un bien, d'un service ou d'une opération individuelle, ces buts étant eux-mêmes classés du point de vue des moyens, en tant qu'ils constituent un ordre de faits associé par la pratique à celui des moyens. Une parcelle d'espace est donc conçue dans la pratique aménagiste en tant que membre d'une classe de moyens, dont une classe de buts - biens ou services - est corrélative; de même, un usager conçoit les lieux de son existence comme des moyens, localisés dans l'espace, à travers une classe, dont est corrélative une classe d'opérations qu'il souhaite exécuter. Pour définir la "compréhension" ou l'"intension" d'une classe qu'elle étudie (2), la géographie doit donc découvrir la différence qui apparaît, soit à un aménageur, soit

(1) Luis J. PRIETO, *op. cit.*, p. 152.

(2) *Ibidem*, pp. 81-82.

à un usager, entre les objets que reconnaît l'un ou l'autre dans l'exercice de sa pratique et cette différence lui permet de définir l'identité qui "compte" du point de vue du but que ce sujet poursuit. "L'identité qu'on reconnaît à un objet, précise PRIETO, (...) n'est en définitive que la façon dont on le connaît, et deux objets identiques entre eux ne sont par conséquent que deux objets que l'on connaît de façon identique. En toute rigueur, donc, il faudrait dire, non pas que deux objets *sont* identiques entre eux, mais qu'ils *apparaissent* comme tels à la connaissance." (1) D'autre part, connaître un concept d'aménageur ou un concept d'usager équivaut à connaître l'"intension" de la classe avec laquelle l'un ou l'autre de ceux-ci opère: appartiennent, en effet, à l'"extension" d'une classe tous les objets auxquels un sujet reconnaît la même identité; quant à ceux qui ne présentent pas la ou les caractéristique(s) jugée(s) pertinente(s) pour la pratique du sujet, qui sont connus comme opposés aux premiers, ils forment le "complément" de la classe dont ceux-ci apparaissent comme membres. Ainsi donc, l'"extension" du "complément" d'une certaine classe découle de l'"intension" (ou "compréhension") de cette même classe et, réciproquement, sa propre "extension" découle de l'"intension" (ou "compréhension") de la classe "complémentaire" correspondante (2).

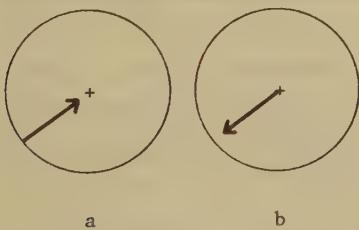
De cette définition du concept comme "intension" d'une classe, que j'emprunte, pour ma part, à PRIETO, la géographie peut tirer une méthode de classement; pour comparer les concepts à travers lesquels aménageurs et usagers considèrent l'écoumène, il faut effectivement savoir en quoi diffèrent leurs points de vue respectifs et, éventuellement, ce qui leur est commun, c'est-à-dire, en quoi le fait de considérer des objets formant une même réalité dans deux types distincts de pratiques entraîne, d'une part leur convergence et, d'autre part, la dépendance d'un point de vue à l'égard de l'autre. La différence essentielle réside, à mon avis, dans la connaissance, tandis qu'un élément commun, le fait d'utiliser toutes deux le même substrat écologique, unit les deux pratiques. Cette interprétation toute per-

(1) Luis J. PRIETO, *op. cit.*, p. 83.

(2) *Ibidem*, p. 82. Deux concepts ne sauraient différer entre eux "si ce n'est par leur intension et corrélativement par leur extension ou par le point de vue d'où résulte la pertinence de leur intension et de leur extension". *Ibidem*, p. 154.

sonnelle ne se veut certes pas définitive, mais elle permettra peut-être d'introduire un peu de clarté dans un débat difficile, auquel la géographie, d'une façon ou d'une autre, est intéressée.

En référence à ce qui précède, il apparaît que la connaissance impliquée dans toute pratique consiste à "construire" des objets, c'est-à-dire à les identifier en tant que membres d'une classe par la présence de certaines caractéristiques ou, s'ils ne présentent pas ces caractéristiques, en tant que membres du "complément" de la classe en question. Ainsi, la parcelle est conçue comme objet par les aménageurs et eux seuls, qui se l'approprient pour en faire l'outil d'une production de biens ou de services. L'utilisateur, en revanche, ne connaît que des "lieux", aux propriétés distinctes de celles des parcelles et à l'aide desquels il accomplit certaines tâches de son existence. Cette différence, relative au découpage opéré par les deux connaissances, détermine l'existence de deux univers du discours distincts, qui jouent le rôle, dans leur pratique respective, d'univers du discours des moyens; mais, à vrai dire, il existe une différence plus fondamentale qui explique l'existence de ces deux univers du discours. Seuls, en effet, les aménageurs modifient l'écoumène, ce qui implique qu'ils produisent des objets - les parcelles - en vue d'une utilisation ultérieure: leur conception fait passer l'objet, du complément de la classe qui définit son identité, dans cette classe elle-même (voir figure ci-contre); PRIETO parle dans ce cas d'une connaissance "projective" ou "projectuelle".



De son côté, l'autre conception, qu'on appellera, à la suite de PRIETO, "perceptive" (1), reconnaît l'objet comme membre ou comme non-membre de l'extension d'une certaine classe, laquelle est pertinente par

Figure 2 : Connaissance projectuelle (a) rapport à une pratique utilisatrice. et perceptive (b) d'un objet (+).

En fait, la seconde connaissance est commune à toute pratique non-transformatrice, c'est-à-dire qu'elle est, par définition, celle que conçoivent les usagers, mais aussi les aménageurs, lorsque ceux-ci cherchent à connaître des parcelles proches

(1) Luis J. PRIETO, exposé oral.

en vue, non de les transformer, mais d'interpréter le contexte local de leur intervention.

En vertu de la connaissance qu'elle suppose de chaque parcelle qu'elle transforme, la pratique aménagiste construit des objets qui sont, pour elle, des outils: mines, carrières, terrains de culture, d'élevage, bâtiments résidentiels, installations industrielles, centres urbains, etc..., tous découpés parcelle par parcelle. Considérés sous l'angle d'une production d'autres objets, ces outils sont conçus à travers un système d'équivalences et d'oppositions établi par un groupe social. Comme on le verra par la suite, l'utilité des outils créés dans l'exercice de cette pratique est, en effet, celle voulue par le groupe ayant le privilège de décider des pratiques, en général, et de l'aménagement de l'espace, en particulier. Puisque la pertinence, c'est-à-dire la corrélation entre classe de buts -de biens ou de services à produire - et classe de moyens (la classe dans laquelle une parcelle est ainsi "projetée") résulte du point de vue du groupe social dominant, chaque parcelle imprime à l'espace la marque d'une pratique imposée et considérée comme légitime. Mais un autre point de vue, lié à une autre pratique, confère à la connaissance d'usager une pertinence propre qui détermine un autre classement, portant sur d'autres objets. L'écoumène possède ainsi une seconde identité aux yeux du groupe social tout entier, la seule que reconnaisse le groupe social dominé. "L'identité sous laquelle on connaît un objet dépend du point de vue qu'on adopte pour le considérer parce que le système de classement, d'où dépend cette identité, en dépend lui-même", explique PRIETO (1). C'est la raison logique fondamentale pour laquelle les "lieux" connus de l'usager revêtent une identité distincte, en tant que moyens imposés à l'action individuelle et non pas en tant qu'outils produits expressément "pour produire" d'autres objets.

Un exemple permettra de mettre en évidence, tout à la fois, la différence et la ressemblance ou tout au moins l'analogie qui existe entre ces deux modes de perception de l'écoumène. On peut dire, en effet, qu'un agriculteur considère toujours le champ qu'il détient et qu'il cultive, d'une part comme "son" champ et, d'autre part, comme un "champ cultivé", c'est-à-dire un champ dont la fonction propre est de produire des biens primaires (des biens dégagés

(1) Luis J. PRIETO, *op. cit.*, p. 101.

par l'exploitation d'attributs physico-chimiques du milieu). Or, l'usager, dont le point de vue ne procède pas d'une utilité "créée" de la parcelle, mais d'une utilité reconnue dans l'opération qu'il se propose d'exécuter, considère, lui aussi, un espace mis en culture à travers deux classes analogues à celles, avec lesquelles opère le cultivateur: ainsi, il se pourrait qu'il considère telle surface mise en blé en référence à une double caractéristique, pertinente pour la pratique "promenade, détente, oxygénation, etc", à savoir, celle d'être accessible et celle, analogue à la caractéristique "primaire" reconnue par le cultivateur, de présenter une utilité biologique en rapport avec la promenade. Autrement dit, en termes de calcul, l'aménageur comme l'usager conçoivent la portion d'espace qui constitue respectivement leur objet à travers le produit logique de deux classes, ce qui revient à dire que cet objet est connu comme membre de l'intersection logique de ces deux classes. L'aménageur, toutefois, fait passer l'objet qu'il conçoit dans cette intersection, alors que l'usager perçoit son objet comme membre ou comme non-membre de cette intersection logique. Selon la figure ci-contre, on dira

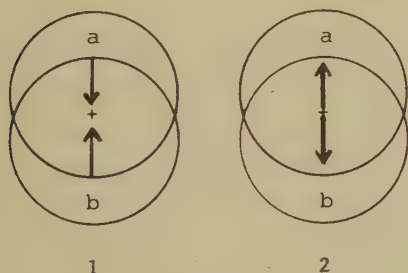


Figure 3 : Conception aménagiste (1)
et utilitaire (2) d'un morceau d'espace.

que toute portion d'écoumène est connue à travers une caractéristique "a" et une caractéristique "b"; pour un aménageur, la classe "a" regroupe tous les objets qui lui appartiennent et la classe "b", tous les outils qui permettent de produire certains biens ou certains services. Pour un usager, "a" qualifie les lieux auxquels il a accès, physiquement et juridiquement, tandis que "b"

regroupe tous les objets pouvant servir de moyens dans l'exécution de certaines opérations. On doit conclure que ces deux systèmes de classement présentent une analogie: l'opération "produire du blé", par exemple, implique une parcelle offrant certaines caractéristiques analogues à celles que doit présenter un terrain pour servir à la promenade, de même qu'elle suppose une caractéristique de détention juridique analogue à celle d'accessibilité pour le promeneur. Analogues, mais non identiques, les deux classements des moyens impliqués par les deux pratiques diffèrent ainsi totalement, quant à la possi-

bilité de modifier leur contenu en transformant l'espace.

Connaître des concepts, qui sont, comme le dit PRIETO, des "objets de pensée" (1) par opposition aux objets matériels, tel pourrait être l'objectif des sciences de l'homme; pour la géographie, qui essaie de comprendre comment est organisé l'espace, se pose le problème des "deux" usages de l'écoumène : d'un côté, un choix collectif détermine arbitrairement quelles pratiques sont légitimes pour son usage "productif" au sens strict et, de l'autre, les individus en tant que tels, qui eux aussi "produisent" mais au sens le plus large de ce terme, utilisent l'écoumène en accommodant leurs buts à leurs moyens, à défaut de pouvoir modifier les moyens eux-mêmes. La validité des concepts des uns et des autres est, dans les deux cas, relative à un point de vue, d'où résulte leur pertinence; opposer les pratiques selon le point de vue qu'elles adoptent et montrer leurs contradictions éventuelles, équivaut donc logiquement à opposer des concepts. En outre, la démarche géographique proposée ici aboutit inéluctablement à discuter et à redéfinir la pratique sociale elle-même.

1.2.3. Echange économique et praxis sociale

Pour aborder dans un second chapitre l'explication comparée de deux types de connaissance de l'écoumène, il est nécessaire préalablement de situer les pratiques, dont dérivent ces connaissances, parmi les pratiques sociales. On pourrait résumer ce qui précède en disant que la pratique aménagiste relève de l'échange, tandis que celle d'usager, par définition, relève de l'usage. Toutefois, comme on va le voir, toute pratique d'échange présuppose une connaissance de la valeur d'usage des mêmes objets - car tout échange s'opère en référence à un usage - de telle sorte que les aménageurs, en acquérant des parcelles pour produire des objets ayant valeur d'échange, ne font que modifier à leur profit des valeurs d'usage; aussi la pratique dans laquelle ils échangent les biens et les services qu'ils produisent (pratique sociale, car elle suppose entre les protagonistes de l'échange une interaction), explique-t-elle la manière dont ils conçoivent et transforment l'espace, qu'ils considèrent comme un moyen par rapport aux objets qu'ils produisent.

(1) Cf. Luis J. PRIETO, *op. cit.*, pp. 154-155.

SAPIR écrivait en 1925 : "La société n'est un ensemble d'institutions statiques qu'en apparence; en fait, elle se trouve constamment réanimée ou réaffirmée de façon créatrice par des actes individuels de communication qu'échangent ses membres" (1). C'est ainsi que le choix des pratiques "légitimes" dans une société donnée suppose en lui-même des pratiques sociales, notamment celles, sociales par excellence, que constituent les différentes formes de communication. Mais, du moment que toute action revêt un sens social en raison même de la connaissance dont elle témoigne, il faut admettre que le rôle actif évoqué par SAPIR concerne, non seulement les pratiques communicatives, mais aussi celles dont la fonction sociale découle de leurs caractères significatifs "seconds". Toute pratique d'échange est sociale, au même titre qu'un acte de parole, à cette différence près que l'outil qui permet l'échange n'est pas arbitraire au sens linguistique, comme l'est le signal, encore que la pratique d'échange elle-même doive être considérée comme arbitraire. C'est la raison pour laquelle, d'ailleurs, un géographe n'a nul besoin d'étudier un "code" pour connaître la pratique ou les pratiques qu'il étudie : si le choix, par exemple, des pratiques de production matérielle est "politique", c'est-à-dire arbitrairement déterminé par un pouvoir, il n'en va pas de même des moyens de cette production, moyens imposés par la réalité matérielle; les déterminations sociales de l'échange de biens et de services sont donc limitées dans le choix des moyens matériels de leur production. Ainsi, parmi les sciences de l'homme qui, toutes, étudient des connaissances de la réalité matérielle, certaines disciplines étudient des connaissances qui associent plusieurs sujets dans un même acte cognitif. La linguistique, ce "fameux pilote des sciences humaines" (2) étudie un modèle particulièrement clair de structure sémiotique, appelé "code". Ce faisant, elle soulève des questions qui concernent les structures sémiotiques en général (3) et celles en particulier qui permettent l'échange. Tout échange suppose un offrant et un demandeur du même objet : on peut donc établir, à côté de la sémiologie de la communication, une sémiologie de l'échange, un tel acte ayant lieu chaque fois

(1) E. SAPIR, *Linguistique*, 1925, trad. Boltanski-Soulé, Paris, Ed. Minuit 1968, p. 91.

(2) J. KRISTEVA, *La fonction prédicative et le sujet parlant*, in *Langues, discours, sociétés*, pour Emile Benveniste, Paris, Ed. Seuil 1975, p. 230.

(3) *Rapport de signification unissant deux structures oppositionnelles*, cf. *infra*.

qu'un sujet individuel ou collectif essaie d'acquérir un objet en produisant une valeur, reconnue comme corrélative d'une classe à laquelle appartient cet objet, chaque fois, donc, qu'un autre sujet, en recevant la demande en question sous la forme d'une valeur monétaire qu'on lui propose, est incité à céder cet objet. La monnaie, instrument d'échange, est un réservoir de valeur et un étalon des valeurs d'échange : elle fait ainsi l'objet d'une connaissance commune aux offrants et aux demandeurs de biens, qui la conçoivent selon le même point de vue d'un certain objet, considéré comme but de l'acte d'échange. En bonne logique, cependant, avant même d'être considéré comme but de l'échange, le bien ou le service en question est classé comme objet d'usage, autrement dit, comme moyen d'une autre pratique : ainsi, le bien économique que constitue toute parcelle, avant qu'il soit acquis par un aménageur, apparaît à celui-ci comme moyen de produire d'autres objets ou, ce qui revient au même, comme un objet qui présente une certaine valeur d'usage. Dans l'acte d'échange, le demandeur propose une certaine somme d'argent, qu'il est prêt à verser au propriétaire d'une parcelle en échange de cette dernière, compte tenu d'une valeur d'échange que, selon lui, le propriétaire peut lui reconnaître; l'offrant, de son côté, détermine d'après l'importance de cette somme la valeur que le demandeur, du moment qu'il la lui offre, reconnaît à sa parcelle en tant qu'objet d'usage. En somme, le mécanisme de l'échange est relativement le même que dans la communication (1), en ce sens que l'objet, classé par rapport à la valeur monétaire qui le signifie, est connu préalablement comme membre d'une classe d'objets servant de moyens à une autre pratique. Pour le propos présent, il importe surtout de constater que les pratiques d'aménagement de l'espace supposent l'échange et, par le fait même, se trouvent impliquées dans une pratique sociale d'échange économique. Non seulement la production d'espace, mais également la production de biens ou de services, qui est envisagée comme but de la première, supposent un système d'équivalences et d'oppositions permettant de reconnaître des valeurs monétaires, de même qu'elles en supposent un second, qui permet de reconnaître des normes juridiques réglant cet échange. C'est dans cette optique que sera examinée par la suite la pratique

(1) Cf. Luis J. PRIETO, *op. cit.*, chapitre premier.

aménagiste, à savoir, en tant qu'elle implique une pratique sociale, c'est-à-dire qu'elle contribue à forger des valeurs économiques et à modifier des normes juridiques par sa production.

Il en va tout autrement des pratiques d'usage de l'espace; la signification reconnue à l'écoumène dans l'exercice d'une telle pratique est, sans nul doute, elle aussi sociale, dans la mesure où toute connaissance de la réalité matérielle, qui est forcément liée à une pratique, est porteuse de signification (1): or, celle de l'espace aux yeux d'un usager réside dans les caractéristiques que celui-ci juge pertinentes par rapport à ses buts, d'où il résulte qu'il conçoit l'écoumène sous une autre forme et d'une autre façon qu'un aménageur. En somme, l'usager n'est qu'interprète de la réalité aménagée, sur laquelle il n'a lui-même aucune prise; socialement, sa pratique fait de lui un pur récepteur et, à travers l'échange, son rôle économique est celui de demandeur ou consommateur au stade de la demande finale. Producteur, il utilise l'appareil élaboré par les demandeurs de main d'oeuvre et construit sa connaissance de l'espace productif à travers le binôme "travail, non-travail", quête de l'emploi d'un côté, quête de résidence et de loisir de l'autre; ce binôme est très largement déterminé par des pratiques dominantes, dont celles d'aménagement, et par les outils imposés de ces pratiques: autrement dit, indirectement, par les aménageurs eux-mêmes.

L'appropriation sociale de l'espace tire sa pertinence des pratiques qu'elle permet d'imposer; et l'utilisation la tire, elle, des pratiques imposées elles-mêmes. L'imposition s'exerce principalement à travers les objets - en l'occurrence les lieux - dont la simple localisation et les caractéristiques d'usage ont un effet propre coercitif. Mais une imposition plutôt technique, socialement moins pertinente, utilise les canaux de la communication (2). Ainsi, par exemple, la signalisation routière permet à une instance publique de communiquer avec les usagers, d'exercer sur eux certaines influences injonctives ou indicatives. L'usage admis des infrastructures obéit à

(1) Luis J. PRIETO, *op. cit.*, cf pp. 106-108.

(2) Voir Georges MOUNIN, *Les systèmes de communication non linguistiques et leur place dans la vie du XXe siècle*, *Bulletin de la Société de Linguistique de Paris* 1959. Voir aussi P. GUIRAUD, *La Sémiologie*, *Que Sais-Je ? Paris* 1971.

des facteurs culturels : genre de vie, mobilité, modes de transport, types de véhicules, etc... Il apparaît toutefois que les codes routiers, ferroviaires, maritimes ou aériens sont utilisés par un émetteur investi d'une autorité sur le plan technique, mais au pouvoir réduit quant à l'affectation même des différentes zones que desservent les infrastructures : cela signifie bien que la pertinence de ces signaux résulte d'usages imposés. Au contraire, l'ensemble de l'espace aménagé reflète, comme tel, le pouvoir et ce pouvoir repose sur un certain "savoir"; l'investissement scientifique consenti par des privés ou par les pouvoirs publics ne saurait, certes, aller à l'encontre de leurs finalités productivistes et, si cet investissement porte sur l'usage de l'espace (études d'urbanistes visant à encadrer l'évolution des espaces bâtis, l'aménagement d'espaces "verts", l'amélioration du trafic, la sécurité des piétons... ou études d'aménagement touristique), la connaissance techno-scientifique qui en résulte et qui améliore l'efficacité des pratiques, s'explique uniquement selon la pertinence aménagiste. On doit même dire que l'efficacité et l'économie des pratiques d'usage de l'espace sont assurées, toujours, en fonction et selon la pertinence des pratiques imposées. Quant à l'"autre" pertinence, celle qui découle de l'"agir" individuel et qui permet de concevoir d'autres objets et d'autres rapports entre objets dans l'espace, elle donne naissance aux utopies urbanistiques (1), qui ne sont pas des connaissances actuelles, mais des projections à partir de connaissances réelles. Ainsi, les rapports qui unissent deux grands types de pratiques, aménagistes, d'un côté, utilisatrices de l'autre, apparaissent comme asymétriques, en ce sens que la connaissance aménagiste et la connaissance scientifique, qui explicite ses concepts, déterminent la connaissance d'usager, sans réciprocité. C'est, sans doute, dans cette asymétrie des rapports entre deux façons de connaître l'écoumène, aux pertinences distinctes, mais dont l'une impose la sienne à l'autre, que réside, à mon sens, la notion de pouvoir aménagiste et c'est une des tâches de la géographie que de montrer, à travers cette non-réciprocité des rapports du "pouvoir" et du "savoir" à l'"agir" collectif, les contradictions de la gestion sociale de l'espace. En expliquant quelle pertinence résulte, pour l'usager, de sa pratique, elle démontre la nécessité d'une gestion coordonnée, respectant la réciprocité des différents points de vue sur l'écoumène.

(1) Voir Françoise CHOAY, *L'urbanisme, utopies et réalités*, Paris, Ed. du Seuil 1965, textes choisis.

CONCLUSION:

LA SEMIOLOGIE ET LA GEOGRAPHIE HUMAINE.

Au terme de ce chapitre introductif consacré à la géographie comme science de l'homme, il convient de résumer les directions de recherche qui ont été indiquées en soulignant celles qui seront suivies dès maintenant.

L'espace étudié par le géographe est celui où habite l'homme; il est constitué des objets dont celui-ci acquiert une connaissance, en vertu des pratiques qu'il tente d'exercer et qui, toutes, ont pour but d'organiser sa survie; cependant, il existe théoriquement un nombre infini de pratiques "de survie", chacune d'elles se rapportant à une façon particulière de définir les buts de cette survie et, corrélativement, d'adopter les moyens matériels qui sont pertinents par rapport à ces buts. L'action organisatrice de l'homme consiste donc à établir des équivalences et des oppositions entre les phénomènes qu'il observe au sein de la réalité matérielle, en partant du point de vue des buts définis par un groupe socialement prédominant, et à transformer les éléments physiques du milieu de manière à en faire les outils des pratiques arbitrairement choisies par ce groupe. Autrement dit, l'organisation de l'écoumène dépend d'une capacité sociale d'envisager simultanément divers points de vue quant à l'utilisation collective de la réalité matérielle; si l'information, de l'avis de certains physiciens, peut être considérée comme une "épreuve virtuelle" tirée d'une "transition physique spontanée" (1), il convient d'ajouter que toute connaissance, c'est-à-dire toute saisie de cette information, dépend elle-même du choix d'une pratique, choix qui repose sur la motivation d'un groupe social. C'est pourquoi, l'objet de la géographie ne peut se distinguer de celui des sciences de la nature qu'à travers une reconnaissance de l'historicité de toute information acquise et une reconnaissance du caractère social des pratiques expliquant ces connaissances. Son objet n'est donc pas l'écoumène, car elle respecte (2) l'existence objective de la réalité matérielle, mais plutôt un ensemble d'objets formant l'écoumène, tels que les conçoivent en tant qu'outils les aménageurs, tels aussi que les connaissent les utilisateurs en

(1) Cf *supra*, note p. 10.

(2) Cf Luis J. PRIETO, *op. cit.*, p. 158.

les envisageant comme des moyens dans leurs pratiques individuelles. Par son discours propre, la géographie met ainsi en question les outils créés dans l'espace par certaines pratiques, dont l'exercice entraîne un oubli total ou partiel de l'arbitraire des choix dont elles procèdent. Science de l'écoumène, non pas "tel qu'il est", mais tel qu'il est conçu, elle établit des connaissances appropriées pour montrer comment est effectuée la poursuite d'une coordination entre des points de vue différents, lesquels constituent, à proprement parler, son objet. La connaissance géographique peut donc s'orienter vers une épistémologie des sciences de l'environnement (de l'écorce terrestre, des écosystèmes biologiques, des climats, des ressources, etc) ou plutôt, vers une épistémologie des connaissances non scientifiques, dérivant des pratiques d'aménageur ou d'usager. Sa définition demeure la même, mais c'est à la géographie humaine, c'est-à-dire à la seconde orientation, qui étudie des concepts non scientifiques, que la présente étude sera consacrée.

La seconde voie ouverte à la géographie fait de celle-ci une science de l'homme. La définition adoptée ici pour les sciences de l'homme rejoint, au-delà de l'enseignement de PRIETO, la découverte de l'objet de la phonologie (1). Il faut donc préciser que cette conception, qui n'est sans doute pas la seule possible, fait le même postulat à propos de la connaissance que la linguistique postsaussurienne et pragoise, à savoir que les sciences de l'homme étudient la façon dont un sujet, en tant que sujet social, conçoit une portion de la réalité matérielle, à l'instar de la linguistique, qui étudie "la façon dont le sujet parlant connaît les sons" (2). "Cela, cependant, précise PRIETO, n'implique nullement qu'une connaissance doive nécessairement passer par une langue" (3); ce qu'implique toute connaissance, c'est une fonction associant des buts à des moyens, autrement dit, l'exercice d'une certaine pratique. Une connaissance est une construction du sujet qui procède d'un double classement, le classement des objets que celui-ci considère comme des moyens et celui, corrélatif au premier, qu'il considère comme buts. C'est bien ainsi qu'un aménageur conçoit sa parcelle: le cultivateur organise son exploitation,

(1) *Luis J. PRIETO, op. cit., pp. 143 et suiv.*

(2) *Ibidem, p. 9.* (3) *Ibidem, pp. 9-10.*

l'industriel implante son usine, l'agent immobilier équipe son terrain, tous trois cherchant à tirer une plus-value d'activités productives, par l'emploi de ces outils; leur conception de l'écoumène n'est donc pas "innocente", ni liée de façon naturelle ou nécessaire au support qu'ils immobilisent. Elle procède du choix d'une pratique et constitue en elle-même une réalité, déterminée par le but qui explique l'aménagement de l'outil. "Face à la réalité première et naturelle constituée par la réalité matérielle, l'activité cognitive de l'homme crée, en produisant des connaissances, une autre réalité, seconde et historique, constituée par ces connaissances elles-mêmes" (1).

La fonction des outils que constituent les parcelles aménagées ne réside pas seulement, ainsi qu'on le verra, dans la production de certains objets, comme c'est le cas par exemple d'un tournevis ou d'une bêche; si tel était le cas, la géographie aurait pour objet l'outillage, et cet objet se confondrait, comme tel, avec certaines préoccupations d'anthropologues. C'est, sans doute, le rôle d'un géographe d'inventorier les outils aménagés dans l'espace et de les classer selon leur raison d'être, mais la fonction d'instrument que remplit toute parcelle relève de deux classes, situées en rapport d'intersection : car elle permet de produire, mais aussi d'échanger des objets; au contraire, une vis serrée à l'aide d'un tournevis n'en devient pas pour autant propriété du détenteur du tournevis, ni un terrain bêché, propriété du détenteur de la bêche. En effet, la parcelle n'est pas un simple outil, mais elle est un facteur de production et le fait de la posséder entraîne la possession des objets qu'elle permet de produire (ou une rente annuelle fixe, rente foncière, qui n'équivaut pas à l'amortissement d'un outil "périssable"); c'est aussi le cas du facteur "travail", même si la valeur qu'il produit est socialement aliénée dans le système capitaliste, et du capital lui-même. La géographie étudie donc des modes de gestion du facteur "terre", en établissant les structures qui déterminent la connaissance de ce facteur. Partant de l'idée que le choix de l'outil suit celui des biens ou des services que légitime l'échange - autrement dit, se détermine en fonction d'une valeur d'usage et d'une valeur d'échange -, elle peut mettre en évidence la fonction double qui explique la connaissance de l'écoumène en faisant siennes les méthodes de la sémiologie, prise comme modèle dans les sciences de l'homme : elle se dit sémiologique par ses

(1) Luis J. PRIETO, *op. cit.*, p. 77.

méthodes, mais non pas quant à son objet. Il évite ainsi l'écueil signalé par JAKOBSON, qui relève "deux déviations également hasardeuses : d'une part, les essais pour forcer n'importe quelle structure sémiotique dans le schème linguistique, sans prêter attention aux traits spécifiques de la structure donnée seraient et sont nuisibles, comme, d'autre part, toutes les tentatives pour écarter tout dénominateur commun en raison de propriétés différentes ne peut que nuire aux intérêts de la sémiotique comparative et générale" (1); tout au moins, peut-on dire, la négation de ce dénominateur commun ne peut que nuire aux sciences de l'homme. Les structures sémiotiques, telles que, par exemple, celles utilisées par l'aménageur ou l'usager, qui feront l'objet du prochain chapitre, constituent une définition générale de l'objet étudié par ces sciences, lesquelles sont différentes les unes des autres par la fonction qu'elles étudient. Le projet d'une géographie humaine présenté dans ce qui suit considère les structures sémiotiques de production de l'espace et leur oppose celles d'utilisation, analogues dans leur pertinence, mais très différentes de par la fonction qui les caractérise.

(1) R. JAKOBSON, *Essais de linguistique générale*, Paris, Ed. Minuit 1973, p. 94.

CHAPITRE DEUXIEME:

ELEMENTS POUR UNE
GEOGRAPHIE HUMAINE

Ferdinand de SAUSSURE (1857-1913) :

"Il voyait les choses scientifiques avec des yeux bleus de poète et de visionnaire".

Antoine MEILLET, Les Nouvelles Littéraires, 8 novembre 1924.

INTRODUCTION

L'hypothèse de SAUSSURE : "La langue est un système" s'applique-t-elle à des structures sémiotiques autres que les codes servant à la communication, si, par elles, se construit toute connaissance, transformatrice ou utilisatrice, d'une certaine portion de réalité matérielle ? Cette interrogation sera sous-jacente au second chapitre, puisque son objectif consiste à expliciter la cohérence d'une méthode, dont les fondements théoriques viennent d'être esquissés. La première section développera l'opposition entre connaissance aménagiste et connaissance d'usager, préparant ainsi le terrain à un exposé logique de leur pertinence respective, qui occupera la deuxième section.

En troisième lieu, j'essaierai de montrer qu'en modifiant l'écoumène, la pratique aménagiste exerce une influence, implicite certes, sur l'orientation même d'une action collective et sur le réseau des relations sociales établies à travers l'échange de biens et de services. Si tel est le cas, la connaissance des faits d'emprise sur le sol et celle des fonctions établies à travers les parcelles donne accès à une "face" sociale invisible de l'écoumène et débouche ainsi sur une conception nouvelle de l'espace géographique.

PREMIERE SECTION:

L'ESPACE EN TANT QU'OBJET DE CONNAISSANCE

L'espace géographique modifié dans ses contenus par l'intervention humaine fait l'objet d'une connaissance qui diffère, suivant que l'on se place du point de vue de ceux qui l'aménagent - c'est-à-dire, le produisent - ou, plus généralement, du point de vue de tous ceux qui exercent une pratique quelconque impliquant le même espace en tant que moyen. Le propos de cette thèse est précisément d'opposer la connaissance que les aménageurs ont de l'espace à celle qu'en conçoivent les utilisateurs et de montrer en quoi cette autre connaissance dépend fondamentalement de la première. Un choix restrictif du sujet m'ayant conduit à ne pas m'étendre sur une épistémologie des sciences de la nature intéressant la géographie (1) problème qu'il s'agira de traiter ailleurs, l'objectif immédiat réside dans l'opposition de deux pratiques; c'est seulement lorsqu'on aura saisi la nature de la pratique *aménagiste* (2) et celle de la pratique *d'usage* (3) qu'il sera possible d'analyser leurs points communs et d'envisager les contradictions résultant de leur opposition sur le plan théorique.

2.1.1. L'"espace" en tant que concept d'usager

Les aménageurs - comprendre les producteurs de parcelles - modifient un espace; dans cette étendue aux propriétés modifiées, tout usager est à même de percevoir des indices relevant de trois catégories, si l'on se réfère à une classification de PRIETO (4):

-
- (1) Une telle étude aurait pour but d'expliquer la connaissance scientifique de l'environnement de l'homme et d'en montrer la pertinence, en invoquant les pratiques sur lesquelles ces connaissances se fondent: cf la géographie dite "physique", dont le statut épistémologique doit être reconsidéré.
 - (2) Pratique qui considère chaque lieu comme un outil, qu'il lui est loisible d'approprier à son but en le modifiant ou, au contraire, en empêchant sa modification spontanée (empêcher l'érosion, par exemple, ou le retour d'un sol à la friche).
 - (3) Pratique considérant tout lieu comme un moyen donné, permettant d'exécuter certaines opérations. Cf Luis J. PRIETO, *op. cit.*, pp. 61-65.
 - (4) Cf Luis J. PRIETO, *op. cit.*, pp. 15-16.

a. Certains objets observables dans le paysage indiquent des utilités apparentes et constituent des "indices spontanés" :

- un type de bâtiment indique un type de fonction.
- l'état de vétusté indique un degré d'obsolescence (de désuétude).
- la morphologie de l'espace, l'agencement des parcelles, des clôtures et des voies d'accès indiquent son degré d'accessibilité.

b. L'architecture indique un sens conféré à l'espace à travers la conception esthétique qu'elle manifeste; les traits architecturaux de l'aménagement, distincts en eux-mêmes et complémentaires de la destination fonctionnelle des parcelles, constituent des "indices intentionnels" à caractère artistique (1).

c. Enfin, certains indices intentionnels localisés dans l'espace (signaux routiers, publicitaires, etc...) sont produits expressément pour communiquer des normes d'accès et d'utilisation de l'espace, ou pour attirer des clients vers les entreprises.

Le comportement des usagers est influencé, d'abord, par la perception d'indices intentionnels, destinés à réglementer l'accès et l'utilisation d'équipements publics ou privés; l'architecture elle-même, qui réside, au sens entendu ici, dans une conception réalisant la fonction propre de tout attribut créé, "renvoie" toujours, à travers l'esthétique des moyens mis en oeuvre, à une intention manifeste d'influencer l'usager. En bref, une communication est exercée par les aménageurs envers les usagers, mais ce type de communication ou de suggestion esthétique ne constitue pas l'objet proprement dit de la pratique aménagiste telle que je la conçois, ni, en conséquence, l'objet de l'étude abordée ici (2).

-
- (1) La communication artistique est présentée par PRIETO comme un phénomène de connotation impliquant le propos de communiquer, voir à ce sujet *Etudes de linguistique et de sémiologie générales*, Droz, Genève-Paris 1975, La communication artistique, pp. 119-120.
- (2) Tout au moins les codes de signalisation n'intéressent-ils que secondairement la présente étude, de même qu'ils n'influent que secondairement sur la "carte mentale" (cf. *infra*) de l'individu.

Dans le cas des indices spontanés, on est en présence de phénomènes qui touchent de plus près l'aménagement lui-même, précisément parce qu'ils ne témoignent d'aucune intention de communiquer et sont connus exclusivement en tant qu'objets pouvant servir de moyens dans une pratique individuelle; cette troisième catégorie regroupe donc tous les attributs (1) de l'espace qui ne constituent pas des indices intentionnels et qui sont perçus dans le comportement d'utilisateur, du point de vue de leur utilité d'instruments. Néanmoins, l'espace est appréhendé à travers un ensemble d'attributs et tous les indices (spontanés ou intentionnels), que perçoivent les usagers forment l'*univers du discours* auquel se réfèrent les acteurs membres d'une collectivité, dans leur comportement d'utilisateurs. "Un objet que l'on connaît, écrit PRIETO, et tous les autres objets dont la connaissance, du fait de la réciprocité du rapport de différence, découle de la connaissance du premier, forment ce qu'on appelle l'*univers du discours* en référence auquel cet objet est connu" (2).

Cet univers du discours, formé de tous les éléments reconnus par l'usager dans sa perception particulière de l'espace, fait l'objet d'un classement, car certains d'entre eux seulement présentent une caractéristique grâce à laquelle ils peuvent servir de moyens pour exécuter une certaine opération. Par exemple, l'usager qui souhaite "prendre un peu l'air" va se diriger vers un des lieux qu'il connaît et qui présente une utilité correspondant aux activités de récréation : pour la pratique "détente", une série de lieux seront donc considérés comme équivalents entre eux - car ils en sont les moyens appropriés - et comme différents d'autres lieux (tels qu'une rue encombrée de véhicules ou une zone industrielle, par exemple). Or, ce qui permet de dire que l'usager considère certains lieux comme équivalents entre eux, comme opposés à d'autres, et qu'il leur reconnaît, par le fait même, une certaine identité, c'est sans aucun doute le but qu'il poursuit, en fonction duquel tous ces endroits

(1) *Caractères reconnus à des objets discrets identifiés dans l'espace.*

(2) *Luis J. PRIETO, Pertinence et pratique, op. cit., p. 92.*

présentent une même utilité (permettent d'exécuter des actes relevant pour lui de la même classe). Autrement dit, le classement par lequel il organise un univers du discours des lieux qui joue le rôle, dit PRIETO, d'*univers du discours signifiant* (1), se réfère à un classement virtuel des buts par types d'utilité : l'utilité reconnue à chaque lieu selon sa classe (ou selon l'*opérant* (2) que ce lieu "réalise") forme elle-même une classe, dont relèvent toutes les opérations rendues possibles par l'utilisation du lieu considéré comme moyen. Dans l'exemple proposé, les activités de récréation forment une classe à travers laquelle un usager conçoit son but, à savoir, la "promenade", en même temps qu'il conçoit, à travers le complément de cette classe, toutes les opérations (le travail, par exemple) qu'il n'envisage pas d'exécuter actuellement. Une opération que l'on exécute en se servant d'un attribut de l'espace, ainsi que toutes celles qu'on pourrait exécuter à sa place en se servant d'autres attributs constituant, selon PRIETO, un *univers du discours signifié* (3). "Une pratique met toujours en rapport deux "univers du discours" ou, en termes moins techniques, deux ordres de faits, où se trouvent respectivement les moyens et les buts de cette pratique, c'est-à-dire les objets au moyen desquels et les objets sur lesquels elle est exercée" (4).

C'est donc en raison du classement des buts (selon qu'ils sont "poursuivis" ou "non-poursuivis"), que le choix momentané d'un lieu en tant que moyen apparaît comme pertinent; il arrive à chacun de choisir un lieu de promenade après avoir décidé de prendre un moment de détente, auquel cas, le choix du but prévaut sur celui du moyen. Mais inversement, on peut dire aussi que c'est du classement des lieux "propices" ou "non-propices à la détente" que le choix

(1) Luis J. PRIETO, *op. cit.*, p. 110.

(2) *Ibidem*, p. 62. J'utilise ici le terme d'"opérant" comme synonyme de classe de "lieux".

(3) *Ibidem*, p. 110.

(4) Luis J. PRIETO, *Le plaisir dans les processus de la pertinence et de l'actualité*, présenté au Congrès "Psicoanalisi e classi sociali" de Milan, décembre 1977, traduction de Cl. A. Forel. Actes du congrès à paraître.

d'une activité comme but tient son actualité: il arrive parfois qu'on décide de faire une promenade au hasard de la découverte d'un site attrayant, auquel cas, c'est le choix du moyen qui a prévalu sur celui du but. Dans les deux cas, cependant, la pertinence demeure la même, puisque le classement des lieux par *opérants* est corrélatif de celui des opérations par *utilités*, en ce sens que les rapports des objets formant un *opérant* à son *utilité* sont réciproques de ceux des opérations formant une *utilité* à l'*opérant* correspondant. Sur le plan de la connaissance, PRIETO appelle *instrument* (1) l'entité abstraite, à double face signifiante et signifié, à laquelle tout usager se réfère lorsqu'il exécute une opération, de sorte que ce dernier accomplit un *acte instrumental* (2). Quant aux deux systèmes de classement, ou *structures oppositionnelles*, qui se fournissent réciproquement la pertinence, PRIETO dit qu'elles forment ensemble une *structure sémiotique* (3).

L'usager classe des objets qu'il perçoit dans l'espace et il règle son comportement sur les moyens que lui offre ce dernier d'accomplir ses tâches quotidiennes. On voit donc que cette pratique suppose, en effectuant le calcul de classes corrélatives formant une *structure sémiotique*, l'élaboration virtuelle d'une image de l'espace. L'exem-

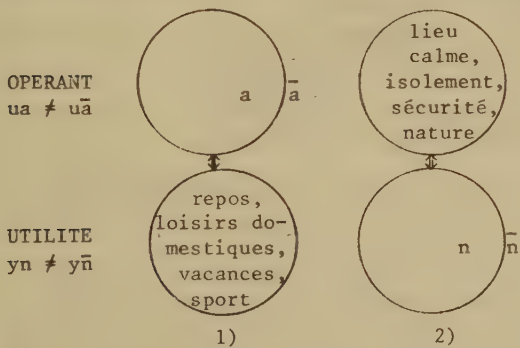


Fig. 4. : Structure sémiotique d'usager, esquissée selon 1) l'activité, 2) le lieu

naît deux *opérants*, l'*opérant* qui réunit les lieux "attrayants" (a) et l'*opérant* $\bar{a}$, (non-a), dont relèvent les lieux jugés "non-attrayants". Il apparaît que ce calcul procède d'une expérience acquise, ce qui suppose

(1) Luis J. PRIETO, *Pertinence et pratique*, op. cit., p. 64.

(2) Ibidem, Cf. chapitre 2.

(3) Ibidem, pp. 102-106.

ple cité des activités récréatives peut être repris pour esquisser une telle image; on peut affirmer qu'un individu connaît l'espace où il habite à travers l'utilité corrélatrice (n ou $\bar{n}$, non-n) qu'il conçoit d'un certain nombre de lieux, dont on dira qu'ils le "signifient" (cf Fig. 5). Dans l'ordre des

lieux, en effet, l'usager con-

naît deux *opérants*, l'*opérant* qui réunit les lieux "attrayants" (a) et l'*opérant* $\bar{a}$, (non-a), dont relèvent les lieux jugés "non-attrayants". Il apparaît que ce calcul procède d'une expérience acquise, ce qui suppose

nécessairement une connaissance de l'environnement propre au sujet; sans doute, celui-ci ne connaît-il pas "tous" les lieux qui l'environnent et qui seraient, pour lui, "a" ou "non-a". A chaque moment, l'usager constate l'appartenance d'un nouvel élément à une de ces classes. Mais néanmoins, il existe pour chaque sujet une certaine image de l'espace, sa "carte mentale" (1), selon laquelle il distingue les lieux qui "comptent" pour le genre d'existence qu'il mène, de ceux qui, au contraire, dessinent des "trous" dans sa perception. En définitive, comme une telle représentation risque d'être assez différente d'un sujet à un autre, le concept "espace" signifie "image de l'espace" et correspond à des classes de représentation, forgées dans le contexte d'une pratique d'usage.

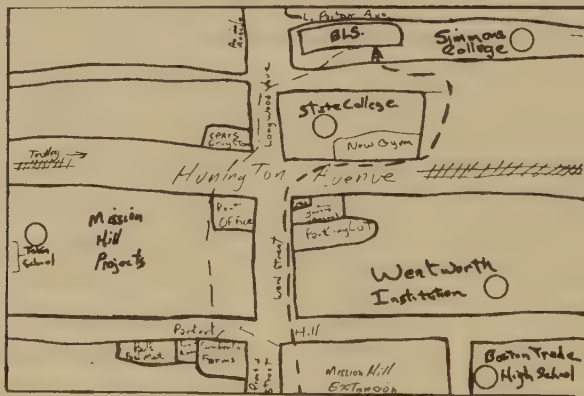


Fig. 5. : Carte de "Ralph", jeune noir fréquentant la Boston Latin School (BLS).

Recherche de Florence Ladd, cf Gould et White (1), pp. 30-34.

Contrairement à ses camarades du quartier noir, qui ressentent Mission Hill Project (quartier blanc) comme une "terra incognita" et qui exagèrent notablement les distances physiques qui les en séparent, Ralph représente à une échelle correcte la largeur des rues et fait figurer dans sa carte cinq institutions scolaires, symboles de son désir inconscient d'échapper à la ségrégation raciale. En fait, les lieux portés sur ce croquis sont tous ceux qui "comptent" pour Ralph.

(1) Notion forgée par Peter GOULD et Rodney WHITE, *Mental Maps*, Penguin Books, New-York et Baltimore 1974, cf infra, première partie de ce texte, chapitre troisième, pp. 170-173.

2.1.2. L'"espace" en tant que concept d'aménageur

Le point de vue d'aménageur diffère de celui d'usager par la pratique qu'il sous-tend et par les buts de cette pratique. Lorsqu'un individu, une société privée ou une collectivité publique agissant comme sujets de droit acquièrent une parcelle et l'aménagent, leur pratique consiste, en effet, à produire un objet. Il importe, à cet égard, de distinguer l'opération matérielle consistant à modifier l'espace par la construction (ou la destruction et la reconstruction selon d'autres critères) d'un équipement sur une parcelle, d'une part, et, d'autre part, la pratique d'acquisition et de financement, entrant elle aussi dans la définition proposée de pratique "aménagiste": celle-ci implique à la fois un échange économique, dont la parcelle est l'objet et la valeur monétaire, l'instrument, ainsi que le financement de travaux d'aménagements. L'aménageur est celui qui "paie" à la fois la valeur du terrain et le prix de l'équipement; il est donc acquéreur-investisseur et il escompte de sa pratique un profit à terme. Comme acquéreur, il conçoit la parcelle en tant qu'objet d'une appropriation; comme investisseur, il la conçoit en tant qu'outil, dont l'utilité corrélative constitue le but de sa pratique, au même titre que son privilège d'acquéreur. Quant aux autres pratiques, qui lui permettent de réaliser ses projets, c'est-à-dire les travaux d'aménagement eux-mêmes et l'activité productive de biens ou de services dont il peut tirer ensuite un revenu, elles sont soumises dans leur pertinence à la volonté de l'aménageur, mais peuvent être exercées par d'autres sujets. Ainsi, grâce à l'échange monétaire, la pratique d'aménageur réside essentiellement dans l'acquisition de terrains et dans une libre disposition de leur destination productive.

Prenons l'exemple banal d'une villa privée que se fait construire un individu; une telle opération suppose bien entendu l'acquisition d'une parcelle, souvent créée à cette fin par lotissement, et l'autorisation légale d'affecter cette parcelle à une fonction résidentielle, en respectant certaines normes de distance et de gabarit. D'autre part, l'individu fait construire sa villa ou, à la rigueur,

la construit lui-même. Son projet est déterminé par deux facteurs logiques, la "propriété" et l'objet "villa", ce qui signifie qu'il envisage son objet à travers deux classes; on voit en effet que la classe des "villas sur terrain privé" est incluse, d'une part, dans objets privés

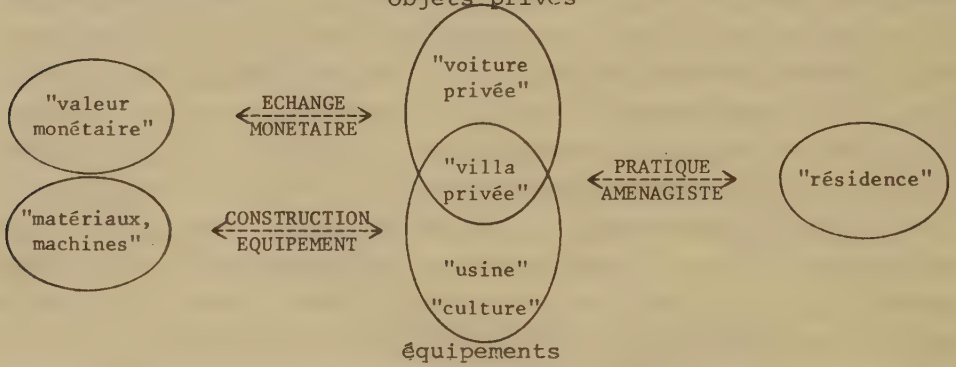
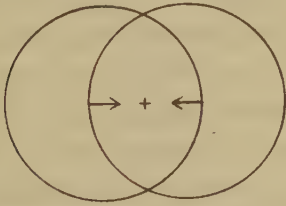


Figure 6. : Triple pertinence du classement d'une "villa privée"

la classe des "objets privés" au même titre que tout autre objet (par exemple, une voiture privée) appartenant en propre à cet individu; cette classe est jugée pertinente comme but dans une pratique d'échange. D'autre part, la classe dont relève, pour un aménageur, une villa privée est incluse également dans une autre classe large, comprenant tous les équipements qui peuvent être établis sur une parcelle (une usine ou une culture, par exemple) et cette autre classe est jugée pertinente comme but dans toute pratique de transformation matérielle de l'espace. Mais la classe restreinte que forme l'intersection logique des deux précédentes est seule pertinente, en revanche, pour la pratique qui consiste à s'établir dans un certain site résidentiel en étant propriétaire de l'espace occupé par cette résidence, pratique qui considère la parcelle aménagée en villa comme un moyen. Elle serait également pertinente aux yeux d'un individu qui louerait la villa, se substituant, en quelque sorte, à l'aménageur pour y exercer, moyennant un loyer, une pratique d'usage (pratique de location).

On voit donc que toute parcelle aménagée est conçue et classée deux fois par l'aménageur, une fois comme but et une fois comme

moyen (1). Sur le plan de la réalisation de ses projets, le simple particulier qui, par cette intervention dans l'espace, se réserve l'usage exclusif d'un cadre agréable pour y vivre, conçoit la demeure qu'il fait aménager comme le but des pratiques qu'il met en oeuvre; mais dès l'instant qu'il s'y installe, il conçoit la demeure en question comme le moyen de s'assurer une existence socialement privilégiée dans un système de gestion de l'espace. La situation demeure la même si l'on prend comme exemple une culture, une industrie ou une parcelle destinée à produire des services; l'équipement de la parcelle, en même temps qu'il produit un objet, actualise une fonction qui peut être exercée par l'aménageur lui-même ou par d'autres, en se servant de l'instrument productif (mais productif d'autres objets) qu'est la parcelle aménagée. Soit que l'aménageur loue sa parcelle, soit qu'il l'exploite lui-même, son rôle consiste de toute façon à gérer une portion d'espace et sa pratique, de ce point de vue, peut être exercée selon plusieurs modalités d'échange économique : sa conception de l'objet comme moyen n'en est pas moins lo-



a)

b)

- a) classe des objets détenus.
- b) classe d'outils considérée comme économiquement pertinente.

Figure 7. : Conception aménagiste d'une parcelle (+).

giquement première et c'est elle qui détermine l'espace produit. Dans la logique de la figure 3 (2) ci-dessus, on représentera la production d'une parcelle comme l'indique la figure 7 ci-contre, à travers le produit logique des deux classes considérées comme pertinentes, l'une, par rapport à l'achat, l'autre, par rapport à la transformation physique du terrain. L'aménageur, en effet, s'intéresse à l'achat et à l'équipement; ce

faisant, il conçoit l'objet qu'il crée à travers le produit logique de deux classes, l'une, à travers laquelle il veut s'approprier l'objet et l'autre, à travers laquelle il lui reconnaît une certaine fonc-

(1) Il en va de même de la connaissance de tout objet conçu comme but dans un acte instrumental, cf. PRIETO, op. cit., p. 68.

(2) Cf p. 31.

tion qu'il souhaite établir. Une parcelle qu'on aménage est donc conçue comme but, d'une manière virtuelle, et cette connaissance suscite certaines pratiques; mais quand le but qu'avait prévu l'aménageur est atteint au-travers de ces pratiques (pratiques de mise en valeur de la parcelle), une autre pratique, logiquement antérieure, devient actuelle, qui la considère comme moyen; c'est cette dernière seule que j'appelle pratique aménagiste, du moment qu'elle consiste à disposer de l'espace, à le découper et à transformer ses contenus, en vue d'établir certaines fonctions. En d'autres termes, cette pratique détermine la pertinence du classement de la parcelle par l'aménageur.

Il faudrait maintenant préciser ce que recherche l'aménageur à travers sa pratique, dont le moyen est constitué par la parcelle en tant qu'objet produit. Si l'on admet qu'aménager l'espace équivaut à le rendre propre à un usage en se réservant le contrôle d'une certaine étendue au sol et en transformant (ou, dans certains cas, en empêchant que ne se transforme) cette étendue, il s'ensuit que le but de ce contrôle explique à lui seul la raison d'être de l'outil; entendons par là que le but poursuivi en immobilisant un support, pour l'affecter à une certaine fonction, réside sans doute dans la fonction ainsi établie, mais l'établissement de cette dernière implique l'imposition d'un choix aux individus vivant dans cet espace. En d'autres termes, une parcelle détenue en propre par un individu, une société privée ou une collectivité publique prend une valeur d'usage, qui relève d'une classe jugée pertinente par l'aménageur en question; par le fait même, son utilité modifiée est en quelque sorte imposée à tous les autres utilisateurs. Donc, la pratique aménagiste ne saurait être, en tant qu'acte significatif d'une conception de la réalité, d'une part, socialement neutre ou "innocente", ni, d'autre part, sans incidence sur d'autres pratiques utilisant le même écoumène. C'est, en effet, parce que toute parcelle, objet d'échange en même temps qu'outil d'une pratique, constitue un bien rare, que sa production a pour effet d'exercer une influence à la fois normative et incitative, reconnue par l'aménageur comme pertinente, sur l'ensemble des individus concernés par une certaine portion d'espace. En elle-même, au premier chef, toute parcelle aménagée permet de produire des biens ou des services comme valeurs d'usage ou d'échange; donc, le but de tout aménageur réside au sens

propre dans la production d'objets dont il dispose, étant propriétaire du facteur qui permet sa production. Mais, si les biens ou les services produits grâce à cette parcelle lui assurent des moyens d'existence, ils lui permettent en même temps d'exercer, sur les relations sociales d'échange et sur les buts de l'action collective, une certaine influence. Autrement dit, en tant qu'objets d'une connaissance, les biens et les services fonctionnent tout à la fois comme les buts de l'aménagement et comme des moyens d'échange, ceux d'entre eux, du moins, qui font l'objet d'une demande; dans ce cas, leur valeur d'échange, c'est-à-dire la classe formée des objets qui sont considérés comme leur contrepartie en nature ou en espèces monétaires, fonctionne à son tour comme moyen d'investir dans l'équipement des parcelles, ou d'acquérir d'autres terrains, en prévision de la surenchère que peut déterminer leur rareté. Il semble donc qu'un circuit économique s'établisse à partir de la valeur d'échange et l'efficacité de ce système est encore renforcée par le mécanisme du crédit, dont la caution peut être constituée, soit par les terrains possédés, soit par les bénéfices escomptés de la production. La circularité de ces pratiques apparaît dans la

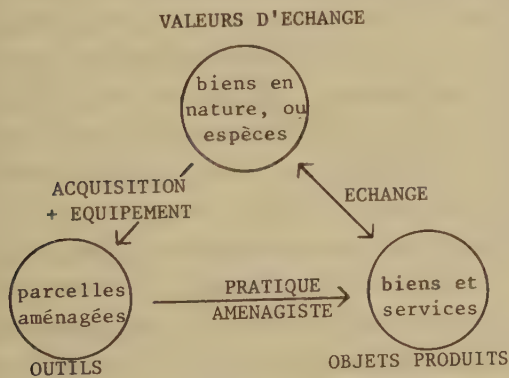


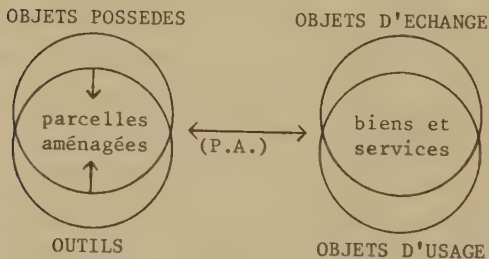
figure 8 et elle se vérifie sans doute par rapport aux biens et aux services qui sont susceptibles d'être échangés. En fait, cependant, on constate que, si ce schéma est utile pour illustrer la spéculation et la pression de l'offre sur la demande de biens et de services, il est insuffisant pour démontrer la pertinence de ce triple classement, pertinence qui est liée à toute pratique. Or, la valeur d'échange d'un

Figure 8. : Aménagement et échange

objet, qui résulte d'un système d'équivalences et d'oppositions établi par des échangeurs, est toujours relative à une conception de l'usage de cet objet; cela signifie qu'un bien ou un service, avant même d'être conçus, soit comme des produits de l'aménagement, soit en tant qu'objets d'une transaction, apparaissent au sujet comme les moyens sociale-

ment reconnus d'affirmer son propre rôle individuel ou son statut dans un certain système d'action collective; du moment, en effet, qu'il contribue à l'orientation d'un système socio-économique imposé, les objets qu'il produit et qu'il échange le signifient en tant que sujet social, lui permettant, en d'autres termes, de s'identifier lui-même en tant que producteur et consommateur de biens et de services.

Dans la structure sémiotique qui fonde la connaissance aménagiste de l'espace, il faut donc faire intervenir l'usage et l'échange dans le classement des moyens comme des buts. On a vu précédemment qu'une parcelle est conçue selon deux facteurs logiques et qu'elle comporte un segment, qui caractérise une relation d'échange (le terrain, objet possédé), ainsi qu'un autre segment (son équipement) caractérisant l'outil. De son côté, l'objet considéré comme but fait partie de la somme logique de deux classes; l'une de ces classes représente l'utilité de la parcelle-outil ou sa *valeur d'usage*, classe qui comprend toutes les opérations et tous les objets pouvant résulter de l'utilisation de cet outil; l'autre a pour membres tous les objets susceptibles d'être échangés et qui



sont reconnus comme équivalents entre eux du point de vue de leur *valeur d'échange*. L'aménageur, en effet, peut considérer comme but de sa pratique, soit la jouissance des biens qu'elle lui permet de produire, soit celle d'autres biens ou services que lui procure la vente de ses produits.

Parmi tous ces objets, il apparaît que, seul, un bien ou un service étant conçu comme but à la fois d'une pratique d'aménagement et d'une pratique d'échange, il est donc reconnu comme membre de l'intersection logi-

que de ces deux classes; il "réalise" (1) à la fois une valeur d'usage imposée à l'action collective et une valeur d'échange définie selon une

(1) Entendre par cette expression que l'objet est reconnu comme membre d'une classe et d'une seule, voir PRIETO, op. cit., p. 62.

norme sociale. On peut donc dire que tout attribut créé dans l'espace écologique est conçu comme moyen d'actualiser une valeur d'usage et toute portion d'espace acquise afin d'instaurer cette fonction est conçue comme moyen d'actualiser une norme, à travers la définition de valeurs d'échange. En produisant des biens ou des services, un aménageur impose une conception à la fois productive et normative à la société dans laquelle il exerce sa pratique. Le calcul logique de ces normes et de ces valeurs, dont le classement rend pertinent celui des parcelles, dicte aux aménageurs leur stratégie d'appropriation de l'espace et leur politique économique d'investissement.

Cette façon de concevoir la pratique aménagiste est proposée jusqu'ici à titre d'hypothèse; elle considère son articulation à une pratique sociale, toute production pouvant avoir en vue l'échange éventuel des objets qu'elle produit. Le fait de posséder une parcelle, facteur de production, donne en effet les moyens d'échanger des valeurs produites faisant l'objet d'une demande, tout en imposant certaines normes. La pratique aménagiste permet donc d'exercer parallèlement une pratique sociale, non pas au sens large, selon lequel toute pratique est sociale, du moment qu'elle est exercée par un sujet social, mais dans un sens strict, en tant qu'elle associe deux ou plusieurs sujets dans une transaction, dans un acte d'échange. Cette pratique sociale au sens strict ne se confond pas, à mon avis, avec les pratiques de communication, lesquelles sont cependant associées à son exercice : l'offre et la demande d'un bien sont sans doute formulées dans une langue (ou par gestes) et le signe monétaire "signifie" un moyen d'échange; mais dans le troc, par exemple, échange exercé sans recours à un système monétaire, l'objet utilisé comme moyen d'échange n'est pas un signe. On doit donc admettre que l'échange suppose une connaissance commune à un offrant et à un demandeur, lesquels considèrent un objet comme moyen d'en échanger un autre; dans un système monétaire, cet acte social suppose, en outre, la connaissance du signifié d'une monnaie comme outil d'échange. Selon les termes définis par PRIETO, l'objet proposé par un demandeur en échange d'un autre objet est membre d'une classe du système d'intercompréhension auquel celui-ci se réfère (1),

(1) *Luis J. PRIETO, op. cit., pp. 52-54.*

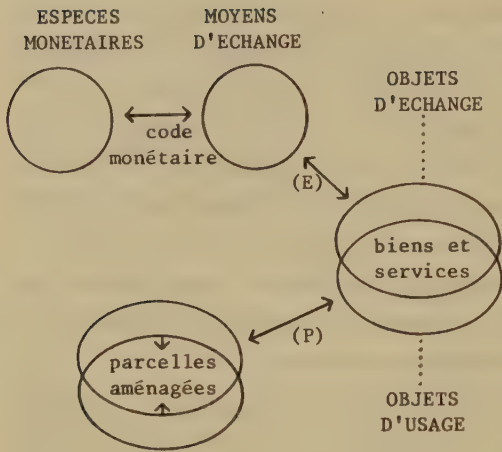


Figure 10. : Production (P) et échange (E) de biens ou de services

car l'espèce monétaire (pièces, billets, titres, etc...) utilisée pour l'échange a comme signifié une valeur, qui joue le rôle de moyen dans l'échange proprement dit. Dans l'acte d'échange, en effet, l'aménageur est l'offrant d'un objet vis-à-vis d'un demandeur; celui-ci détermine quelle valeur correspond pour lui à l'usage de l'objet qu'il demande et propose en nature ou en numéraire, selon le code monétaire, une somme équivalente. L'offrant, de son côté, pour qui le but n'est pas l'objet demandé, mais au contraire sa valeur,

interprète alors la valeur pour décider s'il cède ou non son objet au demandeur. Leur connaissance commune de l'objet proposé comme moyen d'échange et de sa valeur, qui caractérise l'échange lui-même, suppose ainsi la réussite d'un acte sémique préalable; si, en effet, offrant et demandeur s'accordent sur l'équivalence des deux objets (telle que l'établit d'abord celui qui a l'initiative de l'échange), ils conçoivent nécessairement de la même façon la valeur d'échange signifiée dont est membre l'objet demandé ou offert et ils peuvent exécuter l'échange ou, au contraire, renoncer à l'exécuter.

Il est certain que l'aménageur, puisqu'il se comporte comme l'offrant de biens ou de services, subit l'influence de la demande en même temps qu'il exerce lui-même l'influence de l'offre; autrement dit, dans l'exercice de l'échange et de la pratique communicative requise par son exercice, sont définies certaines normes et certaines valeurs sociales. Tout aménageur peut créer des objets (du pétrole brut, du blé, des machines, des services...), mais seuls lui sont utiles ceux qui actualisent des valeurs légitimées et permettent ainsi l'échange, actualisant certaines normes : la connaissance aménagiste de l'espace doit se référer au classement social de ces normes et de ces valeurs, en même temps qu'elle le détermine elle-même partiellement à travers l'échange. C'est ainsi que s'explique, à mon avis, l'imposition sociale

de pratiques; par l'échange, certains aménageurs parviennent à imposer leur mode de production des biens et des services, dont ils détiennent les facteurs. Leur capacité d'offre des objets les plus demandés détermine donc leur pouvoir, leurs rôles de producteur et d'offrant allant de pair et portant sur les mêmes objets, considérés comme buts à travers les mêmes classes. Car la valeur d'usage et la valeur d'échange dont ces produits sont reconnus comme membres sont déterminées elles-mêmes à travers une classe restreinte qui signifie, pour un aménageur, son propre statut de producteur et d'offrant. Par exemple, un promoteur immobilier qui offre des logements conçoit sans doute ces derniers à travers leur valeur d'usage en même temps qu'à travers leur valeur d'échange, de sorte que seuls, sont pertinentes les caractéristiques de ces logements qui le "signifient" comme bailleur, c'est-à-dire qui témoignent de sa conception de la pratique "loger" imposée à d'autres; il ne s'agit pas, en effet, de l'identité qu'il reconnaît pour lui-même à la résidence, ni de celle des objets qu'il peut se procurer par l'échange comme prix de ses services, mais d'une identité définie par deux classes, et qui le signifie comme producteur et comme offrant. Dans le cas où le détenteur d'une maison y habite lui-même, cet objet qui le signifie reçoit une autre identité, mais qui est établie elle aussi à travers deux classes : la valeur "résidence" est une autre, en ce sens que l'opération "jardiner", par exemple, non incluse, en général, dans un contrat de bail, peut appartenir au contraire à l'utilité, plus large, de cet outil, qui se recoupe avec la valeur d'échange contenant les objets tirés de la parcelle (le jardin d'agrément constitue alors une caractéristique pertinente des objets qu'elle permet de produire). Dans un cas comme dans l'autre, l'objet considéré comme but de l'aménagement d'une portion d'espace signifie, ainsi que le montrera la section suivante, le propriétaire de celle-ci. C'est précisément pour conserver ses privilèges individuels qu'un aménageur doit assurer une certaine pérennité de sa propre conception de la réalité, conception imposée que véhicule sa pratique et qui doit donc être présentée à l'usager comme découlant de ce que serait "en soi" cette même réalité (1). On discerne ainsi le double rôle

(1) Sur la "naturalisation de la connaissance" et l'idéologie, voir PRIETO, op. cit., pp. 160-162.

joué par les objets que les aménageurs choisissent de produire, en tant qu'ils sont conçus d'abord comme les moyens d'une autre pratique. Valeur d'échange et valeur d'usage, la classe qui définit les moyens reconnus comme pertinents par le sujet par rapport à cette autre pratique se restreint à l'intersection logique des deux valeurs, dont l'union définit les buts de son action d'aménageur; leur intersection sera désormais appelée "*valeur*", tandis qu'une "*norme*" désignera une règle collective attachée à cette valeur, c'est-à-dire encadrant la production, l'échange et l'utilisation d'objets socialement reconnus comme membres d'une valeur. Ainsi, le choix arbitraire de pratiques suscite une définition de normes encadrant la production de valeurs, l'échange de celles-ci, qui les rend légitimes, entraîne la définition de normes d'échange et, enfin, leur usage, imposé lui aussi par ceux qui produisent ces valeurs, est encadré à son tour par des normes d'utilisation. Autrement dit, en créant des objets qui réalisent des valeurs, tout producteur impose certaines normes; mais le choix premier qui détermine ces valeurs et ces normes procède d'une influence, conçue dans le but de se réaliser lui-même comme sujet social.

DEUXIEME SECTION :

L'ESPACE COMME INSTRUMENT D'UN POUVOIR SOCIAL

La section précédente abordait le thème central de l'étude, à savoir, l'espace, tel qu'il peut être conçu à partir de points de vue différents; une seconde phase d'explicitation mettra en évidence un point de vue propre à chaque pratique et la pertinence qui en résulte. Dès l'instant où un acteur individuel ou collectif aménage une parcelle, il "connaît" celle-ci d'une manière actuelle, par une constatation fondée sur un calcul : "Si (...) la connaissance d'un objet suppose, du fait de la réciprocité du rapport de différence, la connaissance des objets dont on dit qu'ils forment avec le premier l'univers du discours auquel se réfère cette connaissance, la connaissance d'un objet, du fait de ce qu'on peut appeler la "sémioticité" de toute connaissance, suppose aussi (...) la connaissance des objets composant un autre univers du discours (...)" (1). Dans le cas des usagers de l'espace, on a vu qu'un lieu est connu en référence à l'opération que se propose d'exécuter un individu; il en va tout autrement des aménageurs, puisque leur constatation a lieu en liaison avec une action consistant à transformer l'espace en instrument productif : en vertu de la sémioticité de toute connaissance, l'aménageur reconnaît à la parcelle qu'il aménage certains traits pertinents pour cette pratique, mais non-pertinents, sans doute, pour un usager. Pourtant, il existe un lien entre ces deux connaissances, à savoir, leur objet, même si le découpage de l'espace qu'elles effectuent ne co  incide pas nécessairement. La recherche de leurs rapports permet de cerner ceux qui existent, d'une façon plus générale, entre l'usage et l'échange dans l'ensemble des pratiques exercées au sein d'une société (2).

(1) Luis J. PRIETO, *op. cit.*, pp. 113-114.

(2) "Les valeurs d'usage sont, dans l'immédiat, des moyens d'existence. Mais inversement, ces moyens d'existence sont eux-mêmes des produits de la vie sociale, résultats de la force vitale dépensée par l'homme, travail devenu objet".

Karl MARX, *Introduction générale à la critique de l'Economie politique*, Londres 1857, in *La Pléiade*, O  uvres I, p. 279.

Il est nécessaire, en effet, d'esquisser une théorie montrant comment les pratiques de l'espace sont gouvernées par des pertinences distinctes, toutes soumises, dirait PRIETO, "au pouvoir de légitimation de la classe dominante" (1). Deux faits ressortiront de cet exposé : d'une part, toute connaissance actuelle de l'espace, qu'elle soit scientifique ou non-scientifique, procède d'une pratique particulière en vertu de laquelle elle diffère d'autres connaissances de l'espace et relève d'une structure sémiotique particulière; d'autre part, "tout sujet (...) opère au moins avec une structure sémiotique dans laquelle les objets le signifient lui-même" (2), ce qui veut dire que les pratiques de l'espace se rapportent toutes à une recherche du "moi" dont elles tirent leur pertinence. Il faut donc commencer par se familiariser avec des ensembles conceptuels empruntés à PRIETO.

2.2.1. Enchaînement des structures sémiotiques selon la pertinence et l'actualisation de la connaissance

En l'absence de publication à jour au sujet du problème qui me concerne, je recours ici à un exemple cité par PRIETO en exposé oral (3). Présentant la thèse centrale de la phonologie pragoise (4), celui-ci veut montrer quelle identité prêtée à un objet compte pour le sujet d'une connaissance, identité par laquelle l'objet est reconnu comme équivalent de certains objets et comme opposé à d'autres, qui relèvent tous d'un même univers du discours. Dans toute structure sémiotique (5), les classes formant une structure oppositionnelle sont corrélatives d'autres classes, qui en forment une autre. Les rapports d'équivalence entre objets sont, en outre, réciproques, en ce

(1) "(...) une caractéristique qui n'est pas pertinente pour le système de classement subordonnant ne saurait en aucun cas l'être pour le système de classement subordonné", Ibidem, op. cit., p. 113. On verra par la suite que la "classe dominante" est celle qui définit des systèmes de classement "subordonnants". Voir aussi op. cit., pp. 147-149.

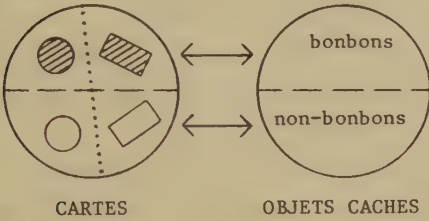
(2) Luis J. PRIETO, op. cit., p. 113.

(3) Introduction aux problèmes de linguistique générale, cours du 9 février 1978.

(4) Thèse exposée in op. cit., pp. 143-147.

(5) Structure formée de deux systèmes de classement (ou de deux structures oppositionnelles) "se référant chacun à un univers du discours, qui se fournissent réciproquement la pertinence", op. cit., p. 105, cf. supra.

sens que, si les objets reconnus comme équivalents au sein d'un univers du discours le sont par rapport à une classe corrélatrice relevant d'un autre univers du discours, il en va de même des objets appartenant à cette seconde classe, qui sont reconnus comme équivalents par rapport à la première. L'exemple de PRIETO concerne un jeu



proposé à un enfant, dans lequel des bonbons sont cachés systématiquement sous des cartes rouges (ci-contre, hachurées); lorsque l'enfant a découvert la logique du jeu, il porte tout son intérêt sur les cartes rouges, reconnues par lui comme équivalentes par rapport à la classe des "bonbons", tandis que la forme des cartes est jugée, après expérience, comme non-pertinente.

Figure 11. : Structure sémiotique, exemple

C'est ainsi, dit PRIETO, que se construit toute connaissance d'objets actuels, sa pertinence résultant du classement d'autres objets - en l'occurrence, les objets cachés sous les cartes, classés comme "bonbons" ou "non-bonbons" -.

PRIETO relève ensuite, entre les deux structures oppositionnelles qui constituent une structure sémiotique, une asymétrie fondamentale. En effet, les bonbons, avant d'être conçus comme des objets constituant le but du jeu, sont logiquement conçus comme objets à travers leurs effets gustatifs. Autrement dit, avant d'être pertinents par rapport aux cartes rouges, les bonbons le sont par rapport au goût sucré qu'ils procurent; donc, ils sont conçus comme les moyens d'une pratique de dégustation, avant même de l'être comme buts dans la pratique du jeu. A son tour, d'ailleurs, le goût sucré, opposé au goût "non-sucré", est connu en tant que source de plaisir avant de l'être comme effet d'un bonbon et le plaisir, opposé au "non-plaisir", l'est (par hypothèse) comme actualisation du "moi" avant de l'être comme effet du goût sucré.

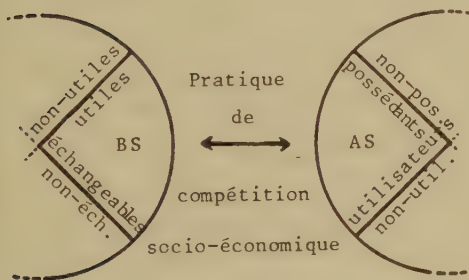
"Ce qui est but d'une pratique est toujours moyen d'une autre pratique": cette conclusion permet de distinguer deux modes de connaissance d'un même objet. La théorie s'applique sans difficulté à des réalités géographiques: c'est ainsi qu'un relief anticlinal d'une certaine composition dans un certain site joue un rôle tout-à-fait analogue à celui des cartes rouges, en tant qu'il recèle du pétrole selon une probabilité évaluable. Dans l'exemple de PRIETO, la connaissance des cartes de forme et de couleur variées, qui dissimulent des boîtes dont certaines seulement contiennent des bonbons, est une connaissance actuelle, fondée sur la constatation; d'autre part, il s'agit d'une connaissance "notative" (1) en tant qu'elle ne suppose, comme telle, aucune autre constatation. En revanche, la connaissance des bonbons ou du pétrole est, en ce cas, virtuelle, parce que fondée sur un calcul et "connotative", car elle suppose une façon d'envisager ces objets antérieure à celle adoptée en soulevant des cartes ou en forant des puits dans la zone anticlinale pétrolifère. PRIETO appelle donc "notative" (ou dé-notative) une connaissance fondée sur un classement d'objets en tant que moyens d'une pratique et "connotative", celle fondée sur leur classement en tant que buts; il en résulte que, si toutes deux portent sur un même objet, la seconde connaissance est nécessairement subordonnée à la première. En effet, la connaissance du pétrole en tant que but de la prospection est subordonnée dans sa pertinence à celle en tant que moyen de faire fonctionner des moteurs ou de façonner à volonté d'autres objets, eux-mêmes moyens dans d'autres pratiques, dont les buts économiques ou sociaux déterminent préalablement la quantité voulue et la forme de propriété du pétrole. La leçon qu'on peut tirer de cette illustration d'une série de connaissances, subordonnées les unes aux autres dans leur pertinence, consiste à dire que, dans toute pratique, la pertinence résulte de la connaissance d'un certain objet en tant que but, mais l'actualisation de cette même connaissance part de la conception d'un autre objet en tant que moyen; la pertinence des divers classements d'objets considérés dans le dernier exemple dépend du but que le prospecteur et ses commanditaires poursuivent en ultime analyse, à savoir eux-mêmes; or, un sujet ne peut se considérer lui-même que comme but et ses actes ne sont pertinents que par rapport à cette connaissance première; ses pratiques s'enchaînent logiquement et seul, ce qui comp-

(1) Cf. Luis J. PRIETO, *op. cit.*, p. 109.

te pour lui comme moyen d'une pratique peut devenir pertinent comme but d'une autre pratique.

2.2.2. Pertinence et actualisation de la connaissance aménagiste de l'écoumène

Pour tenter d'expliquer le point de vue dont procèdent les pratiques consistant à modifier l'écoumène, on doit se demander dans quel but sont produits certains biens ou certains services de préférence à d'autres objets, conçus eux aussi comme pouvant être, soit produits sur une parcelle, soit acquis par l'échange: se demander, en somme, pourquoi les aménageurs considèrent certains biens ou certains services comme des moyens adéquats par rapport à leurs autres pratiques et choisissent de les produire. Effectivement, tout aménageur a en vue, soit ce qu'il peut produire pour un usage propre, soit ce qu'il peut obtenir par l'échange, mais



seul lui importe, du point de vue de l'influence qu'il souhaite exercer sur la production, ce qui, parmi tous ces objets, peut être considéré à la fois comme valeur d'usage et comme valeur d'échange. La valeur "résidence", par exemple, ne saurait être entendue exclusivement d'un point de vue d'usage, fût-elle une villa privée, qu'on peut louer, ni comme valeur d'échange exclusivement (cas d'un immeuble locatif, qui est aussi objet

Figure 12. : Structure sémiotique permettant l'acquisition d'un statut social.
BS: biens et services
AS: acteurs sociaux.

d'usage); en réalité, c'est toujours sous ces deux angles simultanément qu'elle est envisagée, comme indice d'un certain rang social de son propriétaire. En effet, ces biens et ces services permettent à leur tour, soit de se rendre acquéreur d'autres objets, grâce aux moyens financiers qu'ils procurent, soit d'exercer des pratiques socialement légitimées en utilisant soi-même ses propres produits. Ces deux buts structurent l'univers du discours des buts de toute pratique socioéconomique de compétition, car le sujet se reconnaît lui-même à la fois dans la finalité d'usage et dans l'identité d'offrant que lui vaut le fait de produire ces objets.

La recherche de considération sociale constitue une forme de pratique, tout comme celle du plaisir sensoriel (*cf supra*) en constitue une autre très générique d'où résulte notamment la pertinence du "goût sucré" opposé au "goût non sucré" que procure, entre autres moyens, le bonbon; par hypothèse, j'admets donc que les pratiques de production et d'échange économiques procèdent d'une volonté d'exercer dans une société donnée une certaine influence ou, ce qui revient au même, d'y jouer un certain rôle. Un tel rôle se laisse définir à travers une identité reconnue au sujet entretenant des relations sociales d'échange, et également à travers sa façon de considérer la réalité, laquelle implique une finalité existentielle imposée à d'autres. Car tout individu construit une image de lui-même qu'il juge pertinente et qu'il s'efforce d'actualiser dans l'ensemble de ses pratiques (1); pour rendre actuel ce projet de lui-même, connu de l'individu comme pertinent, celui-ci doit non seulement exercer une action sur la réalité, mais, en outre, communiquer et échanger avec d'autres en vue d'imposer son propre point de vue relatif à cette même réalité, par quelque moyen qui lui permette d'associer autrui à ses propres pratiques en lui dictant la conception des outils que ces dernières supposent. C'est notamment comme moyen d'affirmation sociale que toute réalité extérieure au sujet peut devenir objet, pour autant que cet objet se prête à l'échange, sous l'identité même que lui reconnaît le sujet. Car, parmi tous les objets qu'il considère en leur reconnaissant une certaine utilité, certains seulement lui apparaissent comme susceptible de lui assurer un rôle économique, partant, un certain pouvoir: biens matériels ou immatériels revêtus d'une valeur d'échange - outre leur valeur d'usage relatif à une pratique donnée - ces objets lui permettent d'instaurer certaines valeurs tout en imposant certaines normes. La production de biens et de services "connote"(2) ainsi des valeurs et des normes sociales par le classement, logiquement premier, de ces objets dans l'optique de la concurrence ou de la compétition socioéconomique. Ainsi un aménageur a-t-il en vue ce type d'influence; le fait d'orienter la production en aménageant l'espace lui permet de contribuer à la définition de modèles sociaux, ses produits véhiculant une conception de la réalité matérielle fondée sur l'échange. Leur valeur d'usage

(1) Sans faire un tel postulat, on est devant l'absurdité d'une série indéfinie de pratiques, voir PRIETO, *op. cit.*, pp. 112-113.

(2) Lire: la production "renvoie à" des normes et des valeurs.

n'exercerait à elle seule aucune influence, s'il ne s'y ajoutait une valeur d'échange, à laquelle sont attachées des normes, c'est-à-dire un ensemble de règles authentifiant l'emprise du producteur sur ces objets. C'est donc en imposant la reconnaissance d'objets produits et celle de facteurs de production comme réalisant des valeurs qu'on peut infléchir des usages: citons comme exemple l'incidence de l'offre de biens alimentaires sur les pratiques d'alimentation ou celle des politiques énergétiques, ou des industries de biens de consommation, sur le genre de vie des individus. Le pouvoir de présenter des objets comme reflétant une réalité "naturelle" implique un privilège, de sorte que, pour maintenir ce dernier et conserver son statut, tout producteur doit renforcer les pratiques dont il tire leur justification; le but d'un aménageur serait ainsi dans tous les cas une recherche d'influence. En produisant, dans l'exemple cité plus haut, une parcelle qui réalise à la fois la classe des villas et celle des propriétés privées, l'aménageur impose sa propre conception de la résidence et de la disposition du sol, c'est-à-dire qu'il s'assure en quelque sorte, par le moyen de la parcelle physique qu'il détient, une "parcelle" de pouvoir. La valeur de sa villa étant telle qu'il la conçoit lui-même, elle est pertinente comme moyen d'affirmer son statut social et, donc, également, comme but de sa pratique d'aménagement. C'est pourquoi la richesse matérielle "compte" aux yeux d'un individu, non seulement en tant qu'elle représente pour lui un moyen de satisfaire des désirs individuels, mais aussi un moyen d'être "signifié" comme sujet social dans ses relations à autrui.

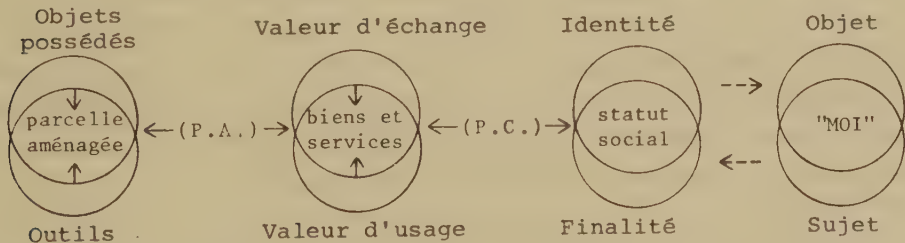


Figure 13. : Pertinence et actualisation: détermination des buts et mise en oeuvre des moyens dans l'exercice d'une pratique aménagiste (P.A.) et d'une pratique de compétition socio-économique (P.C.).

Sans prétendre éclaircir la nature des rapports existant entre un statut social et le sujet lui-même (1), le schéma ci-dessus a pour but d'illustrer la subordination d'une pratique aménagiste à une autre pratique. Les flèches orientées vers la gauche indiquent la détermination de classes jugées pertinentes par le sujet relativement aux buts qu'il poursuit: par rapport à la finalité que constitue la recherche d'un pouvoir socio-économique, tel bien, tel service et, par rapport à tel bien ou tel service, tel outil "compte" ou ne "compte" pas pour le sujet en tant que moyen; mais pour qu'un tel calcul donne lieu à une connaissance actuelle, il faut que soit donné le moyen, en l'occurrence, une certaine parcelle, dont la constatation entraîne celle d'un bien ou d'un service qu'elle permet de produire, lesquels, à leur tour, procurent au sujet la reconnaissance d'un certain statut, tel qu'il le conçoit par rapport à son but ultime, lui-même, pris comme objet. Les flèches orientées à droite indiquent ainsi que la connaissance d'un objet en tant que moyen implique celle d'un autre objet en tant que but.

Dans l'ordre de la pertinence, la connaissance liée à l'imposition de valeurs précède logiquement la connaissance aménagiste; car les objets produits, pas plus que les facteurs de production, n'ont de pertinence par eux-mêmes et l'influence qu'ils permettent d'exercer sur l'usage comme sur l'échange "renvoie" au statut social auquel aspire le sujet en produisant ces objets. Tout pouvoir est donc conçu comme un moyen, lié à l'échange, de s'accomplir soi-même en tant qu'individu et l'ordre social établi par les détenteurs du pouvoir est le reflet de la conception qu'ils se font de leur propre existence. Car PRIETO émet l'hypothèse, à laquelle je souscris, selon laquelle "il existe, pour chaque sujet, un univers du discours qui, (...) tout en étant signifié dans une structure sémiotique, n'est pas signifiant dans une autre, savoir, l'univers du discours que définit, pour chaque sujet, la caractéristique universelle "moi sujet" ". (2)

(1) Cette question relève d'une épistémologie du sujet. "Comme l'objet, écrit PRIETO, le sujet se construit dans la connaissance et pour autant qu'il est concerné dans une structure sémiotique" (op. cit., p. 112). J'admets ici qu'il se construit dans la connaissance d'un statut comme opposé à d'autres statuts et qui, avant même d'être conçu comme but dans l'exercice du pouvoir économique, est conçu comme moyen d'identification individuelle. Cette explication s'inscrit dans la discussion soulevée par PRIETO, cf "Le plaisir dans les processus de la pertinence et de l'actualité", communication présentée au Congrès de Milan, op. cit.

(2) Luis J. PRIETO, op. cit., p. 112.

Dans l'ordre, en revanche, de l'actualité de la connaissance, sont premiers l'achat et la mise en valeur de parcelles qui actualisent l'opérant et le mode de détention connus comme pertinents. Ce faisant, l'aménageur peut produire des biens et des services qui sont membres d'une valeur encadrée par certaines normes et grâce à laquelle il définit son statut social de producteur. Ainsi par exemple, la production de logements sous emprise collective privée (du type "société immobilière") est une façon de présenter comme nécessaire une gestion de l'espace résidentiel réservée à certains groupes, économiquement prédominants, à travers la norme du "bail à loyer": la valeur d'échange d'une habitation est imposée dans ce système comme sa valeur d'usage, chaque promoteur offrant un service échangeable - la résidence - dont il contrôle le facteur productif, l'espace. L'usage d'une habitation est donc subordonné à sa production sociale, c'est-à-dire aux normes et aux valeurs déterminées par certains acteurs; ce type de contrôle permet, tout en modifiant la réalité matérielle, de présenter certains traits de cette réalité (les caractéristiques du logement, par exemple) comme s'ils étaient "nécessaires" ou "naturels" (1).

Si l'on essaie maintenant de situer les pratiques non-aménagistes, c'est-à-dire les pratiques d'usage de l'écoumène, par rapport aux pratiques dont il vient d'être question, on aperçoit d'emblée ce qui les distingue, à savoir, le fait de ne pas disposer du facteur "espace" comme objet modifiable. Aussi bien, la pertinence qui résulte de leur façon distincte de considérer l'écoumène (sans le modifier) est-elle socialement déterminée, puisque toute pratique d'usage consiste à reconnaître, parmi les attributs créés de l'espace, des objets qui présentent une ou plusieurs caractéristiques pertinentes en tant que membres d'un opérant d'usager pour une pratique individuelle. Il apparaîtra ainsi une différence fondamentale entre l'articulation de cette seconde pratique à celle consistant à acquérir un statut social (qui se trouve à la base de toute pratique, quel que soit le nom qu'on lui donne) et l'articulation qui unit étroitement la pratique aménagiste, ainsi qu'on vient de le voir, à une même pratique d'identification.

(1) Cette façon de concevoir la réalité matérielle constitue elle-même une réalité historique, cf PRIETO, *op. cit.*, pp. 160-165.

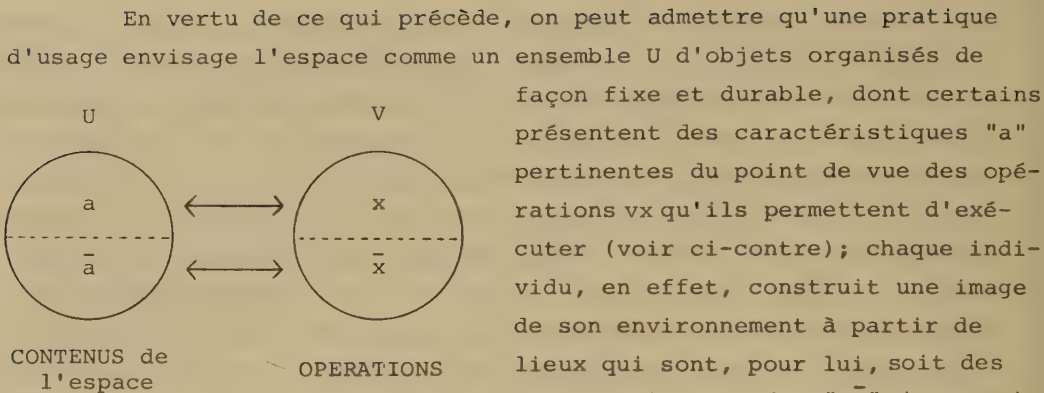


Figure 14. : Structure sémiotique permettant un usage de l'écoumène

2.2.3. Pertinence et actualisation de la connaissance techno-scientifique de l'écoumène

La connaissance d'une portion d'espace, si elle se veut scientifique, ne peut consister qu'en un classement opéré du point de vue de finalités d'aménagement et elle consiste alors à définir explicitement des concepts susceptibles d'assurer l'efficacité et l'économie de pratiques qui visent à modifier cette portion d'espace. C'est le cas de la recherche de gisements, de l'organisation d'une culture, de l'aménagement d'un réseau ferroviaire ou électrique, aussi bien que de l'organisation fonctionnelle d'un centre. Les concepts proposés par les scientifiques, les techniciens, les ingénieurs ou les architectes ont, d'autre part, une extension définie par les valeurs aménagistes, autres concepts qui forment, en tant que classes d'opérations productives, les signifiés des signaux par lesquels est transmise la contribution des mandataires. Cela veut dire que toute connaissance techno-scientifique de l'écoumène, quel que soit son domaine particulier d'étude, dérive directement d'une pratique sociale exercée avec un pouvoir aménagiste, pratique qui est communication, du moment qu'elle porte sur des concepts "nommés": les programmes d'exploitation proposés aux aménageurs font ainsi l'objet, tout à la fois, d'une étude dont la pertinence relève explicitement d'objectifs socio-économiques et d'une communication qui porte sur les façons adéquates et économiques de définir de tels objectifs.

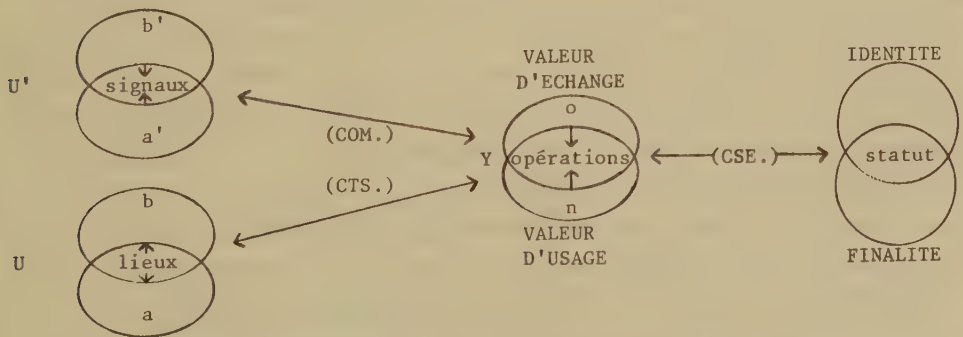


Figure 15. : Enchaînement logique des connaissances techno-scientifiques (CTS) communiquées (COM) en vue d'assurer une compétitivité socioéconomique (CSE).

Si élevé que soit le nombre de classes avec lesquelles opère le spécialiste d'une discipline appliquée à l'aménagement, il en est toujours au moins deux qui "comptent" pour définir des concepts en rapport avec la gestion de l'espace, à savoir, un opérant (classe d'outils présentant la caractéristique "a") et une classe de parcelles "ub", que détient tel aménageur; l'intersection logique "uab" désigne en certains cas l'objet qu'on se propose de mieux utiliser, en d'autres cas la classe dans laquelle on se propose de le projeter en le transformant. Un ingénieur agronome concevra tel sol "uab" comme corrélatif d'une culture "yno", ces deux concepts pouvant résulter du produit logique de nombreuses classes; il transmettra ensuite le produit de son calcul à l'aide d'un signal adressé au demandeur de son étude: donc, après avoir classé certains objets u comme étant "ab" du point de vue d'une classe d'opérations dans l'univers Y, il produit des signaux "u'a'b'" membres de l'univers U', qui joue le rôle d'univers du discours indiquant (1); de ce fait, Y devient univers du discours indiqué (1,id). Le scientifique, en somme, produit des services qui sont des connaissances, en vue d'assurer l'efficacité et l'économie des pratiques exercées par les demandeurs. Il ne fait donc qu'explicitier la pertinence qui découle du point de vue aménagiste qu'adoptent ceux-ci, représentants du pouvoir économique, détenteurs des moyens de production et du pouvoir politique, qui contrôle les normes; son but individuel est donc un statut de conseiller à la fois scientifique et technique, consistant à interpréter l'écoumène du point de vue de valeurs et de normes sociales auxquelles il souscrit, du moment qu'il les considère comme la source de pertinence des concepts qu'il explicite. C'est pourquoi, en proposant des normes et des valeurs d'aménagement pertinentes par rapport à lui-même, le scientifique se réalise comme individu au service du pouvoir. Sa pratique a donc pour base une fonction sociale d'échange de services et sa recherche est coordonnée, dans sa pertinence, à l'exercice d'une pratique sociale. Son savoir lui permet non pas, certes, d'exercer un pouvoir (puisqu'il ne "pratique" pas lui-même l'aménagement), mais d'infléchir, en précisant ses concepts, la connaissance aménagiste et d'orienter la pratique que cette dernière sup-

(1) Terminologie propre à la sémiologie de la communication, cf PRIETO, op. cit., p. 27.

pose. Son point de vue n'est donc susceptible d'objectivité (1) que dans la mesure où il lui permet de connaître, en même temps que l'espace produit, sa production elle-même en prenant celle-ci pour objet à la manière dont le fait le géographe, c'est-à-dire en reconnaissant son historicité (2).

Il faudrait donc réviser la conception qui fait des sciences physiques, en particulier des sciences appliquées à l'aménagement, des connaissances "objectives" (cf. 1), dont la pertinence résulterait de leur objet, la réalité spatiale elle-même. Comme l'indique PRIETO (3), quel que soit le degré de vérité ou de fausseté des concepts qu'élaborent ces sciences, le fait demeure qu'elles les élaborent comme des moyens "pour agir d'une certaine manière sur les objets composant un autre univers du discours" (celui des finalités aménagistes) ou qu'elles les élaborent du point de vue d'autres objets (les parcelles produites) considérés comme des moyens. Loin d'être objectives face à la réalité matérielle, les notions forgées en géologie, en écologie végétale ou animale, en technologie industrielle ou en économie régionale sont pertinentes par rapport à des pratiques arbitrairement choisies et ne peuvent être analysées de façon objective qu'en tant que connaissances historiques, produites en vue de servir la cause des instances valorisantes et normalisantes dans la recherche et l'exercice d'un pouvoir.

-
- (1) *Objectivité dans un sens non pas traditionnel (selon lequel la pertinence viendrait de l'objet) mais en un sens proposé par PRIETO: "une connaissance de la réalité matérielle dont on reconnaît l'historicité (...) est (donc) une connaissance qui, pour ainsi dire, respecte l'objectivité de son objet et de ce fait elle mérite, nous semble-t-il, d'être considérée, d'une certaine façon, comme "objective".*" Cf. Luis J. PRIETO, op. cit., p. 158.
- (2) Cette condition fait la différence, à mon avis, entre une écologie physique (ou science de l'environnement) nécessairement fondée sur des pratiques et une écologie humaine - à laquelle on pourrait rattacher un certain urbanisme - qui étudie les points de vue dont procèdent ces mêmes pratiques et qui rejoint ainsi les préoccupations des géographes, en étudiant particulièrement une prise de conscience des "écosystèmes" et en expliquant sa pertinence.
- (3) Luis J. PRIETO, op. cit., p. 151. Les connaissances scientifiques de la réalité matérielle peuvent être "valides", c'est-à-dire "vraies" par rapport à leur objet et "pertinentes" par rapport à la pratique sur laquelle elles se fondent. Elles n'en sont pas moins subjectives et lorsqu'elles se prétendent, au contraire, objectives, elles cautionnent consciemment ou non une idéologie.

2.2.4. Pertinence et actualisation de la connaissance d'usager de l'écoumène

Reste enfin l'autre classe de pratiques, celles qui envisagent l'espace comme un ensemble de moyens à disposition, non pas comme facteurs de production, mais seulement comme objets d'usage. Si la connaissance techno-scientifique est à même de critiquer les concepts des aménageurs, la pratique d'usager en est réduite, elle, à "pertinentiser" les contenus produits de cet espace, du point de vue de leur utilité dans l'existence individuelle.

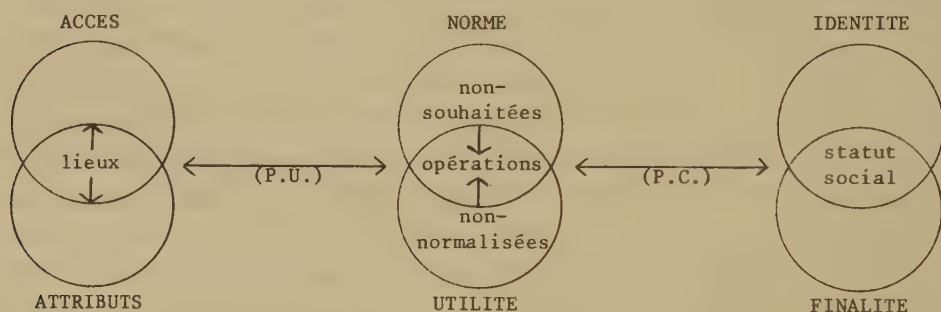


Figure 16. : Enchaînement logique d'une pratique individuelle d'usage de l'écoumène (P.U.) et de la pratique de compétition socio-économique (P.C.).

L'utilité d'un lieu donné pour un usager recouvre tous les actes de son existence individuelle, qui consistent à produire, à échanger ou à consommer des biens et des services, mais aussi à aménager ses loisirs et à entretenir des relations. La classe d'opérations qu'il conçoit comme but par rapport à l'espace est donc large et elle fournit la pertinence aux lieux qu'il considère comme des moyens; certaines opérations sont "normalisées", c'est-à-dire relèvent également d'une seconde classe, comprenant toutes celles qui découlent fonctionnellement de l'espace aménagé que l'usager utilise, alors que certains usages (loisirs, relations, etc...) relèvent d'un choix du sujet non conforme à son utilité "voulue" par les aménageurs. Inversement, certains usages "normalisés" n'appartiennent pas à l'utilité

que conçoivent les individus, mais les obligent à s'y soumettre, comme c'est le cas, par exemple, du réseau routier qui astreint au respect de certaines normes "non-souhaitées". On s'aperçoit dès lors que l'individu est amené à choisir, parmi toutes les opérations que lui permet d'exécuter l'espace qu'il connaît, celles qui le signifient comme membre d'une collectivité et qui se situent dans l'intersection logique de ces deux classes. De leur côté, les attributs de l'espace - entendre des lieux perçus comme équivalents entre eux du point de vue des opérations qu'ils permettent d'exécuter - comptent parmi les moyens d'usagers dans la mesure même où ils sont accessibles physiquement (de par leur distance au sujet, leur position relative au sol, etc...), et juridiquement. Par exemple, un usager considère une villa privée qu'il rencontre dans sa promenade, soit comme un obstacle, soit, éventuellement, comme un but de visite, bien que, dans les deux cas, l'attribut "demeure privée" reste le même. Chaque lieu est donc conçu comme membre, à la fois, d'une classe d'attributs et d'une autre classe, par laquelle il est considéré ou non comme "accessible". Ce double critère est du même ordre que celui qui est propre au point de vue d'aménageur, à la seule différence que l'objet, au lieu d'être placé dans l'intersection logique de ces deux classes, est reconnu comme y étant situé ou non.

Le point de vue d'utilisateur est donc étroitement déterminé par la pratique aménagiste, qui légitime des normes et des valeurs d'utilisation de l'espace. Les normes en vigueur sont celles qui réglementent, entre autres, la propriété du sol, du sous-sol, voire, dans certains cas, des différents niveaux construits en hauteur (1); considérés sous cet angle, les moyens d'usagers sont limités par l'accessibilité de l'espace, les contraintes de passage, etc..., et l'on pourrait dresser une liste d'exemples concrets, montrant combien ces limites juridiques sont restrictives dans la vie courante : l'espace à disposition des jeunes, dans les villes, l'espace de loisir en général, l'absence de prolongement extérieur au logement illustrent assez

(1) Je fais allusion ici à la propriété par étages. Cf. MICHAUD Patrice, *L'organisation de la communauté des propriétaires par étages*, thèse de droit soutenue à Lausanne, 1974, Ed. Delta, Vevey 1975.

bien cette "privatisation". De leur côté, les valeurs sociales déterminent l'aspect fonctionnel de l'environnement d'usager; comme les normes encadrant l'usage, les valeurs d'usage sont subordonnées à l'échange et les classes de population résidente économiquement défavorisées, qui n'ont accès qu'à l'usage, utilisent un espace fonctionnellement aliénant, ségrégatif, produit pour produire et non pour vivre. Rien ne démontre, à vrai dire, une antinomie profonde entre l'usage et l'échange d'espace, puisque, au contraire, ces deux valeurs tendent à augmenter l'une avec l'autre; l'antinomie réelle se situe entre un point de vue individuel et un point de vue collectif. Ainsi que tentera de le montrer la seconde partie de cet essai, c'est la coordination prise comme valeur et comme norme qui, seule, permet d'accroître l'efficacité, autant pour l'aménageur que pour l'usager, d'une gestion sociale de l'espace.

En résumé, l'écoumène représente, pour tout individu, un ensemble de moyens matériels à disposition; la connaissance actuelle (1) d'attributs donnés ou créés est donc propre à toute pratique et elle permet l'actualisation d'autres connaissances, auxquelles elle demeure subordonnée dans sa pertinence. Toute production de biens ou de services intègre à son calcul le facteur "terre" et ajuste un coût économique de localisation; toute connaissance scientifique de la réalité matérielle procède du constat de caractéristiques spatiales pertinentes par rapport au but d'une pratique cherchant à modifier cette réalité; enfin, toute action individuelle implique une identification d'instruments situés dans l'espace. C'est là que réside l'importance sociale de cette étendue, dont les contenus, considérés comme des outils ou de simples moyens, font l'objet de calculs différents. La caractéristique qui permet d'identifier un attribut concerne toujours le rôle de moyen qu'on lui reconnaît, mais chaque pratique fonde sa constatation sur un point de vue, classant ses moyens propres ou ses outils avec une certaine pertinence. D'où, pourrait-on dire, la défi-

(1) "Nous pouvons (donc) définir la connaissance virtuelle comme la connaissance que l'on a d'un objet, lorsque cet objet est concerné dans le calcul d'un système de classement, et la connaissance actuelle comme celle qu'on a d'un objet lorsque l'on constate son appartenance à une des classes ainsi calculées". Luis J. PRIETO, *op. cit.*, p. 100.

nition "non pertinente" du dictionnaire, qui fait de l'espace un "milieu indéfini, dans lequel sont situés les objets sensibles." (1)

L'objectif de la géographie humaine me semble résider, en effet, dans une explicitation des connaissances d'aménageur et d'usager selon leur point de vue respectif et l'étude régionale, telle que je la conçois dans cet essai, étudie la façon dont un certain espace est aménagé, d'une part, mais également la façon dont il est perçu par un simple utilisateur. La section qui clôt ce chapitre exposera un corollaire de ce postulat sur l'objet de la discipline, corollaire relatif à la nature de l'écoumène, dont elle étudie les connaissances fondées sur deux types de pratiques. Les objets discrets, "parcelles" ou "lieux" que reconnaissent, soit l'aménageur, soit l'usager, se déterminent les uns les autres en formant une réalité, dont une autre réalité, constituée par la signification de ces objets pour une certaine pratique, est corrélative. Car l'objet composé qu'étudie un géographe placé face à un espace lui livre effectivement une signification relative à l'échange ou à l'usage, c'est-à-dire à des normes et des valeurs productives ou, respectivement, des normes et des valeurs d'usage. Pour désigner cette réalité bifaciale, considérée par des sujets sociaux selon leur pratique et, donc, suivant leur propre point de vue, je parlerai désormais de *superstructure aménagée*.

(1) Dict. Quillet-Flammarion, Paris 1973.

TROISIEME SECTION :

LA SUPERSTRUCTURE AMENAGEE

L'espace aménagé présente pour tout usager une certaine utilité, qui est sa valeur d'usage (1), conçue comme but d'une pratique individuelle en tant qu'opération rendue possible par l'existence d'un certain attribut et limitée par certaines contraintes d'accessibilité, relatives à cet attribut. Mais l'espace possède, d'autre part, une signification latente ou occulte - par opposition à son utilité patente aux yeux de tout usager - que lui donnent les aménageurs, composée d'une valeur d'échange (2) reconnue à chaque parcelle ainsi qu'aux objets qu'elle permet de produire, en vertu d'une norme de propriété, et d'une valeur productive (3) reconnue à son équipement, laquelle détermine, avec la valeur d'échange, une valeur sociale. La norme et la valeur sociales que cette seconde conception actualise sont implicites, car elle les actualise en produisant des biens ou des services qui, évidemment, échappent à l'observation directe de l'espace, tout au moins, quant aux caractéristiques de ces objets qui sont pertinentes pour un aménageur. En raison du caractère implicite des objets produits, biens ou services, toute parcelle est donc susceptible de livrer deux types de sens, suivant que l'interprète envisage de l'utiliser telle qu'elle est ou, au contraire, de la modifier en vue d'un usage ultérieur déterminé. Lorsqu'un propriétaire foncier observe l'implantation d'un immeuble ou d'une culture à proximité d'un de ses terrains, la signification de cette nouvelle parcelle,

La valeur d'un objet réside dans le fait de considérer cet objet comme membre d'une classe, dont une autre classe est reconnue comme corrélative; en renvoyant le lecteur à la section précédente, on dira :

- (1) *La valeur d'usage (ou utilité) d'un objet est la classe d'opérations, conçue comme corrélative de celle à travers laquelle on connaît cet objet en tant qu'outil, ou simple moyen, membre d'un certain "opérant".*
Cf. Luis J. PRIETO, op. cit., p. 62.
- (2) *La valeur d'échange d'un objet est la classe de biens et de services (objets de l'échange), conçue comme corrélative de celle à travers laquelle cet objet est jugé équivalent à d'autres objets possédés, en tant que moyen d'échange.*
- (3) *La valeur productive d'un objet est la classe de finalités sociales, conçue comme corrélative de celle dont l'objet est reconnu membre, en tant qu'outil permettant de produire d'autres objets revêtus d'une valeur d'échange. Ainsi tout objet considéré comme facteur de production actualise une "valeur sociale", qui est incluse dans la valeur d'usage de cet objet.*

pour lui pertinente en tant que producteur, n'est pas explicite, car elle suppose une enquête dans le registre cadastral, dans le registre foncier et dans le registre du commerce; ce qui importe, en effet, pour la connaissance du fait social que recouvre toute parcelle aménagée, ce sont les caractéristiques à travers lesquelles on distingue les faits d'emprise et les faits de fonction. Or, le contenu visible de la parcelle est bien perçu comme corrélatif d'un fait social d'appropriation, qui mobilise un support et qui restreint, ce faisant, la production ultérieure d'espace. Mais les traits qui "comptent" pour l'identification du sens productif de cette parcelle demeurent implicites, tandis qu'au contraire, sa signification comme objet d'usage est explicitée par toute une série d'indices "naturels" ou "spontanés", voire, même, de signaux, indiquant sa destination fonctionnelle et son accessibilité dans la mesure même où celles-ci "comptent" comme moyens d'accomplir certains actes individuels.

Avec l'espace, on est donc en présence de faits pertinents, soit pour l'usager, de manière immédiate, puisque son utilité est relative à une pratique strictement individuelle, soit pour une pratique sociale, mais sous une forme implicite et sous réserve d'une connaissance entière de la façon dont il est approprié. Dans la pratique aménagiste, et dans celle-ci seulement, l'espace est considéré comme un moyen d'instaurer certaines normes et certaines valeurs sociales; conçus virtuellement par des individus et des groupes, les faits sociaux que constituent les normes de détention des parcelles et les valeurs productives sont actualisés à travers une pratique privilégiante (1), consistant à transformer la réalité matérielle. On peut donc étudier l'espace, soit d'un point de vue d'usager, en se deman-

(1) *Pratique privilégiante, car elle permet d'imposer une pertinence dans la façon de concevoir l'espace, du moment qu'elle modifie les objets de cette connaissance et, du même coup, qu'elle influence l'usage, c'est-à-dire, finalement, le comportement de tous les usagers.*

"E' ovvio infatti che ogni classe sociale tende ad imporre alle altre le pratiche da cui essa ricava un vantaggio e, con queste pratiche, le maniere di concepire la realtà che ne risultano". Luis J. PRIETO, Borghese e proletario, rev. Rinascita No 21, 27 mai 1977, p. 32.

dant quelle pertinence résulte d'un comportement individuel pour le classement des objets qui, pour celui-ci, "comptent", soit d'un point de vue d'aménageur en recherchant les normes et les valeurs sociales par rapport auxquelles l'espace est "pertinentisé". La section qui clôt ce chapitre a pour but d'examiner la portée dans l'espace des deux pertinences, dont viennent d'être dégagées quelques dimensions sociales.

3.2.1. La parcelle aménagée, objet à deux caractères

En reprenant les conclusions des deux sections précédentes, j'admets que toute parcelle est connue par les aménageurs à travers sa dimension au sol et son contenu bâti, autrement dit qu'elle apparaît comme présentant deux traits distincts ou comme réalisant une classe qui résulte du produit logique de deux classes larges: la surface occupée au sol, délimitée dans l'ensemble d'un parcellaire (voir les cartes cadastrales) constitue une limitation matérielle du droit de disposer d'espace; d'autre part, l'affectation ou les diverses affectations complémentaires ou supplémentaires que peut admettre une parcelle constituent une autre caractéristique qui recouvre, non plus l'aspect "norme", mais l'aspect "valeur". C'est, d'ailleurs, ainsi également qu'un usager connaît l'espace, la connaissance du parcellaire n'étant toutefois pas nécessairement pertinente, pas plus que celle des fonctions productives; le sont, en revanche, les caractéristiques d'instrument et les conditions d'accessibilité qui, conçues séparément, entrent en ligne de compte dans le calcul d'utilisations individuelles d'espace. (1)

Or, l'attribut qui caractérise la détermination et, d'autre part, la fonction, font d'abord l'objet d'une connaissance virtuelle dans la conception d'aménageur, car leur actualisation suppose la création d'une parcelle aménageable, délimitée dans son extension territoriale

(1) Cet exposé se limitera à l'explication des connaissances aménagistes, selon les pertinences que revêt, en tant qu'objet produit et facteur de production, la superstructure aménagée. La perception d'usager constitue un autre problème, cf. infra, chapitre 3.

et définie par rapport à une production de biens et de services. En effet, tout aménageur conçoit son projet à travers deux classes, une classe d'emprise et une classe de fonction et il compte produire un objet membre de leur intersection logique. Par exemple, un agriculteur participant à un remembrement foncier envisage certains terrains propices à certaines cultures à travers le découpage en parcelles qu'on lui présente, dans lequel il opère un choix, instaurant par ce choix une caractéristique seconde des parcelles, à côté de leur caractéristique productive; finalement, une parcelle existe en tant qu'objet lorsque ses deux aspects sont présents et toute modification de l'espace est donc conçue à travers le produit logique de deux classes, ce produit logique constituant l'identité reconnue à la parcelle sur le plan social.

Tout aménagement de l'espace créant un objet nouveau, il en résulte que cet objet nouveau exerce, sur le parcellaire existant, une certaine influence. La pratique aménagiste comporte, en effet, une appropriation et une transformation, cette dernière pouvant s'exercer dans un sens positif ou négatif : l'objet nouveau est créé, soit par l'apport d'équipements spécifiques (labour, construction, rénovation ou transformation d'un immeuble, etc...), soit par le contrôle d'une transformation spontanée (drainage, consolidation, entretien, etc...) (1). De la constatation d'attributs donnés ou créés, l'aménageur déduit la possibilité d'en créer d'autres, qui, à leur tour, seront considérés comme des données nouvelles par d'autres aménageurs ou par les usagers. De plus, en même temps que sur les caractéristiques productives d'un espace donné, l'aménagement agit sur le parcellaire, car le fait de découper une parcelle et de l'acqu-

(1) "Une réalité se transforme quand, de membre du complément d'une classe, elle devient membre de celle-ci. L'affirmation selon laquelle la pratique se propose de transformer la réalité est parfois juste, mais insuffisante si on la prétend limitative, puisque, parfois, ce que la pratique se propose est au contraire d'empêcher la transformation de la réalité. Dans le premier cas nous disons que le but de la pratique est de produire un objet; dans le dernier, que le but est d'en éviter la production. La distinction est rendue nécessaire par le fait, souvent négligé, que si parfois la réalité ne se transforme pas d'elle-même, d'autres fois, au contraire, elle le fait". Luis J. PRIETO, *Le plaisir dans les processus de la pertinence et de l'actualité*, op. cit., note p. 12.

rir modifie des rapports existants quant à la détention de l'espace. Donc, le fait de concevoir une parcelle comme le moyen de s'approprier un outil "structure" l'espace, de même que le fait de concevoir l'outil comme moyen d'approprier une parcelle à une certaine fonction, "fonctionnalise" l'espace, ces deux effets émanant d'une seule et même pratique d'appropriation (1).

Un exemple permettra de montrer en quoi réside l'influence exercée par les aménageurs. Supposons qu'une entreprise opère un choix parmi plusieurs possibilités de localisation d'une nouvelle usine. Ce choix est évidemment dicté par un calcul de coût (le prix du terrain) et de rendement (la rente tirée des avantages offerts par telle ou telle localisation); les paramètres intégrés dans le calcul du rendement sont des facteurs de distance, qui concernent autant les matières premières que les produits transformés, mais ils incluent également le facteur constitué par la main d'oeuvre à disposition. Enfin, l'entreprise évalue la qualité et la quantité des services et des infrastructures dont elle peut disposer, à proximité de chaque localisation considérée dans son choix. Or, tous ces paramètres de coût et de rendement constituent des données intéressantes pour l'entreprise, mais ils dépendent, en eux-mêmes, de facteurs externes, qui déterminent l'éloignement de la main d'oeuvre ou des services. Réciproquement, toute entreprise qui s'établit dans un lieu exerce à son tour une influence et joue, pour d'autres entreprises, le rôle de facteur externe : son implantation, qui immobilise un certain espace et, puisque elle le raréfie, fait croître sa valeur d'échange, modifie également le contexte fonctionnel et il convient de discerner, dans la stratégie de tout aménagement, ce qui relève des valeurs productives et ce qui relève des normes d'appropriation, c'est-à-dire le type de relation à l'espace (ou de transformation de la réalité matérielle) et le type de relation à autrui (ou de transformation des rapports sociaux) qui est recherché et voulu, double aspect d'une seule et unique influence. Un aménageur considère donc toujours celle qu'il exerce et celle qu'il subit, à la fois d'un point de vue instrumental et d'un point de vue relationnel, ce qui permet de considérer

(1) Le terme d'appropriation admet deux sens, l'"action de rendre propre à quelque chose" et l'"action de s'approprier", Cf. dict. Larousse 1975.

une quelconque portion d'espace, formée d'un ensemble de parcelles, en tant qu'objet composé.

2.3.2. La parcelle aménagée, en tant qu'objet composant

Ainsi, la connaissance d'objets au sein de la réalité matérielle s'opère-t-elle en fonction de caractéristiques qui "comptent" ou qui sont pertinentes dans l'exercice d'une certaine pratique. Pour- tant, tout en individualisant ces objets, l'usager comme l'aménageur perçoivent entre eux certaines relations; le premier discerne une série de lieux et évalue les distances, ainsi que les coûts de tous ordres (temps, fatigue, tension nerveuse) qu'implique un déplacement à travers l'espace, par rapport aux intérêts subjectifs qu'il en con- çoit. L'aménageur, lui, est conscient de modifier une réalité maté- rielle, avec laquelle une réalité sociale est en rapport, en raison des liens qui unissent les parcelles. Sans doute, les différents discours aménagistes (1) que véhiculent les *media* ou certains textes officiels tendent-ils à justifier ces pratiques et à présenter comme ne devant rien qu'à l'espace lui-même les modifications qu'on lui impose et les connaissances correspondantes (2). Or, non seulement toute parcelle, mais tout ensemble de parcelles résulte d'une concep- tion historiquement déterminée qui impose, à travers les concepts qui la définissent, certaines pertinences à l'action collective (3).

Indépendamment de tout discours sur la réalité, la modifica- tion même de celle-ci que constitue une parcelle aménagée exerce des effets à distance, par toute une série de relations réelles (dont les flux visibles et invisibles) sur des ensembles régionaux, identifia- bles à différentes échelles. Par exemple, on peut considérer les vil-

(1) Le terme de "discours aménagiste" convient pour désigner certaines assertions orales ou écrites, idéologiques par leur essence même, relatives à l'aménage- ment: publicité immobilière, propagande écologiste, programmes de planifica- tion, législation en matière d'aménagement du territoire, etc ...

(2) "Naturalisation" de la connaissance, cf. PRIETO, Pertinence et Pratique, op. cit., pp. 159 et ss. et cf. supra, pp. 57.

(3) "Où se trouverait-il, en effet, le non-pertinent du concept ? Il n'y a, dans le concept, rien qui ne soit pertinent, et ce pertinent, étant le produit d'une activité humaine, est nécessairement fini." Luis J. PRIETO, op. cit. p. 155.

-les comme des points d'intersection d'un réseau d'échange à large maille, ou comme des centres d'attraction et de diffusion à l'intérieur d'aires polarisées, ou comme des surfaces délimitées par l'étalement d'infrastructures (l'espace bâti) ou encore, comme des ensembles composés d'une multitude de microcosmes, quartiers ou îlots urbains, composés eux-mêmes d'immeubles ou d'espaces non bâtis. A chaque échelle, on retrouve une somme d'éléments fonctionnels constitutifs d'une "totalité". Les flux réels qui assurent le fonctionnement des systèmes écologiques ou écosystèmes sont les effets directs d'une mainmise de l'homme sur certains attributs du règne minéral, végétal ou animal; c'est donc en identifiant les traits écologiquement pertinents des écosystèmes qu'on peut découvrir les conceptions aménagistes qui les sous-tendent, et qui dérivent des pratiques à travers lesquelles ces systèmes sont modifiés. A ce titre, la réalité urbaine représente une forme caractérisée d'aménagement "dense" et une concentration d'éléments générateurs de flux, à toutes les échelles envisageables. (1)

Une parcelle est donc un élément simple, articulé à d'autres et formant avec ces derniers une réalité composite, grande ou petite suivant l'échelle envisagée; c'est la pratique elle-même qui détermine la dimension de cette réalité, en choisit l'échelle opérationnelle et en organise les échanges. Si l'on admet que, pour un aménageur, la réalité de l'espace équivaut à une série d'objets qu'il peut produire - les parcelles - , son référentiel dépend bien d'une grandeur d'échelle par rapport à laquelle il situe son projet. Force est donc d'admettre qu'il conçoit son but productif en relation avec l'objet composé qu'est la superstructure, et non pas à travers l'unique objet localisé qu'il aménage, auquel les parcelles voisines lui apparaîtraient comme étant purement et simplement juxtaposées. La valeur d'échange d'un terrain est toujours liée à un centre proche, où la concentration provoque une surenchère; en outre, la fonction attribuée à chaque parcelle dépend nécessairement de son contexte, jugé favorable ou défavorable à certaines acti-

(1) La caractéristique urbaine est par elle-même une caractéristique de centre, qui préside à une organisation scalaire de l'espace.

vités. Autrement dit, tout aménageur se comporte en interprète d'une réalité environnante, composée, pour lui, de finalités et de relations sociales signifiées dans la portion d'espace qu'il considère; à son tour, en intervenant lui-même par une modification ponctuelle de cette portion, il exerce une action dont les effets se répercutent sur les parcelles proches. Toutes les parcelles jouent un même rôle social et économique en tant qu'unités de découpage, cette institution proprement sociale du parcellaire ayant pour but un contrôle, c'est-à-dire une connaissance de la structure d'appropriation. La pertinence de ce contrôle et de cette connaissance, procédant d'une identification cadastrale qui permet un classement selon la forme et la fonction, résulte de la structure sémiotique utilisée par les aménageurs, qui "renvoie" elle-même à un classement de normes et de valeurs sociales. Comme l'a écrit PRIETO, en effet, "il ne peut y avoir de connaissance de la réalité matérielle qui soit socialement "neutre" (1); la connaissance impliquée par la pratique aménagiste est socialement déterminée : elle concerne, sans doute, tous les individus vivant dans le même espace, mais, de façon privilégiée, les aménageurs s'y réfèrent dans leur calcul. Ceux-ci tiennent compte de valeurs "techno-économiques" permettant d'approprier une parcelle à une fonction socialement définie et de normes "politico-juridiques" (2), permettant de se l'approprier. Ces deux systèmes sont utilisés conjointement à travers le produit logique de leurs classes, et la structure sémiotique qu'ils forment ensemble au terme de ce calcul, rend compte d'un état particulier de la pratique.

J'ai distingué dans le paragraphe précédent deux effets exercés par toute parcelle et qui résultent de la double façon qu'ont les aménageurs de concevoir cette dernière, l'effet "structurant" et l'effet "fonctionnalisant" (3); ces deux effets correspondent à une actualisa-

(1) Luis J. PRIETO, *op. cit.*, p. 149.

(2) Les valeurs "technoéconomiques" expriment des rapports de quantité et de prix régissant la production et l'échange de biens ou de services; les normes "politico-juridiques" réglementent et codifient les conditions même de cette production et de cet échange. Le chapitre trois de ce texte en proposera une typologie et une méthode d'analyse.

(3) Cf. *supra*, p. 76.

tion de normes et de valeurs. Or, au niveau de l'objet composant qu'est la parcelle et de l'objet composé, que constitue toute portion donnée de l'espace, on doit trouver, logiquement, deux types de discontinuités qui correspondent à ces deux effets. D'une part, les normes qui président à la détention de l'espace ont, pour support au sol, des limites, qui sont des limites de parcelles et, à l'échelle politico-administrative de démarcation territoriale, des limites de souveraineté, c'est-à-dire, des frontières. Le concept de "territoire" correspond donc, selon moi, à un découpage de l'espace opéré selon des normes politico-juridiques de propriété du sol, du sous-sol, des plans d'eau, de l'espace aérien, etc..., que les divers modes d'appropriation "réalisent". Mais, d'autre part, les valeurs mises en oeuvre dans l'utilisation productive de l'espace dessinent des aires fonctionnelles génératrices de flux, grâce auxquels ces aires entretiennent des rapports d'interaction; ce second mode de composition de l'espace procède de finalités poursuivies sur chaque parcelle, dont je dirai qu'elles "réalisent" des valeurs. Le recours, parfois hâtif, à des théories physiques pour expliquer ces rapports a conduit certains géographes, surtout depuis l'après-guerre, à traiter des "champs de forces" induits par l'interaction spatiale sans référence aux pratiques qui expliquent les discontinuités et à admettre, implicitement ou explicitement, l'impossibilité, pour la géographie, d'être autre chose qu'une discipline purement "descriptive" (1). Or, si utile que soit l'analogie recherchée au sein des

(1) Cf. Roger BRUNET, *Les phénomènes de discontinuité en géographie*, Mémoires et documents du CNRS, Paris 1967, vol. 7.

Cet essai propose une approche de l'espace entièrement fondée sur la notion de seuil, idée intéressante qui exploite un arsenal de concepts et de méthodes statistiques, permettant d'observer des évolutions physiques et, selon l'auteur, des processus liés à l'aménagement lui-même. Mais cette conception de la réalité géographique avec, derrière elle, toute une tradition française, omettent de préciser ce qui fonde leur intérêt pour l'espace. En outre, les manifestations de l'action humaine ou, plus précisément, les faits liés à la "croissance dans les phénomènes sociaux" sont assimilés aux phénomènes physiques, "dans certaines limites" (p. 76); une telle assimilation est, à mes yeux, dangereuse, puisque, considérant du point même point de vue, totalement implicite, deux types fondamentalement distincts d'évolution, elle prétend décrire des faits et des processus indépendamment de toute pertinence (Cf. PRIETO, *op. cit.*, p. 119). L'apparente scientificité de cette problématique ouvertement

phénomènes physiques, c'est dans un tout autre sens que peut être effectuée l'analyse fonctionnelle en géographie humaine; le fait d'isoler la trame des outils aménagés par l'homme, pour y cerner des unités composites homogènes de par leur fonction, donne accès aux finalités poursuivies par les aménageurs, c'est-à-dire aux valeurs d'action collective.

Structure et fonctions de l'espace résultent donc, en tant que traits pertinents, pour identifier des champs d'interaction, d'une composition à partir de parcelles, chacune d'elles étant, à son tour, le produit d'une composition. La structure d'appropriation d'un espace présente certaines discontinuités de par les modes d'emprise, qui chevauchent parfois, dans les espaces frontaliers, les limites de souveraineté (1); cette structure "renvoie" à un système sous-jacent de relations sociales, réglementé par des normes propres à chaque territoire. La composition fonctionnelle, de son côté, dessine également certaines surfaces, qui subissent l'influence des limites politiques et administratives; cette seconde composition "renvoie" à des valeurs. On voit donc que la composition de l'espace, si elle s'effectue à partir des parcelles selon deux types de discontinuité (normative et fonctionnelle), est, en même temps, soumise à un contrôle social, qui s'exerce dans le cadre des souverainetés territoriales, aussi bien sur les normes que sur les valeurs déterminant la pertinence de l'aménagement. La théorie des frontières (2) constitue donc une application fondamentale des principes touchant aux

"descriptiviste" laisse à penser quant aux postulats implicites, qu'on retrouve, d'ailleurs, chez de nombreux géographes "quantitatifs" anglo-saxons, relatifs au comportement de l'homme : celui-ci, tout moins tel qu'il se comporte en groupe, ne choisit pas, semble-t-il, ses pratiques; il ne subit pas, non plus, celles des autres, économiquement plus forts que lui-même : "à quelles aberrations," conclut BRUNET, d'une manière toute logique, "mènerait la recherche d'une finalité dans l'évolution des sociétés ?" (p. 102).

(1) Cf. CL. RAFFESTIN, P. GUICHONNET, J. HUSSY, *Frontières et sociétés, le cas franco-genevois*, Editions L'Age d'Homme, Lausanne 1975.

(2) Cf. P. GUICHONNET, CL. RAFFESTIN, *Géographie des frontières*, Coll. SUP, Presses Universitaires de France, Paris 1974.

phénomènes de limite et aux effets inhibiteurs ou accélérateurs de ces limites sur les processus d'interaction. Toutefois, les limites spatiales de ces systèmes de contrôle territoriaux ne sont pas toutes des lignes de partage politiques ou administratives : ainsi, une limite ethnique ou une limite linguistique, de par la rupture de systèmes de relations qui les caractérisent, peuvent jouer le même rôle qu'une frontière ou que le dessin d'un plan d'aménagement. Les territoires au sens large correspondent donc aux limites géographiques d'aires de contrôle, puisque chaque système territorial exerce un contrôle qui lui est propre en matière de droit foncier et en matière économique, selon une réglementation codifiée ou de simple usage. Les champs d'interaction et les territoires ainsi définis se chevauchent et d'enchevêtrent, la même pratique aménagiste pouvant être exercée de part et d'autre d'une limite, tout en étant formulée dans deux codes juridiques différents, comme c'est le cas dans les régions transfrontalières. L'extension spatiale des codes légaux d'aménagement recouvre ainsi une réalité juridique, ethnique, linguistique ou culturelle au sens large, tandis que celle des pratiques correspond à une réalité socio-économique et déborde les frontières. Toute superstructure aménagée peut donc être étudiée, soit du point de vue du code juridique, soit du point de vue de la pratique effective, en découpant l'espace en territoires distincts selon leur code ou en portions homogènes et distinctes les unes des autres, de par leur mode d'appropriation et leur fonction.

Qu'on s'intéresse aux territoires ou aux champs de forces, on doit définir une échelle d'observation; si, en effet, la superstructure présente certains traits pertinents inscrits en juxtaposition dans l'espace, il est vrai aussi, en renversant les termes, qu'elle restitue une signification d'ensemble, en dépit de la totale dyschronie qui caractérise historiquement l'établissement de ses composantes, car l'actualité de ses traits jugés pertinents ne réside pas dans le temps de l'aménagement matériel, mais dans celui d'une pratique. Or, on a vu que la pratique se modifie à l'occasion de toute intervention nouvelle, en ré-utilisant à chaque fois le contexte sémiotique des faits immodifiés : ceux-ci prennent simple-

ment une signification différente relativement aux autres, pour chaque modification survenue dans l'espace, saisi à une échelle donnée. En conséquence, toute portion de superstructure, caractérisée par un type de pratique, représente une situation historique singulière; la connaissance des modes de contrôle territoriaux et la typologie générale des stades d'aménagement constituent deux façons distinctes et complémentaires d'en réduire la complexité, la première en analysant les normes et les valeurs légitimées dans chaque territoire et la seconde, en expliquant les types d'espaces produits dans les divers champs d'interaction. Donc, si l'espace aménagé est justiciable d'un nombre infini de déterminations sociales, dûes aux modes en nombre infini de sa perception historique, la pertinence du point de vue sémio-logique clôt cet ensemble sous la forme d'un nombre fini de classes, autrement dit, d'un nombre fini de concepts. Ce sera d'ailleurs l'objet du chapitre suivant, que de définir des concepts opératoires pour l'étude d'un espace par une décomposition de ses constituants. La géographie, en étudiant avec de tels concepts une superstructure aménagée en tant que réalité historique, devient ainsi la science des conceptions sociales de l'espace, cherchant son objet, en rupture avec le monde matériel - dont la connaissance est inépuisable - dans la pratique motivant cette connaissance. "Or, il nous semble qu'à la différence de l'objet matériel, l'objet de pensée qui est celui des sciences de l'homme est "épuisable", c'est-à-dire qu'il présente un nombre défini de caractéristiques, dont la totalité peut être reconnue comme telle" (1).

2.3.3. Les deux "faces" de l'écoumène

L'écoumène - la terre habitée - représente cette portion de réalité matérielle dont tout homme construit une connaissance en rapport avec les buts de son action, c'est-à-dire de ses pratiques, dans lesquelles elle joue toujours un rôle d'instrument.

(1) *Luis J. PRIETO, op. cit., p. 154.*

Un instrument est une entité sémiotique, autrement dit, une entité abstraite, à double face signifiante et signifiée, du moins dans le sens défini par PRIETO : "c'est (...) pour désigner l'entité bifaciale que composent un opérant et l'utilité correspondante, que nous nous servons du terme d'*instrument*" (1). J'applique au sens large cette notion à l'opérant d'usager, car celui-ci utilise les lieux tels qu'ils lui apparaissent, tandis qu'au sens strict, l'instrument d'aménageur se compose d'une classe d'outils et de l'utilité "voulue" de ces outils. Loin d'être envisagée "en totalité" en tant qu'objet concret, c'est-à-dire à travers "toutes" ses caractéristiques, une portion d'écoumène l'est à travers le produit logique des classes qui "comptent" soit dans la pratique aménagiste, soit dans celle d'usager. Non seulement, donc, une parcelle, par exemple, ne saurait être connue sous une identité "absolue" (2), pas plus qu'aucun autre objet matériel; de plus, sa connaissance se limite nécessairement à certaines classes dans la pratique aménagiste, à l'exclusion d'autres, avec lesquelles l'aménageur pourrait aussi opérer, mais qui sont jugées non-pertinentes pour cette même pratique. Ainsi, un agriculteur qui acquiert et enclôt un pré pour faire de l'élevage opère avec une autre classe que lorsqu'il traverse, en tant qu'usager, ce même pré détenu par un autre agriculteur, et le géomètre conçoit différemment le même terrain, suivant qu'il en opère un relevé ou qu'il s'y promène à ses heures de loisir.

Autrement dit, toute portion d'espace "prend forme" dans l'acte de connaissance et reçoit une identité comme signifiant; ainsi, on a vu qu'une parcelle prend forme à travers deux classes : d'une part, l'aménagement matériel du sol inscrit dans une parcelle, qui fait d'elle un outil de production, donne forme à la substance du signifiant; d'autre part, l'appropriation qui caractérise toute intervention "parcellisant" l'espace, ajoute à cette forme économique une forme juridique. La fonction, au sens aménagiste du terme, n'est pas réalisable sans une certaine forme de détention qui individualise la parcelle; inversement, la parcelle au sens juridique n'a pas de sens

(1) Luis J. PRIETO, *op. cit.*, p. 64.

(2) *Ibidem*, p. 154.

si elle ne réalise, en outre, quelque fonction économique. Si l'aspect visible de l'espace suggère l'image d'un damier de fonctions interdépendantes, c'est en raison d'un partage social de l'espace. Et si tout code civil prévoit des normes de division sociale de l'espace, c'est en raison de sa diversité fonctionnelle. Toute parcelle est donc perçue comme substance (comme objet, terme d'une différence) à travers un trait pertinent de fonction économique, mais cela suppose qu'elle soit le soit également et en même temps à travers un trait pertinent de forme juridique, lequel permet de discerner sur des parcelles contigües réalisant la même classe d'objets, deux caractéristiques ou deux traits, analysables en tant que facteurs et qui "épuisent" le contenu du signifiant.

Il en va de même du signifié, qui prend forme dans l'acte de connaissance comme valeur productive et comme valeur d'échange; le concept à travers lequel est conçu un bien ou un service, en tant qu'objet réalisant la signification "voulue" d'une parcelle au sein d'un parcellaire, véhicule donc une valeur. Aussi la face signifiée de l'écoumène pour un aménageur - un assemblage de valeurs - témoigne-t-elle d'une action collective en même temps que de différentes classes d'acteurs. Autrement dit, pour un acteur concerné par les pratiques exercées dans une certaine zone, chaque objet composant cette zone est doté en lui-même de deux traits, dont peuvent être déduits deux faits signifiés formant un produit logique. Ainsi, les aménageurs reconstituent, à travers les deux valeurs signifiées, le but poursuivi par un partenaire sur une parcelle qui suscite leur intérêt. Ce type de calcul n'est pas spécifique, il est fréquent au contraire dans tous les domaines de la connaissance : il en va de même, par exemple, des indices climatologiques, dans la mesure où le degré d'hygrométrie et de température de l'air n'indiquent pas, séparément, la qualité biogéographique d'un climat et constituent effectivement des indices partiels. Il en va de même également, dans un autre ordre d'idées propre à la communication, des numéros utilisés pour désigner les chambres dans un hôtel (1). Pour un aménageur, l'identité qu'il

(1) Exemple cité par PRIETO, *op. cit.*, p. 33. Parfois, le premier chiffre désigne les étages et le second, l'ordre des chambres sur un même étage. Contrairement aux indices naturels (Cf. l'exemple du climat), l'articulation d'un signal et de son sens est recherchée en vertu d'un principe d'économie.

reconnaît à une parcelle est unique, mais elle est déduite de deux indices et elle livre une signification constituée de deux caractéristiques distinctives.

L'usager lui-même reconnaît deux "faces" à l'espace dans lequel il vit et, sur chacune de ces deux faces, deux caractéristiques, à travers lesquelles il identifie des unités d'espace. L'environnement est perçu, toutefois, non comme un ensemble d'outils juxtaposés, mais comme un ensemble d'attributs indépendants des unités du parcellaire et qui présentent un intérêt dérivé en tant que moyens; chaque objet ainsi identifié est, d'autre part, reconnu comme accessible ou non-accessible, de sorte que signifiants (les lieux) et signifiés (les opérations), associés par la connaissance d'usager, forment une réalité distincte de la superstructure envisagée par les aménageurs, qui la conçoivent, eux, comme un ensemble de facteurs de production.

La seconde section de ce chapitre a tenté de montrer comment l'aménagement de l'espace permet d'imposer des pratiques, en privilégiant certaines utilités aux dépens d'autres, à l'échelle des parcelles qui composent l'étendue à double face des instruments d'usagers. La "sémioticité" de toute connaissance, qui vaut pour celle d'une parcelle ou pour celle d'un certain lieu, vaut également pour celle du tout formé de tels éléments. Un même ensemble d'instruments tels que l'écoumène en présente, établis en permanence et contigus les uns par rapport aux autres, peut être conçu selon deux points de vue au moins, lesquels procèdent, soit d'un classement d'utilités imposées, soit de celui d'opérations productives. Cela signifie, en définitive, que le second point de vue - celui des aménageurs - produit des attributs matériels de la face connue (ou identifiable) de l'espace, selon une pertinence socialement imposée à sa face cachée, tandis que la première pratique - pratique d'usage - conçoit, elle, la face visible d'un point de vue individuel et ignore la face cachée; aussi, dans sa pratique, l'usager accommode-t-il son comportement à des déterminations sociales de l'espace produit.

Toute conception de l'espace, en effet, est arbitraire, historiquement déterminée par la pratique d'une classe dominante; autrement dit, tout acte d'aménagement se réfère à un point de vue défini par les détenteurs d'un pouvoir, car, en produisant les outils d'une

action collective, un tel acte assume une fonction sociale et la pertinence de toute fonction sociale est imposée par une pratique dominante, qu'il s'agisse des finalités de l'action collective (définie par des rapports de forces économiques) ou des relations sociales elles-mêmes (définies par la production du droit). A travers l'imposition des outils, moyens adéquats pour produire des objets qui sont les indices d'une conception sociale de la réalité, c'est la conception elle-même qui est imposée : "En produisant des connaissances de la réalité matérielle, l'activité cognitive de l'homme crée, à côté de cette réalité première et naturelle, une autre réalité, seconde et historique, constituée par ces connaissances elles-mêmes" (1). Or, la superstructure aménagée n'est pas autre chose, en fin de compte, que la manifestation d'une pratique imposée et l'expression de son résultat transitoire. D'une part, en effet, sur sa face signifiante, son découpage en parcelles, de même que les fonctions productives qui la caractérisent, tirent leur sens de normes et de valeurs actualisées par cette pratique, un autre sens, utilitaire, pouvant néanmoins être reconnu à certains lieux identifiés au sein du même ensemble. D'autre part, l'état des relations et des finalités sociales signifiées dans la superstructure exerce ses effets propres sur la pratique aménagiste elle-même, puisque l'espace modifié s'impose sans cesse comme une donnée nouvelle à tous les aménageurs. Donc, si l'espace manifeste un état dérivé de la pratique, cet état fonctionne en retour comme un instrument ou une donnée de l'interaction elle-même. Loin d'être "uniquement un épiphénomène du fondement matériel de la société", la superstructure "peut donc exercer son action sur lui" (2). Elle est ainsi objet de connaissance pour le géographe, en tant qu'elle manifeste une conception "productiviste" que s'en font les aménageurs et une conception "utilitaire" des usagers.

(1) Luis J. PRIETO, *op. cit.*, pp. 149-150.

(2) Je reprends sur ce point la position d'Adam SCHAFF. Cf. *L'objectivité de la connaissance à la lumière de la sociologie de la connaissance et de l'analyse du langage*, in *Essais de sémiotique*, Paris, Mouton, 1971, p. 67.

2.2.4. La fonction déictique (1) de l'écoumène

Pour conclure cet exposé de la notion de superstructure, j'insisterai particulièrement sur le rôle de médiateur que joue l'espace, dont l'aménagement suscite une interaction sociale, entre les acteurs possédant une part d'initiative dans cette interaction.

On a vu précédemment que l'écoumène emprunte à l'espace son caractère de contiguïté, auquel il convient d'ajouter la permanence de ses éléments au cours du temps. Bien que distinctes et autonomes par la manière dont elles sont modifiées, les parcelles se "codéterminent" de proche en proche par leur rôle d'objets composants, associés dans la même superstructure. De la sorte, les parcelles anciennement aménagées peuvent perdre de leur valeur productive, à mesure que le contexte est modifié et elles deviennent susceptibles de faire place à d'autres parcelles. La contiguïté et la permanence expliquent qu'une parcelle A, produite antérieurement à des parcelles (B, C, ..., N) influe de manière indirecte sur le comportement des aménageurs de (B, C, ..., N), de telle sorte que, si l'on considère synchroniquement le parcellaire (A, B, C, ..., N), on peut dire qu'il reflète une pratique collective au temps t_1 ; si, par la suite, la parcelle A devient A' par une mutation, on aura un nouvel état de la pratique au temps t_2 . La particularité de la superstructure aménagée, selon laquelle elle se renouvelle à partir de mutations ponctuelles, tout en livrant à chaque moment une signification d'ensemble, entraîne une conséquence sur le plan des circonstances; si un aménageur opérant sur la parcelle A ne parvient pas à interpréter le signifiant de B (le type de propriétaire ou la fonction), il lui reste la ressource des parcelles (C, ..., N) au-milieu desquelles opère l'aménageur de B et qui peuvent l'aider à identifier la pratique qu'exerce ce même B. Autrement dit, l'interprétation opérée par l'aménageur de A s'applique, en réalité, à (B, C, ..., N) et toutes ces parcelles jouent, par rapport à chacune en particulier, le rôle de circonstances au sens strict. Ce schéma multilatéral d'interprétation vaut pour toutes les parcelles, suscep-

(1) Fonction d'indice, du verbe grec "deiknunai", montrer.

tibles, en fonction, sans doute, des distances qui les séparent, de modifier un ensemble de circonstances locales. Un aménageur qui ferait abstraction de ces circonstances s'excluerait d'un processus qui, à la longue, pourrait le rendre marginal et l'empêcher de faire fonctionner sa parcelle : ainsi, le maintien inconditionnel d'une villa à proximité d'un grand ensemble peut faire perdre à cette villa sa valeur résidentielle à caractère privé.

La contexture des parcelles (leur agencement) permet donc aux aménageurs d'interpréter l'état d'une certaine étendue aménagée et d'en déduire l'état d'une pratique, pour intervenir ensuite de manière efficace en un point de l'espace; la fonction *déictique* de l'écoumène repose sur les rapports spatio-temporels entretenus par les éléments d'un parcellaire, qui donnent un sens à des ensembles plus vastes et induisent une notion de grandeur d'échelle dans la connaissance aménagiste. On peut dire, en effet, qu'une fonction établie sur une parcelle est reconnaissable à travers l'opérant que son outil réalise et à travers le mode de détention (ou d'emprise) qui la caractérise : il ne s'agit pas là d'une fonction *sémique* (1), car l'aménagement de l'espace n'a pas pour raison d'être la communication, pratique sociale; j'utilise le terme de fonction *déictique* (terme qui signifie "montrer" et non "faire signe"), pour indiquer que le but de l'aménagement, qui consiste à utiliser certains attributs de l'espace en produisant des objets d'usage ou d'échange, peut toujours être interprété "du-dehors" par des tiers, en fonction de valeurs sociales qu'il actualise et de normes de production, d'usage et d'échange qu'il permet d'instaurer. Une telle fonction d'indice (d'indice "spontané") implique cependant qu'un rapport social soit établi entre les aménageurs en référence à ces valeurs, c'est-à-dire qu'une "interconnaissance" préexiste dans l'esprit des acteurs et détermine des classes de valeurs, non pas en tant que sens attachés à certains types de parcelles, mais en tant que classes de biens et de services servant de moyens pour influencer un système de relations sociales et d'action

(1) Sur l'acte sémique, voir Luis J. PRIETO, *op. cit.*, p. 116.

collective. Un système de valeurs étant défini par la pratique exercée sur un certain territoire, tout aménageur interprète les indices que lui fournit chaque parcelle en référence à ce système: "Le sujet qui cherche à tirer une indication d'un fait susceptible de la lui fournir soumet toujours les membres de l'univers du discours qui, dans l'indication, deviendra l'univers du discours indiqué, à un classement qui est logiquement antérieur au classement que suppose l'indication et auquel ce dernier classement est subordonné" (1). Un tel indice n'est évidemment pas intentionnel; il est néanmoins requis par un système de contrôle juridique et un système économique. Cette indication spontanée constitue ce que l'on pourrait appeler une *déixie*, tandis qu'un espace formé de plusieurs parcelles contigües constitue, pourrait-on dire, une *syn-déixie* (2).

Ainsi donc, l'écoumène est justiciable d'une étude avec l'aide d'une carte qui superpose les deux phénomènes de l'emprise et de l'utilisation productive, tels qu'un aménageur les connaît, c'est-à-dire à travers les caractéristiques qui, pour lui, "compotent" mais n'apparaissent pas avec évidence à l'observation directe et ne constituent pas des critères décisifs pour le comportement d'usager. En effet, la fonction *déictique* ne concerne que les aménageurs, seuls compétitifs économiquement par rapport à la gestion de l'espace, la connaissance d'usager se fondant, elle, sur une fonction utilisatrice subordonnée à des pratiques individuelles.

Dans ce même contexte de la connaissance strictement aménagiste de l'espace, on peut parler de créativité dans la connaissance et dans l'aménagement lui-même à propos d'une forme de spéculation qui consiste à reconnaître une étendue composée de plusieurs, voire de nombreuses parcelles, comme ayant la même identité. D'une part, en effet, chaque aménageur calcule la rente qu'il peut retirer de chaque parcelle selon sa situation, égale à la valeur

(1) Luis J. PRIETO, *op. cit.*, p. 21.

(2) Cet emploi paraît opportun pour souligner un effet d'ensemble, par opposition à ce qui se passe dans l'interprétation d'une parcelle isolée.

d'échange des biens ou des services qu'elle lui permet de produire, diminuée des frais de production; cette rente de situation doit être en rapport avec l'immobilisation de capitaux; or, il est clair que le prix d'un terrain augmente en raison directe des avantages offerts par sa localisation, de même que le coût de l'équipement est en rapport de la productivité escomptée de la parcelle, de telle sorte que l'évaluation anticipatrice du contexte aménagé est essentielle à la réussite de toute entreprise. Quant à la créativité aménagiste elle-même, qui suppose la première, à savoir, la créativité "spéculative", elle consiste plus précisément à modifier le contexte d'un parcellaire en créant de nouvelles relations de production, qui induisent de nouveaux flux et de nouveaux rapports d'échange dans l'espace. La créativité aménagiste est exercée sur une parcelle nouvelle qu'on aménage, en opérant avec les paradigmes à disposition (1). Spéculer sur l'espace équivaut donc, d'une part, à anticiper les effets d'un processus d'aménagement et à acquérir des terrains en vue de contrôler l'offre d'espace à court, moyen ou long terme, pour bénéficier d'une plus-value. D'autre part, plutôt que de revendre les mêmes parcelles avec bénéfice à terme, les aménageurs peuvent utiliser leur pouvoir par un réaménagement qui provoque une réorientation des objectifs et des relations d'emprise dans un espace par l'introduction de nouvelles pratiques. Pour exemple, on sait qu'une spéculation s'exerce très souvent dans le secteur du développement résidentiel, en relation avec les politiques locales de déclassement; quant à l'injection de fonctions génératrices de transformations dans un espace, l'implantation d'industries en milieu rural, l'aménagement touristique de régions naturellement favorisées ont pour effet de modifier toute la structure de la propriété du sol et tout ou partie des activités.

Ainsi, l'espace qui s'étend sur la surface terrestre devient-il, dès l'intervention de l'homme, une réalité historique distincte de la réalité matérielle et qui réside précisément dans la façon dont est organisée et modifiée cette réalité première.

(1) *Paradigme au sens sémiologique de système de classement, soit juridique, soit économique, pertinent par rapport à des valeurs reconnues comme légittimes. Voir à ce sujet Luis J. PRIETO, op. cit., pp. 44-45.*

Analogue à une feuille de papier qu'on découpe à l'aide d'une paire de ciseaux, cette superstructure comporte un "recto" physique et un "verso" social corrélatifs (1): il n'y a donc, dans l'élaboration d'une superstructure aménagée, ni matérialisation d'un fait social, ni socialisation d'une réalité matérielle, car ces deux ordres de faits demeurent, comme le dit Saussure, identiques à eux-mêmes. Il y a seulement signification d'ensemble. Du seul fait que toute vie sociale implique une prise en compte de l'étendue des objets matériels dont cette même société se sert, l'aménagement s'effectue à l'intérieur de deux séries de faits corrélatifs: les interventions matérielles, d'une part, les interactions entre individus, de l'autre. L'aménagement constitue ainsi l'émergence d'une superstructure aménagée, manifestant une modification corrélative de faits physiques et de faits sociaux.

(1) *"La langue est encore comparable à une feuille de papier: la pensée est le recto et le son le verso; on ne peut découper le recto sans découper en même temps le verso". F. de SAUSSURE, Cours de linguistique générale, Paris-Lausanne, Payot 1916, p. 163.*

CONCLUSION : L'IDENTITE DE L'ESPACE GEOGRAPHIQUE

Ce chapitre s'est attaché au rôle de l'espace dans l'actualisation de normes et de valeurs sociales, dans l'organisation, somme toute, d'une vie collective comme dans les choix imposés au comportement individuel; de même, en effet, que sans le secours des concepts, notre pensée ne saurait distinguer deux idées de façon claire et constante (1), on peut dire que, sans une certaine conception du substrat matériel appelé espace géographique, une société demeure amorphe, sans relations structurées et son action reste sans objet; sans cette connaissance des moyens matériels nécessités par toute pratique et, qui plus est, de l'interdépendance de ces moyens, est rendu impossible l'exercice de ce qu'on va appeler par la suite l'interaction sociale, fondée sur la définition de normes et l'actualisation de valeurs permettant de "normaliser" et d'unifier, c'est-à-dire de rendre cohérentes toutes les pratiques. Les choix respectifs des aménageurs expliquent non seulement les conceptions "dominantes" qui se dégagent de leur compétition, mais également les conceptions "imposées" qui apparaissent dans le comportement des usagers. Car l'écoumène ne peut être connu qu'à partir de l'un ou l'autre des deux points de vue exposés dans ce chapitre, à savoir, la recherche d'un pouvoir consistant à infléchir une conception dominante ou la recherche d'une autonomie individuelle, dans le cadre normatif des moyens imposés et des valeurs reconnues comme légitimes. Dominant ou dominé, l'utilisateur d'espace ne connaît rien d'autre que ce qui est socialement pertinent à un stade donné d'expérience collective : "ce que le sujet croit être l'objet "concret" n'est en réalité que l'objet tel qu'il lui apparaît lorsqu'il le connaît à travers le produit logique de toutes les classes à travers lesquelles il est capable de le connaître" (2).

Les deux types de connaissance dont l'écoumène est l'objet sont, à leur tour, objets d'une connaissance pour le géographe, dont

(1) F. de SAUSSURE, *ibidem*, op. cit., p. 161.

(2) Luis J. PRIETO, op. cit., p. 92.

la recherche s'applique à la solidarité synchronique des faits d'utilisation et d'emprise, tels que l'observation les révèle en tant qu'éléments d'un système. L'étude régionale porte ainsi sur l'empreinte d'une masse sociale mobilisée par des pratiques, expression spatiale momentanée de normes relationnelles et de valeurs d'action collective. Car, contrairement à une saisie diachronique de faits particuliers, les faits d'aménagement saisis dans leur synchronie constituent des assemblages d'éléments codéterminés, dont la coexistence et le voisinage sont porteurs de sens; il s'agit donc d'interroger un espace actuellement connu dans son ensemble à une certaine échelle. En effet, les éléments isolés de la superstructure ne sont par réductibles à une association locale d'un support matériel et d'une norme ou d'une valeur particulière; les définir ainsi équivaldrait à les dissocier d'un tout, d'un système dont ils tirent leur existence. "C'est du tout solidaire qu'il faut partir, déclare SAUSSURE, pour obtenir par analyse les éléments qu'il renferme" (1). Cette codétermination qui caractérise l'ensemble des signifiants et des signifiés, "recto" aménagé et "verso" social, donne naissance à une seule et unique réalité historique. Donc, en considérant certaines normes et certaines valeurs comme résultant de l'appropriation de l'espace avec ses attributs, on ne saurait les interpréter une à une isolément, mais bien sous leur aspect de situation d'ensemble, propre à une portion donnée de l'espace. D'un autre côté, en envisageant les aménagements observables comme des produits matériels de toute une société, il est exclu de les extraire l'un après l'autre de leur contexte spatial global. Finalement, on ne peut prêter à l'espace aménagé qu'une forme unique à double face et sous chacun de ces deux aspects, il se présente comme un pur système de différences.

Prenons par exemple le fait social signifié. Un énoncé simpliste du rapport sémiologique consisterait à admettre que chaque aménagement particulier représente à lui seul une norme et une valeur sociales. Mais il y a en cela un paradoxe, peut-on dire, selon l'expres-

(1) Cf. de SAUSSURE, *op. cit.*, p. 164. Les quelques pages qui suivent s'inspirent largement du texte de SAUSSURE.

sion du maître genevois (1). D'un côté, en effet, la norme et la valeur (c'est-à-dire, le fait social) apparaissent bien comme la contrepartie invisible d'une parcelle (par exemple, telle villa cossue a sans doute pour contrepartie signifiée un certain statut socio-professionnel); ce premier rapport, probable, demeure à l'intérieur d'une entité particulière extraite de son contexte spatial. Mais d'un autre côté, cette entité abstraite, que constituent ensemble signifiant et signifié, est elle-même une contrepartie d'éléments voisins, avec lesquels elle forme système (tel ensemble résidentiel jouxtant l'îlot de villas, ou tel quartier dégradé ceinturant une usine...). Le paradoxe réside dans le système de signification, en ce sens qu'une parcelle n'a, en fait, rien d'initial : la signification n'existe qu'en vertu de la solidarité (ou codétermination) des signifiés. Loin donc de passer dans un seul élément, quand bien même l'interprétation de ce dernier peut être correcte en chaque cas, le fait d'aménagement s'exprime dans un ensemble; sa signification dernière relève d'une pratique dans laquelle il intervient comme un fait lié à d'autres à une échelle donnée, et qui reçoit des autres la plénitude de son sens. L'espace géographique peut être considéré, en paraphrasant le Cours, comme une série de différences repérables dans la trame aménagée, combinée avec une série de découpures réelles mais inobservables dans la masse sociale et cette combinaison crée le lien effectif qui unit l'élément physique et l'élément sociologique à l'intérieur de chaque entité. De la sorte et bien que, chacun pris à part, signifiants et signifiés soient purement différentiels (les propriétés écologiques sont en nombre infini, en tant qu'aptitudes reconnues par les aménageurs, de même que les objets qu'elles permettent de produire), leur dépendance et leur production simultanée prend une forme concrète, positive et changeante, au sein de la superstructure aménagée. Cette dernière a donc des caractères qu'elle emprunte à l'espace : les objets produits dont elle se compose s'articulent synchroniquement pour fournir des unités complexes matérialisées par le quartier, l'îlot, le secteur, etc... En reprenant les termes du Cours, on pourrait dire que,

(1) *Ibidem*, p. 169 sq.

placé dans une certaine portion d'espace, un élément n'acquiert sa valeur que parce qu'il est opposé à ceux qui le jouxtent ou qui lui sont superposés. Si l'objet servant de signal linguistique est un flux sonore ou sa transcription écrite (1), les objets de la connaissance de l'écoumène forment une totalité tridimensionnelle.

L'image saussurienne du jeu d'échecs se rapproche sensiblement, si on la prolonge, des situations spatiales. "Prenons un cavalier; est-il à lui seul un élément du jeu ? Assurément non, puisque dans sa matérialité pure, hors de sa case et des autres conditions du jeu, il ne représente rien pour le joueur et ne devient élément réel et concret qu'une fois revêtu de sa valeur et faisant corps avec elle" (2). Dans les deux cas du jeu d'échecs et de la connaissance de l'espace, c'est un ensemble d'unités de sens autonomes - parce que distinctes et revêtues d'une valeur -, mais synchroniquement associées que l'on prend en considération. La main du joueur, en déplaçant une pièce, modifie en même temps le sens de la case laissée vide, celui de la case occupée, mais de plus, l'ensemble des rapports unissant les pièces du jeu; dans l'aménagement de l'espace, le jeu ne réside pas dans la mobilité des pièces, mais dans une valorisation indépendante de chaque case. L'idée d'une parcelle n'a de sens qu'en situation, dans un certain contexte, de même que l'idée d'un lieu considéré comme moyen n'a de valeur que s'il est situé parmi d'autres lieux. "Voilà pourquoi en définitive, conclut SAUSSURE, la notion de valeur recouvre celle d'unité, d'entité concrète et de réalité (*id. supra*)". La loi d'interdépendance gouverne ainsi toute connaissance de l'espace.

(1) Voir R. ENGLER, *La linéarité du signifiant, Studi Saussuriani, Il Mulino, Bologne 1974*, p. 117 : "Le signifiant, étant de nature auditive, se déroule dans le temps seul et a les caractères qu'il emprunte au temps : a) il a une étendue et b) cette étendue est mesurable dans une seule dimension : c'est une ligne".

(2) F. de SAUSSURE, *Cours de linguistique générale, op. cit.*, p. 159.

CHAPITRE TROISIEME:

L'ÉCOGÉNÈSE

La valeur d'échange d'un produit dépend de son abondance ou de sa rareté, mais toujours par rapport à la demande. Supposez un bien plus que rare, unique en son genre, je le veux bien : ce produit unique sera plus qu'abondant, il sera superflu, s'il n'est pas demandé. En revanche, supposez un produit multiplié à millions, il sera toujours rare, s'il ne suffit pas à la demande, c'est-à-dire s'il est trop demandé.

Karl MARX, *Misère de la philosophie*, 1847, in *Oeuvres*, la Pléiade, page 14.

INTRODUCTION

Ayant admis que l'objet de la géographie humaine ne saurait être l'écoumène, mais l'ensemble des pratiques dont l'écoumène est l'objet et la connaissance que ces dernières impliquent, il est possible maintenant de s'interroger sur les stades de cette connaissance, qui procède d'une expérience collective de la réalité matérielle. La théorie de l'aménagement fait donc suite à celle de la géographie comme science, prenant en compte aussi l'espace vécu, à côté de l'espace produit.

Le propos de MARX doit être appliqué à l'espace terrestre - entendu comme un bien non-reproductible et essentiel à toute activité - si l'on veut saisir les mécanismes qui gouvernent son appropriation et sa gestion. Ce chapitre s'efforce de situer sa place dans l'élaboration sociale de normes et de valeurs, en proposant, pour définir cette place et en montrer l'aspect dynamique, le concept d'*écogénèse*.

La première section traite de l'interaction sociale que détermine la rareté de l'espace, décrit les mécanismes de l'*écogénèse* et distingue divers rôles sociaux relatifs à cette dernière. La seconde section expose une problématique des stades d'aménagement, qui illustre l'hypothèse générale, empruntée à PRIETO, selon laquelle toute pratique est subordonnée dans son exercice à des pertinences historiquement imposées et inscrites dans l'espace à disposition. La troisième section, enfin, dégage les conséquences de ces processus macrogéographiques sur le comportement de l'individu, en soulignant la dépendance de l'utilisateur vis-à-vis de ces pertinences, tout en relevant les limites méthodologiques de l'analyse microgéographique.

PREMIERE SECTION:

L'INTERACTION SOCIALE DANS L'ESPACE

L'interaction sociale en général peut être entendue comme l'affrontement de différentes conceptions de la réalité (1); car les projets individuels se heurtent toujours nécessairement, dans la recherche de moyens susceptibles de leur convenir, aux conflits suscités par le recours à une seule et unique réalité matérielle, selon des finalités divergentes. Toute interaction aboutit, à travers la résolution provisoire de ces conflits, à l'institutionnalisation de rapports de pouvoir; j'entends ici par rapports de pouvoir l'imposition sociale, c'est-à-dire l'imposition par certains individus ou groupes aux autres individus et aux autres groupes dans un cadre collectif donné, de finalités privilégiées limitant les moyens reconnus comme pertinents pour l'action individuelle. C'est ainsi, par exemple, que la recherche du profit dans les relations aménagistes limite pour chaque individu la disponibilité d'espace résidentiel, au cours d'un processus d'appropriation concentrée de l'espace urbain.

L'interaction sociale se résout donc, comme concept, en un réseau d'influences matérialisées dans des objets d'usage et donnant lieu à une prise de pouvoir; celle-ci permet d'ériger en norme des asymétries introduites dans les relations sociales par ceux dont prévaut l'influence et d'ériger leurs finalités en valeurs. La géographie humaine observe un champ limité des interactions, manifesté dans l'appropriation et la mise en valeur de l'espace: l'*écogénèse* comporte un choix de pratiques, la détermination de moyens permettant l'exercice de ces pratiques, et une imposition sociale à la fois de leurs buts et de leurs moyens. Je définirai donc cette notion comme un processus économique de lutte contre la rareté d'espace et comme un processus sociopolitique de lutte pour le pouvoir décisionnel en matière d'aménagement.

(1) Cette définition postule communication et échange, qui peuvent être considérés comme des pratiques d'actualisation des affrontements: "Dès que deux êtres humains entrent en contact, ils entrent en lutte, au sens psychologique du mot." Charles BALLY, *Le langage et la vie*, Genève, Atar 1913, p. 31.

3.1.1. L'espace, l'action humaine et l'interaction sociale

Agir consiste à la fois à produire et à prévoir (1) : parce que consciente, toute action, qui est la conquête d'un objet, est en même temps une interprétation réfléchie de l'espace et du temps, des buts et des moyens en présence, ainsi qu'une expérience propre. Or, comme les individus agissent les uns sur les autres en même temps que sur les objets matériels, on peut affirmer que l'expérience de l'espace est sociale (c'est une expérience collective), c'est-à-dire qu'une certaine expérience sociale part de l'espace, car c'est à partir d'une action matérielle sur l'espace que se structure un certain système de rapports sociaux. L'interaction procure, en tant que telle, à la fois une prise de conscience des résultats matériels de l'action collective et une prise de conscience des acteurs eux-mêmes et de leurs relations. D'une part, donc, l'interaction sociale donne naissance à un certain contenu de l'espace; ce contenu construit, résultat constamment modifié des actions en présence, constitue une superstructure aménagée. Mais d'autre part, l'interaction définit des rôles sociaux. L'aménageur est l'acteur qui intervient dans la production effective de la superstructure, alors que d'autres acteurs n'en sont que des usagers et doivent tenir compte, dans leur comportement, des contenus construits. L'espace est contrôlé par ceux qui l'aménagent, se donnant ainsi les moyens de pratiques particulières et le transformant, soit comme objet d'une exploitation directe, soit comme support secondaire ou comme instrument de coordination fonctionnelle, au gré de valeurs socialement dominantes; l'espace prend ainsi une valeur d'usage qui découle de sa valeur productive et la pratique d'usager est soumise aux conditions complexes et contraignantes de la pratique aménagiste. Cette dualité de rôles dans l'*écogénèse* implique donc l'existence de plusieurs niveaux d'interaction, l'interaction aménagiste d'une part, l'interaction utilisatrice d'autre part et l'interaction comme telle, qu'on pourrait appeler la pratique culturelle de l'espace, procède de l'interdépendance de ces deux niveaux.

(1) Voir sur ce sujet J. PIAGET, *Les théories de la causalité*, Paris, PUF 1971.
Voir aussi PRIETO, *op. cit.* (cf. *supra*, p. 17).

3.1.2. Définition de l'écogénèse

Du grec "oikos - génésis", l'écogénèse désigne la formation du milieu géographique; ainsi qu'on le verra par la suite, ce processus comporte logiquement certains stades, si on le considère du point de vue des attributs perçus dans l'espace habitable et des formes juridiques selon lesquelles le même espace est approprié. Avant d'étudier la logique des stades, il importe d'essayer de définir dans son ampleur la notion d'écogénèse elle-même, qui recouvre une transformation matérielle de l'espace et une modification corrélative des rapports sociaux. Faisant référence aux conclusions du second chapitre, il convient en effet de rappeler les deux aspects - face signifiante et signifiée - reconnus à l'écoumène pour expliquer à la fois la portée matérielle objective et les propriétés intersubjectives de toute action aménagiste (1). Au sens premier, en effet, l'appropriation de l'espace consiste à modifier le milieu physique, le rendant propre à satisfaire des besoins et à servir de support aux activités à travers l'utilisation de ses attributs; mais, d'autre part, comme l'évoque justement le terme même d'appropriation entendu dans un second sens, elle consiste également à s'approprier l'espace, autre phénomène concomitant du premier, mais qui évoque l'aspect relationnel et intersubjectif de l'écogénèse. C'est cet aspect intersubjectif qui permet de l'envisager comme un processus social, car l'appropriation opérée par certains groupes définit des buts d'action collective en même temps qu'elle institue des relations entre les aménageurs, d'une part, entre ces derniers et les usagers, d'autre part.

Ainsi formulée, la genèse d'un espace s'explique par le choix de pratiques et l'imposition des outils que requièrent ces pratiques; l'interrogation du géographe s'oriente ainsi vers les propriétés mises en valeur et leurs conséquences sur les comportements des différents acteurs. Car la pertinence qui résulte du choix des pratiques est politique (2), alors que les techniques employées et imposées sont soumises à des contraintes physiques, par lesquelles tant les aménageurs eux-mêmes que les usagers sont limités dans leur efficacité. L'aména-

(1) Cf. *supra*, 2.3.3., pp. 87 et suiv.

(2) Affirmation empruntée à PRIETO, exposé oral.

gement comporte ainsi une part de nécessité et une part de contingence (1).

L'approche *écogénétique* se situe dans une perspective théorique relativement récente, qui met l'accent sur les conditionnements de la décision et du comportement en général dans l'explication géographique. "La curiosité s'oriente de nos jours, écrit CLAVAL, vers un point qu'elle négligeait naguère, la genèse des décisions" (2). La problématique proposée dans cet essai s'inscrit, en effet, tout entière dans l'optique de la perception et "des diverses formes de rationalité limitée. La géographie devient de la sorte plus réaliste, et plus sociale : une partie des déterminations qu'on découvre est due au poids du groupe, et manifeste l'inégalité des acteurs; les effets du pouvoir sont partout, alors que la théorie économique classique les négligeait" (2, *id.*). Ainsi donc, l'attitude "réaliste" préconisée par CLAVAL se réfère aux déterminants sociaux de l'aménagement de l'espace : d'un côté des propriétés physiques perçues et, de l'autre, des choix restreints, historiquement déterminés, qui seuls "s'expliquent" et expliquent l'état donné d'une certaine région. Cette forme d'objectivité, consistant à reconnaître les contingences historiques du comportement, n'est pas étrangère à Max SORRE, quand il écrit : "Nous recréons à chaque instant notre milieu en le subissant (...); l'image du milieu que nous décrivons incorpore une part notable d'effort humain. Elle est humanisée par un jeu d'interactions" (3).

(1) "Il n'y a pas de contradiction réelle pour un esprit réfléchi entre le profond adage baconien "*Natura non vincitur nisi parendo*" et l'affirmation d'une certaine contingence". Max SORRE, *L'Homme sur la Terre*, Lib. Hachette, Paris 1961, p. 5.

(2) Paul CLAVAL, *Eléments de géographie humaine*, Ed. M.-Th. Génin - Librairies Techniques, Paris 1974, p. 59.

(3) Max SORRE, *L'Homme sur la Terre*, *op. cit.*, p. 3.

3.1.3. Milieu phénoménal et milieu du comportement

Il existe à proprement parler deux séries de raisons de considérer les choix liés au comportement dans l'espace - aussi bien les choix d'aménageurs que ceux d'usagers - comme aléatoires, car ils déterminent d'un côté, des buts et de l'autre, des moyens. Ainsi, on peut parler de choix "suboptimal" lorsque ce choix porte sur des moyens inadéquats par rapport à un certain but, tel que peut l'opérer, par exemple, l'agriculteur qui choisit mal ses engrais et ses semences, compte tenu de la culture qu'il entreprend et du sol qu'il utilise. Cependant, le choix de cette culture, autrement de cette pratique ou de ce but est conditionné lui-même par des facteurs sociaux et peut être conforme ou non conforme aux pratiques imposées, indépendamment des facteurs techniques assurant son efficacité et son économie.

Les choix sont donc toujours opérés dans une certaine sphère, que j'appellerai le "milieu décisionnel" et qui correspond au "verso" caché de l'espace dont il a été question précédemment; si les choix fondamentaux, définissant les buts, sont effectués de façon arbitraire par une certaine classe sociale, les choix des moyens sont effectués en référence au "recto" physique; ainsi, pour réussir dans l'exercice d'une certaine pratique, il faut non seulement tenir compte de finalités socialement admises au sein du milieu décisionnel, mais également choisir les moyens qui sont "valides", c'est-à-dire vrais et pertinents par rapport à ces buts. De la sorte, il existe un certain lien entre l'infrastructure matérielle accessible à la connaissance et le milieu qui décide quelles connaissances sont valides parmi celles qui peuvent être "vraies" : à l'environnement "phénoménal" que constitue l'écoumène (ou le complexe physico-chimique modifié par l'homme) correspond ainsi un environnement "décisionnel" qui, selon HURST, peut être considéré comme un espace virtuel. Ce milieu saisit l'environnement phénoménal à travers le filtre d'institutions, de valeurs et d'un système politique, autre milieu qualifié d'"opérationnel" (1). HURST écrit : "Man lives in a symbolic environment into

(1) Michael Elliott HURST, *A Geography of Economic Behavior, An Introduction*, Duxbury Press, Belmont (Cal.) 1972, Prentice Hall Int., London 1974, p. 41.

which the majority of physical stimuli are admitted only in symbolic form" (1). En reprenant l'exemple précédent, le choix d'un type de culture procéderait de la perception, plus ou moins conforme aux déterminations du milieu opérationnel, d'une situation de l'exploitation par rapport au marché. Le choix des pratiques ne s'explique ni par un déterminisme physique, ni par des décisions collectives, "conscientes et délibérées", comme le dit justement GOUROU (2); il ne s'explique qu'à la lumière de déterminants sociaux et cette hypothèse se renforce à l'examen de faits d'observation : "Lorsque les densités varient sans que changent le milieu et le système de culture, comme c'est le cas en Afrique, c'est qu'interviennent des facteurs de différenciation d'ordre historique ou ethnique" (3). Invoquer la "civilisation, complexe bien noué de facteurs agissant sur les éléments du paysage" est cependant trop imprécis et amène à perdre de vue l'élément essentiel, d'ordre social (4). Le "genre de vie" est inadéquat, comme l'indique DERRUAU, pour expliquer les "mécanismes des sociétés complexes" (5). C'est encore CLAVAL qui fournit un élément d'explicitation, dont on ne voit pas ce qui interdit de l'appliquer aux différentes échelles spatio-temporelles en passant par les sociétés en apparence les plus simples, pour élaborer une théorie unique et générale des processus d'aménagement : "La division du travail fait naître des groupes qui diffèrent dans leurs rapports avec les facteurs de production : ceux qui commandent aux facteurs stratégiques commandent aux hommes qui ne peuvent offrir que des facteurs moins importants. La société se trouve donc ordonnée en catégories objectives, les classes sociales, qui se définissent par la disposition qu'elles ont de tel ou tel facteur" (6).

(1) Michael Elliott HURST, *A Geography of Economic Behavior, An Introduction*, op. cit., p. 49.

(2) P. GOUROU, *L'Asie*, Hachette, Paris 1953, p. 49.

(3) P. CLAVAL, op. cit., p. 109.

(4) "Les hommes se sont faits eux-mêmes, mais sans savoir où ils voulaient aller; ils se sont faits en se faisant. Il n'y a pas eu contrainte physique, prédestination finaliste ou décision consciente et délibérée, mais nécessité d'un choix indéterminé et par là démarrage vers un futur", P. GOUROU, op. cit., p. 49.

(5) Max DERRUAU, *Précis de Géographie Humaine*, A. Colin, Paris 1967, pp. 107 et ss.

(6) P. CLAVAL, *Principes de géographie sociale*, Ed. M.-Th. Génin - Librairies Techniques, p. 190. Voir aussi CLAVAL, *Eléments de géographie humaine*, op. cit., au chapitre VI : Du genre de vie aux rôles.

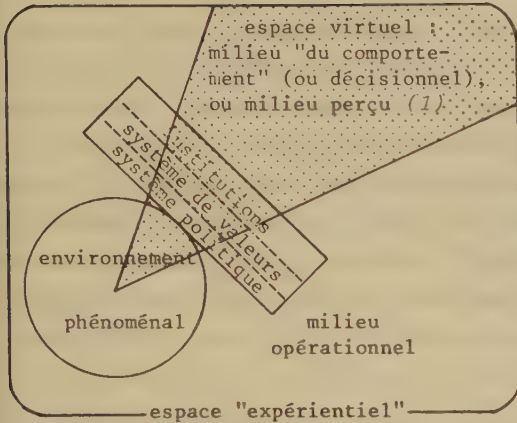


Figure 17. : Système de l'environnement

Représentation schématique des milieux dans lesquels s'inscrit l'activité économique. D'après M.-E. HURST. (2)

dans le schéma, cette équivalence (institutions = système de valeurs + système politique). En dernière analyse, en effet, toute norme est politique, toute valeur est économique et l'individu se trouve toujours en présence d'un système imposé qui associe normes et valeurs à travers un certain cadre institutionnel. Une critique doit être faite au schéma de HURST par rapport à l'imprécision des termes "milieu opérationnel" et "milieu perçu". Le premier est mal défini : "(...) that consists of various interrelated elements : a political system, a value system, and so on". Quant au second, "virtual space : behavioral or perceived milieu", on peut lire : "This is the sociopsychological realm of the individual or group perceiver; it takes account of the difference between the significance of environmental objects to the perceiver and the properties of those objects as they exist in reality" (3). L'empirisme évident de la deuxième phrase de cette définition infirme en partie la validité du modèle, car les objets ma-

Le schéma de HURST (Fig. 17) permet d'illustrer l'explication qui sera proposée dans ce chapitre. L'espace "expérientiel" représente le champ des expériences, c'est-à-dire des connaissances qui font l'objet de l'étude géographique; parmi les caractéristiques en nombre infini que présente l'environnement "phénoménal", chaque individu retient celles que laisse filtrer le milieu "opérationnel" dans lequel il se situe. Les institutions forment un cadre constitué d'un système de valeurs et d'un système politique : il serait d'ailleurs opportun de ponctuer,

(1) Il est malaisé de traduire l'expression "behavioural environment".

(2) M.-E. HURST, op. cit.

(3) Ibidem, p. 41.

tériels qui composent l'environnement phénoménal n'ont d'autre existence que celle que leur reconnaît le sujet individuel ou collectif; il demeure néanmoins que cette connaissance particulière est distincte de la réalité matérielle elle-même et s'explique par le rôle sélectif des institutions. On retiendra donc du schéma présenté le lien commutatif qui relie, par un mécanisme social, l'espace ou environnement phénoménal et l'espace "virtuel", siège des décisions. L'optique du comportement permet ainsi de considérer l'*écogénèse* comme la formation simultanée et corrélative de deux séries de faits, qui dépend entièrement d'une pratique effective (1).

L'*Histoire de la vigne et du vin en France* (2) offre un exemple qui servira d'introduction aux développements qui suivent. "Les personnages moteurs, commente CLAVAL, sont les bourgeoisies urbaines, les élites princières, l'Eglise (...). Si la France produit plus de vins de qualité que d'autres pays, ce n'est pas pour de simples raisons physiques : c'est parce que le vin y était valorisé (facteur culturel) et la société hiérarchisée (facteur social)" (3). L'heureux mariage de grandes régions de France avec les vignobles de cru ne doit rien à la prolifération spontanée des pieds de vigne, dont parlent certaines chansons à boire.

3.1.4. L'*écogénèse* instrumentale

Dissocier l'outil de la main qui le tient, pour mesurer la grandeur humaine de la technique : l'*écoumène* est sans nul doute l'instrument connu le plus élaboré et le plus complexe. Si le paysage montre des sédiments de ses utilisations successives, l'analyse fonctionnelle découvre des liens insoupçonnables entre des systèmes de valeurs apparemment juxtaposés.

(1) Cf. *supra*, pp. 97-100.

(2) Roger DION, *Histoire de la vigne et du vin en France, des origines au XIX^e siècle*, Paris, chez l'auteur, 1959, 768 pages.

(3) P. CLAVAL, *Principes de géographie sociale*, op. cit., p. 191.

Saisies à une échelle quelconque, les unités spatiales d'aménagement constituent des systèmes ouverts sur l'extérieur, qui entretiennent de nombreux et continuels échanges, tout en conservant une fermeture relative et en évoluant par elles-mêmes. Ce dynamisme repose sur une circulation de valeurs dans le processus d'*écogénèse* et se concrétise à travers les divers rôles instrumentaux dont est investi l'espace. Les fonctions de l'écoumène résultent ainsi d'une perception d'attributs dans un contexte technologique et socio-économique donné, autrement dit, d'utilités qu'il présente en rapport avec des finalités d'action collective. Il y a donc lieu de parler d'une *écogénèse* de valeurs ou *écogénèse instrumentale*, production permanente de nouveaux attributs de l'espace, créés sur la base d'attributs donnés ou antérieurement créés.

Contrairement aux normes, qui renvoient à la structure sociale elle-même, exprimant, de ce fait, un résultat momentané de l'interaction, les valeurs témoignent d'une action collective et sont à même d'expliquer la genèse de chaque nouveau système. Leur analyse constitue ainsi une approche très différente, moins préoccupée des résultats comme tels que des processus, qu'elle tente de saisir par le raisonnement hypothético-déductif appliqué à différents systèmes de valeurs possibles. Mais comment saisir un processus dans la réalité historique d'un espace donné, si l'on se place pour l'observer à un moment discret d'une *écogénèse* essentiellement dynamique et diachronique ? Pour y parvenir, sans avoir recours à la comparaison d'états successifs, il faut disposer d'un classement définissant *a priori* les limites d'un univers du discours, composé de tous les outils que procure l'espace; il faut donc formuler une problématique de l'aménagement fonctionnel.

La créativité aménagiste, on l'a vu, se manifeste dans l'association de valeurs; les instruments qui caractérisent, à un moment donné, un certain état de l'*écogénèse* ne sont pas des faits juxtaposés d'utilisation de l'espace, mais ils entretiennent des rapports de codétermination. Du point de vue aménagiste, toute fonction recouvre une valeur et la trame des fonctions recouvre une trame de valeurs

sociales. La formule de G.-G. GRANGER s'applique ainsi étroitement aux fonctions de l'écoumène : "Système strictement statique d'éléments codéterminés, cette codétermination ayant pour effet phénoménal de pourvoir chacun d'eux d'un "sens", c'est-à-dire de le faire fonctionner comme renvoyant à l'ensemble des relations qu'il entretient avec tous les autres ou, si l'on préfère, à la "place" qu'il occupe dans le système" (1).

3.1.5. L'écogénèse normative

Dans le processus d'aménagement de l'espace s'opère une élaboration continue de normes sociales; il faut, à cet égard, distinguer l'acteur générique - entendre une certaine catégorie de détenteurs - de l'acteur spécifique individuel ou collectif, qui prend possession d'une parcelle et contribue ainsi à modifier une répartition d'ensemble. La structure sociale d'appropriation se compose elle-même d'acteurs génériques, qui se partagent de façon relativement stable la propriété du sol dans une collectivité. En résumé, tandis que les acteurs génériques définissent une certaine structure d'appropriation de longue durée, l'acteur spécifique est l'individu qui intervient dans cette structure comme un élément nouveau, peu susceptible de modifier à lui tout seul la répartition structurale des acteurs génériques mais, néanmoins, représentatif des tendances conjoncturelles qui peuvent, elles, déterminer à plus long terme des changements de structure. Il est loisible d'examiner pour elle-même cette structure en effectuant un repérage analytique des types de propriétaires et de leurs espaces, pour opérer ensuite une synthèse de la répartition du sol, caractérisant un certain territoire.

Ce faisant, on hypostasie le temps (2) en ramenant la durée à un instant unique et en postulant une stabilité des relations ainsi

(1) Gilles G. GRANGER, *L'explication dans les sciences*, actes du Colloque d'épistémologie génétique de Genève 1970, Paris, Flammarion 1973, p. 162.

(2) On prête au temps une réalité ontologique, alors qu'il s'agit effectivement d'une fiction.

mises en évidence, dans une analyse de type structural. Les transactions relatives au sol, en effet, mettent en jeu l'action et le temps; mais le temps n'a d'existence propre que comme résultante de ce qui se fait, l'évènement, le changement et la puissance (ou vitesse) d'exécution. Du moment, donc, que le temps n'est pas isolable à titre de qualité simple (1), son aspect séquentiel cède le pas à l'évènement comme tel dans la définition de la structure, et comme une structure résulte séquentiellement du devenir d'un système de relations, elle ne se laisse appréhender qu'en tant que résultat. Une structure sociale est donc un état d'équilibre provisoire, construit par l'interaction d'un ensemble d'individus à l'intérieur d'un même espace.

En admettant cette définition, comment saisir et décrire une structure ? Epistémologiquement, c'est un devenir transformé en objet (2), car, si les choses sont telles qu'un système localisé de relations sociales s'élabore constamment, selon certaines normes, on ne peut cependant entrevoir qu'un moment à la fois de cette activité formatrice du système : "Logiquement, devenir et identité s'excluent. L'identité ne peut même se définir que par l'exclusion du devenir" (3). On peut donc parler d'une *écogénèse* de normes ou *écogénèse normative*, pour exprimer le phénomène suivant : lorsque les individus et les groupes s'approprient l'espace, leurs relations s'établissent à travers une création normative, qui assure la régulation durable des répartitions d'espace. Ce second type d'analyse suppose donc un classement paradigmatique des divers modes d'emprise, réduisant la complexité des systèmes juridiques d'appropriation. "En matière d'espace en particulier, indique CLAVAL, les modalités de l'appropriation sont très variables et elles créent le bien, en ce sens qu'elles indiquent clairement ce qui peut être échangé" (4). Propriété absolue du sol, sous-sol réservé à l'Etat, droit éminent, droit d'usage, tant

(1) Cf. J. PIAGET, *L'épistémologie du temps*, op. cit., pp. 70-73.

(2) P. FRAISSE, *Psychologie du temps*, op. cit., p. 313.

(3) M. SOURIAU, *Le Temps*, Paris 1937, p. 100.

(4) Paul CLAVAL, *Principes de géographie sociale*, op. cit., pp. 150-151.

de variantes interviennent dans les définitions connues du droit à l'espace qu'il est fort malaisé de mettre au point un système universel de classement, applicable tant à des espaces à base rurale qu'à base urbaine. "Lorsque le sol devient un bien rare, poursuit CLAVAL, la définition des droits de l'utiliser prend une tout autre signification : celui qui détient la terre peut exercer un contrôle sur la vie sociale et tirer parti de sa puissance pour confisquer à son profit une part disproportionnée des fruits de l'activité collective" (1).

3.1.6. Les rôles sociaux dans l'écoogénèse

Si l'on peut dire que les différentes pratiques de l'espace donnent lieu à différentes façons de le concevoir, on doit admettre également qu'elles déterminent différentes classes d'acteurs : "Comme l'objet, le sujet se construit dans la connaissance et pour autant qu'il est concerné dans une structure sémiotique" (2). On a vu précédemment (3) comment le statut social que se reconnaît un individu fonctionne en tant que but d'une compétition socio-économique, dans laquelle les offrants de biens et de services choisissent de produire certaines valeurs qui déterminent leur action d'aménagement; les utilisateurs non-propriétaires d'espace, quant à eux, situent leur statut social par rapport aux opérations qui définissent leurs rôles de travailleurs, de consommateurs, et utilisent l'espace aménagé en s'accommodant aux moyens que celui-ci leur offre d'exécuter ces opérations. Partant de cette distinction entre deux types de rôles, comme corollaire d'une distinction opposant deux pratiques, on pourrait donc dire que la classe dominante est celle qui est seule concernée dans la pratique aménagiste, du moment que celle-ci confère le pouvoir de modifier le comportement des usagers. Cependant, la classe des détenteurs du sol, appelée ici classe des aménageurs, n'est pas seule à décider des pratiques et à imposer certaines normes et certaines valeurs sociales. Son rôle consiste, en effet, à actualiser ces normes

(1) Paul CLAVAL, *Principes de géographie sociale*, op. cit., pp. 150-151.

(2) Luis J. PRIETO, op. cit., p. 112.

(3) Cf. *supra*, pp. 59-69.

et ces valeurs, sans pour autant détenir, *ipso facto*, le pouvoir de les instaurer ou de les modifier; car ce pouvoir est conditionné par une connaissance des circuits d'échange et des relations sociétales représentant le plus fort potentiel d'influence. "Le facteur stratégique, pense CLAVAL, dans un monde qui change et où l'on doit se tenir au courant de tout, n'est plus la possession de moyens matériels - c'est d'abord l'accès à l'information adéquate - " (1).

Il paraît donc nécessaire d'élargir l'horizon des acteurs, pour respecter davantage la complexité des rôles à l'échelon macroscopique et pour souligner le caractère relatif de cette approche, qui tente de cerner le pouvoir, non pas en général, mais dans ses incidences aménagistes. Il faut, en effet, convenir que l'orientation d'une économie n'appartient pas à tous ceux qui détiennent une portion du facteur "terre", mais seulement à ceux qui, tout en exerçant une pratique d'aménagement, infléchissent les décisions économiques : il s'agit des organisations, entreprises, groupes, associations faîtières chargées de représenter les intérêts d'une branche dans des négociations engageant la politique économique. A la tête de ces organisations s'exerce une autorité coercitive et sélective (2), capable de "faire les choix les plus rationnels en fonction des buts choisis" (3), c'est-à-dire d'adopter et de mettre en oeuvre une stratégie économique, dont les effets vont s'exercer dans l'espace et dans le temps. D'autre part, il faut convenir aussi que le pouvoir politique constitue une autre sphère décisionnelle qui, dans toute société structurée, se distingue de la précédente par ses finalités et ses moyens d'action. Tandis que le pouvoir économique se concentre autour d'organisations professionnelles, dans le but d'orienter l'ensemble des activités, la sphère politique est construite sur la base de collectivités territoriales et se compose de partis politiques ayant pour but l'obtention d'une majorité dans les organes de décision de l'ins-

(1) P. CLAVAL, *Principes de géographie sociale*, op. cit., p. 286.

(2) "The aim of organizational control is to ensure that rules are obeyed and orders followed", Amitai ETZIONI, *Modern Organizations*, Prentice-Hall Inc., Englewood Cliffs, New Jersey 1964, p. 68.

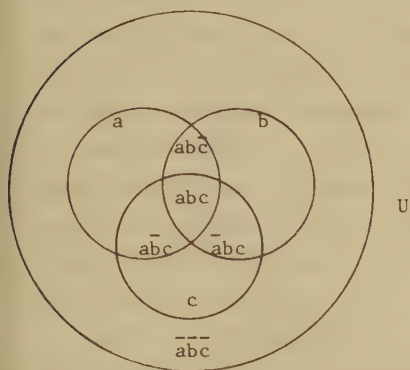
(3) P. CLAVAL, op. cit., p. 218.

titution gouvernementale. Formellement, les rapports de ces deux sphères sont clairs : le pouvoir politique définit des règles assurant l'ordre social, sous une forme ou sous une autre, en édictant des principes reconnus de tous, tandis que la sphère économique défend ses intérêts et ses valeurs dans le respect des normes; historiquement, toutefois, ces deux pratiques sont toujours liées. Le "pouvoir-tout-court" présente un double visage et appartient aux groupes qui occupent la plus grande place dans la sphère politique, tout en détenant le contrôle des secteurs économiques qui sont déterminants par rapport à un système de valeurs. "L'image de Janus, le dieu à double face, est la véritable représentation de l'Etat : elle exprime la réalité politique la plus profonde. L'Etat - et, d'une façon plus générale, le pouvoir institué dans une société - est toujours et partout à la fois l'instrument de la domination de certaines classes sur d'autres, utilisé par les premières à leur profit et au désavantage des secondes, et un moyen d'assurer un certain ordre social, une certaine intégration de tous dans la collectivité, pour le bien commun" (1). Le pouvoir qui attribue des rôles, est ainsi fonction d'une organisation : organisation productive, ayant pour but l'imposition de valeurs, et organisation représentative, ayant pour but la définition de normes. CLAVAL peut conclure : "La vie politique et les décisions fondamentales à l'échelon d'une société dépendent donc en définitive de l'interaction entre des familles d'organisation assez différentes dans leur finalité et dans les modalités de leur fonctionnement. Toutes ont cependant en commun de comporter des *feed-backs*, qui permettent à ceux qui les dirigent d'apprécier avec exactitude les situations, d'infléchir le cours des événements, de donner des directives, d'agir" (2). Or, un des domaines privilégiés de l'action se situe dans le contrôle de l'espace à disposition; on peut donc classer comme suit les différents acteurs du point de vue de leur pratique de l'espace, en représentant par une triple intersection ceux qui,

(1) Maurice DUVERGER, *Introduction à la politique*, coll. Idées, Gallimard, Paris 1964, p. 22.

(2) Paul CLAVAL, *op. cit.*, p. 220.

participant à la fois aux décisions fondamentales du pouvoir politique et du pouvoir économique, exercent une influence décisive sur l'aménagement :



- U, univers du discours des acteurs;
- ua, classe des détenteurs du pouvoir politico-juridique;
- ub, classe des détenteurs du pouvoir techno-économique;
- uc, classe des aménageurs;
- uabc, classe sociale dominante par rapport à l'aménagement de l'espace;
- uabc̄, classe sociale des utilisateurs.

Figure 18. : Les rôles macro-sociaux dans l'interaction aménagiste

Sur un premier niveau, la connaissance entièrement pertinente des principes fondamentaux de l'aménagement est réservée à une classe (uabc) qui recrute ses membres, par exemple, dans les milieux industriels, financiers ou immobiliers intégrés par ailleurs à la sphère politique; dans les sociétés à base rurale, il pourrait s'agir des propriétaires terriens. A un second niveau, d'autres groupes ne conçoivent des décisions qu'une connaissance partielle : type uabc̄, représenté entre autres par les dirigeants du secteur public, qui conduisent la politique économique, sans toutefois concurrencer le secteur privé dans la surenchère sur les terrains; type uābc̄, spéculateurs fonciers disposant de moyens politiques d'infléchir les plans d'aménagement public à long terme; enfin, type uābc̄, aménageurs privés détenant les secteurs-clé et capables de décider d'orientations économiques locales, sans recours direct au pouvoir politique. Prises séparément, les trois classes a, b et c représentent des compétences spécifiques; c'est dire que les acteurs uābc̄, uābc̄, uābc̄, situés sur un troisième niveau d'influence, ne connaissent que des pertinences propres à leur sphère : les fonctionnaires d'Etat (membres de ua seu-

lement) participent à l'organisation du système politique instaurant les principes d'ordre; les investisseurs non-propriétaires ($u\bar{a}b\bar{c}$) sont associés aux décisions d'entreprises par le truchement et dans la seule mesure de leur participation financière et les propriétaires sans pouvoir politique ou économique ($u\bar{a}b\bar{c}$, petits entrepreneurs ou promoteurs) connaissent empiriquement certaines disponibilités d'espace et les exploitent, mais se sentent extérieurs aux sphères décisionnelles. Un quatrième niveau de statut, enfin, est reconnu aux usagers qui ignorent tout des mécanismes de décision politique, qui ne détiennent pas une épargne suffisante, en régime capitaliste, pour alimenter la production, ni les compétences qui leur permettraient d'occuper un poste dirigeant dans l'économie et qui ne possèdent aucune terre hormis, dans certains cas, leur résidence. Il va de soi que les individus de cette dernière catégorie subissent les pertinences imposées, soit politiquement, soit économiquement, quant à l'usage de l'appareil productif, et celles qui limitent leur budget d'espace-temps par le biais des équipements mis à leur disposition. Cette façon de figurer les classes sociales par des limites de compétence demeure évidemment très schématique et abstraite, elle se veut néanmoins tout-à-fait générale; elle présente, en outre, l'avantage de nuancer les affirmations du chapitre précédent, où l'on montrait comment les choix d'aménagement "renvoient" à la définition d'un système de normes et de valeurs. Mieux qu'une explication mécanique simplificatrice, esquissée dans ce qui précède et limitée à une appropriation directe du sol, ce schéma se fonde sur une hypothèse d'interaction et propose de considérer comme essentielle la communication, fonction sociale, qui "n'est plus seulement, écrit DUCROT, une condition de vie sociale, mais devient un mode de vie sociale. Elle perd son innocence" (1).

(1) Oswald DUCROT, *Dire ou ne pas dire, Principes de sémantique linguistique*, Paris, Hermann 1972, p. 12.

DEUXIEME SECTION :

LES STADES DE L' ECOGENESE

La maîtrise de l'espace habitable est totalement indéterminée quant à ses buts, puisque toute perception de la réalité matérielle, impliquée dans la recherche de cette maîtrise, tire sa pertinence de l'exercice d'une certaine pratique, sans que la réalité matérielle apporte quoi que ce soit pouvant déterminer le choix de celle-ci. En revanche, toute pratique est soumise à cette même réalité matérielle quant à ses moyens (1). Ces deux considérations se situent à la clé de l'explication géographique; la géographie théorique a pour objet un modèle de l'homme impliqué dans un espace, modèle qui doit donc intégrer trois paramètres : un milieu social, siège de perceptions contingentes, un milieu physique, objet de pratiques impliquant de telles perceptions contingentes, un cadre opérationnel enfin, modelé par les pratiques historiquement imposées au milieu social et qui "filtre" les perceptions que celui-ci opère d'un certain milieu physique. Le cadre opérationnel figure au centre du modèle projeté : puisque les moyens matériels, une fois certaines pratiques choisies, sont partiellement déterminés par la nature, que les buts, en revanche, sont arbitrairement choisis, le cadre opérationnel indique à quel point est ouvert le champ des buts pouvant être poursuivis par les individus qui constituent le milieu social, et est ouvert le champ des moyens - par l'ouverture même de la gamme des buts - qu'offre le milieu physique déjà modifié par des pratiques historiquement admises. En considérant l'*écogénèse* comme un processus continu d'ouverture et de fermeture de ces possibles à l'intérieur d'un cadre opérationnel (représenté dans la Figure 17 (2) d'après HURST), cette seconde section va s'efforcer d'en repérer les stades, qui marquent l'élaboration de ce même cadre; celui-ci, étant le lien commutatif unissant

(1) Cf. *supra*, pp. 101-106.

(2) Cf. *supra*, p. 106.

milieu social (univers des buts) et un milieu physique (univers des moyens), n'a d'existence propre qu'à travers les deux termes de la relation; il en constitue la forme, lien unissant un milieu matériel visible à un milieu social invisible, entité abstraite que j'ai appelée plus haut superstructure, échiquier chargé de sens pour les joueurs, structure d'appropriation et système de fonctions.

3.2.1. Ecogénèse et histoire de l'aménagement

La confusion entre théorie génétique et histoire, qui s'inscrit dans le débat sur les démarches nomothétiques, est un peu de tradition en géographie (1); elle s'explique dans cette discipline par une insuffisance conceptuelle et par le recours constant et systématique à l'exemplification. Il est nécessaire de préciser que la définition de bases théoriques, en géographie comme en tout domaine, doit précéder logiquement l'analyse particularisante et, d'autre part, que les sciences de l'homme, avant d'être applicables diachroniquement à des études de cas, doivent établir leurs systèmes explicatifs en se situant dans la synchronie. Ces deux problèmes méritent qu'on s'y arrête quelque peu avant d'entreprendre un essai typologique ayant comme objet les processus *écogénétiques*.

(1) On en trouve une trace dans ce passage d'une lettre inédite de Paul VIDAL DE LA BLACHE : "Les idées de genèse et d'évolution sont celles qu'il faut implanter dans l'esprit des lecteurs...". Cit. J. GOTTMANN, *Essais sur l'aménagement de l'espace habité*, Paris, Mouton, 1966, p. 28.

En historien, Lucien FEBVRE trace des limites : "Lorsque, peu à peu, une géographie humaine se créant, s'organisant comme science, les historiens purent songer à solliciter son concours, ses représentants (...) ne se rendirent pas compte immédiatement qu'ils couraient le risque, désertant leur domaine, de se laisser conduire en otages ou en prisonniers sur un terrain qu'ils n'avaient pas choisi et qui n'était pas le leur. (...) Les géographes ne devaient pas, n'auraient pas dû borner leur ambition à satisfaire ingénieusement de semblables curiosités. Et comment prétendre qu'ils ne l'ont pas fait ?". L. FEBVRE, *La Terre et l'évolution humaine*, La Renaissance du Livre 1922 et Ed. Albin Michel, 1970, pp. 69-70.

"In terms of its relative location, or *locus*, each area is unique" (1), constate Richard HARTSHORNE, tout en contestant que la découverte de l'"unique" ou du singulier soit "pure description" ("mere description") (2) : c'est au contraire, selon lui, la découverte fondamentale, établissant le projet ("the ultimate purpose") (2, *id.*) d'une science qu'il qualifie de *chorographique*. Selon lui, toujours, celle-ci aurait pour tâche une division arbitraire (3) de la surface terrestre, dont la géographie systématique ou générale mettrait en évidence les critères. L'empirisme de la méthode apparaît toutefois lorsqu'on lit : "To know and understand fully the character of the unique is to know it completely; no universals need be evolved, other than the general law of geography that all its areas are unique" (4). Encore pourrait-on admettre qu'en localisation absolue - et non relative - toute portion d'espace possède une somme indéfinie de caractéristiques par laquelle elle diffère, quelque connaissance qu'on en puisse concevoir, des autres points du globe, de telle sorte qu'on devrait toujours lui reconnaître une certaine identité, mais ce serait souligner une évidence. Si "la Nouvelle Géographie s'oppose profondément aux géographies de naguère", comme le pense CLAVAL, ce n'est certes "pas seulement au niveau des méthodes", mais pas davantage non plus par une absence de curiosité pour "l'originalité ultime" ou "le parfum des choses" (5) : l'innovation épistémique fondamentale, à mon avis, s'exprime dans cette découverte, qu'on pourrait placer, trente-trois ans plus tard, en face du texte de HARTSHORNE : "Each private world view is unique" (6). Cette constatation empirique

(1) R. HARTSHORNE, *The Nature of Geography, The Association of American Geographers*, troisième éd. corrigée 1967, p. 364.

(2) *Ibidem*, p. 468.

(3) *Ibidem*, p. 467, "(...) a single unit which can only be divided arbitrarily into parts that (...) are (...) unique in total character".

(4) *Ibidem*, p. 468.

(5) Paul CLAVAL, *La pensée géographique*, Paris S.E.D.E.S. 1972, p. 52.

(6) David LOWENTHAL, *Geography, Experience, and Imagination : Towards a geographical Epistemology*, in *Man, Space, and Environment*, ed. by P.-W. ENGLISH and R.-C. MAYFIELD, Oxford University Press 1972, p. 233.

rejoint et confirme la théorie selon laquelle tout objet matériel est connu de manière subjective, théorie qui constitue un des fondements des sciences de l'homme (1). On sait maintenant que vouloir décrire l'écoumène dans ses limites naturelles n'a pas de sens, que toute connaissance prenant pour objet l'écoumène se limite à ce qui, dans cet objet, apparaît comme pertinent au praticien motivé par un certain but. Partant, les seuls concepts permettant de classer, d'inventorier ou de comparer dans l'espace des régions ne sont autres que ceux-là même qui ont servi à les produire, leur donnant forme, ou à travers lesquels elles sont vécues par ceux qui en subissent les contraintes. Que devient, dans cette optique, la tâche d'un géographe ? Elle consiste à connaître les points de vue que met en présence l'aménagement, à en déduire la pertinence des concepts qui s'opposent par les caractères qu'ils privilégient dans l'objet de cet aménagement et à rechercher les manières dont ils sont associés en combinaisons locales. On retrouve ici la distinction établie par SAUSSURE entre un ordre intuitif, auquel se rattachent les rapports paradigmatiques ou *in absentia* des entités sémiotiques et un ordre constitué par leurs rapports syntagmatiques ou *in praesentia*, selon les Notes de 1911 rassemblées par GODEL (2). L'élaboration d'une théorie passe effectivement des "construits" (3) tirés d'une observation géographique à la recherche d'un paradigme, c'est-à-dire de concepts établis scientifiquement pour expliciter un ensemble de possibles, tandis que l'étude régionale applique cette typologie à des associations locales, pour mettre en évidence des liens entre individus géographiques ou entre les caractères de ces individus. C'est donc exclusivement pour individualiser des pratiques que le géographe doit chercher à individualiser des régions.

(1) Cf. Luis J. PRIETO, *op. cit.*, pp. 149 et 158.

(2) R. GODEL, *De la théorie du signe aux termes du système*, Cahiers F. de SAUSSURE, No 22, Genève 1966, p. 64.

(3) "When we practice science we use concepts to build coherent networks of constructs. We attribute concepts to constructs in ways which produce satisfactory answers to our questions". R. ABLER, J.-S. ADAMS, P. GOULD, *Spatial Organization, The Geographer's View of the World*, Prentice/Hall International Englewood Cliffs (N.J.) 1971, London 1972, p. 24.

Quant au problème des rapports entre l'étude synchronique et l'étude diachronique, j'invoque le même postulat concernant l'objet de la discipline, à savoir, qu'il réside dans la façon dont, actuellement, est conçu l'aménagement de l'espace. Ferdinand de SAUSSURE, ici encore, a quelque chose à apprendre au géographe, lorsqu'il expose "la dualité interne de toutes les sciences opérant sur des valeurs" : "La loi synchronique, écrit-il, est générale, mais elle n'est pas impérative; simple expression d'un ordre existant, elle constate un état de choses. (...) En résumé, si l'on parle de loi en synchronie, c'est dans le sens d'arrangement, de principe de régularité". "La diachronie suppose au contraire un facteur dynamique par lequel un effet est produit, une chose exécutée. Mais ce caractère impératif ne suffit pas pour qu'on applique la notion de loi aux faits évolutifs; on ne parle de loi que lorsqu'un ensemble de faits obéissent à la même règle et, malgré certaines apparences contraires, les événements diachroniques ont toujours un caractère accidentel et particulier" (1). La géographie humaine ayant pour objet des systèmes conceptuels, historiquement liés à certaines pratiques, on peut dire que, pour elle, une loi synchronique est un principe d'arrangement géonomique régissant l'utilisation du sol; les faits diachroniques sont, pour leur part, des décisions d'aménagement. La théorie doit proposer divers systèmes basés sur des propriétés écologiques et formulés en termes de points, de lignes et de surfaces, éléments dans lesquels s'inscrivent les choix opérés par les aménageurs. Ces choix sont contingents, c'est-à-dire affranchis de toute nécessité historique et soumis à la seule détermination de processus socio-économiques et socio-politiques; les moyens, en revanche, sont limités par des contraintes naturelles. Sur le plan méthodologique, la théorie doit pouvoir expliciter ces contraintes; quant à expliquer le choix d'un certain système, soumis lui-même à un ensemble de contraintes, la clé se situe dans la connaissance que détiennent, au moment de leur choix, le ou les groupes capables d'imposer leurs pratiques. On en revient donc nécessairement

(1) F. de SAUSSURE, *Cours de linguistique générale*, Paris-Lausanne, Payot 1916, op. cit., p. 135.

au rôle "filtrant" des institutions qui se placent entre un milieu phénoménal et un milieu décisionnel, celui-ci déterminant des objectifs et des relations aménagistes selon sa perception, celui-là déterminant les lois synchroniques qui limitent la nature et l'ampleur des paramètres pertinents pour les pratiques choisies. "Facts which exist in the Phenomenal Environment but do not enter the Behavioural Environment of a society have no relevance to rational, spatial behaviour and consequently do not enter into problems of the Geographical Environment" (1).

La théorie des stades a donc un sens en raison même de cette rétroaction du milieu phénoménal, préalablement modifié, sur des comportements actuels du milieu décisionnel. En d'autres termes, le rôle du cadre opérationnel, défini plus haut comme un lien entre le milieu décisionnel et le milieu phénoménal, permet de mettre en évidence un processus logique, non nécessaire et démenti par certaines observations. Cette présentation didactique faisant l'objet d'une géographie générale se laisse vérifier par certains modèles d'analyse spatiale; elle souligne une continuité logique de l'*écogénèse*, applicable à toute société pour expliciter ses valeurs et ses normes. Elle admet cependant la commutativité des stades, l'inversion possible des processus et, surtout, elle ne prétend nullement pouvoir s'appliquer à une évolution historique, en ressuscitant "les pires philosophies de l'histoire" (2).

(1) W. KIRK, *Problems of Geography, Readings in Social Geography*, Oxford University Press, 1975, p. 99.

(2) Jusqu'au tournant de ce siècle, on discutait encore volontiers l'hypothèse antique des "trois états" de l'humanité (chasse et pêche, élevage, puis agriculture sédentaire). Voir Lucien FEBVRE, *op. cit.*, pp. 262 et ss.

3.2.2. Problématique des stades

"A le prendre largement, écrivait Max SORRE dans son introduction aux Fondements, toute géographie humaine est écologie" (1). On ne saurait contester la justesse de cette idée qui a inspiré son oeuvre sur les données biologiques (l'optimum de fonction) fournies par une physiologie de l'homme, comme une sorte de "préface du chapitre capital de la géographie humaine" (2). La recherche de fondements sociaux doit s'inspirer elle aussi, pour être autonome, de considérations écologiques, partir de réponses que les instances décisionnelles d'un groupe peuvent mettre en mouvement et voir quels types de milieux ces pratiques peuvent produire, comme ensembles de moyens offerts aux individus et de buts imposés, sous une forme fonctionnelle et normative, à leur action. "Toutes les analyses du milieu, dit encore Max SORRE, sont dominées par des considérations relatives à l'espace. Depuis qu'il y a une géographie humaine, elle met au premier plan les deux notions de situation et d'aire d'extension des phénomènes" (3).

Une application immédiate de ce principe de spatialité est donnée dans le domaine économique par la sectorialisation, attribuée traditionnellement à Colin CLARK (4). En effet, les "lois économiques générales qui régissent ces trois secteurs" découlent très étroitement, mais non pas exclusivement, de considérations spatiales. Sont considérées comme "primaires" les activités qui "dépendent de l'utilisation directe et immédiate de ressources naturelles" : cette dépendance se manifeste dans une localisation contrainte mais aussi, étant donné la lenteur de ces productions, dans des rendements décroissants. Le secteur suivant exclut, dans la conception de C. CLARK, les

(1) Max SORRE, *Les Fondements biologiques de la géographie humaine, Essai d'une écologie de l'homme*, A. Colin, Paris 1943, p. 6.

(2) *Ibidem*, p. 412.

(3) *Ibidem*, p. 3.

(4) Colin CLARK, *Les conditions du progrès économique*, traduit sur la 3ème édition par A. Morin-Rambert, P.U.F., Paris 1960. L'auteur précise dans une note que l'expression "activités tertiaires" doit être attribuée au Prof. A.-G.-B. FISHER, (*The Clash of Progress and Security*, 1935) et s'est généralisée, suite à la publication de cet ouvrage, en Australie et en Nouvelle-Zélande, op. cit., p. 310.

branches de la construction et se limite à l'industrie, caractérisée par la production de biens transportables à partir de matériaux eux-mêmes transportables, par l'importance relative du capital dans les facteurs et, grâce à un haut degré d'organisation, par des rendements généralement croissants. Enfin, le dernier secteur regroupe les services, à commencer par la construction et les transports; ce secteur hétérogène peut être subdivisé en services destinés à la consommation et en services destinés à la production elle-même. A ce sujet, l'auteur constate qu'en raison surtout des services fournis aux entreprises, "la demande relative de services, considérée dans son ensemble, croît" (1). Sa typologie débouche sur une constatation empirique très générale : "A mesure que le revenu par tête croît, il apparaît très nettement que la demande relative de produits agricoles ne cesse de décroître et que la demande relative de produits manufacturés croît d'abord pour décroître ensuite en faveur des services" (2). Ainsi, en considérant la demande relative d'une part, la productivité par tête et par heure de travail d'autre part, on constate les tendances bien connues de l'évolution de l'emploi dans les économies avancées, qui sont une réduction progressive de la main-d'oeuvre agricole, une diminution de la main-d'oeuvre industrielle dans le long terme et une augmentation proportionnelle de la main-d'oeuvre occupée dans les services (3). Cette idée est explicitée par Jean FOURASTIE, qui redéfinit les secteurs, comme on sait, à travers l'intensité du progrès technique et celle du rendement du travail : "Pour moi, dit cet auteur, c'est le progrès technique qui, indépendamment de ma volonté, classe une activité considérée, à un moment donné, dans le secteur secondaire ou dans le secteur tertiaire (...). La divergence entre les deux notions est donc absolue au point de vue doctrinal. Cependant, en pratique et d'une manière globale, les deux définitions coïncident d'une manière satisfaisante. C'est en effet dans le secondaire

(1) C. CLARK, *op. cit.*, pp. 312-313.

(2) *Ibidem*, p. 312.

(3) *Ibidem*, p. 313.

de M. Colin CLARK que l'on trouve les activités à très grand progrès technique, et de même c'est dans le tertiaire de M. Colin CLARK que l'on trouve presque toutes les activités à faible progrès technique. C'est pourquoi j'ai adopté la même terminologie..." (1). Cependant, FOURASTIE, plus encore que CLARK et FISHER, oublie l'espace, mettant en évidence le rendement du travail (2) et "la servitude très dure" pour le progrès technique que représente le capital (3). C'est dans un cadre de référence économique a-spatial qu'il considère les structures d'une production et d'une consommation croissantes : pourquoi en effet, et selon FOURASTIE lui-même, y aurait-il d'abord saturation de la demande à l'égard des biens primaires, puis à l'égard des biens secondaires ? Parce que, dit-il (4), seule la production tertiaire est limitée quant aux possibilités de progrès technique; or, "la consommation s'est révélée dominante à long terme; elle a peu à peu imposé sa loi à la production" (5). Le déplacement de la demande et les migrations de population active vers le secondaire (dans une phase de transition) puis vers le tertiaire semblent donc s'opérer fatalement, en ce sens que la rareté se déplace de la subsistance au bien-être industriel et de ce dernier vers les services, "véritables servitudes du progrès technique : parce que les services tertiaires sont nécessaires au maintien du progrès technique dans les autres secteurs" (6).

On sait bien que cet ouvrage s'inscrit d'emblée dans une perspective historique, encore qu'il s'en dégage nettement dans ses con-

(1) Jean FOURASTIE, *Le grand espoir du XXe siècle* (1958), coll. Idées, Gallimard, Paris 1963, p. 83.

(2) Ibidem, op. cit., p. 77.

(3) "Si on laissait faire le progrès technique, il nous donnerait à consommer beaucoup de primaire, beaucoup de secondaire et très peu de tertiaire. Mais nous n'avons que faire de cet excès de primaire, et nous voulons, par contre, davantage encore de secondaire et de plus en plus de tertiaire", Ibidem, op. cit., p. 91. Sur le capital, cf. p. 73.

(4) *Processus universel, loi générale, aboutissement inéluctable* : "il nous paraît prévisible que ces tendances s'imposent à l'homme avec une force telle qu'il en peut retarder l'échéance, notamment à l'occasion d'une guerre, mais qu'elles se réaliseront inévitablement à long terme", Ibidem, op. cit., p. 119.

(5) Jean FOURASTIE, op. cit., p. 125.

(6) Ibidem, op. cit., p. 155.

clusions. A tout le moins, conviendrait-il de distinguer une histoire, marquée par des étapes de progrès scientifique et technique relatif à un but déterminé (le bien-être, sous sa forme conventionnelle d'accès à la consommation) et, d'autre part, une logique de développement a-historique, étroitement attachée au bien rare, non pas d'abord en tant que facteur productif, mais en tant que simple moyen d'existence dans une économie individuelle, que constituent ensemble le temps et l'espace; l'espace-temps est le bien rare par excellence, d'autant plus rare que les pratiques de production-consommation tendent à absorber celui des individus comme producteurs et consommateurs et à créer artificiellement une "faim de tertiaire" : "sur le plan individuel, écrit FOURASTIE, la consommation de secondaire exige du temps; celle de tertiaire en économise" (1). Il faudrait rappeler qu'il en va de même de l'espace; celui-ci demeure fondamentalement un bien d'utilité individuelle que l'on "récupère" après prélèvement d'une part socialement requise. Or, on pouvait constater déjà en 1950 que "plus un peuple était riche et plus le tertiaire y était rare" (2). Ceci signifie, entre autres, que plus le niveau de vie est soutenu par une maîtrise technique des processus de production, plus l'espace-temps est recherché, dans et hors de la production de services, comme un bien rare.

C'est donc à travers le rôle qu'il reconnaît au secteur des services que FOURASTIE réintroduit l'espace. La terre, selon lui, fait partie du capital agricole et se déprécie, en tant que telle, en raison directe du progrès technique (3). Ce dernier bouleverse les rentes traditionnelles, tend à annuler les rentes foncières au sens classique (ricardien) du terme et en crée de nouvelles; mais il "n'a pas d'action, ou presque aucune, sur les rentes de situation" (situation

(1) Jean FOURASTIE, *op. cit.*, p. 314.

(2) *Ibidem*, *op. cit.*, p. 312.

(3) "Le progrès technique, qui étend sans cesse la superficie des terres abandonnées et élève cependant en même temps le rendement qu'elles seraient susceptibles de fournir, supprime ainsi la rareté des terres cultivables et limite de plus en plus leur valeur". Jean FOURASTIE, *op. cit.*, p. 200.

géographique, s'entend) "génératrices de différences dans le rendement du travail tertiaire; ainsi les rentes qui existent dans le travail tertiaire restent stables, c'est le cas des rentes de situation". Les décennies qui ont suivi la formulation de ce diagnostic ont certes montré une élasticité très supérieure de la demande d'espace, mais l'auteur, le pressentant, concluait : "en cas de progrès technique indéfini, les rentes primaires et secondaires seraient toutes annulées : les rentes tertiaires seraient au contraire de plus en plus importantes" (1). Au fur et à mesure de la croissance des services, les facteurs fixes sociaux prennent de plus en plus d'importance, et notamment, l'espace. L'hypothèse d'une période transitoire que soutient FOURASTIE (2) paraît donc intéressante et féconde, car elle contient l'idée d'une économie postindustrielle, illustrée, entre autres, par l'apparition de nouvelles rentes. Malheureusement, l'intuition n'est pas entièrement explicitée, car il y manque - à mon avis du moins - la dimension spatiale comme élément fondamental d'explication.

Il appartient donc aux géographes de montrer comment s'explique spatialement l'évolution comparée des trois secteurs. On peut, en effet, généraliser grossièrement cette typologie en disant que l'activité primaire privilégie des surfaces, puisqu'elle exploite des ressources tirées directement du sol et du sous-sol, que l'activité secondaire, reposant sur la mobilité des facteurs et des biens, privilégie les réseaux de transport et que l'activité tertiaire, productrice de services et réunissant spatialement offre et demande exprimées sur chaque marché, privilégie des points qui sont les sommets hiérarchisés de ces mêmes réseaux. Les éléments géogrammétriques de base identifiés respectivement dans chaque secteur représentent ainsi trois caractéristiques différentes de la parcelle conçue en tant qu'objet-ressource, objet-support ou objet-centre. On aboutit donc à définir les secteurs comme des stades de mise en valeur de l'espace:(3)

(1) Jean FOURASTIE, *op. cit.*, p. 215.

(2) "Ainsi s'impose la notion encore assez vague d'une période transitoire, qui séparerait deux équilibres : l'équilibre ancien, antérieur au progrès technique et l'équilibre futur qui serait obtenu lorsque le progrès technique que nous vivons en ce moment aurait achevé de transférer les grandes masses de population active du primaire vers le tertiaire", *op. cit.*, p. 140.

(3) Une démarche analogue est tentée par Jean BARROT, A propos de la classification de Colin Clark, sur les conséquences géographiques d'une classification des activités, Brouillons Dupont.3/1978, pp. 89-98.

1. Chaque lieu peut être connu à travers une caractéristique par laquelle il est susceptible de fournir une ressource exploitable et économiquement rentable:
critère de localisation absolue.

2. Chaque lieu peut être connu à travers les distances qui le séparent de divers facteurs localisés (matériaux, capital, main d'oeuvre) et du marché qui permet à une entreprise d'écouler sa production:
critère de localisation relative.

3. Chaque lieu peut être connu à travers sa caractéristique d'accessibilité (mesurée en distance-temps) à partir d'un ensemble de points de demande exprimée pour un bien ou un service:
critère de centralité ou de localisation centrale.

Point n'est besoin, en définitive, d'invoquer d'autres caractéristiques dans la définition des secteurs que celles jugées pertinentes, à chaque stade, dans l'objet lui-même (1). Certes, l'état des pratiques dans un certain territoire s'explique par une série de choix politiques et économiques; mais, sur le plan des moyens grâce auxquels peuvent être envisagés de tels choix, on retrouve nécessairement toujours les mêmes paramètres, liés aux contraintes d'aménagement, ainsi que certaines constantes relatives aux infrastructures (2). D'autre part, l'*écogénèse* comporte un second aspect à côté des caractéristiques reconnues dans l'objet, aspect à considérer en tant que caractéristique du sujet, que ce dernier soit individuel ou collectif: il s'agit des diverses modalités d'appropriation de l'espace. Il apparaîtra dans la définition ultérieure des stades que la détention du sol, évidemment liée à une organisation sociale de la production de biens et de services, peut être conçue de plusieurs manières et reçoit à son tour trois formes distinctes, à savoir, la détention individuelle, la détention collective par un groupe privé et l'appropriation collective publique. Ce sont là trois façons dont le sujet se contruit dans la connaissance

(1) Fourastié, par exemple, invoque la nature humaine: "Il semble y avoir là des conséquences inhérentes à la nature même du progrès technique, et à la nature de l'homme à qui l'on offre des possibilités croissantes de consommation. La base philosophique de la prévision est donc en définitive l'unité de la nature humaine." Jean Fourastié, *op. cit.*, p. 119. Cette position peut être qualifiée d'idéaliste, puisqu'elle admet que la connaissance provient essentiellement du sujet quant à la détermination de l'objet.

(2) Qu'il s'agisse d'un réseau de desserte, d'un parcellaire, etc .

de l'objet aménagé, corrélatives de celles dont peut être conçu cet objet. Il s'agit d'un autre classement qui répond au besoin de définir une structure des relations sociales établies entre les sujets au travers de l'aménagement, dont il faudra montrer les liens logiques avec le précédent; il fournit à l'analyse une seconde vision, reposant sur un paradigme distinct.

On peut donc tenter d'expliquer les connaissances dérivées des pratiques d'aménagement, en tenant compte à la fois d'une construction de l'objet - la parcelle - et d'une construction sociale du sujet individuel ou collectif: au fil des trois stades, la première partira d'un espace moins rare vers une espace plus rare et la seconde, d'une structure plus simple vers une structure plus complexe. Comme en linguistique et comme, aussi, en sémiologie, cette explication procède d'une explicitation des divers points de vue adoptés dans les pratiques et d'où vient la pertinence des diverses conceptions aménagistes. En outre, l'explication doit être opérée selon un schéma d'opposition binaire privative (1), tout comme il en advient lorsqu'un sujet identifie un objet dans l'exercice d'une certaine pratique, en lui reconnaissant, par la présence ou l'absence d'une ou de plusieurs caractéristiques, une certaine identité.

L'exposé qui suit tentera ainsi de dégager précisément les traits primaires, secondaires et tertiaires qui comptent pour l'exercice des pratiques d'aménagement correspondantes; il tentera parallèlement de montrer comment se construit le sujet de cette connaissance, selon une logique qui est imposée, à chaque stade, par le point de vue même dont découle la pertinence qui lui est propre.

3.2.3. La prise de conscience primaire de l'espace

Dans ce qu'on peut appeler une *écogénèse* du stade primaire, on assiste à la prise de possession de ressources et à une utilisation du sol, par la culture, en tant que fournisseur de ressources; en régime de subsistance, l'expérience collective réside dans une série de réponses adaptatives aux incitations d'un milieu physique, adaptation génératrice d'interactions sociales simples, dont prennent naissance une série de rythmes proprement sociaux. On peut définir le rythme (2) comme "un système de réglage alternatif". Cette

(1) Cf. Luis J. Prieto, *op. cit.*, pp. 83-87.

(2) Cf. Jean PIAGET, *Etudes sociologiques*, Genève Droz 1967, p. 50.

notion est à même d'expliquer toute une série de traits propres aux sociétés préagricoles, agricoles et pastorales, dont les finalités sont axées sur une exploitation directe du milieu physique. Il n'est que d'évoquer leurs caractères traditionnels (1) pour entrevoir l'importance de ce type de montage rigide des adaptations au milieu et de ce type de conception instrumentale de l'espace écologique.

Dans une société industrialisée et ouverte sur une économie de marché, on retrouve les finalités d'action collective ayant trait à cette utilisation directe et perpétuant dans un cadre plus large la dimension "rythme" côte à côte avec d'autres dimensions qui l'intègrent et font corps avec elle. Dans cette hypothèse, l'écogénèse du stade primaire se poursuit à l'intérieur d'autres stades, ne faisant que prolonger d'autres façons le même effort d'adaptation en assumant certaines valeurs primaires, qui deviennent solidaires d'autres valeurs.

Quel sera donc l'univers du discours primaire, univers des objets connus comme formant l'écoumène (2) à ce stade ? Le repérage des ressources constitue la valeur essentielle aux yeux des aménageurs, pour lesquels l'espace est le moyen de s'approprier une nourriture ou une matière première offertes par la nature; dans ce but, l'individu cherche à s'attribuer une part de la surface terrestre exploitable. L'utilité de l'écoumène est donc perçue en rapport avec des besoins physiologiques et avec un besoin social de sédentarisation. La pratique s'oriente ainsi vers la définition de normes et de valeurs adaptées aux cycles physiques : exploitation communautaire, rotations culturales, organisation d'un finage; la valeur productive reconnue aux sols, au sous-sol, aux plans d'eau dicte les principes de l'aménagement de l'espace. D'autre part, la caractéristique produite par l'appropriation des parcelles réside dans la forme privée;

(1) *Le cycle des travaux et des fêtes, le folklore, la parure... s'expliquent en référence au rythme, comme d'ailleurs le type même de rapports fondé sur la parenté, la tradition, la hiérarchie, etc... Voir, à ce sujet, Cl. RAFFESTIN, Les sociétés et le problème du temps, Rev. Le Globe No 114, Genève 1974.*

(2) *C'est-à-dire l'identité sous laquelle l'écoumène est connu, Cf. PRIETO, op. cit., p. 92.*

qu'il s'agisse d'un terrain agricole ou d'une parcelle d'habitat, la jouissance d'un attribut primaire implique la reconnaissance d'un droit individuel. La nécessité d'un support écologique est, en effet, une constante de l'aménagement : "On en reste donc, dans les civilisations modernes, dans l'obligation de disposer, pour chaque individu, d'un support écologique dont la superficie est comprise entre 20 et 100 ares (pour fixer un ordre de grandeur). Ce qui a changé, depuis le début de la révolution industrielle, c'est le nombre d'heures de travail destiné à la mise en valeur de la terre - et la mobilité des biens : les prix de transport ont baissé de telle manière qu'il n'est plus impossible de vivre loin des supports écologiques" (1). CLAVAL distingue, à cet égard, les sociétés à support écologique vertical, c'est-à-dire celles qui dépendent entièrement du support local, les sociétés à support oblique et les sociétés à support horizontal (2); tandis qu'un support oblique ravitaile les villes, les populations agricoles demeurant dans une certaine autosubsistance, un support horizontal désigne un support étendu au monde, toute la production primaire étant tournée vers les marchés. Cette représentation souligne un fait essentiel : lorsqu'un réseau de transport et le niveau de technicité dans l'agriculture ont atteint un certain développement, il est possible de spécialiser l'agriculture en fonction d'un marché interrégional, voire mondial, au moins pour certaines productions transformées sur place; les produits frais les plus périssables demeurent cependant soumis à une demande locale.

Le stade primaire constitue, à quelque degré d'évolution technique qu'on le considère, une façon d'exploiter l'espace par l'aménagement de surfaces dans un réseau d'échanges. Au tout début, l'élément qui marque l'emprise de l'homme sur un écosystème est sans doute un vecteur linéaire : "L'espace des chasseurs-cueilleurs est une piste. L'organisation de l'espace est linéaire, le lieu de l'homme est un chemin, une voie à suivre" (3). Mais cette ligne se replie sur

(1) Paul CLAVAL, *Principes de géographie sociale*, op. cit., p. 106.

(2) Paul CLAVAL, *Eléments de géographie humaine*, op. cit., pp. 105-108.

(3) P. ANTOINE, A. JEANNIERE, *Espace mobile et temps incertain, nouveau milieu humain, nouveau cadre de vie*, Paris Aubier-Montaigne 1970, p. 58.

elle-même, au moment où l'agriculteur s'installe et où apparaît l'habitat de l'homme. "La sédentarisation amène les individus à trouver leur sécurité, à épanouir et protéger leur personnalité par leur intégration dans un espace clos et orienté" (1). Ce qui compte en définitive, c'est un territoire délimité par une surface pourvoyeuse de biens dont on tire le nécessaire, et même la richesse. "La morale agraire donnait à la *conservation* une valeur créatrice : récoltes et semences, avarice et fermeture sur soi, granulation de points sur le champ et sur la carte. Elle construisait des monuments pour durer, pour vaincre le temps, l'oubli et la poussière" (2). En même temps, la surface s'inscrit dans un dessin d'ensemble et s'oriente par rapport à un lieu central d'échanges, car la dispersion appelle un lieu de regroupement. En 1803, J.-H. von THÜNEN découvrait cette nécessité en écrivant les premières lignes de l'histoire des modèles en géographie : "Die Nähe einer grossen Stadt hat auf die Art der Bewirtschaftung eines Landes immer einen sehr grossen Einfluss" (3). Le marché local, au gré de son éloignement, détermine les "meilleures" cultures; expression d'un cadre opérationnel, il fixe les choix que l'agriculteur devrait faire pour tenir compte de sa situation relative et il définit l'aire d'extension optimale des différentes cultures. Primaire dans sa conception et sa portée, ce modèle offre des applications à tous les stades, pour déterminer théoriquement la valeur productive d'une surface en référence à un centre (4).

(1) P. ANTOINE, A. JEANNIERE, *op. cit.*, p. 62.

(2) A. MOLES, E. ROHMER, *Psychologie de l'espace*, Tournai, Casterman 1972, p. 17.

(3) Johann Heinrich von THÜNEN, *Beschreibung der Landwirtschaft in dem Dorfe Gross-Flottbeck*, in *Wirtschaftsgeographie, Wege der Forschung* Band CCXIX, herausg. von E. Wirth, Darmstadt 1969, Seite 1.

Von THÜNEN note lui-même en 1844 à propos de cette citation : "Hier findet sich schon die erste Idee des isolierten Staates" (In *op. cit.*).

(4) Voir par exemple M.-E. HURST, *op. cit.*, "The Development of Land Value Theory", pp. 231 et ss. Quant au modèle de la rente foncière établi par von THÜNEN lui-même, Cf. *Der isolierte Staat in Beziehung auf Landwirtschaft und National-ökonomie*, Hamburg 1875.

Le stade primaire concerne aussi l'usager; tout individu perçoit, par une sorte de priorité biologique, les qualités en surface et en volume d'éléments naturels tels que l'air, l'eau, la lumière. Les pratiques individuelles subissent, en provenance de leur milieu, les contraintes et les limitations écologiques impliquées par d'autres buts poursuivis dans l'aménagement. Le "résident" est ainsi la principale victime des systèmes surindustrialisés et surconcentrés. Dans cette perspective, la lutte contre les nuisances et les multiples dégradations de l'environnement s'inscrit dans une nouvelle prise de conscience primaire de l'espace, qui s'applique non seulement à la redécouverte de valeurs passées au second plan - l'équilibre des écosystèmes -, mais aussi à une redéfinition de normes affirmant certains droits des individus : un droit à l'espace résidentiel, à l'espace de loisir et à l'espace-temps aliéné par des distances et l'encombrement des voies de circulation dans les déplacements de travail. Il apparaît donc que les choix d'aménagement ont des conséquences directes sur les conditions d'usage de l'espace, dans la mesure où ils poursuivent unilatéralement un certain progrès technique.

3.2.4. La prise de conscience secondaire de l'espace

A partir de l'appropriation primaire de l'espace, se développe un nouveau schème d'action collective plus complexe, qui tend à s'affranchir des aléas et des vicissitudes liés aux facteurs physiques et, plus généralement, à développer une opposition "intériorité-extériorité" du système par rapport à l'espace lui-même. Ce nouveau schème se traduit par une recherche de la mobilité. Les fonctions secondaires utilisent, en effet, l'écoumène comme un support, au contraire des fonctions primaires, en regard desquelles celui-ci joue lui-même le rôle d'objet : à une action directe sur le support écologique se substitue une action indirecte mobilisant de l'espace, mais qui porte sur des matériaux transportables et se trouve du même coup libérée des contraintes de ressources dans sa localisation. Le volume produit va dépendre de l'efficacité d'un système d'affectation; chaque support est établi dans un réseau de transport et exploite l'accès-

sibilité de divers facteurs. L'indifférence (relative) du support comme source propre de plus-value permet donc d'entreprendre une production diversifiée à différentes échelles et d'intégrer dans cette production les rythmes primaires. PIAGET désigne ce nouveau schème d'action collective, qui succède au rythme, par le terme de régulation, "produit d'un rythme d'ensemble aux composantes simultanées"; dans les Etudes Sociologiques, il illustre cette notion par l'exemple de l'économie libérale : "Lorsqu'elles ne sont pas soumises à un système de normes, des valeurs économiques telles que les prix résultant d'un équilibre statistique entre l'offre et la demande, ne sont que l'expression d'un jeu de régulations". (1)

Régulations aussi, les nouveaux rythmes articulés sur la production primaire, pour transformer mécaniquement les produits extraits dans une combinaison de divers facteurs; régulations, enfin, les nouveaux rapports sociaux qui découlent de ce nouveau type d'action collective. La révolution industrielle est née de l'application d'un nouvel ensemble de normes et de valeurs; résultat d'une prise de conscience de rapports sociaux et spatiaux élémentaires, ce nouveau système s'actualise à travers des fonctions, localisées en des points privilégiés de l'espace. Dans un premier temps, les supports demeurent discontinus, puis ils se multiplient, se structurent, constituant des réseaux spécifiques qui se superposent les uns aux autres en déterminant des interférences (les "pointes" du trafic routier, les heures de surcharge téléphonique, les ceintures de bruit des banlieues, etc...). "Dès que l'on sort, explique PIAGET, des zones de jonction entre la nature physique ou biologique et le fait social pour suivre les processus propres à ce dernier, le rythme fait place à des régulations multiples nées de l'interférence de diverses sortes de rythmes et par conséquent de leur transformation en structures plus complexes" (2). Or, l'espace conditionne positivement ces transformations, dès que son utilité est perçue dans l'accessibilité des matériaux transformables, de l'énergie ou de la main-d'oeuvre et dès que

(1) J. PIAGET, *op. cit.*, p. 52.

(2) *Ibidem*, p. 51.

le découpage dont il fait l'objet s'inspire de sa valeur d'échange et des principes économiques de la concurrence. D'objet exploitable, il devient support échangeable et le rythme primaire qu'il imprimait à l'action collective fait place aux régulations compensatrices des excès liés à son affectation comme support.

L'opposition entre rythme et régulation dans les pratiques économiques devient manifeste, si l'on examine l'exemple révélateur des crises. La crise alimentaire et démographique connue dans les sociétés primaires s'explique par une série d'accidents naturels ou externes, répercutés à l'intérieur des rythmes sociaux. Au contraire, les crises survenues dans les sociétés industrialisées ont leur origine dans un système régulateur, incapable par lui-même d'assurer une mobilité d'ensemble suffisante et une prévision efficace. Autrement dit, si la crise alimentaire vient corriger du-dehors un résultat productif défavorable, la crise industrielle corrige, elle, une action erronée dont le résultat était faussement anticipé. Un tel système, en effet, n'est pas réglé par des facteurs naturels mais permet d'étendre à volonté les quantités de biens transformées, suivant une prévision relative à la loi du marché : cette liberté s'accompagne d'un risque d'erreur accru, en l'absence de normes autres que celles du libre jeu de l'offre et de la demande. Les mêmes considérations d'appliquent à la gestion de l'espace; dans un contexte primaire d'aménagement uniforme, basé sur le retour saisonnier des phases de travail et de repos du sol, la friche s'explique par des accidents naturels ou par une "déprise" de l'homme, qui délaisse les moins bonnes terres (phases de systole aménagiste). Il en va tout autrement de la régulation, dont les composantes simultanées interfèrent dans l'espace; la friche secondaire est, comme l'exprime W. HARTKE (1), une friche "sociale", car elle corrige un état de crise qui a son origine

(1) Wolfgang HARTKE a illustré par l'exemple de la "friche sociale" (Sozialbrache) en Allemagne du sud la dévalorisation de l'activité agricole, en soulignant l'absence totale de liaison entre la valeur agronomique des sols et leur mise en friche. Proprement social, ce phénomène touche un agriculteur "dont le coeur est partagé entre l'usine et la terre, qui s'absente du travail pour faucher son pré (...)". La reconversion massive des exploitants met l'espace en crise. "L'industrie leur offre, quant à elle, tout ce qui rejoint leurs aspirations dans la société actuelle". La friche sociale comme phénomène de transformation du paysage, in *Erdkunde*, Bonn 1955, traduction libre.

dans la société elle-même. Elle apparaît dans tous les processus de réaménagement et elle manifeste de façon visible le tâtonnement, le calcul, en bref, un système de prévision encore incomplet.

C'est dire la complexité et le rôle du cadre opérationnel dans les régulations secondaires, comparativement au stade primaire, sous l'empire duquel il "filtre" des attributs naturels relativement immuables et contrôle des relations interindividuelles. Le nouveau système privilégie les mouvements : "Les différences perçues entre l'"ici" et le "là-bas" (...) engendrent des mouvements de biens, de personnes et de connaissances. De tels mouvements provoquent les encombrements urbains, les entassements humains aux bords de mer, les flots énormes de courrier et de messages électroniques et les réseaux gigantesques de pipe-lines qui s'entrecroisent de pays en pays" (1). Les caractéristiques des parcelles qui paraissent pertinentes pour une pratique secondaire sont de deux ordres; d'une part, on peut dire qu'elles se ramènent, quant à la valeur productive, à un ensemble de propriétés topologiques : quelles liaisons permettent d'associer en tel lieu des ressources, de l'énergie, du travail et du capital, des débouchés ? Mais la valeur d'échange, d'autre part, compte autant, mesurée en valeur des objets que la parcelle permet de produire et qui s'élève vertigineusement lorsque les conditions d'usage comptent parmi les meilleures. Comme le constate CLAVAL, en effet, "Lorsque la gamme des activités pratiquées dans une région est relativement étroite, que la population est peu nombreuse en égard aux surfaces exploitables, la vie sociale ne connaît guère de difficulté au plan économique : il n'y a pas de rareté absolue et l'on peut satisfaire tous les besoins écologiques. Il n'y a que des raretés relatives (...)" (2). En revanche, lorsqu'un support se prête à des utilisations

(1) "Differences between the attributes of "here" and "there" have always been of great interest to human geographers, because it is precisely the differences between places that generate movements of goods, people, and information. Such movements produce the traffic jams in cities, crowds on summertime beaches, vast flows of letters and electronic messages, and the great network of pipe-lines that criss-cross nation after nation". Peter GOULD, Rodney WHITE, *Mental Maps*, Penguin Books Inc., Baltimore repr. 1974, p. 15.

(2) P. CLAVAL, *Principes de géographie sociale*, op. cit., p. 115.

différentes à très haut rendement, l'offre atteint un seuil de rareté absolue d'espace; le milieu opérationnel sécrète alors, pour arbitrer ces tensions, de nouvelles normes fondées sur l'association. L'espace est acquis par des groupes en laissant jouer le mécanisme de la concurrence, pour permettre qu'une parcelle soit mise en valeur par l'aménageur le plus fort et le plus habile. "L'espace se charge de tensions avec les conflits concurrentiels dont est chargé le mécanisme du système" (1). "La morale industrielle cherchait ses valeurs créatrices dans l'évolution : elle tirait les richesses d'autres richesses, c'est la société capitaliste et bourgeoise dont les temples sont les grands magasins, les bourses, les entrepôts" (2). En réalité, la bourgeoisie industrielle n'est qu'un exemple : tout progrès technique induit des mouvements, des frictions qui s'accompagnent de tensions créées par l'enjeu que représente l'espace, et par la poursuite d'objectifs différents, parfois contradictoires. La régulation engendrée par des rapports de forces politiques et économiques définit des priorités parmi ces objectifs; elle conditionne le choix des moyens matériels en "filtrant" toute perception, conformément aux impératifs de production. "Dans l'espace devenu système mobile, le temps cyclique s'évapore et l'éternel recommencement n'est plus une loi. La place est faite à la prévision, au projet, à l'invention d'un avenir différent, mais du même coup inimaginable" (3).

La logique secondaire d'aménagement considère l'écoumène comme un système pluricentre, dont chaque point revêt une utilité spécifique : ressources, énergie, main-d'oeuvre apparaissent localisés dans un réseau établi qui dessert également les marchés; l'aménageur est un entrepreneur qui calcule, non plus seulement ce qu'il peut extraire du sol ou du sous-sol, mais les profits qu'il peut tirer du contrôle de certains points en comparant les coûts et les recettes qu'impliquent différentes localisations. A vrai dire, cependant, la complexité de tels calculs rend illusoire une explication fondée sur des comporte-

(1) P. ANTOINE, A. JEANNIERE, *Espace mobile et temps incertain*, op. cit., p. 71.

(2) A. MOLES, *Psychologie de l'espace*, op. cit., p. 17.

(3) P. ANTOINE, A. JEANNIERE, op. cit., p. 72.

ments rationnels; au surplus, la théorie elle-même se heurte à l'impossibilité d'établir un modèle tout-à-fait général, en raison du nombre de paramètres que celui-ci devrait intégrer (1). Les solutions partielles consistant à calculer un optimum de localisation du point de vue des coûts sont éclairantes dans le cas d'industries lourdes ou plus généralement, lorsque les conditions techniques font que les coûts de transfert (transport, taxes, assurances) entrent à taux élevé dans les frais variables; de leur côté, les explications qui privilégient la recherche d'un potentiel de ventes s'appliquent surtout aux industries légères, pour lesquelles les aires de marché comptent davantage que l'accessibilité des matières premières. Un aspect commun à l'optique des coûts et à celle des recettes et des marchés est la tendance à la concentration; des facteurs d'inertie (dont l'amortissement du capital fixe) et surtout l'importance des économies externes favorisent l'établissement de conglomérats, ce qui implique, en parallèle avec les divers liens techniques, une concentration du pouvoir décisionnel. Si la politique d'implantation des petites firmes modèle localement l'espace, celle des grandes sociétés corporatives est capable de transformer des régions. Car les unes comme les autres opèrent à partir d'une connaissance du milieu acquise au prix d'une certaine dépense, mais seul, le mode de décision corporatif, fondé sur la négociation et doté des compétences d'administrateurs professionnels, atteint un haut degré d'"efficacité économique" : selon HURST, on pourrait mesurer cette grandeur en termes de proximité de la localisation actuelle d'une fir-

(1) Les approches du type de WEBER (*Über den Standort der Industrien*, Tübingen 1909) intègrent les coûts de transport et les coûts de main-d'oeuvre en tenant compte aussi des avantages de l'agglomération, mais considèrent la demande comme constante et étroitement localisée; elles simplifient d'ailleurs à l'extrême leurs variables. Les approches du type de LOSCH (*Die räumliche Ordnung der Wirtschaft*, Iéna 1940), au lieu de minimiser les coûts, maximisent les recettes en tenant les coûts constants. Cf. M.-E. HURST, *op. cit.* et P. HAGGETT, *L'analyse spatiale en géographie humaine*, tr. sur la 4ème édition, coll. U (A. Colin) Paris 1973. Aucun modèle ne peut tenir compte à la fois de toutes ces variables, car si l'on admet que coûts et recettes peuvent être établis selon un optimum, il n'est plus possible de raisonner à partir de constantes pour choisir une localisation et le système est indéterminé.

me, par rapport à son point optimal hypothétique (1). Seules, les grandes entreprises ont un comportement fondé en bonne partie sur le calcul; dans la localisation des petites firmes, le hasard joue un certain rôle à côté de la réduction d'incertitude, de même que l'imitation des concurrents plus importants et, bien entendu, la sujétion économique à un système de valeurs institutionnalisés. La pratique secondaire, qui a pour but la réussite d'une entreprise, assurée par le choix d'une localisation et une perception adéquate du marché que dessert cette entreprise, est un mélange de forces poussant à une "optimisation" avec d'autres forces, qui poussent à des décisions jugées subjectivement "satisfaisantes", compte tenu d'un ensemble de critères. Des marges de tolérance, dont le débordement conduirait à la faillite, régulent le système. D'une part, en effet, le milieu phénoménal impose des limites; comme le signale CLAVAL, "le progrès technique déplace les facteurs limitants" (2) en créant ses propres raretés, qui restreignent une gamme de moyens; le milieu décisionnel, de son côté, impose des valeurs. HURST exprime succinctement l'insuffisance des modèles qui privilégient des lois physiques et laissent dans l'ombre les choix arbitraires des décideurs : "The complex web of relationships is interpretable not only in terms of the mechanics of industrial structures or industrial economics, but in terms of the human values and institutions that exist in these regions" (3). La réalité historique d'une phase d'aménagement est une entité "bifaciale", matérielle et sociale, géonomique et politico-économique; la pratique secondaire possède en propre un aspect régulateur, manifesté sur la face visible par une affectation hétérogène de supports et sur l'autre, la face cachée, par une compétition de groupes.

L'utilisateur lui-même construit et utilise des réseaux à tous les stades de l'aménagement; il se représente les lieux qui forment son environnement comme un système structuré par ses déplacements, ses messages et ses relations personnelles, autour d'un centre qui est sa

(1) Michael E. HURST, *op. cit.*, p. 148.

(2) P. CLAVAL, *Eléments de géographie humaine, op. cit.*, p. 132.

(3) M.-E. HURST, *op. cit.*, p. 150.

résidence ordinaire. La reconstitution des déplacements effectifs d'une personne (Cf. l'exemple ci-dessous) dans une période assez longue révèle en quelque sorte un sous-produit de cette représentation. A partir d'un échantillon de plusieurs individus, on pourrait sans doute comparer les réseaux - établis à l'aide des fréquences associées aux divers trajets - pour mettre en évidence la multiplicité des usages dont une aire donnée peut faire l'objet.

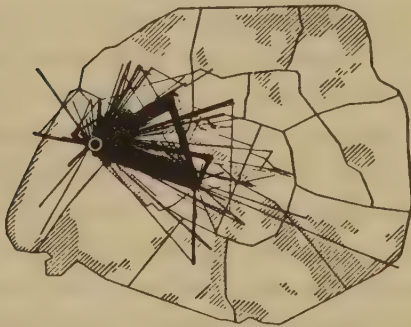


Figure 19. : Espace d'usager, exemple.

Trajet pendant un an d'une jeune fille du XVII^e arrondissement.

Le triangle central a pour sommets : le domicile, les leçons de piano et les cours de Sciences politiques.

(Etudes de M. Alibert et S. Antoine en 1950).

Repris de P.-H. CHOMBART de LAUWE, Paris, Essai de sociologie, Ed. Ouvrières, Paris 1965, p. 50.

Il suffira ici de souligner deux aspects de la dépendance inhérente à la condition d'usager, du point de vue de sa pratique secondaire de l'espace. Par rapport à son réseau de relations individuel, l'optimum de centralité suppose un certain ordre spatial entre les localisations d'habitat, de lieux de travail et de services de toutes sortes, permettant le choix d'un domicile central et de lieux de fréquentation connexes. A cet égard, le *zoning* spontané des agglomérations industrielles, rejetant les grandes cités d'habitat collectif vers l'extérieur, crée des contraintes mal corrigées par l'organisation radiale des transports en commun. D'autre part, un second besoin est ressenti par l'habitant relativement à sa communauté de voisinage, laquelle peut jouer un rôle dans la prise en charge des intérêts d'usagers. Le "droit à la ville" (1) ne peut être exercé qu'avec les moyens

(1) "La vie urbaine pourra-t-elle recouvrer et intensifier les capacités d'intégration et de participation de la ville, presque entièrement disparues, et que l'on ne peut stimuler ni par la voie autoritaire ni par prescription administrative, ni par intervention de spécialistes ? Ainsi se formule le problème théoriquement capital". Henri LEFEBVRE, *Le droit à la ville*, éditions Anthropos, Paris 1968.

de lutte utilisés dans les pratiques secondaires, dont, notamment, les associations de locataires face au pouvoir immobilier ou les associations d'intérêts visant à obtenir des améliorations au niveau des équipements publics. "Le droit à l'oeuvre (à l'activité participante) et le droit à l'appropriation (bien distincte de la propriété) s'impliquent dans le droit à la ville" (1).

3.2.5. La prise de conscience tertiaire de l'espace

L'écoumène conçu comme surface d'attributs écologiques ou comme support d'activités diversifiées est soumis à une maîtrise partielle de l'homme, ce dernier se structurant comme être social dans la mesure nécessaire à cette maîtrise. Dans les rapports primaires de l'homme et de la nature, l'initiative humaine se borne à modifier des objets composant les écosystèmes, en sélectionnant des espèces végétales ou animales et en déplaçant certains facteurs limitants (la fertilité médiocre de certains sols, la sécheresse, l'enfouissement de certaines ressources, etc...). Le cadre opérationnel primaire se limite donc à aménager les supports écologiques, en imposant l'exploitation sélective de certains attributs liés par la nature à ces supports et en assignant aux individus la tâche de mettre en valeur certaines surfaces. Les rapports secondaires d'aménagement, quant à eux, obéissent à des contraintes de distance; face à ces contraintes, le progrès technique déplace à nouveau des facteurs limitants et permet une certaine émancipation par rapport à la dispersion et la rareté des ressources : une aire peut être affectée à une fonction dont l'utilité n'est plus liée à son support, le lieu de transformation de certaines ressources étant fonction d'un ensemble de facteurs. Le cadre opérationnel secondaire favorise donc l'action de groupes qui inventent des procédés nouveaux d'affectation et qui imposent par là même un arrangement relativement arbitraire des supports; en effet, tandis que le stade primaire sécrète un ordre spatial ajusté au relief, au climat, aux sols d'une région sans modifier le milieu de manière à

(1) H. LEFEBVRE, *Le droit à la ville*, op. cit., p. 155.

oblitérer ses aptitudes biologiques (jusqu'à la fabrication industrielle de pesticides dangereux pour l'organisme) et sans nuire à l'aménité des sites, le stade secondaire, par sa puissance transformatrice, peut détruire des équilibres essentiels (cycle de l'eau, de l'air, etc...), créer des microclimats d'insalubrité et tend à dissocier la fonction résidentielle de celles d'activités productives. Mais il existe une troisième façon d'envisager l'écoumène, en-dehors de celles qui voient en lui des ressources naturelles ou des supports interchangeables. Cette troisième conception discerne en lui des possibilités de mise en relation de l'aménageur et de l'usager, du producteur et du consommateur; elle considère l'écoumène à partir des lieux vers lesquels convergent les échanges et autour desquels se disposent concentriquement les fonctions. La maîtrise des lieux centraux, leur aménagement, conditionnent l'affectation et l'exploitation de l'espace; ils font de ce dernier l'instrument d'une organisation d'ensemble.

La prise de conscience tertiaire de l'espace se développe au fur et à mesure que s'édifient les réseaux d'échange et que s'affirment les principes concurrentiels de gestion; elle porte, comme prise de conscience, sur les limites matériellement infranchissables d'une production non-coordonnée de l'espace et elle consiste à entrevoir, dans le chaos des fonctions entremêlées au sein d'une superstructure, certaines propriétés coordinatrices, en même temps que la nécessité d'une politique d'aménagement concertée. Elle est donc l'amorce d'une organisation rationnelle, l'embryon d'un système d'action collective caractérisé par le "groupement d'opérations", qui selon PIAGET, prolonge les régulations sociales comme structure hiérarchiquement supérieure : "(...) la condition d'équilibre des règles rationnelles est qu'elles expriment le mécanisme autonome d'une pure coopération (...); au lieu de traduire un système de traditions obligatoires, la coopération qui est la source des "groupements" d'opérations rationnelles prolonge donc, sans plus, le système des actions elles-mêmes et des techniques" (1). L'*écogénèse* du stade tertiaire repose sur la

(1) J. PIAGET, *op. cit.*, p. 56.

réciprocité en tant que norme et la coopération en tant que valeur, tandis que le stade secondaire privilégiait l'intérêt de groupe et la compétition : "Tant qu'interviennent, dans la construction des systèmes de représentation collective, les éléments de contrainte dûs à la tradition, à l'opinion, au pouvoir, à la classe sociale, etc..., la pensée est soumise à un jeu de valeurs et d'obligations qu'elle n'engendre pas elle-même, ce qui revient à dire qu'elle ne consiste point alors en un système de normes autonomes : son hétéronomie à elle seule suffit donc à indiquer sa dépendance à l'égard des régulations précédemment examinées" (1, *id.*, p. 140). Prise de conscience d'un rapport collectif à l'espace, cette troisième manière d'envisager l'aménagement procède d'un besoin d'ordre et de réciprocité comme condition d'autonomie et met en cause tout le système d'action collective qui doit assurer, en vue même d'une réalisation d'objectifs proprement productifs, un réglage coordonné des relations entretenues par les individus et les groupes. Elle postule donc la possibilité de réduire les contradictions propres à tout rapport social et propose un modèle d'espace "autogéré", comportant un projet d'abolition du pouvoir aménagiste. Les objectifs tertiaires, en effet, répondent au plafonnement des systèmes qui ignorent toute référence collective à l'espace (systèmes de libre concurrence) ou au contraire nient l'autonomie des points de vue individuels (aménagement comme monopole d'Etat). Les problèmes d'organisation de l'espace touchent une fonctionnalité d'ensemble rejoignant sa valeur d'usage et qui englobe la distribution de biens et de services, la gestion, l'échange d'opinions et de connaissances. Dans cette logique, une authentique fonction tertiaire est bien davantage qu'une fonction de distribution commerciale, de service ou de direction particulière : elle est, par définition, liée à une coordination d'ensemble. Concrètement, il ne suffit pas d'implanter tel centre commercial à proximité de tel grand ensemble; il ne peut satisfaire un besoin tertiaire qu'en assumant un rôle d'élément dans une fonction qui le dépasse : animation, loisir, rencontre... pour citer des exemples.

De cette quête constamment en échec d'une rationalité et d'une organisation fonctionnelle comme dépassement de la spécialisation dans et de l'espace, la ville est plus qu'un exemple, elle est la manifestation par excellence. "La naissance de la ville, écrit MOLES, est une concentration de la société dans l'espace et dans le temps" (1). Ville politique, ville commerciale, enfin, récemment, ville industrielle entrée, dit LEFEBVRE, dans une phase critique "dans laquelle le passé et le possible, le meilleur et le pire s'enchevêtrent" (2), la ville oppose les différentes pratiques les unes aux autres et en reproduit les contradictions. D'un côté, "l'ordre urbain contient et dissimule un désordre fondamental. La grande ville n'est que vices, pollutions, maladies (mentale, morale, sociale). L'aliénation urbaine enveloppe et perpétue toutes les aliénations. En elle, par elle, la ségrégation se généralise (...). Elle attire en elle toutes les richesses, elle monopolise la culture comme elle concentre le pouvoir" (3). Mais la ville propose aussi, selon MOLES, sa propre "morale" (après la morale *agraire* de conservation et la morale *industrielle* d'évolution) : "La morale de l'automation propose la *destruction créatrice* : à ce qui est détruit correspond du nouveau, la destruction est orientée vers la construction, on ne peut construire sans détruire dans un univers saturé ou concentré (...). Le volume urbain est plein, il est défini par la *concentration* et non par la prolifération" (2, *id.*). La réalité urbaine, définie matériellement par la concentration, ne peut être expliquée qu'en partant d'une conception tertiaire de l'écoumène-instrument; le système urbain n'est donc qu'un sous-produit empiriquement constatable des pratiques qui tendent à remodeler l'espace dans son ensemble. La réflexion sur l'urbain comporte ainsi deux niveaux : d'abord, les pratiques elles-mêmes sont réflexives et tendent à modifier le lieu central qu'est la ville : "De ses techniciens à ses poètes, de ses habitants à ses peintres, amoureux ou détracteurs,

(1) A. MOLES, E. ROHMER, *La psychologie de l'espace*, op. cit., p. 17.

(2) Henri LEFEBVRE, *La révolution urbaine*, Idées Gallimard 1970, voir pp. 14-28.

(3) *Ibidem*, pp. 124-125.

la ville est faite plus d'idées que de pierres ou de béton" (1). Mais il y a aussi, comme dit PRIETO, la connaissance de cette connaissance, qui seule autorise le géographe à s'aventurer sur le terrain des faits qualitatifs et quantitatifs d'organisation spatiale. Dans cette recherche au second degré des pertinences urbaines (de ce qui est pertinent pour les pratiques de la ville), qui elle-même ne repose sur aucune pratique, on doit signaler la piste tracée par LEFEBVRE, qui parfois entraîne la pensée au-delà du rigoureux et du formalisable, voire jusqu'à paradoxe : "La centralité définit l'u-topique (ce qui n'a pas de lieu et le cherche). L'u-topique définit la centralité" (2). Quelles sont, en effet, les raretés urbaines, contre lesquelles se construit, pour lutter, un nouveau cadre opérationnel ? Ici, la déduction s'arrête et la théorie est mise en défaut. Car l'urbain se définit, dit LEFEBVRE, "non comme réalité accomplie, située en arrière de l'actuel dans le temps, mais au contraire comme horizon, comme virtualité éclairante" (3). Il s'agit bien de savoir ce qui, dans les pratiques urbaines, est recherché comme but et conçu virtuellement en tant que fonction urbaine; mais défendre le point de vue de la coordination, de la réciprocité et de la coopération ne va pas sans cautionner les idéologies urbanistes, ces utopies "qui ne disent pas leur nom", "véhicule d'une rationalité limitée et tendancieuse dont l'espace, illusoirement neutre et non politique, constitue l'objet (objectif)" (4). C'est cependant l'erreur de l'urbaniste-praticien de "formuler tous les problèmes de la société en questions d'espace" et de décréter qu'il y a une "pathologie de l'espace" en se donnant lui-même comme "médecin de l'espace" (5). Non que les géographes sortent indemnes de cette critique, loin de là, car leur discours serait impossible s'il ne postulait quelque rationalité urbaine : "Les études de chalandise, lit-on par exemple, se fourvoient en analysant seulement l'intensité

(1) M.-J. BERTRAND, *Pratique de la ville*, Editions Masson, Paris 1978, p. 7.

(2) H. LEFEBVRE, *op. cit.*, p. 227.

(3) *Ibidem*, p. 27.

(4) *Ibidem*, voir pp. 213-217.

(5) *Ibidem*, *le droit à la ville*, *op. cit.*, pp. 49-50.

d'une attraction polarisée quand le problème est celui d'une géographie des pratiques locales de la population" (1). Que penser d'une telle critique ? L'idéologie s'installe dès qu'on prétend "expliquer" la ville. "La "ville" tient lieu, dans les discours des technocrates, d'explication, par l'évidence, de transformations culturelles qu'on n'arrive pas à (ou qu'on ne peut pas) saisir et contrôler" (2). Aussi convient-il, en explicitant la conception tertiaire de l'écoumène, de démarquer une zone d'ignorance dans le faisceau des buts qui expliquent les processus de polarisation; la poursuite du profit, du prestige, la concurrence, les systèmes hexagonaux dessinés par des aires de demande, les lois gravitationnelles ou autres n'expliquent rien, mais illustrent des modalités, des manifestations partielles du comportement relatif aux centres. La rareté tertiaire est une distance (mesurable en espace-temps) non plus d'accessibilité, mais une distance de rencontre entre les acteurs, tous mobiles : "Noeud de forces, carrefour d'énergies, entrecroisement de relations, l'espace moderne est un champ opératoire et non plus une étendue stable, une surface fixe encore que modelable" (3). Indéterminable, parce que complexe et unique tout à la fois, le phénomène urbain qui actualise la conception tertiaire "pourrait se définir comme *lieu de l'expression des conflits (...), comme lieu du désir, où le désir émerge des besoins (...), où se retrouvent peut-être (...)* Erôs et Logos" (4).

Essayons pourtant de cerner les caractéristiques de quelques comportements-types dans cet ensemble que forme le stade tertiaire. Le premier sous-système qui se présente à l'esprit est l'échange de biens, en particulier le commerce de détail, thème favori des études de comportement (5). BERTRAND suggère qu'"actuellement, les contacts sociaux se réduisant par le repliement sur la cellule familiale et les relations de travail, le commerce paraît seul capable de susciter un espace communautaire, de créer un certain type de "centralité". En effet, il constitue le principal thème permettant à l'habitant de structurer sa connaissance de la ville (...). C'est par le commerce

(1) M.-J. BERTRAND, *op. cit.*, p. 11.

(2) Manuel CASTELLS, *La question urbaine*, François Maspéro, Paris 1972, p. 102.

(3) P. ANTOINE et A. JEANNIERE, *Espace mobile et temps incertain*, *op. cit.*, p. 67.

(4) H. LEFEBVRE, *La révolution urbaine*, *op. cit.*, p. 232.

(5) M.-E. HURST, *op. cit.*, commente quelques études, cf. pp. 209-221.

que commence l'appropriation de l'espace" (1). A travers l'aménagement commercial, l'usager peut "lire" à sa façon l'espace urbain, conçu pour être signifiant, parce que lieu de l'échange, et qui reflète des concurrences entre différentes stratégies de vente. "La vie commerciale urbaine est une permanente action réciproque entre un équipement qui s'impose à la population et une clientèle qui choisit selon la mode, des facilités pratiques (...). Critères économiques et attitudes psychologiques sont en balance, remettant sans cesse en cause les situations acquises" (2).

Mais le commerce de détail se place à l'"aval" des circuits de distribution et il forme, par rapport aux processus tertiaires, la couche superficielle, l'"épiderme" ou le modelé fin des répartitions de services. Car ces derniers s'articulent aux lieux même où sont prises les décisions économiques, par lesquels passent les capitaux, les commandes adressées aux industries et les procédures de contrôle politique. L'offre aux consommateurs suit donc nécessairement l'ordonnance spatiale de la production elle-même; avec les services au sens strict - prestations immatérielles consistant en la mise à disposition de compétences de toute nature - le commerce est distribué dans l'espace de manière à aller au-devant d'une demande des consommateurs, localisée près des pôles d'activité en bassins de main-d'oeuvre. De leur côté, les entreprises qui recherchent et drainent cette main-d'oeuvre utilisent elles-mêmes des services (financiers, fiduciaires, administratifs, etc...) requérant une certaine proximité des centres et elles écoulent en partie leurs produits à travers les circuits urbains du commerce de gros; il convient de mentionner encore la collecte et l'écoulement des produits primaires périssables, dont la destination est évidemment les centres. Ainsi, toute activité économique part d'un centre ou y ramène, de sorte que l'échange, dès le stade d'une exploitation primaire, nécessite et induit une organisation de l'espace. C'est sans doute pourquoi les constructions théoriques des cinq dernières décennies (depuis Walter CHRISTALLER) (3) ont visé directement

(1) M.-J. BERTRAND, *op. cit.*, p. 96.

(2) *Ibidem*, p. 110.

(3) Walter CHRISTALLER, *Die zentralen Orte in Süddeutschland*, G. Fischer, Iéna 1933.

ou indirectement à établir les fondements géonomiques de cette organisation (1).

Tout service sert un but limité dans le temps, à opportunité répétitive et suppose, sauf exception, un contact personnel de l'offrant et des demandeurs (même si la pratique courante est normalisée et peut s'exercer par télécommunication, comme c'est le cas, par exemple, du commerce de gros); pour ces raisons, un centre de services apparaît comme un point qui attire l'offre pouvant satisfaire une certaine demande. En imaginant que ce processus ait lieu sur une "surface de transport" ou plaine isotrope, on constate que le seuil minimum de demande justifiant l'offre d'un bien ou d'un service dessine une aire comprise sous un "cône de demande" (2), qui figure la "portée" ou l'aire de chalandise du bien ou du service offert au centre de cette aire. La concurrence elle-même attire les offrants du même bien vers le centre, comme l'a montré HOTELLING à travers l'exemple de deux marchands de glaces concurrents sur une plage (3). Quant aux consommateurs, ils ont tout intérêt à fréquenter les centres suivant la gamme de services qui justifie chacun de leurs déplacements : quotidiennement un petit centre proche, occasionnellement, un centre plus spécialisé. Il y a donc place dans l'espace pour de petits, moyens et grands centres desservant le marché de chaque bien ou service et répartis à intervalle variable suivant la portée de ces derniers; sans doute, la portée d'un bien est-elle aussi fonction d'un pouvoir d'achat, lui-même variable à densité de population égale, et d'une propension à consommer. Théoriquement, une hiérarchie apparaît dans un système de lieux centraux, dispensateurs de services de portée différente, si l'on tient compte d'une spécialisation relative de chacun d'eux et d'une logique particulière - commerce, transports, administration - qui préside à la division optimale de l'espace. Les paysages hexagonaux à indice fixe de CHRISTALLER, de hiérarchie descendante, ou ceux,

(1) Cf. Paul CLAVAL, *La théorie des lieux centraux*, Revue Géographique de l'Est, 1966, vol. VI, pp. 131-152. Bibliographie.

(2) Cf. l'exposé de Brian J.-L. BERRY, *Géographie des marchés et du commerce de détail*, traduction B. MARCHAND, Librairie A. Colin, Paris 1971, pp. 110-114.

(3) Cf. M. HURST, *op. cit.*, pp. 171-172 ou BERRY, *op. cit.*, pp. 152-153.
H. HOTELLING, *Stability in Competition*, The Economic Journal vol. 39, 1929, pp. 41-57.

plus complexes, de LÖSCH, de hiérarchie ascendante et à secteurs "riches" ou "pauvres" en villes permettent d'imaginer des méthodes déductives de description régionale (1); à l'appui de ces modèles, BERRY a apporté d'impressionnantes démonstrations empiriques dans le cas particulier du commerce de détail et, plus généralement, pour l'étude des réseaux urbains. Ainsi, la recherche de principes d'ordre a-t-elle incité les chercheurs à évacuer des éléments physiques, économiques, politiques et des facteurs de comportement individuel propres aux partenaires de l'échange, dans le but de démontrer que, sur le plan d'observations empiriques, "le désordre observé n'est qu'apparent" (2). Cette démarche comporte évidemment tous les risques de la généralisation abstraite, par essence invérifiable et qui peut se heurter à des principes généraux concurrents : ainsi, la règle de ZIPF suggère une corrélation "rang/taille" des centres indépendante de la notion de niveau hiérarchique basée sur la population desservie (3). C'est cependant sous sa forme élémentaire que la démarche paraît valide pour expliquer l'aménagement tertiaire, en renonçant à intégrer les facteurs de comportement et les conditions d'anisotropie (4).

L'espace de l'écoumène n'est pas isotrope, et, en outre, l'aménagement des réseaux de transport desservant les centres rend l'accessibilité étroitement dépendante des voies à grande capacité et des moyens de transport. L'action organisatrice des centres se diffuse par vagues, que les économètres essaient de saisir à l'aide de familles d'isolignes (isochrones, isoprix, isorevenus...), permettant d'identifier sous plusieurs aspects leur rôle catalyseur. La problématique tertiaire couvre l'espace, en considérant les points spécialisés

(1) Cf. l'explication en français de la géométrie de Lösch, in P. MERLIN, *Méthodes quantitatives et espace urbain*, Coll. de géographie applicable, Masson, Paris 1973, pp. 134-139. Voir aussi P. HAGGETT, *op. cit.*, pp. 135-143.

(2) P. MERLIN, *op. cit.*, p. 139.

(3) "Beckman a montré que si l'on permet aux populations des centres de fluctuer légèrement autour de la valeur théorique correspondant à leur niveau, comme si un facteur aléatoire venait troubler leur régularité (...) les produits de la taille des villes et de leur rang sont approximativement constants". BERRY, *op. cit.*, p. 136.

(4) "Ce que la théorie des lieux centraux gagne en précision, elle le perd en partie en intérêt général (...). Elle se spécialise et perd une partie de sa valeur révolutionnaire (...). Son intérêt provient (...) de tous les problèmes qu'elle pose lorsque les régularités n'existent pas : elle est génératrice de problèmes". P. CLAVAL, *op. cit.*, p. 147.

dans la hiérarchie comme attirant les flux qui ressortissent à leur fonction propre dans leur aire propre, et diffusant les idées conçues à travers l'échange par un reflux graduel jusqu'aux limites d'influence de places voisines. La valeur de rareté des lieux de rencontre suit donc une loi de décroissance concentrique vers l'extérieur; elle se concrétise dans les prix pratiqués lors de transactions foncières et s'exprime aussi par les isochrones, les prix du sol étant eux-mêmes sensibles aux changements techniques de l'accessibilité. Dans le modèle de von THÜNEN, le revenu agricole à l'hectare varie suivant la distance de la parcelle au centre du marché; avec les produits tertiaires, qui sont des services immatériels ou des biens plus ou moins rares, la rente de situation produit un effet analogue, dont CLAVAL a proposé une illustration (1). Aux revenus décroissants de la rente ou du loyer urbains vers la périphérie correspond une gradation des types d'utilisation, analogue aux types de culture; j'y vois la preuve que le schème tertiaire d'aménagement incorpore le schème primaire d'exploitation des surfaces en le situant sur un nouveau plan, de même que la logique secondaire d'affectation est incorporée dans la formation de couronnes industrielles. Les modèles construits pour expliquer la rente urbaine (2) s'accordent en général sur deux points, le rôle déterminant des coûts de déplacement, rôle régulateur dans le niveau des prix fonciers et, aussi, l'importance de la spéculation. Le "prix du temps" (R. MAYER 1965) peut être considéré comme facteur principal de variation "périphérie-centre", la valeur foncière incorporant le prix du terrain de culture, le prix de viabilisation rendant le terrain constructible, une rente d'anticipation (spéculative) et une rente de rareté, enfin, "lorsque la quantité de terrains équipés est insuffisante" (3). Si l'on admet que le "prix du temps" commande le prix du terrain, on peut prédire la répartition non seulement des activités, mais des niveaux socio-économiques de la population résidente. BERRY

(1) Paul CLAVAL, *Éléments de géographie économique*, Editions M.-Th. Génin-Librairies Techniques, Paris 1976, p. 120.

(2) Cf. le chapitre II, "La formation des valeurs foncières", P. MERLIN, *op. cit.*, pp. 45-64.

(3) P. MERLIN, *op. cit.*, p. 58.

a montré toutefois combien le profil foncier urbain est peu monotone, le long d'une rue par exemple, où le passage des piétons dans les carrefours détermine des écarts brusques dans les volumes de vente, "si bien que les commerces de détail se regroupant dans chaque centre se disputent âprement les meilleurs sites" (1). La valeur foncière est un indicateur de rareté à l'intérieur d'aires urbaines, que l'observation empirique permet de représenter sur la base des transactions. HURST

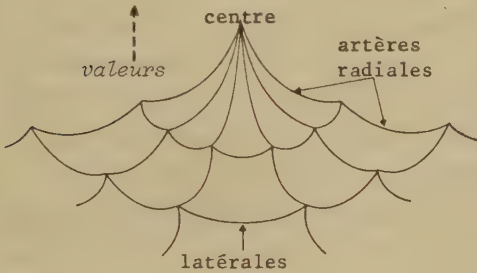


Fig. 20. : Relief-type des valeurs foncières, d'après HURST. (2)

(ci-contre) propose un profil-type en trois dimensions qui, partant du centre, dessine de profondes vallées dans des secteurs à morphologie partiellement dégardée, dominées par des centres suburbains mineurs de hauteur décroissante; ce relief tient compte essentiellement du trafic. Tout facteur d'anisotropie mis à part, on aurait sans doute un dessin d'allure conique à pente décroissante (3), dont le sommet atteindrait

une valeur absolue correspondant à sa position dans la hiérarchie. Toutefois, la spéculation raréfie l'espace constructible et soustrait des surfaces au diviseur de l'équation des valeurs moyennes, calculées en fonction d'un éloignement du centre (Cf. la note précédente). On rejoint une des conclusions formulées par MERLIN : "La part éluçtable de la croissance des valeurs foncières, celle qui correspond à la rente de rareté (Mayer) peut être réduite en offrant plus d'espace à l'urba-

(1) B. BERRY, *op. cit.*, p. 91.

(2) Repris de BERRY, TENNANT, GARNER et SIMMONS, *Commercial Structure and Commercial Blight*, University of Chicago, Research Papers 85, 1963, p. 14.

(3) Selon un raisonnement simple mais cohérent, on peut prédire la valeur d'un point quelconque de l'espace urbain en divisant le prix unitaire au centre (P_0 , prix au m² par exemple) par la longueur du périmètre passant par ce point : si x mesure la distance au centre, $P_x = P_0 / 2\pi x$. L'allure est très aigüe (la pente est raide) mais elle est justifiée, si l'on considère que les contacts effectuels diminuent en s'éloignant du centre de manière telle que la somme des valeurs au m² alignées sur un certain périmètre doit demeurer égale à la valeur du point central.

nisation" (1). Ceci ne peut être opéré que par les collectivités, d'où la nécessité d'un contrôle antispéculatif et d'une intervention publique dans le secteur immobilier : "Les promoteurs privés, qui peuvent payer les rentes foncières les plus élevées, car ils peuvent les répercuter sur les prix des logements destinés à une clientèle aisée, jouent le rôle de moteur de la hausse des prix fonciers" (2). La concentration de l'emprise urbaine est donc moins liée en elle-même à la pratique du centre - c'est-à-dire à la pratique tertiaire - qu'aux stratégies utilisant cette pratique à des fins de profit. "L'immobilier, comme on dit, joue le rôle d'un secteur second, d'un circuit parallèle à celui de la production industrielle (...). Ce secteur second absorbe les chocs (...). Le capital s'immobilise dans l'immobilier" (3). Au lieu de produire du logement en fonction de pratiques utilitaires liées au centre, les promoteurs privés imposent une pratique "habiter" qui est fonction de leurs intérêts dans la hausse des prix fonciers. Le but de l'usager devient ainsi le moyen du spéculateur, au lieu que le moyen de l'usager soit le but du spéculateur. LEFEBVRE peut écrire : "dans le règne de l'habitat, ce qui fut l' *habiter* a disparu de la pensée et s'est fortement détérioré dans la pratique" (4).

L'aspect foncier de l'organisation des centres revêt ainsi une importance égale à celle des outils structurant la ville, mais distincte, car les deux phénomènes y entrent en composition; il s'y ajoute l'action propre du marché immobilier, transformant en "marchandise logement" un "capital de circulation" (5). La poursuite d'un aménagement suppose un accord préalable sur les objectifs de la centralité et les moyens de leur mise en oeuvre : ce n'est pas l'urbanisme qui peut susciter, en tant qu'instrument, une coopération, c'est bien plutôt la

(1) P. MERLIN, *op. cit.*, pp. 60-61.

(2) *Ibidem*, p. 62.

(3) H. LEFEBVRE, *La révolution urbaine, op. cit.*, p. 211.

(4) *Ibidem*, pp. 110-111.

(5) "L'urbanisme concerté succède au laisser-faire et à l'urbanisme administratif quand les agents capitalistes de la production sont à la fois dans l'obligation de maîtriser eux-mêmes la formation des valeurs d'usage urbaines à un niveau de complexité supérieur, et dans l'incapacité de le faire sans l'Etat". Christian TOPALOV, *Les promoteurs immobiliers, contribution à l'analyse de la production capitaliste du logement en France*, Paris Mouton 1974, pp. 315-316.

coopération comme valeur et la réciprocité comme principe normatif qui peuvent déterminer une organisation rationnelle; le stade tertiaire, en effet, est celui d'une gestion collective de l'espace, laquelle concerne essentiellement l'allocation d'une ressource - le temps humain - consommée au cours des processus de communication (1); une telle définition, partielle, souligne les implications sociologiques d'une théorie de la croissance urbaine, considérée comme un "cas particulier de la théorie de l'organisation" (2). Or les problèmes cruciaux de gestion collective ne se posent qu'à un certain niveau d'interférence entre les échanges. Le stade primaire connaît des interactions à faible rayon : les points urbains contrôlent les bourgs, les villages, et ordonnent par leur attraction les systèmes de culture. Ce sont des lieux de rencontre périodique. Le stade secondaire, auquel se structurent les réseaux de transport, confère aux centres le statut d'accumulateurs de main-d'oeuvre, de lieux d'écoulement des produits et de gestion; mais l'impact désordonné de flux nouveaux, multipliés et amplifiés par le machinisme industriel, produit l'effet d'"implosion" (terme emprunté à la physique nucléaire) que souligne LEFEBVRE (3) : en ce lieu d'impact des circuits économiques se creuse un cratère dans la fonction résidentielle, tandis que le reflux balaie sur son passage ("explosion"), jusqu'aux limites de la zone bâtie et au-delà, les aménageurs non compétitifs. Le séisme secondaire transforme ainsi la ville. "La transformation de l'économie, la nouvelle hiérarchisation des fortunes, les nouveaux systèmes de gestion des affaires, de crédits, d'échanges, ont périmé en peu de temps tout ce qui avait caractérisé la vie urbaine pendant plus de dix siècles", écrit Pierre GEORGE (4) en parlant des villes européennes. Cependant, force est d'admettre que les villes industrielles modernes fonctionnent par régulation; ce fait est repérable à la fois dans les modalités fonctionnelles de spécialisation, im-

(1) Cf. Richard L. MEIER, *A Communications Theory of Urban Growth*, M.I.T. Press 1962, trad. C. Munier, PUF 1972, p. 151.

(2) *Ibidem*, p. 223.

(3) H. LEFEBVRE, *La révolution urbaine*, op. cit., pp. 24 et 26.

(4) P. GEORGE, R. GUGLIELMO, B. KAESER, Y. LACOSTE, *La géographie active*, PUF, Paris 1964, p. 281.

pliquant le rejet des habitants hors de la zone centrale, et dans celles de l'appropriation privée, caractérisée par le rôle moteur de ce que LEFEBVRE appelle le "circuit parallèle immobilier" (*supra*). Or, l'ajustement réciproque d'opérations individuelles ou d'opérations de groupes ne peut s'effectuer sur la base d'une autonomie privée absolue et sans limites, mais requiert une base juridique "municipalisant" le sol et coordonnant, fût-ce sous forme d'appropriation privée de niveaux construits en hauteur, les différentes fonctions qui permettent l'exercice de l'échange autour des centres urbains.

Cette exigence de gestion collective, qui s'applique au premier chef, bien entendu, aux rapports de l'initiative privée et des moyens de contrôle publics, s'étend à l'usage de l'espace. Le stade tertiaire implique une appropriation du centre par les usagers; car, comme l'indiquent MOLES et ROHMER, c'est le "lieu privilégié où l'on rencontre le maximum de densité de *microévénements*, lieu de la variété et de l'anonymat, terrain de chasse, de conquête du travail, de découverte de services rares" (1). Ce lieu occupe une place essentielle dans l'"espace centré" d'un individu qui, selon la "proxémique" de MOLES, se distingue de l'étendue cartésienne, dans laquelle un centre n'est qu'un point de concentration. En effet, pour un géographe, les densités d'objets qu'il reproduit sur une carte représentent l'écoumène dans sa forme de superstructure, "monde étendu et illimité, contemplé par un observateur qui n'y *habite* pas, dans lequel tous les points sont a priori équivalents (...), trièdre de coordonnées dont l'origine des axes est arbitraire" (2). Au contraire, l'univers centré de l'individu compte par la densité d'images qui l'assaillent, et "c'est (...) la distance de laquelle elles sont originaires qui est le facteur déterminant de la description du monde" (3). Cet espace-là n'est ni isotrope,

(1) A. MOLES, E. ROHMER, *Psychologie de l'espace*, op. cit., p. 54.

La "proxémique" tire son nom du superlatif latin "proximus" et entend donc désigner la connaissance du milieu du point de vue de la proximité relative des objets par rapport au sujet. "La notion même de perspective et l'acceptation de celle-ci comme règle fondamentale de détermination constitue en soi, d'une part, un problème éthique, d'autre part, l'objet d'une science qu'on appellera proxémique", op. cit., p. 29.

Selon HALL, une "proxémie" est "l'ensemble des observations et des théories concernant l'usage que l'homme fait de l'espace en tant que produit culturel spécifique". Edward T. HALL, *The Hidden Dimension*, Doubleday & Cie, New York 1966, trad. A. Petita aux éd. du Seuil, Paris 1971, p. 13.

(2) *Ibidem*, p. 9

(3) *Ibidem*, pp. 11-12.

ni neutre, il est "un champ de valeurs" structuré qui forme les différentes "coquilles de l'homme" (1). Dans cette échelle de "décroissance continue des apparences" (2), la ville occupe une place médiane entre le corps propre, le geste immédiat, la pièce, l'appartement et le quartier d'une part, et de l'autre, la région et le vaste monde (3). Elle manifeste un espace vécu (4) ayant sa dynamique propre et dont la réalité s'impose à l'individu à travers un cadre opérationnel. Ainsi, l'utilisateur a de l'écoumène une connaissance orientée vers le lieu qui commande et coordonne un ensemble de flux locaux. Car "la ville n'existe réellement que par son centre, et plus précisément par la dialectique centre/quartier" (5). Le système des déplacements d'utilisateur est ainsi déterminé par la pratique d'un centre objectif : "Le nouveau nomade se sédentarise à sa façon. Il se rattache à un centre du tissu polynucléaire, un centre envisagé du point de vue pratique" (6). Aussi, les besoins tertiaires d'utilisateur s'expriment-ils dans la centralité.

3.2.6. Succession logique et interdépendance synchronique des stades

"Au total, conclut PIAGET, on constate ainsi que les grandes structures accessibles à l'explication sociologique, comme à l'explication psychologique, sont les rythmes, les régulations et les groupements" (7). J'ai tenté, au cours de ce qui précède, de rattacher ces structures à la genèse d'une forme spatiale, sans prêter à cette genèse aucun caractère de nécessité historique et en insistant constamment sur l'arbitraire des pratiques auxquelles elle s'applique; il s'agissait seulement de montrer le lien - d'importance fondamentale pour la

(1) Cf. chapitre III.

(2) Cf. p. 30.

(3) Cf. Figure 17, p. 60.

(4) Cf. Antoine S. BAILLY, *La perception de l'espace urbain, Les concepts et les méthodes d'étude, leur utilisation dans la recherche urbanistique*. Centre de Recherches d'Urbanisme, 1977, 264 p., Bibliographie.

(5) MOLES, ROHMER, *op. cit.*, p. 52.

(6) P. ANTOINE et A. JEANNIERE, *op. cit.*, pp. 81-82.

(7) J. PIAGET, *op. cit.*, p. 58.

réflexion géographique - qui existe entre une certaine organisation sociale et une certaine façon de connaître l'écoumène. Sur le plan logique, il y a implication réciproque de trois types de structures avec trois classes de paramètres pertinents pour un aménagement fonctionnel de l'espace; le paradigme proposé par PIAGET, en effet, se réfère tant aux rapports entre individus qu'aux rapports du groupe avec son milieu, c'est-à-dire qu'il décrit de manière adéquate trois états d'un cadre opérationnel interposé entre un milieu décisionnel et un milieu phénoménal. Le premier milieu considère successivement la localisation absolue des ressources, la localisation relative des facteurs de production et la localisation hiérarchique des centres directionnels; autrement dit, il considère le milieu phénoménal du point de vue des surfaces, des vecteurs d'interaction spatiale et des lieux centraux. Ces trois paramètres imposent différents types de structures; le rythme marque la limite entre la réalité matérielle, considérée comme un potentiel de ressources, et les pratiques consistant à découvrir et à exploiter ces dernières; la régulation se développe à partir de rythmes en édifiant des réseaux d'association de facteurs productifs, auxquels correspondent des réseaux sociaux de relations de groupes. Enfin, le groupement de tous les réseaux spécifiques, grâce à une organisation de la centralité, achève de construire un cadre opérationnel mobile, autorégulatoire, ce qui implique que le milieu décisionnel soit capable de réciprocité et de coopération dans l'échange des points de vue. On peut donc dégager l'aspect phénoménal (face signifiante) et l'aspect décisionnel (face signifiée) de la construction des stades en les décomposant selon deux paradigmes partiels; chaque univers - l'univers du discours (U) des objets considérés comme moyens et l'univers du discours (Y) des buts - comporte un double classement, qu'on peut figurer sous la forme d'un tableau à deux entrées :

MILIEU PHENOMENAL (U) :

A. Outil :

a₁) surface a₂) vecteur a₃) centre

B. Parcelle :

b ₁) individuelle	I	-	-
b ₂) sous contrôle collectif privé	-	II	-
b ₃) sous contrôle collectif public	-	-	III

MILIEU DECISIONNEL (Y) :

N. Valeur productive :

n₁) exploitation de n₂) association de n₃) coordination
ressources facteurs de finalités

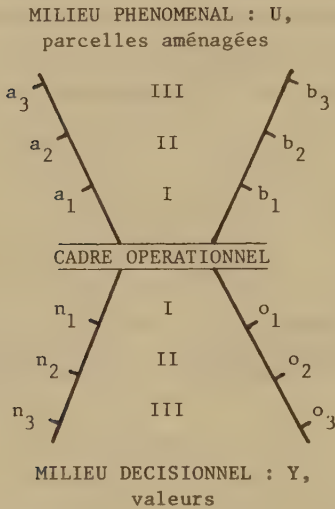
O. Valeur d'échange :

o ₁) interindivi- duelle	I	-	-
o ₂) inter-groupes	-	II	-
o ₃) collective	-	-	III

Tableau 1. : Classement des parcelles aménagées et des valeurs comme paradigmes de base (I, II, III, primaire, secondaire, tertiaire).

Dans l'ordre syntagmatique, chaque stade associe deux classes, tirées respectivement du paradigme A et du paradigme B pour le milieu phénoménal, du paradigme N et du paradigme O pour le milieu décisionnel. La structure sémiotique formée d'une structure oppositionnelle U et d'une autre structure oppositionnelle Y permet de concevoir toute parcelle aménagée sous la forme générale d'un syntagme uab, dont est corrélatif un autre syntagme yno (la valeur). Donc, en définitive, les pratiques aménagistes se réfèrent à deux structures oppositionnelles corrélatives, fondées sur deux classements distincts et partiels, comme

l'a montré le second chapitre. On pourrait représenter les classes théoriquement déduites de la typologie piagétienne et de la sectorialisation de Colin CLARK sous la forme suivante, plus synthétique que la précédente :



Dans la figure ci-contre est décrite la structure sémiotique aménagiste à son état achevé; cette structure suppose une ouverture complète de la gamme des buts au sein du cadre opérationnel, permettant aux aménageurs d'envisager l'écoumène à travers toute la gamme corrélatrice des moyens. Comme, de toute évidence, il s'agit là d'une situation purement théorique, l'intérêt de cette récapitulation formelle consiste à pouvoir calculer, exemples à l'appui, une série de situations réelles correspondant à la genèse des stades. Ce calcul procède évidemment d'une combinatoire, en tenant compte toutefois d'une construction des pertinences du plus simple au plus complexe, c'est-à-dire de l'enchaînement logique, mais

Fig. 21. : Moyens et buts envisagés dans les pratiques aménagistes

non nécessaire, constaté lors de l'examen successif des stades.

Formellement, le stade primaire ne connaît que le syntagme (classe de parcelles) ua_1b_1 et son corrélatif signifié yn_1o_1 . On pourrait donc exprimer la combinatoire primaire de la façon suivante, par exclusion et mise en correspondance :

$$\begin{array}{ccccccc}
 ua_1b_1 & \neq & \overline{ua_1b_1} & \neq & ua_1\overline{b_1} & \neq & \overline{ua_1\overline{b_1}} & (1) & (\text{parcelles aménagées primaires}) \\
 | & & | & & | & & | & & \\
 yn_1o_1 & \neq & \overline{yn_1o_1} & \neq & yn_1\overline{o_1} & \neq & \overline{yn_1\overline{o_1}} & & (\text{valeurs primaires})
 \end{array}$$

(1) Lire les classes-compléments : p. ex. $\overline{ua_1}$, "u qui est non a_1 , u-non- a_1 ", etc...

Citons quelques exemples :

- ua_1b_1 : parcelle de culture en faire-valoir direct.
- $\overline{ua_1b_1}$: aire privée de remise du matériel agricole.
- $ua_1\overline{b_1}$: parcelle détenue et cultivée collectivement.
- $\overline{ua_1}\overline{b_1}$: place publique, voie de circulation, etc...

Cette série d'exemples montre qu'une classe positive-négative ($\overline{ua_1b_1}$, $ua_1\overline{b_1}$) ou entièrement négative ($\overline{ua_1}\overline{b_1}$) regroupe les objets les plus divers; le complément ($\overline{a_1}$, $\overline{b_1}$) indique, en effet, que l'objet ne revêt pas l'identité qui "compte" ou est pertinente pour l'exercice d'une pratique au stade primaire, en ce sens que le cadre opérationnel n'admet comme buts que certaines formes d'exploitation des ressources et certaines formes juridiques d'appropriation.

Le stade secondaire utilise une combinatoire du même genre; on admet toutefois qu'il assume les valeurs primaires, puisque les ressources transformées doivent préalablement être extraites et puisque l'association d'intérêts suppose acquise la notion de propriété individuelle. On aura donc un système de neuf classes :

$$\begin{array}{cccccccccc}
 ua_1b_1 & \neq & ua_2b_2 & \neq & ua_1b_2 & \neq & ua_2b_1 & \neq & \overline{ua_1a_2b_1} & \neq & \overline{ua_1a_2b_2} & \neq & ua_1\overline{b_1b_2} & \neq & ua_2\overline{b_1b_2} & \neq & \overline{ua_1a_2b_1b_2} \\
 | & & | & & | & & | & & | & & | & & | & & | & & | \\
 yn_1o_1 & \neq & yn_2o_2 & \neq & yn_1o_2 & \neq & yn_2o_1 & \neq & \overline{yn_1n_2o_1} & \neq & \overline{yn_1n_2o_2} & \neq & yn_1\overline{o_1o_2} & \neq & yn_2\overline{o_1o_2} & \neq & \overline{yn_1n_2o_1o_2}
 \end{array}$$

Exemples (proprement secondaires) :

- ua_2b_2 : entreprise industrielle constituée en S.A.
- ua_1b_2 : exploitation agricole coopérative.
- ua_2b_1 : manufacture en nom individuel.
- $\overline{ua_1a_2b_1}$: petit commerce individuel.
- $\overline{ua_1a_2b_2}$: société bancaire privée.
- $ua_1\overline{b_1b_2}$: ferme d'Etat.
- $\overline{ua_2b_1b_2}$: complexe industriel en mains publiques.

Au stade tertiaire, enfin, tous les syntagmes possibles sont considérés comme pertinents; la série combinatoire est donc complète :

$$\begin{array}{cccccccccccc} ua_1b_1 & \neq & ua_1b_2 & \neq & ua_1b_3 & \neq & ua_2b_1 & \neq & ua_2b_2 & \neq & ua_2b_3 & \neq & ua_3b_1 & \neq & ua_3b_2 & \neq & ua_3b_3 \\ \vdots & & \vdots & & \vdots & & \vdots & & \vdots & & \vdots & & \vdots & & \vdots & & \vdots \\ yn_1o_1 & \neq & yn_1o_2 & \neq & yn_1o_3 & \neq & yn_2o_1 & \neq & yn_2o_2 & \neq & yn_2o_3 & \neq & yn_3o_1 & \neq & yn_3o_2 & \neq & yn_3o_3 \end{array}$$

La dernière classe, ua_3b_3 (ci-devant $ua_1a_2b_1b_2$) mérite une attention particulière car elle demeure indéterminée jusqu'au stade tertiaire. On trouve, en effet, de nombreux exemples de fonctions administratives, légales ou fiscales, occupant des parcelles sous contrôle public, en régime capitaliste ou collectiviste, mais aucune ne remplit la double condition de départ, formulée par la valeur de coopération et la norme de réciprocité. Soit, en effet, il s'agit d'une emprise destinée à satisfaire les besoins de coordination du seul pouvoir économique privé et localisée près des centres d'affaires, soit, au contraire, d'une emprise centrale toute-puissante de l'Etat exerçant une fonction directionnelle, mais qui opère ainsi grâce à la suppression de l'autonomie privée. On constate donc que, ni une économie centralisée, ni le système de libre entreprise ne produisent réellement à la fois des normes et des valeurs tertiaires, mais bien plutôt certaines normes aux dépens de certaines valeurs ou l'inverse. La première formule érige en norme une planification autoritaire, qui entrave et étouffe l'initiative privée dans la recherche de valeurs; quant aux sociétés fondées sur la liberté d'entreprise, elles ignorent la notion de gestion collective du sol ou l'appliquent avec parcimonie. Une solution moyenne supposerait l'autonomie sous contrôle; le système du *droit de superficie* permettrait, par exemple, d'éviter la spéculation et d'appliquer une politique d'implantation d'entreprises en hauteur sur terrain public, telle que la préconisent MOLES et ROHMER (2). Une formule de ce type présente l'avantage de subordonner la production de valeurs - surtout

(1) Notion entrée dans Le Code civil suisse en 1965 : Cf. MONTCHAL M. et PILLET P. - *Le droit de superficie en Suisse, notamment en rapport avec la propriété par étages*, Georg, Genève 1968, 32 p.

(2) A. MOLES, E. ROHMER, *op. cit.*, pp. 72-76.

tertiaires - à des normes instaurées politiquement et tendant à exclure du domaine foncier le libre jeu de l'offre et de la demande. En tout état de cause, le concept de fonction tertiaire constitue un thème d'étude en soi.

Pour l'interprétation d'ensemble du calcul présenté ci-dessus, on rappellera tout d'abord que l'ordre de succession des stades est logique, et non chronologique; l'écriture, rébarbative au premier abord, des différentes classes qui revêtent une signification à un stade donné, se justifie donc pour marquer l'ouverture relative des objectifs et des moyens possibles, en termes de condition suffisante. Par ailleurs, les processus historiques d'aménagement ne manquent pas d'exemples, où l'on voit apparaître un quadrillage de voies de communication et un réseau de centres avant même une mise en valeur intensive du sol (1). C'est notamment un fait empiriquement établi que l'industrialisation induite de l'extérieur, l'urbanisation et le progrès technique modifient complètement les orientations du secteur primaire et la distribution du sol agricole (2). De tels faits sont cependant conformes à la logique des stades : si des fonctions d'ordre supérieur stimulent et induisent les inférieures, l'inverse est possible, mais n'est pas nécessairement vrai. Ainsi, les processus d'écogénèse au stade tertiaire suppose réunies des conditions préalables plus exigeantes que celles du "take off" industriel (3), qui intègrent ces dernières tout en étant d'une autre nature. Fonctionnellement, en effet, le stade tertiaire n'implique pas de progrès technique (4), mais le progrès technique à ce stade implique et requiert une coopération; une société technique-

(1) Voir le modèle de Taafe, appliqué aux pays sous-développés, in HAGGETT, op. cit., pp. 93-96.

(2) Cf. Gérard GILBANK, *Introduction à la géographie générale de l'agriculture*, Masson & Cie, Paris 1974, chap. IV, pp. 45-51.

(3) Cf. W.-W. ROSTOW, *The Process of Economic Growth*, Oxford University Press 1960, 2nd edition, 372 p.

(4) C'est le stade secondaire qui implique le progrès technique : "In non-economic terms, the take-off usually witnesses a definitive social, political and cultural victory of those who would modernize the economy over those who either cling to the traditional society or seek other goals", Ibidem, p. 317.

ment peu avancée pourrait donc organiser son espace avant même d'opérer son "démarrage" secondaire. Il en va de même, d'autre part, de la définition d'un code politico-juridique assurant la réciprocité des points de vue et traduit dans des normes mobiles. PIAGET relève à cet égard qu'un système juridique peut être parfaitement logique dans sa forme, sans que rien n'assure son pouvoir de contrainte et de conservation, "si des contradictions avec les autres valeurs et les autres normes en jeu dans une société conduisent à des conflits et à la révolution". Car toute forme statique est en équilibre instable et "ne témoigne ainsi, malgré les apparences, que d'un groupement opératoire incomplet, parce que ne comportant pas de transformations possibles quant aux normes supérieures" (1). Les exigences du stade tertiaire concernent effectivement ces "normes supérieures" : l'association d'intérêts privés, norme secondaire par excellence, suppose une réciprocité qui transcende ces intérêts, pour qu'apparaisse une gestion collective. Et PIAGET de conclure : "A la limite, une forme juridique suffisamment plastique pour exprimer les interactions réelles en jeu dans une société équilibrée convergerait avec le système des normes morales" (2).

Finalement, l'*écogénèse* est synonyme de construction, non seulement d'espace, mais aussi de valeurs et de normes sociales, construction qui progresse à chaque stade; en effet, la perception d'attributs secondaires, non seulement suppose celle d'attributs primaires, considérés dans leur localisation relative, mais suppose en outre une association d'intérêts individuels en intérêts de groupe, c'est-à-dire un aménagement capable d'assumer les risques sociaux de la concurrence, ainsi que le montre l'exemple des concentrations industrielles ou celui de la concentration de l'emprise immobilière. De même, la perception d'attributs tertiaires, qui réside dans le constat de besoins de coordination fonctionnelle, suppose non seulement celle d'attributs secondaires et d'attributs primaires, mais suppose également une appropriation du sol contrôlée de façon collective, servant des intérêts parti-

(1) Cf. Jean PIAGET, *op. cit.*, pp. 57-59.

(2) Par normes morales, PIAGET entend des normes qui gouvernent des rapports personnels, "tels que les individus n'y soient jamais entièrement substituables".

culiers dans la mesure où ils contribuent à la coordination visée, et limitant les prérogatives privées par l'application d'une politique d'aménagement. En résumé, les normes et les valeurs qu'instaure l'aménagement de l'espace sont liées d'un stade à un autre; toute fonction se localise sur un attribut donné ou créé, mais toute valeur ainsi appliquée est en elle-même créatrice d'attributs spatiaux : ce double caractère de dépendance et d'efficience propre aux valeurs est le principe même de l'*écogénèse* instrumentale. D'autre part, toute création de parcelle suit un parcellaire préexistant, dont elle modifie un détail, mais toute relation ainsi créée modifie le système des relations sociales établi localement et infléchit un système de normes : l'*écogénèse* normative réside donc dans une transformation constante, par degrés, d'un état des relations sociales et des normes qui les gouvernent. Ce sont là deux aspects, liés par la logique des stades, d'un seul processus de transformation du système d'action collective d'un état donné dans un autre, hiérarchiquement supérieur au premier. Le processus inverse aboutit à définir ce qu'on appellerait une *écogénèse négative* ou *régressive*, dont l'hypothèse ne saurait être écartée; si les aménageurs peuvent approprier l'espace à leur gré en s'appropriant ses parcelles, la concentration de l'emprise foncière privée permet aux groupes de résister à une action coordinatrice du système de contrôle et/ou d'infléchir ce système en leur faveur, en s'appuyant sur leur pouvoir économique effectif. Cette résistance est la réaction d'une classe menacée dans ses privilèges : "Toutes les classes qui, dans le passé, se sont emparées du pouvoir, cherchaient à consolider leur situation acquise en soumettant la société aux conditions qui assuraient leur revenu" (1). La résistance du pouvoir aménagiste privé en régime capitaliste s'explique, en effet, comme une volonté de maintenir et de renforcer l'autonomie privée de gestion de l'espace, rendant vaine une coordination d'ensemble et assurant la suprématie des normes et des valeurs secondaires non-coordonnées; dans ce contexte, le discours "libéral" est

(1) K. MARX et F. ENGELS, *Manifeste du Parti Communiste*, Londres 1848, titre I, *Bourgeois et prolétaires*; Union Générale d'Éditions, Paris 1962, pp. 33-34.

un discours idéologique, car il tend à faire apparaître comme nécessaire et "naturelle" une totale autonomie du secteur privé, effectivement incompatible avec une gestion collective de l'espace. De même, d'ailleurs, tout discours "étatiste" devient idéologique à son tour, dans la mesure où il récuse l'historicité des luttes de classes et prétend faire "table rase" de l'autonomie privée en tant que dialectique de groupe: car l'autonomie comme telle s'accommode aussi mal du totalitarisme, dont les effets constituent une régression par rapport à cette dialectique, que du libéralisme conservateur, lequel en exacerbe les conséquences et les contradictions. Seul, un discours qui admet l'historicité de toute forme d'action collective, c'est-à-dire le principe d'une construction permanente de normes et de valeurs, tendant à leur coordination comme stade ultime et nécessaire (1), échappe au piège idéologique, car il admet du même coup le caractère arbitraire de toute pratique et la nécessité historique d'une action pluraliste et coordonnée. "Nous appellerons idéologie, écrit PRIETO, tout discours se référant à une connaissance de la réalité matérielle qui vise à "naturaliser" cette connaissance, c'est-à-dire à l'expliquer ou à la faire apparaître comme étant la conséquence nécessaire de ce qu'est son objet." (2) Dans la mesure, en effet, où les individus, les groupes et les collectivités détenant le pouvoir d'aménager l'espace cherchent à maintenir et à renforcer ce privilège, en présentant leur propre conception aménagiste comme une conception donnée par la nature "en soi" de cette réalité qu'est l'écoumène, on peut affirmer qu'ils récusent implicitement l'historicité de la connaissance du monde, laquelle ne peut être que subjective, d'une part, transitoire et précaire, d'autre part.

(1) "A la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes, surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous." Manifeste, *idem*, II Prolétaires et communistes, p. 47.

(2) Luis J. PRIETO, *Pertinence et pratique*, op. cit., p. 160.

CONCLUSION

ANALYSE MACRO ET MICROGEOGRAPHIQUE

Au terme de cette étude sur le thème de l'*écogénèse* et au moment d'aborder la partie illustrative de ce travail, il s'impose de souligner une distinction opérée entre deux significations de l'environnement géographique comme objet de connaissance, qui correspondent à la pratique aménagiste et à la pratique d'usager. Ce sont là deux modes différents de pratique et, donc, de connaissance, analogues dans leur pertinence (car reposant sur des pratiques analogues mais non identiques), distincts toutefois par leur impact sur la réalité matérielle; il en résulte, sur le plan de leur connaissance en tant qu'objets d'une science de l'homme, la possibilité d'effectuer deux approches distinctes et complémentaires. D'un côté, certaines décisions de groupes parviennent à modeler un milieu phénoménal de façon à faire de lui un outil permettant d'atteindre certains buts dans la production de biens et de services : partant de ce point de vue aménagiste, on peut tirer du milieu phénoménal la connaissance de moyens imposés et, par déduction, celle de valeurs socialement dominantes. L'analyse macrogéographique opère sur l'espace aménagé en tant qu'objet composé, identifie ses éléments composants et en dégage, à diverses échelles, une structure d'appropriation et un système de fonctions; elle explique, en somme, un état observé de l'écoumène-outil par des comportements de groupe. Mais force est d'admettre, avec BAILLY (1), qu'une telle explication demeure insuffisante et incomplète. "Si les phénomènes de groupe ont été depuis longtemps étudiés, ce qui a favorisé l'épanouissement de la géographie régionale, l'explication des perceptions, des attitudes et des comportements des individus a été négligée". Ce constat de carence permet de considérer comme "naïvement explicatives" des théories du type "écologie factorielle", portant exclusivement sur des faits localisés, "car on oublie que les schèmes spatiaux, avant l'acte déci-

(1) Antoine S. BAILLY, *op. cit.*, p. 12.

sionnel, reposent sur la perception de l'environnement" (1). Or, il est certain qu'en tant que science de l'homme, la géographie est amenée à s'interroger non seulement sur les conséquences aménagistes de décisions de groupes, mais encore sur le comportement comme tel de l'individu lui-même (de l'utilisateur) pour tenter de mesurer, à travers une connaissance empirique de sa pratique, la différence qui sépare les conditions d'aménagement des conditions d'usage de l'espace. Mais on aperçoit, sans doute, le hiatus qui existe entre ces deux approches "Entre ces deux types d'analyse se pose un problème d'inférence géographique, c'est-à-dire celui du passage de la conduite individuelle au comportement collectif" (2). Il est néanmoins urgent de mieux connaître, dans leur complexité, les processus qui commandent la construction individuelle de l'"image des lieux" (dont la première approche systématique remonte à Kevin LYNCH, 1960) (3); sans cette connaissance, la critique de l'aménagement manque de bases et, avec elle, l'imagination urbanistique.

3.3.1. Méthode d'analyse des composantes macrogéographiques

Cet exposé, qui renvoie le lecteur à la définition d'une superstructure aménagée, partira de la notion d'objet composé (4). Toute parcelle aménagée présente deux caractéristiques qui définissent son identité d'objet composant, à travers une classe de détention et une classe d'outils; elle est donc membre du produit logique de ces deux classes, dont est déduite la valeur ou but de l'action aménagiste qu'elle représente. Mais, à son tour, la parcelle entre en composition dans l'espace et participe d'une signification d'ensemble ou *syndéixie*, manifestation aréolaire d'une série de relations, établies par le voisinage

(1) A.-S. BAILLY, *op. cit.*, p. 209.

(2) *Ibidem*, p. 185.

(3) Kevin LYNCH, *The Image of the City*, M.I.T. Press 1960. Trad. M.-F. et J.-L. Vénard, Paris, Dunod 1971, 222 p. L'ouvrage de BAILLY livre sur ce thème une documentation très large, notamment sur les rapports de la "perception" (pour la définition, voir le lexique) avec la localisation résidentielle, le comportement économique et les déplacements. Cf. *op. cit.*, pp. 215 et ss.

(4) Cf. *supra*, pp. 72 et ss., en particulier 88-92.

de parcelles identiques ou analogues. La contiguïté, dans une certaine aire, de parcelles appartenant à la même classe détermine un *syndéictème*; il peut s'agir du même *opérant* (outils primaires, secondaires ou tertiaires) et on parle, dans ce cas, d'un *syndéictème de fonction*; s'il s'agit, en revanche, d'une même classe de détention (individuelle, collective privée, collective publique), on peut parler de *syndéictème d'emprise*. Chacune des deux familles de *syndéictèmes* recouvre l'espace, et leur chevauchement détermine deux types de discontinuité (1).

La méthode d'analyse qui sera proposée dans la seconde partie de ce travail repose entièrement sur une identification aréolaire des concepts aménagistes. Loin de prétendre "épuisier" les contenus de l'espace, cette démarche suggère de les envisager à travers les pratiques dont ils résultent, pour déduire des différentes zones observées des sens corrélatifs et être à même, en inventoriant des trames de parcelles, de connaître les objectifs économiques et sociaux qui expliquent la présence de ces dernières; car leur classement obéit, par hypothèse, aux deux typologies qui ont été développées à travers la reconstitution logique des stades d'aménagement. Il reste à élaborer une méthode statistique de découpage de l'espace, permettant d'isoler des ensembles cohérents relevant d'un même concept : ici, le champ est ouvert aux procédures d'analyse multivariée et de classification, le choix de critères discriminants permettant d'aboutir à une carte de synthèse, dont un exemple est proposé dans la figure 22.

Types d'espaces : (2)



- résidentiel, privé individuel
- primaire, Ville de Genève
- secondaire, collectif privé
- secondaire, Etat de Genève
- tertiaire, collectif privé
- tertiaire, Etat ou Ville de Genève

Fig. 22. : Analyse d'une portion de l'espace urbain genevois. Echelle 1:25'000

(1) Cf. *supra*, pp. 84-86.

(2) Source : Ville de Genève, carte de la structure foncière et taxe professionnelle, repérage et classement selon commentaire cf. *infra*.

L'image obtenue à travers cette reconstitution traduit l'action d'individus, de groupes et de collectivités publiques dans la confection d'un espace imposé à l'ensemble des usagers; cet espace est l'outil de pratiques arrêtées en conformité avec un certain cadre opérationnel, outil dont la valeur d'usage se situe en intersection logique avec une valeur d'échange; d'où la nécessité de connaître la norme selon laquelle est définie cette valeur d'échange. En effet, la caractéristique d'emprise renseigne, en tout point de l'espace, sur le mode socio-juridique d'imposition de l'outil : "If we argue, écrit David HARVEY, that rent can dictate use, then this implies that exchange values can determine use values by creating new conditions to which individuals must adapt if they are to survive in society" (1).

L'analyse macrogéographique est ainsi la recherche d'une différenciation opérée entre les lieux par les aménageurs, en vue d'interpréter l'association catégorielle d'éléments propres à une portion d'espace, qui limite le champ des pratiques socialement admises. On rejoint encore un propos de LEFEBVRE, lorsqu'on traite de différenciation spatiale (2) : "Appelons *iso-topie* un lieu (topos) et ce qui l'entoure (...) c'est-à-dire ce qui fait un *même lieu*", dont le corrélatif est l'*hétéro-topie* : "Une différence qui le marque en le situant (en se situant) par rapport au lieu initialement considéré". L'aménagement ignore l'*u-topique* ("l'ailleurs, le non-lieu") qui, cependant, est réel : verticalité ou profondeur, "l'ailleurs est partout et nulle part".

3.3.2. Nécessité et limites de l'analyse microgéographique

Cet "utopique" est précisément ce qui fonde la nécessité, pour la géographie, d'une autre réflexion sur les pratiques de l'écoumène, qui ne sont pas des pratiques aménagistes. On saisit mieux, depuis HALL, l'importance des "espaces à organisation fixe" dans l'appréhension d'un "monde sensoriel" individuel et social, ainsi que dans l'"investigation d'un champ complexe et multidimensionnel comme celui de la proxémie" (3).

(1) D. HARVEY, *Social Justice and the City*, Arnold Londres 1973, p. 190.

(2) Henri LEFEBVRE, *La révolution urbaine*, op. cit., pp. 54-55.

(3) Edward T. HALL, *La dimension cachée*, essai, op. cit., pp. 222-223.

Cette connaissance concerne directement la géographie; il s'agit cependant, comme le précise F. CHOAY (1), de réaccorder un savoir et une pratique urbaine, ce qui signifie apporter à la critique macrogéographique de la dynamique des classes sociales, l'éclairage de faits tirés d'une observation du comportement individuel dans l'espace. Selon BAILLY, "les théories de l'organisation urbaine, en simplifiant la réalité, négligent le rôle des attitudes pour s'attacher exclusivement aux comportements de groupe" (2). Disons plutôt qu'à côté de la réalité historique des espaces urbaine existe une autre réalité historique, constituée par une connaissance autre que celle des aménageurs : la connaissance d'usager. Celle-ci mérite une étude distincte.

Espace résidentiel, espace de travail, espace de loisir, l'espace appréhendé par l'individu reçoit une série de valorisations subjectives, liées à ses différents types d'utilité. En somme, l'usager s'efforce de faire coïncider les objets dont se compose son environnement avec des outils lui permettant d'aménager son existence; si l'aménageur tend à "maximiser" son profit, l'usager tendrait à "maximiser" sa satisfaction. A vrai dire, il n'en va pas tout-à-fait ainsi, constate Herbert SIMON en observant le comportement animal : "Evidently, organisms adapt well enough to "satisfice", they do not, in general, "optimize"" (3). La fourmi franchissant des rides de sable laisse derrière elle un sillage tortueux, qui reflète sa connaissance des accidents de la route, et non pas la complexité (très relative) d'une tâche consistant à regagner son nid. Les obstacles matériels au comportement d'usager sont effectivement ceux qu'il perçoit, un ensemble de moyens imposés et de contraintes sociales mises à l'usage de l'espace; c'est cet ensemble de conditions perçues qu'il importe de saisir, pour mieux connaître ce comportement. "If his rationality does not represent an objective orientation to the real world, but only a subjective orientation to his incomplete picture of it, how are the characteristics of this perceived world determined for him ?" (4). Les facteurs de for-

(1) *Postface à l'édition française de HALL, op. cit., p. 240.*

(2) A.-S. BAILLY, *op. cit., p. 13.*

(3) Herbert SIMON, *Models of man, social and rational, Mathematical Essays on Rational Human Behavior in a Social Setting*, John Wiley & Sons, New York 1957, 5th Printing 1967, p. 261.

(4) *Ibidem, p. 198.*

mation de l'image avancés par les tenants du "comportementalisme" sont ceux que l'on attend pour évoquer la subjectivité : chez SIMON "needs, drives, goals... perceptual apparatus" (3, *id.* p. 167); chez LOWENTHAL, "personal experience, learning, imagination and memory" (1). HARVEY insiste à juste titre sur l'insignifiance du visuel : "Although people reside, work and play in buildings, their behavior is not determined by the buildings, but by the economic, cultural and social relationships within them (...) design *per se* does not significantly shape human behavior" (2). La différenciation perçue de l'espace, le sentiment de la distance relèvent d'une connaissance intériorisée de relations entre lieux, créées par des pratiques conformes aux valeurs et aux normes du cadre opérationnel. CLAVAL distingue, à cet égard, trois classes de normes imposées aux individus : "La liberté a plusieurs dimensions : une dimension légale, qui fixe les contours de ce qui est autorisé à chacun; une dimension sociologique, qui rapporte ce que le corps social accepte de ses membres; une dimension économique, qui précise les moyens dévolus à chacun et indique de manière positive ce qu'il peut faire. Les rapports de la liberté et du pouvoir s'expriment dans cette relation du légal, du toléré et du réalisable" (3). Un bref rappel de développements du second chapitre (4) permet de définir ces rapports, tout en rectifiant le propos cité quant à la dimension légale : il apparaît, en effet, que le légal équivaut à ce qui est réglé par une norme juridique, mais les matières soumises au droit n'"épuisent" nullement l'ensemble des comportements "possibles", de sorte qu'on peut opposer logiquement le légal au toléré du point de vue spécifique de l'existence d'une norme. Dans les pratiques d'usage, les différents lieux sont reconnus comme pertinents par rapport à des opérations normalisées (lé-

(1) David LOWENTHAL, *Geography, Experience, and Imagination*, *op. cit.*, p. 244.

(2) David HARVEY, *Social Processes and Spatial Form : an Analysis of the Conceptual Problems of Urban Planning*, *Readings in Social Geography*, *op. cit.*, p. 303.

(3) Paul CLAVAL, *Principes de géographie sociale*, *op. cit.*, p. 286.

(4) Cf. Figure 16, pp. 72 et ss.

gales), ou à des opérations matériellement possibles non-normalisées

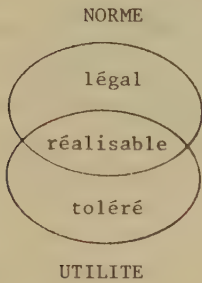


Fig. 23. : Classement logique des comportements d'usager.

(tolérées); parmi toutes ces opérations, les individus choisissent d'accomplir celles qui relèvent d'une norme (puisque l'accessibilité des lieux est réglementée) tout en appartenant à l'utilité qu'ils reconnaissent à ces lieux. Aussi les actes d'un individu dépendent-ils économiquement de moyens matériels à sa disposition et ils le "signifient" en tant qu'utilisateur d'infrastructures. Ce qui entre en ligne de compte dans ce calcul et dans ce

choix, c'est le couple de caractéristiques utilité/accessibilité. L'utilité primaire réside, peut-on dire, dans la mise à disposition d'attributs écologiques tels que l'air, l'eau, le soleil, le "paysage"; respirer, s'ébattre, se reposer sont des actions rendues plus efficaces et économes par certains lieux et qui relèvent d'une première classe d'utilités. Toutefois, l'accès aux espaces verts, aux plans d'eau ou aux sites exceptionnels est limité, réglementé, réservé souvent à une classe privilégiée de propriétaires dont l'action aménagiste "privatise" l'espace. D'autre part, les espaces de résidence, de travail, de consommation, d'échange ou de loisir forment les sommets d'un réseau propre à chaque individu et qui fonctionne comme l'outil d'une seconde série d'opérations, entrant dans une classe d'utilité secondaire; là encore, certaines pratiques accroissent les distances; les cheminements pour piétons accumulent les attentes; la localisation des services allonge la durée des parcours. Enfin, la hiérarchie des lieux reliés au centre attractif près duquel vit un individu, hiérarchie perçue en référence à ce centre, constitue l'outil d'une troisième classe d'opérations, utilité tertiaire de l'espace; or, l'accessibilité d'un centre compte sans doute autant que la rareté des services qu'on y trouve, dans la représentation intime de l'espace vécu (1).

(1) Sur la conception du centre urbain, cf. Robert FERRAS, *Ecusson et Polygone, Enfants et retraités dans le centre de Montpellier*, extrait du *Bulletin de la Société Languedocienne de Géographie*, T. XII, fasc. 1-2, 1978, 139 p.

On a donc trois opérants spatiaux, si on se réfère à la connaissance virtuelle de ces trois séries d'opérations : l'opérant primaire ou surface d'attributs écologiques, l'opérant secondaire ou réseau des déplacements et l'opérant tertiaire ou centralité; tous ensemble, ceux-ci réunissent les éléments de la "carte mentale" de chaque individu (1), contenant, dans une représentation ordonnée de l'espace, les lieux perçus suivant l'importance relative que celui-là leur reconnaît.

La façon dont une population résidente charge de sens son environnement déforme sensiblement les rapports euclidiens réels d'orientation et de distance, selon lesquels les mêmes lieux sont disposés sur la carte topographique. Les déformations de l'image qu'en conçoit un individu ou un groupe sont du plus haut intérêt pour juger de l'"environnement invisible" qui est le leur, constitué par les flots d'information qu'ils reçoivent, les zones de *stress* qu'ils traversent, les barrières qu'ils ressentent entre l'"ici" et le "là-bas", l'"ici" se composant surtout du voisinage physique et humain d'éléments familiers, leur lieu de résidence. La "perception" de l'espace est une connaissance actuelle - ou constatation - d'un objet qui déborde de tous côtés le champ visuel; c'est pourquoi sa représentation est significative d'un "environnement invisible" (2), dont le degré de prégnance croît avec l'âge : GOULD et WHITE constatent, en outre, que l'accord dans un groupe quant aux attraites et aux répulsions suscitées par un même lot d'espaces familiers augmente avec l'âge : "We know very well that when children are born they are all noise and no signal" (3); c'est progressivement que ce "bruit" fait place aux indices et que les préférences communes aux interrogés permettent d'établir une représen-

(1) Concept forgé vers 1965 par Peter GOULD et Rodney WHITE, Pennsylvania State University. Cf. *Mental Maps*, Penguin Books Inc., New York-Baltimore 1974.

(2) "We are creating invisible landscapes (...)" *Mental Maps*, op. cit., p. 174.

(3) *Ibidem*, p. 149.

tation collective. La méthode des "cartes de préférences spatiales"

permet de mettre en évidence des "collines et vallées d'information invisible" en connaissant, grâce au pourcentage de valeur propre (somme pondérée des carrés des poids individuels (3, *id.* p. 170), la valeur statistique, par rapport à l'ensemble du groupe, de cette représentation. "Our basic strategy is to put people in a fairly free hypothetical situation where they are asked to rank their order of preferences for a series of places in terms of residential desirability" (1). Les cartes mentales ont pour contenu un ordre de préférence, dont les critères varient dans une certaine proportion d'un individu à l'autre, ainsi que l'information reçue, d'où le "bruit" enregistré dans le groupe. Une carte mentale individuelle est elle-même une "construction plus ou moins structurée..., élaborée à partir d'éléments impurs et inégaux" comme le dit CLAVAL; "c'est cependant elle qui est invoquée au moment d'un choix (2).

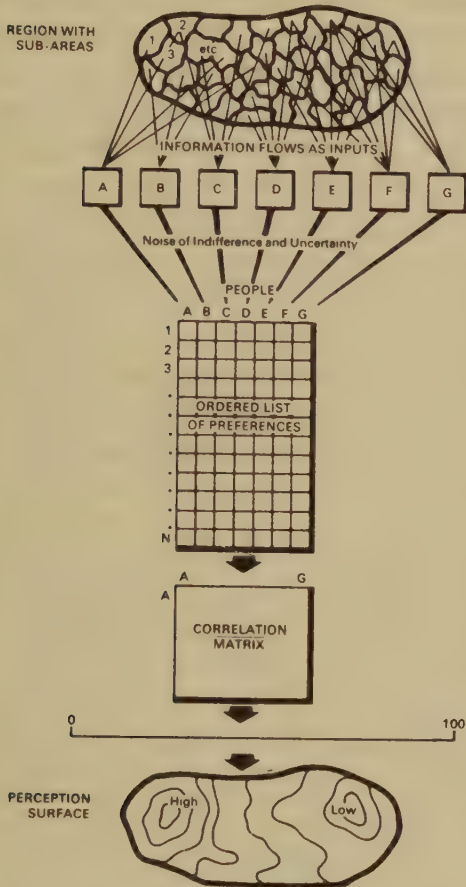


Fig. 24. : Construction d'une surface de préférences : des rangs individuels à la carte mentale lissée.

Tiré de Gould-White, op. cit., p. 67.

(1) pp. 17-18.

(2) P. CLAVAL, *Principes de géographie sociale*, op. cit., p. 159.

Certains procédés d'enquête permettent de dissocier les facteurs qui confèrent aux cartes mentales leur caractère abstrait; l'introduction de critères dans les tests (préférences selon l'attrait physique, selon l'ambiance socio-politique, selon les possibilités économiques, etc... (1)) révèle des différences notables dans la représentation, montrant que les différents types d'utilité déterminent différentes surfaces de préférences. Le sentiment d'insécurité peut aussi être transcrit sur une carte : une *surface de stress* (2) peut être obtenue par le décompte localisé des peurs ressenties, lieu par lieu, selon enquête. Enfin, la mesure de l'ignorance, pratiquée à petite échelle, donne une carte (3) montrant que l'information d'un individu sur son environnement croît en raison directe de l'effectif de population des espaces soumis au test et en raison inverse de leur distance par rapport au sujet; cette loi probabiliste se laisse représenter par le calcul et le tracé des potentiels de population.

Les expériences déjà classiques de GOULD et WHITE ont fait école et leur côté spectaculaire réside peut-être dans l'emploi de la carte, grâce auquel ces recherches acquièrent un statut scientifique autonome à côté de l'analyse macrogéographique : c'est en effet une autre conception de l'espace qui est ainsi étudiée. Il subsiste cependant un rapport d'inférence, que signale BAILLY, entre une connaissance expérimentale des opérants d'usager, c'est-à-dire des différents caractères jugés pertinents dans sa perception, et celle des opérants d'aménageurs qu'on en déduit par analogie, laissant dans sa "boîte noire" sans pouvoir l'expliquer l'arbitraire des choix par lesquels ces derniers, en donnant forme au milieu phénoménal, instaurent un certain cadre institutionnel. Faute de saisir la complexité d'une décision collective, il est seulement possible d'opposer deux points de vue sur l'espace; notamment, la question "Where would You like to live ?", sur laquelle sont construites les cartes mentales, fait référence à la

(1) *Mental Maps*, op. cit., pp. 105-108.

(2) *Enquête de D. LEY à Philadelphie*, op. cit., Fig. 1.5, p. 31.

(3) *Ibidem*, pp. 119 et ss.

fonction résidentielle; cet objet d'échange induit, entre aménageurs et usagers, un rapport de dominant à dominé et fournit le terme d'une comparaison entre ces deux types de pratiques.

3.3.3. La résidence, comme révélateur de l'aménagement

Il paraît difficile à première vue de classer la fonction résidentielle "en soi", car l'habitat apparaît dès qu'il y a des hommes et la théorie des stades *écogénétiques*, devant cette évidence, semble mise en défaut. La résidence appartient sans nul doute à l'opérant primaire par ses caractères de jouissance physiologique, à l'opérant secondaire, par les facteurs de localisation relative dont elle dépend et à l'opérant tertiaire, en tant que mesure de la distance à un centre d'échange, d'affaires, de consommation, etc... On trouve, d'autre part, aussi bien la demeure en propriété privée individuelle, le logement en "loyer libre" aux mains de sociétés privées et le logement "subventionné" dans un même espace, la propriété par étages possédant l'originalité d'être une forme de détention "en hauteur". En somme, la résidence correspond comme concept à une somme logique de toutes les classes de parcelles, fonction et forme de détention complexe, face aux valeurs et aux normes simples qu'indiquent de façon univoque tous les autres outils. L'habitat suit toujours la tendance dominante, qui détermine son utilité de façon directe, cet outil étant par excellence celui d'une pratique d'usager. On explique ainsi qu'au stade primaire, l'habitat soit individuel et lié à l'exploitation, qu'au stade secondaire il fasse l'objet d'une appropriation privée, généralement collective en raison de sa forte valeur d'échange et de sa localisation concentrée, tandis qu'au stade tertiaire, il est intégré dans le plan d'une organisation rationnelle du sol. Sa triple utilité lui vaut de présenter tour à tour des caractères prédominants primaires, secondaires ou tertiaires repérables au contenu : âges et caractéristiques familiales, origines, activités manifestent les comportements des usagers dans le choix résidentiel, comportements commandés, bien entendu, par le système politique et économique "filtrant" leur perception et déterminant ces comportements par le fait même. Dans la mise en évi-

dence de *syndéictèmes*, il y a donc à tenir compte de caractères socio-résidentiels de l'habitat et de ses contenus à côté d'autres fonctions. De plus, toute parcelle non-résidentielle constitue en elle-même un prolongement du logement, soit au sens strict (parcs, espaces verts, infrastructures) soit au sens large, puisqu'il s'agit alors des lieux de travail, de loisir ou de consommation; tous ces éléments entrent dans la lecture "seconde" de l'aménagement, celle portant sur l'usage. C'est seulement dans cette optique que peut s'instaurer une critique de la praxis, montrant que la résidence peut servir d'instrument de contrôle de l'usager au même titre que d'autres fonctions productives, par un mécanisme sociojuridique d'appropriation. Car l'aménagement résidentiel est le fait de tel particulier qui construit sa villa, de tel promoteur qui équipe un terrain en vue d'offrir des logements, de l'Etat enfin qui, dans une mesure plus ou moins grande, planifie et oriente l'extension résidentielle; la pertinence de l'usage dépend ainsi d'une pertinence de l'échange: "L'utilisateur, écrit LEDRUT, n'ayant pas de pouvoir direct sur ces biens et se trouvant enfermé dans le monde et la culture de l'usage privé, ne s'approprie pas réellement le bien: il est dominé par l'alternative: jouissance du propriétaire ou utilisation du consommateur." (1). Sujétion qui s'exprime, dans les dernières lignes de la *Révolution Urbaine*, par un usage devenu synonyme d'"usure" (2) ou encore, contradiction résolue dans le jugement de HEIDEGGER: "La vraie crise de l'habitation (...) réside en ceci que les mortels en sont toujours à chercher l'être de l'habitation et qu'il leur faut d'abord apprendre à habiter." (3)

La production massive, non intégrée, de logements et la dévalorisation de l'usage libre en son intérieur et son extérieur, la mise sous contrat d'espaces de fréquentation quotidienne sont des manifestations tangibles d'une idéologie fonctionnaliste limitant les

(1) Raymond LEDRUT, *Les images de la ville*, éd. Anthropos, Paris 1973, p. 120.

(2) "L'usager, dès lors, comment le voit-on ? Comme ce personnage assez répugnant qui salit tout ce qu'on lui vend neuf et frais, qui détériore, qui abîme, qui accomplit par bonheur une fonction, celle de rendre inévitable le remplacement de la chose, de mener à bien l'obsolescence. Ce qui l'excuse à peine."
Henri LEFEBVRE, *op. cit.*, p. 248.

(3) Martin HEIDEGGER, *Essais et conférences*, Gallimard, Paris 1958, p. 193.

pertinences d'instruments localisés dans le temps et dans l'espace aux seuls buts que poursuivent les aménageurs, admettant du même coup le caractère "normal" des structures inviolables de l'appropriation privée du sol, au grand mépris d'effets suscités par une non-prise en compte d'intérêts collectifs (1). Or, les pratiques transformatrices d'espace évoluent, elles donnent forme à l'écosystème à travers les stades progressifs ou régressifs d'une *écogénèse*; l'instrument issu du fonctionnement du système économique de production prend plusieurs formes et son utilité sociale représente un ensemble de "grandeurs de sortie"; à côté des "grandeurs d'entrée", une partie de la demande demeure non-satisfaite, parce que nul ne consent à payer lui-même le prix de services destinés à l'ensemble. Les coûts sociaux traduisent donc les répercussions sur des besoins réels de pratiques productives privilégiant certains besoins, pour lesquels se manifeste une certaine demande (une demande solvable); certes, de tels coûts ne se "monnaient" pas, ils s'évaluent en référence aux contraintes d'usage du milieu phénoménal mis à disposition, qui véhicule symboliquement sa valeur et cristallise les rapports sociaux (2). Je voudrais donc souligner ici combien l'idée d'écosystème est féconde, à condition d'envisager tous les aspects sociaux qui en constituent l'environnement dans une approche globale et totalisante (3). Jusqu'ici, l'utilisation de cet instrument de pensée par les géographes - en laissant à part les approches physiques, dont la valeur heuristique constitue un autre problème - ne connaît comme principe d'explication que les mécanismes d'entrée/sortie (demande et offre) basés sur la concurrence des agents de production, c'est-à-dire, en définitive, sur une notion imposée de bien ou de service comme membre d'une valeur (4); tout système économique

(1) On peut transposer ici la critique adressée à la sociologie de type fonctionnaliste (Parsons et d'autres), théories jugées conservatrices, voire conformistes, "négligeant conceptuellement le changement social, et lui faisant obstruction": Ludwig von BERTALANFFY, *Théorie générale des systèmes* (1968), trad. Jean-B. Chabrol, Paris Dunod 1973, p. 201.

(2) Répétons que l'imposition sociale de pratiques (cf PRIETO op.cit.) repose sur un conditionnement symbolique de la connaissance. "Du langage, condition sine qua non de la culture, aux relations symboliques avec ses semblables, statuts sociaux, lois, science, art, morales, religion et bien d'autres choses, le comportement humain, excepté pour les besoins biologiques fondamentaux que sont la faim et le sexe, est gouverné par des entités symboliques." Ibid.op.cit.p.202.

(3) Car l'écosystème, dans lequel, nécessairement, s'inscrit l'action humaine, ne saurait être défini ou connu indépendamment d'une certaine praxis.

(4) Cf. par ex. BERRY, 1971 op. cit., pp. 138 et suiv.

est un sous-système et fonctionne en interaction avec un ensemble de mécanismes culturels; les échanges ne sont eux-mêmes qu'un aspect de pratiques complexes, incluant la fonction d'usage de l'espace: les essais visant à expliquer l'aménagement en tant que système doivent tenir compte de facteurs extra-économiques qui conditionnent l'offre et la demande d'espace - et qui confèrent à l'analyse de la praxis une signification ultime toute différente - sous peine de devenir des résidus explicatifs d'une discipline économique domiciliée. Les doutes épistémologiques soulevés à propos de la géographie (1) semblent, en effet, relever d'une inquiétude mal explicitée à l'endroit des questions que devrait formuler le géographe, qu'on voit trop souvent affirmer sur une base intuitive l'originalité de sa démarche, en refusant de voir que "l'espace en soi n'est rien" et que "seule, la praxis lui donne une signification" (1, *id*), en même temps qu'elle devient son objet d'étude. Or, admettre l'historicité de toute pratique et, en particulier, de la production de l'espace constitue une première étape scientifique essentielle relativement admise et quasiment traditionnelle en géographie; en revanche, le fait que le petit nombre parvienne presque toujours à infléchir à son gré les pratiques qui utilisent l'espace des mêmes lieux géographiques, en modifiant la réalité matérielle qui leur sert de support (ou en la contrôlant) bouscule et ébranle les certitudes acquises dans la réflexion sereine, par le scandale des fonctionnalités oppressives et des dissymétries inexpliquées. Ces faits introduisent le désordre au plan des concepts, ils obligent à penser de deux façons l'aménagement qu'on observe. A quoi bon, en effet, découvrir certaines règles psychologiques, voire sociologiques de la perception et en faire un principe explicatif de l'aménagement si l'on omet de distinguer celle qui impose et celle qui subit le même environnement ? C'est une condition méthodologique du savoir en ce domaine, que de rechercher ce qui est occulté dans le cadre d'une praxis parmi les pertinences qui structurent l'univers du discours de l'usager, c'est-à-dire l'utilité, l'accessibilité

(1) Antoine S. BAILLY, Jean-B. RACINE, *Les géographes ont-ils jamais trouvé le nord ? Questions à la géographie*, in *L'Espace Géographique*, VII-1-1978, pp. 6 et 11.

que celui-ci reconnaît aux lieux, qui lui confèrent une autonomie dans la mesure même où ils correspondent à un accord politique sur les objectifs de l'action collective - c'est-à-dire, du travail - et sur les normes d'encadrement de la vie sociale. L'ambition des géographes pourrait consister dès lors, en reprenant une formule d'Umberto ECO, à "révéler, en montrant les connexions secrètes et implicites d'un système culturel, comment la production symbolique (1) est à même de respecter ou de trahir la complexité de ce réseau de significations, le rendant propre (ou impropre) à servir à la tâche humaine de transformation du monde" (2). Dans un dévoilement des idéologies interposées entre une réalité produite et les sujets qui définissent collectivement cette même réalité, les sciences de l'homme peuvent rendre compte d'une société en dégageant ses normes et ses valeurs, montrant l'action politique des "instances unifiantes" et celle, économique, des "instances de mise en procès" (3).

(1) Remarque sur cette expression : c'est un pléonasme.

(2) "Una teoria dei codici (...) dimostra a questo punto il suo potere praticamente euristico. (...) essa rivela, mostrando le connessioni segrete e nascoste di un dato sistema culturale, i modi in cui il lavoro di produzione segnica può rispettare o tradire la complessità di questo reticolo semantico, adeguandolo al (o separando da) lavoro umano di trasformazione degli stati del mondo". Umberto ECO, *Trattato di semiotica generale*, Bompiani, Milano 1975, p. 370.

(3) Julia KRISTEVA, *Pratique signifiante et mode de production : la traversée des signes*, coll., éd. du Seuil, Paris 1975, p. 11.

LEXIQUE

Ce lexique présente en résumé les principaux concepts sur lesquels s'appuie l'exposé de la première partie de ce travail, qui est consacrée à l'élaboration d'une problématique. Les renvois au texte sont effectués dans l'index (infra).

Action collective Ensemble de pratiques imposées de production, d'échange et de consommation, qui déterminent l'aménagement de l'espace tout en exerçant leur contrainte au-travers des moyens établis dans cet espace.

Aménager,-eur,-ement Termes désignant la disposition de parcelles d'espace en tant qu'outils détenus et façonnés pour la production de biens et de services.

Cadre opérationnel Ensemble d'institutions qui légitiment certaines conceptions relatives aux moyens de production, en conformité avec les finalités assignées à l'action collective.

Carte mentale Représentation individuelle d'une portion d'espace, fondée sur un critère d'usage et construite en fonction de l'intensité de l'information reçue du sujet qui identifie divers lieux avec une pertinence qui lui est propre.

Centralité (d'un lieu) Caractéristique reconnue comme pertinente dans une conception tertiaire de l'espace: attribut d'organisation de l'écoumène.

Concept Classe logique formée des objets qui sont connus comme ayant en commun une ou plusieurs caractéristiques, par lesquelles ils diffèrent d'autres objets.

C. aménagiste Classe formée des parcelles d'espace caractérisées par une certaine fonction productive et une certaine forme juridique d'appropriation.

C. d'usager Classe formée des divers lieux caractérisés par une certaine utilité individuelle et un certain degré d'accessibilité.

Coopération Fonction d'un système d'action collective indéfiniment composable, grâce au groupement d'opérations réversibles (forme tertiaire du cadre opérationnel, cf. J. Piaget).

Créativité Faculté d'opérer avec un objet nouveau en tant que membre d'une classe, laquelle résulte elle-même du produit logique de classes connues. Cf L. Prieto.

C. aménagiste Faculté de reconnaître une portion d'espace aménagé par certains traits qui l'opposent à d'autres portions (c. spéculative) ou faculté d'introduire une nouvelle pratique dans un espace, en aménageant une ou plusieurs parcelles dotées de caractéristiques nouvelles pour cet espace.

Déixie Fonction propre d'une parcelle aménagée, qui consiste à révéler un état actuel d'un système d'action collective.

Syn- Fonction d'un ensemble de parcelles contigües comme objet composé.

Echelle Relation créée par composition entre un élément-parcelle ou -lieu et un ensemble d'éléments, dans la conception aménagiste ou dans celle d'usager d'une portion d'espace. Cette relation est construite corrélativement du côté du sujet et du côté de l'objet; côté sujet, elle met en oeuvre différents types d'association et côté objet, une double série de composantes hiérarchiques, à savoir des échelons de contrôle territoriaux et des niveaux d'interaction spatiale.

Ecogénèse Processus commutatif d'aménagement de l'espace et d'aménagement des rapports sociaux, tel qu'à chaque parcelle aménagée correspond une valeur productive et une valeur d'échange, caractéristiques d'un stade d'aménagement.

Ecosystème Ensemble d'éléments de la géosphère (atmo-,hydro,lithosphère) et de la biosphère (phyto-,zoosphère) dont les interrelations actuellement connues permettent à l'homme d'exercer des pratiques qui impliquent un aménagement et un contrôle, en fonction d'objectifs envisagés dans l'exercice de ces mêmes pratiques.

Ecoumène (ou oekoumène, oecoumène, écumène) Espace aménagé ou habité par l'homme.

Empirisme a) en "intension", théorie qui place la connaissance d'objets "concrets" au point de départ du processus de construction de connaissances "abstraites".
b) en "extension", théorie qui admet que la réalité est d'abord reconnue comme telle dans ses limites dites "naturelles" (ne nécessitant aucune explication) et qu'à l'intérieur de cette réalité "totale", par rapport à elle, chaque connaissance découpe un certain univers du discours auquel elle se réfère (Cf. L.Prieto).

Espace Système de propriétés (topologiques) d'une série d'objets. Voir écosystème, géosystème, superstructure aménagée.

Fonction Objectif et raison d'être d'une pratique, expliquant la structure sémiotique sur laquelle se fonde une certaine connaissance de la réalité matérielle.
Exemples: la communication, fonction sémique. La production d'objets d'échange impliquant un aménagement de l'espace, fonction déictique.

Géographie Science de l'homme qui explique les connaissances dérivées des pratiques d'aménagement de l'espace, que ces connaissances soient scientifiques - comme celles tirées de la géographie physique en tant que science de la nature - ou non scientifiques, telles que la connaissance d'aménageur ou celle d'usager.

Géosystème (voir Hild. Isnard, L'Espace Géographique, v.bibl.) Notion qui rejoint celle de superstructure aménagée (Cf. pp. 88-96 supra) en tant que réalité historique distincte de la réalité matérielle, et qui réside précisément dans la façon dont est organisée et modifiée cette réalité première et naturelle (Cf. L.Prieto).
"...à la nécessité, il oppose la contingence ou plutôt la multiplication relative du nombre de possibilités issues de la différence". (Isnard, op.cit., p. 152)

Idéologie Présentation de la réalité matérielle qui se prétend non-assujettie à un point de vue particulier, donc, qui se dit indépendante de toute pratique et croit refléter cette réalité "telle qu'elle est". Voir aussi p. 162 supra.

Interaction sociale Toute pratique impliquant deux ou plusieurs sujets dans une relation, par laquelle ces derniers conçoivent de la même façon un objet, tout en exerçant par ailleurs des pratiques différentes par rapport à cet objet.
Exemples: influence exercée dans l'acte de communication. Actes d'échange.

Localisation Position d'un objet dans un système de référence.

L. absolue: caractéristique d'un objet considérée comme pertinente dans une conception primaire de l'espace: attribut d'exploitation, espace-ressource.

L. relative: Idem dans une conception secondaire: affectation, espace-support.

Milieu décisionnel Système de normes et de valeurs d'action collective.

Milieu phénoménal Univers des objets matériels envisagés comme moyens et aménagés comme outils au sein du cadre opérationnel d'un système d'action collective.

Norme aménagiste Pertinence imposée dans l'aménagement de l'espace par le truchement des lois qui déterminent les façons légitimes de s'approprier une parcelle.

Norme d'usager Formalisation juridique des pratiques légalement admises parmi celles qui supposent une utilisation d'infrastructures.

Néguentropie Information produite par une maîtrise de la réalité matérielle, relativement au but poursuivi à travers cette maîtrise.

Objectivité a) dans les sciences de l'homme en général: connaissance d'une connaissance historique de la réalité matérielle, considérant cette connaissance historique comme distincte de ce qui constitue son objet, comme une réalité finie: le concept. b) en géographie humaine: connaissance des lieux aménagés et habités par l'homme considérés en tant que réalités historiques et se bornant à expliciter les concepts qui les sous-tendent en expliquant leur pertinence.

Voir Idéologie.

Opérant Classe que forme un outil déterminé et tous les autres outils possédant la même utilité (Cf. L. Prieto).

O. d'aménageur Classe d'outils aménagés dans l'espace (primaire, secondaire ou tertiaire).

O. d'usager Classe de lieux présentant la même utilité.

Paradigme Système de classement (par équivalence et opposition).

P. économique Système de classement de facteurs de production.

P. juridique Système de classement d'un ensemble de comportements.

P. aménagiste de base Système de classement des parcelles aménagées, en tant qu'outils assujettis à différents modes de propriété.

Parcelle aménagée Entité juridique servant d'unité de découpage de l'espace et pouvant faire l'objet d'une mise en valeur productive.

Pertinence Equivalence des objets considérés comme membres d'une classe, découlant du point de vue duquel on considère ces objets (Cf. L. Prieto).

Pouvoir des aménageurs L'emploi du terme pouvoir dans ce contexte entend signifier que les décisions d'aménagement instaurent un système d'action collective, sans toutefois être prises dans une totale autonomie, mais en liaison avec l'exercice d'un pouvoir économique et d'un pouvoir politique.

Pratique aménagiste Appropriation et contrôle économique d'une portion d'espace.

Pratique d'usager Toute action impliquant la détermination d'un lieu adéquat par rapport aux conditions spatio-temporelles que requiert cette action.

Régulation Fonction d'un système d'action collective partiellement composable par le réajustement d'effets externes, issus d'une concurrence inter-groupes (forme secondaire du cadre opérationnel (Cf. J. Piaget)).

Rôle ou statut social Fonction exercée comme sujet individuel ou collectif au sein d'un système d'action collective et faisant l'objet d'une compétition socio-économique.

Rythme Fonction d'un système d'action collective à réglage alternatif (saisons, cycles végétatifs, calendrier à succession uniforme) caractérisant la forme primaire d'un cadre opérationnel (Cf. J. Piaget).

Stade d'aménagement Etat d'une pratique aménagiste privilégiant une conception productive du milieu phénoménal ainsi qu'un type de propriété du sol.

Le stade primaire privilégie la localisation absolue des ressources exploitables et/ou la détention individuelle du sol.

Le stade secondaire privilégie la localisation relative de différents facteurs de production et/ou l'appropriation collective privée.

Le stade tertiaire privilégie la centralité et/ou la détention publique de l'espace.

Structure Disposition des parties d'un ensemble construit.

(S. oppositionnelle, s. sémiotique, Cf. L. Prieto).

S. foncière Mode de répartition du sol dans un territoire par catégories d'emprise.

Superstructure aménagée Réalité historique manifestant une conception de l'espace du point de vue économique et du point de vue social. Réalité bifaciale (à face signifiante et à face signifiée).

Territoire Aire d'extension d'un système de contrôle politico-juridique; sens large : aire délimitable en fonction d'un certain système de contrôle (ethnique, linguistique, etc...).

Valeur Cf. supra p. 76.

A P P E N D I C E

jeu de simulation

Un groupe de trois personnes au moins peut jouer le rôle d'une équipe d'aménageurs, en pratiquant la mise en valeur d'un espace représenté par un damier de 142 parcelles, sur lequel est dessiné un réseau de transport préétabli, inspiré de Lösch:

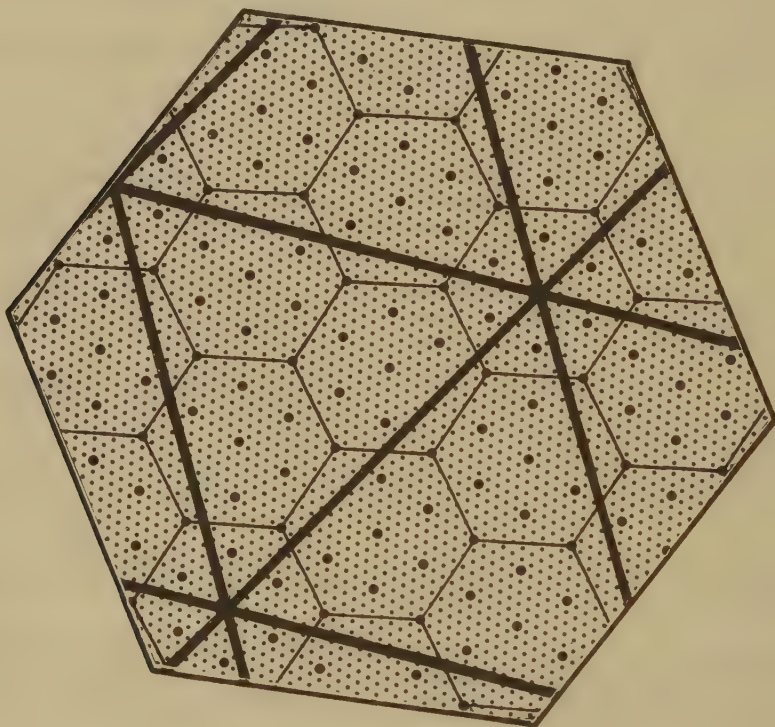


Figure 25. : Damier pour le jeu des stratégies spatiales.

Description: Des pièces de trois couleurs sont acquises auprès de la banque centrale, chacune portant également la marque distinctive d'un des joueurs (tête ronde, carrée, triangulaire, etc); ces pièces s'ajustent par un pivot dans le support.

pièces vertes: Fonctions primaires, peuvent investir un espace vide ou remplacer une autre pièce verte. Valeur d'achat: 10 points.

pièces rouges: Fonctions secondaires, doivent se raccorder au réseau de transport, soit directement sur le tracé d'une arête, soit par contact avec d'autres pièces rouges ou vertes. Valeur d'achat: 100 points.

pièces jaunes: Fonctions tertiaires, doivent occuper d'abord les noeuds du réseau, c'est-à-dire ses trois sommets, puis peuvent s'étendre le long des axes en remplaçant une autre pièce jaune, une pièce rouge ou une pièce verte. Valeur d'achat: 1000 points.

Fonctionnement: L'initiative de l'aménagement au premier tour de table est attribuée par un jet de deux dés. L'achat des pièces est opéré en monnaie distribuée par la banque centrale selon le score aux dés à chaque tour de jeu. Les pièces vendues ont une forme distinctive, mais peuvent être échangées, changeant dans ce cas de forme, mais non de couleur. Elles peuvent en tout temps être retirées, notamment lors de l'abandon d'un des joueurs; le terrain en friche est mis à nouveau en vente dès le tour du prochain joueur. Le crédit par la banque est exclu, mais non l'échange de terrains entre aménageurs, à valeur égale. L'achat en commun par plusieurs joueurs est signalé sur la parcelle par une pièce plus grande ayant une forme distinctive et une des trois couleurs. La partie se déroule en tour de table par un jet de dés et par une opération d'achat ou de vente; chaque joueur est tenu d'effectuer un aménagement ou une mise en friche - au cas où ses propositions sont repoussées - lorsque vient son tour.

Stratégie et enjeu: Le but du jeu consiste à contrôler l'espace grâce à des achats individuels ou des associations. Ce contrôle est réalisé et il marque la fin du jeu lorsque les trois centres sont placés sous la même emprise tertiaire (jaune) individuelle ou collective, mais aussi lorsque le réseau tout entier sauf les centres est maîtrisé en rouge ou les surfaces sauf le réseau en vert; dans ces trois cas, on admet que le monopole exercé par un secteur assujettit définitivement les partenaires au contrôle de l'individu ou de la société monopoliste. L'enjeu se concrétise toujours dans une rivalité entre les propriétaires des trois centres (ceux des deux villes intérieures et celui de la ville-frontière), mais cette concurrence est aussi exposée aux contre-stratégies primaires ou secondaires. Les partenaires les plus forts peuvent s'allier et mettre en difficulté les tiers en leur imposant, faute de pouvoir progresser par eux-mêmes, une mise en friche par le retrait progressif de leurs pièces qui retournent à la banque centrale; mais le jeu des alliances peut aussi se renverser avant qu'un des partenaires ne quitte le terrain et son influence propre, bien que mineure, peut être utilisée. C'est l'intérêt de tous les joueurs de chercher à collectiviser les terres en évinçant un ou plusieurs aménageurs, qui seraient alors contraints à émigrer. En effet, au cas où tous les joueurs seraient mis en difficulté, c'est-à-dire obligés à mettre en friche sinon à vendre, tout au long d'un même tour de table au cours duquel aucun ne trouve acquéreur ou vendeur, il y aurait crise et le jeu s'arrêterait ainsi sans vainqueur.

Le schématisation des instruments et des règles qui caractérise ce jeu a pour but de mettre en évidence l'aspect subjectif des stratégies d'aménageur. La forme du réseau et la position prédéterminée des centres, de même que les grandeurs d'échelle associées au pavage primaire sont totalement arbitraires et l'on pourrait imaginer n'importe quel autre canevas spatial sans modifier fondamentalement les hypothèses et les règles essentielles. Celles-ci prétendent résumer le point de vue aménagiste, selon lequel l'espace prend trois valeurs distinctes, celles de localisation absolue, de localisation relative et de localisation centrale, fait l'objet de trois modes d'appropriation et se structure nécessairement de telle sorte, qu'une hiérarchie finit par s'imposer, tant sur le plan fonctionnel que sur celui des niveaux de décision quant à sa gestion.

DEUXIEME PARTIE

INTRODUCTION GENERALE

Le but de cette seconde partie est une illustration des concepts qui ont été présentés et explicités jusqu'ici en-dehors de toute référence régionale, illustration qui devra servir de test d'une problématique prise dans son ensemble (1). En effet, l'étude du cadre genevois ne consistera pas à traiter d'un domaine particulier ayant trait à son aménagement - objectif parfaitement envisageable à partir de cette même situation de recherche - mais bien plutôt à tester la méthode exposée dans la première partie sous sa forme la plus générale.

Cette méthode consiste, rappelons-le, à considérer toute portion d'écoumène comme le produit de pratiques aménagistes d'une part et, d'autre part, comme un produit imposé à d'autres pratiques impliquant un usage de ces objets. On a donc admis comme postulat de recherche que la géographie étudie les connaissances qui portent sur cette réalité matérielle qu'est l'espace terrestre habitable, connaissances qui, toutes, reposent sur des pratiques. Une science de l'homme prenant ces mêmes pratiques, à leur tour, comme objet, son appareil méthodologique repose sur l'explicitation de leurs points de vue respectifs et la reconnaissance des concepts ayant servi à leur exercice. Autrement dit, l'illustration portera sur une mise en forme de la portion d'espace choisie comme échantillon, principalement du point de vue des aménageurs, secondairement de celui des usagers pour lesquels n'a pu être mis au point un appareil méthodologique d'enquête. Par hypothèse, en effet, cette analyse atteint son but lorsqu'elle parvient à mettre en évidence les conceptions liées à des pratiques et les comportements dont celles-ci témoignent. L'opposition des comportements aménagistes et des comportements d'usagers (ces derniers étant connus surtout par des faits de répartition socio-résidentielle) permettra de montrer comment l'espace sert aux uns d'instrument productif et aux autres d'instrument d'usage et de résidence. Mais quelle différence existe-t-il, dira-t-on, entre l'utilisation productive d'un espace et son usage résidentiel, qui, lui, aussi, est toujours productif de quelque chose ? L'introduction de la valeur d'échange dans un univers d'usage - pour tous, en effet, l'écoumène est un mo-

(1) Les considérants théoriques et les principes méthodologiques sont développés aux pp. 19-20, 26, 40-47, 54, 65, 72, 78-100, 125-166.

yen - explique l'apparition de ce phénomène étrange de la prise de pouvoir des détenteurs de l'espace, prise de pouvoir symbolique qui porte, en définitive, sur un usage "normal" ou "normalisé" d'infrastructures et qui légitime leur appropriation exclusive et leur contrôle. Si une certaine conception impose un usage tandis que d'autres conceptions subissent l'usage imposé, en d'autres termes, si l'une se projette dans la réalité phénoménale, tandis que d'autres constatent l'existence de cette réalité comme un ensemble de moyens adaptés seulement à une certaine pratique, cela signifie qu'au lieu d'envisager l'espace à partir de sa fonction ultime, l'habitation, on le fait à partir d'une production dissociée de cette fonction fondamentale et on oblige à habiter à partir du bâti. Il faudrait donc méditer la pensée de HEIDEGGER dans "Bâtir-Habiter-Penser" (1), un essai qui propose de "penser touchant l'*habiter* et le *bâtir*" (2). L'*habiter*, lit-on, est une notion synonyme d'usage et "nous ne parvenons, semble-t-il, à l'habitation que par le *bâtir*" (2, *id.*). Toutes les constructions humaines entrent dans le domaine de l'habitation, mais elles posent toutes cette question fondamentale : "ont-elles en elles-mêmes de quoi nous garantir qu'une *habitation* a lieu ?" (3). Si l'*habiter* est le but du *bâtir* - tout but livrant au moyen sa pertinence et délimitant cette pertinence - "bâtir est déjà, de lui-même, habiter" (3, *id.*). Retenant la leçon de HEIDEGGER lorsqu'il montre à travers le langage qu'en vieux-haut-allemand, "*buan*", bâtir, signifie précisément "habiter", reprenons maintenant ce bref propos d'introduction sur le thème des valeurs; l'aménagement permet, en créant de l'*habitation* dans un sens large, de bâtir, c'est-à-dire de concevoir l'*habiter*. Mais ceci n'est à la portée que de ceux qui habitent; l'échec de l'urbanisme pratique ou appliqué (opposé à la réflexion sur l'urbain), qui se substitue de lui-même à celui qui "habite", est dès lors évident, postulé *a priori*, attendu par définition. Il opprime l'usager, ce dernier n'étant plus le bâtisseur-habitant qui exerce une part de contrôle, mais devenant simple utilisateur, privé

(1) Martin HEIDEGGER, *Essais et Conférences*, op. cit., pp. 170-193.

(2) *Ibidem*, p. 170.

(3) p. 171.

d'une connaissance qu'implique le *bâtir*, débarrassé même de la notion d'*habiter* puisqu'il ignore non seulement "pour quoi" il habite, mais aussi "comment". A tout le moins, sa pratique est-elle dissociée de celle qui produit l'outil, donc distraite d'une opération collective d'habitation, rendue, par le fait même, impossible ou illusoire.

Un tel cadre de référence n'entraîne pas le refus du relatif et la critique de faits réels au nom d'une utopie, - qui consisterait à opposer le réel à l'irréalisable -. Constat des rapports qui unissent des comportements possibles à des comportements aménagistes réels, à travers les moyens mis à disposition, cette étude s'en prend aux idéologies, c'est-à-dire aux conceptions qui s'autojustifient et perpétuent ces rapports; elle implique donc seulement le refus d'une impossibilité

L'étude du cas genevois s'articulera sur trois séries de traits caractéristiques reconnus à tout espace. Les premiers concernent les ressources, leur perception et leur gestion, non seulement par des unités productives, mais aussi par les habitants. Un second ensemble de traits sera ensuite examiné, ¹¹³relatif au réseau d'interaction spatiale, tel qu'il est conçu dans l'affectation par zones et tel qu'il s'impose aux usagers dans l'organisation de leurs déplacements habituels ou occasionnels. Enfin, le troisième chapitre sera consacré à l'étude de la centralité, notion tertiaire traduite en actes par une organisation urbaine des services, une emprise foncière radioconcentrique et certains flux visibles ou invisibles; il dégagera le corollaire de cette conception fonctionnelle de la centralité, à savoir un éloignement différentiel du centre que les résidents sont amenés à supporter, avec tous les inconvénients pour la vie de relations que cela implique. En somme, cet aperçu de la pratique genevoise de l'espace devrait permettre d'évaluer l'ouverture du cadre opérationnel instauré à un certain moment d'observation, en soulignant les valeurs et les normes qui président actuellement aux comportements aménagistes et qui s'appliquent aussi, sous l'effet de contraintes et de limites inscrites au sein du milieu phénoménal, aux comportements des usagers. Une telle synthèse nécessite la reconstruction, par l'analyse de données et la cartographie, d'un espace instrumental.

CHAPITRE PREMIER:

L'EXPLOITATION DE L'ESPACE

INTRODUCTION

Les besoins primaires sont d'ordre physiologique, mais s'étendent, au fur et à mesure du progrès technique, à une conception globale des valeurs extraites du sol et du sous-sol; leur satisfaction dépend donc directement du milieu physique et seuls, des choix conscients de la complexité d'un écosystème permettent de gérer à bon escient les ressources primaires, tant par l'allocation d'espace aux fonctions productives que par une sauvegarde d'attributs non-renouvelables et nécessaires à la qualité de la résidence et des loisirs. Il convient donc d'étudier successivement l'instrument primaire - afin d'évaluer l'importance accordée aux facteurs d'extraction et d'exploitation, ainsi que ses modes d'emprise et de contrôle - puis la dimension seconde de cette conception globale, manifestée à travers ses conséquences sur l'utilité primaire de l'espace du point de vue de la population résidente.

Avant même de formuler des hypothèses en relation avec la perception primaire de l'espace de la part de la population genevoise, il faut tenter de situer le contexte techno-économique et socio-juridique dans lequel s'inscrit cette perception. Le fait qui domine l'aménagement primaire à Genève est la rareté de l'espace, historiquement liée à une définition politique du territoire donnée par le Congrès de Vienne (en 1815) et divers traités de rattachement (Paris 1815; Turin 1816). Auparavant, la partie nord non genevoise relevait de la France, tandis que les douze communes réunies lors du Congrès de Vienne, ainsi que Chêne et Thônex lors de celui de Turin, étaient d'obédience sarde. Cet amalgame a d'ailleurs laissé des traces dans l'opposition observable entre l'*openfield* d'ancienne appartenance genevoise et les Communes Réunies, plus bocagères. Résultat d'un compromis politique, le territoire genevois se limite ainsi arbitrairement à la portion centrale de la cuvette physique, dans laquelle s'étendent des terres de culture.

L'exiguïté du territoire cantonal fournit donc un premier élément de contrainte physique, en ce sens que l'exploitation primaire a nécessité des mesures de protection légale. Depuis les années 1960, l'extension de la construction liée à une forte croissance démographique

a été contenue dans des limites spatiales définies par un plan de zones (1); concernant les espaces extérieurs à l'agglomération, cette loi est libellée comme suit :

Art. 11. La cinquième zone est destinée aux exploitations et habitations rurales et aux villas.
Elle se divise en deux classes :

- a) la cinquième zone résidentielle (5ème zone A)
- b) la cinquième zone agricole (5ème zone B)

Des villas ne peuvent être construites qu'en cinquième zone résidentielle (5ème zone A)

Le même article définit encore le contenu des espaces verts :

"La zone des bois et forêts comprend l'aire forestière et les bois (2).

La zone de verdure comprend les terrains servant à l'usage public et destinés au délassement".

Deux points méritent une attention particulière en ce qui concerne la cinquième zone :

1.- Les constructions agricoles, ainsi que les bâtiments ou installations d'intérêt général, "dont l'emplacement est imposé par leur destination", ne sont pas soumis aux limitations de gabarits relatifs à la surface des parcelles.

2.- Ces gabarits visent à éviter toute construction élevée et en ordre contigu. En outre, les bâtiments résidentiels ne doivent pas, sauf exceptions, abriter plus de deux logements (S. 5, Art. 145). D'autre part, le périmètre des villages et hameaux est classé en quatrième zone protégée :

"La quatrième zone est destinée à de petites maisons d'habitation. Elle se divise en deux classes :

- a) la quatrième zone urbaine (4ème zone A)
- b) la quatrième zone rurale (4ème zone B)

Des villas peuvent être construites en quatrième zone rurale".

(1) *Législation genevoise, Loi sur les constructions et les installations diverses, du 25 mars 1961. Titre I, Chapitre II, Section I : Caractères des différentes zones.*

(2) *D'après la Statistique de la superficie de la Suisse, 1972, Tab. 3 p. 115, la forêt couvre 11 % de la superficie totale du canton.*

La répartition spatiale des cinquièmes zones A et B ainsi que de la quatrième zone B protégée montre que le législateur a voulu protéger les espaces de culture (5B), mais également contenir le développement immobilier dans les autres zones, ne tolérant que l'acquisition de parcelles de zone A en vue de construire des villas. A cet égard, il serait vain d'insister sur l'arbitraire de cette loi, qui émane directement d'une pratique privilégiant, dans laquelle les normes d'appropriation privée s'imposent aux dépens de finalités d'intérêt général. La cinquième zone A, dont le développement prévu est certes limité, entérine une situation acquise d'emprise individuelle sur les sites résidentiels les plus recherchés et interdit notamment l'accès aux bords du lac. Ainsi donc, le cadre opérationnel exerce un contrôle des périmètres d'extension résidentielle de manière à permettre à l'agriculture de se maintenir, en lui assurant une protection par le classement de ses terrains. Un second facteur pèse, cette fois au niveau suisse, dans les décisions d'exploitants en faveur d'une culture intensive; ce sont les mesures de soutien direct à l'agriculture, qui ont pour conséquence une spécialisation de la production. Il faut donc distinguer parmi les fonctions primaires productives celles qui sont orientées dans le sens de la politique agricole suisse (céréales, élevage, viticulture) et celles qui ont pour débouché direct l'agglomération, qui obéissent donc davantage aux stimulations de la demande locale. Enfin, les fonctions primaires impliquent certains modes juridiques d'appropriation du sol; les principaux types de détention à envisager se résument dans une appropriation individuelle en faire-valoir direct ou indirect (le fermage), une appropriation collective privée de certains gisements et la détention publique d'espaces verts, celle aussi, privée, de parcelles exclusivement résidentielles.

PREMIERE SECTION :

L'ESPACE, POURVOYEUR DE RESSOURCES

Commencer par une étude des fonctions productives primaires constitue un choix logique qui a ses revers; en effet, il sera difficile de comprendre leur situation avant même d'avoir évalué l'importance relative des deux autres secteurs, qui explique une prise en charge, par subventionnement, des revenus agricoles comme correctif à la non-compétitivité de ce secteur. On doit toutefois en mesurer l'aire d'extension et étudier les normes de répartition du sol agricole, pour situer le cadre local dans lequel s'inscrit l'agglomération.

1.1.1. Analyse des fonctions primaires

Selon le recensement fédéral de la population de 1970 (1), il apparaît que les actifs primaires ne représentent que 1 % du total des actifs dans une agglomération étendue à 28 communes, mais 15.9 % dans une autre série de communes (l'exclave de Céligny mise à part), dont 10 constituent l'excroissance ouest du canton, 2 sa limite sud, 3 son appendice oriental et une seule, son extrémité nord. Ces deux moyennes fort inégales indiquent donc un certain partage de l'espace, examiné plus en détail par la suite. En seconde approche, et à partir, cette fois, du recensement fédéral de l'agriculture de 1969 (2), j'indiquerai qu'au cours des trente années qui précèdent l'état 1970, la main-d'oeuvre agricole masculine s'est réduite de 60 %; toutefois, si dans ce même mouvement le taux de main-d'oeuvre permanente a diminué de 5 %, au profit d'une main-d'oeuvre occasionnelle représentant en 1969 le quart seulement du total, ce déficit relatif des travailleurs à plein temps n'est dû qu'aux étrangers à la famille, c'est-à-dire aux employés agricoles. Enfin, un troisième fait que je placerai en exergue de ce bref examen du secteur primaire productif genevois, concerne la situa-

(1) D'après l'Annuaire Statistique de Genève, 1972, p. 64.

(2) Idem, 1972, p. 117.

tion du canton dans le contexte suisse. Or, il ressort du recensement de 1969 (1) que Genève est en tête des cantons en ce qui concerne la SAU (surface agricole utile) moyenne par exploitation avec 190 ares, suivi par Vaud (185 a), Neuchâtel (166 a) et Zürich (154 a) contre une moyenne suisse de 122 ares. Ces trois arguments suffisent à rejeter l'hypothèse d'un abandon massif de la part des agriculteurs et nous obligent à resituer la diminution vertigineuse des effectifs bruts dans un cadre spatial certes rétréci, mais structurellement stable en ce qui concerne les exploitants, dynamique même, pour ce qui est des superficies cultivées par unité de travail.

Cette ceinture primaire est essentiellement céréalière :

Terres ouvertes (2)		8'639 ha soit 67.5 % SAU	
dont céréales	7'032 ha		
colza	825		
pommes de terre	281		
légumes	296		
autres	205		
Prairies naturelles		1'871	14.6
Prairies artificielles		1'028	8.0
Vignes		1'030	8.0
Cultures fruitières		101	0.8
Autres		127	1.1
Total SAU		12'796	100.0

Tableau 2. : Utilisation du sol en 1969 (3)

La zonation des cultures obéit en partie aux distributions d'attributs hydrogéologiques, pédologiques (4) et morphologiques. C'est

(1) Recensement fédéral, tableau 3.8, p. 41.

(2) C'est plus du tiers de la superficie cantonale, alors que les espaces bâtis ne couvrent encore que 18,8 % selon la statistique de 1972. La SAU atteint 52 %, forêt non comprise. Voir les résultats du recensement regroupés, annexe 1.

(3) Regroupement des données du Tableau 1.6 du recensement de l'agriculture de 1969, p. 245.

(4) Atlas de la Suisse, Imhof 1965, cartes 7, 16 et 50.

ainsi que la moitié sud, graveleuse, s'oppose à la moitié nord, glaiseuse; de nombreuses buttes de gravier coupent les champs de leurs taillis. La plaine alluviale de l'Aire, au contact sud de l'agglomération, connaît traditionnellement une vocation maraîchère, tandis que la vigne occupe surtout des promontoires molassiques. Dans l'ensemble, ces sols argileux fluvio-glaciaires sont d'une fertilité moyenne, "terres froides et dures à travailler qui ont fait naître, autour de Genève, une polyculture d'assez faible rendement" (1). Mais de gros efforts ont été accomplis pour améliorer ces conditions, drainer les sols inscrits en cuvette (2) et en corriger l'acidité, de telle sorte que les rendements actuels ne sont plus comparables à ceux d'autrefois, qui faisaient la hantise de l'ancienne Genève.

Ces indications d'ordre général (3) ont permis de situer à la fois dans l'espace et dans le temps les conditions de maintien du secteur primaire, dont l'étude cartographique permet de fixer la phytionomie dans le détail (4).

Ayant, par un choix délibéré, renvoyé dans un dossier les cartes et les commentaires techniques qui les concernent, je me bornerai ici à mentionner l'emploi d'une analyse triangulaire, visant à dissocier les types de culture; on a obtenu ainsi trois catégories de communes: la dominante céréalière (céréales panifiables), la dominante fourragère (avec céréales fourragères) et la dominante maraîchère (culture de légumes en champs). Quant à la viticulture, elle occupe en moyenne 8 % de la Surface Agricole Utile dans le canton, de sorte qu'il a suffi de la faire apparaître en superposition sémiologique dans les espaces atteignant ce taux moyen.

(1) P. GUICHONNET, *Les problèmes géographiques de Genève, Cours de l'Université, 1968, polycopié p. 13.*

(2) *Atlas de la Suisse, carte 56.*

(3) *Voir Genève, le pays et les hommes, publication de la Société de Géographie de Genève, 1958.*
L'article de M. DUGERDIL, Agriculture genevoise, pp. 287-329 établit l'inventaire, pour l'époque, des conditions de production.

(4) *Rappel : les commentaires de cartes renvoient au dossier.*
Cf. carte 1. : Surface agricole utile en 1969 et type dominant d'utilisation du sol.

L'anamorphose partielle de la SAU sur un fond de densité de culture permet tout d'abord de souligner certains contrastes entre une zone médiane peu agricole et les grands terroirs du Mandement, de la Champagne et de Meinier-Jussy, ainsi que l'angle nord de Collex-Bossy, qui forment quatre noyaux de culture dans un espace hors-agglomération (selon la définition 1964) atteignant un taux moyen de SAU de 77 %. Quant aux types de culture, le partage est presque constant entre une production de céréales, qui coïncide généralement avec les espaces agricoles les plus vastes, et une production de lait et de viande formant, par prédilection, des flots dans les terroirs de moindre étendue (extrémité ouest du canton, contact urbain de Cologny-Vandoeuvres-Choulex, rive droite du lac) ou plus morcelés par l'avancée d'autres types d'aménagement. La culture maraîchère, enfin, de peu d'importance en superficie mais de grand poids par rapport à la valeur produite, détache avec netteté son secteur d'implantation au sud de la Ville, entre le cours de l'Aire et le Salève jusqu'à Chêne. En localisant encore la viticulture et l'extraction, on a une vision synthétique des surfaces primaires, dont il apparaît que les meilleures terres (l'alluvion de l'Aire) sont réservées aux besoins urbains stimulant des productions spécialisées, tandis que les ensembles les plus compacts de terrains de culture sont dévolus aux productions subventionnées (blé ou maïs essentiellement). L'aménagement primaire obéit dans une faible mesure à un gradient de distance à la ville, si l'on tient compte de la localisation d'une ceinture maraîchère dans les communes proches et, au contraire, de l'éloignement relatif des zones viticoles. Une opposition plus nette apparaîtra dans le même sens sur une carte des résidents actifs agricoles ou membres de la population dite agricole, permettant de situer ponctuellement les lieux d'exploitation.

Comme les agriculteurs ne sont pas astreints à la Taxe Professionnelle Communale, le fichier des entreprises (1) ne les a pas localisés; en revanche, le recensement de la population de 1970 comporte, outre les actifs du secteur primaire, une rubrique "population agricole".

(1) Fichier constitué à partir des formules de déclaration de la Taxe Professionnelle Communale, du recensement de la population de 1970 et d'enquêtes auprès du secteur public pour l'année 1970.

qui sera utile pour situer les zones dans lesquelles les agriculteurs sont en nombre important (1).

Je m'en tiendrai, dans ce commentaire, au niveau supérieur de lecture, laissant de côté les zones qui apparaissent à un niveau moyen et les contrastes locaux; la carte suggère une opposition entre l'écharpe nord-ouest/sud-est de la Ville et de ses annexes, dont certaines dessinent un liséré étendu riverain du lac et où dominent les actifs, et d'autre part une ceinture agricole coupée à Chêne et à Meyrin, qui ressort par ses densités d'exploitants et dessine quatre ensembles. Dans la partie occidentale du Mandement et de la Champagne, on discerne quelques flots d'actifs à Avully, Cartigny, Verbois et Satigny-bourg, abritant du personnel non-exploitant (voire non-agricole, c'est-à-dire occupé dans d'autres branches du secteur, sauf les branches d'extraction qui sont recensées comme secondaires). Le second grand ensemble agricole est constitué par la partie orientale du canton; toutes ces communes comportent des flots hébergeant des actifs primaires non-exploitants, soit qu'ils travaillent eux aussi dans la sylviculture, l'horticulture, etc..., soit comme employés dans l'agriculture. En troisième lieu selon la superficie vient la partie sud-centrale, de Bernex à Veyrier, encore plus pénétrée de population active primaire non-exploitante. Enfin, la partie nord concerne la commune de Collex-Bossy et les moitiés ouest de Bellevue, Genthod et Versoix. Les deux rives du lac n'ont plus qu'une agriculture disséminée. Quant à la partie centrale, c'est-à-dire l'agglomération dans une acception restreinte, on y relève un bon nombre d'actifs I, mais également toute une population agricole éparse : il peut s'agir là

(1) Cf. carte 2. : *Résidents du secteur primaire en 1970.*

d'une résidence urbaine d'exploitants migrant quotidiennement et de leur famille.

Il serait donc abusif actuellement de parler d'un canton de Genève rural, en raison de la pénétration résidentielle en zone agricole. Une expression plus propre à caractériser ces zones, où la strate primaire demeure importante, est celle d'espaces agricoles de cohabitation. Il s'agit donc essentiellement de trois groupes de communes qui accusent la présence d'une forte population agricole et dont le taux de SAU dépasse un tiers, par opposition à la partie centrale, dont huit communes (la ville et sa périphérie) présentent un taux inférieur à 30 % (1); deux autres, à savoir Grand-Saconnex (45 %) et Meyrin (73 %) s'y rattachent en partie bien que figurant aux seizième et trente-troisième rang selon le taux de SAU d'ordre croissant, en raison de l'hétérogénéité de leur affectation et de la présence de l'aéroport. Donc, à une réserve près concernant cette portion nord, l'agglomération des dix communes du centre, les moins concernées par le secteur primaire et qui sont aussi les plus denses en parcelles bâties, forme une portion médiane déjà évoquée à propos des actifs primaires non agricoles et sépare en deux l'espace cantonal, dont la moitié nord-est est elle-même recoupée par le lac. Cette division quadripartite de l'espace illustre assez bien le redimensionnement des surfaces primaires survenu au cours d'un demi-siècle d'expansion urbaine.

1.1.2. L'appropriation primaire de l'espace

Etant donné l'implantation en zone agricole d'habitat non agricole, l'étude de l'emprise doit commencer par identifier dans l'espace résidentiel différents types de propriétaires de logements, ce qui permettra ensuite de tirer parti d'une analyse de l'emprise foncière agricole. (2)

L'analyse du logement va servir d'approche grossière des réalités foncières, en introduction à l'étude des trois secteurs. Toute-

(1) Selon l'Annuaire Statistique de Genève 1970, pp. 19 et 121.

(2) Cf. Carte 3. : Types dominants de propriété des logements.

fois, il convient de relever les limites d'une information qui est tirée des recensements commune par commune et qui masque bien des nuances essentielles de l'articulation centre-périphérie. Mais en considérant l'emprise individuelle (personnes physiques), l'emprise de groupe (personnes morales) et l'emprise publique (des collectivités publiques), il est possible d'obtenir par analyse triangulaire une typologie de l'emprise dominante, d'où il ressort principalement la faiblesse numérique de la troisième classe; ce procédé permet néanmoins de singulariser des situations intermédiaires, que le poids moins grand des personnes physiques différencie mal à lui tout seul.

Cette représentation par communes met d'emblée en évidence l'agglomération, à savoir Genève-Ville, Grand-Saconnex, Meyrin, Vernier, Onex, Lancy - dont Carouge est exclue d'après la rigueur du graphe mais en demeure la plus proche, avec les Trois-Chênes. En tenant Bernex à part, du fait de sa grande superficie non bâtie, une telle carte légitime donc la mise de côté, pour l'étude du secteur primaire, de l'agglomération à forte densité bâtie, soit au-dessus du seuil de 3'000 logements par commune. Le groupe intermédiaire (à moitié composé de personnes physiques et de personnes morales) comprend des communes du nord et du nord-est: Versoix, Corsier, Meinier, dans lesquelles s'est développé un habitat collectif récent, localisé plutôt ponctuellement. A l'extrême du graphe, on trouve une vingtaine de communes à emprise essentiellement individuelle et huit autres (dont Céligny exclue de la carte) qui se rapprochent sensiblement du type intermédiaire. Parmi toutes celles-ci, fortement soumises à une colonisation d'habitat individuel non agricole, on relève donc aussi l'occurrence d'habitat collectif d'emprise privée anonyme. Toutefois, on ne saurait déduire de cette emprise collective un caractère généralement plus résidentiel qu'agricole, les immeubles occupant une place restreinte dans les périmètres légaux d'extension de villages situés en zone agricole. En revanche certaines communes, où la résidence est étendue à la quasi-totalité des parcelles, constituent des espaces primaires non-agricoles. Le partage combiné selon l'utilisation du sol et l'emprise requiert donc une esquisse plus fine, du type suivant:

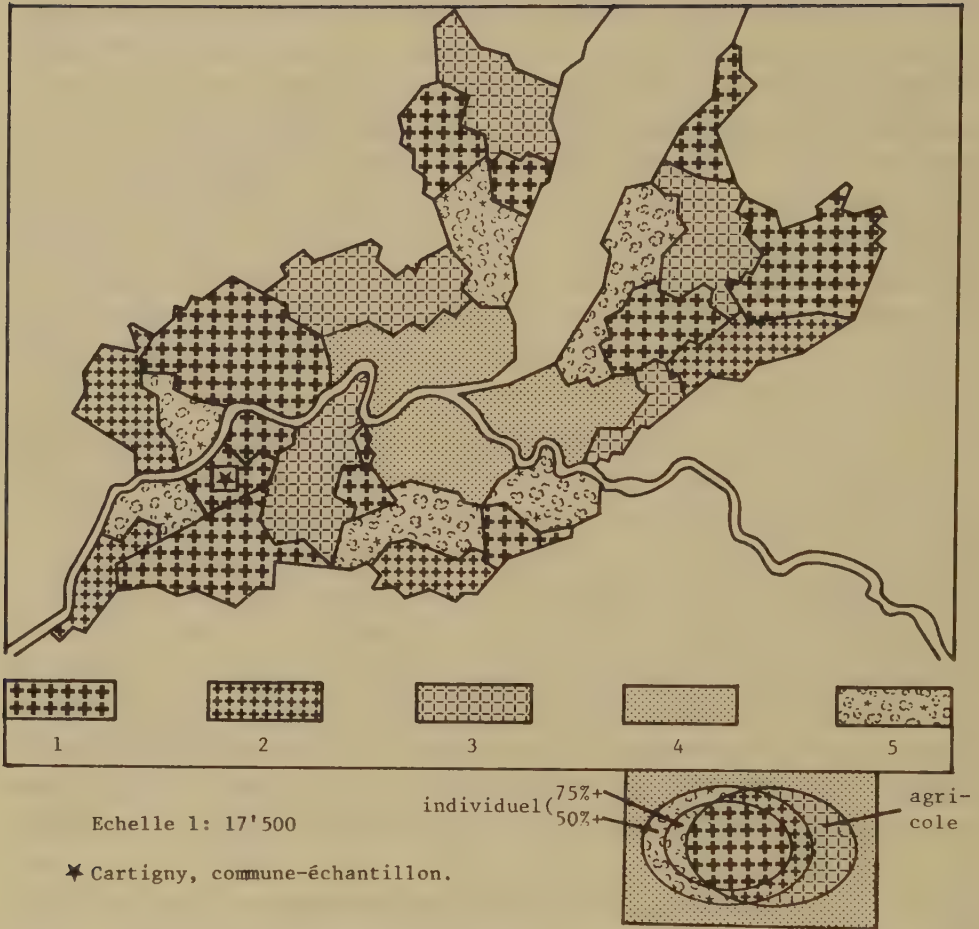


Figure 26.: Valorisation primaire de l'espace, par communes, en 1969/1970 (1)

- 1 : agricole, essentiellement individuel (SAU>45%, Personnes Physiques >75%)
- 2 : agricole, à prédominance individuelle (SAU>45%, 50<P.P.<75%, P. Morales >33%)
- 3 : agricole avec emprise collective sur le logement (SAU>30%, P.M.>33%)
- 4 : peu agricole (agglomération), emprise collective (SAU<30%, P.M.>33%)
- 5 : peu agricole, essent. ou à prédomin. individuelle (SAU<45%, P.P.>50%, P.M.<33%)

Cette carte donne une idée de la diversité d'orientations prises par les communes quant au développement de l'espace bâti et l'importance relative des activités agricoles. Une moitié d'entre elles, for-

(1) Regroupement statistique des données des cartes 1 et 3.

tement agricoles et notamment céréalières, résistent au développement d'habitat collectif (16 d'entre elles surtout, voir la carte), tandis que 7 autres (dont Bernex, Meyrin, Grand-Saconnex, Versoix, Thônex) présentent un double visage agricole et urbain, formant ainsi des espaces d'extension du domaine bâti. Le dernier tiers, peu agricole, se partage entre l'agglomération densément construite (de 7 communes) et certaines zones résidentielles très attractives, telles les rives du lac ou bien des communes dont l'activité viticole (Russin) ou maraîchère (Veyrier, Plan-les-Ouates) s'accommode mieux d'un lotissement.

Si l'habitat en zone agricole est détenu le plus souvent sous une forme individuelle, il reste à savoir s'il en va de même du terrain agricole et jusqu'à quel point celui-ci reste entre les mains des agriculteurs eux-mêmes. Je recourrai, pour élucider ces deux questions, à des données de recensement, des résultats d'enquête et, finalement, à un échantillon-témoin. Le cas de Cartigny (repérée sur la carte 1-3) illustrera un type de communes optant résolument pour un cadre de vie campagnard par le refus d'une construction massive de logements, tout en admettant toutefois des mutations qui tendent à développer une vocation résidentielle. Une autre manière consisterait à collecter des données pour un ensemble de communes à prédominance d'activités agricoles, mais l'échantillon ainsi obtenu ne pourrait être qu'hétérogène, étant donné l'imbrication fréquente d'îlots de moyenne à forte concentration de logements dans le parcellaire étudié; l'impossibilité pratique de recenser à part les détenteurs de terrains agricoles dans un échantillon unique exhaustif justifie donc l'examen ponctuel d'un lambeau de terre genevoise mise en culture, à la suite de considérations générales sur l'évolution récente et la distribution des modes de faire-valoir.

	<u>1939</u>	<u>1955</u>	<u>1965</u>	<u>1975</u>
surfaces (ha)	7'976	6'503	7'145	7'119
total SAU	14'817	13'432	12'568	12'868
% SAU	53.8	48.4	56.9	55.3

Tableau 3. : Terrains pris à ferme (1)

(1) Recensements fédéraux de l'agriculture; celui de 1969 ne contient pas de données sur les modes de faire-valoir.

	0-1 ha	1.01-5	5.01-10	10.01-20	20.01-50	50.01 et plus
1939	221	745	1'143	1'948	2'871	959
1965	54	301	515	1'178	2'570	1'373
taux d'accr. 1965/1939	-75.6	-59.6	-55.9	-39.5	-10.5	42.1

Tableau 4. : Gain relatif de terres en propriété selon la taille des exploitations (2)

Ces deux tableaux montrent que, dans l'ensemble du canton, la part du fermage est assez stable, voire en légère hausse, tandis que les surfaces en propriété ou en usufruit diminuent en raison inverse de la taille des exploitations. Seuls les domaines d'au moins 50 hectares ont accru les superficies détenues en propre. On observe donc une restructuration : entre 1939 et 1969, le nombre des exploitations passe de 2'022 à 735, subissant ainsi une baisse d'environ deux tiers (2) dans le même intervalle, la surface cultivée en moyenne par exploitation augmente dans des proportions considérables (3). C'est dire que le terroir genevois, loin de "fondre" purement et simplement en raison du développement du domaine bâti, ne fait qu'opérer les réajustements minimaux nécessités par une intensification des cultures et la capitalisation. Ces données sommaires cachent cependant la réalité de l'emprise, qui, comme on le verra, apparaît fort émiettée.

Mode de faire-valoir (p. 16)

Propriétaires à 100 %	23	soit	18.1 %
Fermiers à 100 %	25		19.7
Mixtes	79		62.2
Total	127		100.0

Mode de détention des "mixtes"

un quart en fermage	29	soit	22.8 %
un à deux quarts	24		18.9
deux à trois quarts	14		11.0
trois quarts à totalité	12		9.4
Total	79		62.2

(1) Recensements fédéraux de l'agriculture; celui de 1969 ne contient pas de données sur les modes de faire-valoir.

(2) Données de recensement, Cf. Annuaire statistique de Genève 1973, p. 132.

(3) Une exploitation sur deux exploite moins de cinq hectares en 1939, tandis qu'une sur deux cultive moins de quinze hectares en 1969. Idem, p. 132.

Fermiers selon le type de propriétaires

agriculteur	40	soit	34.2 %
non agriculteur	39		33.3
ex-agriculteur	24		20.5
collectivité publique	14		12.0
Total	117		100.0

Tableau 5. : Structure foncière agricole, sondage au quart par BIRRAUX-MARCHAND (1)

La conclusion formulée dans ce sondage est que "deux agriculteurs genevois sur cinq sont propriétaires" (2). La part des propriétaires étrangers à l'agriculture demeure cependant minoritaire, si l'on tient compte, en ce qui concerne les ex-agriculteurs, du fait qu'il s'agit le plus souvent des proches parents du fermier. En outre, la part du fermage sur territoire genevois est légèrement surestimée dans cette enquête si l'on tient compte de la possibilité, avantageuse pour l'agriculteur, de cultiver des terres outre frontière (3), dans la mesure où le permet sa situation géographique. Vraisemblablement, les proportions respectives de faire-valoir direct et indirect seront très variables d'une commune à l'autre, preuve en soit celle de Cartigny, dans laquelle un huitième seulement des propriétaires sont des exploitants. Aussi bien les grandeurs moyennes extraites du sondage précédent s'avèrent-elles peu significatives, à cause des variances associées de par les diversités locales.

Dans le cadre du K LW-Programm (Kulturlandschaftswandel, transformations du paysage), assumé en collaboration sur le plan suisse, notre département genevois s'est chargé en 1974 d'établir, entre autres,

- (1) P. BIRRAUX, G. MARCHAND, *L'agriculture genevoise, l'âge de ses hommes*, Mémoire multicopié, Université de Genève 1970.
- (2) Conclusion restrictive si l'on décompte plus précisément les "mixtes"; le regroupement de tous les exploitants propriétaires selon leur taux donne une proportion abstraite de 47 % : 23 propriétaires à 100 %, 36 au total à taux partiel, soit 59 pour cet échantillon de 127, près de la moitié.
- (3) Voir sur ce sujet *Frontières et Sociétés, le cas franco-genevois*, par C. RAFFES-TIN, P. GUICHONNET et J. HUSSY, Ed. *L'Age d'Homme* 1975.
Selon l'Annuaire Statistique, 1'040 hectares étaient exploités en 1969 hors du territoire suisse.

la carte de l'emprise foncière dans la Commune de Cartigny. C'est cette information que j'ai exploitée avec l'aide de l'ordinateur, en créant un fichier de 295 propriétaires contenant la mention du statut professionnel, du type et du lieu de résidence de chacun d'entre eux (compte tenu des indivisions) avec, naturellement, le nombre de parcelles qu'ils détiennent selon les extraits cadastraux déposés à la Mairie.

Les résultats, qui figurent en annexe, peuvent être commentés à l'aide du Plan d'Aménagement (1) : concernant l'état foncier, ce dernier fait ressortir le morcellement de la commune par absence de remaniement parcellaire, "garantie de sauvegarde et de maintien de l'activité agricole" (cet avis s'appuyant sur le fait qu'il n'est pas possible de déclasser un terrain agricole en-dessous d'une superficie de 40'000 m²); d'un autre côté, évidemment, l'émiettement des exploitations est nuisible à une bonne gestion. Le terroir proprement dit (zone agricole, 263 hectares) s'articule en effet en petites parcelles (un à trois hectares en moyenne, rarement plus). Il relève de détenteurs privés et de la Commune (celle-ci possède 8.5 hectares en zone agricole), alors que l'Etat et la Ville de Genève détiennent des zones de bois et de falaise sur les bords du Rhône, qui occupent environ 30 % du territoire communal.

Sur l'ensemble des 295 propriétaires recensés, on trouve en tête de liste la classe des personnes physiques occupées dans le secteur tertiaire (48 %), ce qui peut surprendre puisqu'il s'agit bien évidemment de non-exploitants. Les rentiers (18 %) viennent ensuite, suivis des personnes physiques du secteur secondaire (15 %) et des agriculteurs (12.5 %), ces derniers étant au nombre de 37. Si l'on considère ensuite, non plus le type de propriétaire, mais son statut professionnel, ce sont les indépendants qui viennent en tête (22 %), suivis des personnes sans profession (19 %), des employés (18 %), des cadres (17 %) et enfin, à taux comparable (5 à 6 %) des ouvriers, membres des professions libérales, chefs d'entreprise et collectivités publiques ou privées. Le premier groupe, - les indépendants -, éclate, il est vrai, en

(1) *Etude d'aménagement de la Commune de Cartigny*, mars 1972, pp. 14-20.
L'Annexe 2 reproduit les principaux tableaux tirés de l'échantillon.
La Commune est repérée dans la Figure 26.

trois sous-groupes formés par les agriculteurs (habitant surtout à Cartigny et dans les communes voisines), les indépendants du tertiaire (distribués à Cartigny mais également dans tout le canton) et du secondaire (eux aussi très dispersés quant à leur lieu de résidence). La moitié des propriétaires sans profession, rentiers pour la plupart, demeurent à Cartigny, l'autre moitié, dans les communes voisines, dans le canton et dans l'ensemble de la Suisse (4 cas, ainsi que 2 cas de rentiers résidant à l'étranger). Le groupe des employés, qui figure au troisième rang, habite surtout dans le reste du canton (29 cas, contre 9 à Cartigny et 9 dans les communes voisines); situation comparable pour les cadres, ce qui montre assez nettement une aliénation "géographique" du sol cartiginois, liée à la dispersion des propriétaires tertiaires qui forment, rappelons-le, une majorité.

Dans l'ensemble, un tiers seulement des propriétaires résident dans la commune, près de la moitié (46 %) dans le reste du canton, déduction faite de ceux (9.5 %) qui résident à proximité, dans les communes voisines (ailleurs en Suisse : 6.4 % et à l'étranger : 3.4 %). La moitié des ouvriers propriétaires, il est vrai, sont des résidents de la commune, soit 9 sur 18, ce qui n'est pas le cas des professions libérales (moins du tiers) et moins encore des chefs d'entreprise. Enfin, les huit sociétés anonymes et les 3 sociétés immobilières détentrices de parcelles sont, pour la plupart, domiciliées en Ville.

En résumé, la distribution foncière du sol cartiginois n'a plus grand chose de commun avec son affectation à l'agriculture. Cette première esquisse est très unilatérale et incomplète, dans la mesure où elle ne considère que les répartitions de propriétaires. A défaut de pouvoir apporter la contre-épreuve irremplaçable des répartitions de superficies détenues, nous examinerons cet autre aspect de l'emprise sous l'angle moins précis du nombre de parcelles relevant de chaque type de propriétaire. Un certain flottement subsistera, en outre, dans cette analyse, par le fait que 10 % des parcelles, faisant l'objet d'indivisions, compliquent l'examen des caractéristiques de leurs propriétaires.

Les totaux de parcelles détenues en nom propre ou en copropriété indivise oscillent entre 1 et 62, bien que 89 % des propriétés se limitent au seuil supérieur de 10 parcelles. Regroupant ces données en classes de 1-2, 3-5, 6-11, 12-19 et 20-62 parcelles respectivement, on constate l'existence d'un clivage entre les propriétaires cadres, chefs d'entreprise ou membres des professions libérales d'une part et les ouvriers, employés, indépendants, personnes sans profession et collectivités de l'autre. Le premier groupe, en effet, qui détient généralement un nombre restreint de parcelles (60 % sont en classe 1) représente essentiellement des propriétaires résidents. L'autre groupe, à emprise plus étendue, comprend les agriculteurs, les rentiers, certains résidents issus sans doute de familles d'agriculteurs et devenus ouvriers ou employés, détenteurs de plusieurs parcelles et louant leurs biens-fonds aux exploitants de la commune ou des communes voisines. Quant aux collectivités publiques, la Commune et l'Etat de Genève se situent en classe 5 (20 à 62 parcelles), la Ville, en classe 3, alors que la Confédération est en classe 1, tout comme les sociétés immobilières. Une société anonyme, une fondation à but non-lucratif apparaissent en classe 4. Il convient ici de mentionner une communauté détentrice d'un grand domaine et quelques exploitants assez gros propriétaires, grâce auxquels la Commune conserve un caractère agricole, en dépit d'un taux assez bas d'actifs occupés dans l'agriculture (11 %, alors que 46 % des actifs, sur un total recensé de 240 en 1970, sont occupés dans la Commune elle-même). De nombreux propriétaires ont donc cessé d'exercer dans cette branche et louent leurs terrains; un fait saillant à cet égard, qu'on retrouve sans doute dans d'autres communes sans grands immeubles, est la détention de parcelles isolées par 137 propriétaires (soit 47 % du total) qui habitent le reste du canton, communes voisines exclues. Une telle atomisation de la propriété s'explique probablement en grande partie par des mouvements migratoires vers l'agglomération, mais les éléments de contrôle font défaut pour l'affirmer. Quant aux résidents cartiginois eux-mêmes, ce qui peut être avancé à la lecture des chiffres se résume comme suit :

Résidence à Cartigny, emprise faible (1) :	moyenne (3) :	forte (2) :
cadres	indépendants	sans profession
chefs d'entreprises	(dont agric.)	ouvriers (4)
prof. libérales	employés	
ouvriers (4)		
collectivités		

Tableau 6. : Classes d'emprise foncière des propriétaires résidant à Cartigny.

D'une façon générale, la détention de terrains par héritage semble devoir l'emporter sur toute forme de spéculation en ce qui concerne les terrains de culture ou d'habitat (ces derniers se réduisant à 5 % de la superficie communale). Il s'y ajoute l'appropriation assez étendue (et justifiée par l'existence du Moulin de Vert, zone protégée) de la part des pouvoirs publics. La carte de la propriété foncière (5) manifeste mieux qu'un commentaire l'irrationalité de la distribution du sol, qui se présente comme une mosaïque sans dessin d'ensemble; agricole quant à la superficie utilisée, Cartigny est une portion d'espace à structure foncière émiettée, à emprise totalement disséminée quant au domicile et à l'occupation des propriétaires, peu comparable en cela à d'autres communes (Satigny, Jussy, Collex-Bossy), dans lesquelles un certain regroupement des domaines est effectué.

1.1.3. Bilan d'une mise en valeur primaire

A travers un bilan de la mise en valeur primaire, on doit chercher à traduire une façon "primaire" de considérer l'espace géographique, telle que la manifeste une société dans laquelle s'affrontent divers points de vue relatifs à cette même réalité spatiale. L'image que restitue la Figure 26 est significative à cet égard : tandis que la partie centrale du territoire, le site primitif de Genève et les com-

(1) 50 % détiennent une à deux parcelles seulement.

(2) 30 % détiennent plus de 10 parcelles.

(3) Conditions (1) et (2) non remplies.

(4) Les ouvriers forment apparemment deux sous-groupes distincts. Voir annexe.

(5) Cf. le rapport final KLV, à paraître.

munes contigües à la ville apparaissent comme non-primaires, l'espace situé hors d'un rayon de 3 à 5 kilomètres jusqu'aux frontières exerce principalement cette fonction; la conception "unicentre" oppose ainsi un périmètre agricole à une partie médiane destinée à accueillir et à héberger les gains de population. Une fois circonscrit le pourtour de l'espace cantonal voué aux productions primaires, dont le rayon d'action se prolonge, on l'a vu, en-dehors des limites politiques, on constate le rôle essentiel joué, dans cette démarcation fonctionnelle, par le classement des terrains et par un soutien relatif des revenus agricoles. En termes plus généraux, le cadre opérationnel octroie une place importante aux valeurs d'exploitation végétale ou animale ainsi qu'aux normes d'emprise individuelle, par des mesures concrètes portant sur de vastes portions du territoire cantonal, n'en laissant distraire en vue d'une autre affectation que des terrains situés à l'intérieur d'étroits périmètres de développement. Cette politique a pour effet de sauvegarder un habitat de caractère primaire, soit groupé dans les chefs-lieux ou les hameaux et les écarts, soit dispersé dans des zones de résidence individuelle. Le pourtour primaire produit donc, d'une part, des biens de consommation et des matériaux, d'autre part des aménités dont bénéficie une classe résidentielle possédante, exerçant des activités non-primaires. Dans l'agglomération, en revanche, les fonctions primaires se réduisent à des lambeaux de culture isolés et à des espaces verts, parcs, jardins, pelouses d'accès public ou cimetières, ainsi qu'à quelques îlots où subsiste provisoirement un habitat individuel sur des parcelles contigües (zone 4b de développement), permettant un jardinage d'appoint. Cette grande partie centrale, densément bâtie et recouverte d'un revêtement dur, pose problème quant au maintien d'attributs résidentiels primaires. Les remparts invisibles édifiés par le système d'aménagement en zones contiennent en effet l'expansion d'activités non-primaires et la croissance, parvenue à son paroxysme vers la fin des années 1960, d'une population repoussée en périphérie vers de vastes ensembles d'habitat collectif. Une telle concentration d'hommes et d'installations productives ne peut qu'avoir d'importantes conséquences sur la valeur d'usage des espaces dans lesquels vit et se déplace l'utilisateur.

Les conséquences écologiques de la concentration, qui rejoignent, en toute rigueur, l'utilité primaire de l'espace, doivent être envisagées dans les deux sens impliqués par la relation homme-milieu : conséquence pour l'homme demeurant en zone urbaine ou périurbaine, et conséquence pour le milieu subissant les atteintes de l'extension urbaine elle-même. L'homme s'expose à l'action des polluants inhalés ou ingérés et à celle d'un milieu acoustique nuisible (1); si Genève n'est pas excessivement soumis aux pollutions industrielles, en revanche, les émanations de moteurs, l'altération de l'air et des eaux de surface et surtout le bruit terrestre et aérien contrebalancent lourdement des avantages tels que la proximité des services, en dépit de la taille relativement réduite de l'agglomération. Pour ce qui est de l'atteinte au milieu lui-même, conséquence de la concentration inverse de la précédente, son impact se trouve aggravé par l'emploi de techniques agricoles assurant, à court et moyen terme, des rendements en rapport avec la valeur foncière des terrains exploités, mais qui dégradent elles-mêmes l'environnement (2). Sans doute, une politique de non-prolifération résidentielle en zone de culture, si elle implique des normes strictes provoquant la concentration, favorise indirectement une préservation du biotope et de la *biota* (3) : c'est ainsi, par exemple, que peuvent être conservés quelques massifs boisés ou quelques bosquets retenant l'humidité, où des populations d'oiseaux trouvent à faire leur nid et contrôlent la multiplication des rongeurs (4).

(1) Cf. Jean A. TERNISIEN, *Les pollutions et leurs effets*, Paris, PUF 1968, 188 p.

(2) "L'agriculture mondiale d'aujourd'hui n'est qu'un champ de ruines écologiques. Nous sélectionnons des plantes en prenant bien soin d'en extirper les défenses chimiques naturelles (...). Nous plantons nos végétaux en rangs serrés de monoculture, provoquant ainsi la multiplication d'insectes, à laquelle nous ripostons par les insecticides synthétiques". Paul R. et Anne H. EHRLICH, *Populations, Ressources, Environnement, Problèmes d'écologie humaine*, trad. M. Carrière (San Francisco 1970), Paris, Fayard 1972, pp. 206-207.

(3) Un écosystème se compose "d'une part, des éléments inorganiques ou morts et, de l'autre, des organismes variés qui y vivent ensemble, comme une unité sociologique, la *biota*". Nicholas POLUNIN, *Éléments de géographie botanique*, 1960, Paris, Gauthier-Villars 1967, p. 206.

(4) Cf. Aline GRENIER-SARGOS, *La défense de l'environnement*, Paris, PUF 1975, pp. 27-30.

Néanmoins, ce système de gestion est insuffisant; l'inexistence d'un plan d'aménagement agricole, - agricole et non rural - (1) favorisant des remembrements, mais aussi des reboisements, rend illusoire à long terme cette velléité de maintien d'une agriculture biologiquement stable, non polluée et non polluante (2). Autre chose, en effet, d'empêcher par des limitations légales un éparpillement résidentiel, et autre chose d'intervenir efficacement pour le développement agricole et pour la reconstitution naturelle d'un sol-outil (3), facteur essentiel par rapport à l'utilité primaire d'un proche environnement urbain. Or, il semble qu'on soit loin du compte à ce sujet en ce qui concerne Genève et que l'initiative privée reste impuissante à réaliser par elle-même ces progrès, étant plus préoccupée de rendements immédiats ou de profits futurs par le "gel" de nombreuses surfaces, dans la perspective de leur déclassement.

Une étude approfondie de l'écosystème genevois serait des plus souhaitables, car on ne dispose actuellement que de quelques travaux partiels (4). L'un des rares documents à jour, la Carte de la végétation du Bassin Genevois (5), révèle avec netteté la disparition d'une couverture (chênaie "des plateaux"), dont subsistent quelques surfaces sur sol graveleux dans les méandres du Rhône, quelques bois à Jussy, Versoix, Dardagny et un épais bourrelet presque continu, accolé à l'extérieur de la frontière. Des bosquets de chêne mésophile, résidus d'un

(1) Cf. Jacques JUNG, *L'aménagement de l'espace rural : une illusion économique*, Paris, Calmann-Lévy 1971. L'auteur préconise un plan qui intègre l'aménagement agricole comme aspect sectoriel d'un aménagement global, économique et foncier : "Les divisions du territoire en "urbain" et "rural" sont désormais arbitraires, génératrices d'analyses tronquées et de synthèses boiteuses", op. cit., p. 355.

(2) A. GRENIER-SARGOS, op. cit., Cf. 2e partie, chap. II : l'agriculture polluée et polluante.

(3) J. JUNG (op. cit.) établit nettement la distinction entre sol-outil et sol-suppport, le second terme désignant les utilisations non-agricoles. Cf. op. cit., p. 304.

(4) Travaux à la section de biologie, à l'école d'architecture, études alvéolaires sous mandat public, publiées par le Département des Travaux Publics à partir de 1968.

(5) Pierre HAINARD, sous la direction du Prof. Miège, avec la collaboration de R. Lebeau et G. Tchérémissinoff, etc..., Genève 1973.

ancien bocage, se manifestent actuellement à une fréquence moyenne d'un pour 200, parfois 300 hectares de terre cultivée. Purs vestiges, ces supports indispensables à la faune dont les indices d'une pratique agricole usurière vis-à-vis de la nature autant qu'artificielle, d'une avarice imputable aux inégalités de traitement que connaît la classe agricole, en tant qu'exerçant une activité indépendante (1). La valeur reconnue aux champs n'atteint certes pas le niveau comparatif d'un véritable facteur de survie, elle se réduit à celui d'un simple facteur de production.

L'autre aspect primordial d'une conception primaire de l'espace concerne l'aménagement des loisirs d'extérieur, dans l'hypothèse d'une population concentrée, appelée à se déverser dans le canton pour y trouver oxygène et délassement. Considérée sous l'angle de son accessibilité, la partie "verte" offre des routes à faible trafic pour les sports de fond, le plan d'eau du lac, quelques zones protégées et les équipements de salle ou de terrain mis à disposition par les communes (2). La valeur élevée des prix du sol rend coûteuse la fréquentation d'installations privées et pousse nombre de genevois à franchir la frontière franco-suisse pour toute une série d'activités, allant de l'équitation à la gastronomie. Les reliefs bordant la cuvette, massifs haut-savoyards ou crêtes du Jura, ressentent ainsi en toute saison les effets positifs et négatifs de la présence genevoise. Notamment, l'attrait des résidences de week-end et de vacances apparaît comme une compensation à un besoin d'agir sur l'espace et de modeler son proche environnement, besoin d'origine primaire, qui se trouve refoulé sur le lieu de résidence principale et ne trouve à s'exprimer qu'à l'intérieur même du logement. Il est évident que la quête d'espace entreprise par les genevois vers la France prend figure de colonisation sauvage, le cours du change incitant doublement les citadins, à l'étroit

(1) "Plus d'une expérience montre que ce n'est pas la routine du paysan traditionnel qui constitue le véritable obstacle (...). Tout cela est une question de volonté, de priorité donnée à l'agriculture dans l'échelle des valeurs". Joseph KLATZMANN, *Nourrir dix milliards d'hommes ?*, Paris, P.U.F. 1975, p. 247.

(2) Un repérage exhaustif des infrastructures de loisir est en préparation au Département de Géographie, recherche de Henri BERTRAND.

dans leur H.L.M., à se porter acquéreurs de terre; cette fonction de "poumon" qu'exerce la zone environnante échappe au contrôle du système territorial suisse, bien qu'elle se trouve entravée par des mesures françaises, notamment le non-renouvellement du visa d'établissement aux genevois sans occupation rémunérée en France, réaction qui dure depuis 1973. Il n'en va certes pas de même du contrôle de la main-d'oeuvre frontalière française, contingentée par Genève à travers la remise d'une carte de frontalier, ce qui devrait inciter les deux systèmes de contrôle à rechercher les moyens d'une coordination équitable, à l'endroit surtout des collectivités concernées par la résidence des frontaliers et par l'emprise foncière genevoise.

Au terme de cette première analyse sectorielle, on constate que, dans le spectre des valeurs primaires, le canton privilégie la rentabilité immédiate aux dépens d'une écologie d'ensemble et l'appropriation individuelle d'espace de résidence, aux dépens d'une accessibilité publique d'espaces verts. Historiquement, ce double choix s'explique à partir des besoins issus d'une économie de guerre et à partir d'une ancienne emprise bourgeoise, que les fonctions internationales, en attirant le haut personnel de délégation vers les sites les plus agréables, sont venues relayer au cours de ce siècle. Une telle situation permet de prévoir l'évolution future de deux manières, selon qu'interviennent ou non des réaménagements du cadre opérationnel. Soit, en effet, le milieu décisionnel élargit qualitativement le spectre des utilités primaires mises en valeur et élabore un plan d'aménagement qui prenne en compte l'écologie, tant dans les méthodes de culture qu'à travers une mainmise plus étendue des pouvoirs publics sur les espaces encore verts; soit il laisse se développer simultanément l'urbanisation, le lotissement individuel et la dégradation chimique de l'environnement et, faute d'avoir infléchi à temps un processus de rétrécissement du sol primaire, il perdra de plus en plus le contrôle des valeurs d'exploitation dans un espace dont la surface utile à la collectivité de ce point de vue sera réduite à la portion congrue. Toutefois, rien n'oblige à penser que la première hypothèse soit invérifiable et qu'une orientation vers des méthodes moins "dures" d'en-

tretien des cultures soit irréalisable (1). En-dehors même du contexte agricole, le problème du milieu est d'ores et déjà posé et certaines mesures prises : l'effort actuel d'assainissement des eaux usées, les débats suscités par les répercussions thermiques et les dangers directs d'une centrale nucléaire témoignent en eux-mêmes d'une prise de conscience de l'environnement. De plus, certaines bases légales existent dans le domaine foncier (2) et, depuis peu, dans celui de la protection de la flore et de la faune, encore qu'il s'agisse là de dispositions permissives et non contraignantes; ainsi, par exemple, l'art. 13.2 au chap. III du Règlement d'application du 13 décembre 1975 : "A proximité de biotopes indispensables à la conservation de la faune, il peut être demandé aux propriétaires intéressés de limiter ou de supprimer l'emploi de produits toxiques pour celle-ci. Un dédommagement peut leur être versé" (3).

Selon JUNG, "la productivité marginale de la terre agricole étant inférieure à celle du sol utilisé comme support, l'agriculteur, qu'il soit ou non propriétaire, est vaincu lorsque la ville exige impérieusement son extension" (4). On a pu observer dans la répartition des cultures l'importance de la production de céréales : par une "sélection naturelle", en effet, la ville de Genève s'est "entourée de culture intensive" (5), au prix de difficultés de ravitaillement en produits frais dans la zone française, dans le contexte d'une "complémentarité bloquée" (6). Il est clair que, sur ce point, une coordination des échanges transfrontaliers permettrait de concevoir différemment la mise en valeur de la zone verte entourant la ville, notamment,

(1) Sur la méthode dite de "lutte intégrée", Cf. GRENIER-SARGOS, *op. cit.*, pp. 62-64 ou KLATZMANN, *op. cit.*, p. 141.

(2) Loi et règlement sur les améliorations foncières du 20 mars 1948. Loi d'application de la loi fédérale sur le maintien de la propriété foncière rurale du 19 décembre 1952.

(3) La loi sur la faune du 14 mars 1975 dit au chap. III, art. 9 : "Le département prend toutes mesures pour maintenir les biotopes des diverses espèces indigènes". Un fonds cantonal de la faune a été créé par le règlement d'application du 13 décembre 1976. Enfin, une liste de "plantes sauvages" est définie dans la loi sur la protection de la flore du 15 mars 1972.

(4) J. JUNG, *op. cit.*, p. 309.

(5) *Ibidem*, p. 308.

(6) Cf. RAFFESTIN, GUICHONNET, HUSSY, *Frontières et Sociétés*, *op. cit.*, p. 119.

de redimensionner les cultures d'approvisionnement au profit d'installations publiques de loisir et de sport.

Le système primaire genevois est actuellement engagé dans un processus régressif, provoqué par l'empiètement irréversible d'infrastructures secondaires et tertiaires, par les nécessités d'un ravitaillement limité par la présence d'une frontière peu perméable mais surtout, par une conception partielle et floue, si l'on s'en tient aux textes législatifs et à un inventaire géographique, du rôle joué par les activités primaires dans le fonctionnement de l'écosystème. L'environnement social du système d'exploitation, qui détermine la demande de biens primaires et absorbe la valeur produite, n'assume pas le contrôle de ses fonctions; donc, si la gestion de l'écosystème régresse du point de vue primaire, c'est qu'un autre système plus complexe tend à s'instaurer aux dépens du plus simple, en rétrécissant le champ des moyens qui permettent sa sauvegarde. L'examen du cadre opérationnel du point de vue secondaire montrera en effet que les objectifs des deux secteurs diffèrent fondamentalement, ce qui signifie une rupture entre deux modes de mise en valeur du milieu phénoménal et une concurrence entre l'aménagement de l'espace comme outil et comme support, autrement dit entre deux classes de moyens relatifs à deux types de finalité productive.

CHAPITRE DEUXIEME:
L' AFFECTATION DE L' ESPACE

INTRODUCTION

L'affectation secondaire de l'espace a son origine dans les activités de transformation; celles-ci n'étant pas assujetties à des contraintes de surface et de rendement des sols, comme le sont les fonctions primaires, se localisent à l'intérieur d'un réseau de voies de circulation tout en cherchant à réaliser le plus possible d'économies externes : sont pertinents, dès lors, dans la conception secondaire les facteurs d'agglomération réunissant main-d'oeuvre, services (de transport notamment) et des infrastructures de communication, c'est-à-dire les facteurs qui assurent une bonne localisation relative sans compromettre une possibilité d'extension. Mais la problématique secondaire se complexifie en fonction des liens amont-aval que développe chaque entreprise; dans cette recherche tâtonnante d'une intégration d'activités s'élabore un système régulateur, dont les valeurs d'entrée sont les biens demandés à l'industrie et dont les variables formant le cadre opérationnel sont constituées par les modalités techniques de production des biens et d'appropriation de l'espace. Ce chapitre ambitionne de présenter l'inscription sur le sol des normes et des valeurs d'affectation, mais l'ampleur du sujet nécessite une division en trois sections distinctes. La première étudiera l'aménagement des fonctions secondaires genevoises en essayant de dégager l'articulation de l'espace aménagé comme support. La seconde abordera la fonction résidentielle dans son ensemble, à l'intérieur de l'agglomération, sous l'angle spécifique de l'emprise pour mettre en évidence le phénomène immobilier, secteur-refuge des capitaux de groupes bénéficiant d'une pratique typiquement secondaire de gestion privée de l'espace. Cette pratique, analysée à travers l'inventaire des détenteurs d'immeubles, éclairera en partie les caractéristiques socio-résidentielles du contenu qui témoignent d'un comportement lié à l'offre de logements. L'étude de la structure foncière immobilière permettra ainsi d'interpréter l'usage secondaire de l'espace comme soumis aux stratégies du milieu décisionnel; ce sera l'objet de la troisième section.

PREMIERE SECTION :

L'ESPACE, SUPPORT DE LOCALISATION

Les activités transformatrices relèvent d'une classe définie essentiellement par la dispersion des facteurs : la valeur de rareté devient, dans ce système, une accessibilité optimale des ressources, du travail et des débouchés. L'outil secondaire est donc un support localisable et s'oppose comme tel à la parcelle d'exploitation (facteur immobile), d'une part et, d'autre part, au support tertiaire d'une centralité. Depuis l'énoncé par Colin Clark de cette classification tripartite, on a pu constater que la même pertinence s'applique à des activités primitivement exclues de l'opérant secondaire, celles qui forment le sous-secteur du bâtiment et qui doivent exercer la fabrication en série d'éléments, d'outillage, de béton et de matériaux divers qui ajoutent au coût d'éloignement du chantier toute une série de problèmes de distance, au point qu'une entreprise occupée sur différents chantiers dépense beaucoup d'énergie à les résoudre. Une semblable nuance devrait être faite à l'endroit des transports; c'est en effet par commodité qu'on recense dans la même classe les parcs de machines appelées à réduire les distances et les agences publiques ou privées qui organisent les services de transport et de communication.

Ce problème de classement a son importance, car il souligne la notion de distance et, par là même, introduit un court préambule sur la situation de Genève dans son contexte régional et celle des entreprises secondaires dans le contexte genevois. A l'échelle européenne, Genève est un point situé au coeur du continent, sur le passage d'échanges divers, notamment entre états du Marché Commun; mais Genève est surtout un carrefour aérien, un lieu de rencontre international et joue également un rôle de "vitrine" de l'économie suisse. L'économie genevoise doit donc assumer de nombreuses fonctions induites de l'extérieur, qui déterminent largement l'affectation de l'espace. Celui-ci est, en conséquence, approprié en partie par des investisseurs extérieurs, notamment les grandes entreprises suisses qui y possèdent une succursale; il n'est pas jusqu'aux organisations internatio-

nales qui ne dictent leur conception d'une affectation d'ensemble. Les facteurs de mobilité jouent dans cette dernière un rôle primordial et la situation de l'aéroport, le réseau ferroviaire et routier, mais aussi l'enclavement du territoire cantonal, ainsi que l'obstacle du petit lac constituent les lignes directrices qui président actuellement aux choix effectués en matière de localisation.

Etant donné l'absence totale de ressources en matières premières - hormis l'eau et l'énergie hydroélectrique -, la mise en valeur secondaire de l'espace genevois a toujours été liée à des conjonctures politiques favorables ou défavorables du point de vue des raccordements extérieurs du territoire, et l'illustration éminente entre toutes de ces vicissitudes est à chercher dans la mésaventure des chemins de fer (1). En contre-exemple, on peut citer l'aéroport, à la fois comme un choix historiquement décisif et une "décision hardie" : "Alors que la voie ferrée avait été lente à se dérouler sur territoire genevois et qu'elle l'avait été incomplètement, l'outil aérien, conséquence de la première guerre, allait être forgé rapidement. En ce domaine, Genève a su comprendre très vite le rôle qu'un aéroport saurait lui faire jouer dans une région qui en était dépourvue" (2). Un vecteur de transit et de desserte de cette importance était à même d'infléchir tout l'équilibre économique d'un pôle urbain de dimension relativement modeste et, comme corollaire, de faire monter les coûts des installations sur un sol devenu rare; partant, la fermeture économique aux frontières de ce "corps débile dont la substance ne peut faire vivre une "tête normale"" (3) accentue la surenchère et interdit des implantations nécessitant beaucoup d'espace, si la valeur dégagée n'est pas à même de couvrir les frais occasionnés par cette intensité du facteur "terre". On entrevoit dès lors comment Genève, dont les relations lointaines lui ont valu de devenir un carrefour international et d'accueillir des organisations mobilisant espace et main-d'oeuvre, franchit le stade secondaire de son développement en sélectionnant, par un méca-

(1) Cf. Claude RAFFESTIN, *Genève, essai de géographie industrielle*, thèse présentée à l'Université de Genève, Saint-Amand-Montrond 1968, pp. 42-44.

(2) *Ibidem*, p. 45.

(3) *Ibidem*, p. 36.

nisme de régulation aux conséquences mal maîtrisées, des activités venues du-dehors et qui demain pourraient choisir d'aller ailleurs, au détriment d'une industrie qui ne trouve plus les conditions de son maintien en Ville ni celles de son transfert vers l'extérieur de l'agglomération. Comme le constate sans détours une étude récente, "le canton offre de moins en moins d'attraits pour l'implantation industrielle" (1).

2.1.1. Analyse du secteur secondaire

A l'échelle du canton, la part du secteur secondaire n'atteint pas le quart des unités de travail des secteurs II et III, mais elle dépasse le tiers des emplois à plein temps du même ensemble.

Total des unités de travail	15'680
dont secteur secondaire	23.8 %
dont secteur tertiaire	<u>76.2 %</u>
	100.0
Postes de travail à plein temps.....	157'558
dont secteur secondaire	39.2 %
dont secteur tertiaire	<u>60.8 %</u>
	100.0

Tableau 7. : Données d'ensemble des secteurs II et III en 1970 (publics et privés) (2)

On constate, en référence à ce tableau, que le secteur secondaire se distingue du tertiaire par des unités de travail de plus grande taille. En identifiant simultanément les unités géographiques de travail publiques et privées, - et non pas les seules entreprises et succursales privées -, selon le critère du secteur, qu'il s'agisse d'u-

(1) Histoire de Genève, publiée sous la direction de Paul GUICHONNET, Edouard Privat, Toulouse 1974, p. 361.

(2) Les données d'activité ont comme source un relevé des effectifs selon la Taxe Professionnelle pour l'année 1970 et des enquêtes auprès des divers services administratifs en ce qui concerne le secteur public. Les unités publiques sont répertoriées par secteurs selon la même logique que les unités privées. Une liste exhaustive est livrée en annexe (Annexe 3).

nités principales ou annexes de localisation distincte, on obtient pour 1970 l'image que suggère la carte numéro 4. (1).

Selon cette carte, une certaine mixité caractérise à la fois les communes distantes de l'agglomération et la Ville elle-même; c'est la périphérie qui apparaît surtout comme une marquetterie d'espaces spécialisés. On observe néanmoins une certaine spécialisation secondaire loin du centre : au nord, Versoix et les parties non-riveraines de Genthod, Bellevue et Pregny; dans le nord-est et l'est, à Corsier, Meinier et Puplinge; au sud, à Veyrier, Plan-les-Ouates et dans la partie sud de Bardonnex; enfin, dans certains flots de la commune de Satigny, à l'ouest du canton. Quelques grandes entreprises mises à part, il s'agit surtout, dans ces petits agrégats disséminés, d'entrepreneurs ou d'artisans assumant des fonctions locales. Pour observer les activités tournées vers l'extérieur, il sera opportun d'envisager une analyse plus détaillée à l'échelle de l'agglomération réduite à dix communes. La carte ci-contre évoque les localisations périphériques du secondaire et son extension spatiale continue dans trois ensembles, à savoir Meyrin-Vernier, Lancy-Bâtie-Carouge et Chêne-Thônex; le rôle des transports, notamment ferroviaires, est évident. Quant à la Ville, les fortes densités d'unités surtout secondaires n'y découpent que de petits flots, moins nombreux, moins étendus et ramifiés que les zones dans lesquelles l'unité tertiaire domine. Par ailleurs, les montants absolus d'unités des deux secteurs sont peu comparables et cette carte de densité en grandeur relative ne doit pas faire illusion : le secteur II ne représente, d'après mon fichier, que 15 % environ des unités de travail en Ville, qu'elles soient publiques ou privées.

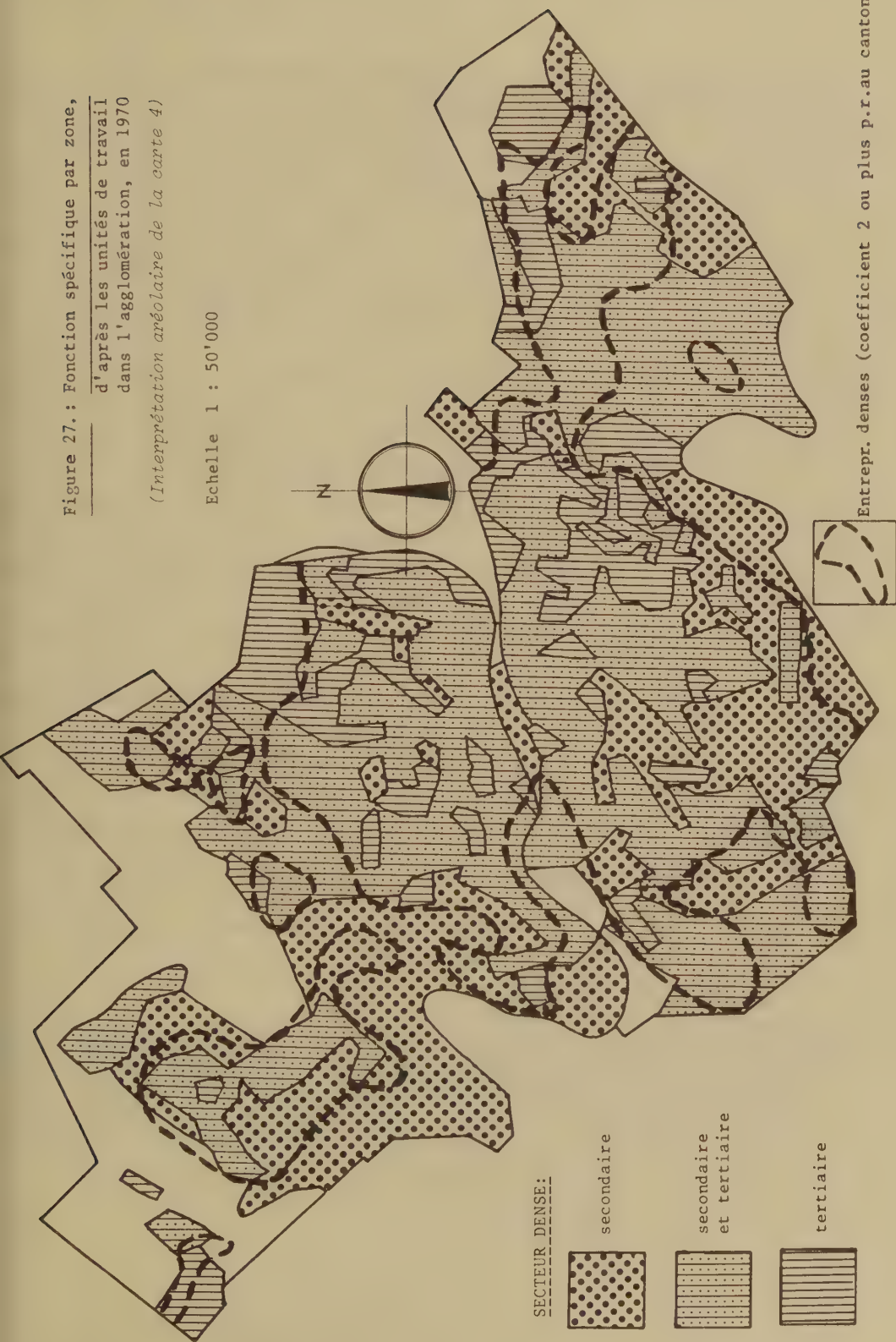
Si l'on prend pour critère la main-d'oeuvre utilisée, le recul global des effectifs secondaires doit être placé à la clé de cette in-

(1) Cf. carte 4. : Secteur dominant de fonction en 1970.

La fonction dominante est identifiée par arbre logique sur la base des densités ramenées à trois classes d'égale fréquence. Les neuf combinaisons possibles sont retenues (voir la légende).

Figure 27.: Fonction spécifique par zone,
d'après les unités de travail
dans l'agglomération, en 1970
(Interprétation aréolaire de la carte 4)

Echelle 1 : 50'000



troduction (diminution de 14 % entre 1965 et 1975 (1)). Genève manque de contacts susceptibles de développer son industrie (2) et n'a jamais connu l'essor d'autres villes suisses quant à la formation d'un complexe industriel autonome. Par tradition, par vocation (liée à sa fonction d'accueil), elle pratique une industrie "sur mesure", hautement qualifiée et tournée vers un marché international (3), adaptée, en somme, aux limites que lui imposent la rareté de l'espace, l'enclavement du territoire, une desserte insuffisante et un système fiscal plus lourd qu'ailleurs. Les deux dernières décennies sont marquées par des mutations : le rachat total ou partiel d'entreprises par des sociétés non-genevoises (4), mais aussi de nombreuses reconversions, "processus normal, positif même, si les entreprises, de ce fait, ne basculaient pas, comme c'est souvent le cas, dans la sous-traitance" (5). Une perte d'autonomie doublée d'un recul d'effectifs, tels sont les symptômes que révèle l'évolution récente; l'atrophie du secteur secondaire et son corrélatif, l'hypertrophie du tertiaire (6), sont sans doute liées à une dégradation de ce que Cl. RAFFESTIN appelle l'"habitabilité" : "La rareté de l'espace détermine, nous semble-t-il, une autre notion, moins commode à évoquer parce que plus floue et rebelle aux catégories : celle de l'habitabilité. Essayons d'en esquisser la définition. L'habitabilité est optima lorsqu'une entreprise trouve sur place les conditions nécessaires à son existence, exception faite des matières premières, et qu'elle peut réaliser son plan d'expansion. Inversement, l'habitabilité se dégrade lorsque le plan de l'entreprise se heurte à

(1) *Selon l'étude d'aménagement de la Ville de Genève, première phase d'étude, mai 1978, p. 38.*

(2) "Genève se trouve à la charnière de systèmes industriels plus supplémentaires que complémentaires", Cl. RAFFESTIN, *op. cit.*

(3) "L'entreprise genevoise (...) a jeté un pont par-dessus sa région qu'elle a longtemps ignorée", *Ibidem, op. cit., p. 309.*

(4) J.-F. BERGIER avance le taux de 11 % (17 % dans les machines et appareils) pour la période 1966-1970 en ce qui concerne la diminution en Suisse du nombre d'entreprises industrielles, c'est-à-dire la concentration, compte tenu de la forte croissance de la production. "Le phénomène est évident, et il s'explique surtout par la lutte concurrentielle sur le marché mondial". Jean-François BERGIER, *Naissance et croissance de la Suisse industrielle*, A. Francke, Berne 1974, p. 161.

(5) *Histoire de Genève, op. cit., p. 361.*

(6) Cl. RAFFESTIN, *op. cit., p. 314.*

des obstacles externes sur lesquels elle n'a aucune prise". Ces conditions nécessaires et ces obstacles sont perçus différemment dans chaque branche, mais leur définition comporte essentiellement une disponibilité d'espace et de main-d'oeuvre. Or, l'espace mis en réserve pour accueillir l'industrie et la pratique du droit de superficie semblent jouer en faveur de son développement : on s'attendrait ainsi au remplissage, par exemple, de la grande zone qui s'étend de Vernier (sous la piste d'envol) jusqu'à Meyrin et Satigny. D'autre part, la main-d'oeuvre étrangère et frontalière devrait pallier les insuffisances de l'offre genevoise : dès 1965, les étrangers ne sont-ils pas en nombre supérieur aux suisses dans le bâtiment (63 %), comme aussi dans les hôtels et les restaurants ? (1) Toutefois, dans les branches d'industrie qui, par leur importance économique et leurs débouchés, constituent la "base" économique de Genève, à savoir les machines, l'horlogerie et la chimie, ces transferts de main-d'oeuvre ont pu jouer un rôle négatif en freinant le progrès technique, d'une part, et en raison des limitations fédérales intervenues dès 1964; preuve en soit peut-être que la chimie, seule à avoir conservé très largement son personnel indigène, n'a pas pris un retard comparable, sur le plan suisse, à celui des deux autres branches (2), à moins qu'on doive attribuer cette différence aux liens étroits de la chimie genevoise avec d'autres centres décisionnels suisses. Quelle que soit son origine, le ralentissement du secteur secondaire s'inscrit dans l'espace et la Ville a connu des pertes vertigineuses (27 % entre 1965 et 1975) d'emplois transférés en partie dans les autres communes, dont l'ensemble accuse un gain relatif de 9 % entre les deux recensements (3).

(1) *Quelques aspects du développement de l'économie genevoise*, Service cantonal de statistique, Genève 1969, p. 241. Selon ce même rapport, les étrangers actifs représentent 39 % des travailleurs de l'industrie en 1965; trois quarts d'entre eux sont des ouvriers et ils fournissent la moitié des effectifs d'ouvriers qualifiés du canton. Cf. p. 241.

(2) *Quelques aspects de l'économie genevoise*, op. cit., p. 241.

(3) *Etude d'aménagement de la Ville de Genève*, op. cit., p. 38.

La contraction et la rareté relative du secteur secondaire se traduisent dans la répartition de 1970 (1). Rappelons qu'il s'agit des postes de travail publics ou privés, ramenés à l'étalon du plein-temps de manière à supprimer toute distorsion due aux différents temps de travail; il ne s'agit donc pas, comme dans les recensements, de personnes occupées à temps variable : cette grandeur, qui cumule les temps partiels, mesure effectivement l'*input* de main-d'oeuvre. On remarque d'emblée une quasi-absence de concentration à l'intérieur de la Ville; seuls, parmi ces densités au demeurant fortes, les quartiers Mail-Jonction et Eaux-Vives en suggèrent l'idée, de même que les Aca-cias dans le prolongement des fortes densités secondaires carougeoises. En périphérie, deux zones denses apparaissent au nord et au sud de Lancy, une près du Lignon, une autre à Vernier-Meyrin liée au chemin de fer, et une dernière zone importante à Chêne-Bourg.

2.1.2. Les fonctions secondaires par branches

Cette analyse de détail fera maintes fois référence à l'étude du professeur Raffeston, qui expose dans sa troisième partie les structures de l'industrie genevoise, l'origine et les problèmes des entreprises d'une certaine importance en leur état quelques années avant 1970 (2). Le commentaire qui suit ne reprendra toutefois de l'ouvrage cité que des éléments susceptibles d'éclairer l'interprétation cartographique, en s'efforçant de montrer comment s'expliquent les localisations des différentes branches, du point de vue de leurs besoins externes et aussi de l'histoire propre à chaque entreprise.

L'état 1970 (3) des branches du bâtiment-gros oeuvre, c'est-à-dire terrassement, génie civil, construction et couverture se monte

(1) Cf. carte 5. : *Emplois du secteur secondaire en 1970.*

(2) Claude RAFFESTIN, Genève, *essai de géographie industrielle*, op. cit.

(3) Cf. carte 6. : *Industrie du bâtiment, travaux de gros oeuvre.*

à quelque 10'000 emplois répartis de façon très régulière, à l'exception de la partie est, où ils se cantonnent dans l'agglomération chénoise. Les plus fortes concentrations se manifestent en Ville sur la rive gauche (Eaux-Vives, Mail-Jonction, Acacias et Carouge) et dans le quartier de la Servette sur la rive droite; noter leur absence à Champel et Bouchet-Moillebeau. Un certain espacement entre unités caractérise cette branche, notamment dans la localisation des petites entreprises comptant jusqu'à 30 emplois.

Les corps de métiers qui suivent la réalisation du gros-oeuvre ou qui assurent l'entretien des bâtiments déjà construits (1) totalisent un peu plus de 10'000 emplois, et se localisent par prédilection dans la zone de construction continue de la Ville et de Carouge; une même corrélation semble sous-tendre aussi le développement du second oeuvre dans des espaces résidentiels éloignés du centre, soit à Vernier-Meyrin-Cointrin, à Lancy et à Chêne-Bourg. Ce sous-secteur paraît donc davantage lié à des contraintes de localisation urbaine que ne l'est le gros oeuvre. Par ailleurs, il est vrai, ces activités se comportent "mieux" en ville que les précédentes, car elles mobilisent moins de surface de stockage et sont moins nuisantes du point de vue du transport des matériaux. Elles revêtent en outre un aspect commercial, lié au fait qu'elles doivent satisfaire une demande de biens au détail.

Si l'on tente de qualifier la répartition d'ensemble du sous-secteur public et privé lié au bâtiment (2), force est de constater sa dispersion à travers le canton. Outre leurs densités supérieures dans l'agglomération, ces emplois apparaissent dans des îlots éloignés du centre, à l'exception du secteur occidental (Mandement, Avully, Chaney), où ils se font rares. Sous le même aspect général de diffusion,

(1) Cf. carte 7. : *Industrie du bâtiment, second oeuvre et entretien.*

(2) Cf. carte 8. : *Emplois dans le bâtiment (gros et second oeuvre) en 1970.*

on les voit fortement représentés dans le périmètre des cités nouvelles. En Ville, une zone plus dense se dessine aux Eaux-Vives, aux Pâquis (partie non-riveraine), aux Grottes, aux Délices, à la Servette, dans le secteur Mail-Ecole-de-Médecine, aux Acacias et à la Cluse, ainsi que dans l'ensemble de Carouge. Au contraire Cité-Centre, Saint-Gervais, Champel, Florissant-Malagnou et Bouchet-Moillebeau ressortent en négatif.

Du point de vue de l'affectation de l'espace, l'industrie du bâtiment dans son ensemble n'est pas autonome, car sa localisation suit la demande, non pas à la manière d'une fonction centrale, mais un peu à la manière de services banaux tournés vers le consommateur. C'est surtout valable pour le second oeuvre, car la promptitude à répondre aux demandes des propriétaires et des locataires compte davantage comme facteur de réussite économique que la distance de ravitaillement de l'entreprise elle-même. Cependant, de telles activités nécessitent des surfaces à faible rentabilité et ne peuvent s'établir sur des terrains de haute valeur foncière, impliquant des loyers élevés : en cela, elles restent tout-de-même des fonctions périphériques.

L'industrie de transformation n'apparaîtra pas uniformément répartie, mais au contraire rassemblée en des zones favorables à la réalisation d'économies externes. Selon CLAVAL, "Les entreprises, du simple fait qu'elles sont installées à proximité les unes des autres, se trouvent dans de meilleures conditions pour gagner de l'argent sans qu'il n'en coûte rien à chacune" (1).

Vient ensuite l'industrie au sens strict, et d'abord la branche la plus importante en emplois, la métallurgie-mécanique (2). Classe disparate, où se mêlent les industries exportatrices de machines ou d'appareils, la métallurgie, la mécanique et les métiers sur métaux, que la loi cantonale sur la Taxe assimile sous le même coefficient du chiffre d'affaires et qu'on n'a, de ce fait, pas pu dissocier. Ce handicap de relevé interdit toute comparaison avec les recensements qui précèdent ou suivent 1970; il rend délicate l'inter-

(1) Paul CLAVAL, *Eléments de géographie économique*, op. cit., p. 91.

(2) Cf. carte 9. : Industries métallurgiques et mécaniques.

prétation du résultat cartographique. Relevons néanmoins qu'une structure différente se dégage entre les concentrations très ponctuelles de Ville, dûes aux grandes entreprises, et la surface presque continue, peu dense, qui recouvre le quartier Bâtie et Carouge (métiers sur métaux, diffus). Quant au reste, on notera une dispersion dans les communes du nord-ouest et le développement, à Vernier-Châtelaine, d'unités comptant plusieurs centaines d'emplois : Ateliers des Charmilles-brûleurs Cuénod, Hispano-Suiza, Kustner, Compac. Les deux premiers cités ont une maison-mère en Ville dans le quartier des Charmilles et représentent une extension sur Vernier; on touche ici du doigt les mauvaises conditions dans lesquelles une implantation originelle proche du centre place de grandes entreprises.

La localisation de huit grandes usines à Genève-Ville, à savoir, les Ateliers de Sécheron, Sodeco, Hispano-Suiza, les Ateliers des Charmilles et Tavano (confondus dans le même hectare), Gardy, la SIP et Gallay dessine un cercle de 270 degrés fermé par le lac. C'est la structure qui s'est formée à l'avènement de la grande industrie (1) et que la diffusion actuelle du tertiaire rend problématique. L'effectif total de ce groupe atteint, en chiffres ronds, 7'000 emplois, de sorte qu'en y incluant les extensions sur Vernier (1'250 emplois), Tarex à Lancy et cinq ou six établissements de Carouge (Lucifer, Moto-sacoche, etc..., soit 1'000 emplois) de la même branche, on constate que l'industrie la plus représentative de la base industrielle genevoise est très dispersée dans la trame urbaine et aussi qu'elle ne dépasse guère le seuil des 10'000 emplois. Ce chiffre était atteint dans le canton soit par le gros oeuvre, soit par le second oeuvre et l'entretien du bâtiment; il est modeste, mais, comme le fait remarquer Claude Raffestin, "l'industrie genevoise est paradoxale, comme l'industrie suisse d'ailleurs en grande partie; en effet, les dimensions hu-

(1) "L'industrie mécanique s'est implantée dans la ville alors que cette dernière possédait déjà les traits principaux de sa physionomie actuelle, particulièrement depuis le démantèlement des fortifications (...). La rareté de l'espace à Genève n'encourage évidemment pas l'installation des entreprises "dévoreuses d'espace". L'avenir est surtout favorable de ce point de vue aux firmes pouvant se contenter d'un espace restreint dont le prix au m² est forcément élevé".
CL. RAFFESTIN, op. cit., pp. 141-142.

maines et financières sont à l'image de celles du pays, petites à moyennes. Mais ses fonctions sont internationales et ses affaires ont des ramifications nombreuses et lointaines" (1).

La seconde branche recensée est l'horlogerie (2). Le chiffre de 4'350 emplois pour 1970 recouvre également la fabrication de boîtes et celle de verres de montre; en 1965, les fabriques d'horlogerie à elles seules totalisaient 2'923 postes de travail (3). En tenant compte d'une très forte baisse de la branche (- 25 % entre 1965 et 1975 selon les recensements), on voit que les grands établissements comptent encore dans le contexte industriel genevois, d'autant que les entreprises sont très concentrées (4) et étroitement localisées comme le suggère la légende, fondée sur une division descriptive.

A la suite de nombreuses péripéties (5), cette industrie "propre" occupe actuellement peu d'espace et se distribue entre un site d'origine (le Centre-Ville), un second site historique (le triangle de la Jonction) et une zone d'essaimage par unités de taille parfois très grande du côté Acacias-Carouge. L'horlogerie apparaît donc, sur la carte, comme une industrie urbaine, pour des motifs de complémentarité technique qui remontent à l'ancienne Genève et qui valaient encore vers 1900 (6). Depuis lors, manufactures et établissements ont tendance à sortir de ville en se tenant proches des "réservoirs" de main-d'oeuvre que sont les grands ensembles.

(1) Cl. RAFFESTIN, *op. cit.*, p. 201.

(2) Cf. carte 10. : Industrie horlogère.

(3) Selon RAFFESTIN, *op. cit.*, p. 84.

(4) Trois quarts de la main-d'oeuvre travaille dans des exploitations de plus de 100 emplois, Cf. Quelques aspects du développement de l'économie genevoise, p. 23; RAFFESTIN (p. 84) articule le taux plus modeste de 65 %.

(5) "L'horlogerie est une structure "sédimentaire" qu'il faut déchiffrer couche par couche", Cl. RAFFESTIN, *op. cit.*, p. 97.

(6) Cl. RAFFESTIN, *op. cit.*, p. 98.

Troisième dans l'ordre décroissant des effectifs, l'industrie chimique (1) est, comme on le voit, assez présente à travers la Ville, tout comme dans Carouge, Lancy, Vernier et le sud de Meyrin. Là encore, l'ensemble est hybride, car la chimie est représentée avant tout par les grandes fabriques produisant des bases de parfums qu'utilisent de petites entreprises parachimiques et, en second lieu, par l'industrie pharmaceutique. Les deux grands producteurs de bases synthétiques sont localisés sur l'Arve et sur le Rhône, où ils rassemblent un tiers de la main-d'oeuvre totale de la chimie. De leur côté, les maisons les plus représentatives de la branche pharmaceutique (Sauter, de Tolédo) sont en Ville ou hors de Ville (Sauter-Châtelaine, Vifor), au prix de quelques difficultés de recrutement. La parachimie, avec des effectifs toujours inférieurs à la centaine, s'offre en général l'avantage d'une implantation urbaine à loyer élevé, la zone de Vernier faisant toutefois exception à cette règle.

Entre 1965 et 1975, la chimie accroît sa main-d'oeuvre de 22,7 % (31,9 % dans la décennie précédente). Elle semble être la branche qui soit le mieux à même, en raison de salaires élevés, à la fois de conserver, voire d'augmenter son personnel et de trouver place à Genève, en résistant au débordement du tertiaire, toutefois dans des conditions que souligne Cl. Raffestin : "La mise en évidence de deux phénomènes s'impose relativement à l'édifice industriel de la chimie genevoise : l'intrusion dans l'espace genevois de la grande chimie bâloise et l'alliance, pour les petites et moyennes entreprises à l'échelle genevoise, du secondaire et du tertiaire" (2). Développement donc, mais développement limité, quelles que soient l'habileté et la persévérance d'individualités qui savent le promouvoir, par des facteurs géographiques qui rétrécissent l'espace et la main-d'oeuvre, rendent coûteux l'accès aux matières premières et surtout empêchent l'épanouissement de complémentarités techniques et financières indispensables (3).

(1) Cf. carte 11. : *Industries chimiques*.

(2) Cl. RAFFESTIN, *op. cit.*, pp. 225-226.

(3) *Ibidem*, p. 206.

L'imprimerie, la presse, la reliure forment une branche aux interrelations étroites, qui "a trouvé son second souffle après la première guerre mondiale avec l'arrivée des institutions internationales" (1). On y a joint, accessoirement, la photographie (d'art et industrielle, mais aussi les laboratoires de films), car toutes ces activités sont étroitement liées au tertiaire local ou international et recherchent avant tout une situation favorable, c'est-à-dire proche du centre et cependant non répulsive du point de vue du prix du terrain, les machines occupant beaucoup de place. On trouve ainsi réunis non loin de la rue du Stand, "véritable axe des arts graphiques à Genève" (2) les sièges des principaux quotidiens et plusieurs imprimeries qui font vivre des ateliers de gravure ou de clicherie. Certaines imprimeries ont choisi la rive droite (St-Jean-rue de la Dôle ou Voie-Creuse, sur un terrain des CFF), ou carrément le centre. Chêne-Bourg possède une imprimerie pour la mécanographie, Carouge, la reliure industrielle. Ces spécialités périphériques et certaines décentralisations expliquent la dissymétrie apparente de la répartition d'une branche essentiellement urbaine, dont les petites unités qui assurent les travaux de ville sont disséminées dans les quartiers les plus tertiaires, tandis que les plus grandes occupent un centre de gravité (du point de vue de la circulation urbaine) étroitement délimité. Il est d'ailleurs intéressant de noter le lien qui existe entre cette concentration des arts graphiques du Mail à la rue du Stand et les courbes d'isoprix du terrain: nos calculs (3), basés sur les opérations des années 1970-1976 selon la Feuille d'Avis mettent en évidence un "talus" raide orienté N-S et qui passe par le pont de la Coulouvrenière. Ainsi, les prix s'abaissent d'une fourchette de 11'000-22'000 fr en moyenne (prix ajusté 1976, terrain équipé s'entend) sur l'axe Corrate-rie-Ile-Coutance et les Rues basses à moins de 3'500 fr au mètre carré dans la zone Square du Stand.

(1) Claude RAFFESTIN, *op. cit.*, p. 246. Cf. Carte 12. : Arts graphiques.

(2) *Ibidem*, p. 237.

(3) Contribution du groupe "activités économiques" à l'étude d'aménagement de la Ville de Genève, automne 1977. La carte est publiée dans le rapport et reproduite ci-après, p. 296.

L'examen simultané des deux branches de l'alimentation et de l'habillement (1) ne se justifie que pour des raisons de taille, deux cartes distinctes n'ayant pas suffisamment de "poids" statistique. Industries importantes à Carouge (minoteries, biscuiteries, conserveries, laiteries et vêtements) mais également à Chêne (chaussures, chocolat) et Grange-Canal (cigarettes), ainsi qu'à Meyrin (boissons); les couturiers sont, bien sûr, au centre.

La branche des biens d'équipement (2) est également très carougeoise, car, en grande partie, elle observe une logique de localisation urbaine en raison de son débouché commercial. Le contenu des activités qu'elle englobe est assez hétéroclite, leur dénominateur commun étant une taille réduite, comme le suggère la légende. Néanmoins, avec les activités aval du bâtiment, ces entreprises desservent un marché qui "passe par les trois stades local, régional et national au fur et à mesure de leur expansion" (3).

Dans le même ordre d'idées, l'industrie des métaux et des matériaux précieux (4), à laquelle a été rattachée la bijouterie a besoin, pour vivre, d'un support urbain de relations; avec elle, on se rapproche ainsi d'une problématique tertiaire.

En amont du bâtiment (5) on trouve, d'une part, des unités de production (gravières ou tuileries) disséminées sur le territoire cantonal et, de l'autre, des entreprises de fabrication spécialisée, de stockage et de vente, situées près du centre; les transports qu'impliquant ces dernières (seules à figurer sur la carte) les incitent à se localiser dans des secteurs densément construits pour mieux satisfaire la demande.

Je laisse de côté la branche électrotechnique, dont l'import-

(1) Cf. carte 13. : Industries d'alimentation et d'habillement.

(2) Cf. carte 14. : Industries des biens d'équipement.

(3) Claude RAFFESTIN, *op. cit.*, p. 286.

(4) Cf. carte 15. : Industries de métaux et matériaux précieux.

(5) Cf. carte 16. : Industrie des matériaux de construction.

tance en emplois ne justifie pas l'examen d'une carte. En considérant maintenant toutes les activités industrielles publiques ou privées du canton, je serai à même d'amorcer une réflexion synthétique sur leur implantation (1). L'importance de cette carte pour le propos de l'analyse d'ensemble m'amène à émettre une réserve de portée générale quant à la localisation des emplois sur le fond-repère; celui-ci se base sur une répartition résidentielle et il reprend la trame par flots ou secteurs de recensement utilisée dans les communes. Il s'ensuit que les flots ne reproduisent pas exactement les localisations isolées d'activités productives (ateliers, usines, etc...); ces dernières ont été rattachées au plus proche, ce qui équivaut à privilégier la trame résidentielle tout en conservant une matrice spatiale unique pour l'ensemble des phénomènes observés. La distorsion qui en résulte ne concerne pas la Ville, mais bien toute une série de zones secondaires dans la périphérie et le reste du canton. Cette réserve est nécessaire, par exemple, pour l'observation de la zone de la Praille, dont la superficie en rails est exagérée en regard des installations qui s'y trouvent, mais celles-ci ont été rattachées aux flots résidentiels proches de Lancy et de Carouge. L'accommodement pourra paraître inacceptable en ce cas-limite; la difficulté n'a toutefois qu'un caractère local et ne nuit nullement à l'interprétation globale.

Par industrie au sens large, il faut entendre les établissements industriels, quelle que soit leur taille : les petits indépendants du secondaire hormis le bâtiment, c'est-à-dire les artisans, représentent une part appréciable, ainsi que le montrera la carte suivante. Il s'agit ici d'identifier la force de travail investie en chaque point de l'espace pour des productions de valeur-marchandise qui ajoutent à des biens préalablement extraits, voire déjà transformés, une "forme" supplémentaire. Vu sous cet angle, l'espace-atelier de Genève, autrement dit, celui du travail de fabrication ou de façon, est greffé sur la Ville en sa moitié ouest et se détend selon deux

(1) Cf. carte 17. : *Emplois dans l'industrie (sens large) en 1970.*

directions privilégiées, qui correspondent aux deux tronçons principaux des CFF de la Praille et de Vernier-Meyrin. Le travail industriel structure l'agglomération; il dessine une nébuleuse d'axe oblique fuyant vers le nord-ouest, nébuleuse dont la naissance suit une ligne tangente à la Ville vers Carouge, passant par les Acacias, la Jonction, Saint-Jean, les Charmilles et Vernier-Meyrin, tandis qu'un second axe sinueux de même origine franchit l'aire de la Praille et s'étend au nord de Lancy, semant dans son mouvement une nuée d'implantations de moindre importance sur toute la partie sud du canton, de Veyrier à Bernex. A ces deux axes principaux s'ajoutent les concentrations de l'agglomération chénoise, de Grand-Saconnex-Cointrin près de l'aérogare, du centre isolé de Versoix et d'une série d'activités éparses à Satigny, la Plaine, Russin, Meinier et Choulex. Quant à la Ville de Genève, en-dehors des quartiers déjà cités, elle paraît relativement peu industrielle; Sécheron et une partie des Eaux-Vives traduisent cependant des densités spécifiques supérieures d'industrie; on pourra toutefois nuancer cette impression en observant une localisation par tailles (1).

En effet, la répartition des mêmes unités de travail groupées suivant la taille moyenne introduit des nuances par rapport à la description précédente; le poids de la Ville s'accroît, car on a vu qu'elle abrite certaines grandes entreprises : par exemple, les Ateliers de Sécheron occupent la superficie de plusieurs flots. Sous cet angle, les Eaux-Vives semblent aussi héberger des unités de travail d'importance; de son côté, Bernex contient quelques unités de taille moyenne. Surtout, Châtelaine apparaît comme une véritable zone industrielle tandis que Chêne-Bourg, détaché de l'ensemble, témoigne d'un pullulement de petites unités qui abaissent la taille moyenne des flots. Il est certain que les grandes entreprises sont plus à même de faire face à des coûts élevés de localisation que les petites des mêmes branches (voir la disparition progressive de l'artisanat en Ville), mais elles sont plus exposées, par ailleurs, à des difficultés d'extension au contact immédiat de l'habitat continu; il s'ensuit une tendance générale à l'exode urbain. A souligner enfin la liaison visible entre

(1) Cf. carte 18. : Taille moyenne des entreprises et unités géographiques de travail du secteur public industrielles en 1970.

le système de nébuleuses industrielles et le phénomène de déversement résidentiel (cf. cartes 58-61 et 64); ce dernier a déterminé, au-delà des espaces industrialisés, des pôles de concentration alignés sur un axe parallèle au sens de l'extension des entreprises, ce qui s'explique sans doute par une volonté d'implanter la main-d'oeuvre du côté des concentrations de travail. Précisément, ce thème va être développé dans les pages qui suivent.

En conclusion de cette analyse, il est frappant de constater combien les deux sous-secteurs du secondaire se comportent différemment dans le tissu urbain; ceci ressort d'une comparaison des cartes 8 et 17 qui toutes s'efforcent, par un artifice de calcul, d'identifier des écarts par rapport à une pondération constante des flots. Or, les deux images sont très différentes et en admettant, comme le suggère la comparaison du gros oeuvre et du second oeuvre du bâtiment (6 et 7) que la Ville héberge surtout des métiers du second oeuvre (électricité, ferblanterie et appareillage, peinture et décoration, vitrerie, chauffage, etc...), une vérification se dégage d'elle-même en faveur du rejet d'industries et du maintien d'activités secondaires à vocation spécifiquement urbaine. Ce partage de l'espace entre une affectation dans le centre au développement du support bâti des fonctions tertiaires et une affectation périphérique à l'industrie, livre un instantané de la mise en valeur commencée de l'agglomération. L'impression d'ensemble n'est pas celle d'un processus contrôlé, planifié et ordonné, mais plutôt celle d'une retombée éparse de décisions fondamentales concernant le destin de la Ville. Gageons pour l'avenir qu'une politique volontaire corrigera progressivement cet état de fait désordonné et que cette nébuleuse informe sera peu à peu organisée. Si rien n'était tenté pour stimuler l'industrie en lui offrant de meilleures conditions d'agglomération dans la proche banlieue, l'espace genevois évoluerait vers une fonction purement tertiaire, livrée aux aléas de la présence internationale, perdant ainsi le contrôle des affaires qui feraient vivre sa population. La situation actuelle provoque un redimensionnement économique en Ville, face auquel les éléments décisionnels genevois doivent prévoir en corollaire un encadrement à long terme du *zoning* spontané périurbain.

DEUXIEME SECTION :

L'APPROPRIATION SECONDAIRE DE L'ESPACE

Affecter le sol comme support à des fonctions de type secondaire implique un investissement sans commune mesure avec celui nécessaire par une utilisation primaire, du moment qu'il correspond à la valeur d'échange que revêt une parcelle recherchée pour sa localisation, c'est-à-dire pour l'économie qui peut résulter de sa situation relative à des facteurs mobiles. Cette valeur résulte de la concurrence de fonctions et, compte tenu de cette concurrence, on peut supposer que le prix des terrains à Genève ne favorise pas l'industrie; les zones placées sous le régime du droit de superficie sont encore peu développées et restent inadéquates pour des entreprises non directement reliées au chemin de fer. Mais l'industrie ne constitue qu'un aspect fonctionnellement essentiel de l'affectation de l'espace, car cette problématique concerne l'ensemble de l'agglomération. Or, la production du logement comme marchandise, à cet égard, ne diffère pas fondamentalement du calcul industriel : le prix élevé d'un terrain est acceptable, si l'on substitue le capital ainsi dépensé à des coûts de distance, qui se traduiraient par une difficulté à trouver des locataires. L'agglomération ne favorise donc pas seulement l'économie d'échelle dans les activités productives, elle permet de gérer une main-d'oeuvre à travers l'usage d'un bien devenu rare dans le périmètre d'espaces de travail denses; la logique secondaire profite ainsi au placement financier à long terme, car elle développe un secteur économique qui contrôle la croissance visible dans l'espace, sans être tenu pour responsable de l'organisation de cet espace, à savoir, la classe des détenteurs de capitaux en quête d'investissement. Notre époque n'est plus celle du financement direct par un utilisateur qui assure lui-même l'équipement d'un terrain après l'avoir acquis, ni d'ailleurs celle du placement immobilier par le bourgeois propriétaire foncier. Le "capital de promotion", selon TOPALOV, se distingue à la fois du capital industriel et du capital de prêt : comme le premier, il circule, mais

son cycle est du type argent-marchandise-argent (1); et, à la différence du second "auquel il se combine éventuellement, (...) il détient à un moment donné de son cycle la propriété de la marchandise logement + sol, et peut ainsi bénéficier des changements de niveau du sur-profit de localisation" (1, *id.*). Le secteur immobilier fait ainsi commerce de l'usage de l'espace tout en administrant des capitaux nés de la plus-value réalisée par les entreprises; il fonctionne comme un réservoir qui réalimente le système de gestion privée de l'espace car il transforme en argent l'accroissement continu de la rente foncière. Non que je veuille le présenter comme un secteur "parasitaire", distribuant des dividendes et des intérêts sans contribution propre à l'économie; sa fonction régulatoire explique à elle seule son existence, à un stade où l'espace du logement est considéré et traité comme une marchandise. La mise à disposition d'équipements résidentiels constitue un service, de telle sorte que les loyers encaissés servent d'abord à amortir les immobilisations, à payer les intérêts et à couvrir les frais de gérance des immeubles. Comme tout investissement, la détention de logements apporte une marge de profit qui correspond au risque assumé par l'entreprise face à l'offre concurrente et aux fluctuations de la demande. Toutefois, il en serait ainsi dans l'hypothèse de concurrence complète entre micro-unités, mais, comme l'écrit F. PERROUX, "la relation de pouvoir, par opposition à l'équilibre de concurrence complète, apparaît dès que les firmes sont autre chose que des adaptateurs de quantité" (2). Aussi bien, l'échange de services (de résidence, par exemple), tel qu'il est pratiqué dans la réalité, comprend-il non seulement des réponses à la demande, mais également des "échanges de moyens d'influence et de pouvoir"; le pouvoir d'exercer une contrainte sur un marché appartient en effet à la macro-unité, "sous-ensemble où un

(1) "En tant qu'il intervient au cours de la période de production, il se distingue du capital de circulation qui prend la forme de la marchandise finie et assure sa transformation en capital-argent tout au long de la période de consommation". Christian TOPALOV, *op. cit.*, p. 18.

(2) "La variable information doit s'ajouter aux variables habituelles, prix et quantités, dans tous les régimes de prix : cette introduction en modifie profondément la nature". François PERROUX, préface à Claude JESSUA, *Coûts sociaux et coûts privés*, Paris, PUF 1968, cf. pp. VIII-XXIII.

élément ou un centre de décision fixe le niveau ou la marge de variation d'une partie des variables qui composent le projet ou plan des éléments ou centres de décision subordonnés".

Cette section présentera quelques aspects structurels de la détention d'immeubles dans les dix communes denses contigües au centre. Voici, en premier lieu, comment on peut chiffrer en 1970 la concentration de l'emprise immobilière, ou, comme dit François PERROUX, son "degré d'inégalité" mesuré statiquement, avant d'examiner la "constellation d'influences et de pouvoirs" (*op. cit.*) qui traduit l'hétérogénéité du marché du logement.

2.2.1. Indices de concentration

Dans l'agglomération, on peut dire que la concentration de l'emprise fait pendant à celle du bâti lui-même. En première approximation, la méthode bien connue de la courbe et de l'indice selon Lorenz (Cf. tableau 8) fournit un aperçu d'ensemble de cette mainmise des collectivités ou personnes morales.

L'indice cumule en pourcentage les unités de contenant immobilier (immeubles ou logements) en fonction des pourcentages cumulés de détenteurs, subdivisés en classes de détention croissante. La valeur est obtenue manuellement par le décompte de la surface intérieure à la courbe de concentration et elle est exprimée en pourcentage de la surface totale du diagramme.

Les indices calculés correspondent aux critères de division du fichier construit pour cette étude (1), à savoir :

1. Immeubles (quelle que soit leur affectation) et logements.
2. Sociétés immobilières et autres propriétaires.
3. Sièges sociaux des S.I. et administrateurs-présidents.

La troisième division ne concerne évidemment que les S.I., dont la domiciliation permet d'opérer des rapprochements, de même que le

(1) L'Annuaire Genevois Chapalay & Mottier 1970 a fourni la liste exhaustive des propriétaires, le type d'immeuble et son contenu en logements, de même que la composition des conseils d'administration des sociétés. La mention "chez" indiquait la régie ou l'agence administrant chaque société immobilière. Les dix communes recensées rue par rue, selon les renseignements fournis par le Contrôle de l'habitant, rassemblent environ neuf dixièmes des logements occupés dans le canton (cf. annuaire statistique de Genève 1972, p. 148).

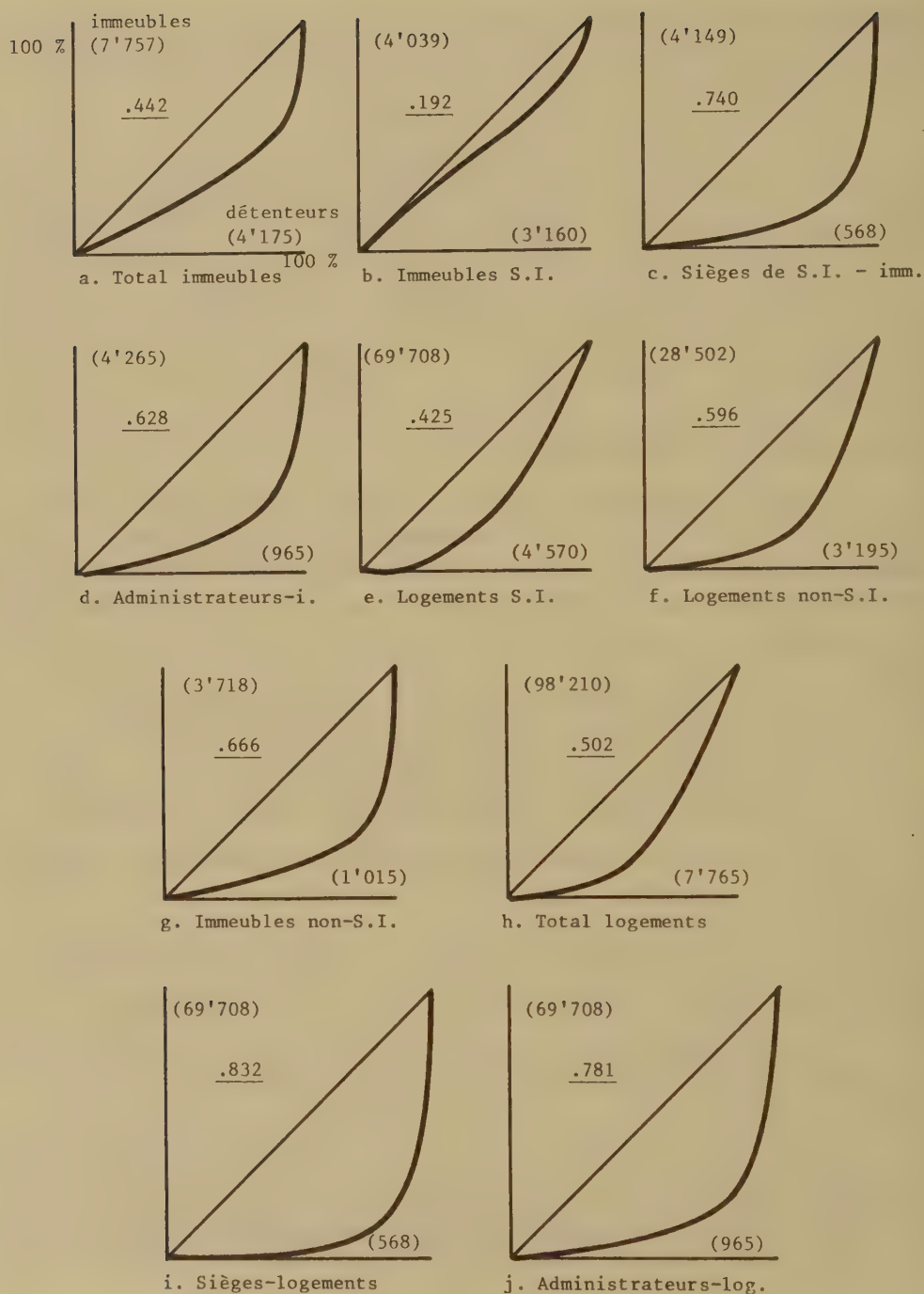


Tableau 8 : Concentration de l'emprise immobilière, d'après Lorenz.
(classes de détenteurs en abscisse, d'imm. ou log. en ordonnée)

nom de l'administrateur et ceux des membres du conseil d'administration. La dernière source d'information n'a pas été exploitée. De même, les immeubles détenus en nom individuel (à un seul logement pour la plupart) ont été négligés.

En portant en abscisse l'ensemble des propriétaires et l'ensemble de leurs immeubles en ordonnée (a), on obtient l'indice de 0.44; le point le plus distant de la diagonale indique qu'environ 10 % des propriétaires détiennent à eux seuls près de la moitié des immeubles, ce qui est déjà significatif. En revanche, l'examen séparé des Sociétés Immobilières (b) dénote une quasi-absence de concentration : 0.19; atomicité qui n'est qu'apparence, car en réalité, les S.I. sont liées entre elles par de puissantes concentrations de capitaux. Pour démêler les fils de leur structure financière, il faudrait connaître les participations au capital réel (et non seulement au capital porté dans le Registre du Commerce) de chaque personne physique ou morale intéressée conjointement à plusieurs sociétés; si la composition des conseils d'administration est déclarée, elle peut ne pas coïncider totalement avec celle des investisseurs. Néanmoins, à défaut d'une connaissance exhaustive, on pourra contrôler ici deux faits partiellement révélateurs qui, sont, d'une part, le siège ou raison sociale de domiciliation de chaque S.I. et la personne même du président de son conseil d'administration. Or, on constate immédiatement que l'indice relatif au siège (c) est de 0.74, indiquant une forte concentration et celui relatif à l'administrateur (d), une concentration un peu moins forte, soit 0.63. En se basant sur ces seules mesures, il est donc légitime d'affirmer que les S.I., comparables en cela aux autres collectivités publiques et privées d'emprise directe, présentent une structure très concentrée quant à la répartition de leur capital-logement.

Il est clair qu'on ne peut, sans déformer les faits, assimiler rigoureusement à une emprise directe le caractère de domiciliation, pas plus d'ailleurs que la qualité d'administrateur. Mais il est clair aussi que cet anonymat recouvre une réalité économique essentielle pour la compréhension des faits d'emprise, constatation qui me conduira à faire la part belle, dans l'analyse géographique, à une fraction de S.I. caractérisée par une forte emprise, selon le point de vue du siège ou selon celui de l'administrateur.

De même, en effet, que la série d'indices précédente qui avait pour unité l'immeuble, celle qu'on peut calculer en termes de logements masque une concentration réelle si l'on s'en tient aux S.I. comme telles. L'indice des logements qu'elles possèdent est déjà très supérieur à celui des immeubles : 0.425 (e) et celui des logements détenus par des personnes morales autres que les S.I. s'abaisse à 0.60 (f), contre 0.67 (g) pour les immeubles. Ces deux différences expriment clairement le fait que la concentration des S.I. s'opère autour de grands immeubles, c'est-à-dire d'immeubles comptant beaucoup de logements, constatation qui n'est certes pas pour étonner. Mais que l'on prenne en considération l'indice des sièges de S.I. en termes de logements (i), soit 0.83, puis celui des administrateurs (j), qui est de 0.78, et l'on aura une idée plus pertinente de la structure immobilière sous-jacente, inaccessible comme telle. En effet, le maximum de la courbe i suggère en chiffres arrondis qu'un septième des sièges (soit 80 sièges) administre près de six septièmes des logements (un peu moins de 60'000 logements). Par souci de précision, le tableau 9 reproduit les points-repères des deux derniers profils :

Sièges	Logements	Administrateurs	Logements
41.9 %	1.1 %	29.0 %	1.1 %
77.8	10.7	65.4	9.8
87.5	21.1	82.6	20.2
92.2	31.9	91.7	40.1
94.7	42.7	94.7	50.3
96.4	52.9	96.6	60.1
97.7	63.8	97.9	69.7
98.7	74.4	98.9	80.6
99.4	84.2	99.6	90.4
100.0	100.0	100.0	100.0

Tableau 9. : Indices de concentration, pourcentages cumulés des classes de logements

S.I. selon le siège et selon l'administrateur-président, en 1970.

En tête de liste, six sièges (soit 1 %) administrent 19.5 % et neuf administrateurs, 16.7 % des logements appartenant à des S.I., en choisissant pour seuil minimum 1'500, respectivement 1'000 logements;

ceci justifiera pleinement l'examen détaillé de leur aire d'emprise (1). Mais il s'impose auparavant de faire connaissance avec la morphologie de la zone d'étude, en vue d'interpréter correctement la distribution des fiefs immobiliers.

2.2.2. La morphologie de l'agglomération

Un court préambule est nécessaire pour situer à la fois dans le temps et dans l'espace l'intervention des pouvoirs publics sur le développement du domaine bâti; d'autant plus nécessaire que l'échantillon d'étude ne contient pas toutes les données et qu'il se limite au critère du nombre de logements pour évaluer le volume des immeubles. La législation en matière d'aménagement s'est constituée au cours du XXème siècle et a connu deux moments, si l'on prend pour repère l'après-guerre qui marque le début de la période d'expansion extra-urbaine. Avant la loi sur les constructions et installations diverses dont il a été fait état à propos de l'aménagement primaire, le premier plan de zones (de 1929) préconisait un profil convexe de l'ensemble urbain du point de vue des hauteurs autorisées, comme aussi d'ailleurs celui de 1940. Selon la loi actuelle, trois "zones primaires" (2) englobent la Ville et Carouge; si la pratique en était restée à ces normes, la densité maximale du volume bâti et sa hauteur iraient diminuant de la zone Vieille Ville-Rues basses-Ile-Saint Gervais (18 à 24 mètres de hauteur selon la largeur des rues) aux limites de l'habitat contigu. Il n'en pas été ainsi pour la hauteur, car le périmètre de développement de la troisième zone possède des extensions sur Meyrin, Vernier, Onex, Lancy, Plan-les-Ouates et Chêne-Bougeries qui font l'objet de plans spécifiques, conformément à la loi générale (du 29 juin 1957) et au Règlement d'application de la loi sur le développement de l'agglomération urbaine du

(1) Cf. *infra*, tableau 11.

(2) Art. 11. : Les trois premières zones sont réservées aux grandes maisons destinées à l'habitation et au commerce.

La première zone comprend les quartiers de la ville de Genève qui se trouvent dans les limites des anciennes fortifications.

La deuxième zone comprend les quartiers édifiés sur le territoire des anciennes fortifications et les quartiers nettement urbains qui leur sont contigus.

La troisième zone comprend les régions dont la transformation en quartier urbain est commencée.

5 juin 1964. Or, en troisième zone dite "de développement", l'Etat n'applique pas de plafond de hauteur fixe, mais s'en est tenu jusqu'ici à imposer un taux-limite d'occupation des sols (rapport plancher/parcelle) de 1.2 dans le cadre des mesures dites d'"épannelage" (1) qu'on peut ventiler à plusieurs niveaux :

- 1) Première zone d'épannelage, hauteur admise 30-36 mètres
- 2) Zones de dérogation selon les normes du Département
- 3) Epannelage appliqué à la construction de tours.

Ces renseignements sont inofficiels mais ils montrent que, depuis la forte poussée du logement hors de la Ville, l'aménagement s'effectue de façon différenciée; tout ensemble urbain compris dans le périmètre de développement fait en effet l'objet d'un plan directeur. Une autre loi (11 juin 1965) permet le remembrement foncier urbain. Le résultat est évidemment de nature à créer un profil général concave, même si le centre est appelé à "remplir" le volume autorisé des zones primaires. Le prix des terrains incomparablement plus bas en périphérie a permis d'y jouer avec le rapport hauteur/distance en construisant de nouveaux ensembles dans lesquels la verticalité domine; en zone primaire, en revanche, les limites de gabarit sont rigoureuses (2). De toute

(1) Le terme signifie proprement "dégrossissage d'une pierre par une taille en plans préparant le façonnement" (Quillet-Flammarion). Dans l'esprit du plan directeur, il veut dire "définir la valeur enveloppe permettant le développement harmonieux de l'agglomération, où puissent s'édifier des constructions importantes, soit en masse, soit en hauteur, sans compromettre l'héritage monumental et le site". Cf. plan d'épannelage de 1966.

(2) Les gabarits primaires sont les suivants :

	<u>Art.</u>	<u>Hauteur</u>	<u>Distance</u>
<u>Première zone :</u> (ancienne Genève)	24,33.	$H \leq 24 \text{ m.}$ $H \leq 5D+3$ (*) $H \leq 5/4D+3$	$D \geq 4 \text{ m.}$ $D \geq \frac{H-3}{5}$ (**)
<u>Deuxième zone :</u> (anciennes fortifications)	50,59.	$H \leq 24 \text{ m.}$ $H \leq 2D+3$ $H \leq D+3$	$D \geq 4 \text{ m.}$ $D \geq \frac{H-3}{2}$ (**)
<u>Troisième zone :</u> (transformation commencée)	76,85.	$H \leq 21 \text{ m.}$ $H \leq 5/3D+3$ (*) $H \leq 3/4D+3$	$D \geq 6 \text{ m.}$ $D \geq 3/5(H-3)$ (**)
<u>Quatrième zone :</u> (petites maisons)	102,112.	$4A:H \leq 15 \text{ m.}$ $4B:H \leq 10 \text{ m.}$ $H \leq D$ (*) $H \leq \frac{1}{2}D$	$D \geq 6 \text{ m.}$ $D \geq H$ (**)
<u>Cinquième zone :</u> (exploitations et villas)	131,139.	$H \leq 10 \text{ m.}$ $H \leq D$ (*) $H \leq \frac{1}{2}D$	$D > 6 \text{ m.}$ $D > H$ (**)

(*) Hauteur à front ou en retrait de voies publiques ou privées.

(**) Distance, si la construction n'est pas à la limite de propriétés.

évidence, une relation existe entre la latitude accordée en zone de développement et le grand bond du marché du logement durant les deux dernières décennies; de même, la tendance actuelle à réfréner le laissez-faire de cette période coïncide sans doute avec la récession; aussi le périmètre de l'agglomération défini en 1975 par le Département des Travaux Publics est-il plus réduit que celui préconisé par le plan directeur cantonal de 1965.

Le secteur d'étude comprend les dix communes de Genève-Ville, Grand-Saconnex, Meyrin, Vernier, Onex, Lancy, Carouge et les Trois-Chênes. Les besoins de l'analyse par zones m'ont conduit à distinguer en Ville seize quartiers statistiques relativement arbitraires, qui constituent une articulation acceptable des étapes historiques d'extension urbaine mais qui, surtout, présentent l'avantage d'être facilement repérables à partir de l'Annuaire CHAPALAY & MOTTIER.

La première tâche consistera à identifier quelques caractères physiques de l'habitat, mesurés par des valeurs moyennes de zone. Ces caractères seront l'ancienneté, le parc des immeubles en 1970, leur taille moyenne; rappelons toutefois que l'échantillon étudié ne comprend pas la propriété individuelle.

La première carte pourra être examinée à l'échelle de l'ilot de recensement (1). Très analytique dans son principe, elle compare les classes d'ancienneté extrêmes (la première représente des immeubles existant dans l'immédiat après-guerre, et la seconde, des immeubles datant de la croissance résidentielle de la décennie 1960-1970) pour tenter de mieux faire ressortir d'éventuelles zones homogènes en contraste avec des zones mixtes. C'est l'effet qui est obtenu notamment au Centre-Ville, aux Eaux-Vives, à Plainpalais, à Saint-Gervais ainsi qu'aux Grottes et aux Pâquis, où l'on relève une morphologie spécifiquement ancienne alors que Champel, Florissant, Charmilles ou Bouchet-Moillebeau,

(1) Cf. carte 19. : *Etat d'ancienneté des bâtiments, en 1970.*

zones plus excentriques, manifestent au contraire une uniformité d'âge récent. Dans les quartiers mixtes on peut noter Sécheron, la Jonction, les Acacias et Grand-Pré, quartiers dans lesquels s'est déjà amorcée une restructuration massive du tissu urbain. Dans la couronne peu dense qui sépare la Ville du chapelet des ensembles résidentiels récents (les tours de Carouge mises à part, cet espace ayant une morphologie hybride qui lui est propre), l'habitat accuse une relative ancienneté; la tranche 1947-1960 ne figure pas sur la carte, on peut penser néanmoins qu'elle y serait fortement représentée. En-dehors de l'agglomération étudiée ici, ce relevé permet un repérage précis des communes qui ont accueilli un habitat récent, collectif en plusieurs cas. Comme le critère de recensement recouvre également la restauration complète, considérée comme une construction, il est intéressant de noter combien rares sont les villages non encore restaurés dans le canton.

En examinant la répartition des immeubles locatifs sur un fond de zones (1), il faut signaler la grossièreté du découpage en communes et quartiers, par rapport surtout aux communes dans lesquelles l'implantation d'immeubles sous emprise collective est étroitement localisée. Ce type de fond de carte privilégie donc le niveau supérieur de lecture et exprime les répartitions par le biais de la densité.

Cet aperçu d'ensemble souligne le poids de la Ville et notamment celui de deux groupes de quartiers qui correspondent à l'extension du bâti au début du siècle à l'exception de Carouge, de morphologie plus aérée et où la propriété conserve des caractères individuels. La carte suivante mesure la taille moyenne des immeubles (2). L'utilisation de la taille moyenne manque de nuance; toutefois on pourrait

(1) Cf. carte 20. : Répartition des immeubles locatifs.

(2) La moyenne pour tous les immeubles détenus par des personnes morales est de 12 logements; de 15, si l'on fait abstraction des immeubles non résidentiels (soit de 13.4 % du total). Un immeuble sur dix excède une taille de 30 logements et les plus hautes fréquences s'établissent entre 12 et 30, ce qui correspond à 3-8 étages approximativement. Cf. carte 21. : Nombre moyen de logements par immeubles.

classer sommairement sur cette base communes et quartiers de la manière suivante :

Morphologie basse : moins de 12 logements par immeuble

Cité, Carouge, Grand-Saconnex, Chêne-Bougeries et Chêne-Bourg.

Morphologie moyenne : 12 à 15 logements

Meyrin, Vernier, Lancy.

Morphologie haute : 16 à 17 logements

Eaux-Vives, Plainpalais, Petit-Saconnex, Thônex.

Morphologie très haute : plus de 17 logements

Onex.

Cette typologie est plus pertinente pour la Ville, alors que les communes sont surestimées en raison de leurs nombreux petits immeubles détenus par des individus. C'est ainsi que, sous l'angle détaillé des quartiers urbains, de forts contrastes apparaissent : sur la rive droite, par exemple, deux seulement sur sept expliquent la moyenne de 14.2 obtenue par l'arrondissement Petit-Saconnex, à savoir, Grand-Pré-Vermont et Charmilles-Châtelaine, deux zones qui rejoignent, avec Mail-Jonction sur la rive gauche, la classe d'Onex (18 logements).

Si les profils introduisent des nuances, notamment entre des zones à morphologie moyenne, ils permettent surtout de qualifier différents types d'espace bâti :

Structure de profil continue :

Les quatre arrondissements de la Ville.

Centres périphériques : Chêne-Bourg, Grand-Saconnex,
Meyrin (1).

Structure discontinue (attestant l'existence d'un mélange de gabarits):

a) base étroite, renflement médian :
Carouge, Lancy, Onex, Vernier.

b) tronc étroit, renflement sommital :
Chêne-Bougeries, Thônex.

(1) On connaît la réalité meyrinoise formée de la zone du village, de la Cité satellite et de Cointrin.

La base des profils extérieurs à la Ville montre bien que cette analyse se limite aux quartiers soumis à une emprise de personnes morales; il faudra garder présente à l'esprit cette réserve, pour éviter d'associer certains faits à toute la superficie suburbaine. Il ressort néanmoins du tableau croisé des tailles et du type de propriétaire (annexe 4) quelques traits d'ensemble qui méritent d'être cités. Ainsi, les collectivités publiques détiennent des immeubles comportant en général peu de logements; une exception remarquable concerne la Ville de Genève, qui, tout en possédant beaucoup de petits bâtiments n'en détient pas moins par ailleurs de nombreux grands immeubles locatifs. On peut voir aussi que l'emprise de l'Hospice Général va de 0 logements (13 %) à la classe "29-36 logements" (17 %), alors que la plupart des organismes à caractère philanthropique ne détiennent que de petits immeubles. Quant au secteur privé, le tableau montre que les entreprises secondaires ne possèdent, en général, que des unités comportant quelques logements; par exception, la branche métallurgie-mécanique et le bâtiment-gros oeuvre possèdent un certain nombre de grands immeubles. Dans le même ordre d'idées, le commerce de gros et celui de détail détiennent des ensembles d'une trentaine de logements. Très différent dans sa structure, l'espace résidentiel aux mains du secteur immobilier ou des assurances relève essentiellement du type grand habitat collectif: les sociétés immobilières contrôlent 70 à 75 % des immeubles à partir du seuil de 15 logements, suivies, mais de loin, par les compagnies d'assurances et la Ville de Genève. Une liaison continue s'établit entre la taille des immeubles, mesurée en logements et l'emprise croissante des S.I., ce qui s'explique en partie en référence à la politique pratiquée depuis le début des années 1960. Le subventionnement, mesure directe d'aide au logement, a eu pour effet de stimuler la formation du capital immobilier; or, la S.I. représente la concrétisation de ce système la plus spécifique et la plus florissante actuellement, qui d'ailleurs ne constitue pas une singularité genevoise (1).

(1) Historiquement, selon TOPALOV, c'est l'Etat (en France tout au moins) qui a lui-même assuré la mise en place de nouvelles formes de circulation de la marchandise-logement, dès que ce dernier a cessé de faire l'objet d'une auto-fourniture, cf. op. cit., pp. 16-17.

A défaut d'avoir introduit la taille même des logements, cet examen rapide de la structure du bâti a quand même révélé, rejoignant les constatations tirées de l'étude de la concentration, la prépondérance du système de la promotion immobilière dans les grands ensembles résidentiels centraux ou périphériques. Il y a lieu d'en effectuer maintenant une nouvelle épreuve à travers l'analyse par zones.

2.2.3. Analyse spatiale de l'emprise immobilière

Commençons par identifier l'espace du logement (1), car l'étude des principaux types de détention sera faite à partir de cette entité statistique. On perçoit d'emblée une différence par rapport à la répartition des immeubles; le Centre-Ville (Cité-Centre, Saint Gervais-Chantepoulet) représente un parc de logements d'une densité qui ne vaut que 2 à 4 fois la moyenne, alors que Délices, Grand-Pré sur la rive droite et Mail-Jonction, la Cluse sur la rive gauche dépassent de 4 à 10 fois cette densité moyenne de l'agglomération. En général, l'extension résidentielle s'est opérée dans l'axe de l'effluent du Rhône.

300 immeubles et 7'000 logements en chiffres ronds, tel est le patrimoine public en 1970 (2) dans le domaine bâti limité à l'agglomération. Si l'on songe, en outre, aux très nombreuses parcelles non bâties et aux bâtiments dispersés dans le reste du canton qui s'y ajoutent, on peut admettre que c'est là un type d'emprise dont la portée-limite est maximale, puisque les pouvoirs publics en tirent un potentiel d'intervention - sans doute encore insuffisant - étendu à l'ensemble du territoire cantonal. Pour ce qui est du bâti, le poste "logements" concentre un pouvoir de contrôle sur la Ville elle-même (3) et toute la partie sud, de Carouge à Onex. Quant aux immeubles non résidentiels, les principaux bâtiments administratifs, entrepôts, etc.. se situent en Ville. Il est nécessaire de ventiler séparément le pa-

(1) Cf. carte 22. : Logements détenus par des personnes morales.

(2) Cf. carte 23. : Immeubles détenus par des collectivités publiques et carte 24. : Logements détenus par des collectivités publiques.

(3) Cf. l'étude d'aménagement, op. cit., carte de la structure foncière.

trimoine de l'Etat et les patrimoines communaux, qui sont gérés et peuvent être agrandis de façon distincte. Commençons par celui de l'Etat (1) : emprise fort modeste, réduite à la Ville (rive gauche, Grottes et Saint-Jean), Carouge et Chêne-Bourg, à quoi il convient d'ajouter Meyrin, dont la vaste superficie abaisse la valeur de densité. Le poids de 491 logements est insuffisant pour tirer des enseignements détaillés de cette carte, car la diffusion des propriétés de l'Etat s'exprime mieux à travers les surfaces non-bâties de l'ensemble du canton.

La Ville (2) apparait sans conteste comme le plus grand détenteur de logements : elle en possède en propre plus que n'en contrôle l'une des plus importantes agences immobilières. De plus, son emprise déborde largement le territoire communal sur toutes les communes limitrophes. Dans la Ville elle-même, on peut relever qu'il s'agit souvent de quartiers à morphologie ancienne et de quartiers denses, notamment Mail-Jonction et la Cluse, contenant des immeubles de taille moyenne à élevée. Un cas extrême d'emprise, à l'ordre du jour, est constitué par les Grottes.

L'Hospice Général (3) fait partie des "établissements sociaux"; il est géré par une commission administrative, composée de représentants de l'Etat et des communes, et ses biens lui permettent de faire fonctionner un certain nombre d'institutions. Les 940 logements qu'il détient occupent les deux rives du Centre, Mail-Jonction, la Cluse et Carouge, Grand-Pré, les Grottes et les Pâquis : partant des quartiers anciens, l'emprise s'est étendue vers Champel, Sécheron et Bouchet-Moillebeau, mais s'est limitée à la Ville.

Un cas de transition du secteur public ou privé sera fourni par une institution semi-privée (4). Il s'agit là d'un autre établissement social se rattachant à la branche des assurances. Comme le précédent, il couvre surtout la Ville jusqu'aux Eaux-Vives, en des quartiers à morphologie ancienne et élevée.

(1) Cf. carte 25. : Logements de l'Etat de Genève.

(2) Cf. carte 26. : Logements de la Ville de Genève.

(3) Cf. carte 27. : Logements détenus par l'Hospice Général.

(4) Cf. carte 28. : Logements de la Caisse d'Assurance Vieillesse de la Maison de Retraite du Petit-Saconnex.

Si l'on considère les entreprises secondaires dans leur ensemble (1), il faut bien noter que leur emprise d'apparence faible n'est pas très significative, dans la mesure où des capitaux provenant de ce secteur sont investis dans des fondations (voir plus loin) ou des S.I. C'est ainsi par exemple qu'à la Cité Nouvelle d'Onex, de nombreux logements sont propriétés de la SIP, de TAREX, de GARDY, d'HISPANO ou de SODECO sous diverses raisons sociales, bien qu'ils ne figurent pas tous sur cette carte. Sur celle-ci, on peut relever la coïncidence assez nette de zones à emprise dense avec des quartiers industriels : Charmilles, Jonction, Bâtie, Plainpalais, la Cluse et les Eaux-Vives, à morphologie haute, mais également le Centre, en lui-même peu industriel, et enfin les communes de Carouge et de Vernier.

La carte 30. offre un aperçu du secteur tertiaire (2) autre que la branche immobilière : à savoir, commerces, services, banques et assurances. Les dernières, à elles seules, détiennent 72 % du total (7'355 logements) du secteur tertiaire non-immobilier. Rien de surprenant à les voir contrôler de nombreux immeubles au Centre-Ville ou à Onex, qui a attiré les placements de Sociétés suisses ou étrangères. Passons maintenant à un inventaire de détail. Assez anecdotique avec ses 68 immeubles, la branche hôtelière (3) montre cependant une répartition remarquablement concentrée sur les rives du lac, presque exclusivement en Ville. Outre leurs fonctions propres, donc, ces sociétés sont propriétaires de quelque 180 logements. Dans le secteur d'affaires, l'exemple de la Caisse d'Epargne (4) montre le caractère ponctuel de placements bancaires (voir l'îlot isolé de Grand-Pré-Vermont). On ne saurait dire si l'emprise dense sur la rive gauche est liée à la situation propre de la maison-mère; en tout cas, la Caisse d'Epargne

(1) Cf. carte 29. : Logements détenus par des entreprises du secteur secondaire.

(2) Cf. carte 30. : Logements détenus par des entreprises du secteur tertiaire.

(3) Cf. carte 31. : Immeubles hôteliers détenus par des personnes morales.

(4) Cf. carte 32. : Logements détenus par la Caisse d'Epargne du Canton de Genève.

semble avoir été associée à des opérations d'envergure à Florissant-Malagnou et à Saint-Gervais.

Malgré son emprise de dix fois intérieure à celle du groupe des immobiliers, la branche "Assurances" (1) est traditionnellement l'un des principaux rouages du marché et se révèle présente dans les quartiers du Centre et de Champel, aux immeubles luxueux. Elle pèse fortement sur Onex, cette annexe détachée de la Ville où la stratégie immobilière urbaine a déterminé l'implantation massive de résidents en quête de loyers contrôlés. En revanche, Vernier ne comprend aucun de ses 5'384 logements. Deux exemples suffiront à illustrer l'emprise de compagnies d'assurances. La Société Suisse Générale d'Assurances sur la Vie (2) offre un cas d'emprise essentiellement excentrique, liée apparemment aux constructions récentes du Grand-Saconnex, de Lancy-Palettes, de Carouge, de la Gradelle ou de Petit-Bel-Air, à Chêne. Ses fiefs importants en Ville sont les quartiers des Eaux-Vives, de la Cluse, et secondairement, ceux de Délices-Grottes-Montbrillant et des Pâquis. En revanche, la Vita (3) possède une zone d'emprise ramassée en flots sur les deux rives, notamment rive gauche dans le quartier "bien habité" de Florissant-Malagnou : dans les deux cas, des immeubles hauts.

Viennent ensuite des logements détenus par des églises ou des institutions de bienfaisance (4). Ce ne sont pas moins de 6'715 logements, dont le propriétaire, pour s'en tenir à la lettre, a été classé sous cette rubrique d'apparence philanthropique. La carte révèle une répartition concentrée sur une zone en demi-lune d'axe nord-sud dans la partie ouest de la Ville : Grand-Pré-Vermont, Charmilles-Châtelaine, Saint-Jean-Aïre, Mail-Jonction, Bâtie-Acacias. De là, l'emprise s'étale en dégradé vers l'extérieur, réserve faite pour la Commune de Lancy.

En réalité, ce dernier regroupement d'institutions demeure assez factice. Etant donné que, sur le total, 5'863 logements appartiennent à une série d'associations pour la promotion du logement, le soldé

(1) Cf. carte 33. : Logements détenus par des compagnies d'assurances.

(2) Cf. carte 34. : Société Suisse Générale d'Assurances sur la Vie.

(3) Cf. carte 35. : Logements détenus par la Vita.

(4) Cf. carte 36. : Logements détenus par des églises et des institutions de bienfaisance.

seulement (12.7 %) n'est pas censé tirer bénéfice de ses immeubles. En conséquence, on considérera cet ensemble de détenteurs comme apparenté au secteur immobilier, d'où sa place ici, de même que l'ensemble qui va suivre, constitué par des coopératives d'habitation et des fondations (1). Plus de 5'000 logements relèvent d'associations à forme juridique voisine de celle des S.I.. Emprise sur des quartiers à grands immeubles dans le périmètre urbain (sauf Saint-Gervais-Chantepoulet, de taille réduite); à Onex, où la Fondation Cité Nouvelle a cédé de nombreux immeubles à la Fondation HBM, la Fondation Genevoise de Construction d'Immeubles, les Fondations Privées HLM Tarex ou Arquebuse, la Fondation Professionnelle et Sociale de Genève, etc... Les coopératives détiennent, en général, de plus petits capitaux et relèvent parfois d'associations professionnelles ou syndicales.

Jusqu'ici, j'ai distingué différents secteurs et groupes à l'intérieur du marché immobilier : secteur public, secteur privé, ce dernier se subdivisant à son tour en deux sous-ensembles ou groupes, représentés par les entreprises du secteur économique secondaire et celles du tertiaire "non-immobilier"; à vrai dire, les associations, coopératives et fondations (examinées en dernier lieu) échappent à ce groupe, sans être encore à proprement parler des entreprises immobilières. On pourrait donc les qualifier, prises toutes ensemble, de groupe "tertiaire-immobilier".

En regard des poids respectifs de ces différents groupes, une autre typologie s'impose donc, distinguant :

1. Le secteur public;	7'145 log.	(7.3 %)
2. Le sous-secteur privé non-immobilier	20'741 log.	(21.3 %)
3. Le sous-secteur immobilier	69'414 log.	(71.3 %)

Ici, le troisième groupe ne comprend que les S.I., régies et agences immobilières. Etant donné qu'une certaine flottement subsistera toujours entre, d'une part, les associations pour la promotion du logement, coopératives et fondations (qui constituent le "tertiaire-immobilier") et les S.I. d'autre part, on pourra alternativement ranger les trois premières dans le sous-secteur non-immobilier ou dans le secteur

(1) Cf. carte 37. : Logements détenus par des coopératives et des fondations.

immobilier : c'est là une affaire de définition.

En utilisant le terme de secteur immobilier au sens restreint, limité aux S.I., régies et agences à l'exclusion du "tertiaire-immobilier", on obtient la carte no 38. (1). Si l'on néglige, dans l'agglomération, la place tenue par une appropriation individuelle de personnes physiques, on peut dire que ce sous-secteur contrôle au total sept logements sur dix. La carte de répartition est, d'ailleurs, en tous points comparable à celle (carte 22.) de l'ensemble des logements détenus par des personnes morales à deux déplacements près : Mail-Jonction relève moins des S.I., davantage de collectivités publiques et de fondations et, en revanche, l'emprise des S.I. est très forte sur le quartier des Eaux-Vives, par ailleurs dominé, nous l'avons vu, par la branche industrielle et les assurances. La Cité d'Onex, en outre, est relativement peu représentée, car elle est fortement soumise à l'emprise de fondations à caractère professionnel.

Conclusions

En procédant à l'examen sommaire et un peu fastidieux des cartes d'appropriation, j'ai eu l'occasion de signaler un certain nombre de tendances :

- 1.- Le secteur public est fortement représenté dans les quartiers anciens et, mis à part la Ville ainsi que l'Hospice Général, dans les quartiers aux immeubles de taille relativement modeste.
- 2.- Le secteur privé non-immobilier manifeste une emprise quantitativement réduite, surtout quand on lui retire les associations, coopératives et fondations (qui totalisent à elles seules 5'174 logements). Son unique représentant de poids appréciable est constitué par les assurances. Son domaine d'emprise comprend du neuf et du vieux, du haut et du bas quant à la taille.
- 3.- Le secteur immobilier pris au sens strict détient les trois quarts des logements; au sens large, les 4/5.

(1) Cf. carte 38. : Logements détenus par le secteur immobilier.

Tableau 10.:

TYPE DOMINANT ET TYPE SOUS-DOMINANT D'EMPRISE IMMOBILIERE

par quartiers et communes de l'agglomération, en 1970.

	<u>Logements</u>	<u>Immeubles</u>	<u>Taille moyenne imm.</u>	<u>TYPE</u> <u>SDOM</u>
CITE Centre	S.I. (Assur.)	S.I. (Ville)	FCaiRe (Construction)	P
SGERVAIS Ch.	S.I. (Ville)	S.I. (Ville)	FCaiRe (Assur.)	C
DELICES Gr.M.	S.I. (Ville)	S.I. (Ville)	FCaiRe (S.I.)	C
PAQUIS	S.I. (Ville)	S.I. (Ville)	FCaiRe (S.I.)	C
CHAMPEL	S.I. (Assur.)	S.I. (Assur.)	FCaiRe (Assur.)	P
CLUSE	S.I. (Assur.)	S.I. (Ville)	Construction (FCaiRe)	P
MAIL Jonction	S.I. (Ville)	S.I. (Ville)	Hospice Gén. (AsProLo)	C
BATIE Acacias	S.I. (AsProLo)	S.I. (AsProLo)	AsProLo (S.I.)	I
EAUX VIVES Lac	S.I. (Ville)	S.I. (Ville)	Assur. (AsProLo)	C
FLORISSANT Mal.	S.I. (Assur.)	S.I. (Assur.)	FCaiRe (Assur.)	P
SECHERON	S.I. (Assur.)	S.I. (Ville)	Assur. (FCaiRe)	P
O.N.U.	Conféd. (ColPu)	Ville (EtatG)	ComGros (Conféd.)	C
GRD PRE Vermont	S.I. (AsProLo)	S.I. (AsProLo)	Assur. (FCaiRe)	I
BOUCHET Moill.	S.I. (AsProLo)	S.I. (AsProLo)	FCaiRe (Assur.)	I
CHARMILLES Chat.	S.I. (AsProLo)	S.I. (AsProLo)	FCaiRe (Immob.)	I
SJEAN Aïre	S.I. (AsProLo)	S.I. (AsProLo)	Construction (S.I.)	I
CAROUGE	S.I. (AsProLo)	S.I. (AsProLo)	FCaiRe (AsProLo)	I
CH BOUGERIES	S.I. (Assur.)	S.I. (Commune)	AsProLo (Bienfais.)	P
CH BOURG	S.I. (FCaiRe)	S.I. (FCaiRe)	S.I. (FCaiRe)	P
GRD SACONNEX	S.I. (FCaiRe)	S.I. (Commune)	FCaiRe (Assur.)	P
LANCY	S.I. (Commune)	S.I. (Commune)	Assur. (FCaiRe)	C
MEYRIN	S.I. (AsProLo)	S.I. (EtatG)	Assur. (S.I.)	I
ONEX	S.I. (FCaiRe)	S.I. (FCaiRe)	FCaiRe (Assur.)	P
THONEX	S.I. (FCaiRe)	S.I. (Commune)	S.I. (FCaiRe)	P
VERNIER	S.I. (AsProLo)	S.I. (AsProLo)	FCaiRe (S.I.)	I

Abréviations : AsProLo, associations pour la promotion du logement.
 Assur., compagnies d'assurances.
 ColPu, collectivité publique.
 Comgros, commerce de gros.
 Conféd., Confédération Suisse.
 EtatG, Etat de Genève.
 FCaiRe, fondations (caisses de retr., prévoyance...)
 Ville, Ville de Genève.

Types sous-dominants :

(N.B.- les sociétés immobilières représentent le type dominant)

La typologie est basée en priorité sur le nombre de logements, puis sur le nombre d'immeubles, enfin et en dernier recours sur la taille moyenne des immeubles en logements. On affecte la zone au type qui, le premier, se répète au moins deux fois. Les lettres symbolisent les trois types suivants :

- Type strictement immobilier (I)
- Type non-strictement immobilier, "placement" (P)
- Type "collectivité publique" (C)

Entendre par "non-strictement immobilier" des sociétés dont l'activité principale est autre que la promotion du logement.

Avant donc de concentrer l'étude sur ce troisième groupe de détenteurs, essayons de qualifier synthétiquement chaque zone, en tenant pour acquis le fait que toutes sans exception, communes ou quartiers, sont dominées par la présence de S.I. Le tableau 10. suggère une méthode de classement qui permet d'identifier des types sous-dominants d'emprise immobilière, portés sur une carte (1). L'examen de celle-ci impose un regroupement immédiat en trois sous-ensembles : le quart nord-ouest de l'agglomération se maintient radicalement sous l'emprise du secteur immobilier (associations immobilières), de même que la ville de Carouge; à l'opposé, le quadrant sud-est déployé dans le prolongement de Cité-Centre relève secondairement du placement non-strictement immobilier, fait qui corrèle avec son aspect de "classe moyenne-supérieure" socio-résidentielle, à deux exceptions près, représentées par la Cluse et le cas spécifique et isolé d'Onex. En troisième lieu, les quartiers du Centre-rive droite, les Eaux-Vives, ainsi que Mail-Jonction et Lancy sont contrôlés, toujours en faisant provisoirement abstraction des S.I., par des collectivités publiques. Le quartier ONU s'y rattache par sa nature même.

Cette constatation me paraît essentielle surtout en ce qui concerne la périphérie. Plus impressionnante que la forte emprise "publique" sur les quartiers centraux et Lancy, l'opposition nette qui se dessine ainsi entre les deux ailes géographiques de l'agglomération ne peut guère être due au hasard ou aux erreurs de mesure. On est fondé, sans prendre trop de risques, à la rapprocher d'une autre opposition de caractère fonctionnel et résidentiel : secteur secondaire dominant à l'ouest, secteur tertiaire dominant à l'est. Sans être évidents, les liens qui unissent contenu fonctionnel et propriété du contenant confirment en tout cas partiellement une hypothèse théorique émise précédemment. Cette convergence de faits signifierait qu'à une affectation du sol de type industriel, attirant de la

(1) Cf. carte 39. : *Types sous-dominants d'emprise immobilière.*

main-d'oeuvre, correspond un développement d'associations de capitaux à caractère immobilier, tandis qu'à des espaces plus spécifiquement résidentiels, abritant des activités de préférence tertiaires, répond un type de placement qui n'est pas strictement immobilier mais relève essentiellement de compagnies d'assurances et d'institutions de caisses de retraite. Rappelons qu'on s'occupe ici exclusivement de l'appropriation collective : le type "placement" observé du Centre vers l'est, à Sécheron et au Grand-Saconnex indique que ces zones font moins l'objet d'un investissement de capital de circulation, puisque la "seconde couche" de propriétaires est constituée d'assureurs, tandis que celle de la zone ouest se compose encore de promoteurs. Sommairement, on pourrait en déduire qu'à un contenu socio-professionnel de haut niveau correspond le capital de placement, mieux rémunéré grâce à des loyers élevés, alors que la zone du logement subventionné pour bas salaires intéresse davantage les investisseurs professionnels. Le cas contrariant d'Onex s'explique par le poids des caisses de retraite et aussi d'une importante compagnie d'assurances étrangère (Allianz).

Il reste encore à examiner de plus près la distribution des espaces entre les principaux agents immobiliers, auxquels on consacrera une dernière analyse à part.

2.2.4. Principaux sièges et principaux administrateurs de sociétés immobilières (1)

A. Les principaux sièges de S.I.

J'ai expliqué précédemment (2.2.1.) les raisons pour lesquelles il faut tenter de démêler le faisceau de relations qui sous-tend la réalité des sociétés immobilières. Leur importance dans l'ensemble des faits d'appropriation n'est pas tellement due à la part quantitative-prépondérante des logements qui relèvent d'elles qu'à la répartition de leur capital, inconnue en tant que telle. Faute de pouvoir établir l'origine détaillée et exacte de ce capital, ce qui permettrait de reconstituer sans aucun doute plusieurs groupes distincts de participation financière, concurrents les uns des autres, on peut tenter

(1) Les calculs sur lesquels reposent les deux classements (nombres de S.I.) sont indiqués dans l'Annexe 4.

d'approcher la structure verticale du secteur immobilier à travers les systèmes de gérance qui rattachent bon nombre de sociétés à une série d'agences immobilières, de régies, de sociétés en nom collectif de transactions immobilières, de gérances d'immeubles et de fortunes, etc... En retenant six raisons sociales, auprès desquelles des S.I. totalisant 1'500 logements au moins sont domiciliées, on obtient le tableau suivant qui indique les zones dans lesquelles chacune administre le plus de S.I. distinctes.

Chamay & Thévenoz	3'461 logements
Pâquis, Cluse, Mail-Jonction, Bâtie-Acacias, Florissant-Malagnou, Sécheron, Grand-Pré-Vermont, Charmilles, Carouge, Vernier.	
Julliard & Bolliger	2'422 logements
Champel, Bouchet-Moillebeau, Saint-Jean-Aïre (ex-aequo), Meyrin.	
Brolliet & Cie	2'055 logements
Saint-Gervais-Chantepoulet (ex-aequo), Onex.	
Naef & Cie	2'012 logements
Chêne-Bourg.	
L'Huillier J. & Fils	1'902 logements
Cité-Centre, Saint-Gervais-Chantepoulet (ex-aequo), Délices, Eaux-Vives, Lancy.	
Roch & Cie	1'732 logements
Saint-Jean-Aïre (ex-aequo), Chêne-Bougeries.	

Tableau 11. : Principaux sièges de sociétés immobilières.

Le relevé cartographique de la dominance de l'une ou l'autre de ces 6 sociétés (1) sera commenté conjointement à la répartition de l'emprise pour chaque siège.

Société en nom collectif, Chamay & Thévenoz (2) est en tête dans huit quartiers de la Ville, ainsi qu'à Vernier et à Carouge : une prédilection pour les quartiers de la couronne dense et deux des

(1) Cf. carte 40. : *Emprise dominante parmi les six principaux sièges de sociétés immobilières, par quartiers et communes, en 1970.*

(2) Cf. carte 41. : *Chamay & Thévenoz S.A.*

trois communes les plus peuplées après la Ville. Son avantage sur le concurrent le plus proche étant de quelque 1'000 logements, sa suprématie apparente recouvre sans doute un rôle réellement prépondérant.

Deux quartiers : Champel et Bouchet-Moillebeau, ainsi que la Cité satellite de Meyrin sont sous l'emprise majoritaire (1) de l'agence immobilière, Julliard & Bolliger, qui apparaît dense dans deux tiers homogènes et spatialement distincts de la Ville recouvrant les arrondissements des Eaux-Vives et de Petit-Saconnex.

Le poids de la société de gérances Broliet & Cie (2) n'est prépondérant (taux : 65 %) qu'à Onex, mais il est loin d'être négligeable dans les communes périphériques les plus résidentielles et même en Ville, notamment dans le quartier du siège, Saint-Gervais-Chantepoulet.

L'agence Naef & Cie (3) contrôle une part prépondérante à Chêne-Bourg, mais administre de nombreuses S.I. en Ville, dans les quartiers les plus peuplés. Aucune emprise sur l'ouest, d'Onex à Meyrin.

Au cinquième rang, on trouve la raison sociale L'Huillier J. et Fils (4), bien qu'au cinquième rang seulement par le nombre de logements gérés, - mais les cinq sièges figurant derrière le premier se tiennent "dans un mouchoir" -, cette société de gérance est très importante au Centre, où elle domine sur le Centre-Ville (Cité-Centre et Saint-Gervais-Chantepoulet), Délices-Grottes-Montbrillant - soit la presque totalité de l'arrondissement Cité - et les Eaux-Vives. Autres fiefs importants aux Charmilles et à la Cluse; fort avantage sur les cinq rivales (taux de 70 %) dans les ensembles de la Commune de Lancy.

Enfin l'agence immobilière Roch & Cie (5) à rapprocher de Naef & Cie en cela qu'elle administre à Chêne-Bougeries autant de S.I. à elle seule que les cinq autres sièges, tout en étendant son contrôle principalement en Ville (Saint-Jean-Aïre) et dans le sud de l'agglomération.

(1) Cf. carte 42. : Julliard & Bolliger.

(2) Cf. carte 43. : Broliet & Cie.

(3) Cf. carte 44. : Naef & Cie.

(4) Cf. carte 45. : L'Huillier J. et Fils.

(5) Cf. carte 46. : Roch & Cie.

En résumé, la prise en considération des zones place en tête trois sociétés à localisation distincte :

- Chamay & Thévenoz, dans le pourtour dense de la Ville;
- L'Huillier J. et Fils, dans le Centre-Ville;
- Julliard & Bolliger, dans les quartiers extérieurs de Bouchet-Moillebeau et de Champel.

Le classement en importance change donc quelque peu selon que l'on prend comme critère le nombre total de logements ou la diffusion spatiale de l'emprise, ou encore, ce qui serait facilement contrôlable, la même distinction appliquée au nombre de S.I. gérées par chacune des six sociétés, en prenant le nombre de logements pour dresser la carte.

B. Les principaux administrateurs de S.I.

Comme première remarque, on notera que la liste des neuf administrateurs gérant plus de 1'000 logements contient trois noms rattachés aux principaux sièges, JULLIARD Horace, BROLLIET Henri et L'HUILLIER André, ainsi que THEVENOZ Georges associé au plus grand siège, Chamay & Thévenoz. On s'attend donc à retrouver des répartitions spatiales sensiblement comparables aux précédentes pour ces quatre administrateurs, ce qui est le cas à quelques nuances près, me dispensant de commenter davantage les cartes qui les concernent (1).

Mais il appert également que l'importance relative des administrateurs montre des faits nouveaux : le nom de L'HUILLIER passe devant celui de BROLLIET et d'autre part, JULLIARD et L'HUILLIER supplantent THEVENOZ. Il en résulte que les deux indicateurs utilisés sont complémentaires.

En tête de liste vient l'administrateur des logements détenus par la CIA (2), caisse d'assurances du secteur public. Son contrôle est dominant dans le quartier Grand-Pré-Vermont d'une part, dans l'ensemble la Cluse-Carouge d'autre part. L'emprise de la CIA est donc très circonscrite spatialement et touche peu le Centre, mais plutôt le pourtour dense de la Ville-rive droite et l'est de la même.

(1) Cf. carte 47. : Emprise dominante parmi les 9 principaux administrateurs de S.I. et les cartes 49, 51, 53, 55.

(2) Cf. carte 48. : CROISIER Paul (1'693 logements).

Directeur adjoint d'une société zurichoise (Transplan S.A.), Monsieur SCHALLER (1) administre des S.I. en 1970 dans deux zones distinctes, situées en Ville et à Meyrin (ainsi qu'une S.I. à Chêne-Bougeries, comme Brolliet et Daudin). Il s'agit d'un type de contrôle extra-cantonal, dont c'est le seul exemple de cette taille. Un autre cas d'emprise extérieure, - étrangère cette fois -, s'est produit à Onex avec la participation d'Allianz, compagnie d'assurances allemande, à l'opération Cité-Nouvelle. Malheureusement, les masses comparées de capitaux genevois et non-genevois constituent l'une des informations inconnaissables de manière exhaustive.

Régisseur important à Champel (21 %), Monsieur Jacques BORDIER (2) administre un ensemble de S.I. regroupant la Ville et Onex, qui illustre bien le processus de relogement effectué du Centre vers cette commune-dortoir.

L'administrateur François DAUDIN (3) offre l'exemple d'une aire de contrôle très étendue, avec prédominance à Vernier (42.8 %) et à Chêne-Bourg (60 %).

Enfin, la société Filipinetti S.A. (4) administrait sous ce nom, en 1970, 1'051 logements représentant 32 % des S.I. du groupe de tête à Saint-Gervais-Chantepoulet et un certain nombre, outre le reste de la Ville, à Lancy et à Meyrin.

En résumé, la cohérence obtenue à propos des sièges disparaît quelque peu. On était en présence d'une disposition concentrique des aires de domination de trois sociétés dans la Ville; or, cette seconde façon de considérer l'emprise s'avère moins intéressante. Elle présente

(1) Cf. carte 50. : SCHALLER Rudolf (1'536 logements).

(2) Cf. carte 52. : BORDIER Jacques (1'184 logements).

(3) Cf. carte 54. : DAUDIN François (1'098 logements).

(4) Cf. carte 56. : FILIPINETTI Georges (1'051 logements).

l'intérêt, à défaut de procurer un angle de vision très suggestif, de nous permettre de cerner spatialement quelques caractéristiques des personnages répondant de la gestion des capitaux fonciers et immobiliers devant leurs actionnaires.

C. Profil démographique, économique et géographique des administrateurs-présidents

L'annexe 5 présente quatre tableaux, dont seront tirées quelques remarques essentiellement descriptives, mon objectif n'étant pas de divulguer certains aspects privés du phénomène immobilier, mais de mettre en évidence un système, dont les personnes citées représentent les rouages et ressortissent, en tant que tels, au domaine public.

La pyramide d'âges a pour limites 22 et 95 ans au moment du relevé, soit en 1970. L'âge moyen est de 56 ans et il coïncide à peu près avec la médiane, le mode se situant entre 45 et 54 ans; 26 % des administrateurs exercent après l'âge de la retraite, phénomène qui s'explique par l'importance que revêt en ce domaine l'expérience des affaires. Quant à l'origine, on dénombre un tiers de Confédérés et presque deux tiers de Genevois; le solde (2.6 %) est surtout formé de personnes d'origine française ou italienne. Cette structure, quelle que soit la part des naturalisations intervenues, compte sans doute beaucoup comme facteur de confiance.

La position socio-professionnelle est suggestive, même si elle n'a été indiquée que deux fois sur trois dans l'Annuaire Genevois. Moins du tiers s'occupe principalement d'affaires immobilières ou de sociétés anonymes propriétaires d'immeubles; bien évidemment, la classe des régisseurs et agents immobiliers concentre le plus grand nombre de S.I., étant professionnellement à même, tout en gérant des immeubles, de promouvoir le placement immobilier. On voit ensuite que le secteur financier n'est pas très important (15.6 %), c'est néanmoins la branche des spécialistes de la gestion et ce secteur recrute en majorité des comptables. Vient ensuite le contingent des professions libérales, dont il convient d'extraire les spécialistes du bâtiment (36) et, plus encore, les juristes (71), intéressés à ces responsabilités de par leur pratique d'étude ou de cabinet. Enfin, le secteur directorial

manifeste une prépondérance, dans la promotion immobilière, de chefs d'entreprises du secteur tertiaire. Accessoirement, on peut relever que 7 % des administrateurs sont des salariés subalternes.

Je n'ai pas calculé la concentration administrative à partir des S.I., étant donné l'importance en logements très variable que celles-ci peuvent revêtir. Le dernier tableau de l'annexe 5 montre cependant que moins du dixième des administrateurs dirige plus de la moitié des S.I. La progression en pourcentage des quatre classes de S.I. administrées manifeste un creux entre 6 et 10, ce qui atteste l'existence de deux populations statistiques; en fait, on a, d'un côté, 45 % des S.I. qui sont administrées de façon peu concentrée (groupe de 1 à 10), contre près de 55 % relevant d'administrateurs à forte surface d'emprise.

L'inventaire opéré sur l'adresse privée des administrateurs confirme un découpage socio-économique de l'espace genevois (1). Tout d'abord, la Ville rassemble un bon nombre d'administrateurs à Champel et à Florissant-Malagnou, dans un faisceau qui part de Cité-Centre, dans l'axe de la rue de Candolle; secondairement, ceux-ci se concentrent le long des deux rives du lac et dans le quartier de Moillebeau, zones réputées par la qualité résidentielle, à la fois du contenant et du contenu. D'autre part, les 425 administrateurs résidant en Ville représentent près des trois quarts (73 %) du total repéré dans les 13 communes figurant en entier sur la carte - ou presque en entier, car un certain nombre occupe sans doute Meyrin-Cité -. Enfin en comparant ces pourcents aux rentrées fiscales des communes mesurées d'après la valeur du centime additionnel, on voit s'étendre la zone comptant beaucoup d'administrateurs jusqu'à Cologny, Vandoeuvres et Chêne-Bougeries, tandis que les espaces de déversement résidentiel, aux rentrées fiscales inférieures relativement à leurs habitants, n'hébergent que quelques administrateurs épars. Rappelons brièvement quelques données fiscales : (2)

(1) Cf. carte 57. : *Localisation résidentielle des présidents de conseils d'administration des Sociétés Immobilières en 1970.*

(2) *Annuaire statistique de Genève, 1970, pp. 294-295.*

	<u>nombre de centimes</u>	<u>valeur du centime</u> (en francs)	<u>% d'administrateurs</u>
1) Genève	49.5	13.06	72.9
2) Cologny	33	27.03	2.7
Vandoeuvres	39	15.27	1.2
Chêne-Bougeries	40	8.06	6.9
3) Lancy	52	5.61	6.3
Thônex	50	5.48	2.0
Vernier	47	4.36	1.7
Grand Saconnex	53.5	6.41	1.5
Onex	56.5	3.38	1.5
Chêne-Bourg	52	6.49	0.9
Meyrin	52	4.56	0.9
Confignon	54	5.75	0.5
4) Carouge	42	11.67	<u>0.9</u>
			99.9

Tableau 12. : Centimes additionnels et proportions d'administrateurs,
par communes, en 1970.

En résumé, les communes riches en ressources *per capita*, quelle que soit la masse de leur budget, ou celles qui exigent peu de centimes additionnels sont peuplées du 83.7 % des administrateurs, alors que les communes moins bien loties détiennent le solde de 16.3 %. L'exception remarquable de Carouge, aux activités industrielles denses et où habitent seulement cinq administrateurs, s'explique sans doute par son attrait résidentiel moyen, lorsqu'on constate que Lancy, plus amène dans la zone indiquée par la carte, en héberge 37, soit 6.3 % du total. On pourrait conclure que cette image des lieux de résidence des administrateurs-présidents exprime deux types de comportement; on aurait, d'une part, l'attrait du centre exercé sur les responsables de tous les secteurs économiques - en dépit sans doute d'impôts plus élevés - qui se conjugue avec certains quartiers, et de l'autre la "préférence pour l'espace" (1), manifestée presque essentiellement par des administrateurs du secteur immobilier (mieux à même de s'implanter dans les meilleurs sites); il est vrai que ces comportements n'impliquent pas de lourdes conséquences quand on sait qu'à Genève, la "frange rurale-urbaine" (1, *id.*) ne se situe qu'à 3 kilomètres du centre à vol d'oiseau.

(1) "(...) suppose des conditions de revenu réel particulièrement favorables à l'éloignement. (...) la préférence pour l'espace et les faibles densités l'emporte sur le désir des biens dont la consommation est favorisée par une localisation plus centrale". Henry G. ZOLLER, *Localisation résidentielle, décisions des ménages et développement suburbain*, Vie Ouvrière, Bruxelles 1972, p. 129.

CONCLUSION

L'ESPACE, ENJEU SOCIAL

Au terme de l'étude, en deux volets, des actions qui caractérisent la transformation secondaire de l'espace genevois, à savoir, son affectation fonctionnelle comme support au travail industriel et au logement, il est utile de faire le bilan des constatations essentielles avant d'aborder l'autre point de vue sur les attributs secondaires de cet espace-produit.

L'affectation désigne ici toutes les pratiques de groupes qui impliquent une localisation permettant aux aménageurs de bénéficier d'économies externes, suscitées par le développement des infrastructures (1). Or, l'industrie, du point de vue de sa localisation, cherche à bénéficier d'avantages externes sur le plan technologique comme sur le plan financier, ce qui souligne le rôle et l'importance d'un aménagement volontaire d'équipements publics par rapport à ce secteur; l'industrie développe, à son tour, des effets externes positifs en ce sens qu'elle est créatrice d'emplois. L'autre ensemble d'activités qui, à mon avis, relève des mêmes objectifs est la construction de logements, car celle-ci bénéficie d'un privilège reconnu d'"innocence" dans sa façon d'anticiper la raréfaction du sol à usage résidentiel et d'aller au-devant de la demande. Si un effet externe, défini comme "la composante collective de l'activité humaine" (2), peut profiter à la pratique des promoteurs immobiliers, c'est sans aucun doute la valeur de rareté qui motive l'acquéreur éventuel d'un terrain à surenchérir, jusqu'à concurrence d'une marge bénéficiaire qu'il s'est fixée, en re-

(1) Définition qui rejoint celle des pp. 131-135 supra et qui reprend explicitement celle du début du chapitre; l'introduction des effets externes permet de souligner le fait que les fonctions secondaires n'ont pas à se préoccuper de certaines déséconomies externes : l'affectation s'inspire d'effets de distance et de complémentarités de tous ordres liées à l'espace. L'exploitation primaire s'en accorde en quelque sorte "sur place", liée qu'elle est au facteur "terre" immobile. L'organisation tertiaire, par sa spécificité même, cherche à intégrer des effets externes qui peuvent être positifs ou négatifs (cf infra).

(2) Claude JESSUA, *Coûts sociaux et coûts privés*, op. cit., p. 278.

courant à des ententes au cas - presque toujours réalisé - où les possibilités d'opérations sont multiples et permettent d'instaurer un oligopole. L'appropriation immobilière privée apparaît donc comme une forme secondaire d'aménagement, puisque son but consiste à affecter des terrains en tirant parti d'une rente, dont le coût est reporté sur les acquéreurs de logements. Pour cette pratique aussi bien que pour la localisation d'activités secondaires, la proximité d'un centre est donc un facteur substituable à d'autres facteurs dans la production d'immeubles résidentiels, du moment qu'une fonction de demande assure la rentabilité des investissements. Loin d'être des instruments au service d'une organisation collective, l'espace industriel et l'espace du logement sont traités comme des supports mobiles ou alternatifs par les aménageurs privés et ils constituent, en tant que tels, un enjeu social. Leur incidence sur la valeur foncière et leur impact aménagiste constituent des effets externes, ressentis comme positifs ou négatifs par les membres d'une collectivité et, notamment, par les usagers.

L'exemple genevois est remarquable en raison d'une faiblesse numérique de l'industrie comparée aux effectifs démographiques, grossis par le tertiaire. L'affectation est donc surtout le fait des promoteurs immobiliers. Dans cet espace, le capital de promotion apparaît bien comme faisant fonctionner un marché spécifique et qu'on ne saurait assimiler au capital foncier. La structure concentrée des sociétés de gérance immobilière, la forme juridique S.I. associée à tous les espaces démographiquement denses et morphologiquement hauts, enfin la répartition concentrique des fiefs immobiliers contrôlés par les grands sièges et les principaux administrateurs ont été présentés comme des indicateurs partiels d'un processus d'appropriation distinct, du point de vue géographique, de la centralité urbaine; cette affirmation étonnera peut-être et mérite d'être explicitée, car elle conditionne l'interprétation du stade secondaire.

La réalité foncière, qui constitue une manière de définir l'urbain à travers la disposition concentrique des prix fonciers (ou du gradient foncier) résultant de la compétition pour une localisation centrale, doit être dissociée conceptuellement du phénomène de la pro-

motion immobilière étudié présentement, si étroits que puissent être les rapports des deux sous-systèmes. Ainsi, il est indéniable que l'extension périphérique du logement, en conjoncture démographique favorable, retentit sur la valeur des espaces ajoutés à l'enveloppe de la zone de développement par les pouvoirs publics et que cette augmentation, à son tour, se répercute sur l'ensemble de l'agglomération; car "la nécessité de recourir à des terrains périphériques tend à accroître la rente des terrains de tous les quartiers déjà urbanisés" (1). Selon Jean-Jacques GRANELLE, en effet, "le marché des terrains n'est pas autonome; il est subordonné au marché des logements" (*id.*); les déséquilibres de celui-ci se communiquent à celui-là et ils proviennent de l'opacité plus ou moins chronique de l'offre et de la demande immobilières, ayant pour conséquence que "tout terrain constructible, même situé aux limites de l'agglomération, jouit d'une rente de rareté" (2). C'est pourquoi, le mécanisme en cause dans l'étude de l'emprise immobilière n'est pas le processus tertiaire de surenchère vers le centre, qui fera l'objet du prochain chapitre, mais bien plutôt la relation qui existe entre l'anticipation des promoteurs acquéreurs de terrains à bâtir et la raréfaction de l'offre même de ces terrains, relation qui fait partie intégrante de la discussion sur l'affectation de l'espace.

Le rôle déterminant de l'information apparaît clairement dans le calcul économique des milieux immobiliers. La société promotrice cherche à construire à un prix de revient qui, compte tenu d'une certaine demande (on voit ici intervenir la transparence) à laquelle elle s'adresse et du gradient urbain de cette demande, lui laisse une marge bénéficiaire prévue d'avance et détermine ainsi le prix qu'elle pourra offrir pour l'achat du terrain. C'est pourquoi, selon GRANELLE toujours, "le prix d'un terrain est étroitement fonction de la valeur des constructions qu'il peut supporter" (3) et d'une rente supplémentaire

(1) Jean-Jacques GRANELLE, *Espace urbain et prix du sol*, Paris Sirey 1970, pp. 237-238.

(2) "Cette rente s'analyse en deux éléments : la rente actuelle du sol qui résulte de l'insuffisance actuelle de l'offre face à la demande; la rente attendue qui exprime les espérances de plus-values des possesseurs de terrains, compte tenu de leurs prévisions concernant le développement de l'agglomération et du niveau de vie". *Idem*, *op. cit.*

(3) *Ibidem*, p. 208.

de rareté. Les critères du calcul du promoteur sont donc, d'abord, une connaissance différenciée de la demande de constructions viabilisées et, d'un autre côté, une connaissance du prix de revient moyen de la construction sur laquelle porte cette demande; il s'y ajoute également les coefficients d'occupation (surface de plancher rapportée à la superficie de la parcelle) qu'autorisent les règlements d'urbanisme ou que permettent d'escompter les mesures dérogatives à cet égard. Dans le cas de Genève, la reconstitution opérée à partir du registre des sociétés propriétaires met en évidence une double articulation géographique de la structure d'appropriation. D'une part, on a pu voir que les principaux sièges se distribuent l'emprise selon un schéma concentrique, que l'expliquerait à titre d'hypothèse par une structure différentielle de la demande de logements, apparaissant dans l'espace sous la forme de trois zones : le Centre (principalement Cité-Centre et Saint Gervais-Chantepoulet) voit revenir une clientèle aisée, prête à payer fort cher des immeubles rénovés pour bénéficier d'une situation favorable; la couronne intermédiaire, zone en attente, et surtout les quartiers denses à loyers inégaux, plutôt moyens ou bas en raison même de l'anticipation relative à une proche diffusion du tertiaire, est sous l'emprise majoritaire de la plus grande société tandis que le pourtour extérieur, qui comprend de nombreux ensembles coupés du tissu urbain dense, comprend des loyers libres assez élevés, des loyers contrôlés, ça et là des logements sociaux et l'emprise s'y effectue à la faveur d'un épannelage admettant la concentration verticale. L'autre articulation modifie et nuance le schéma concentrique en se fondant sur une division sectorielle qui oppose, en gros, deux ensembles, l'est et l'ouest de l'agglomération. La ventilation zone par zone des détenteurs d'immeubles autres que les S.I. a permis, en effet, de constater l'importance des associations pour la promotion du logement du côté de la plus grande extension récente; or, ces associations sont considérées comme des promoteurs "sociaux" par opposition aux investisseurs qui occupent la moitié est, et qui sont des assureurs pour la plupart. En référence à Granelle, qui a souligné cette distinction entre parties prenantes sur le marché immobilier dans sa théorie de la rente urbaine

on pourrait donc admettre que, hormis les S.I. - promoteurs privés qui se partagent l'espace immobilier selon un schéma concentrique très général (1) et qui incarnent à proprement parler le capital de promotion - les immobiliers de seconde importance quant à la quantité détenue (2) ont tendance à préférer Lancy, Vernier ou Meyrin s'ils se présentent comme des "promoteurs sociaux" et, au contraire, à intensifier leurs placements dans l'axe de Champel et des Trois-Chênes s'ils poursuivent un but essentiellement lucratif. J'ai déjà signalé qu'Onex fait exception à cette règle, car ce sont surtout des caisses professionnelles qui y constituent la "seconde couche" d'emprise.

Il restera à voir si le contenu socio-professionnel des immeubles, dans la mesure des moyens d'observation disponibles, corrobore cette opposition ou au contraire détruit toute la vraisemblance d'une telle différenciation.

6.15 1.17

(1) Cf. carte 40.

(2) Cf. carte 39.

TROISIEME SECTION :

L'ESPACE, DISTANCE ET LIEN

Au sein du système régulateur d'aménagement secondaire, les groupes qui ont l'initiative de l'affectation de l'espace produisent un milieu phénoménal qui s'impose à l'usager comme un ensemble de moyens à disposition pour l'exercice de la vie quotidienne : résidence, travail, consommation, loisirs sont déterminés par une ordonnance pré-établie des lieux, laquelle conditionne le budget d'espace/temps des usagers en fonction, bien sûr, d'un budget revenu/dépense individuel pouvant modifier le choix des différentes localisations. L'explication des choix, toutefois, notamment celui de la résidence, est complexe en réalité. De l'étude de ZOLLER (1) sur le comportement résidentiel des familles, on pourrait déduire une règle selon laquelle toute utilisation d'espace aménagé est un choix de substitutions opéré dans une méconnaissance de certaines données essentielles, et inspiré surtout par l'imitation d'attitudes considérées comme indices de prestige. La substitution d'un avantage à un autre ne joue d'ailleurs pas toujours en faveur d'un certain type de logement, mais il peut privilégier plutôt un cadre de travail, un environnement commercial ou une ambiance (diurne ou nocturne) de loisir aux dépens des qualités de la résidence; le statut familial, par exemple, implique parfois certaines exigences, tandis que le fait de franchir une certaine étape du cycle de vie en implique d'autres; l'imitation sociale peut revêtir une moindre importance aux yeux d'une personne vivant seule à un certain âge, voire même n'en revêtir aucune en comparaison d'autres critères. Ainsi, l'hétérogénéité de l'espace aménagé vécu et son corollaire, une connaissance limitée des réalités spatio-économiques, constituent deux contraintes spécifiques, dont la portée n'est pas nécessairement la même pour chaque catégorie sociale; compte tenu des attirances réciproques qu'exerce le sentiment d'appartenance, il s'opère une séparation des couches socio-résidentielles selon des directions divergentes en partant du

(1) Henry G. ZOLLER, *Localisation résidentielle*, op. cit., p. 11. Cet ouvrage propose un tour d'horizon d'études en langue anglaise, cf. pp. 43-48.

centre d'une ville, dans le vaste refoulement centrifuge des contenus des différentes catégories sociales, provoqué par le vieillissement des contenants et leur rénovation.

L'auteur mentionné souligne les progrès réalisés dans l'étude de la localisation résidentielle par l'affinement des modèles gravitaires et des méthodes de simulation, jusqu'au point où l'on s'aperçoit que les hypothèses essentielles sur le comportement des ménages sont le plus souvent négligées. Il s'agit en effet, d'une part, des limites obvies auxquelles se heurte le comportement individuel en ce domaine, à savoir, les limites de revenu (ou contraintes budgétaires) et les limites de compétence des acteurs placés en situation d'incertitude : on peut supposer, d'ailleurs, que ces deux types de contrainte sont liés. Il s'agit ensuite des désagréments ressentis en fonction de la distance et qui s'opposent à la "préférence pour l'espace". Donc, quelle que soit la valeur de méthodes probabilistes opérant sur des agrégats de population (pour la prévision, notamment), l'explication fondamentale se situe dans l'arbitraire relatif des comportements "moléculaires" des ménages, dont on n'aura sans doute jamais fini d'imaginer les variables ou d'approcher les fonctions d'agrégation par groupes spécifiques. On sait seulement que les particuliers agissent rationnellement par rapport à un modèle simplifié de la réalité résidentielle et que ce modèle intègre l'une ou l'autre contrainte issues de l'aménagement lui-même; en conséquence, les paramètres pertinents du choix évoluent eux-mêmes (1) selon le type d'espace aménagé, et non seulement ses variables explicatives. Si l'on se limite à une modélisation statique, et non anticipatrice, on peut conclure qu'"il existe une série de catégories et de sous-catégories sociales de ménages pour chacune desquelles une zone d'équilibre peut sans doute être définie", selon ZOLLER, "à une certaine distance de la ville" (2).

(1) "Les paramètres des fonctions sont supposés constants au long des périodes successives de prévision. Dans la mesure où la valeur de ces paramètres dépend de l'action combinée d'une masse de facteurs - ignorés pour la plupart - qui sont susceptibles d'évoluer dans le temps -, les qualités prédictives des modèles sont probablement assez limitées", *op. cit.*, p. 208.

(2) *Ibidem*, p. 136.

Le problème abordé dans cette troisième section déborde le champ des localisations résidentielles; néanmoins, l'accent y sera mis sur la résidence, valeur qui dépasse la signification stricte du logement et qui touche l'ensemble des comportements déterminant l'affectation de l'espace. Liée au travail, de même qu'aux effets des politiques immobilières, la fonction résidentielle se trouve insérée de force dans un processus compétitif, subissant aussi bien des clivages de contenu que de contenant, plus encore, atteinte en son essence sur le plan morphologique global des prolongements extérieurs du logement. Espace banal aménagé, cheminements piétonniers, jardins publics ont été prévus pour pallier les conséquences du rétrécissement inéluctable qui frappe l'espace du simple usager, sans pour autant résoudre le dilemme posé par les nuisances du trafic motorisé. Quant aux espaces de loisir d'extérieur et aux terrains de sport, la logique privée d'aménagement aboutit à une privatisation d'équipements parfois totalement "enkystés" dans le paysage et qui contribuent à renforcer une ségrégation des activités collectives.

L'espace produit constitue un cadre imposé aux usagers; comme tel, il explique dans une large mesure l'apparente complexité du choix d'une résidence et du comportement habituel dans l'espace, notamment des itinéraires quotidiens. En effet, autre est la connaissance de celui qui produit l'espace, autre celle de l'usager, laquelle "pertinentise" certaines caractéristiques physiques, économiques et, surtout, symboliques de son environnement qui sont sans rapport direct avec celles qui "comptent" aux yeux d'un aménageur. Ce type de rationalité propre à l'usage de la matière première que constitue un cadre spatial n'est d'ailleurs aucunement spécifique de l'être humain: tout animal ajuste son comportement à la connaissance du milieu, nécessairement bornée, qu'il est à même de concevoir. La fourmi décrite par Herbert SIMON (1) accomplit à vrai dire une tâche fort simple tout en suivant un

(1) Herbert A. SIMON, *La science des systèmes, science de l'artificiel*, MIT Press 1969, trad. J.-L. Le Moigne, éd. Epi, Paris, 1974.

itinéraire complexe en franchissant, pour regagner son nid, des rides de sable; le sillage tortueux qu'elle laisse derrière elle reflète en réalité les accidents de la route. "De même, conclut SIMON, l'apparente complexité des évolutions de l'homme est, pour une grande part, le reflet de la complexité de l'environnement dans lequel il se trouve." (1)

Conçu de la sorte, le projet d'une analyse de la résidence est sans doute ambitieux et requiert une information spécifique. Celles présentées au fil de cette section se limiteront à une étude de répartitions d'ensemble; l'ambition de cette analyse consiste seulement à montrer l'impact, sur la résidence, des pratiques institutionnalisées de production du logement dans le contexte d'une part prépondérante laissée à l'initiative privée, sans égard pour l'aliénation qui résulte de la condition de locataire. En effet, les mesures de subventionnement consolident l'emprise du capital immobilier sur un espace construit en fonction d'intérêts de groupes, soit dans une perspective secondaire d'agglomération industrielle, soit dans celle, étudiée ci-après, de la centralité tertiaire. La résidence sera ainsi considérée en tant que sous-produit des calculs d'entreprises et des stratégies immobilières, les uns comme les autres ayant pour but de rentabiliser des investissements, les uns par l'acquisition d'une situation en rapport avec la valeur du bien ou du service offert, les autres par une prévision judicieuse de la demande de surfaces de bureaux ou d'habitations. Il s'agit bien d'un processus rétroactif à acteurs multiples, déterminant une diversification du produit "plancher" offert et demandé. L'offre exprime dans leur ensemble les pratiques de groupes économiques, tandis que la demande est une émanation d'ajustements individuels: c'est donc l'offre qui, à proprement parler, détermine des clivages sociorésidentiels. Cette dialectique offre-demande se jouant dans le contexte non-coordonné d'un marché libre (modifié par l'intervention publique de contrôle du niveau des loyers), la répartition et les caractères de la résidence sont un révélateur des effets cumulés de l'action des groupes sur les conditions d'habitation auxquelles les individus, à des degrés divers, doivent s'ajuster.

(1) H. SIMON, *op. cit.*, p. 136.

2.3.1. Etude de la localisation résidentielle

Une série de cartes utilisant divers supports et différents systèmes de représentation et de classement a été mobilisée pour l'étude des résultats du recensement fédéral de 1970; je considère effectivement qu'il s'agit là du phénomène essentiel de l'aménagement en général et de l'affectation de l'espace en particulier, car il représente à la fois l'imposition sociale d'un support et l'adaptation à l'espace-distance que doivent effectuer les usagers en choisissant des pratiques.

Sur le plan technique, il est possible d'élaborer par lissage (à l'aide de la moyenne mobile) trois reliefs résidentiels distincts (1), obéissant à trois finalités différentes. L'image obtenue par une classification-standard de la variable (carte 58.) correspond aux reliefs suggérés par les familles d'isohypses sur les cartes topographiques, étant fondée sur une équidistance des densités résidentielles. Comme telle, cette première carte souligne des contrastes majeurs, dont les suivants seront à retenir en observant l'évolution de la ligne grasse, qui représente la moyenne cantonale :

L'agglomération genevoise se présente démographiquement comme un large plateau disséqué, d'une densité moyenne de 100 habitants à l'hectare, établi sur l'embouchure du Petit Lac et surmonté de cinq grands pics en sa partie centrale, de quatre cônes moins élevés sur son flanc ouest.

L'espace circulaire central prend la forme d'un cratère fossile, recoupé par le lac et la première section du Rhône; il est ceinturé par la série de cinq sommets (d'environ 350 h./ha) déjà évoquée représentant les pâtés d'immeubles des Pâquis-Môle, de Grand-Pré-Servette, de Mail-Gourgas, de Dancet-Prévost-Martin et des Eaux-Vives-Salle communale. Cette ceinture s'abaisse dans le secteur sud-est de Champel-Florissant, alors que la butte Dancet-Prévost-Martin enjambe l'Arve pour se prolonger au sud vers Carouge.

A l'est de la Ville, ce relief étend un bras de moyenne densité le long de la route d'Annemasse; vers le sud, il se raccorde au monticule des

(1) Cf. cartes 58., 59. et 60. : *Population résidente 1970 (cartes en isoplèthes)*.

Palettes sur celle de Saint-Julien-Annecy, au sud-ouest aux monticules d'Onex et de Bernex sur celle de Lyon; il se ramifie à l'ouest dans le méandre du Lignon-Aîre et se termine en terrasse rectiligne, de Vernier à Cointrin à la limite sud de l'aéroport, l'axe d'envol coupant la route de Meyrin-Saint Genis au bout de laquelle se dresse l'imposant môle de la Cité Satellite.

Il est assez facile d'interpréter ce relief démographique en fonction de certains axes routiers favorables à la construction. L'unique barrière opposée à son érection semble avoir été dressée dans les quartiers de Champel, Miremont, Malombré et Florissant-Malagnou soumis à une emprise foncière et une occupation résidentielle de haut niveau socio-économique; il s'agit en effet d'un tissu urbain plus aéré.

En utilisant maintenant un système de classification fondé sur l'ordre fréquentiel d'apparition des valeurs discrètes et non plus sur ces dernières (carte 59.), on obtient une image assez curieuse, dans laquelle les plages situées entre les différents isoplèthes sont équivalentes. A vrai dire, la finalité intrinsèque de ce mode de représentation impliquerait la surimposition d'une autre variable visuelle découpée selon le même principe, ce qui permettrait une confrontation des répartitions spatiales classes par classes. Il s'agit donc en soi d'un instrument d'analyse bivariée, mais accessoirement, cette seconde carte met en relief de petites différences de densité situées dans les espaces périphériques plus vastes, aisée en cela par l'introduction de deux isoplèthes gras placés aux limites des trois tiers des fréquences (terciles). La densité graphique observée dans les différentes zones permet de découper l'espace cantonal de la manière suivante :

L'espace médian, très dense, se caractérise dans le secteur nord et nord-ouest (du lac au Rhône) par un rebord abrupt et continu, qui dessine toutefois une encolure élevée au droit de la piste d'envol : témoin du fait qu'une importante population meyrinoise et verniolane demeure exposée aux agressions des appareils à turboréacteur, intervenues bien après l'installation des habitants. Au contraire, la zone d'envol par temps de bise a été maintenue presque inhabitée jusqu'à la hauteur de Genthod et de Versoix.

Le secteur sud (Rhône-Arve) s'abaisse en glacis régulier jusqu'à la frontière saint-juliennoise, jalonné de petits centres qui ont accueilli pour la plupart un habitat collectif récent : Certoux, Perly, Bardonnex, Rozon et Veyrier. Un unique fossé se dessine sur les installations rattachées à la gare de la Praille.

La limite est de l'agglomération se marque en deux temps : d'abord à la frontière politique des Trois-Chênes (qui forme la limite du tercile de droite), puis l'isoplèthe des espaces semi-denses (tercile du centre) vagabonde en direction du nord pour atteindre définitivement le lac à Hermance. Ce phénomène de forte densité riveraine est plus net ici que sur la rive droite; il souligne, dans les deux cas, un certain étouffement des accès au lac par l'appropriation privée.

Quant au reste, la disposition d'ensemble hors de l'agglomération, qui occupe la moitié environ du canton, ne laisse apparaître que trois zones peu résidentielles, l'une, importante, à l'ouest, les deux autres marginales et plutôt résiduelles au nord et à l'est. Un espace inhabité y est apparent, ponctué d'implantations semi-circulaires qui représentent les centres de communes agricoles : partout, en effet, le processus de "résidentialisation" est amorcé avec une moyenne de 85 % d'actifs occupés en-dehors du primaire dans toute cette zone.

En conclusion de cette analyse, plutôt périphérique, on relèvera l'effet d'entraînement qui est suggéré par l'existence d'axes de déversement préférentiels. C'est ainsi que l'espace des dix communes situées au sud de la Ville se présente comme le cône de déjection de la route d'Annecy, alors que celle d'Annemasse ne creuse qu'un léger ensellement à travers Chêne-Bougeries, pour rejoindre à la hauteur de Moillesulaz des densités de "ville". C'est là un élément de compréhension des réalités secondaires, en vertu desquelles la résidence locative, promue au rang de "bataillon de choc" du profit foncier, se trouve concentrée sur les axes, où elle rencontre la demande, en diminuant les frictions dues à la distance. Examinons brièvement, en troisième lieu, la carte 60.

Ce dernier relief offre une image d'ensemble qui souligne le passage brutal des faibles aux fortes densités, c'est-à-dire la zone d'extension du logement et la limite des hautes valeurs de la rente foncière. L'étalement tout au long des principales voies pénétrantes apparaît ici dans le détail, au détriment d'une description du centre en tant que tel.

L'interprétation des trois reliefs démographiques résultant de trois découpages distincts de la variable induit un problème d'échelle et fait donc appel à différents niveaux d'explication. L'analyse détaillée du centre élargi à l'agglomération (carte 58.), puis celle de ses limites (carte 59.), enfin celle du canton, fondée sur

une classification descriptive (division de la somme des observations, carte 60.) constituent une séquence d'échelle décroissante dont j'ai pu relever les éléments constants : articulation sectorielle allant des cinq sommets centraux vers l'extérieur, rôle des axes de pénétration routière dans l'essaimage des densités périphériques et, enfin, rupture d'équilibre au seuil approximatif de 20 habitants/hectare, en-deça duquel apparaît l'espace non encore urbanisé du reste du canton, dont la structure du peuplement s'établit sur la trame des chefs-lieux de communes. Pour un usager, le choix résidentiel se situera ainsi entre la zone d'attraction centrale et les points d'attraction périphériques. Il faut cependant se garder de conclure qu'une "surface d'indifférence", telle qu'on pourrait la construire sur la base d'une formule gravitaire, règle le problème de l'explication microgéographique (1); en identifiant des masses résidentielles, on observe une pratique aménagiste et non pas celle d'usager.

2.3.2. Activité et origine des résidents

L'idée même de ségrégation socio-résidentielle ne procède d'aucun parti-pris idéologique, pas plus que de cogitations moroses : il suffit, pour s'en persuader, de lire dans l'espace les répartitions de personnes actives, les répartitions par âge, par langue maternelle et selon le taux d'occupation des logements; en s'y appliquant dans les pages qui suivent, on verra que l'hypothèse est loin d'être infirmée.

Par secteur d'activité, il faut entendre une répartition de la population active au sein de la population résidente; le libellé du titre de la carte 65. (2) désigne donc l'activité des habitants, le terme de fonction étant utilisé pour désigner la nature du lieu de travail.

(1) Cf. Antoine S. BAILLY, *La perception de l'espace urbain*, op. cit.; sur le rôle des aspirations, p. 209. Cf. aussi *supra*, pp. 43-48.

(2) Cf. carte 65. : *Secteur dominant d'activité en 1970.*

La population active secondaire peut être définie comme une couche sociale rémunérée dans un type quelconque d'activité manuelle de production de biens, alors que la population active tertiaire comporte une majorité d'employés, fonctionnaires et cadres à "col blanc", mais également une proportion non-négligeable d'employés subalternes du commerce et des services publics ou privés. Cette dichotomie demeure donc assez floue, en regard d'un critère univoque d'interprétation socio-économique : je me borne donc à signaler la résonnance statistiquement probable (du moins à Genève) des clivages socio-résidentiels qui seront mis en évidence, en adoptant comme objectif un partage net de l'espace selon deux dominantes socio-professionnelles.

Ce phénomène est indiscutable en ce qui concerne la Ville; identifions les unités qui se dégagent d'un découpage par quartiers : sont essentiellement secondaires les ensembles Châtelaine, Saint-Jean, Mail-Jonction, Bâtie-Acacias et la ville de Carouge, c'est-à-dire toute la frange oblique de l'espace bâti en continu et regardant vers le sud-ouest. A l'intérieur même du tissu urbain, le quartier des Grottes, les îlots d'immeubles Môle-Prieuré-Butini, Servette-Lyon-Prairie, Wendt-Liotard-Lamartine et Vieusseux sur la rive droite, ceux d'Eaux-Vives-Montchoisy et Villereuse-Terrassière sur la rive gauche témoignent d'une corrélation fort probable entre une occupation secondaire et une morphologie vieillissante. Sont, au contraire, spécifiquement tertiaires les ensembles Grand-Pré-Vermont, Sécheron-Château-Banquet, Délices, Saint-Gervais-Chantepoulet, Centre-Ville, Champel et Florissant-Malagnou, quartiers qui évoquent dans l'esprit du genevois moyen une apparence morphologique très soignée et entretenue. Si les clivages en Ville évoquent par eux-mêmes un état relatif de dégradation, il n'en va pas de même des grands ensembles récents, dans lesquels pourtant la ségrégation socio-résidentielle n'est pas moins nette. Les deux meilleurs exemples en sont le Lignon et Onex : au Lignon, la moitié nord-est du bâtiment en forme de mur (moitié subventionnée) est en grande majorité secondaire et la moitié sud-ouest (en loyer libre), surtout tertiaire; toutefois cette distinction concerne spécifiquement les suisses; à Onex, la partie onésienne de la Cité Nouvelle est presque exclusivement secondaire et la partie lancéenne (mieux construite)

presque exclusivement tertiaire. La Cité Satellite de Meyrin est tertiaire, mis à part l'extrémité nord-ouest, secondaire, avant, du moins, la construction (postérieure à 1970) de Champs-Fréchet. Au sud de la Praille, les ensembles Bachet-Palettes sont secondaires, mais les immeubles du chemin des Semailles sont tertiaires. Tertiaires enfin, les ensembles de la Gradelle et de Petit-Bel-Air et secondaire, l'agglomération chénoise mais tertiaires, les nouveaux immeubles proches de Moillesulaz. Certes, il n'est pas très surprenant de voir les nouveaux ensembles d'initiative semi-publique héberger une population secondaire et ceux construits par le secteur privé seul, en marché libre, une population tertiaire, car cette liaison constante manifeste l'existence de deux sous-marchés du logement, schématiquement représentables par une offre subventionnée ou libre d'une part, une demande à bas ou à haut niveau de salaire d'autre part. Signalons encore un clivage étendu aux limites du canton avec Versoix-nord (tertiaire), Avully-cité (secondaire), Perly et Rozon (secondaires) et Veyrier-frontière (tertiaire), enfin Meinier et Corsier (tertiaires). La méthode utilisée force un peu les contrastes, raison pour laquelle j'examinerai encore pour elle-même une distribution des actifs secondaires (1).

Le partage de la Ville est moins net : on qualifiera de quartiers ouvriers Carouge, les Acacias, Mail-Jonction; de quartier mixte Saint-Jean, Prieuré, Eaux-Vives, mais l'arrondissement du Petit-Saconnex situé au contact des zones industrielles et du tertiaire international (voir carte 113.) ou local est seulement pénétré de population secondaire. Champel, Florissant, Cité-Centre ressortent en flots tertiaires. En-dehors du tissu urbain continu, les principaux flots secondaires referment une ellipse sur la zone industrielle allant de la Praille à Châtelaine. Mais le Lignon sud-ouest, Cité-Lancy et Meyrin-Cité sont plutôt tertiaires.

(1) Cf. carte 66. : *Actifs du secteur secondaire en 1970*
et carte 72. : *Actifs du secteur tertiaire en 1970.*

Il est douteux, dans le contexte genevois, qu'on puisse attendre une prédiction très forte de ces clivages résidentiels par la répartition de la population d'origine étrangère en tant que telle, car on sait bien qu'elle est constituée de deux sous-ensembles, la main-d'oeuvre immigrée d'une part, les fonctionnaires internationaux d'autre part. Aussi ferai-je état ici d'une carte synthétique combinant l'origine et le secteur d'activité, réalisée par un groupe d'étudiants sous ma direction (1). Le fond de carte est tiré d'une fusion d'ilots par alvéoles, opérée dans le but de simplifier la lecture (2). Cette manipulation statistique des données met en évidence cinq secteurs radiaux sur l'ensemble de l'agglomération :

- 1) Le secteur nord placé entre le lac et la voie ferrée (Rousseau, Alpes, Pâquis, Prieuré) contient une proportion relativement supérieure d'étrangers du secteur tertiaire; le reste, deux alvéoles dénommées Sécheron et Plantamour d'après leur rue principale, est aussi tertiaire, mais plutôt suisse. Ainsi, le personnel du commerce et de l'hôtellerie du principal ensemble apparaît largement étranger.
- 2) Groupe suisse et tertiaire unidominant dans le triangle Délices-rue de Montbrillant-rue de la Servette (route de Meyrin dans son prolongement); c'est un quartier récent et dense. Les Grottes et Prairie, plus vétustes, sont surtout suisses et du secondaire. Noter qu'au-delà, vers Grand-Saconnex, le même secteur radial abrite des fonctionnaires internationaux et apparaît comme constituant une subdivision concentrique (Budé, Petit-Saconnex, Tourelle) du même secteur radial.
- 3) De la rue de la Servette à la Jonction, un secteur ouest formant un angle de près de 90° se dessine, essentiellement suisse et secondaire, et ceci jusqu'à Onex-Bernex à l'exception du Lignon-sud-ouest (étranger-tertiaire) et de la Cité de Lancy rattachée à Onex, qui est plutôt suisse-tertiaire.

(1) Cf. carte 71. : *Activité dominante de la population résidente active.*
Conception et réalisation graphique d'Antoine MAYE et Doris ULDRY, 1976.

(2) Cf. *infra*, cartes 62-63 et commentaires, 3.2.1.

- 4) Le secteur radial sud (Arve-Praille) partant du Mail est secondaire et suisse : on observe ainsi que la rotation N-S dans le sens contraire aux aiguilles d'une montre fait passer la distribution des origines et des secteurs d'activité d'un extrême à l'autre. Seule la partie ouest des Palettes, étrangère et tertiaire, constitue une remarquable exception.
- 5) Enfin, de l'Arve au lac, la bidominance tertiaire-suisse est interrompue par une unidominance du même genre (suisse-tertiaire) et par trois alvéoles au contenu étranger-tertiaire : les rues basses, Hôpital et Florissant. Mêmes mélanges en direction des Trois-Chênes, à l'exception de Chêne-sud et de Moillesulaz, au contenu suisse et secondaire.

La Cité de Meyrin apparaît avec une forte coloration étrangère - sauf sa partie sud-est - et également tertiaire. Soulignons enfin la présence internationale au nord du canton (spécialement à Versoix-nord) et dans sa partie nord-est rive gauche, par opposition à la bidominance secondaire suisse du sud, secondaire étrangère de l'est et de l'ouest.

On pourrait résumer cette description minutieuse en disant qu'on observe une population étrangère occupée dans les fonctions d'accueil au nord, une population d'employés suisses au nord-ouest, d'ouvriers suisses à l'ouest et au sud, ainsi qu'à Chêne, de fonctionnaires suisses ou étrangers à l'est et, hors agglomération, tout au nord. La présence des grands ensembles ponctue et perturbe en partie une ordonnance sectorielle, somme toute, assez simple.

Examinons maintenant la configuration spatiale de la population étrangère en tant que telle (1). La présence étrangère à Genève, qui représente à la fin de 1970 un total de 58'511 personnes, corréle linéairement à raison de 0.82 avec la répartition par îlots de la population totale en chiffres bruts, ce qui signifie que sa répartition spatiale est assez semblable à celle des résidents suisses, bien que le commentaire de cette carte porte sur un résidu assez fort. A vrai dire, la distribution spatiale des étrangers n'est pas tellement homogène à l'échelle des îlots de base, mais plutôt à celle de paquets d'îlots qui suggèrent une répartition par grappes. On verra par la suite qu'il s'agit là d'un comportement spatial de groupe

(1) Cf. carte 67. : Population étrangère en 1970.

minoritaire. Rappelons qu'en 1970, cette présence atteignait un taux global de 17.6 % et pouvait être ventilée comme suit : (1)

France	19.2 %
Europe du nord	12.2
Europe de l'est	1.9
Europe du sud	54.6
Continent américain	4.7
Continent africain	1.6
Asie, Océanie	3.5
Apatrides	2.3
	<u>100.0</u>

Une analyse spatiale des répartitions de ces groupes ne manquerait sans doute pas d'intérêt, mais j'utiliserai des critères plus synthétiques pour ne pas alourdir l'examen et pour rester dans la perspective de la ségrégation socio-résidentielle. Il faut relever accessoirement une basence de population étrangère dans les ensembles d'Onex, Avully et Meinier; en ce qui concerne Onex, on sait que la Cité Nouvelle a eu, entre autres, pour effet de reloger une population chassée du centre où elle vivait depuis un certain temps déjà, tandis que les ensembles du Lignon ou de Meyrin se sont inscrits dans l'optique d'une politique de la main-d'oeuvre étrangère (le Lignon surtout) et d'une offre adaptée aux besoins des fonctionnaires internationaux (surtout Meyrin) (2). Le critère adéquat de différenciation est donc le secteur d'activité (3).

(1) Regroupement effectué à partir de l'Annuaire Statistique de Genève de 1974, p. 57.

(2) Ces affirmations générales reposent sur une connaissance directe des contenus : ainsi, une étude détaillée, effectuée par moi-même voici quelques années, de la Cité d'Onex confirme le transfert de nombreux cas psychopathologiques adultes ou enfants, auparavant observés en Ville. D'autre part, le taux de présence étrangère (Cf. carte 67.) est plus fort au Lignon qu'à Onex. Quant à la Cité satellite de Meyrin, selon Histoire de Genève, Guichonnet et al. (op. cit., p. 355), c'est "la plus cosmopolite des agglomérations suisses", en dépit de sa situation défavorisée par la proximité de l'aéroport.

(3) Cf. carte 68. : Actifs étrangers du secteur secondaire en 1970.
et carte 73. : Actifs étrangers du secteur tertiaire en 1970.

De la carte 68., il ressort que la main-d'oeuvre étrangère réside surtout dans les quartiers du centre, dans les trois zones des Pâquis (jusqu'aux Grottes), des Eaux-Vives et de Mail-Jonction-Acacias, alors que les étrangers établis sur le territoire de l'ancien Petit-Saconnex ou dans la zone de Champel sont, en règle générale, des fonctionnaires internationaux et n'apparaissent pas. Hors de ville, on voit également que la population carougeoise comprend une tranche importante de la classe étrangère manuelle, de même que l'agglomération chênnoise. Enfin, le Lignon, Onex-Village, les Palettes et Meyrin-Cité en hébergent des contingents, Onex, par exception, seulement dans certains immeubles; à signaler encore leur présence à Bardonnex, Bernex et Satigny (communes relativement dotées en emplois secondaires) ainsi qu'à Corsier et à Versoix.

Les étrangers du tertiaire (1) sont eux aussi nombreux dans les quartiers denses des Pâquis, de Saint-Gervais, de la Cluse et plus encore, du Centre, mais ils apparaissent surtout dans les quartiers chics de Champel, Florissant et Bouchet-Moillebeau, ainsi qu'au Grand-Saconnex, à Meyrin-Cité, à la Gradelle, enfin à Versoix, dans les nouveaux immeubles au nord de la localité. Seule, une connaissance directe permet de dire que leur concentration à Servette-Grand-Pré, au Lignon, au Grand-Lancy ou à Carouge correspond à un sous-ensemble de plus bas niveau socio-professionnel. Par mesure de contrôle, je recourrai à l'examen d'un groupe linguistique particulièrement significatif à cet égard (2).

Compte tenu des facilités de naturalisation, mais aussi de l'ancienneté de l'immigration italienne, il importait de tester l'hypothèse de la ségrégation par le biais de la langue maternelle de cette ethnie. Le résultat est réellement surprenant : ce groupe a développé de véritables colonies dans le tissu urbain, du Prieuré aux Grottes, dans le pâté d'immeubles situé entre Contrat-Social, Saint-Jean et Confessions, dans toute la partie nord et usinière de la Jonction, entre le Mail, le boulevard Saint-Georges et la rue des Maraî-

(1) Cf. carte 73. : *Actifs étrangers du secteur tertiaire en 1970.*

(2) Cf. carte 69. : *Population italophone en 1970.*

chers, dans tout le quartier situé entre les boulevards du Pont-d'Arve et de la Cluse, aux Eaux-Vives et, fait inattendu, dans le rectangle des Rues Basses. Leur présence hors de Ville à Chêne-Bourg est bien connue et l'on peut constater aussi que nombre d'entre eux ont trouvé place au Bachet-de-Pesay ainsi qu'à Onex, dans les bâtiments inconfortables de la première étape; la densité résiduelle fait donc ressortir ici un phénomène masqué jusqu'alors à Onex, tant que l'on considérerait l'ensemble des étrangers. Une autre colonie italienne apparaît encore dans la moitié sud de la Cité Satellite de Meyrin, une autre encore au Petit-Saconnex et une dernière à Bardonnex (liée sans doute à la présence d'une tuilerie et des activités maraîchères). Il est quasiment impossible d'en déceler ailleurs, hormis Versoix-bourg, Satigny-bourg et la Plaine. Une seconde lecture de la carte ferait apparaître leur absence dans les endroits peuplés d'internationaux. Par ailleurs, force est de constater le caractère morphologiquement dégradé (passons sous silence la diffusion des "baraquements provisoires" bien nommés, la ségrégation familiale, etc...) de l'habitat offert à cette main d'oeuvre, règle inexorable qui leur permet néanmoins de se retrouver entre eux. Le comportement de minorité ethnolinguistique correspond, selon BAILLY, au concept d'unité de voisinage (1); il consiste à minimiser les conflits, à maximiser les relations, en un mot, à développer des externalités. Cette interprétation qui met en évidence les aspirations, bien qu'elle se justifie, n'enlève toutefois rien à l'aspect socio-économique du choix du logement dont l'importance, en l'occurrence, se conjugue avec ce besoin communautaire. En outre, le fait que la main d'oeuvre italophone occupe d'anciens quartiers en voie de dégradation conditionne lui-même l'offre de logements; car l'effet de revenu qui attire cette population vers des loyers sensiblement inférieurs à la moyenne devient la cause, de proche en proche, d'une absence d'entretien et de rénovation dans les flots qu'il touche : ainsi se reproduit la ségrégation. Dans le sous-secteur de l'habitat vétuste, la relative faiblesse des loyers est compensée par celle des exigences en matière d'entretien et, plus encore, par la rigidité-prix de la demande : pour

(1) Antoine S. BAILLY, *op. cit.*, p. 206.

une certaine hausse de loyer, la quantité demandée diminue moins que proportionnellement.

Ainsi donc, la ségrégation socio-ethnique relève en partie au moins d'une ségrégation socio-économique plus générale, qui s'exerce par le mécanisme du loyer. Or, une connaissance directe de l'espace locatif s'avère difficile, d'autant que le bien offert - le logement - n'est pas homogène. Plutôt que d'exploiter quelques données partielles relatives à certaines communes, j'ai choisi une mesure différente, à savoir, le taux d'occupation des logements; en un sens, cet indicateur semble préférable au loyer, dans la mesure où il fait abstraction des différents systèmes de contrôle public, du subventionnement (ce dernier concerne davantage les investisseurs) et peut être mis cartographiquement en relation avec les contenus socio-professionnels et l'ancienneté des contenants (1).

Précisons qu'en 1970, 23 % des logements dépassent le seuil d'un habitant par pièce (seuil retenu dans cette carte) à la fois en Ville et dans toute l'agglomération. Or, le relevé laisse apparaître un certain nombre de zones à forte suroccupation : la Jonction, Carouge-Acacias, certains îlots des Eaux-Vives ainsi qu'une partie des Grottes et des Pâquis se distinguent notamment dans l'espace urbain, de même que les Cités périphériques d'Onex, de Bachet-Palettes, du Lignon-nord, une moitié des îlots de la Cité de Meyrin et la partie ancienne de l'agglomération des Trois-Chênes. Il est aisé de voir dans le détail combien d'anciens quartiers de la Ville (certains ponctués d'îlots en voie de rénovation) et certains immeubles récents subventionnés présentent le même caractère suroccupé en contraste avec des zones urbaines telles que Cité-Centre, Champel, Florissant-Malagnou et avec l'habitat individuel plus spacieux du reste du canton. La carte coïncide notamment point par point avec celle des actifs du secteur secondaire de toute nationalité (carte 66., cf. supra).

(1) Cf. carte 70. : Logements suroccupés en 1970.

Cf. supra, 2.2.2., 2.3.2. et cartes 29, 21, 66-69, etc...

Indéniablement, la forte occupation est liée à des contenus socio-professionnels de type manuel; une saisie plus globale opérée par communes selon un indice :

$$S = (\text{plus de } 0.5 \text{ HPP}) / (\text{moins de } 2 \text{ HPP})$$

S : suroccupation HPP : habitants par pièce habitable
permet d'effectuer les comparaisons suivantes :

Canton	indice : 0.81	secteurs ouest et sud :	
Agglomération	0.81	Lancy	indice : 0.84
Ville de Genève	0.80	Vernier	0.86
secteur est :		Meyrin	0.86
Chêne-Bougeries	0.73	Carouge	0.88
Thônex	0.82	Onex	0.91
Chêne-Bourg	0.83		

Tableau 13. : Indices de suroccupation, par communes, en 1970. (1)

Il est évidemment exclu d'appréhender la ségrégation à travers une répartition du revenu réel, car l'administration recouvre les données de fiscalité d'un linéol statistique; le secteur immobilier, lui, lance des études qu'un chercheur isolé ne saurait songer à s'offrir. Toutefois, au vu des enquêtes annuelles de l'OFIAMT sur les budgets familiaux, on ne peut guère opposer ouvriers et employés en ce qui concerne l'affectation de ressources au loyer : des deux côtés, le "ménage à quatre", qui représente selon ces sondages la famille moyenne, se tient de façon très stable aux alentours de 10.5 % des dépenses (2). On en revient donc à conclure que le facteur déterminant des différenciations socio-résidentielles est le revenu. Parmi les césures que provoque ce clivage dans l'espace, on peut penser que les catégories d'âge constituent une autre forme de ségrégation. La plupart des personnes âgées, par exemple, souhaitent disposer d'un certain confort et d'une infrastructure commerciale proche, voire d'un bon équipement médico-social, alors que les jeunes ménages assument volontiers une situation excentrique en échange d'un loyer inférieur. Toutefois, ce problème se

(1) Données tirées du recensement, cf. annuaire statistique 1972, p. 149.

(2) Annuaire statistique 1974, pour les années 1966-1973, p. 248.

posant davantage en termes d'accessibilité du centre, j'en étudierai les données plus loin.

Les conclusions relatives à l'affectation de l'espace du point de vue de l'usager se dégagent d'elles-mêmes et peuvent être formulées en termes de coûts sociaux. Il apparaît en effet que l'usage de l'espace aménagé en tant que support du travail, de la résidence et du loisir est sujet aux déterminations des aménageurs; en distinguant, avec ZOLLER (1), décision première d'aménagement et décision seconde (ou secondaire) de localisation résidentielle, on s'aperçoit en effet que la logique même du marché libre en matière d'espace suscite une anticipation des décisions secondes par les décisions premières, avec toutes les conséquences que cela implique quant à la raréfaction arbitraire du sol utile. Car il est sans doute vrai que le prix des terrains fonctionne comme "un indicateur du pouvoir attractif exercé par une parcelle quelconque sur les résidents potentiels" (1, *id*), pouvoir évalué par les promoteurs en se plaçant du point de vue de l'accessibilité pour l'usager et de l'équipement; mais, entre cette valeur indicative et la demande effective de terrains constructibles intervient la stratégie propre des mêmes promoteurs, qui ne se fie pas mécaniquement à un premier horizon de prévision mais modifie les données spatiales primitivement liées à ces facteurs d'accessibilité et d'équipement; leur action s'inspire d'horizons supérieurs de prévision, et elle s'exerce principalement de deux manières. D'abord, leur stratégie tient compte des variables motrices dont fait état GRANELLE, qui sont la hausse prévisible des revenus et le développement prévisible du parc des logements et des locaux non-résidentiels. En second lieu, l'interaction du promoteur-acquéreur et du vendeur de terrains entraîne un vice de fonctionnement du marché des terrains et explique la dépendance de ce dernier par rapport au marché des logements; comme l'a relevé TOPALOV - et cette hypothèse sur le marché foncier me paraît fondamentale - "L'augmentation de la demande (de terrains) tend à réduire l'offre, au lieu de l'accroître, comme pour les autres marchandises, car le détenteur du bien s'attend à une nouvelle hausse du prix" (2). Ainsi, l'anticipation

(1) ZOLLER cite ici (op. cit., pp. 78-79) les travaux du "Center of Urban and Regional Studies" à l'Université de Caroline du Nord, qui utilise ces termes dans le cadre d'un modèle de prévision.

(2) Christian TOPALOV, *Les promoteurs immobiliers*, op. cit., p. 237.

à moyen ou long terme de la surenchère, par une contraction de l'offre, met sous tension, artificiellement, le marché de l'espace destiné à la construction.

La conséquence la plus immédiate sur le plan social du système privé d'appropriation est sans aucun doute une aliénation des valeurs d'usage - en particulier d'usage résidentiel - par une conception purement vénale du logement; le développement de l'agglomération au cours des vingt dernières années (depuis l'essor du milieu de la décennie 1950) démontre clairement que l'espace a été traité comme une valeur marchande et alloué en abondance au plus offrant; pour ce qui est du simple résident, cette même évolution a creusé les distances qu'il lui faut parcourir jour après jour, sans qu'un progrès corrélatif ait été accompli - tant s'en faut - dans les conditions même de la résidence. L'extension par masses concentrées sur des terrains libres ou peu asservis n'a fait que mettre en contact les nouveaux logés et des pavillonnaires menacés dans leur privilège de petits épargnants, soulignant de façon tangible l'incompatibilité d'un zonage sans plan d'ensemble, concrétisé avec les constructeurs de gré à gré, avec le lotissement individuel âprement défendu. Zonage et récupération des plus-values ne sont que des palliatifs aux inégalités créées par le développement urbain entre les propriétaires de terre : "A l'inégalité de fait, il(s) substitue(nt) une inégalité de droit qui sert la collectivité" (1). Ces mesures ne touchent cependant pas les causes profondes de dégradation de l'habitat au sens d'une localisation aussi bien absolue que relative.

Une conséquence plus lointaine mais tout aussi grave des carences politiques d'un aménagement secondaire non soustrait à l'emprise spontanée des groupes touche à la diversification du travail, car l'industrie elle-même souffre d'une insuffisance relative d'espace et cette situation détermine un resserrement de l'emploi du côté de la demande, alors même que la population active s'offrirait à des activités

(1) Georges MEYER-HEINE, *Au-delà de l'urbanisme*, Centre de Recherche d'Urbanisme, Paris 1968, p. 144. L'auteur considère cependant Genève, ainsi que Londres, comme des "collectivités publiques avisées" (p. 136) en tant qu'elles ont déjà introduit la pratique du droit de superficie.

locales requérant des compétences élevées, que la formation professionnelle pourrait lui permettre d'acquérir. Ce vaste sous-emploi du facteur travail - si l'on songe au manque d'intérêt que suscite pour les métiers manuels la stagnation du marché de cette main-d'oeuvre - manifeste une contradiction fondamentale inhérente à la gestion privée de l'espace. Les coûts sociaux (ou effets négatifs) du non-contrôle du sol-support sont ainsi mis à la charge de la collectivité qui, par ailleurs, déploie les plus grands efforts de scolarisation et de formation professionnelle et universitaire. En définitive, la déséconomie globale issue d'une gestion non coordonnée du sol représente un "manque à gagner" pour le secteur privé lui-même. Le milieu décisionnel qui impose peu à peu le remplissage des surfaces rattachées au centre ne dispose pas d'un cadre opérationnel lui permettant d'intégrer les décisions de groupes dans un système effectif de gestion collective des intérêts d'utilisateurs. La superstructure aménagée genevoise est sous l'emprise de capitaux privés qui circulent, drainant la part des budgets ménagers consentie au logement pour réaliser, outre un profit habituel d'entreprise, des surprofits liés aux variations d'une rente de rareté, et ce qui devrait constituer le moyen d'améliorer le rendement collectif du travail et des capitaux d'entreprises constitue en réalité le but d'un certain type de pratiques; l'utilité transformée en rente monétaire est détournée de sa définition communautaire par un recours légal (sinon légitime) aux normes établies pour réguler les marchés des biens et des services.

CHAPITRE TROISIEME:

L'ORGANISATION DE L'ESPACE

INTRODUCTION

Vient enfin le troisième moment de l'étude, auquel on s'interroge sur une troisième façon de considérer l'espace de l'écoumène après celles qui privilégient, soit les ressources du sol-outil, soit les propriétés substitutives du sol-support. Le point de vue tertiaire, tel qu'il a été explicité dans la partie théorique de cet ouvrage, rend pertinent l'objet "centre", et considère en lui une potentialité de rencontre et d'échanges; il dépasse en cela une conception primaire et secondaire du sol en tant que surface et en tant que distance. Intériorisant l'espace comme moyen modifiable de concentrer et d'organiser les activités, l'écosystème tertiaire se construit autour de points centraux déterminés par une convergence de flux de toutes sortes; il y produit des services et coordonne toute décision prise à leur échelle, ces lieux centraux servant eux-mêmes de relais à l'information destinée à des centres d'autre niveau dans la hiérarchie. C'est pourquoi la conception tertiaire de l'espace peut être considérée comme multicentre, car elle se réfère à un ensemble de relations inter-centres à différentes échelles d'interaction spatiale; à ce titre, elle est plus globale que la conception secondaire, pluricentre (qui privilégie certains échanges) et plus encore que la conception primaire, unicentre, limitée en général à un marché unique pour chaque production. Il s'agit là d'une conception intrinsèquement coordinatrice; "noeuds de forces, carrefours d'énergies" (1), les centres organisent l'espace à partir des contacts suscités par l'échange de biens, de services et d'informations; ainsi, chaque centre détermine un aménagement de l'espace dans une aire locale, régionale ou nationale - voire internationale - suivant la portée des décisions économiques qu'il est amené à prendre, suivant aussi l'ampleur du territoire dans lequel peut s'exercer son rôle organisateur. L'influence qu'il exerce s'interrompt, par la logique du système, au point où elle rencontre une attraction de même intensité dans le champ de forces d'un autre centre pour une fonction donnée, qu'il s'agisse d'aires de chalandise, d'aires de service ou

(1) Expression d'ANTOINE et JEANNIERE, cf. *supra*, p. 144.

d'aires de diffusion de l'information. En-dehors d'obstacles naturels, les seules limites pouvant déterminer des ruptures de champ ou d'aire d'influence sont les frontières territoriales, car celles-ci peuvent, selon les cas, affaiblir ou au contraire renforcer l'effet d'organisation et d'aménagement d'un centre, suivant le mode d'intervention pratiqué par chacun des systèmes de contrôle territoriaux qu'elles mettent en présence.

Puisque l'ensemble des fonctions centrales se définit par un rôle organisateur, l'analyse critique du secteur tertiaire est une analyse d'effets externes d'aménagement non compensés; elle comporte non seulement le constat de causes institutionnelles de ces effets, mais aussi la compréhension des causes techniques - en particulier les indivisibilités de l'espace considéré comme bien public. Car non seulement l'utilité tertiaire de ce dernier ne se "monnaie" pas de la même façon qu'une parcelle-outil ou qu'une parcelle-support (aucune taxe ne pouvant, hormis le stationnement des véhicules, frapper l'usage d'un centre) mais de plus, l'aménagement de tout centre met en jeu des facteurs spatio-temporels indivisibles qui relèvent par essence d'une gestion publique et collective : "Dès lors, constate JESSUA, que la nécessité de penser le collectif (nécessité d'envisager l'intérêt général, avantages de l'action concertée) s'est imposée, les phénomènes mêmes qui rendaient nécessaire cette reconversion des esprits sont apparus comme "externes" à la logique régnante" (1). On ne saurait mieux définir qu'en ces termes la logique tertiaire d'aménagement de l'espace, laquelle comporte un aspect subjectif : "sentiment d'une commune appartenance" (1, *id*) ainsi qu'un aspect objectif : connaissance des points de vue (eux-mêmes subjectifs) qui sont responsables d'effets externes d'espace et, du même coup, conscience des avantages liés à la coopération dans l'aménagement de cette même réalité. Ainsi, en définitive, l'aménagement tertiaire a pour but d'intérioriser les effets externes produits par chaque composante.

Les "coûts fixes sociaux", selon JESSUA, relèvent d'une notion similaire à ceux qu'une firme tend à répartir sur le plus grand nombre

(1) Claude JESSUA, *Coûts sociaux et coûts privés*, op. cit., pp. 223-225.

possible d'unités produites. Or, une collectivité - c'est-à-dire une collection de centres de décision collectifs ou individuels autonomes - doit amortir les installations requises par les "services d'intérêt collectif" (infrastructures, énergie, eau, mais aussi l'administration, l'enseignement, etc...); elle doit, d'autre part, assurer des "services relationnels" (transports et communications) réduisant les coûts de distance internes et externes; elle doit enfin améliorer constamment l'accès aux débouchés des productions intérieures, "contribuant indirectement à la création d'économies externes" (1). Elle doit essentiellement gérer les facteurs fixes qui ne peuvent être considérés que comme propriété collective et en assurer le rendement. Précisément, l'espace, loin d'être un bien libre, est un "bien public, dont les coûts (fixes) se répartissent sur les membres du groupe, d'où un fardeau par tête moins élevé (...) seule, la coordination des volontés rendra possible cette répartition des coûts fixes" (1, *id.*).

Au terme de l'inventaire du troisième secteur, il faudra voir quelles déséconomies sociales d'échelle sont provoquées dans le cadre genevois par l'insuffisance des moyens publics à l'intérieur du cadre opérationnel, ces moyens étant limités à quelques interdictions, à une protection des sites, au lieu de s'étendre au contrôle des coûts sociaux globaux de la concentration. "En effet, note JESSUA, les facteurs fixes, devenus rares, perçoivent des rentes; suivant la doctrine classique, ces rentes devraient mettre un terme à l'excès de développement urbain. En réalité, tant que des économies externes suffisantes jouent en faveur des firmes, ces rentes n'ont pour effet que de reporter les coûts sociaux du sur-développement urbain sur les catégories sociales qui sont le moins capables de les supporter. C'est l'entrelacs des effets externes positifs et négatifs qui rend le problème si difficile à résoudre" (2). Et que dire de l'espace urbain d'usager conçu non comme facteur, mais comme un milieu produit par la compétition économique et qui doit servir de moyen d'identification à chaque individu dans sa vie de tous les jours ? Ces pertinences sont d'un autre ordre

(1) Claude JESSUA, *op. cit.*, p. 232.

(2) *Ibidem*, *op. cit.*, p. 235.

et méritent l'attention, non seulement parce qu'elles témoignent d'une inégalité sociale face à l'usage des infrastructures, mais parce qu'elles indiquent jusqu'à quel point peuvent être atteints les objectifs de coordination fonctionnelle auxquels tendent les stratégies aménagistes, sans la prise en compte simultanée des intérêts d'utilisateur.

PREMIERE SECTION :

LA PRODUCTION DU CENTRE

Les conditions d'aménagement tertiaire à Genève seront abordées, comme dans les deux premiers chapitres, en examinant d'abord l'espace produit par les fonctions publiques et privées qui relèvent de cette troisième catégorie. En préambule à cet inventaire, je me propose de décrire dans leur ensemble quelques faits économiques de centralité, renvoyant à la conclusion l'examen des mesures prises par l'Etat en vue de maîtriser l'extension des fonctions centrales et leur diffusion.

3.1.1. La centralité dans l'espace de travail

La concentration des unités de travail apparaît dans la carte 79. (coefficient de répartition) (1), qui montre une diffusion des densités élevées à partir de l'extrémité du lac en direction de Carouge, une petite concentration se manifestant encore à Chêne-Bourg. Les unités de travail sont également représentées dans la carte 80. (2), atteignant au centre jusqu'à 160 au carré-hectare; de l'Ile Rousseau, on peut tracer un cercle d'un kilomètre de rayon qui recoupe Cité-Centre, le quartier du Stand, Saint-Gervais, Pâquis et Eaux-Vives; ce cercle circonscrit une première zone de haute densité. Le premier anneau extérieur, moins dense et marqué de ruptures, atteint lui aussi une épaisseur d'un kilomètre et au-delà, on constate qu'excepté Carouge et, dans une moindre mesure, Chêne-Bourg, l'agglomération connaît un éparpillement d'unités regroupées à raison de 5 ou 10 au carré-hectare et à raison d'une centaine de carrés par commune.

L'optique change si l'on considère la taille des unités de travail publiques et privées (3). En effet, le centre dénote un fourmillement de petites unités abaissant la valeur moyenne par ilots. C'est la périphérie carougeoise ainsi que Jonction, Charmilles, ONU et Sécheron qui présentent des unités de grande taille; l'ensemble de l'agglomération jusqu'à Bernex accueille des activités intenses en travail et l'on connaît quelques exemples de déplacement du centre, vers cette zone extérieure, de grosses unités du tertiaire d'affaires. Avec la

(1) Cf. carte 79. : *Entreprises et unités de travail en 1970.*

(2) Cf. carte 80. : *Entreprises et unités de travail à l'hectare en 1970.*

(3) Cf. carte 81. : *Taille moyenne des entreprises et U.G.T.S.P. en 1970.*

carte 82. (1), l'image se transforme à nouveau par le biais d'une sélection en haut de la distribution des tailles : les unités géographiques de travail d'au-moins 50 emplois se localisent de manière continue au centre sur les deux rives, ainsi qu'à Carouge, puis se dispersent au-delà, vers l'extérieur, selon un gradient qui apparaît plus fort à l'est. Toutefois, cette impression se nuance lorsqu'on considère les effectifs de ces unités moyennes à grandes (2) : l'intensité du travail paraît la même dans l'ensemble des localisations (quoique légèrement plus forte dans quelques carrés du centre-rive gauche); en revanche, la dispersion des unités de taille comparable montre que, finalement, seul le centre est spécialisé dans le travail, tandis que la périphérie urbaine ou suburbaine est ponctuée de grandes implantations, qu'il s'agisse d'industries à l'ouest et au sud, vers Carouge, ou, à l'opposé au nord, d'organisations internationales.

Enfin, l'approche globale des postes de travail à plein temps (3) fait retour à la première image et confirme l'impression de concentration. Les deux zones très abondantes en travail sont la rive gauche du lac et du Rhône, des Eaux-Vives à la Coulouvrenière, ainsi que Saint-Gervais-Chantepoulet sur la rive droite, autrement dit, tout le périmètre de l'ancienne Genève. Hors de cette enceinte, le quartier industriel du Mail, celui des Charmilles, l'entrepôt de la Praille et la pointe nord de Sécheron laissent surgir dix à vingt fois l'équivalent de la densité moyenne du canton (soit, chiffre indicatif, 25 emplois à l'hectare). On voit qu'il s'agit là d'activités spécifiques liées au chemin de fer et qui ont été étudiées plus haut, à propos de l'affectation de l'espace : Mail-Jonction n'est pas desservi par voie, mais sa fonction conjugue industrie privée, services et administration publics. La carte 85. (4) agrandit l'échelle pour mettre en évidence un "parterre" d'emplois peu denses (moins de 70, çà et là jusqu'à 200), dont n'émergent que les monticules isolés de quelques entreprises comptant 400 à 1'000 emplois, voire davantage; seules, les parties centrales mentionnées plus haut représentent une véritable zone d'emploi. Les pics isolés du nord sont liés à l'aéroport ou aux organisations internationales et ceux du sud-est au secondaire ou au tertiaire; à Carouge, enfin, il

(1) Cf. carte 82. : Entreprises comptant 50 emplois et plus.

(2) Cf. carte 83. : Effectif de main-d'oeuvre d'entreprises comptant 50 emplois et plus.

(3) Cf. carte 84. : Postes de travail occupés en 1970.

(4) Cf. carte 85. : Emplois totaux à l'hectare en 1970.

s'agit évidemment d'industries, d'emplois du bâtiment, d'entrepôts et également d'un tertiaire de type urbain.

En contre-épreuve à ces informations, tirées d'enquêtes et des déclarations de la Taxe Professionnelle que j'ai consultées dans toutes les communes, je publie une carte en isoplèthes réalisée sous mon contrôle par un groupe d'étudiants (1) sur la base d'une source officielle (2). Il ne s'agit que du personnel des entreprises privées et publiques (non compris le personnel administratif des communes ou celui de maison) travaillant au siège central de manière stable, soit 140'000 environ sur un total estimé à 192'000 (180'000 pour les 11 communes considérées, dont Cologny). Ce relief confirme la densité extrême du centre dans l'axe des Rues Basses, mais souligne une diminution rapide vers les quartiers de population dense sur la rive droite de même qu'à Florissant sur la rive gauche, quartiers essentiellement résidentiels. Une quasi-absence d'emplois marque les grands ensembles périphériques, Lancy mise à part. L'ensemble ne suggère pas un mouvement d'ampleur comparable aux reliefs résidentiels, mais plutôt la dilatation par pôles d'une surface de travail dont le noyau (tertiaire) s'étend et s'intensifie dans un périmètre restreint, alors que les excroissances (secondaires ou du tertiaire international) se dispersent sous l'effet des décentralisations. Les valeurs maximales sont enregistrées dans l'axe de la rue de la Confédération, où elles sont signalées par une trace noire. Le relief central s'étend en formant quatre branches qui vont constituer des quartiers à physionomie mixte de lieux de travail et de lieux de résidence : sur les deux rives du lac, Eaux-Vives et Pâquis; entre l'Arve et le Rhône, Mail-Jonction et, plus au sud, la Cluse, prolongée par le quartier de l'hôpital. Les grands pôles de main d'oeuvre après le Centre sont Bâtie-Acacias-Carouge, Charmilles, Sécheron pour le secondaire et les O.I. (Organisations Internationales), l'aéroport et le CERN (Centre Européen de Recherches Nucléaires) pour le tertiaire. Des noyaux satellites de moindre importance ponctuent Vernier, Lancy et Chêne-Bougeries, ils relèvent tous principalement du secondaire.

(1) P. Torri, L. Christina, D. Uldry.

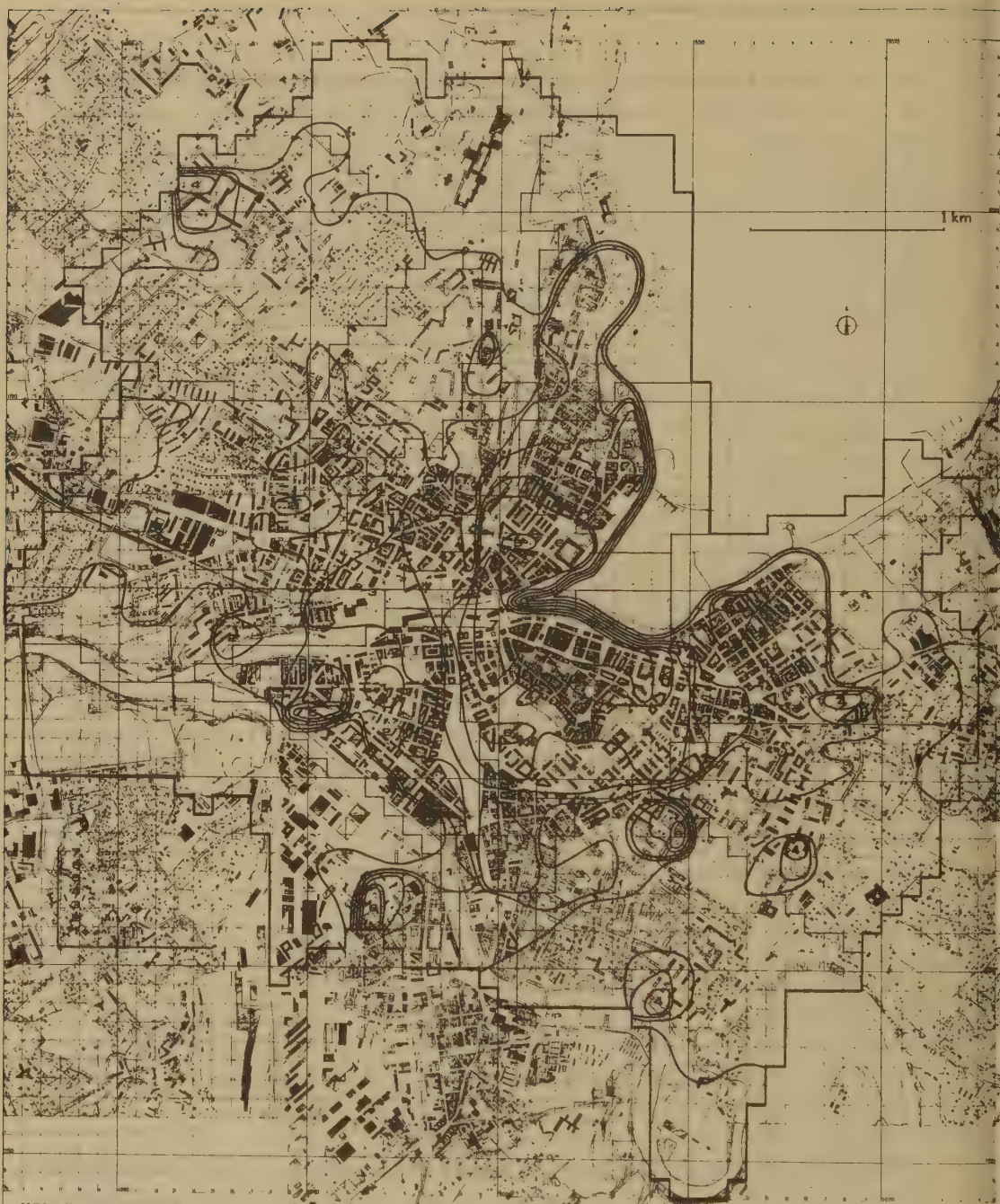
(2) *Localisation à l'hectare des habitants, emplois, élèves, situation actuelle, rapport du D.T.P., Direction de l'aménagement, juin 1973. Les effectifs d'emplois sont valables pour la période 1970-1972. Les réserves sont explicitées dans la légende de la carte 85. Voir aussi op. cit., p. 9 et carte, p. 11.*

Une dernière façon d'illustrer la centralité fonctionnelle par carte thématique consiste à esquisser le profil des valeurs foncières. En effet, si dépendants soient-ils des stratégies immobilières, les prix du sol (1) manifestent un état des pratiques tertiaires privilégiant la centralité; à noter d'ailleurs que les données (environ 500 points directeurs) ne comprennent pas les transactions en capital social. Il est clair d'autre part que le contenu des parcelles échangées n'est pas homogène, ce qui explique pour une part la valeur élevée de la zone centrale, aux équipements en bâtiments et en infrastructures très supérieurs en valeur. En fait, c'est déjà là un phénomène de centralité, preuve en soit le projet d'une galerie technique sous les Rues Basses visant à permettre un développement futur d'installations productives encore mieux alimentées en énergie. Un autre élément qui plaide en faveur d'une "tertiarisation" du centre est l'ensemble des mutations qui s'opèrent dans le tissu urbain à partir de lui; le rapport récent de l'étude alvéolaire constate en effet que "si le nombre d'emplois a cessé de croître en Ville, il semble néanmoins que les surfaces de plancher destinées aux activités sont en augmentation" (2). La rente de situation motive les acquéreurs d'espace à payer cher, pour s'agrandir, une parcelle centrale; économies d'échelle par accroissement de la surface productive et économies externes obtenues par agglomération d'unités tertiaires ne vont pas sans un renchérissement concomitant de l'unité d'espace, facteur propre qu'il convient de dissocier logiquement de la spéculation immobilière. D'ailleurs, la carte elle-même révèle deux principes distincts d'ordonnance des valeurs; le profil foncier ressemble aux répartitions d'emplois par l'existence d'un même cône central, les limites de la classe 5 correspondant *grosso modo* à l'ancienne cité fortifiée; mais quelques pics se dessinent en plein tissu hors de cette zone : Eaux-Vives-Simplon-Vollandes, un des points les plus denses de population en 1970; les abords de la gare des Eaux-Vives, Florissant, Crêts-de-Champel près de la tour (3); à l'op-

(1) La carte ci-contre a été publiée dans le rapport d'étude de la Ville de Genève (première phase), op. cit., planche 13. Les indications techniques fournies sous la légende ne figurent pas dans le rapport.

(2) Annexe au rapport de la Ville, La population résidente à Genève, p. 23.

(3) Achat par la Ville et plan d'aménagement; les autres points possèdent un gabarit de réserve, à remplir. Cf. op. cit., planches 17-19.



VILLE DE GENEVE

Prix 1970-1976 (indexés 1976) du mètre carré de terrain.

Acquisitions en capital social exclues; lissage par la moyenne mobile sur 9 hectares disposés en carré. Les points figurant sur le transparent représentent des opérations de vente. Source: Feuille d'Avis Officielle.

Recherche effectuée dans le cadre de l'étude alvéolaire et publiée dans le Rapport de Synthèse, Ville de Genève - Etat de Genève, mai 1978, Planche 13.

FOND-REPÈRE



ETUDE D'AMÉNAGEMENT DE LA VILLE DE GENEVE
VILLE DE GENEVE - ETAT DE GENEVE

Figure 28.

pouv, me de Mont... les nouveaux... de la révo... sont là... soit hâtif

Prailles (acacias) (FI) les terrains industriels en dro
superficie, une zone (c) semble s'étendre sur le nord le

Extension urbaine du Petit-Sauteroux

franchis d'ailleurs, la

assez faible

partie des Eaux-Vives

qui revient au même, de la part de la classe (il n'est pas possible au contraire d'être
manière constante à cette dernière). Globalement, il apparaît néan-

ne les qu'on peut attendre d'un tel système de classification et
la zone de plus en plus large des données d'observation est
une estimation circulaire à rayon fixe n'a à vrai dire guère de sens,

puisque le play plus élevés salaires morts au p'tit bonjour!
mais dans l'air de les voir le plus souvent et non rarement les p'tits m'ont



Prix 1970-1976 (indexés 1976) du mètre carré de terrain.

Acquisitions en capital social exclues; lissage par la moyenne mobile sur 9 hectares disposés en carré. Les points figurant sur le transparent représentent des opérations de vente. Source: Feuille d'Avis Officielle.

Reproduction autorisée sous le régime de l'œuvre pédagogique et scientifique dans le cadre de l'enseignement. Villes de France - État de l'œuvre.

mai 1978, Planche 13.

posé, rue de Montbrillant, Servette-Orangerie et, au Petit-Saconnex (1), les nouveaux immeubles du chemin des Coudriers; avec le "point chaud" de la rénovation situé à l'angle du pont de la Jonction, ce sont là des témoins d'une surenchère sur le logement, encore qu'il soit hâtif d'y voir une répartition effective puisqu'on ne dispose pas de données concernant les transactions en capital social. A la limite des Noirettes, zone carougeoise influencée par la proximité de la Fondation Praille-Acacias (FIPA) concédant des terrains industriels en droit de superficie, une zone de prix élevés semble s'étendre sur le nord de Carouge. En revanche, la zone d'extension urbaine du Petit-Saconnex et la plus grande partie de Champel-Florissant, elles aussi touchées par de nombreuses mutations durant les années 1970-1976, sont échangées à des prix ne dépassant guère 1'000 francs. D'ailleurs, la valeur moyenne (soit 4'638 francs) n'est dépassée que de façon ponctuelle hors des deux quartiers centraux. La principale différence entre ce relief et ceux de la population résidente concerne évidemment le centre, mais aussi les quartiers de population dense et d'assez faible valeur tels que Grand-Pré, Charmilles-Châtelaine, Mail-Jonction, Eaux-Vives. Les quartiers mixtes tertiaires (Pâquis, partie des Eaux-Vives et de Champel) sont "chers", mais les quartiers mixtes secondaires, c'est-à-dire densément peuplés et en même temps sièges d'activités industrielles ou du bâtiment, le sont moins et accusent de grandes irrégularités.

De par la nature des données de la Feuille d'Avis Officielle, l'exploitation d'une telle carte demeure limitée et on ne saurait être trop réservé quant à son interprétation. En outre, il serait vain d'en tirer une prédiction de la valeur du sol nu ou, ce qui revient au même, de la rente de situation (la rente de rareté se surajoutant d'une manière constante à cette dernière). Globalement, il apparaît néanmoins qu'un rapport monétaire d'un-à-six caractérise la transition de la zone la plus centrale vers ses abords distants d'environ 500 mètres; une estimation circulaire à rayon fixe n'a à vrai dire guère de sens, puisque la plage des plus hautes valeurs montre une crête longitudinale dans l'axe du lac sur la rive gauche et une rupture de pente méridionale.

(1) Construction du Collège des Coudriers et plan d'aménagement; plan d'aménagement, aussi, à la Servette et opérations d'alignement à Montbrillant.
Là encore, on constate simultanément une emprise publique.

dienne sur son flanc ouest, le "talus raide" allant du rail "de Cornavin" à la plaine de Plainpalais en passant par le boulevard G.-Favon. Des obstacles morphologiques, mais aussi l'état des bâtiments influencent sans doute le libre jeu de la rente foncière et inversement, la situation (voir celle des Grottes à l'"abri" de la gare) conditionne la rénovation. Le contact abrupt de deux niveaux de valeur par cet escarpement correspond essentiellement à un type d'activité; ainsi qu'on va le voir, l'emploi tertiaire dense se disperse au-delà des mêmes limites alors qu'il apparaît jusqu'à elles comme relevant de la dernière classe, de façon continue, filot par filot.

En abordant l'ensemble des fonctions "centrales" (1), c'est-à-dire de celles qui s'intègrent aux réseaux d'échange en tant que relais d'un certain niveau dans la hiérarchie, on peut constater combien la carte restitue la prédominance absolue du tertiaire au centre, par sa similitude avec celle des emplois totaux (carte 84.). On voit cependant que le tertiaire, loin de former une série d'isolats centraux, tend à se diffuser avec une force décroissante vers l'extérieur sur toute la surface de la Ville. Une relecture sommaire de la carte d'emplois selon le secteur dominant de fonction (carte 4.) montre qu'on ne rencontre aucun îlot spécifiquement tertiaire dans le canton hors des dix communes qui forment l'agglomération; dans ces dernières, il apparaît surtout dans le voisinage des grands ensembles, où il est lié aux fonctions induites par la résidence. Quant à la partie urbaine, elle est spécifiquement tertiaire à Champel et Florissant, mixte dans les autres quartiers y compris le centre, tout comme à Carouge. Ainsi, en confrontant les répartitions en quantiles du secondaire et du tertiaire, des quartiers comme Cité-Centre, St-Gervais, Mail-Jonction, Saint-Jean ou Grand-Pré-Vermont ne paraissent que ponctués d'îlots essentiellement tertiaires, de même que, dans une moindre mesure, certaines parties de Sécheron ou des Eaux-Vives. En absolu pourtant, le

(1) Cf. carte 87. : *Emplois du secteur tertiaire en 1970.*

tertiaire y domine puisque pour toute la Ville, il équivaut aux trois quarts des emplois.

L'idée de hiérarchie est le meilleur critère d'interprétation des densités tertiaires (carte 87.); le centre régional unique apparaît dans le noyau dense de la constellation urbaine, où sa diffusion suscite un réaménagement de quartiers adjacents. Le niveau local s'exprime en densité/hectare dans tout le canton et il corrèle assez étroitement avec la répartition résidentielle (1). Enfin, les îlots isolés très denses du nord de la Ville correspondent à la localisation des organisations internationales; celle-ci n'est donc pas liée intrinsèquement à un aménagement local et elle se condense dans un secteur réservé.

L'examen de détail qui va suivre opérera une autre division, plus adéquate à son objectif : il étudiera, d'un côté, les fonctions d'échange à l'échelon local ou régional en tant que supports d'une centralité à l'intérieur du cadre d'étude; ensuite, il ventilera les branches coordinatrices de portée extra-régionale, c'est-à-dire les activités privées à caractère national ou multinational, puis les fonctions publiques ou semi-publiques, dont les services n'appellent pas la même logique de localisation.

3.1.2. L'espace, instrument d'échange

Les activités de service et d'échange constituent les principaux rouages économiques du système tertiaire d'aménagement qui, par ailleurs, comprend des fonctions administratives et des services publics. Elles se localisent à proximité du point d'impact de circuits contrôlés par le centre. Il s'agit donc, évidemment, d'activités ne nécessitant en elles-mêmes qu'une place réduite et pouvant supporter les coûts que représentent l'entreposage de marchandises ou l'installation d'un appareil administratif à proximité d'une certaine zone, autour de laquelle sont opérées les transactions. Une ordonnance spontanée surgit des réseaux d'échange; les fonctions reliées aux centres

(1) Divers tests à échelle différente confirment une liaison linéaire voisine de 0.50 entre les emplois du commerce de détail et la densité de population résidente (échelle de l'îlot, de l'alvéole et du carré-hectare).

suisse ou étrangers d'affaires occupent les positions les plus centrales, alors que le tertiaire local se diffuse suivant l'aire de portée de chaque bien ou service et la disposition des vecteurs de circulation. L'analyse distinguera les branches par types de service et suivant leur rayon d'action en laissant provisoirement de côté les grands rayons et en émettant quelques hypothèses d'interprétation cartographique.

Parmi les branches à rayon local, les commerces quotidiens (1) se répartissent sensiblement de la même manière en Ville que la population, ce qui n'est plus le cas lorsqu'on sort de Ville en direction des espaces périphériques, mais l'est à nouveau dans le reste du canton (2).

Une comparaison avec les résidents (carte 61.) montre à l'évidence que la Ville est mieux équipée de ce point de vue; au sous-équipement apparent des ensembles périphériques s'ajoute le caractère ponctuel et disséminé des commerces, qui contraste avec leur diffusion en Ville, où la répartition des flots riches en emplois de cette branche apparaît régulière, au moins dans les quartiers d'habitat collectif dense. Enfin, un troisième caractère qui ressort à l'avantage de la Ville et de Carouge, voire de Lancy, est la taille supérieure en emplois de certains carrés de base, points d'appui d'une organisation multinucléaire de la zone urbaine. Noter aussi l'éviction de ces commerces dans Cité-Centre et au Mont-Blanc. Les grands centres d'achat carougeois sont naturellement reliés à la gare de la Praille.

Quant au commerce non-alimentaire quotidien (3), ses emplois s'élèvent au total à 1'276 contre 5'726 du type précédent (chiffres qui concernent uniquement l'agglomération). Plus volontiers fréquentés près des lieux de travail, ils apparaissent en nombre dans Cité-Centre et son "pendant" de la rive droite, où la rue du Mont-Blanc comble un vide laissé par les commerces alimentaires de la carte précédente.

(1) Cf. carte 88. : *Commerces alimentaires de fréquentation quotidienne.*

(2) Le commerce alimentaire banal est également rare dans les quartiers bourgeois, de par la facilité du déplacement, une plus vaste aire de chalandise et en référence à la valeur des immeubles : "la moins value provoquée par les commerces d'alimentation les fait rejeter aux limites de l'habitat populaire, au contact de toutes les clientèles", M.-J. BERTRAND, *op. cit.*, p. 110.

(3) Cf. carte 89. : *Commerces non-alimentaires de fréquentation quotidienne.*

Denses à l'extrême sur les deux rives formant le centre, les établissements publics (1) occupent au total presque autant de main-d'oeuvre (5'165 serveurs, cuisiniers ou autres) que l'alimentation de type quotidien; mais ils sont nettement plus centraux et contribuent à donner à Cité-Centre et à Saint-Gervais leur caractère d'animation nocturne.

Avant d'aborder la répartition des commerces occasionnels, on doit relever à quel point la fonction d'animation de rue que constitue cette première catégorie (de par son aspect journalier) subit l'attrait du centre en voie de dépeuplement, tantôt comme un point (Cf. les établissements publics), tantôt comme une zone traversée quotidiennement par les actifs. Toutefois, ainsi que le confirmeront encore les cartes suivantes, les commerces n'ont pas intérêt à quitter le centre, ils ont intérêt à se regrouper dans une optique de concurrence, et à se localiser le long des rues pénétrantes.

Venons-en aux commerces occasionnels (2). Ceux-ci résistent à l'éviction par affinage du centre (3), grâce à la rareté de leurs articles. Leur zone de prédilection suit l'axe des Rues-Basses, bien qu'une moitié d'entre eux se dispersent en des quartiers plus peuplés dans lesquels on retrouvera certains services (voir soins de beauté). Ils sont en revanche extrêmement rares hors de Ville.

Si l'on distingue plusieurs types de biens non-alimentaires, on voit que les articles relevant de l'équipement personnel (4) crée près de 5'700 emplois non exclusivement urbains, mais surtout localisés en Ville : ils s'y répartissent régulièrement, compte tenu d'une surdensité relative dans les Rues-Basses et de Saint-Gervais aux Pâquis, quartiers des boutiques offrant l'objet de marque. Ces magasins jalonnent les grands axes de dégagement : rues de Lausanne, de la Servette, de Lyon, de Carouge, Terrassière-route de Chêne.

(1) Cf. carte 90. : *Etablissements publics.*

(2) Cf. carte 91. : *Commerces alimentaires de fréquentation occasionnelle.*

(3) "L'affinage implique l'éviction", Cf. Robert FERRAS, Montpellier, Ecusson et Polygone, op. cit., p. 35.

(4) Cf. carte 92. : *Commerces occasionnels d'équipement de la personne.*

Quant à l'équipement domestique (1), sa répartition est plus nettement centrale car il comprend les grands magasins, mais elle est doublée d'une diffusion assez soutenue en périphérie, partiellement liée aux nécessités du service après-vente. En outre, ce sont là des commerces à circuit long, voire intégré (producteur-grossiste-détaillant) dont les chaînes établissent des succursales un peu partout dans l'agglomération.

Le contenu de la dernière rubrique du commerce de détail (2) est très hétérogène et comprend des activités artisanales telles que l'entretien des véhicules et la vente de l'essence. On ne s'étonne pas, dès lors, de l'hétérogénéité de leur répartition dans l'espace. Le centre intéresse les fournitures rares à l'échelon régional, et la périphérie, quelques grosses unités d'entretien et de stockage à fort taux d'encombrement, ainsi que nombre de stations-services.

Ainsi, parmi les commerces occasionnels autres qu'alimentaires (ces derniers limités, on l'a vu, au centre et à une partie de la Ville), les biens destinés à la personne paraissent mieux corrélés avec la densité résidentielle, l'équipement domestique est plus central et les autres commerces du tertiaire banal sont, au contraire, plutôt excentrés et ils oblitèrent en partie la transition du tissu urbain continu vers les tissus lâches de la périphérie. Le centre attractif du commerce de détail est représenté par les Rues-Basses et le début des Eaux-Vives, Saint-Gervais-Chantepoulet et le sud des Pâquis; on y retrouve concentrés tous les commerces, hormis ceux de l'alimentation de type quotidien (carte 88.), qui n'y sont pas particulièrement denses : la restructuration des points de vente alimentaires (développement des super-marchés, disparition de laiteries, de magasins de fruits et légumes, de boulangeries-pâtisseries, etc...) (3) et la substitution lente d'industries à l'artisanat lié à la boucherie, à la boulangerie, expliquent en partie leur localisation moins centrale et donc moins coûteuse. Très dynamique, en revanche, est l'ensemble des commerces de

(1) Cf. carte 93. : *Commerces occasionnels d'équipement domestique.*

(2) Cf. carte 94. : *Commerces occasionnels divers.*

(3) *Quelques aspects du développement de l'économie genevoise, op. cit., pp. 44-45.*

biens durables, en particulier l'optique, l'audiovisuel, l'accessoire-auto ou l'article de sport et aussi, en raison d'une forte demande professionnelle, l'appareil de bureau (1). Enfin, la bijouterie genevoise doit être considérée comme spécifique et non banale, en raison du passage d'étrangers qui occasionne l'essentiel de la consommation. Le commerce de détail dans son ensemble excède 15'000 emplois à plein temps en 1970; entre 1965 et 1975, son effectif s'accroît de 2'000 emplois, soit de 11 % contre 42.3 % durant la période décennale précédente; c'est en effet, entre 1955 et 1965 que, par exemple, l'effectif des grands magasins a doublé (1, *id.*). Les autres branches du tertiaire ont, certes, et hormis l'hôtellerie, davantage augmenté en nombre d'emplois durant les deux périodes de recensement, mais ni le commerce de gros, ni la banque, ni les O.I. n'atteignent un niveau comparable d'effectif brut. Leur étude se justifie essentiellement du point de vue de leur diffusion.

Remarquablement dispersées en Ville et rares en périphérie, les fournitures en gros (2) marquent de leur centralité diffuse les quartiers Cité-Centre, Saint-Gervais-Chantepoulet, Délices-Grottes-Montbrillant, Eaux-Vives et la Cluse. Ils semblent donc résister au processus d'éviction. Au contraire, et bien que comptant moins d'un millier d'emplois comme les précédents, les négociants (3) se dispersent en Ville et dans l'agglomération; les unités du centre comptent chacune assez peu de main-d'oeuvre; la vente en gros de produits primaires délaisse donc le centre et occupe d'anciens quartiers ainsi, bien entendu, que les abords de la Praille. D'autre part, il convient de signaler que la fourniture en gros et le négoce ne constituent pas l'essentiel en effectif du commerce de gros, les sociétés d'import-export, de liaison commerciale, les agents d'affaires, etc..., étant examinés plus loin dans la branche de la gestion. Les services commerciaux d'échelle européenne sont devenus une forme d'activité spécifique à Genève et il faut insister sur la spécialisation intervenue

(1) *Quelques aspects du développement de l'économie genevoise, op. cit., pp. 44-45.*

(2) Cf. carte 95. : Fournitures en gros.

(3) Cf. carte 96. : Négociants.

dans un cadre multinational, rattaché notamment aux branches des machines et appareils, de la chimie, de l'horlogerie ou des combustibles, dont l'effectif global était évalué, en 1965, à plus de 5'000 emplois (1).

On découvre ensuite (2) le quartier hôtelier par excellence, situé entre le lac et la gare, de Saint-Gervais aux Pâquis. Plus rares et disséminés sur la rive gauche, les hôtels implantés dans l'agglomération totalisent 2'646 emplois à plein temps; durant la même année 1970 l'occupation des lits atteint en moyenne 62.5 %, pour une durée moyenne de séjour de 2.8 jours en diminution (3). L'effectif employé est, ainsi qu'on l'a observé (*supra*) stationnaire depuis 1965, ce qu'explique une stabilisation du nombre de lits : 6'057 en 1960, on est passé à 9'234 cinq ans plus tard, mais en 1968 le total n'atteint que 9'786, bien qu'il dépasse de près de deux milliers celui de Zürich (4); ce redimensionnement s'est opéré par agrandissement, les hôtels genevois ayant une taille supérieure au double de la moyenne suisse. Enfin, les nuitées progressent depuis la stabilisation (vers 1965) de la capacité et elles sont dues à raison de 4/5 à des visiteurs étrangers.

Avec cette dernière branche est opérée la transition vers les services au sens strict, dont ceux de portée locale ou régionale seront tout d'abord examinés. Selon une logique d'implantation différente et distincte du centre des affaires, l'aménagement médical et paramédical (5) ceinture la Vieille Ville avec des densités supérieures dans les quartiers construits au XIXe siècle sur l'emplacement des anciens remparts. L'hôpital et les cliniques sont plus extérieurs, mais cette carte ne montre que la répartition des services privés, donc, de certaines cliniques : le poids de l'hôpital à la limite de Champel

(1) Cf. *quelques aspects du développement de l'économie genevoise*, op. cit., p. 40.

(2) Cf. carte 97. : *Hôtellerie*.

(3) *Chiffres tirés d'Histoire de Genève*, op. cit., p. 354.

(4) *Quelques aspects du développement de l'économie genevoise*, op. cit., p. 38.

(5) Cf. carte 98. : *Services médicaux et paramédicaux*.

près de la Cluse est en train de modifier tout un quartier et d'attirer au sud, à plus long terme, de nombreux services privés. Actuellement le médecin ou le dentiste, comme le notaire, s'installent volontiers dans une rue calme et écartée non loin du centre, comme l'a relevé JONES dans tous les bourgs de Grande-Bretagne (1). Il s'impose toutefois de relever le sous-équipement notoire des espaces résidentiels denses entourant la Ville et un caractère irrationnel, de ce point de vue, de la répartition des services privés, compte tenu de l'augmentation constante du nombre d'habitants pour 1 médecin et pour 1 dentiste (2).

Autre service local, les salons de coiffure, les soins cosmétiques, etc... (3). Ici encore, la centralité et la forte densité des Rues-Basses et de Saint-Gervais ne s'expliquent que par un effet publicitaire et un besoin de prestige. La hiérarchie implicite des services de cosmétique s'est instaurée sur un canevas spatial induit par les fonctions du centre, et qui délaisse les espaces morphologiquement dégradés (voir les Grottes ou Mail-Jonction).

A un échelon hiérarchique plus élevé se placent les différents types d'agences (4). On conçoit que cette branche occupe les quartiers d'affaires et les points de rupture du trafic ferroviaire et aérien; à signaler, la multiplication des agences de voyages (5), due à l'augmentation d'une demande locale. En liaison technique avec ces dernières, on a les services de transport (6). Localisés dans la couronne résidentielle dense de la Ville (surtout la Cluse) et dans le quartier des Pâquis proche de la gare Cornavin, les services locaux de transport ne sont donc qu'en partie dépendants du chemin de fer et montrent une large diffusion dans les communes agglomérées. Noter que l'aéroport n'induit pas une forte concentration d'entreprises de cette catégorie.

(1) Emrys JONES, *Towns and Cities (La ville et la cité)*, Oxford Un. Press 1966, trad. Andrée R. Picard, *Mercure de France*, 1973, p. 110.

(2) Cf. *Quelques aspects du développement de l'économie genevoise*, op. cit., p. 47.

(3) Cf. carte 99. : Soins de beauté.

(4) Cf. carte 100. : Services d'agence.

(5) *Quelques aspects du développement de l'économie genevoise*, op. cit., p. 46.

(6) Cf. carte 101. : Services de transport.

Les services liés à l'information et à la publicité (1) sont évidemment localisés près des fonctions d'affaires. Les librairies occupent volontiers le centre, mais la distribution de journaux est plus dispersée.

La densité de l'équipement scolaire (2) ne présente d'intérêt immédiat dans cette étude que pour illustrer un type de service décentralisé; à vrai dire, un repérage précis des écoles privées, effectué en 1971, montre que celles-ci occupent en grande majorité les deux quartiers du centre. L'imbrication des services privés et publics dans le domaine préscolaire et sportif justifie cette dérogation à la procédure d'étude définie au départ.

En soulignant, en dernier lieu, la diffusion des établissements privés de recherche (3), peu attirés par les zones d'industrie (à part Carouge), j'ai voulu esquisser un embryon de "secteur quaternaire" (4) dont les 3'000 emplois ne représentent que 3.5 % du total cantonal; mais la recherche propre aux grandes entreprises n'a pas pu être mesurée, ni même estimée, bien qu'elle constitue en elle-même un facteur essentiel du rôle pilote que peut jouer Genève et un atout non négligeable de son développement économique. D'autre part, la recherche universitaire alimente tout ce secteur par la publication et la formation.

Vient ici le moment de conclure par rapport à cette première série d'activités de services; en l'absence de données comptables sur l'ensemble des échanges du canton avec l'extérieur, il est malaisé de placer la limite des fonctions "de base" ou "spécifiques" par rapport aux fonctions tertiaires "induites" ou "banales" qui ont été examinées, d'autant que les services de gestion ou de conseil, d'import-export, voire de transport et de recherche conditionnent directement ou indi-

(1) Cf. carte 102. : Services de presse.

(2) Cf. carte 103. : Services d'enseignement (privé et public réunis).

(3) Cf. carte 104. : Services de recherche scientifique et technique (secteur privé).

(4) Au sens usité dans la géographie économique anglo-saxonne : "research and development industry" (Berry & Horton, 1970, p. 35); "Class of service occupations for which advanced training and education are required" (Hurst, op. cit., p. 13). Du point de vue aménagiste, la recherche fondamentale ou appliquée ne constitue qu'une subdivision du secteur tertiaire.

rectement les fonctions dites de base, sans parler de l'infrastructure commerciale et hôtelière qui permet d'"exporter" une réputation et une image touristiques. En lui-même, le critère qui sous-tend implicitement cette distinction est l'aire desservie et pose le problème des différentes échelles d'interaction inter-centres. Or, le cadre de cette étude se limite à un territoire cantonal; je considère donc comme services ou échanges intra-régionaux les branches précédemment examinées, en réservant pour un second paragraphe l'étude de celles qui dépendent explicitement de relations interrégionales, qu'elles soient publiques ou privées (1). Une carte synthétique (2) présente donc ce premier sous-ensemble tertiaire.

En Ville, les zones homogènes denses sont la Vieille Ville et les Rues Basses, Saint-Gervais-Chantepoulet, les Pâquis, les Délices, la Servette, la partie basse de Saint-Jean, le front de l'Arve (Carl-Vogt, Ecole-de-Médecine), les quartiers du Rond-Point, de Dancet, des Tranchées et un large périmètre couvrant la Place des Eaux-Vives. Les commerces et les services de Carouge, hormis le Rondeau, sont plutôt épars, tout comme ceux des ensembles périphériques des Trois-Chênes, Gradelle et Petit-Bel-Air, ceux du sud de Lancy, de Petit-Lancy, d'Onex, du Lignon et de Meyrin-Cité. A noter l'absence

(1) ROCHEFORT distingue, parmi les fonctions tertiaires hormis le transport, services et commandement; ce dernier comprend les directions d'entreprises (y compris le "tertiaire supérieur du secondaire") et l'administration publique d'échelon directorial, par opposition aux entreprises de services elles-mêmes, qui vont des services commerciaux aux services bancaires et à l'administration publique tournée vers l'utilisateur. Cette typologie recoupe en partie celle utilisée, mais s'avère inapplicable par les divisions qu'elle implique au sein des unités géographiques de travail publiques et privées. Michel ROCHEFORT, *Les activités tertiaires, leur rôle dans l'organisation de l'espace*, Tome 1, *Formes de relations entre activités tertiaires et organisation de l'espace*, Centre de Documentation Universitaire & Société d'Édition d'Enseignement Supérieur, Paris 1976, p. 22.

(2) Cf. carte 105. : *Emplois dans les biens et les services, en 1970.*

de ce tertiaire dans le secteur dévolu aux banques, entre la Cité et la Place du Cirque. Les biens et services sont très diffus dans le reste de la Ville, sans corrélér d'une manière significative avec les densités de résidents. On note un sous-équipement relatif des quartiers périphériques de Charmilles-Châtelaine (très industriel) et de Bouchet-Moillebeau, qui s'explique tout-de-même par une baisse de densité résidentielle en leur partie la plus excentrée. D'une façon générale, on peut admettre que ces activités suivent une certaine loi de répartition dans tout le canton qui tient compte de la résidence, mais de façon non-linéaire (c'est-à-dire par les rangs, et non par les tailles). Les corrélations les plus faibles se situent en périphérie. Si le taux d'équipement en biens et services est calculé comme un rapport entre emplois et résidents, on obtient pour la Ville et Carouge 0.25, pour les alvéoles périphériques 0.03 et pour le reste du canton 0.06; cela signifie qu'on ne dispose en moyenne, en périphérie, que de trois postes occupés à plein temps dans ces branches pour 100 habitants, du double dans le canton et de 25 postes, soit plus de huit fois plus, en Ville même. Cette distorsion liée à la centralité mérite une étude plus fine :

	<u>Ville</u>	<u>Périphérie (1)</u>	<u>Reste canton</u>
Commerces quotidiens	6	2	3
Commerces occasionnels	14	2	2
Unités soins et santé	4	3	3
Emplois commerce	123	17	13
Emplois services	135	15	49
Emp. direction et gestion	153	6	9
Emplois finance (banques et assurances)	63	1	3
Emplois recherche-enseign.	43	11	10

Tableau 14. : Equipement en biens et services et autre tertiaire pour 1'000 habitants

Au niveau des unités commerciales, la distorsion porte surtout sur les commerces occasionnels, quand bien même les ensembles périphériques paraissent aussi sous-équipés en commerces quotidiens : la taille de ceux-ci, cependant, est plus élevée que dans le canton.

(1) Les définitions seront exposées dans la section suivante.

Mais les services y accusent une carence manifeste, de même, comme on s'y attend, que les activités directionnelles. Enfin, la rubrique "recherche-enseignement" comprend, bien entendu, les écoles publiques, ce qui explique l'existence de onze postes de ce type pour mille habitants des cités-dortoirs, tandis que la Ville en abrite quatre fois plus.

D'une façon générale, on peut conclure que la périphérie dense, saisie sous la forme d'un anneau tronqué passant par Lancy, Onex, Vernier, Meyrin, Grand-Saconnex et les Trois-Chênes ne possède que des fonctions tertiaires induites par la résidence. Un bref calcul statistique montre que le tertiaire exprimé en emplois corrèle, en Ville, faiblement (1) avec la résidence, et de plus en sens inverse (phénomène expliqué par la centralité), alors que celui de cette zone de rejet résidentiel et de décentralisation secondaire corrèle faiblement (2) avec elle dans un sens positif, mais de façon non linéaire; cela signifie que, si la structure fonctionnelle de la Ville oppose en grandeur brute des espaces tertiaires centraux et des espaces résidentiels excentrés, celle de la périphérie associe au contraire, avec de fortes distorsions de taille (corrélation par rangs seulement) à la résidence, le tertiaire induit que nous y avons identifié. La centralité du tertiaire autonome domine ainsi dans l'aménagement genevois, comme on va le voir, car il reste maintenant à passer en revue le sous-secteur tertiaire de direction et de gestion, en commençant par les emplois privés.

3.1.3. L'espace, instrument de coordination

La première branche examinée est celle de la gestion d'affaires (3). Cité-Centre (excepté la Vieille Ville) et la moitié sud de Saint-Gervais-Chantepoulet, centres historiquement premiers de la Ville, diffusent sensiblement les fonctions de gestion dans les quartiers des Eaux-Vives et de Florissant-Malagnou; la moitié est de la Ville est donc plus concernée par l'extension centrifuge du tertiaire

(1) Emplois tertiaires - 0.25, direction-gestion - 0.33.

(2) Selon Kendall (emplois tertiaires) 0.28, significatif au seuil de probabilité 0.95

(3) Cf. carte 106. : Services de gestion.

supérieur, dont cette catégorie de services est davantage tributaire (comme fonction d'accompagnement) que représentative. Sa diffusion excentrique se porte sur les espaces de Lancy-Carouge, Petit et Grand-Saconnex, Chêne-Bourg et Thônex, caractérisés - je l'ai montré précédemment (carte 57.) - par une certaine densité résidentielle d'administrateurs.

Les services financiers (1) regroupent les fonctions bancaires et les assurances. De la nébuleuse imprécise dessinée par les services de gestion, il ne reste ici que le sommet dense, fixé sur une quinzaine d'hectares dans le quartier du Théâtre et ramifié sur trois axes, celui du nord vers la gare, l'axe très marqué des Rues Basses jusqu'à Rive et l'axe de la rue de Candolle jusqu'aux Tranchées. Les succursales et agences distribuées en-dehors de cette zone n'excèdent jamais le seuil de 85 emplois/hectare. Ce tertiaire, concentré dans une zone étroite, suit en cela le modèle occidental (2); son implantation caractérise le centre et rares encore sont les exemples de décentralisation des sièges, observés surtout depuis le début des années 1970 (en partie absents, donc, de cette carte).

A la charnière des deux analyses du tertiaire directionnel privé et public (ci-après), examinons ici une distribution d'ensemble, en densités résiduelles (3); la classe du milieu est pratiquement négligeable, car elle concerne soit les flots vides ou peu denses en emplois (qui prennent ici une valeur réelle en raison du traitement statistique) soit des flots denses à dotation tertiaire sensiblement égale à la moyenne. L'extrême supérieur de la distribution se déplace dans l'espace à partir du centre urbain vers le secteur nord dévolu aux organisations internationales et présente une concentration inférieure en importance à Carouge et à Chêne-Thônex. En Ville, de petits agrégats apparaissent à Sécheron, Montbrillant, Servette et Bouchet-Moillebeau sur la rive droite; à la gare de la Praille, Thury-Miremont,

(1) Cf. carte 107. : Services financiers.

(2) Cf. Emrys JONES, op. cit., "Le centre se compose la plupart du temps d'un quartier de bureaux et d'un quartier commerçant distincts l'un de l'autre", p. 107.

(3) Cf. carte 108. : Emplois dans la direction et la gestion, en 1970.

Contamines-Florissant et Frontenex-Vollandes sur la rive gauche. Au contraire, Pâquis, Délices, Charmilles, Mail-Jonction et la Cluse sont nettement dépourvus d'activités de ce genre, ce qui ne saurait surprendre en raison de leur contenu secondaire assez dense. Cette disposition d'ensemble corrobore, s'il en était besoin, l'hypothèse d'une structure urbaine concentrique, articulée sur un centre peu résidentiel, extrêmement dense en emplois et un pourtour mixte, très dense mais relativement secondaire par ses activités, entrecoupé lui-même de quartiers mixtes à physionomie plutôt tertiaire et qui reçoit, comme on vient de le voir, des fonctions directionnelles diffusées à partir du centre.

Pour traiter enfin des fonctions tertiaires publiques, il est nécessaire de distinguer les niveaux politico-administratifs, en dépit du caractère peu suggestif de certaines cartes. Et d'abord, certaines fonctions d'économie mixte (1) occupent dans l'espace une place non-négligeable. Dans la tradition industrielle du quartier de la Jonction, on reconnaît d'emblée la localisation des Services Industriels et de la Compagnie Genevoise des Tramways Electriques. Plus près du centre, se situent les associations professionnelles. Quant aux services communaux (2), on voit que l'administration de la Ville occupe la colline et plusieurs autres points du centre, tandis qu'une série d'emplois de gestion se dispersent en d'autres quartiers, ainsi que des services d'entretien ou de surveillance. La répartition des services cantonaux (3) n'est pas très différente : diffusion de grosses unités (dont l'hôpital) dans certains quartiers périphériques; l'administration centrale n'en couvre pas moins la quasi-totalité de la Vieille Ville avec des densités d'emplois moyennes mais soutenues. Le périmètre surélevé de l'ancienne Cité constitue ainsi un "troisième centre" à fonction publique spécialisée. Comme le note justement DALMASSO, il est à l'écart des deux autres (commerce et finance) car il exerce un

(1) Cf. carte 109. : *Organismes cantonaux semi-publics.*

(2) Cf. carte 110. : *Services administratifs communaux.*

(3) Cf. carte 111. : *Services administratifs cantonaux.*

effet d'inhibition : "Les bâtiments officiels, par leur solennité, chassent l'animation" (1).

Les services fédéraux (2) montrent une répartition étale, dont les principaux poids occupent les environs de la gare et de la poste centrale du Mont-Blanc, ainsi que le quartier du Stand (arrondissement des téléphones). Pour le reste, ils sont décentralisés, comme les services communaux. Le phénomène le plus spécifiquement genevois est constitué par la présence d'organisations internationales (3). Dans ce secteur caractéristique de Genève, on peut relever deux types de localisation : les grands organismes se regroupent au nord de la Ville sur rive droite, où les infrastructures créées leur offrent de bonnes conditions locales à proximité de l'aéroport. D'autre part, des organisations de plus petite taille ainsi que les représentations occupent le centre (quartiers des affaires et des activités libérales) ainsi que Champel, Florissant, Saint-Gervais et les espaces-relais des Pâquis et de Sécheron.

Le sous-secteur tertiaire international, contrairement aux autres fonctions centrales, utilise le cadre genevois comme un support et induit un développement d'infrastructures qui, nécessairement, limite les ressources d'espace et de main-d'oeuvre à disposition pour des activités locales. Largement autonomes du point de vue du contrôle politique, absentes des recensements suisses et traitées en qualité d'hôtes de Genève et de la Suisse, ces organisations pratiquent une politique des salaires visant à attirer à elles la main-d'oeuvre la plus qualifiée et à la conserver par une série d'avantages fiscaux et commerciaux. L'attraction qu'elles exercent sur l'ensemble du canton et sur la zone française proche fait d'elles d'avantage un phénomène d'affectation de l'espace qu'un phénomène structurant et fait peser sur la région genevoise les contraintes propres à un "centre tertiaire spécialisé" : "Tout se passe, commente à ce sujet DALMASSO, comme si l'activité tertiaire considérée se plaquait sur

(1) Etienne DALMASSO, *Les activités tertiaires, leur rôle dans l'organisation de l'espace*, op. cit., tome III, *Systèmes urbains et activités tertiaires*, p. 144.

(2) Cf. carte 112. : *Services administratifs fédéraux*.

(3) Cf. carte 113. : *Organisations internationales*.

l'économie régionale ou nationale, en s'appropriant l'"espace-support" nécessaire à son fonctionnement" (1). Toutefois, il serait inéquitable de décrire leur rôle d'une manière purement négative. Il semble, au contraire, qu'outre les fonctions d'accueil qu'elles stimulent, les organisations jouent un rôle de délestage, car elles mettent en valeur un espace extérieur à la Ville qui, néanmoins, compte énormément pour son économie et lui vaut d'être insérée dans une hiérarchie de grands centres internationaux.

En ce qui concerne l'ensemble des fonctions directionnelles publiques, on a pu voir qu'elles occupent dans l'espace une place presque insignifiante en dépit des effectifs. Le rôle propre de l'Etat dans l'organisation de l'espace n'est sans doute pas comparable à celui du secteur privé, en-dehors même de la politique qu'il mène dans ce domaine et qui devra faire l'objet d'une analyse à part. Les tâches qu'il assume - outre la gestion d'un appareil administratif - relèvent dans un système tel que le nôtre de trois séries de motifs d'ordre historique (2). Les services non rentables (transport, par exemple) lui sont naturellement confiés, de même que les services sujets à des manipulations politico-idéologiques (type enseignement) "pour éviter, dit ROCHEFORT, des tensions sociales préjudiciables au système"; enfin, l'Etat assume des services nécessitant une surveillance (changes, crédit, monnaie) et qui "doivent échapper à ceux qui vont décider des flux financiers du drainage de l'épargne, de l'accumulation du capital et de l'investissement, c'est-à-dire à des entreprises privées". Ces fonctions n'impliquent nullement une contrainte de localisation centrale mais leur rôle d'animation (financière, éducative ou culturelle) est souvent diminué par le coût dissuasif d'une implantation géographiquement favorable. Plus encore, l'importance décisive des transports dans le mécanisme de la rente conditionne, selon DALMASSO, toute la politique urbaine; à cet égard, l'abandon du rail urbain pour l'autobus rend plus mobile l'installation du réseau de

(1) Etienne DALMASSO, *op. cit.*, pp. 97-98

(2) Michel ROCHEFORT, *op. cit.*, p. 15.

transport en commun, mais fait perdre aux pouvoirs publics un moyen d'orientation et d'incitation. "Les lignes d'autobus (...) suivent l'urbanisation sans la précéder. Un réseau métropolitain a une influence beaucoup plus grande, pouvant consolider la direction spontanée du développement urbain ou bien la contrarier. Un tel réseau joue aussi sur le rythme de l'urbanisation" (1). A défaut de ceinture métropolitaine, Genève gagnerait à réaliser enfin certains raccordements ferroviaires.

Ainsi, les fonctions publiques peuvent jouer dans l'aménagement urbain un rôle coordinateur, soit par l'animation qu'elles créent autour d'une banque centrale, de superstructures d'animation culturelle, d'une université, soit par l'organisation du trafic. Encore faut-il que ces services dits "non-rentables" prennent positivement le sens de moyens d'encadrement et, à ce titre, détiennent des prérogatives leur permettant de réquisitionner l'espace qui leur est nécessaire. Il semble qu'à Genève, un retard soit pris dans la prévision du développement du trafic routier, par rapport aux processus qui transforment le centre, comme il en va, par ailleurs, des processus immobiliers et du dépeuplement. Par là, on rejoint le thème des compétences publiques en matière d'aménagement.

3.1.4. L'investissement du centre-ville

Le problème de l'accès en Ville et de la desserte des quartiers urbains s'inscrit dans un ensemble de conditions de circulation, qui relèvent essentiellement des décisions d'instances publiques; au niveau des infrastructures, on constate que la convergence des déplacements de travail et de consommation entrave de plus en plus le bon fonctionnement du réseau radioconcentrique, difficile en lui-même de par la concurrence du bus, du taxi et des véhicules privés. Le rapport de la Ville de Genève propose une typologie des rues (2) permettant

(1) Etienne DALMASSO, *op. cit.*, p. 132.

(2) Cf. Rapport de Synthèse, *op. cit.*, planche 24 et Annexe: "Transports", pp. 18-20.

de saisir les problèmes d'accès au centre, problèmes d'autant plus aigus que le canton fait preuve d'une motorisation quasi démentielle (1). Aux mouvements pendulaires dirigés vers le centre s'ajoute ou succède, selon un rythme hebdomadaire, la fréquentation des commerces et des équipements; "le volume du trafic sur le réseau principal des voies engendre des nuisances, tandis que les dessertes sont envahies par le stationnement" (2). Les transports en commun sont donc freinés, dans leur efficacité actuelle et dans leur développement, par le trafic automobile privé.

D'un strict point de vue aménagiste, l'opportunité d'une situation centrale est ainsi contrebalancée par des frictions d'espace, qu'il s'agisse de l'accès aux lieux de travail, de la fréquentation d'agences centrales ou de celle des commerces par les consommateurs. Chaque fonction résoud le dilemme à sa manière, certaines s'accommodant d'une extension bloquée ou récupérant les planchers libérés par d'autres, qui sont moins compétitives ou plus disposées à substituer l'avantage d'un plus grand espace et d'une meilleure accessibilité à celui d'une situation centrale. Grâce aux données-hectares du recensement fédéral des entreprises (que je n'ai pas la latitude de publier ici), nous avons pu constater réellement cette diffusion à travers les taux d'accroissement des emplois d'au-moins 30 heures entre 1965 et 1975, dans le cadre de l'étude d'aménagement de la Ville de Genève. Selon ces données, il apparaît que le commerce de gros est relativement stable au centre, mais qu'il opère des créations nouvelles et une série d'augmentations d'effectifs (3) qui touche Sécheron, Grand-Pré, Eaux-Vives et Bâtie-Acacias. Le commerce de détail a développé des

(1) "Genève se place au premier rang des cantons avec, en 1976, 292 voitures par 1'000 habitants. Si l'on considère les villes seulement, Genève enregistre également le chiffre de loin le plus élevé avec 314 véhicules pour 1'000 habitants". Le taux suisse est, rappelons-le, de 178 à cette même date. Cf. Quelques aspects du développement de l'économie genevoise, op. cit., p. 101. En 1977, selon l'annuaire statistique de 1978 (p. 158), Genève possède 409 automobiles pour 1'000 habitants.

(2) Rapport de Synthèse, op. cit., p. 62. Voir aussi l'Annexe "Transports", qui étudie la fonction de certaines rues en tant que prolongement du logement, pp. 21 et ss.

(3) 110.3 % entre 1955 et 1965, 24.6 % dans la seconde période décennale, selon l'annuaire statistique 1978, pp. 98-99.

grandes surfaces dans la couronne d'habitat dense. En revanche, les fonctions bancaires ou les assurances n'ont fait que renforcer leurs effectifs au centre (1), notamment du côté de Saint-Gervais et dans la partie sud de Cité-Centre. Quant aux transports et communications, leur diffusion générale et leur renforcement plutôt périphérique (qui touche le nord, l'ouest et les espaces proches de la Praille) sont, géographiquement parlant, spectaculaires. L'hôtellerie et la restauration, sans augmenter en effectif, se consolident tout en se diffusant dans la zone centrale jusqu'aux Eaux-Vives, au Mail et à Sécheron; ici, il s'agirait donc plutôt d'une restructuration. Enfin, les services d'hygiène et de santé, dernière branche tertiaire d'importance à part les O.I., se développent dans toute la Ville, dans leur quartier traditionnel (*Cf. supra*) plutôt qu'au centre, et ils se développent en particulier sur la rive droite. La pénétration tertiaire dans la couronne d'habitat datant de moins d'un siècle est ainsi une constante, hormis le cas des fonctions financières (en tout cas dans une moindre mesure); on a vu aussi que le commerce de gros tend à sortir du tissu urbain dense, essentiellement grâce au télex. Corrélativement, on observe la stagnation, voire le recul d'industries typiquement genevoises dont un certain nombre ont dû quitter la zone centrale, notamment dans l'horlogerie-bijouterie et dans la branche des machines et appareils.

L'accentuation et la diffusion simultanée des fonctions centrales se manifestent également dans une convergence de flux invisibles, c'est-à-dire l'échange de valeurs et d'informations, qui accompagne l'encombrement visuellement constatable et se mesure à l'utilisation des infrastructures. Selon R. MEIER, "le réseau téléphonique est un élément important qui permet de réduire l'encombrement des moyens de transport en service dans les rues de la ville. Il est tout particulièrement utile dans la période de la journée qui se trouve entre les heures de pointe. Indirectement cependant le réseau télépho-

(1) Banques et assurances n'en détiennent pas moins un record d'augmentation, avec les O.I. et, quant au taux seulement mais non en valeur brute, avec les services de représentation commerciale et l'hygiène-santé. *Ibidem*, op. cit.

nique pourrait bien aggraver la circulation des heures de pointe. La lourde dépendance d'un déplacement unique, quotidien et simultané dans les quartiers du centre peut être attribuée en partie au besoin de chacun de donner une extension à ses affaires, au besoin d'accélérer la mise en oeuvre de décisions et de ne pas manquer les chances offertes" (1). De son côté, l'encombrement du réseau téléphonique nécessitera dans l'avenir des mesures imposant plus lourdement un certain type d'utilisation; dès maintenant, les liaisons par fil de machine à machine bénéficient d'avantages tarifaires, tout en laissant disponible une certaine capacité pour les relations privées. Les prévisions de MEIER, en 1962, se sont en effet réalisées (2) : quant à l'usage du télex, la moitié des communications interurbaines utilise ce moyen ultra-rapide, qui présente l'autre avantage d'affranchir l'utilisateur d'une contrainte de localisation. Toutefois, la carte des télex à Genève (3) montre qu'une certaine inertie des fonctions anciennement implantées au centre et l'effet d'habitabilité produit par l'affinage de ce centre y maintiennent l'essentiel des affaires et y provoquent une impressionnante spécialisation.

Par rapport aux autres flux invisibles, l'étude du trafic téléphonique présente l'avantage de l'accessibilité des données et de leur précision, les autres étant d'inégale valeur. C'est ainsi qu'une étude des mouvements monétaires postaux à partir des pièces comptables, selon le relevé des bilans d'offices, s'est avérée peu concluante, faute de connaître les montants versés d'un office postal à un autre. Il va sans dire que l'on n'a pas accès non plus aux mouvements de la monnaie scripturale, indépendamment des difficultés techniques de leur relevé. Grâce à la complaisance du Service des Téléphones (Direction d'arrondissement), j'ai pu, en revanche, reconstituer une image assez suggestive (voir Figure 29).

(1) Richard L. MEIER, *Croissance urbaine et théorie des communications*, op. cit., Paris, PUF, 1962, pp. 127-128.

(2) En 1968, le télex assure 52.6 % des communications internationales. Quelques aspects du développement de l'économie genevoise, op. cit., p. 116. D'autre part, le taux de raccordement téléphonique genevois est le deuxième en Suisse à cette date, avec 37.2 %, soit 372 raccordements pour 1'000 habitants (op. cit., p. 102). Depuis 1970, le nombre d'abonnements augmente jusqu'en 1977 de 31.3 % et celui d'abonnements au télex, de 63.3 %. Cf. *Annuaire Statistique*, 1978, p. 168.

(3) *Rapport de Synthèse*, op. cit., planche 12.

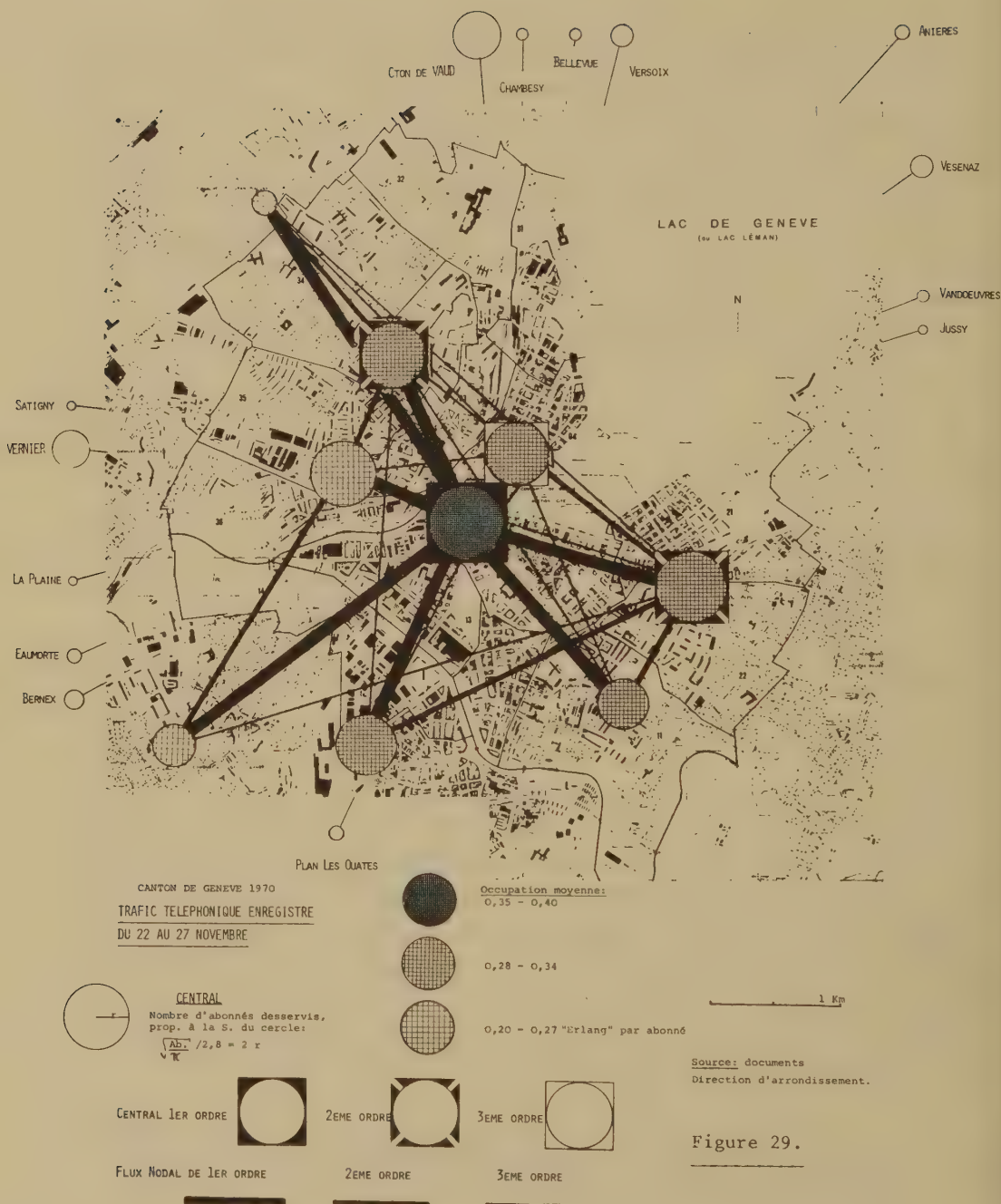


Figure 29.

La méthode de construction du réseau (dont les sommets sont les centraux et les arêtes, les principaux flux) est reprise de HAGGETT, op. cit., pp. 283-284 et sera exposée plus en détail pour l'étude des mouvements pendulaires. Un central urbain comprend dans la règle plusieurs unités centrales, pour lesquelles une valeur moyenne est calculée. La matrice des flux est établie ici pour les seuls centraux urbains (qui sont "maillés", c'est-à-dire interreliés) sur la base d'unités de trafic sortant en "ERLANG" (contacts) par abonné. Les éléments de la carte ci-contre sont conçus de la manière suivante :

- 1.- "Erlang" désigne l'occupation moyenne des circuits pendant une heure, déterminée par une série de six relevés effectués sur l'heure "chargée" (soit entre 10h30 et 11h30), en l'occurrence, du lundi 23 au vendredi 27 novembre 1970. La statistique fournit en Erlang le trafic sortant des centraux et allant vers tous les autres ou vers ses propres abonnés; ces flux entrent dans la matrice de calcul.
- 2.- Le trafic total sortant permet de mesurer l'occupation moyenne de chaque central urbain.
- 3.- Le nombre d'abonnés desservis permet une évaluation de la capacité du central.
- 4.- L'identification dans la matrice d'Erlang de séries successives de flux nodaux (ici de premier, deuxième et troisième ordre), comparés aux rangs des centraux selon l'importance des flux sortants, permet d'établir des réseaux hiérarchiques qui représentent les flux réels.
- 5.- La carte révèle le trafic reliant les centraux à trois niveaux hiérarchiques et, accessoirement, les centraux ruraux, d'après le nombre d'abonnés seulement.

Le central du Stand (quartier des banques) est le plus important à la fois en capacité et en occupation moyenne; il est, d'autre part, le catalyseur de tout le trafic urbain, en ce sens que tous les flux nodaux de premier ordre convergent vers lui. Au second niveau hiérarchique, la zone urbaine représentée se fractionne en deux sous-ensembles, axés respectivement sur le central des Eaux-Vives (qui irrigue Champel, les Acacias et le Mont-Blanc) et sur le central du Grand-Pré (distribuant le trafic vers le Grand-Saconnex, les Charmilles et, au-delà des Charmilles mais passant par elles, vers Lancy). Ces deux réseaux de second ordre correspondent géographiquement, l'un aux quartiers d'affaires (rive gauche et Mont-Blanc), l'autre aux espaces extérieurs caractérisés par l'ensemble résidentiel Onex-Lancy, par des activités secondaires et, au nord-ouest, par les organisations internationales. Un tel partage de l'espace, sous-jacent à l'effet principal

de polarisation, s'estompe au troisième niveau par l'apparition d'un troisième réseau complexe et ramifié ayant son point de convergence au central du Mont-Blanc, mais couvrant toute la Ville et sa périphérie dense. Il est prévisible que le trafic de type privé emprunte le canal du centre, d'une couronne résidentielle à une autre. Enfin, le réseau des centraux ruraux est connecté sur un unique central, car celui de Vernier n'était pas encore "maillé" en 1970, mais se raccordait aux Charmilles. Le croquis fait abstraction du trafic interurbain, distribué par un central situé aux Pâquis, mais dont la prise en compte ne se justifie pas pour cette étude locale. Notons cependant que les communications interurbaines représentent un tiers du trafic. Les échanges par avion dont le volume, y compris la part du frêt, est en croissance, concourent avec le développement des télécommunications à hypertrophier les relations à longue distance et à stimuler des activités requérant de plus en plus de place, mais qui assurent des revenus substantiels et des rentrées fiscales, qu'il s'agisse d'impôts directs tirés du commerce international ou "du rendement indirect d'impôts du secteur international" (1) par le biais des services locaux demandés à des entreprises contributables. On a pu dire que ses fonctions de direction tournées vers l'extérieur font de Genève "un microcosme qui vit à l'heure du monde, la Cité Etat disparaissant dans une histoire internationale, faite d'un entrecroisement de trames économiques dont l'origine des fils est située en-dehors d'elle" (2).

(1) Expression utilisée dans *Quelques aspects du développement de l'économie genevoise*, op. cit., p. 64.

(2) *Histoire de Genève*, op. cit., p. 354.

Un espace (Raum) est quelque chose qui est "ménagé", rendu libre, à l'intérieur d'une limite.

Un espace est déterminé par un lieu.

Le lieu rassemble. Le rassemblement conduit le rassemblé à son être et l'y abrite.

Martin HEIDEGGER, *Essais et Conférences*, pp. 183-184.

CONCLUSION

L'ESPACE-CENTRE, LIEU DE DECISION

La conception tertiaire de l'espace dont témoignent les activités de service est par elle-même incapable, sans qu'intervienne une instance publique coordinatrice, de maîtriser les effets externes produits par la convergence et la diffusion des fonctions autour d'un même centre. Aussi le "lieu qui rassemble" doit-il, par définition, rester sous le contrôle des usagers qui y sont rassemblés, c'est-à-dire être attribué, parcelle par parcelle, aux acteurs du rassemblement, conformément à une volonté collective; l'appropriation par l'usage devrait donc (1) dicter les normes de l'appropriation par l'échange, afin que celle-ci lui demeure subordonnée. Sur le plan des structures (l'application du droit de propriété) autant que sur le plan des fonctions, l'aménagement suppose une concertation politique constante et vivante et un cadre institutionnel permettant la maîtrise, non seulement des effets fonctionnels externes d'espace, mais aussi des causes juridiques de déséconomie collective, de désutilité sociale et de conflit.

(1) "Lieu d'animation et de rencontre, le centre urbain appartiendrait à tous dans l'idéologie égalitaire, mais sa portée étant morale, il ne justifie que le pouvoir qui l'a investi". Michel-Jean BERTRAND, *Pratique de la ville*, op. cit., p. 174.

Remarque de clarification : cette opinion prend tout son sens en lisant : "la portée de celle-ci (sous-entendu de l'idéologie égalitaire) étant morale...".

La "crise des centres" (1) est une manifestation privilégiée de causes et d'effets externes, qui sont le corollaire, selon JESSUA, de l'existence même de groupes humains. En effet, même si l'espace était à disposition d'une manière illimitée, l'action organisatrice des groupes créerait les conditions d'une concurrence, dans le but de bénéficier du voisinage de fonctions complémentaires et, plus généralement, d'"économies sociales d'échelle, dues au fait que le coût du bien collectif par excellence : la décision collective, se trouve répartie sur tous les membres du groupe" (2). Mais paradoxalement, le laissez-faire des systèmes de capitalisme d'Etat et l'égocentrisme des groupes économiques ont vidé les centres urbains de leurs composantes collectives, au point presque de leur ôter tout intérêt pour l'utilisateur en-dehors de quelques services; se pose alors la question du cadre opérationnel qui explique les effets émis par les pratiques privées tertiaires, en référence à la "coordination imposée" (3) qui émane des instances publiques de législation et du pouvoir exécutif.

C'est au tournant du siècle que Genève commence à se doter d'une législation cantonale en matière de développement urbain : en 1900, premier plan d'extension; premier plan de zones en 1918 et enfin, en 1929, deux lois cantonales, l'une sur les constructions et installations publiques (jointe au plan de zones) et l'autre, sur l'extension des voies de communication et l'aménagement des quartiers ou localités. La première, qui souligne la notion d'intérêt général, du moins dans ses tenants et aboutissants, définit une certaine conception de l'aménagement : "Dans l'urbanisme, plus encore que dans toute autre oeuvre humaine, les droits individuels doivent être subordonnés aux

(1) "La concentration des fonctions et le jeu anarchique de la rente foncière ont entraîné la crise des centres". Etienne DALMASSO, *op. cit.*, p. 146.

(2) Claude JESSUA, *Coûts sociaux et coûts privés*, *op. cit.*, p. 276.

(3) A savoir, l'ensemble des normes édictées et des interventions de l'Etat. "En tant que source du droit, (...) la puissance publique communique les informations crédibles qui, seules, permettent aux citoyens d'orienter leur action dans un sens conforme à l'intérêt général. Ainsi se trouve réalisée la coopération forcée des centres de décision privés, car l'obéissance aux lois n'est pas autre chose", *Ibidem*, *op. cit.*, p. 283.

droits des groupements petits ou grands et à ceux de la collectivité, sinon la ville n'est plus qu'un agrégat d'éléments disparates où chacun fait valoir ses désirs particuliers au détriment du résultat d'ensemble" (1). Cette loi entend donc mettre de l'ordre dans l'agglomération et notamment "réduire de zone en zone la densité de la population" (2). "En excluant de certains territoires les grandes maisons locatives, la loi ne fait pas seulement oeuvre de salubrité et d'esthétique, elle permet aussi de maintenir les prix des terrains dans des limites qui les rendent accessibles aux petites bourses et aux entreprises d'intérêt public" (3). Il n'est toutefois pas question de plan directeur d'ensemble (4) et les mesures effectives se bornent à une définition volumétrique du domaine bâti, conforme au mécanisme de la rente foncière. La loi laisse à l'Exécutif les mains libres dans un système de discussion à l'amiable avec les constructeurs privés et charge le Département des Travaux Publics des études d'urbanisme. Une pratique a donc été instaurée depuis lors par cette dernière instance, qui doit assurer la bonne ordonnance des quartiers en formation et qui favorise actuellement, de plus en plus, le remplissage des zones "primaires". Il n'en allait pas de même jusqu'en 1970; entre 1950 et 1970 se situe une période d'intense construction; un marchandage s'instaure alors entre l'Etat et les promoteurs-constructeurs pour l'aménagement de la zone de développement. La Loi de 1957 sur le développement de l'agglomération urbaine est appliquée conjointement et organiquement avec les lois sur le logement (Lois Dupont), chaque dérogation quant aux gabarits dans cette zone étant assortie de conditions posées par l'Exécutif sur préavis de la Délégation (mixte) du logement : cession de terrain, parking, mais surtout contrôle des loyers et limite supérieure à l'incidence du prix du terrain suivant le taux d'occupation, etc... (5). Ce système, souvent contesté, étonne par son caractère vo-

(1) *Mémoriaux du Grand Conseil*, 1927 A, p. 243.

(2) *Ibidem*, p. 240.

(3) *Ibidem*, p. 245.

(4) Cf. Christiane ROH, *La politique urbaine sous le gouvernement socialiste genevois 1933-1936, première partie, Problèmes urbains des années trente*, Mémoire, Faculté des Lettres, Genève 1976, pp. 80 et ss.

(5) Cf. Jean-Daniel SCHLAEPFER, Martin SCHWARTZ, *Les grandes étapes du droit genevois en matière d'urbanisme*, Université-Ecole d'Architecture, Centre de Recherche sur la Rénovation urbaine, Genève 1978, p. 2.7.

lontaire, au moment où la Suisse se défait peu à peu des mesures interventionnistes d'après-guerre, notamment du contrôle des loyers; il a par ailleurs été déclaré conforme à la Constitution par un jugement du Tribunal fédéral de 1973 (1).

Mais cette politique urbaine profite aux opérateurs, promoteurs-constructeurs, voire aux propriétaires qui investissent dans les opérations subventionnées; conçue dans l'optique d'une "paix sociale", elle a prévenu les risques politiques d'une grande crise du logement, maintenu un certain équilibre entre l'offre et la demande, tout en permettant à la bourgeoisie d'affaires d'investir à gros profit sous l'égide de l'Etat (2). On a fait ainsi l'économie du débat politique en matière d'aménagement volontaire et on en mesure les conséquences. Une évolution spontanée amène peu à peu l'industrie à devoir quitter le centre, tandis que la construction d'habitations de masse a été opérée vers l'extérieur; bien qu'on déplore, en soi, le dépeuplement de la Ville elle-même, aucun moyen ne permet d'empêcher la surenchère qui y conduit. Peu à peu, cette Ville tend, comme bien d'autres, à être "trois fois étouffée" (3) et la cause n'en est pas dans une logique fonctionnelle de développement, mais dans l'absence de politique foncière, "remettant en cause certains droits communément attachés à la propriété privée" (4). Les milieux immobiliers eux-mêmes ont lieu de se plaindre "de ce que les intentions de l'Etat en matière d'aménagement du territoire, et en particulier d'occupation des sols, sont peu claires" (5), car ils sont confrontés aux limites de la demande

-
- (1) "On peut dire sans exagération que l'explosion urbaine les années '50 à '70 a été régie de façon marquante par la LDAU (Loi sur le développement de l'agglomération urbaine) et les lois HLM, HCM, etc..., les règles de la LCI (Loi sur les constructions et installations diverses) ne revêtant dès lors plus qu'un caractère de référence de routine", Ibidem, op. cit., p. 1.39.
- (2) "Le résultat de cette évolution est facile à deviner : de plus en plus, seules des opérations immobilières axées sur des constructions de logements subventionnés sont viables. On ne construit donc pratiquement plus que des HLM, HCM, etc.." Ibidem, op. cit., p. 2.41.
- (3) "Les villes sont ainsi trois fois étouffées : d'une part, par l'utilisation excessive d'équipements dont la capacité est dépassée, d'une autre par l'augmentation de valeur des sols qui rend infiniment plus onéreuse, sinon impossible, la création des nouveaux équipements indispensables, enfin par l'organisation d'une véritable pénurie des terrains à bâtir qui retire du marché les terrains les plus utiles", Georges MEYER-HEINE, *Au-delà de l'urbanisme*, op. cit., p. 136.
- (4) Ibidem, op. cit., p. 147.
- (5) *Etude prospective du développement de l'économie immobilière genevoise*, Centre BATTELLE Genève 1974, p. 46.

solvable, aux exigences des investisseurs quant au rendement que ceux-ci veulent voir maintenu au niveau des années d'abondance et, surtout, à la rareté et à la hausse du prix des terrains constructibles. "Le coût des terrains, affirme le rapport BATTELLE de 1974, est sans aucun doute la cause essentielle du renchérissement des prix et des loyers (...) par une politique foncière efficace et abaissant la pression sur le marché de manière durable, la charge foncière pourrait être ramenée à 300-350 F 1970 par m² de surface habitable (contre 600-700 F/m² précédemment)" (1). Cette étude prospective, proposée par le Groupement des promoteurs-constructeurs de la Chambre immobilière genevoise et cofinancée par Délégation du logement, la Commission fédérale de recherche pour la construction de logements et le Comité genevois pour la construction et le logement, réunissant des groupements privés (2), est la meilleure preuve d'une insatisfaction générale. Dans leurs conclusions, les mandataires souhaitent l'établissement d'un programme-cadre et préconisent des mesures visant à libérer des terrains (périmètres agrandis, densification, mesures fiscales), proposant même que soient publiés les prix des terrains, afin d'améliorer la transparence du marché. BATTELLE suggère enfin une politique qui rejoint les conclusions de GRANELLE (3), auquel "une observation correcte du marché foncier paraît au fond l'un des meilleurs instruments pour avoir une action sur ce marché" (4).

L'urbanisme actuel se contente, dans une large mesure, de soigner des symptômes (circulation, voirie, offre de logements pour les classes à bas revenu) et méconnaît les mécanismes qui font de la ville une réalité structurée. "L'espace urbain originel "colonise", en effet, au sens impérialiste du terme, écrit Jean-Bernard RACINE, l'espace qui l'entoure, l'aménage, le structure et le fait servir à sa propre expansion (...). L'exurbanisation débute par la maîtrise des

(1) *Etude prospective du développement de l'économie immobilière genevoise*, op. cit., p. 33. 600-700 F 1970 est un prix indicatif et prospectif de tendance, cf. p. 31.

(2) Cf. pp. 1-2 dudit rapport.

(3) *Transparence, fluidité par un meilleur aménagement des transports, récupération de la plus-value (généralement répercutée sur le prix de vente), impôt foncier suivant l'utilisation du sol, constitution de réserves foncières, etc...* Cf. Jean-J. GRANELLE, *Espace urbain et prix du sol*, op. cit., pp. 241-248.

(4) *Ibidem*, op. cit., p. 245.

sols, résultante de tout un processus législatif, financier, économique, social et finalement géographique d'appropriation des terres par les entreprises et les hommes de la ville ou d'autres villes. A la maîtrise des sols succède la maîtrise de l'espace par les équipements de viabilisation" (1). Pour rendre à la Ville son véritable rôle de centre et reprendre le contrôle de son expansion, des investissements coordonnés seraient nécessaires, aboutissant à la formation d'un "capital social fixe", selon l'expression de JESSUA, facteur d'économies externes. Car le bien espace (le territoire) est placé sous la souveraineté publique - quelle qu'en soit la forme constitutionnelle - et alloué aux individus et aux groupes en propriété pleine et entière; or, le moment vient où le fonctionnement même du contenu des unités d'espace nécessite une organisation, ce qui suppose une révision de la souveraineté privée quant à l'utilisation d'un bien-fonds; l'Etat garant des droits doit pourvoir la collectivité d'instruments de contrôle de son propre développement dans l'espace et, pour y parvenir sans violer (sans subir non plus dans leur ampleur) des droits acquis et en plaçant les utilisateurs sur une base égalitaire, devrait acquérir lui-même tout terrain destiné à l'organisation de la vie collective. Puisque les coûts en sont supportés par le grand nombre, les bénéfices ne lui en sauraient échapper comme c'est le cas lorsqu'une société privée détourne à son profit la plus-value d'une parcelle touchée par des mesures d'extension urbaine. Il s'agit donc d'anticiper la croissance et de permettre aux facteurs économiques de coopérer au niveau même de leur compétence (le travail aux individus, le capital aux entreprises, le sol à l'Etat) ce qui suppose évidemment un long processus et un accord politique sur les moyens utiles pour redresser une situation foncière incontrôlable. Il n'est certes pas le lieu ici de définir une politique souhaitable, ni les mesures applicables à Genève dans le domaine de la transparence du marché foncier, dans le but défini de fixer le taux de rachat d'espaces, concédés ensuite aux habitants ou aux entreprises. C'est le principe d'une intervention publique

(1) Jean-Bernard RACINE, *Un type nord-américain d'expansion métropolitaine, la couronne urbaine du Grand Montréal*, thèse, Lille III 1975, tome II, p. 1032.

qu'il faut mettre en évidence, nécessaire au rendement social des fonctions dans leur ensemble, grâce à la transparence assurée dans les transactions modifiant les structures : "La concentration du capital immobilier amène une situation de concurrence oligopolistique" (1) et le prix foncier, qui dépend de la demande immobilière, est l'expression du marché en tant que zone de conflit, témoignant d'un refus d'informer et de coopérer : "ententes, recherche économique, études de marché se superposent ou se substituent aux indications que fournissent les prix" (1, *id.*). L'aide de l'Etat n'est actuellement demandée que si elle favorise les aménageurs, sans qu'il s'immisce dans le libre jeu de la concurrence; l'urbanisme joue un rôle public d'exécution des volontés privées, conforme aux intérêts d'une majorité politique. L'enlèvement procédurier par une droite conservatrice de la loi sur l'assainissement foncier urbain, dans les années 1950, montre assez l'importance que revêtait le centre, principalement visé par la loi (finalement votée en 1965 et qui n'a jamais été appliquée) (2). L'ardeur mise à promulguer un texte qui permettrait d'effectuer de vastes remembrements en ville s'est en effet heurtée à la crainte de voir l'Etat procéder à l'expropriation par zones (3). "Malgré l'attrait extraordinaire que constitue le centre urbain pour la spéculation foncière, l'appareil législatif qui devrait y favoriser des opérations immobilières à haute rentabilité est relativement déficient en raison de l'opposition des milieux immobiliers conservateurs" (4). La scission politique entre promoteurs-constructeurs et propriétaires fonciers urbains devient apparente; si l'on accepte en zone de développement un contrôle financier de plus en plus strict et si l'on admet une procédure d'expropriation, c'est pour favoriser le capital immobilier aux

(1) Claude JESSUA, *op. cit.*, p. 167.

(2) L'insatisfaction des milieux immobiliers amène à une révision totale de cette loi, devenue la Loi sur le remembrement foncier urbain de 1975, dont l'application s'étend à la zone de développement. Cf. SCHLAEPFER-SCHWARZ, *op. cit.*, pp. 2.35-6.

(3) *Ibidem*, *op. cit.*, pp. 2.30-7.

(4) *Ibidem*, *op. cit.*, pp. 2.36-7.

dépens du capital foncier (1).

La structure foncière à Genève (2) montre que les patrimoines publics (entre autres, celui de la Ville) représentent un certain pouvoir d'intervention. Encore faut-il qu'une volonté commune aux partenaires politiques ramène au grand jour les thèmes, depuis longtemps considérés comme "tabou", de la responsabilité de l'Etat dans l'harmonisation des coûts et des profits de la croissance urbaine et de la publicité que doit connaître le débat (si tant est qu'il puisse avoir lieu) sur des moyens légaux nouveaux d'aménagement (municipalisation du sol et/ou généralisation du système du droit de superficie). Car en l'absence de débat public, la pratique rend de plus en plus irréversibles les effets inhibiteurs de l'emprise privée, tant sur la création d'emplois que de logements. Ainsi, pour un observateur extérieur, il apparaît que l'équilibre des forces politiques se traduit actuellement par un compromis entre les intérêts de l'Etat, responsable de l'aménagement et de la rentabilisation des infrastructures, ceux des promoteurs-entrepreneurs qui élaborent les grands projets grâce à son aide et ceux des privés qui peuvent s'offrir "les avantages d'une vie à demi-rurale" (3) en des zones préservées, à plus ou moins long terme, contre l'agression des grands ensembles. En fait, le temps semble révolu des opérations de grande envergure visant à détendre un marché du logement alimenté par la croissance démographique enregistrée durant les deux dernières décennies; celle qui s'achève ramène l'intérêt vers le centre, où trop d'intérêts sont en jeu pour ne pas susciter de nouvelles stratégies urbaines. La seule alternative au refus d'innover, qui dessert toutes les causes, sera une concession par tous les

(1) "Le droit de la construction et de l'urbanisme, même s'il conduit par essence à des restrictions du droit de propriété, a finalement été conçu en fonction d'une amélioration de l'utilisation du sol et de la production de la plus-value. Les politiciens trouvaient dès lors tout-à-fait normal que les atteintes soient supportées par les propriétaires", p. 1-40. "L'élément spéculatif l'a donc emporté sur l'élément de la sécurité du placement", p. 1-43. "La procédure d'expropriation forcée a ainsi fini par transformer la propriété privée en simple valeur financière, l'aspect institutionnel n'ayant plus qu'un caractère secondaire". SCHLAEFFER-SCHWARZ, op. cit., p. 1-45.

(2) Cf. Rapport de Synthèse, op. cit., planche 17 et les études alvéolaires couvrant l'agglomération.

(3) Mémoires du Grand Conseil, 1927 A, p. 241.

groupes politiques et économiques de moyens d'intervention nouveaux, face à la diffusion quasi incendiaire de la rareté, pour rendre à ce centre une utilité qui, à défaut, pourrait insensiblement se développer ailleurs, faisant perdre aux propriétaires leur pouvoir.

DEUXIEME SECTION :

L'USAGE DU CENTRE

On définit la ville en termes économiques, parce qu'elle est le support instrumental d'une organisation centrale et qu'elle joue le rôle d'agent (comme bloc de facteurs fixes, comme source d'externalités, comme centre de redistribution des richesses) (1); dans l'optique de la rente, c'est-à-dire de la valeur d'échange reconnue à chaque point de l'espace urbain, ce rôle d'agent peut faire l'objet d'un bilan de coûts et bénéfices en tant qu'instrument de décision, d'information, d'échange et de consommation. Bilan complexe, car il implique une quantification de coûts non monétaires tels que les nuisances, une prise en compte des coûts privés (terrains, déplacements) et publics (infra et superstructures), enfin de différents coûts d'adaptation, de croissance et de développement (2), à mettre en balance avec les bénéfices que représentent les revenus urbains ou le produit intérieur urbain, somme des plus-values. La tâche des aménageurs publics est de proposer des choix de nature politique et sociale, parmi des variantes de densité résidentielle souhaitée, en articulant les coûts (coûts publics de desserte, coûts privés de transport) qu'impliquent les avantages respectifs de ces variantes. "La taille optimale des villes exprime en définitive, suggère DERYCKE, la valeur que la collectivité attache à ce bien économique fondamental : l'espace aménagé" (3). Il n'est pas exclu qu'on puisse maîtriser la série des variables instrumentales intercorrélées qui permettent d'exécuter et d'actualiser un choix politique, du type "valeur foncière-accessibilité-transports-emplois-résidence-valeur foncière", attributs qui, on le voit dans cet exemple, forment des boucles et obligent à faire intervenir des choix; encore faudrait-il éliminer les variables perturbatrices de spéculation, par une pratique de réserve, d'acquisition publique et d'impo-

(1) Pierre-Henri DERYCKE, *L'économie urbaine*, Paris, PUF 1970, pp. 139-141.

(2) *Ibidem*, op. cit., pp. 223-224.

(3) *Ibidem*, op. cit., p. 243.

sition foncières. Un tel progrès, pourtant, ne résoudrait pas le problème de la pertinence de l'urbanisme (1), si ouvert puisse-t-il être à une participation démocratique des intéressés et si conscient qu'il soit des contraintes de rareté d'espace. Ce que recherchent les aménageurs publics et privés dans l'urbanisme, et qui se réalise finalement d'une manière plus ou moins coordonnée, est par essence différent de ce que souhaite l'usager; car autre chose est une réalité matérielle transformée comme outil de production et autre chose, la même réalité, mais saisie à travers ses caractéristiques imposées en tant qu'élément du décor ou de l'environnement urbains (2).

Pour Emrys JONES, "It is social analysis which gives ultimate meaning to the different parts of the city" (3). Si l'on privilégie ainsi, dans le cadre urbain, une production de rapports sociaux d'utilisation et non plus une production de biens et de services mettant en évidence le seul rôle des aménageurs, il s'agirait donc d'examiner des contenus socio-résidentiels et des modes de vie, du point de vue de la pratique du centre, "car dans chaque zone urbaine, l'équipement commercial, par exemple, rend possibles certains types de consommation et en exclut d'autres, et de la sorte contribue à la détermination du mode de vie" (4). Les faits que je me propose de décrire n'ont d'autre ambition que d'illustrer très succinctement un vaste sujet d'étude. Un premier paragraphe présentera une articulation statique de la résidence et le second, des aspects dynamiques du comportement de la population.

(1) La pertinence vient de la finalité (Cf. Prieto, *supra*) et la législation sur l'urbanisme en général, genevoise en particulier, souffre d'une carence d'"articles-programmes", Cf. SCHLAEPFER-SCHWARTZ, *op. cit.*, pp. 0.6-7.

(2) Cf. *supra*, première partie, chap. II.

(3) Emrys JONES, *Towns and Cities*, Oxford University Press, 1966, repr. 1970, p. 11.

(4) Cf. Marc MAURICE, Dominique DELOMENIE, *Mode de vie et espaces sociaux, processus d'urbanisation et différenciation sociale dans deux zones urbaines de Marseille*, Mouton, Paris-La Haye 1976, p. 96. A défaut d'enquête particulière auprès des usagers, je renvoie à cet ouvrage qui retrace les pratiques de consommation de ménages salariés marseillais, Voir aussi M.-J. BERTRAND, *op. cit.*, et R. FERRAS, *op. cit.*

3.2.1. Zonage résidentiel en 1970

Au terme de leur contribution à l'étude d'aménagement de la Ville, dont il a déjà été fait mention, Michel BASSAND et Martine FRANCOIS font état à propos de Genève (1) de modèles classiques de répartition (concentrique, du type BURGESS, 1926; sectorielle, HOYT, 1933; à noyeux multiples, HARRIS-ULLMANN, 1959), qui ont été confirmées par de nombreuses études (2). On abordera succinctement dans ce qui suit les déterminants de groupe familial ou du cycle de vie, ainsi que l'ascension sociale, par le biais du statut socioéconomique; les phénomènes de minorité ethnique ou raciale ont déjà été évoqués au chapitre précédent, avec la distribution très particulière d'un groupe linguistique. Mais avant d'esquisser quelques structures de répartition résidentielle, il m'a paru nécessaire de mettre un peu d'ordre dans les flots recensés à l'échelle de l'agglomération, en proposant une méthode de découpage de cet espace (3).

La raison fondamentale de la transformation du fichier est l'allure même de la répartition des densités résidentielles dans le canton; en dissociant l'espace îlot par îlot (en 1'508 îlots, totalisant près du tiers de la superficie cantonale), on constate dans l'histogramme des densités une forte dissymétrie liée à la concentration:

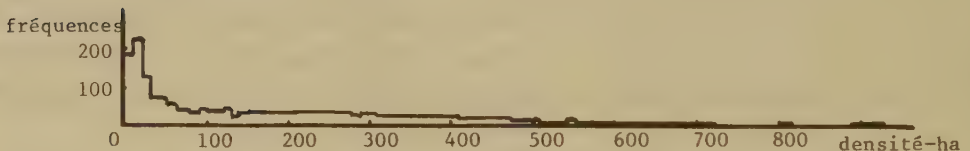


Figure 30. : Distribution par flots de la densité résidentielle.

On voit qu'à la valeur minimale de la variable est associée une fréquence maximale et à la valeur la plus élevée, un îlot seulement:

(1) Michel BASSAND, Martine FRANCOIS, *Le kaléidoscope urbain, annexe du Rapport de Synthèse, Ville de Genève - Etat de Genève, op. cit.*

(2) Cf. Antoine S. BAILLY, *L'organisation urbaine, op. cit., pp. 142-146.*

(3) Cf. carte 61. : Population résidente 1970 (par flots).
carte 62. : Désignation et appellation des alvéoles.
carte 63. : Découpage de l'agglomération.
carte 64. : Population résidente 1970 (par alvéoles).

répartition-type d'une population géographique dans un espace formé d'une ville et de son arrière-pays. Le centrage d'une telle distribution implique une perte d'information; en redressant l'échantillon selon un rapport inverse densité-surface et en fonction d'une contiguïté urbaine des îlots, j'ai dégagé par découpage une série de sous-espaces dans les zones de densité continue supérieure à 100 habitants/hectare, le critère étant une rue principale irriguant un certain nombre de voies de desserte. Puis, parmi les alvéoles ainsi construites non contiguës à la Ville, j'ai classé à part celles dépassant une densité de 140 dans les 10 communes principales de l'agglomération. Finalement, la densité moyenne obtenue pour la Ville et Carouge est de 185, de 207 pour les alvéoles-satellites de l'agglomération et de 88 pour les alvéoles isolées et les soldes du canton. La nouvelle distribution des densités montre un mélange de populations statistiques accepté au départ, et, comparée à une loi normale calculée à l'ordinateur selon des classes de même amplitude, se présente comme suit :

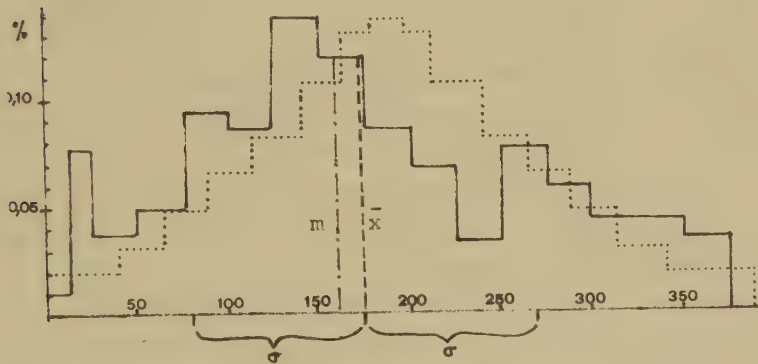


Figure 31. : Distribution observée (—) et normale théorique (....)
des densités résidentielles par alvéoles en 1970.

La distorsion centrale (insuffisance de fréquences proches de la moyenne cantonale, soit 175) est compensée par les excès de fréquences dans les classes 0-50, 75-100 et 125-150, excès qui sont dûs aux soldes cantonaux peu denses, aux nombreuses alvéoles-satellites inférieures à 150 et à un léger excès des classes extrêmes (Ville rive droite, le Lignon et Onex).

Ainsi, sur un fond de carte plus lisible et articulé en trois sous-ensembles : noyau urbain, extensions résidentielles, reste du canton, apparaît le phénomène historiquement constant d'un creusement démographique à l'intérieur du centre, d'une couronne urbaine concentrique dense et d'une auréole discontinue d'extensions résidentielles, sépa-

rées par la rupture, dans le tissu périurbain, du développement pavillonnaire. C'est dans cette trame qu'il faut comprendre la marque laissée par une longue période de conquête irraisonnée, qui s'incruste dans le système des fonctions résidentielles et de leur prolongement : un cadre fonctionnel qui isole les individus par groupes et qui spécialise des zones socialement différenciées, toute ascension sociale se traduisant, comme dit BAILLY, par une migration géographique (1).

La Ville est un lieu de travail et attire quotidiennement, en 1970, plus de 40'000 travailleurs, alors qu'elle en diffuse près de 12'000 vers des emplois extérieurs, à quoi s'ajoutent les mouvements pendulaires interquartiers et tout le trafic de personnes et de marchandises induit par ses fonctions propres. L'implosion (2) continue des activités au centre a donc provoqué, dans la décennie 1960-1970, une croissance résidentielle massive sur des espaces extérieurs proches qui, par l'intervention concertée de l'Etat et des milieux financiers privés, s'est portée sur une demi-douzaine de secteurs intéressants par le coût, au départ modeste, de l'acquisition du sol et dont la carte reproduit une distribution précise. Ce processus explosif a été consenti en réponse à un afflux migratoire de classes d'âge à fécondité élevée. D'autre part, il est loisible d'observer ses effets sous forme de mobilité, en observant pour l'année 1970 la statistique des entrées dans un logement survenues depuis moins d'un an (3). On discerne nettement les espaces à mobilité supérieure à un tiers, tous extérieurs à la zone centrale d'habitat dense : quelques flots carougeois, Lancy-sud, Onex, Bernex, Châtelaine, le Lignon, Meyrin-Cité, les nouveaux immeubles du Grand-Saconnex, de la Gradelle, de Petit-Bel-Air, de Moillesulaz, en somme, tout le logement collectif récent situé dans les communes périphériques. Celles-ci connaissent

(1) Cf. Antoine BAILLY, *op. cit.*, p. 108.

(2) Terme d'origine linguistique et technique selon Guillet-Flammarion.

(3) Cf. carte 74. : *Occupation résidentielle récente en 1970.*

un va-et-vient incessant de leurs habitants, qui contraste avec la stabilité observée en Ville. Le rapport BATTELLE (1) calcule et suggère en 1974 un taux moyen de mobilité résidentielle de 11 %, mais pour Onex, son terrain d'enquête, de 20 à 25 %, chiffre évidemment record dans le canton et même en Suisse. La part des logements vacants (1.2 % du total en 1970) n'en est sans doute pas l'unique explication, car il faut tenir compte du niveau élevé des loyers; un quart de la demande, portant sur des loyers de 500 à 950 F en 1968/9 (2) et sur des logements de 3-4 pièces est excédentaire et, vu l'excès d'offre pour des loyers supérieurs à 1'300 F, représente une demande non-solvable. Ces gens circulent d'un logement à un autre en s'efforçant de trouver un certain équilibre entre l'exiguïté de l'appartement et celle du budget (3), situation qui n'a pu s'améliorer lorsque les HLM (dès 1975) ont commencé de rejoindre le marché libre, car l'aide de l'Etat n'est que temporaire s'il n'est pas lui-même constructeur (aide, au demeurant, très importante à Genève) (4). De plus, devant l'écart croissant des loyers HLM et des loyers libres, BATTELLE suggérait en 1974 d'augmenter les premiers de 7.5 % annuellement à prix constants (5). Enfin, en un autre sens, la mobilité résidentielle est insuffisante dans la zone ancienne du centre, en raison de deux séries de comportements : d'une part, "les utilisateurs des classes moyennes, même lorsqu'ils sont prêts à payer plus cher les prestations que leur apporterait un meilleur logement, n'ont souvent plus la solvabilité nécessaire pour supporter le prix des logements neufs". En outre, "ceux qui pourraient et voudraient payer plus ne voient pas d'avantage à échanger un logement bon marché contre un logement de prix plus élevé, ce dernier n'offrant souvent pas de prestations supplémentaires en

(1) Centre de recherche BATTELLE, *op. cit.*, p. 13.

(2) Quelques aspects du développement de l'économie genevoise, *op. cit.*, pp. 174-175.

(3) Cf. *supra* : la suroccupation; selon BATTELLE, 5 % de "surpeuplement critique", p. 9.

(4) Durant la décennie 1960, 24 à 51 % des logements à Genève ont été construits annuellement par l'Etat ou avec son aide financière, Quelques aspects du développement de l'économie genevoise, *op. cit.*, p. 170.

(5) Rapport BATTELLE, *op. cit.*, p. 10.

rapport avec l'augmentation de prix" (1). A cela s'ajoutent les changements d'affectation "sauvages" au profit de locaux commerciaux. Donc, d'un point de vue purement économique, la mobilité périphérique s'expliquerait par les loyers hauts demandés pour un habitat récent et la relative immobilité centrale, par des situations acquises d'un certain confort et des loyers bas sans confort. Mais, si l'on en croit les recherches de l'écologie factorielle, la division concentrique des contenus s'opère essentiellement selon le cycle de vie. Par rapport à la Ville elle-même, l'analyse de BASSAND-FRANCOIS découvre une liaison positive entre l'emploi tertiaire du centre, la démolition - source de mobilité -, une forte proportion d'étrangers et de petits ménages, un fort abstentionnisme politique, une croissance des emplois et une hausse des loyers (2) : le "criblage" économique du centre compte ainsi beaucoup comme facteur de dépeuplement, car il sélectionne les ménages de type familial comme candidats au départ. Le Rapport de Synthèse signale, en effet, des gains migratoires négatifs même en remontant année par année en 1960 (3); "la perte de Suisses est considérable, précise-t-on, et cette perte n'est que partiellement compensée par l'immigration étrangère". D'ailleurs, à partir de 1970, la Ville perd non seulement des Suisses, mais également des étrangers. Le taux de natalité en Ville est très inférieur à celui du canton, tous deux en baisse (4), et le bilan naturel urbain, dès 1974, deviendra négatif (5). Le grand quartier d'extension de Bouchet-Moillebeau, pour prendre un cas particulièrement favorable, voit son taux d'évolution démographique décroître, sans cependant passer de gain à perte au bilan, dès 1970 (6). Noter que la baisse des arrivées s'accompagne d'un "retour en Ville" en provenance surtout de Carouge, Meyrin, Vernier et de Lancy (7). Mais dans l'ensemble, "ce sont avant tout les familles

(1) *Etude prospective du Centre BATTELLE*, op. cit., pp. 37-38.

(2) Michel BASSAND, Martine FRANCOIS, *Le kaléidoscope urbain*, op. cit., p.

(3) *Rapport de Synthèse*, op. cit., Annexe : la population résidente à Genève, pp. 34-35.

(4) *Ibidem*, p. 31.

(5) *Ibidem*, p. 32.

(6) *Annexe au Rapport, la Population résidente*, op. cit., pp. 12-13.

(7) *Ibidem*, p. 45.

suisses qui tendent à s'installer dans les communes suburbaines" (1), d'où une différenciation géographique des structures d'âges.

Une approche fine de la répartition par tranches d'âge (2) évoque très clairement le déplacement massif vers l'extérieur de la Ville des populations jeunes. Un vieillissement moindre s'observe toutefois (classe 2) aux Pâquis, au Grand-Pré, aux Charmilles, à la Jonction, aux Acacias, au Vieux-Carouge, à Miremont et aux Eaux-Vives (rue du Nant-rue des Vollandes). Il serait donc faux de considérer comme général en Ville un vieillissement qui n'en demeure pas moins net; c'est principalement près du centre et dans les tissus anciens (de Sécheron, Délices, Mail, la Cluse, Eaux-Vives) que la part des personnes âgées dépasse celle des jeunes, soit que la vétusté chasse les familles, soit que les loyers prennent des allures ascendantes qui ne sont plus en rapport avec les budgets des ménages ayant charge d'enfants. Ces derniers, ainsi que les populations immigrées, sont ainsi canalisés vers le logement subventionné des cités périphériques; il en résulte entre autres des charges scolaires pour les communes d'accueil, qui, en certains cas, dépassent l'imagination (à Onex, en 1970, 17 % contre une moyenne admise de 12 %) (3). En-dehors de cette ceinture dense, le vieillissement du reste du canton est étonnamment faible, même dans les noyaux d'habitat ancien. Seuls des écarts ou des cas exceptionnels comme Genthod ou Cartigny font exception, ce qui suggère l'hypothèse d'un vieillissement de certains espaces de résidence individuelle et, fait visible sur la carte, de zones périurbaines d'habitat pavillonnaire.

(1) *Annexe au Rapport, la Population résidente, op. cit., p. 48.*

(2) *Cf. carte 76. : Vieillissement démographique en 1970.*

(3) *Taux d'enfants en âge de scolarité obligatoire, enquête personnelle.*

Selon le Rapport cité, ce sont surtout les jeunes de 15 à 19 ans avec les actifs de 40 à 59 ans qui quittent la Ville (1); toutefois et jusqu'au tournant de 1970 selon les recensements, on peut voir que la population étrangère immigrante évolue à l'inverse de cette tendance, (c'est-à-dire qu'elle remplace les classes sortantes), quoique son vieillissement intervienne aussi depuis lors, en s'étendant à l'agglomération. Donc, même si la démographie genevoise, grâce à un apport migratoire, bat les records suisses par sa faible charge de population dépendante (un vieillissement par ailleurs voisin de la moyenne suisse mais une proportion faible de jeunes) de même qu'en ce qui concerne le taux de renouvellement (2), les structures actuelles et la conjoncture migratoire donnent à penser que la Ville continuera de perdre sa population et de vieillir : vieillissement "par le bas" dans les quartiers anciens, "par le haut" dans les quartiers plus extérieurs et plus récents.

A travers la carte des classes d'âges (3), la ségrégation de fait instituée à travers l'habitat entre trois cycles de vie apparaît dans la Ville avec quelques nuances : aux alvéoles internes correspond dans l'ensemble le troisième cycle de vie (lié sans doute aux habitudes, aux commodités urbaines, aux petits budgets dans certaines zones), mais les (20-29 ans) l'emportent en relatif à la Vieille Ville, au Mail, dans l'alvéole Jonction-rue des Deux-Ponts et les (45-64 ans) dans la partie externe des Eaux-Vives, de même qu'en grandes zones sur la rive droite à Saint-Jean, au Grand-Pré, ou à Sécheron. On peut admettre que ce sont là, quali-

(1) Annexe au Rapport, *la Population résidente*, op. cit., p. 55.

(2) *Démographie genevoise, structures et évolution de la population du canton de Genève*, Service cantonal de statistique et Service de la recherche sociologique, Genève 1978, pp. 40-41.

(3) Cf. carte 77. : *Classe d'âges dominante*, en 1970.

tativement, des points de résistance du logement, de même qu'à l'alvéole Alpes, où les (16-19 ans) dominent. En revanche, la jeunesse "tient" des espaces extérieurs de la Ville : au nord-ouest, Charmilles et Bouchet, à l'est, les alvéoles Nant, Contamines, Florissant; une classe de jeunes l'emporte en général dans tout l'habitat concentré périphérique jusqu'à Avully et Versoix. La tranche adulte active est peu mise en évidence à travers cette méthode, car elle est répartie à taux plus stable dans les différentes unités d'analyse; elle apparaîtrait néanmoins une fois dans chaque cité nouvelle. Par hypothèse, jeunes et adultes subissent les mêmes contraintes résidentielles de par la responsabilité juridique des parents; la carte dissimule donc la répartition spécifique des adultes sans enfants. Quant aux personnes âgées, elles apparaissent au centre et également dans les soldes cantonaux, représentant les grandes zones situées hors de l'agglomération; en-dehors des cas d'initiatives communales ou cantonales offrant des logements neufs aux personnes retraitées ou pensionnées, celles-ci sont peu représentées dans les grands ensembles. En revanche, l'habitat périurbain pavillonnaire est très "vieux", si l'on en juge aux lots anciennement aménagés du sud de Carouge, du Petit-Lancy, d'Aïre ou du Petit-Saconnex. Une véritable ségrégation frappe donc la catégorie des aînés dès l'éclatement du noyau familial, avec le départ du dernier enfant; elle connaît alors, selon l'expression de Lewis MUMFORD, les trois étapes de la sénescence, pour beaucoup l'adieu aux voisins, suite à un relogement, puis la perte du travail, enfin la vieillesse, "perte de la confiance en soi" (1). Les problèmes du logement leur interdisent de pouvoir se rendre utiles dans le voisinage immédiat des familles jeunes.

La méthode utilisée fait ressortir les dissymétries de répartition, privilégie une classe en dissimulant des faits secondairement importants, elle permet néanmoins de suggérer un zonage concentrique, représentatif du choix du logement. En théorie, la préférence pour l'espace, "mesure dans laquelle les individus préfèrent plus d'espace

(1) Lewis MUMFORD, *The Urban Prospect* (1956) (*Le déclin des villes ou la recherche d'un nouvel urbanisme*), trad. Geneviève Hurel, éd. France-Empire, Paris 1970, pp. 74-75.

à plus de proximité du centre" (1), explique des clivages zonaux qui recourent, à la fois, les divisions concentriques et les secteurs radiaux. L'explication semble valable relativement aux couches sociales qui disposent, à cet égard, d'une liberté réelle; malheureusement, l'analyse tourne court en ce qui concerne une distribution socio-économique, aucune source accessible à Genève ne permettant de localiser les revenus des ménages, ne fût-ce qu'à l'échelle des communes. Cette carence regrettable de données essentielles pour obtenir une vision objective (2) de l'aménagement laisse dans l'ombre un chapitre qu'on aurait souhaité voir figurer ici; il serait sans doute oiseux de faire des conjectures, en raison de la disparité des revenus au sein d'une même branche d'activité. Se référant au statut socio-professionnel, M. BASSAND et M. FRANCOIS ont soulevé des questions auxquelles on ne saurait répondre sans avoir accès au revenu, à l'épargne, au coût consenti pour le loyer, dont la statistique officielle ne fournit pas de données fiables, à l'échelle même de l'ensemble du canton. "Comment expliquer, demandent-ils, le secteur des couches moyennes et couches supérieures qui part du centre et couvre en partie Champel et Florissant, Chêne-Bougeries, pour aller jusqu'à Troinex ? Qu'en est-il du secteur de classes populaires qui part, lui aussi, du centre, couvre la Jonction, les Acacias, la Cluse, Carouge et aboutit à Bardonnex ?" (3). La division par secteurs radioconcentriques relève du domaine de l'affectation de l'espace, c'est-à-dire d'aménagements indirectement liés au centre et, notamment, de l'emprise immobilière; celle-ci dépend, on l'a vu, de choix opérés par les promoteurs en fonction d'une anticipation, quantitative mais aussi qualitative, de la demande du bien logement. En revanche, la distribution concentrique des habitants suivant le cycle de vie témoigne en lui-même de comportements directement liés au centre, à l'effet pola-

(1) Jean-Marie HURIOT, *La formation du paysage économique, essai sur l'affectation de l'espace*, éd. Sirey, Paris 1977, p. 340.

(2) BERRY et HORTON admettent la prépondérance du revenu comme facteur dans la localisation résidentielle : "The most important determinant is undoubtedly income", Cf. Brian J.-L. BERRY, Frank E. HORTON, *Geographic Perspectives on Urban Systems*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1970, p. 312 : *Behavioral Basis : The Residential Location Decision*.

(3) Michel BASSAND, Martine FRANCOIS, *Le kaléidoscope urbain*, op. cit., p. 136.

risant que ce dernier exerce, et ces comportements se concrétisent à travers le choix du logement. La pertinence dans les deux cas est finalement la même, le calcul des ménages reposant sur une connaissance médiatisée d'un objet d'usage dont disposent les aménageurs, mais assortie d'une marge de mobilité objective, fonction du revenu. A bas niveau de revenu, la production du logement détermine donc la pratique des ménages sous forme de secteurs, d'anneaux concentriques et de noyaux d'affinité socio-culturelle; cette production passe de plus en plus par l'aide de l'Etat, devenue une "méthode de subventionnement des opérations de construction" (1). Les deux auteurs mentionnés plus haut peuvent conclure : "Ainsi, Genève participe au type idéal des régimes urbains des sociétés industrielles avancées, puisque s'y actualisent les dimensions Stratification, Cycle de vie et Nationalité; elle s'en distingue par les dimensions Vétusté du logement et Religion, qui n'apparaissent pas si les communes et quartiers sont pris en considération comme unités d'analyse; si ce sont les unités de voisinage, on retrouve la dimension Vétusté du logement (...)" (2).

3.2.2. La fréquentation du centre

Comme l'exprime fort bien LEDRUT, "l'usage de la ville n'est pas seulement défini par les lieux d'usage, mais aussi par le moment de l'usage. Ce qui est en cause dans une pratique, c'est toujours un espace-temps : points et rythmes se conjuguent" (3). Il faut donc établir un lien très étroit entre pratique quotidienne et résidence, mobilité fonctionnelle et résidentielle. Le choix du logement, la consommation, les loisirs sont étroitement subordonnés à une organisation de l'espace de travail qui détermine tout un ensemble de mouvements : navettes de main-d'oeuvre, fréquentation des commerces au lieu de domicile ou près du lieu de travail, activités de loisir liées à la résidence ou au contraire au lieu de travail, etc.... La mobilité résidentielle va de pair avec cette mobilité fonctionnelle : en fon-

(1) SCHLAEFFER et SCHWARTZ, *op. cit.*, p. 241.

(2) BASSAND et FRANCOIS, *op. cit.*, p. 129.

(3) Raymond LEDRUT, *Images de la ville, op. cit.*, p. 133.

tion d'une mobilité résidentielle objective (mobilité-revenu) et subjective (mobilité-préférence pour l'espace), tout usager acquiert un statut lié à la fois à son occupation professionnelle et à sa situation de demandeur sur le marché du logement, statut qui comporte une dimension de familiarité du centre, d'accès aux valeurs véhiculées par une symbolique urbaine, d'attrait pour les commerces de biens chers. Ainsi, "l'ouvrier est lié géographiquement à son lieu de travail qui n'offre que très peu de complément au quartier de résidence - et cela quelle que soit la distance qui sépare l'un de l'autre -. Alors que l'employé au travail se trouve dans des secteurs associant de multiples activités "centrales". Si le critère économique des revenus est comparable, c'est par la pratique de la ville que les cols blancs se distinguent des cols bleus, expliquant que pour bon nombre de ces derniers, devenir employé de bureau est regardé comme une promotion même à salaire égal, voire inférieur! Plus le niveau social s'élève, plus on dispose, pour une vie large, de pôles d'attraction variés et mieux équipés" (1). Inversement, la mobilité fonctionnelle propre aux divers statuts socio-professionnels retentit sur la mobilité résidentielle. Les cadres supérieurs acceptent des déplacements sans commune mesure avec les contraintes d'horaire et de temps de travail que subissent les salariés subalternes, amenés à minimiser la distance-temps du domicile au lieu de travail. On voit pourtant sur la carte urbaine des temps de déplacement d'actifs (2) que Florissant, Champel, Bouchet, Charmilles-nord utilisent largement l'automobile et supportent jusqu'à 30 minutes de temps de mise en situation, Cité-Centre et Saint-Gervais, moins d'un quart d'heure, tandis que la couronne dense accomplit - fait établi, à première vue étrange - des trajets plus longs. Mais la même statistique (qui est relative aussi aux écoliers et étudiants) manifeste une réalité fort différente, si l'on compare un indice de statut (proportion respective d'ouvriers et employés, de cadres et indépendants, de chefs d'entreprise et professions libérales) à un indice de temps réel (en 5 classes) zone par zone :

(1) Michel-Jean BERTRAND, *Pratique de la ville*, op. cit., p. 163.

(2) *Rapport de Synthèse*, op. cit., Annexe Transports, pp. 60-62.

une liaison linéaire de 0.95 montre alors que, plus un actif dispose librement de son horaire et de son temps journalier de travail, plus il accepte d'augmenter le temps contraint en choisissant son lieu de résidence. L'image de cette relation apparaît dans la figure 32. (1) à l'échelle de 77 sous-secteurs démographiques, carte élaborée par un classement combiné (en quantiles) des valeurs des deux indices. Les forts temps contraints de la rive droite correspondent à des statuts élevés sur les axes de la rue de Lausanne et de la route de Meyrin, mais Grand-Pré, Servette, Vieussieux, Saint-Jean, qui obtiennent un niveau de statut moyen, apparaissent défavorisés du point de vue déplacement. Au contraire la rive gauche (hormis le Mail, Acacias, la Cluse, Eaux-Vives), du Centre à Champel-Malombré et à Malagnou est favorisée dans ces zones de statut élevé par des temps "raisonnables". Noter toutefois que les données de statut excluent les fonctionnaires internationaux.

L'équipement des actifs en véhicules autonomes à usage de déplacement de travail (2) doit figurer parmi les phénomènes de mobilité fonctionnelle.

Le phénomène principal qui ressort de cette carte est le potentiel de densité du trafic radial et du trafic tangentiel, qui porte le taux moyen d'équipement à une automobile pour une à deux personnes actives (seuil de 0.53 à 1.00) en périphérie; aux abords immédiats de la Ville, ce taux s'élève encore à une auto pour deux à trois personnes actives (0.36-0.52) dans les seuls quartiers aisés de Champel, Florissant-Malagnou, l'est des Eaux-Vives, Servette-nord, Grand-Pré-Vermont et Bouchet-Moillebeau. Dans le reste du canton hors agglomération, les actifs sont, évidemment, très équipés. On doit bien sûr, en ce qui concerne la ceinture urbaine dense, invoquer une carence manifeste des transports en commun pour expliquer les temps contraints observés précédemment. On a vu toutefois que les citadins

(1) Dans le calcul de l'indice de statut, ouvriers et employés sont comptés comme ayant un horaire et un temps fixes, cadres et indépendants un statut intermédiaire et chefs d'entreprises ou professions libérales, un horaire et un temps relativement libres.

(2) Cf. carte 75. : Equipement automobile des actifs.

PAR QUARTIERS indice H =
$$\frac{(\text{hor. temps fixes}) + 2(\text{hor-tps int.}) + 3(\text{hor. tps libres})}{6(\text{total actifs})}$$

GENEVE 1970 indice C =
$$\frac{(0\text{min.}) + 2(1\text{à}15\text{min}) + 3(16\text{à}30\text{min}) + 4(31\text{à}60\text{min}) + 5(\text{sup}60\text{min})}{15(\text{total actifs})}$$

Figure 30. (les deux valeurs sont combinées en 4 classes)



LEGENDE Principe: le caractère H ou C apparaît au cas où
la valeur de l'indice se situe à droite de la médiane

..... (42% des cas) type subalterne à faible temps contraint

CCCCC (12%) quartier type subalterne à temps contraint élevé

HHHHH (8%) quartier type dirigeant à temps contraint faible

HHHHH (38%) quartier type dirigeant à temps contraint élevé

les plus touchés par des déplacements d'une durée supérieure à 30 minutes ont, dans l'ensemble, des statuts d'horaire et de temps de travail plus élevés que la moyenne; quant à ceux des quartiers à statut bas, surtout sur la rive droite, leur handicap est lié aux difficultés matérielles de stationnement des véhicules privés.

La résidence, les loisirs, la vie quotidienne des travailleurs et des résidents sans activité rémunérée ont été aménagés en dépendance étroite de réseaux radioconcentriques, entraînant des caractérisations socio-économiques différentielles dans les divers secteurs de la périphérie. Je prendrai pour exemple des contraintes exercées par cette centralité un phénomène dynamique, celui des mouvements quotidiens de travailleurs de leur lieu de résidence vers leur lieu de travail, considéré des deux points de vue de l'attraction et de l'émission (1).

Pour faciliter et synthétiser l'interprétation de ces deux cartes, j'utiliserai un appui statistique. Auparavant, le niveau supérieur et moyen de lecture permet d'effectuer un premier survol de l'information restituée par chacune d'elles. Les données utilisées figurent dans l'Annexe 6.

Mouvements quotidiens de travailleurs vers chaque commune, en 1970.

Il importe de distinguer dans ce commentaire le comportement des communes et les flux proprement dits. Le premier phénomène est mesuré par la masse de migrants, ainsi que par le taux d'attraction (immigrants rapportés à la différence des actifs et des émigrants); quant aux mouvements proprement dits, la carte utilisera, pour identifier les principaux flux, certaines propriétés d'une matrice (voir le commentaire technique détaillé).

Par leur effectif d'immigrants, seize communes se distinguent dans le périmètre de l'agglomération : aux dix déjà identifiées dans

(1) Cf. carte 78. : *Mouvements migratoires quotidiens en 1970.*

les analyses précédentes s'ajoutent Pregny-Chambésy au nord (avec ses organisations internationales), Versoix, Cologny et Collonge-Bellerive au nord-est (toutes deux centres subnodaux, c'est-à-dire attractives et relativement autonomes), Plan-les-Ouates et Bernex au sud (prolongeant les activités d'Onex, Lancy et Carouge) et Satigny à l'ouest (dans sa portion limitrophe de Meyrin). A relever en second lieu que les plus forts taux d'attraction, qui rendent compte de ce phénomène par rapport à la population occupée sur place, sont périphériques par rapport à la Ville de Genève. Celle-ci apparaît cependant comme le point de départ (11'895 émigrants) et le centre nodal unique (40'092 immigrants) du canton tout entier.

Grâce à l'analyse vectorielle des flux, on peut constater que la Ville domine par son rôle de centre d'émission, au niveau nodal, toutes les communes à l'exception de Russin, de Satigny et de Soral, vers lesquelles le réseau diverge en utilisant des communes-relais. Dans l'agglomération, les centres subnodaux sont Meyrin, Lancy, Carouge (seules à avoir un surplus brut d'emplois par rapport aux actifs) et Chêne-Bourg. Vernier et Chêne-Bougeries apparaissent comme des centres antésudnodaux car elles jouent un rôle de relais vers les précédentes. Chancy forme un petit centre à l'écart. Au total, les mouvements d'immigration vers chaque commune saisis à travers ces trois strates s'organisent en fonction du centre de main-d'oeuvre que représente la Ville de Genève, les flux qui en sortent étant relayés par d'autres, également centrifuges et provenant d'espaces qui lui sont proches. Cette première analyse de l'attraction à partir du centre est très révélatrice de l'homogénéité des mouvements.

Mouvements quotidiens de travailleurs quittant chaque commune.

Symétrique, mais distincte, cette carte de l'émission manifeste à trois niveaux les flux nodaux provenant de chaque commune. Au niveau proprement nodal, on voit que la Ville est l'objectif de toutes les communes. D'ailleurs, son taux de rétention n'a d'égal que ceux de Meyrin et de Satigny, à volume sans doute non-comparable d'émigrants (en réalité, Genève émet deux fois plus que Lancy, placée au second rang). L'agglomération, sans la Ville, est peu rétentive. On peut relever des taux plus forts dans les petites communes situées aux extré-

mités du canton, dont la faible population active est assez facilement occupée sur place. Au niveau subnodal, on discerne un réseau dont le centre est Vernier avec ses grands ensembles, un autre dominé par Chêne-Bougeries et un troisième par Thônex (qui alimente Chêne-Bourg en main-d'oeuvre); Lancy joue le même rôle distributeur, ainsi que Dardagny. Les communes les plus émettrices forment un groupe d'une vingtaine et dessinent une agglomération étendue (Versoix, Genthod, Confignon, Veyrier). On doit conclure que le réservoir de main-d'oeuvre est spatialement plus étendu en périphérie que ne l'est le réservoir d'emplois, indice éloquent de la présence d'un bourrelet résidentiel, développé en référence aux espaces producteurs. Le canton se présente sous la forme d'un centre entouré de deux couronnes concentriques; la première couronne enserrant la Ville présente une rétention moindre que la seconde, plus extérieure, ses actifs étant littéralement "aspirés" par les emplois urbains, à l'exception du cas de Carouge. La cohérence générale de cette carte est moins grande, car de nombreux flux de second ou de troisième ordre prennent des orientations tangentielles : le nord se tourne vers les zones industrielles de Vernier et de Meyrin. La Plaine, à Dardagny, draine Russin; Jussy émet vers Collonge, Cologny vers Pregny. La raison en est que l'orientation préférentielle de la main-d'oeuvre obéit à une spécialisation de l'espace de travail, d'où le tourbillon des actifs considérés à leur point de départ. Les flux sont moins cohérents par rapport au centre que ceux observés du point de vue de l'attraction, parce que l'espace de travail est plus hétérogène que l'espace de la main-d'oeuvre.

Pour vérifier le phénomène de concentration résidentielle et de différenciation spatiale des activités, essayons maintenant d'en tester l'hypothèse à l'aide d'une procédure multivariée. J'ai créé dans ce but une matrice statistique des communes avec leurs caractères de population active (P.A.), de population travaillant dans la commune (P.T.C.), d'émigrants (E.Q.) et d'immigrants quotidiens (I.Q.), mesurés en valeur brute. Or, le schéma de corrélation et de régression à deux variables explicatives indique une collinéarité presque absolue des immigrants avec les deux variables de résidence (P.A. et P.T.C.).

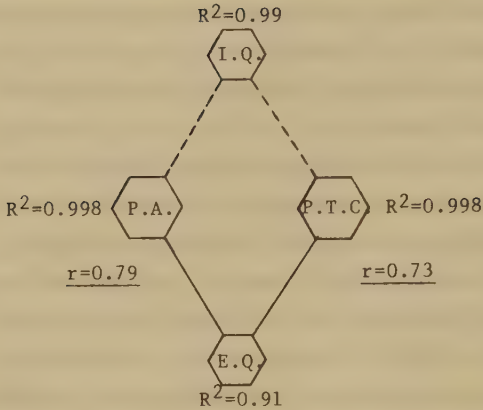


Figure 33. : Mouvements pendulaires,
corrélations linéaires

Il sera, en revanche, intéressant de cartographier les résidus de l'estimation des émigrants quotidiens, compte tenu de 9 % de variance non-expliquée. La carte des résidus correspondants (figure 34.) indique l'équation de régression. Cette carte est extrêmement suggestive. D'abord, la loi de régression indique qu'on obtient une bonne estimation des émigrants quotidiens de chaque commune, si l'on retranche de son nombre d'actifs résidents (augmenté d'une constante de 132) l'équivalent des trois quarts

de ses emplois (P.T.C.) : cette loi "explique" 91 % de la variance des effectifs d'émigrants. En moyenne, donc, les communes genevoises sont fortement touchées par ces échanges de main-d'oeuvre, puisque les actifs résidant et travaillant dans la même commune sont, avec les emplois de cette commune, dans un rapport moyen de trois à quatre; ainsi, en principe, un actif sur quatre devrait donc aller travailler hors de sa commune de résidence : en effet, si, en négligeant la constante (positive), $(E.Q.) = (P.A.) - 0,74 (P.T.C.)$, les résidents occupés sur place sont obtenus par

$0,74 (P.T.C.) = (P.A.) - (E.Q.)$ et de ce fait,

$$\frac{(P.A.) - (E.Q.)}{(P.T.C.)} \cong 3/4$$

Si le contingent d'actifs résidents occupés dans la commune équivaut à plus des trois quarts des emplois qui s'y trouvent, il correspond, en moyenne également, à près des deux tiers du total des actifs, car le taux de rétention moyen du canton s'établit, calculé à partir des mouvements intercommunaux, à 0.64, cependant que celui de la Ville seule est de 0.88. Ce taux-ci n'inclut ni les emplois, ni les immigrants; il signifie une plus grande dépendance (1 actif sur 3 doit travailler ailleurs). Toutes ces grandeurs sont indicatives

cela va de soi (1), d'autant qu'il s'agit de résultats provisoires publiés par le Service de Statistique pour 1970.

L'analyse spatiale des résidus de régression montre les communes qui dépassent ou, au contraire, n'atteignent pas réellement le contingent estimé d'émigrants quotidiens. Une commune sera donc "sur-estimée" par la loi linéaire, si elle compte plus d'actifs et/ou moins d'emplois que n'en prévoit l'estimation des émigrants. L'une et l'autre explications valent pour Onex, Genthod ou Vandoeuvres, très résidentielles, et également pour Veyrier, Perly et Confignon qui connaissent des mouvements d'émigration inférieurs en nombre à ce que laisse prévoir leurs effectifs de main-d'oeuvre et d'emplois. Au contraire, une commune "sous-estimée" comme Meyrin, Vernier, Lancy, Pregny-Chambésy ou Chêne-Bourg et, surtout, Carouge compte davantage d'émigrants quotidiens que n'en prévoit la loi probabiliste; cet excédent est dû à un déficit relatif d'actifs, en regard des emplois offerts. En conclusion, les espaces qui "ceinturent" la Ville et qui viennent d'être nommés peuvent être qualifiés de "suroccupés" ou "sur-dotés" en emplois en regard d'une seconde ceinture moins dense en activités, mais plus nettement résidentielle et comptant plus d'actifs, qu'on qualifiera d'économiquement "sous-occupée". Il est certain que la Ville elle-même, avec son poids statistique, influence voire détermine la norme, à laquelle obéissent ses annexes résidentielles de Grand-Saconnex, de Chêne-Bougeries et de Cologny, espaces résidentiels nettement spécialisés. Enfin, les communes de l'arrière-pays, moins polarisées en raison des distances et statistiquement moins "lourdes", présentent un comportement semblable à celui du centre et marquent ainsi la limite circulaire du cratère formé par les échanges centraux de main-d'oeuvre. En raccourci, disons que l'ouest de l'agglomération constitue un espace de travail, tandis que l'est (secteur Arve-Lac et

(1) La condition de normalité n'est pas remplie à l'échelle des communes. Comme le rappelle Claude TRICOT, "le coefficient de corrélation linéaire doit son succès à la loi normale; en-dehors de ce cas, il n'exprime vraiment quelque chose que dans les situations extrêmes où il vaut ± 1 et, ce qu'il exprime alors, c'est la liaison linéaire". Claude TRICOT, *Les mathématiques en géographie, recherche d'une structure descriptive cohérente*, Actes du Colloque Géopoint 1976, Universités de Genève et Lausanne, Groupe Dupont, Avignon 1976, p. 61.

RESIDUS DE REGRESSION

estimation $\hat{y}' = 1,08x_1 - 0,74x_2 + 131,68$
 y : émigrants quotidiens
 x_1 : actifs
 x_2 : emplois

$\frac{y_i - \hat{y}_i}{}$



2,61 - 15,00



-0,14 - 2,60



-0,27 - -0,15



-0,38 - -0,28



-1,8 - -0,39

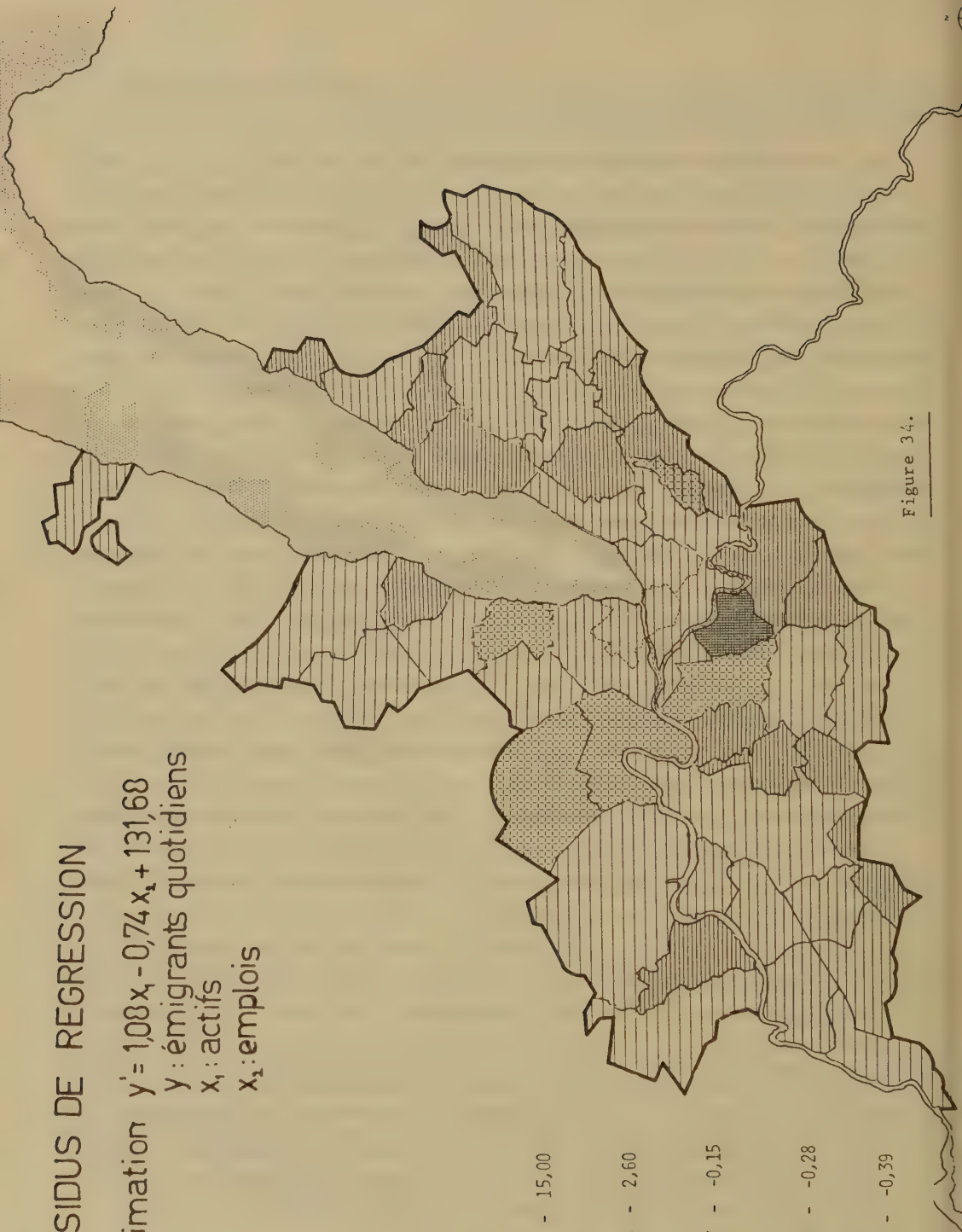


Figure 34.

demi-secteur Lac-aéroport), compte tenu de la présence des organisations internationales, présente des caractères résidentiels plus marqués. Il faudrait, pour améliorer l'explication de ces mouvements d'émigration, intégrer une mesure de distance-temps au centre en même temps qu'une différenciation des branches d'emploi.

En conclusion, il faut souligner l'importance d'une organisation centrale rationnelle et efficace, mais aussi conforme à des nécessités d'usage, pour la vie quotidienne des individus. MUMFORD pouvait écrire de son pays en 1956 : "La meilleure preuve du vice radical de nos centres urbains est leur désertion pour la banlieue" (1). A Genève, cette désertion a été le fait de politiciens préoccupés d'abord de ménager les intérêts des propriétaires urbains en laissant le centre suivre le libre cours d'une spécialisation tertiaire et en construisant au-dehors l'habitat neuf, dont le subventionnement permettrait un contrôle des loyers tout en coûtant moins cher aux contribuables. En puissance, et malgré ses contraintes, un tel choix historique a ses avantages pour un usager : "La longueur des migrations alternantes est durement ressentie comme un isolement, elle fige les rythmes de vie en réduisant les temps libres. Mais la proximité du travail vis-à-vis du domicile connaît aussi des limites (...) voir chaque jour hors des heures imposées le lieu de travail paraît une contrainte pénible, autant pour l'enfant que pour l'adulte" (2). Faisant éclater l'enveloppe urbaine (Cf. carte 60.), ce choix a jeté les bases d'un nouveau module urbain, dont l'enveloppe large permettra peut-être d'aménager le pourtour intermédiaire peu dense séparant la Ville actuelle des cités nouvelles de façon moins tendue vers le centre, notamment en espace de travail; ceci supposerait acquise, bien sûr, la notion d'un Grand-Genève ainsi qu'un nouveau plan de zones, comme on le verra dans la conclusion finale de ce travail.

(1) Lewis MUMFORD, *Le déclin des villes*, op. cit., p. 304.

(2) Michel-Jean BERTRAND, *Pratique de la ville*, op. cit., p. 162.

Le centre historique n'est toutefois plus à la mesure de l'usage qu'on en peut souhaiter, en raison des frictions subies par la population entassée sur le rebord de la commune-centre et par celle qui doit franchir quotidiennement la barrière de nuisances traversée par les pénétrantes, pour avoir accès aux postes de travail intéressants ou aux services les plus rares. "La centralité d'un lieu, écrit BERTRAND, dépend de la diversité des activités et des niveaux d'attraction, d'un sentiment de densité que n'offrent pas la plupart des "centres" de création récente (...). Le centre de ville attire moins par ce qu'il offre réellement que par ce qu'il signifie" (1).

(1) Michel-Jean BERTRAND, *Pratique de la ville*, op. cit., pp. 162 et 166.

CONCLUSION GENERALE

Cette conclusion comportera deux moments, un ultime essai descriptif pour superposer des trames d'analyse et en déduire un certain état de la pratique aménagiste en 1970, mais avant tout un jugement d'ensemble sur les traits distinctifs de cet état et la suggestion de quelques options possibles, allant dans le sens d'une ouverture plus grande du cadre opérationnel genevois.

Je me proposais, au début de cette seconde partie, de tester les hypothèses et d'illustrer les postulats de base de la théorie développée, en référence (implicite) à cette idée de HEIDEGGER : bâtir, c'est concevoir l'*habiter*. Or, habiter, c'est être, et fondamentalement, l'"être" qui découle d'un aménagement réside dans sa fonction sociale propre associant des buts à des moyens (1). Mais l'utilisateur ignore ce qui se cache sous l'espace produit et qui confère à ce dernier sa pertinence (2); seuls, les aménageurs peuvent identifier le sens des lieux et de leurs contextes, anticiper, spéculer sur le rendement social d'une parcelle équipée et orienter la croissance ou la décroissance (3), car ils disposent, pour intervenir sur la production, d'un facteur externe par son essence même, l'espace. En mettant en évidence ces deux modes de connaissance, qui reposent sur deux types distincts de pratiques (4), je soulignais le fait qu'à travers l'imposition des outils comme moyens d'usage, outils servant à produire des objets qui sont des indices d'une conception de la réalité matérielle, c'est la conception elle-même qui est imposée (5). D'où l'importance des groupes d'aménageurs fondés sur des rapports de forces économiques, mais aussi politiques (6); cette réalité, l'organisation, tend à devenir universelle et vide de leur sens les analyses d'effets d'espace escamotant la pertinence explica-

(1) Cf. *supra*, p. 34.

(2) p. 86.

(3) pp. 88-91.

(4) p. 30.

(5) pp. 86-7.

(6) p. 111 et ss.

tive des finalités et des stratégies collectives. Un bilan récent de la pratique aménagiste en France souligne ce dépassement de l'idéologie utilitaire par la réalité des groupes : "Ainsi, par exemple, au début des années 1960, les études sur les centres urbains mettent-elles souvent en valeur, innocemment, la médiocrité du confort dans certains îlots, la vétusté des immeubles, certaines tendances ségrégatives, la dégradation des conditions d'habitation, etc... Moins de dix ans plus tard, la plupart de ces îlots seront soumis à des "rénovations urbaines" qui organiseront le transfert des classes défavorisées dans des grands ensembles périphériques afin de laisser la place libre à des spéculations immobilières, aux surfaces de bureaux et aux résidences de cadres ou de classes privilégiées (...). Initialement, la plupart des études étaient implicitement favorables aux habitats des lieux. Mais elles ont servi à d'autres fins. A ce jeu, le concours du maximum de "cerveaux", stimulés par le maximum de disciplines (la fameuse "pluridisciplinarité") et le maximum d'idéologies (la non moins fameuse liberté de l'intellectuel) est bien entendu souhaité par les maîtres des décisions" (1).

Cependant, l'idée soutenue dans cette conclusion, comme dans toute cette étude d'ailleurs, n'est pas celle d'une quelconque dénaturation d'idéaux égalitaires par un accaparement progressif d'espace, ce qui impliquerait comme "remède" une simple redéfinition des objectifs et des compétences dans l'aménagement. J'entends souligner, au contraire, une antinomie profonde entre un point de vue productiviste et un point de vue utilitaire, et cela, indépendamment des acteurs. Il ne s'agit pas, me semble-t-il, d'instaurer une critique politique en dénonçant des pratiques socialement dominantes, mais d'expliquer des mécanismes avec leurs conséquences, par lesquelles l'aménageur sera toujours en rupture avec l'aménagé, de même que les espaces-temps insérés dans leurs deux types de comportement.

(1) Armand FREMONT, *L'aménagement régional en France, la pratique et les idées* (recueil d'articles : *L'aménagement, pour qui ? pour quoi ?*), in *L'espace géographique*, t. VII - No 2 - 1978, Doin éditeur, p. 79.

1. L'aménagement postindustriel

La méthode adoptée dans l'observation d'une portion d'espace est inséparable des objectifs de recherche, ces derniers découlant eux-mêmes des prémisses d'une théorie. Or, les prémisses de mon analyse suggèrent que tout espace aménagé fait l'objet de trois modes de mise en valeur; ses valorisations primaires, secondaires et tertiaires s'expriment respectivement dans une exploitation, une affectation et une organisation, le même objet matériel étant ainsi considéré sous trois aspects, soit comme fournisseur de ressources, soit comme support de localisation dans un réseau de transport, soit comme élément d'un ensemble de points-supports interreliés dans un système hiérarchisé d'échanges. D'autre part, chaque identité reconnue donne lieu à une action transformatrice ou à une intervention de contrôle dans des processus naturels de transformation. Mais ces trois classes de pratiques, ou secteurs, ne peuvent pas se définir seulement par une relation de l'homme à l'espace, c'est-à-dire à l'objet envisagé sous ces trois angles spécifiques; le sujet lui-même se transforme en vertu d'une conception dominante (ou imposée) de l'objet (1), devenant, de sujet individuel, un sujet collectif à mesure que se contruit le cadre opérationnel modifiant toutes les pratiques. Sur le plan social du sujet de sa connaissance, l'écoumène est donc soumis à une prise de possession conforme aux normes reconnues valides à l'intérieur d'un certain territoire. C'est ainsi que s'élaborent simultanément un système économique et un système social, dont les rapports d'implication réciproque définissent des échelles d'interaction spatiale et d'interaction sociale.

Le fonctionnement d'un écosystème résulte ainsi des rapports de trois conceptions à dosage variable, qui participent plus ou moins à la gestion de l'espace. C'est dire que, d'un côté, tout lieu peut revêtir trois identités distinctes : porteur de ressources, porteur

(1) Cf. *supra*, pp. 110-114.

d'installations reliées à d'autres ressources ou support d'échange d'autres ressources; mais l'instance qui l'aménage peut elle-même poursuivre un but individuel, un but de groupe ou un but collectif, arrêté par une décision politique; elle doit donc posséder en propre la parcelle qui lui permet d'actualiser son projet (propriété individuelle, propriété collective privée ou propriété publique). Le produit de deux à deux des classes formant ces deux systèmes d'opposition, avec leur valeur corrélative économique et sociale, forme la structure à travers laquelle est opérée une détermination par stades des objectifs d'aménagement et des instruments correspondants. Un système commutatif relie ainsi les buts et les moyens d'aménagement, et l'ouverture des choix réels par rapport à cette structure détermine la différenciation de l'espace. Aussi, le type historique défini par la "période de transition" fourastienne (démarrage et expansion du machinisme, hausse du niveau de vie, transfert de la consommation et de la population active vers les services) trouve-t-il son répondant en termes d'espace. Quelle que soit la trajectoire historique des processus d'aménagement observés dans la réalité, leur résultat peut se résumer dans ces quelques critères; il présente des fonctions autonomes caractéristiques d'une conception propre à un certain stade et des fonctions hétéronomes ou induites, recouvrant respectivement des pratiques autonomes et des pratiques induites, distinction à envisager de façon toute relative et qui constitue une question de degré d'autonomie.

Qu'est-ce qui définit l'autonomie d'une fonction productive de biens ou de services dans le contexte aménagiste et qui permet de juger, sur la base objective de cette superstructure, de l'état d'une pratique ? Au sens économique, une fonction autonome est une fonction qui obéit à ses propres lois : une fonction primaire dépend de lois physiques régissant l'ordre minéral, animal ou végétal, jugées pertinentes par rapport à des objectifs de production; une fonction secondaire obéit au principe du moindre coût d'accessibilité des facteurs, et une fonction tertiaire, au principe de marché (équilibre de l'offre et de la demande). Mais l'autonomie possède, en outre, un sens social, car elle est subordonnée au mode de détention des parcelles

aménagées : les relations créées entre aménageurs par l'entremise des échanges d'espace instaurent une certaine structure d'appropriation, laquelle conditionne les choix d'aménagement en infléchissant leur portée; dans cet autre contexte, l'autonomie consiste à pouvoir réaliser l'exploitation, l'affectation, l'organisation selon leurs lois propres en disposant des terrains nécessaires dans leur aire propre suivant chaque mode de composition, c'est-à-dire suivant les effets spécifiques d'une juxtaposition dans chaque secteur. De ces deux points de vue, le rythme primaire nécessite une pratique autonome de mise en culture (ou d'extraction) assurant la sauvegarde d'éléments complexes constitutifs du capital-sol (ou sous-sol), capable en même temps d'adapter la production aux aléas du marché des produits primaires, ce qui signifie, compte tenu du principe fourastien de rente primaire décroissante au gré du progrès technique, qu'il s'accommode aisément d'une emprise individuelle. L'autonomie du secondaire est différente, car la localisation d'industries dépend d'une combinaison de facteurs (en fonction d'opportunités liées aux transports, à la main-d'oeuvre et au capital) c'est-à-dire d'une régulation par la concurrence des coûts et des profits de production; structurellement, l'emprise associée aux pratiques de production industrielle nécessite des investissements considérables d'équipement, que des sociétés privées sont à même d'assumer efficacement, aussi fort que soit l'encadrement collectif nécessaire (en régime libéral comme en régime planifié-centralisé) au maintien des productions indigènes. Quant au tertiaire, dont l'importance économique a été démontrée par FOURASTIE, son autonomie suppose une ouverture sur les marchés extérieurs; car tout système régional - qu'il s'agisse d'un territoire politiquement délimité ou d'une aire inscrite dans les limites fonctionnelles d'un centre - subit une mouvance d'origine externe et la ressent différemment dans ses divers secteurs par le mécanisme des échanges. La définition qualitative et quantitative d'un faisceau de valeurs, à savoir des utilités de l'espace et des relations d'échange d'espace entre les aménageurs, dépend en définitive du contrôle des courants d'échange avec l'extérieur. Mais tandis qu'une croissance en volume produit et consommé implique une adaptation de capacité plus ou moins

conjoncturelle, en revanche une mutation qualitative des fonctions et des modes d'emprise suppose un temps long, nécessaire au réaménagement de l'espace. Les fonctions tertiaires autonomes assurent donc les échanges et dictent les orientations internes : activités d'exportation (source d'autonomie financière) et d'importation subvenant aux besoins non couverts de production et de consommation; les échanges libèrent un potentiel de forces de production des servitudes de la demande intérieure et stimulent les complémentarités interrégionales, en faisant jouer l'avantage comparatif et en favorisant les économies d'échelle (1). L'autonomie fonctionnelle du tertiaire est cependant liée à une autonomie structurelle, dans la mesure où la décision économique a lieu dans une pratique généralisée du face-à-face et où l'aménagement, du point de vue des échanges, nécessite une appropriation publique des instruments de cette centralité (2).

C'est dans les rapports de composition des trois secteurs que se joue l'autonomie d'un ensemble régional et qu'un stade supérieur peut assurer le bon fonctionnement d'aménagements d'ordre inférieur, c'est-à-dire organiser simultanément l'affectation et l'exploitation, les rendre autonomes en compensant les effets d'une croissance tertiaire sur les disponibilités d'espace industriel et d'espace agricole, garantir, enfin, la suprafonctionnalité de la résidence, dans une acception qui sera précisée plus loin.

En effet, l'exploitant, l'industriel ou le commerçant transforment l'espace en considérant des parcelles sous l'angle d'un certain objectif de production; mais les trois caractères exclusifs (énoncés ci-dessus) auxquels ils se réfèrent sont interdépendants dans leurs rapports d'efficience, en contribuant à une composition d'ensemble de l'espace. Si l'extraction de ressources facilite l'af-

(1) Cf. Paul CLAVAL, *Eléments de géographie économique*, op. cit., pp. 209 et 213-216.

(2) "C'est en définitive de la collectivité publique que dépendent les principaux facteurs qui fixent la valeur des terrains à bâtir, puisque la distance du centre est fonction du réseau viaire et des moyens de transport, que les facilités de construction dépendent de l'équipement général, et que l'importance de l'agglomération est la simple représentation de la prospérité générale", Georges MEYER-HEINE, op. cit., p. 142.

fectation de parcelles à des activités de transformation, et si toutes deux suscitent ensemble une organisation centrale, cette dernière favorise en retour l'affectation industrielle ou résidentielle et avec elle oriente l'exploitation primaire. Ainsi seulement s'expliquent les anneaux d'utilisation du sol de von THÜNEN, la localisation industrielle selon LÖSCH ou selon WEBER, la hiérarchisation des centres urbains selon le même LÖSCH ou selon CHRISTALLER : les hiérarchies ascendantes s'expliquent dans ce contexte par la distribution de biens et services à partir de la production primaire, tandis que les hiérarchies descendantes, structurant l'espace grâce à leurs réseaux d'échelle croissante, relèvent d'un principe d'organisation. C'est donc l'efficience du tertiaire qui conditionne un certain achèvement, quant aux structures d'appropriation et quant au fonctionnement, de ce que FOURASTIE appelle une période transitoire; le "goulot d'étranglement tertiaire" (1) se manifeste à travers une demande de services exacerbée par des frictions d'espace et une offre peu abondante, parce que coûteuse et mal organisée. Dès lors que le contrôle du facteur essentiel - l'espace - échappe à une collectivité, chargée par ailleurs d'assurer son bon fonctionnement, les aménageurs privés exploitent abusivement la rente de situation que leur procure sa rareté, et les coûts de fréquentation des centres sont ainsi reportés sur les usagers, au lieu de leur apporter une économie d'espace-temps. Le stade postindustriel est donc celui d'une prise de conscience de valeurs tertiaires, à partir d'une prolifération incontrôlée de fonctions : elle consiste à organiser ces dernières (2).

2. L'espace genevois aménagé en 1970

Au tournant des années 1970, l'autonomie de l'espace genevois continue d'être assurée, si l'on en juge d'après l'état des échanges

(1) Cf. Jean FOURASTIE, *op. cit.*, p. 290.

(2) TORNQUIST fonde la notion de société postindustrielle sur l'émergence d'activités "contact intensive", appuyée sur un développement des moyens de communication. "Development in the post-industrial society has lead to a far-reaching division of labour, and specialization. As a result of this, the interdependence of various work functions has increased considerably". Gunnar E. TORNQUIST, *Contact Requirements and Travel Facilities, Systems of Cities and Information Flows, two Essays, Lund Studies in Geography 1973*, p. 87.

avec l'extérieur (1), par les exportations de machines, de produits horlogers, chimiques, pharmaceutiques ou autres, par celle de biens alimentaires et d'équipement (notamment vers les zones franches (2)); des échanges non chiffrables relient en outre le canton à celui de Vaud et au reste de la Suisse, en étroite dépendance avec l'activité des succursales genevoises. Cependant, les services bancaires et d'assurances, ainsi que la fonction internationale politique ou commerciale représentent désormais l'essentiel du rôle de Genève vis-à-vis de l'extérieur : "L'économie genevoise est caractérisée par l'importance des prestations de services proprement dits dans les relations avec l'étranger" (3) constataient déjà en 1959 Jacques L'HUILLIER et Louis DEVAUD en étudiant les effets de l'aéroport; leur remarque s'étendait d'ailleurs aux spécificités de l'industrie genevoise, laquelle utilise de plus en plus ce moyen de transport à longue distance (4). Les fonctions tertiaires supérieures de Genève, leurs effets induits sur l'industrie, l'hôtellerie, le commerce et les services touristiques assurent des revenus qui placent au premier plan les valeurs d'organisation urbaine et imposent des priorités d'aménagement du centre, élargi aux espaces des organisations internationales. Ces priorités de fait constituent des décisions motrices pour la vie économique du canton, à condition toutefois qu'une action volontaire donne forme à un cadre institutionnel de prévision de la croissance; il faudrait, d'autre part, réserver les zones d'affectation ancienne à de grands projets coordonnés, tantôt pour organiser un tertiaire local tourné vers la périphérie urbaine, tantôt pour offrir des terrains équipés aux futures industries. Car l'irréversible a été accompli en laissant se spécialiser le centre, et la Ville,

(1) Cf. *Chambre de Commerce et d'Industrie de Genève, tableaux et résultats d'une enquête, rapport annuel 1971*, pp. 37-40.

(2) *La balance des échanges est fortement favorable à Genève, avec les zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex*, Cf. *Annuaire Statistique 1974*, p. 206.

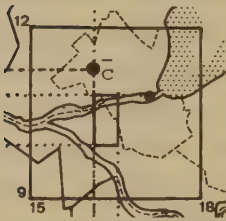
(3) Jacques-A. L'HUILLIER et Louis DEVAUD, *La fonction économique de l'Aéroport de Genève*, in *L'Aéroport de Genève et son développement, problèmes économiques et sociaux*, Faculté SES de l'Université de Genève, Georg Genève 1959, p. 25.

(4) *Dans ce cas comme bien d'autres, l'organe a précédé la fonction et "l'industrie des transports crée sa propre demande"*, Ibidem, op. cit., p. 13.

bien que conservant ses fonctions commerciales, a perdu son pouvoir attractif en ce qui concerne l'habitation : l'espace résidentiel, mis à part la zone d'aéroport, s'étendra désormais d'une frontière nationale à l'autre. Dans ce processus d'extension, il importe avant tout que soit maintenu un centre de gravité des fonctions locales et de la résidence, tel qu'un simple repérage le fait apparaître en 1970.

Carte 114. : Méthode des barycentres, repérage des coordonnées de communes.

L'étude d'une population géographique a ceci de particulier qu'elle ne peut évacuer la continuité spatiale, car "on s'intéresse d'abord, souligne Claude TRICOT, non pas à la population en elle-même, mais au couple population-espace" : c'est un problème neuf (1). Une méthode conforme à l'esprit de cette remarque est celle des barycentres, qui consiste à observer non seulement les tendances centrales, mais la dispersion, voire la symétrie et l'aplatissement de distributions dont les caractères mesurés sont les fréquences et les coordonnées, la variable. Pratiquement, cela revient à considérer un système de mesure ayant



une origine arbitraire dont les coordonnées cartésiennes sont pondérées par les valeurs des variables. La fenêtre centrale de la carte contient l'ensemble des valeurs-types recherchées dans l'analyse : voir ci-contre, le point moyen des centres de communes $\bar{c}$ et un rectangle médian limité par les coordonnées de Bellevue et Carouge en abscisse, de Dardagny et Genève en ordonnée. Les centres de communes ont été repérés visuellement.

Figure 35. : Fenêtre de repérage.

Selon cette méthode, on constate que la Place du Cirque coïncide abstraitement avec le centre de gravité démographique, fait lié, bien sûr, au système d'axes. Il se tient un peu à gauche du point "Ville de Genève", en dépit de la forme incurvée du territoire cantonal par rapport à son plus grand axe; le rectangle de dispersion (voir Figure 36-a) des densités par communes en 1970 (2) donne la dimension

- (1) Claude TRICOT, *Les mathématiques en géographie : recherche d'une structure descriptive cohérente*, op. cit., pp. 50-51.
- (2) *Distribution dissymétrique dans l'axe nord-sud* : γ_1 de Fisher (soit μ^3/σ^3) vaut -1.25 en abscisse, mais 17.4 en ordonnée; l'allure est, quant à elle, suraiguë : γ_2 (soit μ^4/σ^4) vaut 79 selon les méridiens et 41 selon les parallèles. La masse résidentielle, qui découpe une zone comprise dans le rectangle de dispersion, se déséquilibre au sud-ouest par le poids de Carouge, Lancy et Onex.

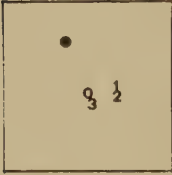


Figure 36. Densités résiduelles.

Figure a: Densités résiduelles.

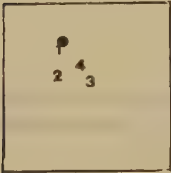
du déversement résidentiel qui a ouvert l'enveloppe d'un Grand-Genève, à considérer dès maintenant comme le module d'un aménagement local.

L'évolution d'un siècle s'est opérée vers l'ouest : en 1870 comme en 1920, en effet, la densité résidentielle coïncide purement



36-b. Résidents.

- 0 : superficies
- 1 : densité 1870
- 2 : densité 1920
- 3 : densité 1970



36-c. Démographie.

- 1 : masculinité
- 2 : naissances
- 3 : décès
- 4 : immigrés

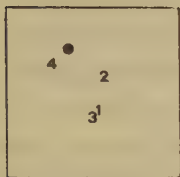


36-d. Activité.

- 1 : densité d'actifs
- 2 : densité d'emplois
- 3 : taux de rétention

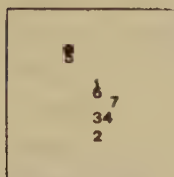
et simplement avec le point central de la Ville (36-b), tandis qu'en 1970 il rejoint le barycentre des superficies de communes, après la construction des grands ensembles de Meyrin, Vernier, Onex et Lancy. Le poids des cités nouvelles apparaît alors dans les naissances (36-c), tandis que l'apport migratoire de 1970 se porte moins à l'ouest et plus au nord. Comme tel, l'équilibre spatial des actifs, des logements et des emplois paraît assuré si l'on en juge à une valeur moyenne (36-d et e) et la rétention (taux qui ne subit pas d'effet de taille, tout comme le rapport de masculinité par exemple) montre un léger écart au point de référence en direction de Vernier ou Meyrin, espaces de travail; le taux d'occupation toutefois (lui aussi sans effet de taille) regarde plutôt vers Onex.

Poursuivant l'investigation, on voit que l'espace de travail présente une configuration identique des principales branches selon les lieux de domicile des actifs et leurs lieux d'emploi (36-f et g); seules, les localisations d'actifs et d'emplois dans les services publics (P.T.T., administration) montrent un écart, soulignant d'autant mieux



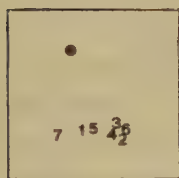
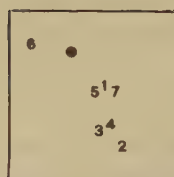
36-e. Logement.

- 1 : densité 1970
- 2 : densité des ménages
- 3 : densité des logements
- 4 : taux d'occupation



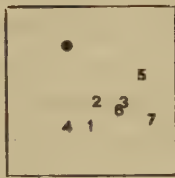
36-f., 36-g. Actifs, emplois, par branches.

- 1 : agriculture
- 2 : industrie
- 3 : bâtiment
- 4 : commerce, banques, assurances
- 5 : P.T.T.
- 6 : administration
- 7 : autres services



36-h. Actifs dans l'industrie.

- 1 : métallurgie, mécanique
- 2 : industries alimentaires
- 3 : habillement
- 4 : travaux du bois
- 5 : papier, arts graphiques
- 6 : ind. du cuir et du caoutchouc
- 7 : industrie chimique



36-i. Statuts professionnels.

- 1 : ouvriers
- 2 : employés
- 3 : indépendants
- 4 : travailleurs à domicile
- 5 : auxiliaires familiaux
- 6 : rentiers
- 7 : apprentis

une certaine cohérence dans la situation relative des actifs et des emplois des branches privées, y compris, cela va de soi, l'agriculture. En outre, sous l'un et l'autre angle, l'industrie s'établit plus au sud que le bâtiment ou le tertiaire (36-h et i); les ouvriers tendent à s'éloigner de la Ville comme les grandes industries (mécanique et métallurgie, chimie), tandis qu'à maints égards, l'industrie alimentaire, de l'habillement, du bois, du cuir ou du caoutchouc est plus "urbaine" et maintient mieux en Ville ses actifs. Les employés se répartissent comme l'ensemble des résidents; les indépendants, les rentiers sont plus à l'est et les auxiliaires familiaux, indices

intéressants d'une répartition socio-économique, s'équilibrent plus au nord-est encore (1). Enfin, certaines données de budget tirées



36-j. Données fiscales.

- 1 : Revenu personnes physiques
- 2 : Fortune personnes physiques
- 3 : Bénéfices personnes morales
- 4 : Capital personnes morales
- 5 : Centimes addit. communaux
- 6 : Valeur du centime
- 7 : Taxe Professionnelle
- 8 : Recettes communales
- 9 : Dépenses communales

de l'Annuaire (comme les précédentes) montrent un autre clivage : la fortune des personnes physiques accuse un poids supérieur en direction des rives du lac et la valeur du centime additionnel souligne la situation plus favorable des communes du nord, même si, par leur nombre, ces impôts communaux reproduisent exactement les coordonnées communales. Quant aux autres données fiscales

(Cf. ci-contre), elles occupent la position idéale, au barycentre de résidence et d'emploi. Ainsi, on peut conclure que les seules perturbations de la centralité sont des clivages socio-résidentiels.

Centralité ne signifie pas concentration, mais organisation centralisée; la diversité sectorielle installée à travers une spécialisation tertiaire du centre urbain vers le nord, une spécialisation secondaire moins marquée du sud et de l'ouest de l'agglomération s'accompagne nécessairement d'une diversité semblable du point de vue des actifs, par une organisation spontanée, ainsi que l'ont révélé leurs barycentres. Cette double spécialisation est susceptible de s'étendre, aussi faudrait-il qu'intervienne un nouveau plan de zones qui en tienne compte et qui fixe les modalités de diffusion à la fois de la résidence et de l'espace de travail. Car une "détente" orientée des fonctions secondaires et tertiaires améliorerait le rendement social des infrastructures, en utilisant des zones réservées, les mieux desservies et celles convenant moins bien à la résidence (voir les nuisances attachées au sillage de l'aéroport, aux axes ferroviaires et routiers); en revanche, l'extension résidentielle devrait être orientée vers le maintien d'une centralité locale, pour permettre précisément que s'édifie et se diffuse un système de fonctions tertiaires

(1) L'entreprise utilisant des auxiliaires familiaux est très "urbaine"; elle comprend des commerces (26% des auxiliaires familiaux), des hôtels-restaurants (19%), de la petite industrie (25%) et l'agriculture (14%).

articulé sur les services de rang supérieur : services et commerces régionaux, lieux de discussion et de rencontre, services administratifs, universitaires et culturels. Actuellement, une telle organisation du développement n'est pas réalisable, parce que l'Etat est impuissant à orienter les processus, non seulement du fonctionnement, mais aussi de l'emprise immobilière; acteur dérisoire dans les décisions d'aménagement d'entreprises, il ne détient lui-même que des fragments d'espace et paie fort cher toutes les extensions de son patrimoine cantonal ou communal. Privé du contrôle du sol hors des limites de l'équipement viaire et livré aux manipulations foncières privées par une volonté politique, il laisse évoluer la forme économique et gère la forme urbaine, c'est-à-dire la densité et les gabarits de l'enveloppe qui gouverne la formation de la plus-value, sans distinction des types d'utilité ou du mode de production de cette dernière. Implicitement, par le fait même, il est irresponsable sur le plan de l'organisation fonctionnelle proprement dite. (1)

Cette limitation volontaire des moyens publics d'intervention se manifeste dans la distribution de l'emprise, qui constitue l'un des aspects révélateurs de la superstructure. La forme individuelle domine hors de l'agglomération, tandis que l'emprise anonyme a valeur de règle dans toutes les zones de construction continue urbaine, dans les implantations secondaires ou tertiaires et dans les ensembles périphériques d'habitat collectif. L'espace dense, comme l'espace primaire, est géré tout entier sous forme privée. A travers les terrains affectés à certaines fonctions dites d'utilité publique, le mode tertiaire d'appropriation n'apparaît que sous une forme embryonnaire et la collectivité est, quant à la gestion de son propre bien comme outil d'action collective, gravement dépossédée. Au réseau de circulation, aux équipements, aux bâtiments qui abritent les administrations, il convient néanmoins d'ajouter les zones industrielles établies sous le régime du droit de superficie; en somme, l'Etat détient tous les espaces dépourvus d'intérêt économique direct, parce qu'impliquant des aménagements non rentables. Mais la propriété du sol-support des activités et du logement lui fait défaut selon cette logique même

(1) "Il n'est donc pas exagéré de conclure qu'il n'y a pas eu, de 1945 à 1970, gestion de la croissance, dans le sens d'une prévision de l'évolution, mais simple administration de celle-ci."
Histoire de Genève, op. cit., pp. 361-2.

- la partie du sol susceptible de livrer une rente de situation et de rareté - et le secteur tertiaire relève entièrement de l'initiative privée quant à sa localisation. Or, les coûts de la concentration tertiaire atteignent un seuil qui justifie un véritable aménagement public, impliquant une distinction juridique et économique entre revenus de l'activité privée et profits d'origine externe à l'entreprise : si l'Etat se rendait propriétaire du sol, il récupérerait sous forme de loyer un profit évaluable au taux de la rente de situation, étant lui-même la source financière des facteurs déterminants de cette rente. C'est pourquoi la pratique actuelle reflète implicitement la négation d'une réalité par elle-même évidente, à savoir, l'importance économique décisive d'un contrôle collectif du sol comme principe d'organisation des infrastructures.

L'autre enseignement tiré de la superstructure nécessitera un nouveau tour d'horizon cartographique, pour nuancer les constatations opérées à l'aide des valeurs centrales ou barycentres, en comparant les répartitions fonctionnelles selon un découpage simplifié, qui apparaît sur la carte 114. Au fil des trois chapitres consacrés qui apparaît à l'étude du cas genevois, l'analyse a consisté principalement à identifier des zones homogènes de par le mode de détention et la fonction; la synthèse présentera à une échelle constante (l'agglomération par communes et six grandes zones extérieures) les caractères de contenu et de contenant résidentiel, puis ceux d'activité par secteurs pour illustrer quelques remarques de portée générale; cette vue d'ensemble permettra d'esquisser une articulation par thèmes en comparant des couples de densité-concentration (1).

La schématisation propre à cette méthode, et qui est due à la simplification des classes autant qu'à l'adoption de la commune comme unité d'observation, se justifie pour une étude cantonale d'ensemble, privilégiant le niveau supérieur de lecture. Le premier point de comparaison sera établi entre contenu et contenant résidentiel : la localisation ancienne des immeubles, leur expansion récente, leur occu-

(1) La technique d'analyse combinant densité et concentration est présentée dans le dossier, cf. cartes 115-119.

currence ici, des îlots) a été observé d'une carte à une autre, l'indice de concentration mesurant le phénomène suivant :

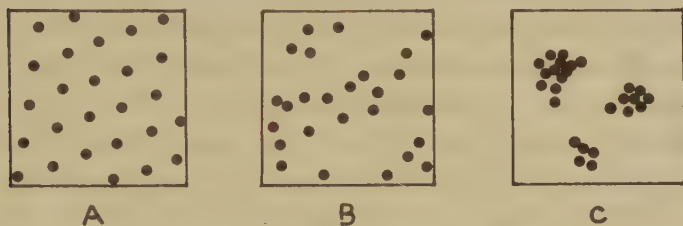


Figure 37. : Répartitions typiques, à densité égale.(1)

	A	B	C
Répartition	régulière	aléatoire	groupée
Concentration	nulle	moyenne	forte
Indice	0	0.1-0.5	0.6-1.0

La combinaison en 16 classes obtenue par le produit logique des quartiles est simplifiée comme suit :

Densité 1, Concentration 4, ou 2 4	Phénomènes très rares, très concentrés
1 2, ou 1 3, ou 2 3	Phénomènes rares, concentrés
1 1, ou 2 2	Phénomènes rares et diffus
2 1, ou 3 1, ou 3 2	Phénomènes denses, diffus
4 1, ou 4 2	Phénomènes très denses, très diffus
3 3, ou 4 3	Phénomènes denses ou très denses, concentrés
3 4	Phénomènes denses, très concentrés
4 4	Phénomènes très denses et très concentrés.

La schématisation propre à cette méthode, et qui est due à la simplification des classes autant qu'à l'adoption de la commune comme unité d'observation, se justifie pour une étude cantonale d'ensemble, privilégiant le niveau supérieur de lecture. Le premier point de comparaison sera établi entre contenu et contenant résidentiel : la localisation ancienne des immeubles, leur expansion récente, leur occu-

(1) Figures d'après GREIG-SMITH, in HAGGETT, op. cit., p. 104.

pation dans la période d'après-guerre marquée par une forte immigration forment un complexe qui a façonné la résidence, que je considère comme un attribut suprafonctionnel. L'habitation, en effet, relève tout à la fois de trois pratiques influencées par les trois modes de conception aménagistes; la résidence primaire privilégie l'espace faiblement bâti, l'aménité des sites et la propriété individuelle; l'habitat secondaire (en rebaptisant le phénomène couramment appelé "résidence secondaire" par le qualificatif d'"accessoire", opposé à "principale") est le fruit du calcul des industriels-promoteurs, préoccupés avant tout de rentabiliser leurs investissements, et il se situe en pleine agglomération; enfin, la résidence tertiaire s'établit dans le tissu multifonctionnel urbain, pour autant que le permettent les prix des terrains et l'efficacité aménagiste des pouvoirs publics. Or, on a déjà pu constater combien Genève laisse se dégrader l'habitat inséré dans la couronne dense de la Ville, exposé à la diffusion du tertiaire supérieur; au lieu de favoriser le maintien d'une masse de population dans un habitat rapproché du centre, le politique a choisi jusqu'ici de faire construire à l'extérieur un habitat de type secondaire. Il faut certes avouer que les moyens dont dispose l'exécutif ont été utilisés pour obtenir des promoteurs des conditions décentes de logement dans les nouveaux ensembles et y maintenir un certain contrôle. Il demeure néanmoins qu'en présence des difficultés que connaît la Ville pour lutter contre son propre renchérissement et un exode consécutif vers la périphérie, aucun plan d'aménagement n'est envisagé qui définisse de nouvelles compétences politiques à l'échelle de l'agglomération et du canton. Faute de considérer l'espace comme l'instrument d'une organisation collective, c'est-à-dire comme un système autonome de relations de composition, les milieux décisionnels genevois conservent ainsi le cadre d'une économie de marché à la gestion d'un bien fonctionnellement indivisible, passant par pertes et profits sociaux la dissipation des plus-values qui résulte de l'initiative privée en tant qu'acteur principal de production d'un ordre composite. Ainsi, se trouve implicitement niée et récusée la pertinence de l'usage de l'espace, puisque seule compte,

dans la fonction d'aménagement régional, une finalité productiviste : Biens-Services comme fonction de P (primaire), S (secondaire) et T (tertiaire). Or, pour un usager, c'est une fonction de résidence qui obéit aux mêmes paramètres, mais seule une instance publique est à même d'ajuster les variables indépendantes qui les déterminent et d'imposer aux aménageurs une finalité supérieure d'usage.

La fonction résidentielle (1) subit donc les effets d'une composition par secteurs, qui détermine des clivages à la fois socio-résidentiels et liés au système de circulation : dans la synthèse des fonctions du point de vue du centre, il faut distinguer des secteurs radiaux irrigués par une route principale (secteurs ou plutôt zones routières) et des secteurs radiaux appelés zones locales, en reprenant une typologie descriptive connue en géographie (2).

Les secteurs routiers principaux sont les deux rives du lac; le nord subit l'influence négative de l'aéroport, tandis que la rive gauche du lac, de type "dense-diffus" a connu un fort développement pavillonnaire. D'autre part, dans l'agglomération, la Ville et l'est chênôis (3) s'opposent à l'extension ouest, zone qui connaît toutes les formes d'hétérogénéité structurelle accompagnant de fortes densités : à un extrême, Carouge, peuplé en continu sur un mode urbain dense; à l'autre, Meyrin, commune qui ne présente qu'un petit périmètre de très forte densité. Vernier s'est développé selon un module concentré, Onex et Lancy sont très denses, mais plus homogènes.

Ce rappel des commentaires précédents permet d'illustrer différentes conceptions de la résidence : surtout primaire dans les secteurs routiers ou sous-dominants de la partie est du canton, surtout secondaire dans les zones agglomérées de l'ouest et certains secteurs locaux (d'Avully, Satigny, etc...). Du point de vue socio-résidentiel,

(1) Cf. carte 115. : *Densité-concentration des résidents en 1970.*

(2) Cf. D.-J. BOGUE, *The Structure of the Metropolitan Community, A Study of Dominance and Subdominance*, Ann Arbor 1949, in P. HAGGETT, *op. cit.*, pp. 107-109.

(3) *Le secteur est-sud est chênôis, allant vers Annemasse, constitue un secteur "sous-dominant", de densité élevée.*

l'habitat primaire non-agricole de la moitié est du canton abrite en majorité des fonctionnaires ou des cadres suisses ou étrangers, tandis que la main-d'oeuvre (notamment étrangère) occupe l'habitat secondaire de l'ouest; le microcosme urbain reproduit en petit le même clivage.

Enfin, le bâti lui-même (1) indique qu'avant la guerre, les secteurs routiers sur l'axe de Lausanne et d'Annemasse avaient connu une ère de développement résidentiel primaire; après 1960, en revanche, une concentration croissante (de 0.33 à 0.45) s'opère autant dans les communes du centre que dans les secteurs locaux. L'âge des immeubles permet donc de distinguer deux strates d'habitat, la couche ancienne ayant été recouverte de façon différenciée selon une logique de production secondaire du logement.

Les immeubles construits avant 1947 paraissent diffus; on peut toutefois relever certains contrastes : des secteurs locaux construits sporadiquement, une partie nord (rive droite) anciennement dense avant le "gel" de la construction que lui a valu l'aéroport; une partie chénoise de morphologie ancienne côté Bougeries et une commune de Lancy où les noyaux anciens non démolis (deux principalement) apparaissent aujourd'hui très concentrés.

Les immeubles d'après 1960 sont plus concentrés pour des raisons relatives aux processus centraux et aux processus extérieurs au centre. La façade nord-ouest de Chancy à Versoix au contact gessien a connu des apports tout-à-fait ponctuels de nouveaux immeubles - la Cité de Meyrin et Versoix-nord faisant bien sûr exception. Quant à la zone de contact tournée vers la Haute-Savoie, de Saint-Julien à Douvaine, seul l'espace de Thônex a puissamment rajeuni sa morphologie; toutefois la rive dense du lac sur rive gauche comporte essentiellement un habitat récent. Au centre, le changement est général, radical à Onex, plus atténué à Carouge, mais très concentré et hétérogène de Vernier à Chêne-Bougeries en passant par la Ville. La concentration possède ainsi un caractère récent d'après-guerre.

L'articulation résidentielle est étroitement liée à l'espace de travail, qui lui confère un caractère sectoriel prédominant; en effet, l'exploitation primaire induit une dispersion de l'habitat, l'affectation secondaire, sa concentration dans des zones sous-dominantes et l'organisation tertiaire devrait promouvoir un habitat urbain à proximité des centres de services. En effet, la dépense d'espace-temps imposée aux habitants des ensembles périphériques de par

(1) Cf. carte 116. : *Densité-concentration des immeubles.*

leur situation géographique est une conséquence des pratiques secondaires de construction industrialisée, de même que l'économie d'espace-temps dont peut bénéficier l'habitat tertiaire dépend de l'organisation des services, offerts soit aux entreprises sous forme d'économie externes (et, par l'avantage relatif d'une décentralisation, d'économies internes d'échelle), soit aux consommateurs. Le choix d'une résidence se réfère donc principalement à l'utilité perçue selon trois critères exclusifs - l'aménité, la situation relative logement-travail, l'équipement tertiaire - qui traduisent trois façons d'établir un budget d'espace-temps. Une organisation volontaire amènerait un cumul de ces avantages et une égalisation de ces différences.

L'espace de travail (1) présente, au niveau des unités géographiques et des entreprises, une image opposant une concentration dans la commune-centre et une diffusion dans l'agglomération, jusqu'aux limites cantonales sud et sur la rive gauche du lac. Mesuré en main-d'oeuvre, ce même espace apparaît fort différent par la concentration (indice global 0.73), qui déborde, ainsi que les hautes densités, dans la moitié ouest, l'est étant beaucoup moins dense mais également peu homogène.

Noter la singularité carougeoise, commune fidèle à elle-même au fil des dix cartes étudiées, constamment très dense et homogène, espace résidentiel à maints égards privilégié. Au contraire Onex, également très résidentielle, se singularise par une densité d'emplois sans excès et une monotonie de fonction corrélative.

L'industrie au sens large (privée et publique, de petite ou de grande taille) (2) demeure plus concentrée en Ville (0.75) que sur ses prolongements ouest (Vernier 0.68, Meyrin 0.67), mais moins dense (14.16 à l'ha) qu'à Carouge (25.41). Dans l'ensemble, elle constitue le record de concentration : 0.95. L'activité du bâtiment est plus diffuse, surtout au centre.

(1) Cf. carte 117. : Densité-concentration des unités de travail et des emplois.

(2) Cf. carte 118. : Densité-concentration des emplois industriels et du bâtiment.

Si une distinction s'impose entre le bâtiment, ensemble de fonctions induites, et l'industrie, pour une bonne part autonome, on doit dissocier aussi un secteur tertiaire autonome de direction-gestion (concentrée à 0.89) des branches de distribution de biens et services (indice 0.77) (1). Or, le lien services-résidence est moins apparent qu'on ne pourrait le prévoir : les biens et services présentent des lacunes du côté sud et ouest dans les espaces d'habitat secondaire, mais sont diffus et denses dans le secteur primaire privilégié des bords du lac. Le tertiaire supérieur se partage entre la ville et les deux extrêmes de l'agglomération (Grand-Saconnex et Meyrin; Chêne-Thônex), évitant les zones à haute densité résidentielle. On voit ainsi s'opérer une spécialisation de l'espace, qui nuit aux pratiques individuelles utilisant le support composé de la résidence, du travail et de la distribution commerciale, sans même parler des avantages primaires dont seuls jouissent les bords du lac, et qui sont plutôt réduits près des grands ensembles. Une spécialisation plus conforme à l'intérêt des usagers consisterait à réserver des zones équipées aux secteurs de base à l'extérieur du noyau urbain dense, pour dégager le centre et permettre une diffusion des services vers les espaces résidentiels récents proches de ces mêmes zones.

La liaison statistique entre la densité et la concentration présente un certain intérêt par elle-même, mais comme il s'agit de deux mesures mathématiquement différentes (une valeur moyenne et un indice), la corrélation par rangs de Spearman est mieux à même de la révéler. On voit ainsi que toutes les branches d'emploi et les résidents sont en principe plus concentrés lorsqu'ils sont plus denses ($\rho = 0.35$ à 0.65); toutefois, les deux sous-secteurs du secondaire montrent une corrélation plus faible, voire non-significative (inférieure à 0.40); de tels emplois se dispersent ou se concentrent à tout niveau de densité, alors que le tertiaire se diffuse par dispersion centrifuge et se concentre en accroissant sa densité.

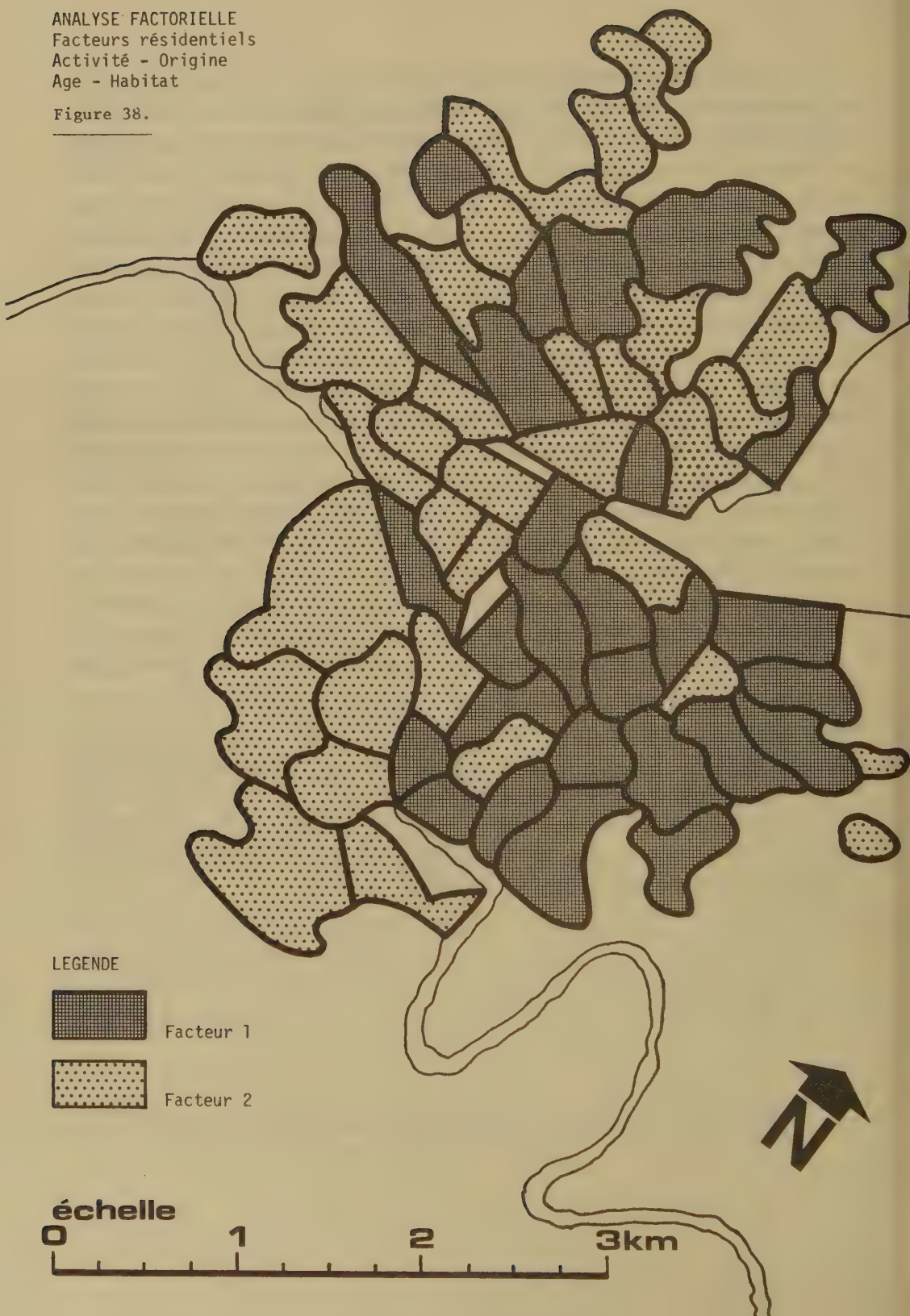
(1) Cf. carte 119. : *Densité-concentration des emplois tertiaires en 1970.*

Conceptuellement, une synthèse fonctionnelle implique une recomposition de l'espace selon chaque caractère, aboutissant à une image unique, l'image des relations entre les différents caractères. En pratique, c'est seulement dans le microcosme urbain, découpé par alvéoles selon le réseau des rues de transit, qu'on peut tenter valablement une ultime analyse en composantes principales (1); là seulement, en effet, l'espace est tout entier recensé grâce à la contiguïté des unités d'analyse et, en outre, la variable "résidence" offre en densité une distribution d'allure assez proche de la loi normale, après le redressement signalé dans le dernier chapitre. Or, précisément, on trouve deux facteurs résumant 75 % et 10 % de la variance des attributs mesurés sur les résidents; au vu des saturations de variables sur le premier facteur, les caractéristiques latentes sont une population d'âge élevé, occupée dans le tertiaire, surtout suisse, occupant des immeubles d'avant 1947 et qui présente un faible taux d'habitants par pièce. Les poids locaux standardisés de ce premier facteur sont supérieurs à ceux du second dans 29 des 61 alvéoles urbaines (de Genève et Carouge, voir la figure 38); les saturations d'au-moins 0.30 permettent d'opposer cette dimension principale à un second facteur, presque point par point : population occupée dans le secondaire, d'âge actif, nettement plus à l'étroit que la précédente. Or, du point de vue socio-résidentiel, ces deux premiers résultats manifestent un clivage très sensible en deux classes d'habitat, c'est-à-dire en deux catégories sociales; ce clivage oppose, sur rive gauche, l'est à l'ouest et isole, sur rive droite, une zone médiane (Grand-Pré-Vermont, Servettes-Délices et Charmilles) ainsi que quelques alvéoles privilégiées du front du lac.

(1) Pour la partie technique et les commentaires détaillés, voir Annexe 8.

ANALYSE FACTORIELLE
Facteurs résidentiels
Activité - Origine
Age - Habitat

Figure 38.



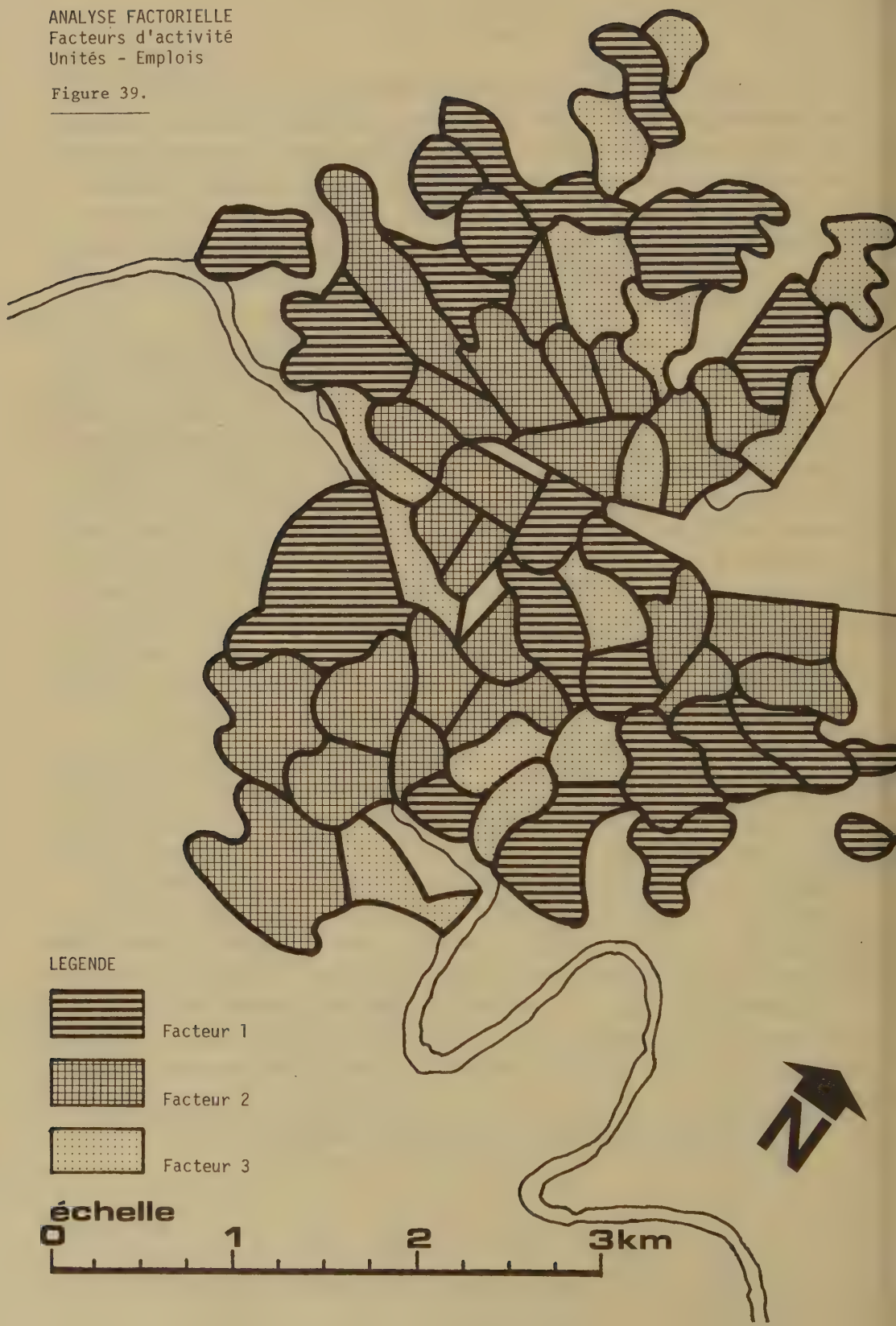
L'analyse des unités géographiques de travail et des emplois (cf. Figure 39) livre à son tour trois principaux facteurs, opposant eux aussi secteur secondaire et secteur tertiaire. Le premier, qui rend compte de près de la moitié de la variance, sature fortement les fonctions dites "centrales", qui se répartissent effectivement en deux couronnes concentriques, l'une intérieure à Cité-Centre, l'autre aux limites urbaines, se touchant au sud-est à la hauteur du boulevard des Tranchées.

L'extérieur de la petite ceinture et Carouge obtiennent des scores plus élevés sur le second facteur, caractérisé par un mélange de fonctions essentiellement secondaires (bâtiment, industrie, artisanat) dans des quartiers densément peuplés formant quatre sous-ensembles : Eaux-Vives, Carouge-Acacias-Plainpalais, Jonction-Saint-Jean-Charmillles-Délices et Pâquis-Alpes. Un type mixte, enfin, ressort à la Vieille Ville, à la Cluse, à Montbrillant-Grand-Pré-Sécheron, avec un spectre d'activités comprenant les services (mais non les commerces), des emplois industriels-artisanaux, recherche-enseignement et direction-gestion. Ainsi, l'espace considéré du point de vue de sa composition non-résidentielle s'ordonne-t-il en trois anneaux concentriques, alors que les contenus résidentiels le font de façon zonale et apparaissent comme fortement dichotomiques.

Résidence et travail constituent deux thèmes conceptuellement distincts et statistiquement assez proches de l'indépendance (1); mais, comme leurs relations déterminent un partage de l'espace faisant proprement l'objet de l'analyse, j'ai tenté une synthèse expérimentale dans une matrice de neuf facteurs (4 de résidence et 5 d'activité), ceux dont la valeur propre était supérieure à l'unité; j'ai ainsi cherché à extraire les dimensions latentes de leurs scores suivant la même méthode, ayant opéré une réduction préalable de la réalité enfermée dans les données, plutôt que d'opérer sur la masse des données elles-mêmes, et ceci pour supprimer les intercorrélations dans chaque thème. Les deux premiers facteurs synthétiques (rendant

(1) Discernable à l'absence de corrélation simple significative entre densité d'emplois (toutes branches) et de population résidente.

Figure 39.



compte de 33.3 % et 28.3 % de la variance des facteurs primitifs) indiquent une nette dissociation des activités tertiaires centrales et de la population occupée dans ces branches, mais, en revanche, une association "actifs-emplois" dans le secondaire. Le premier facteur synthétique montre une liaison du second facteur résidentiel (*cf supra*) et du second facteur-travail, respectivement saturés à 0.91 et 0.77; ses scores élevés ressortent dans des espaces secondaires par les actifs (avec des âges moyens et un fort taux d'occupation) et par les fonctions (bâtiment, industrie, également commerce) et ces espaces sont globalement les mêmes (Figure 40) que lors de l'analyse primitive des résidents. Le second facteur synthétique prend en compte le premier facteur résidentiel (âge élevé, faible occupation, actifs suisses ou étrangers tertiaires) à raison d'une saturation de 0.96 ainsi qu'un quatrième facteur-travail (0.60) qui met en évidence les services: consultation et soins, enseignement et recherche; c'est la partie "tertiaire résidentielle" de la Ville, composée en grande part des arrondissements Cité, Champel, Eaux-Vives et d'une moitié de Petit-Saconnex. Mais si l'on tient compte d'un troisième facteur synthétique (Figure 41), une articulation concentrique réapparaît: ce facteur-là "explique" 21.7 % de la variance et il est bipolaire, opposant par le signe au premier facteur-travail (celui des fonctions centrales) un troisième facteur résidentiel non mentionné jusqu'ici, saturé à 0.92 et qui représente lui-même une structure démographique à l'avantage des classes actives, avec des enfants en bas âge, une occupation moyenne des logements dans des immeubles construits après 1960, ainsi qu'une forte proportion d'actifs suisses et étrangers des deux secteurs, c'est-à-dire, en somme, un échantillonnage moyen (voir l'annexe 8). Ses scores les plus élevés se situent concentriquement à mi-distance du centre, passant le long de l'Arve sur rive droite pour se prolonger au nord, espace en anneau caractéristique des extensions urbaines récentes entre la 2ème et la 3ème zone; statistiquement, rappelons-le, ses caractéristiques "repoussent" ceux des fonctions centrales. On obtient ainsi une réduction zonale de trois tendances à la spécialisation fonctionnelle du tissu urbain, plus discernables au sud qu'au nord du Rhône et dont les secteurs radiaux se prolongent dans le

ANALYSE FACTORIELLE
Facteurs synthétiques A
Résidence et activités

Figure 40.



Figure 41.



canton selon trois directions observées au cours de l'étude: le tertiaire d'affaires au sud-est, le secondaire au sud-ouest et à l'ouest, le tertiaire international vers le nord. De telles tendances se manifestent toutefois très ponctuellement, faute de cadre opérationnel assurant leur coordination; sous réserve que soit assuré un délestage du noyau urbain au profit de services centraux tournés vers la résidence, ces trois directions fournissent néanmoins les axes d'une réorganisation périphérique des fonctions de base.

Tout bilan est empreint du subjectivisme de l'interprétation, face aux données objectives, mais partielles, que l'enquête permet de reconstituer; cette seconde partie a sans doute fait la part belle à l'information, mais s'est efforcée de réunir les fils d'une synthèse, dont j'essaierai de définir ici clairement l'esprit et la portée. Cette conclusion est partie de l'hypothèse d'un aménagement transsectoriel, traduit dans l'émergence de problèmes d'organisation au double plan des fonctions et de l'emprise sur l'espace. Jean FOURASTIE, dans un passage de la Grande Métamorphose du Vingtième Siècle, définit des quantités d'espace requises par habitant pour quatre besoins (nourriture, produits manufacturés, logement, déplacements) dont deux seulement - les deux derniers - lui paraissent incompressibles par un recours au progrès technique, étant fixés par un régulateur tertiaire vaincu: "Notre civilisation, dit-il, est aujourd'hui orientée vers l'accroissement de la quantité de biens de consommation et vers la réduction de la quantité d'espace." (1) Ce jugement semble admettre un déterminisme qui mérite discussion, car il fait l'économie d'une distinction essentielle à mes yeux dans la pertinence: celle-ci, en effet, n'est pas la même dans le cas d'une compression d'espace-temps nécessaire à produire de la nourriture ou des objets matériels durables, et dans celui d'une incompressibilité d'espace-temps tertiaire, qui dépend de la considération d'un point de vue collectif. Il est réducteur, en d'autres termes, de voir l'aménagement acculé inéluctablement à certaines limites de disponibilité d'espace, sans tenir compte des modèles sociaux dont celui-ci s'inspire et qui conduisent d'eux-mêmes à une raréfaction de ressources spatiotemporelles. Un cas

(1) Jean FOURASTIE, *La grande métamorphose du XXème siècle*, Paris PUF 1961, pp.18-22.

d'espèce en est fourni par la production mercantilisée du logement qui se heurte, non pas à une rareté côté objet, c'est-à-dire côté "espace", mais bien du côté du sujet collectif constitué par les aménageurs. La pratique aménagiste postindustrielle provoque une rareté par la conception privée du sol qui la caractérise; tout en refusant implicitement d'adopter un véritable point de vue collectif, elle impute à l'objet lui-même une incapacité face à la demande. C'est en réalité la conception globale de l'espace et du temps comme instruments de la vie sociale (des échanges et de la communication) qui détermine une rareté de moyens, compte tenu des nécessités productives découlant d'un certain état du progrès technique; car, selon la pertinence aménagiste elle-même, le champ du progrès réalisable en coordonnant la gestion de l'espace et du temps n'est pas limité, il est infini au contraire et c'est le degré d'un consensus quant à la détention et la fonctionnalité des espaces qui situe la limite d'ouverture du cadre opérationnel de toutes les pratiques. Autrement dit, un progrès social doit être accompli et se substituer au progrès technique, quand celui-ci atteint les limites d'un système d'utilisation, remettant en cause les concepts qu'il utilise. Une redistribution des compétences aménagistes en un sens plus collectif est nécessaire, dès que l'espace-temps d'usage devient la principale rareté pour l'offre et la demande de services, fixant de lui-même, aveuglément et mécaniquement, un nombre-limite d'hommes.

Dans l'exercice de toute pratique, le choix d'un outil résulte de la délimitation d'un objectif. En récusant la présentation idéologique de la réalité matérielle comme un obstacle technique à l'autonomie de l'homme, la géographie humaine fait recours à une distinction élémentaire entre moyens et fins, entre relation productiviste avec l'espace et relations sociale dans l'espace, entre pratique implicative et pratique impliquée; elle ne prétend certes pas expliquer la pertinence d'autres pratiques, sous-jacentes à celle de compétition pour l'espace, et en face desquelles la production matérielle ne devient qu'un moyen. Son discours se situe rigoureusement entre des objectifs de production-consommation et le milieu phénoménal aménagé comme moyen. Elle se borne à expliquer,

en se basant sur cette compétition et sur ses conséquences pour tout usager, la genèse d'un espace, dont les modalités reposent sur un choix politique. Car les mots d'urbanisme et de politique désignent étymologiquement la même réalité historique, responsable d'une gestion d'espace-temps et de libertés individuelles qui en dépendent: "La pratique récente et la coloration technicienne que l'on donne volontiers à ce vocable tendent à faire croire que l'urbanisme est un art spécifique, obéissant à des données objectives et comportant des interventions politiquement neutres. Il n'en est rien" vient d'écrire Edgar PISANI (1). L'aménagement n'est pas d'abord une soumission à des réalités matérielles, il est un acte qui met en relation l'homme à des lieux et, par les lieux, à des espaces, il suppose des égards, des échanges, une créativité sociale: par racine linguistique il est "ménagement", "habitation pensée dans son être", un être collectif.

(1) Edgar PISANI, *Utopie foncière*, Paris Gallimard 1977, p. 73.

(2) Martin HEIDEGGER, *Essais et Conférences*, op. cit., p. 188.

BIBLIOGRAPHIE

1. OUVRAGES GENERAUX

- Abler, P., Adams, J., Gould, P.
1972 Spatial Organization, The Geographer's View of the World
London, Prentice-Hall Int., 587 p.
- Antoine, P., Jeannière, A.
1970 Espace mobile et temps incertain, nouveau milieu humain, nouveau
cadre de vie
Paris, M.-Th. Génin - Librairies Techniques, 412 p.
- Apresjan, J.D.
1973 Eléments sur les idées et les méthodes de la linguistique structurale
contemporaine, trad. de Wrangel
Paris, Dunod, 374 p.
- Bach, E.
1973 Introduction aux grammaires transformationnelles, trad. R. Sctrick
Paris, A. Colin, 218 p.
- Bailly, A.S.
1975 L'organisation urbaine
Paris, Centre de Recherche d'Urbanisme, 272 p.
1977 La perception de l'espace urbain, Les concepts, les méthodes d'étude,
leur utilisation dans la recherche urbanistique
Paris, Centre de Recherche d'Urbanisme, 264 p.
- et Racine, J.B.
1978 Les géographes ont-ils jamais trouvé le nord ? Questions à la géographie
L'Espace Géographique VII-1-1978, pp. 5-14.
- Bally, Ch.
1913 Le langage et la vie
Genève, Atar, 164 p.
- Bergson, H.
1889 Essai sur les données immédiates de la conscience
Paris, Alcan.
- Berger, G.
1964 Phénoménologie du temps et prospective
Paris, P.U.F.
- Berry, B.J.L.
1971 Géographie des marchés et du commerce de détail, trad. B. Marchand
Paris, A. Colin, 254 p.
- et Horton, F.
1970 Geographic Perspectives on Urban Systems, w. integrated readings
N.Jersey, Prentice-Hall, 564 p.
- Bertrand, M.J.
1978 Pratique de la ville
Paris, Masson, 212 p.
- Bloomfield, L.
1933 Le langage, trad. J. Gazio
Paris, Payot, 527 p.

Bréal, M.

- 1904 Essai de sémantique, science des significations
Paris, Hachette (1897), 327 p.

Brunet, R.

- 1967 Les phénomènes de discontinuité en géographie
Paris, Mémoires et documents du CNRS, vol. 7.

Buysens, E.

- 1943 Les langages et le discours, essai de linguistique fonctionnelle
dans le cadre de la sémiologie
Bruxelles, Office de publicité, 99 p.
1960 Vérité et langue, langue et pensée
Bruxelles, Arribal, 46 p.
1970 La communication et l'articulation linguistique
Presses Universitaires de Bruxelles, 176 p.

Castells, M.

- 1972 La question urbaine
Paris, Maspéro, 451 p.

Choay, F.

- 1965 L'urbanisme, utopie et réalités. Une anthologie
Paris, éd. du Seuil.

Chomsky, N.

- 1968 L'analyse formelle des langues naturelles, trad. Ph. Richard
Paris, Mouton, 174 p.
1972 Questions de sémantique
La Haye, Mouton, et éd. du Seuil 1975, trad. B. Cerquiglini, 230 p.

Christaller, W.

- 1933 Die zentralen Orte in Süddeutschland
Iena, G. Fischer.

Clark, C.

- 1960 Les conditions du progrès économique, trad. (3e éd.) A. Morin-Rambert
Paris, P.U.F., 507 p.

Claval, P.

- 1966 La théorie des lieux centraux
Revue Géographique de l'Est 1-2, vol. VI, 22p.
1973 Principes de géographie sociale
Paris, M.-Th. Génin - Librairies Techniques, 351 p.
1974 Eléments de géographie humaine
Paris, M.-Th. Génin - Librairies Techniques, 412 p.
1976 Eléments de géographie économique
Paris, M.-Th. Génin - Librairies Techniques, 361 p.

Costa de Beauregard, O.

- 1963 Le second principe de la science du temps. Entropie, information,
irréversibilité.
Paris, thèse complémentaire, éd. du Seuil.

Dalmasso, E.

- 1976 Les activités tertiaires, leur rôle dans l'organisation de l'espace,
tome III: Systèmes urbains et activités tertiaires
Paris, Centre de Documentation Universitaire & Société d'Édition d'En-
seignement Supérieur, 162 p.

Derruau, M.

- 1967 Précis de géographie humaine
Paris, A. Colin 4e éd., 572 p.

Derycke, P.H.

- 1970 L'économie urbaine
Paris P.U.F. (coll.SUP), 254 p.

Dion, R.

- 1959 Histoire de la vigne et du vin en France des origines au XIXème siècle
Paris, chez l'auteur, 768 p.

Ducrot, O.

- 1972 Dire ou ne pas dire. Principes de sémantique linguistique
Paris, Hermann, 283 p.

Duverger, M.

- 1970 Introduction à la politique
Paris, Gallimard, 383 p.

Eco, U.

- 1968 La structure absente. Introduction à la recherche sémiotique, trad. Esposito
Paris, Mercure de France 1972, 447 p.
1975 Trattato di semiotica generale
Milano, Bompiani, 420 p.

Ehrlich, P.R. et A.H.

- 1972 Population, ressources, environnement. Problèmes d'écologie humaine
trad. M. Carrière
Paris (San Francisco 1970), Fayard, 435 p.

Engler, R.

- 1974 La linéarité du signifiant
Bologna, Il Mulino, pp. 111-120.

English, P.W. and Mayfield, R.C.

- 1972 Man, Space, and Environment. Concepts in contemporary Human Geography
Oxford University Press, 623 p.

Etzioni, A.

- 1964 Modern Organizations
Englewood Cliffs, N.J., Prentice Hall, 120 p.

Febvre, L.

- 1922 La terre et l'évolution humaine, introduction géographique à l'histoire,
av. le concours de L. Bataillon
Paris, la Renaissance du Livre, éd. Albin Michel 1970, 444 p.

Ferras, R.

- 1978 Ecusson et Polygone, enfants et retraités dans le centre de Montpellier
extr. du Bulletin de la Société Languedocienne de Géographie, XII 1-2, 139 p.

Fourastié, J.

- 1961 La grande métamorphose du XXème siècle
Paris, P.U.F., 223 p.
1963 Le grand espoir du XXème siècle
Paris, Gallimard (coll. Idées), 372 p.

Fraisse, P.

- 1957 Psychologie du temps
Paris, P.U.F.

Frémont, A.

- 1978 L'aménagement régional en France. La pratique et les idées
L'Espace Géographique VII - 2, pp. 73-84.

Fuchs, C. et le Goffic, P.

1975 Initiation aux problèmes des linguistiques contemporaines
Paris, Hachette, 127 p.

George, P.

1964 Précis de géographie économique
Paris, P.U.F., 402 p.

- R. Guglielmo, B. Kaeser, Y. Lacoste

1964 La géographie active
Paris, P.U.F., 394 p.

Gilbank, G.

1974 Introduction à la géographie générale de l'agriculture
Paris, Masson, 256 p.

Godel, R.

1966 De la théorie du signe aux termes du système
Cahiers F. de Saussure No 22 et Genève, Droz 1966, pp. 53-68.

Gottmann, J.

1952 L'aménagement de l'espace planification régionale et géographie
Paris, A. Colin.

Gould, P. and White, R.

1974 Mental Maps
New-York-Baltimore, Penguin Books, 204 p.

Gourou, P.

1953 L'Asie
Paris, Hachette, 541 p.

Granelle, J. J.

1970 Espace urbain et prix du sol
Paris, Sirey, 296 p.

Granger, G. G.

1960 Pensée formelle et sciences de l'homme
Paris, Aubier.

Greimas, A.

1966 Sémantique structurale
Paris, Larousse, 263 p.

Guichonnet, P.

1968 Les problèmes géographiques de Genève
Genève, cours polycopié.

- Raffestin, C.

1974 Géographie des frontières
Paris, P.U.F. (coll. SUP), 223 p.

Guiraud, P.

1971 La sémiologie
Paris, P.U.F., 127 p.

Haggett, P.

1968 L'analyse spatiale en géographie humaine, trad. H. Fréchou
Paris, A. Colin, 1973, 390 p.

Hall, E.

1966 La dimension cachée, trad. A. Petita
New York, Doubleday & Co, Paris éd. du Seuil 1971, 256 p.

Hartshorne, R.

- 1939 The Nature of Geography. A Critical Survey of Current Thought in the
Light of the Past.
3rd Ed. Association of American Geographers 1949, 504 p.

Harvey, D.

- 1971 Explanation in Geography
London, E. Arnold, 521 p.
1973 Social Justice and the City
London, E. Arnold, 336 p.

Heidegger, M.

- 1954 Essais et Conférences, trad. A. Préau
Paris, Gallimard, 351 p.

Hjelmslev, L.

- 1966 Le langage, trad. M. Olsen
Paris, éd. Minuit, 195 p.

Hotelling, H.

- 1929 Stability in Competition
The Economic Journal, vol. 39, pp. 41-57.

Humboldt, A. von

- 1846 Cosmos, trad. H. Faye
Paris, Gide & Cie, 4 t. 1846, 1848, 1851, 1859.

Huriot, J. M.

- 1977 La formation du paysage économique: essai sur l'affectation de l'espace
Paris, Sirey, 262 p.

Hurst, M. E.

- 1972 A Geography of Economic Behavior
London, Prentice-Hall 1974, 427 p.

Isnard, H.

- 1978 L'espace géographique
Paris, P.U.F., 219 p.

Jacob, A.

- 1973 Genèse de la pensée linguistique
Paris, A. Colin.

Jakobson, R.

- 1963 Essais de linguistique générale, trad. N. Ruwet
Paris, éd. Minuit, 2 t. 257/317 p.

Jessua, C.

- 1968 Coûts sociaux et coûts privés
Paris, P.U.F., 304 p.

Jones, E.

- 1970 Towns and Cities
London, Oxford University Press, 152 p.

Jung, J.

- 1971 L'aménagement de l'espace rural: une illusion économique
Paris, Calmann-Lévy, 407 p.

* * *

Kirk, W.

- 1975 Readings in Social Geography, ed. by E. Jones
London, Oxford University Press, 328 p.

Klatzmann, J.

- 1975 Nourrir dix milliards d'hommes ?
Paris, P.U.F., 269 p.

Kristeva, J. et al.

- 1975 La traversée des signes
Paris, éd. du Seuil, 265 p.
1975 Langue, discours, sociétés: pour Emile Benveniste
Paris, éd. du Seuil, 400 p.

Lavelle, L.

- 1928 La dialectique de l'éternel présent
tome 3: Du temps et de l'éternité
Paris, Aubier 1945.

Ledrut, R.

- 1973 Les images de la ville
Paris, Anthropos, 202 p.

Lefebvre, H.

- 1968 Le droit à la ville
Paris, Anthropos, 1970, 166 p.
1970 La révolution urbaine
Paris, Gallimard (coll. Idées), 249 p.

Leroy, M.

- 1963 Les grands courants de la linguistique moderne
Paris-Bruxelles, P.U.F.

Lösch, A.

- 1940 Die räumliche Ordnung der Wirtschaft, Iena.
1954 The Economics of Location, transl. Woglorn-Stolper
New Haven, Yale University Press.

Lynch, K.

- 1960 L'image de la cité, trad. M.F. et J.L. Vénard
Paris, Dunod 1971, 222 p.
1972 What Time is this Place ?
Cambridge, Mass; London MIT Press, 277 p.

Martinet, A.

- 1965 La linguistique synchronique
Paris, P.U.F., 248 p.

Marx, K Oeuvres complètes, la Pléiade

Marcellesi J.B. et Gardin B.

- 1974 Introduction à la sociolinguistique
Paris, Larousse, 263 p.

Maurice, M. et Deloménie, D.

- 1976 Mode de vie et espaces sociaux, processus d'urbanisation et différenciation
sociale dans deux zones urbaines de Marseille
Paris-la Haye, Mouton, 233 p.

Mauro, T.de

- 1969 Une introduction à la sémantique, trad. J.L. Calvet
Paris, Payot, 222 p.

Meier, R.L.

- 1962 Croissance urbaine et théorie des communications, trad. C. Munier
MIT Press 1962, Paris P.U.F., 236 p.

Merlin,P.

- 1973 Méthodes quantitatives et espace urbain
Paris, Masson (coll. de géographie applicable), 190 p.

Meyer-Heine,G.

- 1968 Au-delà de l'urbanisme
Paris, centre de recherche d'urbanisme, 182 p.

Michaud,P.

- 1975 L'organisation de la communauté des propriétaires par étages
Lausanne, thèse de droit; Vevey, éd. Delta.

Miclaù,P.

- 1970 Le signe linguistique
Paris, éd. Klincksieck, 224 p.

Moles,A. et Rohmer,E.

- 1972 Psychologie de l'espace
Tournai, Casterman, 163 p.

Mouloud,N.

- 1969 Langage et structures. Essai de logique et de séméiologie
Paris, Payot, 256 p.

Mounin,G.

- 1970 Introduction à la sémiologie
Paris, éd. Minuit, 251 p.
1972 Clefs pour la sémantique
Paris, Seghers, 269 p.
1975 Linguistique et philosophie
Paris, P.U.F., 216 p.

Mumford,L.

- 1956 Le déclin des villes, trad. G. Hurel
New York, Harcourt Brace & World; Paris, France-Empire 1970, 336 p.

Piaget,J.

- 1942 Classes, relations et nombres. Essai sur les groupements de la logistique
et sur la réversibilité de la pensée
Paris, Vrin.
1950 Introduction à l'épistémologie génétique
Paris, P.U.F., 3 vol.
1964 L'épistémologie de l'espace
Paris, P.U.F.
1966 L'épistémologie du temps
Paris, P.U.F.
1966 La psychologie de l'intelligence
Paris, A. Colin, 212 p.
1967 Etudes sociologiques
Genève, Droz 2e éd., 204 p.
1968 Le structuralisme
Paris, P.U.F. (coll. Que Sais-Je?), 127 p.
1972 Epistémologie des sciences de l'homme
Paris, Gallimard, 383 p.
- et alii
1971 Les théories de la causalité
Paris, P.U.F., 217 p.
- et alii
1963 La filiation des structures
Etudes XV. Paris, P.U.F.

- et alii

1973 L'explication dans les sciences
Paris, Flammarion, 237 p.

-et Inhelder, B.

1972 La représentation de l'espace chez l'enfant
Paris, P.U.F.

Pisani, E.

1977 Utopie foncière
Paris, Gallimard (L'Air du Temps), 215 p.

Polunin, N.

1960 Eléments de géographie botanique
Paris, Gauthier-Villars 1967, 533 p.

Prieto, L.J.

1964 Principes de noologie. Fondements de la théorie fonctionnelle du signifié
Paris, Mouton.

1966 Messages et signaux
Paris, P.U.F.

1975 Etudes de linguistique et de sémiologie générales
Genève-Paris, Droz, 196 p.

1975 Pertinence et pratique. Essai de sémiologie
Paris, éd. Minuit, 175 p.

Pucelle, J.

1955 Le temps
Paris, P.U.F.

Racine, J.B.

1975 Un type nord-américain d'expansion métropolitaine: la couronne urbaine
du Grand-Montréal. Géographie factorielle expérimentale d'un phénomène
suburbain, thèse
Lille, Service de reproduction des thèses, 1105 p.

Raffestin, C.

1971 Géographie humaine et méthodes d'analyse
Genève, revue le Globe No 111, pp. 53-64.

1974 Espace, temps et frontière
Cahiers de Géographie de Québec, vol. 18, No 43, pp. 23-34.

1974 Les sociétés et le problème du temps
Genève, revue le Globe No 114, pp. 9-21.

1975 Analyse des problématiques en géographie humaine
Troisième Cycle Romand de Géographie, Genève, ronéo, 22 p.

Rochefort, M.

1976 Les activités tertiaires, leur rôle dans l'organisation de l'espace
Tome I, Formes de relations entre activités tertiaires et organisation
de l'espace
Paris, C.D.U.-S.E.D.E.S., 78 p.

Sapir, E.

1925 Linguistique, trad. Boltanski-Soulé
Paris, éd. Minuit 1968, 291 p.

Saussure, F. de

- 1916 Cours de linguistique générale
Paris, Payot 4ème éd., 337 p.
Ed. critique par Rudolf Engler, Wiesbaden O. Harrassowitz, 1968.

Searle, J.

- 1972 Les actes de langage, essai de philosophie du langage, trad. H. Pauchard
Paris, 261 p.

Séchehaye, A.

- 1933 La pensée et la langue, ou comment concevoir le rapport organique de
l'individuel et du social dans le langage
Paris, Journal de Psychologie XXX Année 1-4
1933 Les trois linguistiques saussuriennes
Zürich, Erlenbach 1940, Vox Romanica, 48 p.
1933 Psychologie du langage, ouv. coll.
Paris, Alcan.

Simon, H.

- 1969 La science des systèmes: science de l'artificiel, trad. J.L. le Moigne
Paris, Epi 1974, 169 p.

Sorre, M.

- 1943 Les fondements biologiques de la géographie humaine
Paris, A. Colin, t. I.
1961 L'homme sur la terre. Traité de géographie humaine
Paris, Hachette, 365 p.

Souriau, M.

- 1925 La fonction pratique de la finalité, thèse
Paris, Alcan.

Ternisien, J.A.

- 1968 Les pollutions et leurs effets
Paris, P.U.F., 188 p.

Thünen, J.H. von

- 1875 Der isolierte Staat in Beziehung auf Landwirtschaft und Nationalökonomie
Hamburg.

Topalov, C.

- 1974 Les promoteurs immobiliers, contribution à l'analyse de la production
capitaliste du logement en France
Paris, Mouton, 413 p.

Törnquist, G.E.

- 1973 Systems of Cities and Information Flows, two Essays (Allan R. Pred)
Contact Requirements and Travel Facilities
Lund, Studies in Geography, 121 p.

Tricot, C.

- 1976 Les mathématiques en géographie: recherche d'une structure descriptive
cohérente
Actes du colloque Géopoint 1976, univ. Genève, Lausanne et Groupe Dupont,
Avignon, 192 p.

- et Raffestin, C. et Bachmann, D.

- 1974 Elaboration et construction d'un nouvel indice de concentration
L'Espace Géographique No 4, 1974, pp. 303-310.

Troubetzkoy, N.S.

1949 Principes de phonologie, trad. J. Cantineau
Paris, Klincksieck 1970, 399 p.

Weber, A.

1909 Über den Standort der Industrien
Tübingen.

Zoller, H.G.

1972 Localisation résidentielle, décision des ménages et développement
suburbain
Bruxelles, éd. Vie Ouvrière, 237 p.

2. OUVRAGES SPECIFIQUES

* * *

- 1959 L'aéroport de Genève et son développement. Problèmes économiques et sociaux
Genève, Georg & Cie, 243 p.

Battelle, Centre de Recherche

- 1974 Etude prospective du développement de l'économie immobilière genevoise
Genève, 53 p. et annexes

Birraux P. et Marchand G.

- 1971 L'agriculture genevoise, l'âge de ses hommes
Genève, Mémoire de licence (dép. de géographie) 66 p.

Bergier, J. François

- 1974 Naissance et croissance de la Suisse industrielle
Berne, A. Francke

Blondel, Louis

- 1946 Le développement urbain de Genève à travers les siècles
Genève, Cahiers de Préhistoire et d'Archéologie III.

Bonnard, Marie

- 1970 Les problèmes du logement subventionné à Genève
Genève, Mémoire de l'Ecole d'Architecture

* * *

- 1972 Etude d'aménagement de la Commune de Cartigny

* * *

- 1971 Chambre de Commerce et d'Industrie de Genève, rapport annuel

* * *

- 1978 Démographie genevoise: structures et évolution de la population du canton de Genève
Genève, Service cantonal de statistique et Service de la recherche sociologique, 270 p.

* * *

- 1958 Genève, le Pays et les hommes. Etudes géographiques
Genève, édité par la Société de Géographie, 479 p.

Guichonnet, Paul

- 1965 Genève, réflexions sur un destin urbain
Paris, Congrès National des Sociétés Savantes

sous la direction de -

- 1974 Histoire de Genève
Toulouse, Ed. Privat, 406 p.

Hussy, Charles

- 1973 La Commune d'Onex. Un exemple de déversement urbain en périphérie en collaboration avec J.P. Clerc
Genève, Revue le Globe, No 113, 36 p.
1974 Habiter ou loger, l'exemple d'Onex
Lausanne, Revue Habitation, Janv. 1974, pp. 18-21

- 1976 Habiter ou loger ?
Genève, Revue Choisir, août 1976, pp. 8-12
- 1979 Pratiques urbaines et valeur de l'espace. Les significations socio-économiques d'un centre-ville
Revue Geographica Helvetica, num. spécial, à paraître
- et al. (associé en collaboration)
- 1975 Etude d'aménagement de la Commune de Choulex.
Rapport officiel.
- 1976 Etude d'aménagement de la Commune de Vernier.
Rapport officiel.
- 1977-8 Etude alvéolaire de la Ville de Genève. Première phase
Rapport officiel. (Cf infra)

Montchal M. et Pillet P.A.

- 1968 Le droit de superficie en Suisse, notamment en rapport avec la propriété par étages
Genève, Georg & Cie, 32 p.

* * *

- 1969 Quelques aspects du développement de l'économie genevoise
Genève, Département du Commerce, de l'Industrie et du Travail
Service cantonal de statistique, 243 p.

Raffestin, Claude

- 1968 Genève, Essai de géographie industrielle
Genève et St-Amand-Montrond (Cher), thèse, 349 p.

- et Balmas, Daniel

- 1972 L'influence de Genève sur les Alpes. Critique du modèle classique de l'influence régionale d'une ville
Genève, Revue le Globe, No 112, pp. 39-62.

- Guichonnet P. et Hussy J.

- 1975 Frontières et sociétés: le cas franco-genevois
Lausanne, éd. L'Age d'Homme, 232 p.

Roh, Christiane

- 1976 La politique urbaine sous le gouvernement socialiste genevois, 1933-1936. Première partie: Problèmes urbains des années trente
Mémoire de la Fac. des Lettres de Genève, 122 p.

Rohrer, Maurice

- 1959 Le logement dans le canton de Genève. Etude géohumaine
Genève, thèse.

Schlaepfer J.D. et Schwarz M.

- 1978 Les grandes étapes du droit genevois en matière d'urbanisme
Genève, Ecole d'Architecture, Centre de recherche sur la rénovation urbaine.

* * *

- 1978 Aménagement de la Ville de Genève. Première phase d'étude
Ville de Genève - Etat de Genève. Rapport de synthèse et annexes.

3. DOCUMENTS DIVERS

Recensements fédéraux de l'agriculture (1939,1955), des entreprises (1965,1975) et de la population (1960,1970).

Annuaire Statistique de Genève, années 1970 à 1978.

Statistique de la superficie de la Suisse.

Données sur microfilm à l'îlot de recensement, SCS.

Annuaire genevois Chapalay & Mottier 1970.

Annuaire des organisations internationales 1970.

Atlas de la Suisse Imhof 1965 et supplément 1978, Service Topographique Fédéral Wabern (Berne).

Carte de la végétation du bassin genevois, P. Hainard, R. Lebeau et G. Tchérémissinoff, Conservatoire Botanique de Genève et Institut de Botanique Systématique, Genève 1973.

Carte Nationale de la Suisse, 1:25'000 et 1:50'000.

Plan Officiel de Genève et de ses environs, 1970, 1:5'000.

Plan des zones de construction du territoire cantonal, 1967, 1:25'000

et plan des zones de construction du centre urbain de Genève, 1971, 1:10'000.

Plans communaux de recensement par hectares pour le RFP 1970.

Fichier LISFOG par adresses au carré-hectare, Service de la recherche pédagogique.

Rapport du Département des Travaux Publics: habitants, emplois, élèves, 1973.

Législation genevoise.

Déclarations 1970 de la Taxe Professionnelle Communale, par communes.

Mémoriaux du Grand-Conseil.

Statistical Package for the Social Sciences, McGraw-Hill 1975, programme de calcul et manuel, 675 p.

Programme CARTOM de cartographie automatique, Etat de Genève et Département de Géographie de l'université de Genève, version Univac 1977.

Programme TRICOT, calcul de l'indice de concentration, Université de Genève.

Centre Universitaire d'Informatique de l'université de Genève, ordinateur Univac 1108.

ANNEXE 1:

FONCTIONS PRIMAIRES PRODUCTIVES, SELON LE DOMICILE DU CULTIVATEUR,

ETAT AU 30 JUIN 1969

Source : Recensement 1969. Annuaire statistique de Genève, 1970, pp. 120-121.

Agglomération (définition 1964)	CEREALES			AUTRES TERRAINS DE CULTURE		
	SAU (% sup. tot.)	panifiables (% SAU)	fourragères (% SAU)	Légumes (% SAU)	Herbages (% SAU)	Autres (% SAU)
Genève	1.03	.-	.-	63.58	2.71	33.47
Anières	72.76	42.71	15.61	.-	24.58	15.56
Bellevue	32.33	35.46	17.29	2.66	29.66	12.17
Bernex	46.93	41.35	14.89	2.64	18.71	20.48
Carouge	4.45	15.98	.-	.-	83.52	.-
Chêne-Bougeries	2.53	.-	.-	38.13	43.09	17.35
Chêne-Bourg	1.87	.-	.-	0.01	.-	98.85
Choulex	66.83	40.12	13.83	3.28	27.57	13.24
Collonge-Bellerive	41.41	40.13	9.01	4.59	21.86	23.81
Cologny	18.49	32.89	15.85	.-	34.96	16.16
Confignon	53.89	48.77	9.15	13.26	13.48	13.17
Corsier	65.17	48.58	12.32	0.01	21.89	16.31
Genthod	58.47	37.82	13.71	.-	28.31	16.88
Grand-Saconnex	45.26	26.12	10.35	0.01	54.75	7.36
Hermance	77.77	35.97	14.99	0.01	35.93	11.24
Lancy	4.17	25.21	.-	15.88	19.55	36.63
Meinier	86.91	45.44	10.56	1.15	19.99	18.25
Meyrin	72.88	38.03	15.28	1.50	36.88	7.56
Onex	7.94	39.32	14.91	0.01	31.18	11.55
Plan-les-Ouates	44.15	29.28	19.47	20.64	13.28	14.57
Pregny-Chambésy	12.34	10.74	24.90	.-	58.09	0.05
Puplinge	97.82	45.14	18.21	3.41	22.71	7.68
Thônex	30.86	38.12	14.60	7.29	27.97	9.74
Troinex	74.99	35.23	26.86	16.86	5.32	14.70
Vandoeuvres	51.16	31.41	12.92	0.01	46.51	4.91
Vernier	26.20	40.11	12.64	.-	17.99	28.62
Versoix	31.35	38.83	17.16	.-	28.85	12.96
Veyrier	45.95	35.70	16.19	3.91	27.93	14.16
Agglomération	37.29	38.64	14.68	3.95	26.30	14.47
<u>Périphérie</u>						
Aire-la-Ville	57.40	48.72	16.12	.-	18.38	16.48
Avully	45.17	37.54	12.82	.-	31.68	16.32
Avusy	63.62	48.09	16.22	.-	20.95	14.01
Bardonnex	99.47	39.26	18.03	5.78	20.01	15.33
Cartigny	76.37	42.23	75.79	.-	24.95	14.60
Céligny	61.34	46.61	9.80	.-	32.12	9.17
Chancy	60.96	38.33	14.13	.-	34.56	11.73
Collex-Bossy	76.66	45.58	23.03	.-	18.07	12.38
Dardagny	57.83	29.80	13.51	.-	21.18	35.29
Gy	94.93	51.08	12.47	.-	17.87	15.31
Jussy	73.64	48.13	10.93	.-	28.85	9.90
Laconnex	63.02	50.27	13.21	.-	15.16	21.04
Perly-Certoux	92.91	43.62	28.12	10.83	2.96	13.37
Presinge	58.48	39.94	13.76	.-	34.16	8.25
Russin	46.12	34.55	6.48	.-	9.92	48.89
Satigny	99.90	34.12	11.02	.-	10.12	43.34
Soral	99.90	48.77	22.62	.-	5.35	23.08
Périphérie	76.31	41.73	14.57	0.01	19.62	21.81
Canton	51.97	40.32	14.62	2.31	22.66	18.47

ANNEXE 2 : Résultats principaux de l'analyse par programme SPSS (1)
de l'emprise foncière dans la commune de Cartigny en 1974/1975.

STAP	STATUT PROFESSIONNEL PROP.		
CATEGORY LABEL	CODE	ABSCLUTE FREQ	RELATIVE FREQ (PCT)
CADRE OU FONCTIONNA.	1.	50	16.9
SANS PROFESSION	2.	55	18.6
CHEF D ENTREPRISE	3.	16	5.4
OUVRIER	4.	19	6.4
INDEPENDANT	5.	66	22.4
PROFESSION LIBERALE	6.	18	6.1
EMPLOYE SUBALTERNE	7.	52	17.6
COLLECTIVITE	8.	19	6.4
		-----	-----
	TOTAL	295	100.0

TYPR	TYPE DE PROPRIETAIRE		
CATEGORY LABEL	CODE	ABSCLUTE FREQ	RELATIVE FREQ (PCT)
RENTIER	1.	53	18.0
P PHYS SECT II	2.	44	14.9
P PHYS SEC SECT III	3.	142	48.1
AGRICULTEUR	4.	37	12.5
CANTON GENEVE	5.	1	.3
VILLE GENEVE	6.	1	.3
CONFEDERATION SUISSE	7.	1	.3
COMMUNE DE CARTIGNY	8.	1	.3
SOCIETE ANONYME	9.	8	2.7
SOCIETE IMMOBILIERE	10.	3	1.0
FONDATION NON LUCKAT	11.	4	1.4
		-----	-----
	TOTAL	295	100.0

(1) Statistical Package for the Social Sciences, Mc Graw-Hill, Inc. 1975.

CATPAR CLASSES DE N DE PARCELLES

CATEGORY LABEL	CODE	ABSOLUTE FREQ	RELATIVE FREQ (PCT)
1 à 2 parcelles	1.	170	57.6
3 à 5	2.	58	19.7
6 à 11	3.	35	11.9
12 à 19	4.	17	5.8
20 à 62	5.	15	5.1
		-----	-----
TOTAL		295	100.0

DOMI DOMICILE FISCAL DU PROP

CATEGORY LABEL	CODE	ABSOLUTE FREQ	RELATIVE FREQ (PCT)
COMM CARTIGNY	1.	100	33.9
COMM VOISINE	2.	29	9.8
CANTON GENEVE	3.	137	46.4
TERRIT SUISSE	4.	19	6.4
PAYS ETRANGER	5.	10	3.4
		-----	-----
TOTAL		295	100.0

ID CAS D INDIVISION

CATEGORY LABEL	CODE	ABSOLUTE FREQ	RELATIVE FREQ (PCT)
PROPRIETAIRE UNIQUE	0.	269	91.2
CAS D INDIVISION	1.	26	8.8
		-----	-----
TOTAL		295	100.0

NPAP NOMBRE DE PARCELLES DETENUES

CATEGORY LABEL	CODE	ABSOLUTE FREQ	RELATIVE FREQ. (PCT)
	1.	120	40.7
	2.	50	16.9
	3.	31	10.5
	4.	15	5.1
	5.	12	4.1
	6.	10	3.4
	7.	7	2.4
	8.	10	3.4
	9.	6	2.0
	10.	1	.3
	11.	1	.3
	12.	7	2.4
	13.	2	.7
	15.	2	.7
	16.	1	.3
	17.	1	.3
	18.	4	1.4
	20.	12	4.1
	24.	1	.3
	44.	1	.3
	62.	1	.3
	TOTAL	295	100.0

MEAN	4.447	STD EPR	.374	MEDIAN	2.050
MODE	1.000	STD DEV	6.423	VARIANCE	41.316
KURTOSIS	25.950	SKEWNESS	4.113	RANGE	61.000
MINIMUM	1.000	MAXIMUM	62.000		

Le tableau indique:

 n. absolu
 % ligne
 % colonne
 % total

CROSS TABULATION OF
 BY TYPE TYPE DE PROPRIETAIRE

CLASSES DE N DE PARCELLES

TYPR

COUNT	TYPR	ROW PCT	COL PCT	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466	467	468	469	470	471	472	473	474	475	476	477	478	479	480	481	482	483	484	485	486	487	488	489	490	491	492	493	494	495	496	497	498	499	500	501	502	503	504	505	506	507	508	509	510	511	512	513	514	515	516	517	518	519	520	521	522	523	524	525	526	527	528	529	530	531	532	533	534	535	536	537	538	539	540	541	542	543	544	545	546	547	548	549	550	551	552	553	554	555	556	557	558	559	560	561	562	563	564	565	566	567	568	569	570	571	572	573	574	575	576	577	578	579	580	581	582	583	584	585	586	587	588	589	590	591	592	593	594	595	596	597	598	599	600	601	602	603	604	605	606	607	608	609	610	611	612	613	614	615	616	617	618	619	620	621	622	623	624	625	626	627	628	629	630	631	632	633	634	635	636	637	638	639	640	641	642	643	644	645	646	647	648	649	650	651	652	653	654	655	656	657	658	659	660	661	662	663	664	665	666	667	668	669	670	671	672	673	674	675	676	677	678	679	680	681	682	683	684	685	686	687	688	689	690	691	692	693	694	695	696	697	698	699	700	701	702	703	704	705	706	707	708	709	710	711	712	713	714	715	716	717	718	719	720	721	722	723	724	725	726	727	728	729	730	731	732	733	734	735	736	737	738	739	740	741	742	743	744	745	746	747	748	749	750	751	752	753	754	755	756	757	758	759	760	761	762	763	764	765	766	767	768	769	770	771	772	773	774	775	776	777	778	779	780	781	782	783	784	785	786	787	788	789	790	791	792	793	794	795	796	797	798	799	800	801	802	803	804	805	806	807	808	809	810	811	812	813	814	815	816	817	818	819	820	821	822	823	824	825	826	827	828	829	830	831	832	833	834	835	836	837	838	839	840	841	842	843	844	845	846	847	848	849	850	851	852	853	854	855	856	857	858	859	860	861	862	863	864	865	866	867	868	869	870	871	872	873	874	875	876	877	878	879	880	881	882	883	884	885	886	887	888	889	890	891	892	893	894	895	896	897	898	899	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	910	911	912	913	914	915	916	917	918	919	920	921	922	923	924	925	926	927	928	929	930	931	932	933	934	935	936	937	938	939	940	941	942	943	944	945	946	947	948	949	950	951	952	953	954	955	956	957	958	959	960	961	962	963	964	965	966	967	968	969	970	971	972	973	974	975	976	977	978	979	980	981	982	983	984	985	986	987	988	989	990	991	992	993	994	995	996	997	998	999	1000	1001	1002	1003	1004	1005	1006	1007	1008	1009	1010	1011	1012	1013	1014	1015	1016	1017	1018	1019	1020	1021	1022	1023	1024	1025	1026	1027	1028	1029	1030	1031	1032	1033	1034	1035	1036	1037	1038	1039	1040	1041	1042	1043	1044	1045	1046	1047	1048	1049	1050	1051	1052	1053	1054	1055	1056	1057	1058	1059	1060	1061	1062	1063	1064	1065	1066	1067	1068	1069	1070	1071	1072	1073	1074	1075	1076	1077	1078	1079	1080	1081	1082	1083	1084	1085	1086	1087	1088	1089	1090	1091	1092	1093	1094	1095	1096	1097	1098	1099	1100	1101	1102	1103	1104	1105	1106	1107	1108	1109	1110	1111	1112	1113	1114	1115	1116	1117	1118	1119	1120	1121	1122	1123	1124	1125	1126	1127	1128	1129	1130	1131	1132	1133	1134	1135	1136	1137	1138	1139	1140	1141	1142	1143	1144	1145	1146	1147	1148	1149	1150	1151	1152	1153	1154	1155	1156	1157	1158	1159	1160	1161	1162	1163	1164	1165	1166	1167	1168	1169	1170	1171	1172	1173	1174	1175	1176	1177	1178	1179	1180	1181	1182	1183	1184	1185	1186	1187	1188	1189	1190	1191	1192	1193	1194	1195	1196	1197	1198	1199	1200	1201	1202	1203	1204	1205	1206	1207	1208	1209	1210	1211	1212	1213	1214	1215	1216	1217	1218	1219	1220	1221	1222	1223	1224	1225	1226	1227	1228	1229	1230	1231	1232	1233	1234	1235	1236	1237	1238	1239	1240	1241	1242	1243	1244	1245	1246	1247	1248	1249	1250	1251	1252	1253	1254	1255	1256	1257	1258	1259	1260	1261	1262	1263	1264	1265	1266	1267	1268	1269	1270	1271	1272	1273	1274	1275	1276	1277	1278	1279	1280	1281	1282	1283	1284	1285	1286	1287	1288	1289	1290	1291	1292	1293	1294	1295	1296	1297	1298	1299	1300	1301	1302	1303	1304	1305	1306	1307	1308	1309	1310	1311	1312	1313	1314	1315	1316	1317	1318	1319	1320	1321	1322	1323	1324	1325	1326	1327	1328	1329	1330	1331	1332	1333	1334	1335	1336	1337	1338	1339	1340	1341	1342	1343	1344	1345	1346	1347	1348	1349	1350	1351	1352	1353	1354	1355	1356	1357	1358	1359	1360	1361	1362	1363	1364	1365	1366	1367	1368	1369	1370	1371	1372	1373	1374	1375	1376	1377	1378	1379	1380	1381	1382	1383	1384	1385	1386	1387	1388	1389	1390	1391	1392	1393	1394	1395	1396	1397	1398	1399	1400	1401	1402	1403	1404	1405	1406	1407	1408	1409	1410	1411	1412	1413	1414	1415	1416	1417	1418	1419	1420	1421	1422	1423	1424	1425	1426	1427	1428	1429	1430	1431	1432	1433	1434	1435	1436	1437	1438	1439	1440	1441	1442	1443	1444	1445	1446	1447	1448	1449	1450	1451	1452	1453	1454	1455	1456	1457	1458	1459	1460	1461	1462	1463	1464	1465	1
-------	------	---------	---------	---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	---

CATPAR CLASSES DE N DE PARCELLES CROSTABILATON OF STATUT PROFESSIONNEL PROP

STAP												
COUNT	ICADRE	OU	SANS	PRO	CHEF	D E	OUVRIER	INDEPEAD	PROFESSI	EMPLOVE	COLLECTI	ROW
COL PCT	I FONCTIO	FESSION	CHIEF	NTPREPRIS	4	5	6	7	8	9	10	TOTAL
TOT PCT	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
1	30	23	10	12	78	10	35	12	170			
1 - 2	17.6	13.5	5.9	7.1	22.4	5.9	20.6	7.1	57.6			
	60.0	41.6	62.5	63.2	57.6	55.6	47.3	63.2				
	10.2	7.8	3.4	4.1	12.9	3.4	11.9	4.1				
2	14	12	5	2	7	3	13	2	58			
3 - 5	24.1	20.7	8.6	3.4	12.1	5.2	22.4	3.4	19.7			
	28.0	21.8	31.3	10.5	10.6	16.7	25.0	10.5				
	4.7	4.1	1.7	.7	2.4	1.0	4.4	.7				
3	6	10	1	2	10	3	2	1	35			
6 - 11	17.1	28.6	2.9	5.7	28.6	8.6	5.7	2.9	11.9			
	12.0	14.2	6.7	10.5	15.2	16.7	3.8	5.3				
	2.0	3.4	.3	.7	3.4	1.0	.7	.3				
4	0	6	0	1	5	2	1	2	17			
12 - 19	.0	35.3	.0	5.0	29.4	11.8	5.9	11.8	5.8			
	.0	10.9	.0	5.3	7.6	11.1	1.9	10.5				
	.0	2.0	.0	.7	1.7	.7	.3	.7				
5	0	4	0	2	6	0	1	2	15			
20 - 62	.0	26.7	.0	13.3	40.0	.0	6.7	13.3	5.1			
	.0	7.3	.0	10.5	9.1	.0	1.9	10.5				
	.0	1.4	.0	.7	2.0	.0	.3	.7				
COLUMN	50	55	16	19	66	18	52	19	295			
TOTAL	16.9	18.6	5.4	6.4	22.4	6.1	17.6	6.4	100.0			

STAP														
COUNT														
ROW	PCT	ICADRE OU SANS PRO			CHEF D E	OUVRIER	INDEPEND			PROFESSI	EMPLOYE	COLLECTI		
COL	PCT	I FONCTIO FESSION			NIREPRIS		ANT	5	6	7	8	VITE		
TOT	PCT	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
CATPAR														
1	5	1	9	2	1	4	1	12	3	4	1	4	1	44
1 - 2	11.4	1	20.5	4.5	1	11.4	1	27.3	1	6.8	1	9.1	1	44.0
	55.6	1	32.1	66.7	1	62.5	1	38.7	1	50.0	1	44.4	1	66.7
	5.0	1	9.0	2.0	1	5.0	1	12.0	1	3.0	1	4.0	1	4.0
2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	18
3 - 5	11.1	1	22.2	5.6	1	0	1	22.2	1	11.1	1	22.2	1	18.0
	22.2	1	14.3	33.3	1	0	1	12.9	1	33.3	1	44.4	1	16.7
	2.0	1	4.0	1.0	1	0	1	4.0	1	2.0	1	4.0	1	1.0
3	2	1	7	0	1	0	1	8	1	1	1	0	1	13
6 - 11	11.1	1	38.9	0	1	0	1	44.4	1	5.6	1	0	1	18.0
	22.2	1	25.0	0	1	0	1	25.8	1	16.7	1	0	1	0
	2.0	1	7.0	0	1	0	1	8.0	1	1.0	1	0	1	0
4	0	1	6	0	1	1	1	3	1	0	1	1	1	11
12 - 19	0	1	54.5	0	1	9.1	1	27.3	1	0	1	9.1	1	11.0
	0	1	21.4	0	1	12.5	1	9.7	1	0	1	11.1	1	0
	0	1	6.0	0	1	1.0	1	3.0	1	0	1	1.0	1	0
5	0	1	2	0	1	2	1	4	1	0	1	0	1	9
20 - 62	0	1	22.2	0	1	22.2	1	44.4	1	0	1	0	1	9.0
	0	1	7.1	0	1	25.0	1	12.9	1	0	1	0	1	0
	0	1	2.0	0	1	2.0	1	4.0	1	0	1	0	1	1.0
COLUMN TOTAL	9.0	28.0	3.0	8.0	31.0	6.0	9.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	100.0

* * * * * C R O S S T A B U L A T I O N O F * * * * *
 * * * * * C L A S S E S D E N D E P A R C E L L E S * * * * * S T A T U T P R O F E S S I O N N E L P R O P
 * * * * * C A T P A R C O N T R O L L I N G F O R . . * * * * *
 * * * * * D O M I C I L E F I S C A L D U P R O P * * * * * V A L U E . . 2 C C P M V O I S I N E * * * * *

STAP												
COUNT	I											
ROW	PC1	ICADRE	OU	SANS	PRO	CHEF	D E	OUVRIER	INDEPEND	PROFESSI	EMPLOYE	RCW
COL	PC1	FUNCTION	FESSION	NTPREPRIS	ANT	ANT	ON	LIBER	SUBALTIER	TOTAL		
TOT	PC1	1	2	3	4	5	6	7	7			
CATPAR	1	1	2	0	1	6	1	1	1	1	1	20
	1 - 2	5.0	10.0	.0	5.0	30.0	5.0	45.0	9	69.0		
	1	100.0	28.6	.0	100.0	75.0	100.0	90.0	1			
	1	3.4	6.9	.0	3.4	20.7	3.4	31.0	1			
3 - 5	2	0	4	1	1	0	0	1	1	1	6	20.7
	3	.0	66.7	16.7	1	.0	.0	16.7	1	20.7		
	4	.0	57.1	100.0	1	.0	.0	10.0	1			
	5	.0	13.8	3.4	1	.0	.0	3.4	1			
6 - 11	3	0	1	0	1	1	1	0	1	1	2	6.9
	4	.0	50.0	.0	1	50.0	.0	.0	1			
	5	.0	14.3	.0	1	12.5	.0	.0	1			
	6	.0	3.4	.0	1	3.4	.0	.0	1			
12 - 19	4	0	0	0	1	1	1	0	1	1	1	3.4
	5	.0	.0	.0	1	100.0	.0	.0	1			
	6	.0	.0	.0	1	12.5	.0	.0	1			
	7	.0	.0	.0	1	3.4	.0	.0	1			
COLUMN	1	7	1	3.4	1	8	1	10	29	100.0		
TOTAL	3.4	24.1	3.4	3.4	27.6	3.4	34.5					

CATPAR	*****	CRO S T A B U L A T I O N	O F	*****
CLASSES DE N DE PARCELLES	*****	BY STAP	STATUT PROFFESIONNEL PROP	*****
CONTROLLING FOR..	*****	VALUE..	3	CANTON GENEVE
DOMICILE FISCAL DU PROP	*****			*****
NOMI	*****			*****

***** C R O S S T A B U L A T I O N C F *****
 CATPAR CLASSES DE N DE PARCELLES BY DOMI DOMICILE FISCAL DU PROP

DOMI

COUNT	ROW	PCT	ICOMM	CAR	COMM	VOI	CANTON	G	TERRIT	S	PAYS	ETR	ROW
CATPAR	COL	PCT	ITIGNY	SINE	FNEVE	UISSE	ANGER	5	I	5	I	TOTAL	
	TOT	PCT	I	I	2	I	3	I	4	I	5	I	
	1	44	I	20	I	89	I	13	I	4	I	170	
1 - 2	1	25.9	I	11.8	I	52.4	I	7.6	I	2.4	I	57.6	
	1	44.0	I	69.0	I	65.0	I	68.4	I	40.0	I		
	1	14.9	I	6.8	I	30.2	I	4.4	I	1.4	I		
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
2	1	18	I	6	I	31	I	1	I	2	I	58	
3 - 5	1	31.0	I	10.3	I	53.4	I	1.7	I	3.4	I	19.7	
	1	18.0	I	20.7	I	22.6	I	5.3	I	20.0	I		
	1	6.1	I	2.0	I	10.5	I	.3	I	.7	I		
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
3	1	18	I	2	I	8	I	4	I	3	I	35	
6 - 11	1	51.4	I	5.7	I	22.9	I	11.4	I	8.6	I	11.9	
	1	18.0	I	6.9	I	5.8	I	21.1	I	30.0	I		
	1	6.1	I	.7	I	2.7	I	1.4	I	1.0	I		
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
4	1	11	I	1	I	4	I	.0	I	1	I	17	
12 - 19	1	64.7	I	5.9	I	23.5	I	.0	I	5.9	I	5.8	
	1	11.0	I	3.4	I	2.9	I	.0	I	10.0	I		
	1	3.7	I	.3	I	1.4	I	.0	I	.3	I		
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
5	1	9	I	0	I	5	I	1	I	0	I	15	
20 - 62	1	60.0	I	.0	I	33.3	I	6.7	I	.0	I	5.1	
	1	9.0	I	.0	I	3.6	I	5.3	I	.0	I		
	1	3.1	I	.0	I	1.7	I	.3	I	.0	I		
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
COLUM	100	29		137		19		10		10		295	
TOTAL	33.9	9.8		46.4		6.4		3.4		3.4		100.0	

ANNEXE 3 : Répertoire d'enquête sur les activités publiques et privées en 1970.

SECTEUR PRIVE

Numéro de secteur et code légal de groupe selon la Taxe Professionnelle.

FONCTIONS PRIMAIRES

0. CULTURE, ELEVAGE NON AGRICOLE : 18-0 Bétail
80. Horticulteurs, etc...
109-0 Oeufs, volailles en gros, etc...
110. Oiselleries
1. EXTRACTION 145. Sables et graviers

FONCTIONS SECONDAIRES

2. INDUSTRIE DE TRANSFORMATION

- a. Alimentation, habillement 23-2 Boucheries
24-2 Boulangeries
25. Brasseries, etc...
36-2 Charcuteries
38-2 Chaussures
60. Eaux gazeuses, etc...
76. Habillement
92-2 Laiteries, etc...
103. Minoteries
130-2 Produits alimentaires
152-2 Spiritueux, etc...
153-2 Tabacs, manufactures
158-2 Teintureries
161. Torréfaction
- b. Arts graphiques 76. Graveurs, etc...
77. Hélios, offset, etc...
85-2 Imprimeries
123-2 Photographie, laboratoires
124-2 Photographie industrielle
141. Relieurs
- c. Biens d'équipement 17-2 Construction navale
26. Brosserie, etc...
32. Caoutchouc, matières plastiques, etc...
51-2 Cuirs et peaux
94-2 Machines de bureau, etc...
97-2 Maroquinerie, etc...
115. Papier, cartons
137-2 Quincaillerie, etc...
164-2 Travaux du bois, ébénisterie, etc...
165-2 Treillageurs, etc...
- d. Chimie 40-2 Chimistes, etc...
117-2 Parfumerie, fabriques
122-2 Pharmacie, fabriques
131-2 Produits chimiques, fabriques
132. Produits pétroliers
- e. Electronique 63-2 Electricité, fabriques d'accessoires
138-2 Radio, etc...

- f. Horlogerie
 - 21. Boîtes de montres
 - 79. Horlogerie, fabriques
 - 166. Verres de montres
- g. Métallurgie, mécanique
 - 12-2 Automobile, finissage ou réparation
 - 34. Carrosseries
 - 54. Décolletage, etc...
 - 86. Industries métallurgiques, etc...
 - 106. Nickelage, etc...
 - 147-2 Serrureries, etc...
- h. Métaux et matériaux précieux
 - 19-2 Bijouterie, fabriques
 - 57. Diamants industriels, etc...
 - 67. Essayeurs-jurés (fab. lingots)
 - 99. Mécaniciens-dentistes, etc...
 - 125-2 Pierres précieuses, fab.
 - 126. Pierres artificielles

3. FONCTIONS DE L'INDUSTRIE DU BATIMENT

- a. Gros oeuvre
 - 50. Couvresseurs
 - 64. Entrepreneurs (maçonnerie, génie civil)
- b. Second oeuvre et entretien
 - 33. Carreleurs
 - 37. Chauffage et climatisation
 - 63-3 Electricité, installateurs
 - 68. Ferblanterie et inst. sanitaires
 - 75. Gypsiere-peintres
 - 105. Nettoyage, imprégn. sols etc...
 - 116-3 Papiers-peints, linos, etc...
 - 119. Peintres-décorateurs, etc...
 - 139. Ramoneurs
 - 147-3 Serruriers, etc...
 - 156. Tapissiers, etc...
 - 164-3 Travaux du bois
 - 165-3 Treillageurs, stores, etc...
 - 169. Vitrieres
- c. Matériaux de construction
 - 96. Marbriers, tailleurs de pierres
 - 98. Matériaux, etc...

FONCTIONS TERTIAIRES

4. DISTRIBUTION DE BIENS ET DE SERVICES

- a. Commerces alimentaires
 - 23-4 Boucheries
 - de fréquentation quotidienne
 - 24-4 Boulangeries
 - 36-4 Charcuteries
 - 66. Epicerie
 - 92-4 Laiteries
 - 129. Primeurs
- b. Commerces non alimentaires
 - 62-4 Revues, périodiques, etc...
 - de fréquentation quotidienne
 - 85-4 Journaux
 - 153-4 Tabacs
- c. Commerces alimentaires
 - 30. Cafés, thés, etc...
 - de fréquentation occasionnelle
 - 45. Comestibles et traiteurs
 - 109-4 Oeufs, volailles, etc...
 - 118. Pâtisseries

d. Commerces occasionnels
d'équipement de la personne

- 19-4 Bijouterie
- 20. Blanchisserie
- 22. Bonnetterie, etc...
- 35. Chapeaux, etc...
- 38. Chaussures
- 47. Confection
- 48. Cordonnerie
- 49. Couture, haute couture
- 71. Fourrures
- 117-4 Parfumeries, détail
- 122-4 Pharmacie
- 142. Remaillage, stoppage, etc...
- 154. Tailleurs
- 158-3 Teintureries

e. Commerces occasionnels
d'équipement domestique

- 6. Antiquaires
- 58. Drogueries
- 63-4 Electricité
- 78. Horlogerie
- 95. Magasins d'assort., grands magasins
- 97-4 Maroquinerie
- 101. Meubles
- 131-4 Produits chimiques, droguerie
- 137-4 Quincaillerie, etc...
- 138-4 Radios, TV., etc...
- 155. Tapis et moquettes

f. Commerces occasionnels divers

- 9. Armuriers, etc...
- 12. Automobile, stations-services, etc...
- 51. Cuirs et peaux
- 52. Cycles et motos
- 70. Fleuristes
- 91. Jouets, bazars, etc...
- 104. Musique
- 108. Objets d'art
- 111. Optique, acoustique
- 114. Papeteries
- 123-4 Photographie
- 127. Pneumatiques
- 151. Sport
- 160. Timbres-poste

g. Fournitures en gros

- 7. Appareils médicaux, etc...
- 13. Avions
- 17-4 Bateaux
- 26-4 Brosseries, corderies, etc...
- 32-4 Caoutchouc, matières plastiques
- 94-4 Machines de bureau, etc...
- 112. Optique (instruments)
- 113. Outillage, fourn. industrielles
- 115-4 Papier et cartonnage
- 116-4 Papiers peints, linos, etc...
- 125-4 Bijouterie en gros (Pierres)

h. Négociants

- 18-4 Bétail
- 44. Combustibles
- 55. Denrées coloniales, etc...

- 73. Graines, fourrages et engrais
- 82. Huiles et savons
- 130-4 Produits alimentaires
- 152-4 Spiritueux
- 168. Vins
- i. Etablissements publics
 - 16. Bars
 - 29. Cafés, restaurants
 - 90. Jeux automatiques
- j. Hôtellerie
- k. Spectacles
 - 81. Hôtels
 - 42. Cinémas
 - 159. Théâtres
- l. Soins de beauté
 - 88. Instituts de beauté
 - 146. Salons de coiffure, etc...
- m. Consultation et soins ambulatoires
 - 41. Chiropaticiens
 - 56. Dentistes
 - 100. Médecins
 - 134. Pro. paramédicales
 - 135. Psychologues, etc...
 - 167. Vétérinaires
- n. Services hospitaliers
 - 39. Chenils
 - 43. Cliniques
 - 121. Permanences médicochirurgicales
- o. Services de transport
 - 31. Camionnages, etc...
 - 93. Location mobilière, etc...
 - 128. Pompes funèbres
 - 157. Taxis
- p. Services d'agence
 - 2. Agences matrimoniales
 - 3. Agences de voyages
 - 27. Bureaux de placement, logement
 - 53. Dactylographie, etc...
 - 65. Entreprises de garde et de police
 - 162. Transports aériens
 - 163. Transports internationaux
- q. Services de presse
 - 5. Agences de presse
 - 62-4 Editions, revues, etc...
 - 85-4 Journaux
 - 123-4 Photographie
 - 136. Publicité

5. DIRECTION ET GESTION

- a. Services de gestion
 - 4. Agents d'affaires, a. intermédiaires
 - 14. Avocats et conseils juridiques
 - 28. Bureaux de transmission d'ordres, etc...
 - 46. Comptables et fiduciaires
 - 59. Droit d'auteur
 - 62.5 Editions, etc...
 - 83. Huissiers
 - 84. Imprésarios
 - 107. Notaires
 - 140. Régisseurs, affaires immobilières
 - 143. Renseignements commerciaux, etc...
 - 144. Représentants, import-export
 - 150. Sociétés de service, bureaux de liaison

b. Services financiers

- 11. Assurances
- 15. Banques et gérants de fortune
- 149. Sociétés financières

6. ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE

a. Services d'enseignement

- 61. Ecoles privées, jardins d'enfants
- 89. Instituts d'éducation physique, etc...
- 133. Professeurs

b. Services de recherche
scientifique ou technique

- 8. Architectes
- 10. Artistes, journalistes, écrivains
- 40-6 Chimistes, labo d'analyse
- 62-6 Editions, revues, etc...
- 69. Films
- 72. Géomètres
- 87. Ingénieurs, etc...
- 148. Stés d'exploitation de brevets, etc...

SECTEUR PUBLIC

Effectifs administratifs, résultats d'une enquête exhaustive
Code interne de secteur (supra) et code de division administrative

170. Organes semi-publics cantonaux

- 170-4 Services sociaux et hospitaliers périphériques
- 171-2, 171-5 Services industriels
- 172-2, 172-4, 172-5 CGTE (transp. en commun)
- 173-5, 173-6 Radio et télévision
- 174-5 Associations syndicales
- 175-5 Associations d'affaires
- 176-6 Organismes para-universitaires

200. Organismes administratifs communaux

- 200-5 Organes administratifs communaux
- 202-5 Services financiers de la Ville de Genève
- 203-5 Services de contrôle de la Ville de Genève
- 205-4 Services immobiliers V. de G.
- 206-5 Economat V. de G.
- 207-2 Travaux Publics des communes
- 208-2 Entretien et surveillance de bâtiments communaux
- 220-6 Instruction pour la Protection Civile V. de G.
- 221-4 Services des loisirs de la V. de G.
- 222-4 Services sociaux de la V. de G.
- 230-4 Spectacles, concerts et musées V. de G.
- 231-2 Abattoirs V. de G.
- 232-2 Service du feu V. de G.

300. Organismes administratifs cantonaux

- 300-5 Organes administratifs cantonaux
- 301-5 Directions du personnel des Départements
- 302-5 Caisses et Services de Comptabilité de l'Etat
- 303-4, 303-5, Services de contrôle cantonaux
- 304-2, 304-4, Services du registre foncier, cadastre, archives
- 305-4 Services du logement cantonaux
- 306-2, 306-5, Economat cantonal, arsenal militaire
- 307-2, 307-5, Travaux publics cantonaux
- 308-2 Conciergeries, nettoyage des bâtiments cantonaux
- 309-0, 309-2, 309-4, 309-5, aéroport de Cointrin
- 310-5 Services de l'aménagement du canton
- 311-6 Bureaux d'études technique cantonaux
- 312-5, 312-6, Agriculture, forêts, chasse-pêche. Recherche
- 313-6 Services statistiques cantonaux
- 314-4 Services d'informatique du canton
- 315-6 Services de recherche cantonaux divers
- 316-4, 316-5, Services de police
- 317-5 Sûreté cantonale
- 318-4, 318-5, Services pénitentiaires
- 319-4 Services judiciaires cantonaux
- 320-5, 320-6, Administration militaire, Protection Civile
- 321-4 Services de loisirs cantonaux
- 322-4, 322-5, Services sociaux de l'Etat de Genève
- 323-4, 323-5, 323-6, Services de la santé cantonaux
- 324-2, 324-4, 324-5, Etablissements hospitaliers

- 325-5, 325-6, Consultation et soins ambulatoires
- 326-2, 326-4, 326-5, Polycliniques
- 327-2, 327-5, 327-6, Etablissements d'enseignement primaire
- 328-2, 328-5, 328-6, Etablissements d'enseignement secondaire
- 329-2, 329-5, 329-6, Etablissements d'enseignement universitaire

400. Organismes administratifs fédéraux

- 400-5 Douanes suisses, administration et postes
- 401-4 Services postaux PTT., 401-5, administration arrond.
- 402-2, 402-5, Organes des CFF
- 404-5 Organismes administratifs fédéraux divers

500. Organisations internationales

- 500-5 Organisations internationales gouvernementales (1)
- 501-5 Organisations internationales non-gouvernementales (2)
- 502-5 Consulats et délégations étrangères (1)

(1) Effectif obtenu par enquête (par correspondance)

(2) Effectif relevé dans l'Annuaire des O.I.

ANNEXE 4 : Résultats de l'étude de l'EMPRISE IMMOBILIERE, comprenant :

- la liste des types de propriétaires;
- le tableau des immeubles détenus selon le type de propriétaire et la taille en logements, en chiffres bruts, % ligne, % colonne et % ligne-colonne (ou % du total, soit 7'778 immeubles);
- l'établissement de la légende des principaux sièges (ceux contrôlant plus de 1'500 logements) et des principaux administrateurs (ceux administrant plus de 1'000 logements) selon la proportion de S.I. par quartiers et communes.

TYPES DE PROPRIETAIRES :

Code :	100	Collectivités publiques
	100	Ville de Genève
	110	Etat de Genève
	120	Confédération
	130	Communes genevoises
	140	Collectifs publics
	150	Hospice général de Genève
	160	Autres
	200	Communautés religieuses ou de bienfaisance
	210	Eglises
	220	Paroisses
	230	Organismes de bienfaisance
	240	Association pour la promotion du logement
	250	Autres
	300	Entreprises industrielles
	310	Produits alimentaires et dérivés
	320	Textile-vêtement
	330	Papier, arts graphiques + bois, verre
	340	Chimie-Pétrole
	350	Métallurgie, machines, mécanique
	360	Horlogerie, bijouterie
	370	Construction
	380	Autres ou non identifiés
	400	Entreprises tertiaires
	410	Commerce de gros
	420	Commerce de détail
	430	Banques et sociétés financières
	440	Assurances
	450	Affaires immobilières, dont
	450	Sociétés immobilières
	451	Régies
	452	Agences immobilières
	453	Autres immobiliers
	460	Hôtellerie-Voyages-Tourisme-Spectacles
	470	Soins et santé
	480	Fondations, caisses diverses, fédérations
	480	d'entreprises secondaires
	481	d'entreprises tertiaires
	483	Etat, Confédération
	484	Autres sans précision
	490	Autres tertiaires
	500	Autres
	600	Non-identifiés

[illegible]

COUNT	ROW PCT	I ASSOCIAT	AUTRES	C PRODUITS	TEXTILE	PAPIER A	CHIMIE	METALLUR	HORLOGER	CONSTRUC	AUTRES	E
COL PCT	ION POUR	OMM. REL	ALIMENT	VETEMENT	RIS	GRAP	GIE MECA	IE	TION	NTR. SEC	TOTAL	
TOT PCT	240	250	310	320	330	340	350	360	370	380	390	400
CATLOG	7	2	11	0	9	3	35	6	7	1	0	1
SANS LOGEMENTS	7	2	11	0	9	3	35	6	7	1	0	1
	1.6	66.7	26.2	0	31.0	14.3	34.0	30.0	17.1	1	0	1
	.1	0	.1	0	.1	0	.4	.1	.1	0	0	1
1	54	1	24	6	13	16	39	9	19	2	1	1287
1 A 2 LOGEMENTS	4.2	.1	1.9	.5	1.0	1.2	3.0	.7	1.5	.2	1	16.5
	12.6	33.3	57.1	100.0	44.8	76.2	37.9	45.0	46.3	100.0	1	1
	.7	0	.3	.1	.2	.2	.5	.1	.2	0	0	1
2	130	0	6	0	7	2	16	5	5	0	1	1251
3 A 8 LOGEMENTS	12.0	0	.5	0	.6	.2	1.3	.4	.4	0	1	16.1
	35.0	0	14.3	0	24.1	9.5	15.5	25.0	12.2	1	0	1
	1.9	0	.1	0	.1	0	.2	.1	.1	0	0	1
3	59	0	1	0	0	0	7	0	4	1	0	1298
9 A 14 LOGEMENTS	4.5	0	.1	0	.0	.0	.5	0	.3	0	1	16.7
	13.8	0	2.4	0	.0	.0	6.8	0	9.8	1	0	1
	.8	0	.0	0	.0	.0	.1	0	.1	0	0	1
4	78	0	0	0	0	0	6	0	2	1	0	1304
15 A 21 LOGEMENT	6.0	0	.0	0	.0	.0	.5	0	.2	1	0	16.8
	18.2	0	.0	0	.0	.0	5.8	0	4.9	1	0	1
	1.0	0	.0	0	.0	.0	.1	0	.0	0	0	1
5	35	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	795
22 A 28 LOGEMENT	4.4	0	.0	0	.0	.0	.0	0	.1	1	0	10.2
	8.2	0	.0	0	.0	.0	.0	0	2.4	1	0	1
	.4	0	.0	0	.0	.0	.0	0	.0	0	0	1
6	46	0	0	0	0	0	0	0	3	1	0	802
29 A 96 LOGEMENT	5.7	0	.0	0	.0	.0	.0	0	.4	1	0	10.3
	10.7	0	.0	0	.0	.0	.0	0	7.3	1	0	1
	.6	0	.0	0	.0	.0	.0	0	.0	1	0	1
COLUMN TOTAL	429	3	42	6	29	21	103	20	41	2	1	7778
	5.5	.0	.5	.1	.4	.3	1.3	.3	.5	.0	1	100.0

(CONTINUED)

(CONTINUED)

[illegible]

Légendes :

Carte 40. : Emprise dominante parmi les 6 principaux sièges de S.I. en 1970, par quartiers et communes. Cf. tableau 11. et légende.

Carte 47. : Emprise dominante parmi les 9 principaux administrateurs en 1970, par quartiers et communes. Voir la légende.

Carte 40.

Carte 47.

Cité-Centre	L **	28.2 (des 6 sièges de S.I.)	L **	27.8 % (des 9 adm.)
St-Gervais	X *	27.3	F ***	32.0
Délices	L **	34.0	L ***	27.5
Pâquis	C *	31.7	B **	28.1
Champel	J *	26.2	O **	21.3
Cluse	C *	30.6	C *	20.4
Mail	C *	35.9	S *	23.2
Bâtie	C ***	53.3	B **	36.4
Eaux-Vives	L *	24.1	L *	25.0
Florissant	C *	28.9	T *	20.6
Sécheron	C **	45.8	T **	33.3
Grand-Pré	C *	42.8	C **	31.6
Bouchet	J ***	81.6	J **	52.9
Charmilles	C **	33.3	T *	22.2
St-Jean	Y *	24.0	J **	33.3
Carouge	C *	60.0	C **	52.9
Chêne-Bougeries	R ***	55.5	S *	33.3
Chêne-Bourg	N ***	65.0	D *	60.0
Lancy	L ***	42.2	L ***	90.9
Meyrin	J ***	67.7	J ***	61.3
Onex	B ***	100.0	B ***	62.1
Vernier	C **	50.0	D ***	42.8

De l'ensemble des S.I. dans chaque zone, le siège ou l'administrateur détient :

* moins de 25 %
 ** de 25 à 38 %
 *** de 38.1 à 76 %

* moins de 14 %
 ** de 14.1 à 24 %
 *** de 24.1 à 60 %

ANNEXE 5 :

ADMINISTRATEURS DE SOCIETES IMMOBILIERES EN 1970

1) DATE DE NAISSANCE

		%
1875 - 1885	9	1,35
1886 - 1895	47	7,03
1896 - 1905	120	17,94
1906 - 1915	171	25,56
1916 - 1925	181	27,06
1926 - 1935	107	15,99
1936 - 1948	<u>34</u>	<u>5,08</u>
	669	100.0

2) NATIONALITE

		%
Genève	565	64,06
Suisse (reste)	294	33,33
France	10	1,13
Grande-Bretagne	2	0,23
Italie	7	0,79
Pologne	1	0,11
Israel	1	0,11
Koweit	1	0,11
Liban	<u>1</u>	<u>0,11</u>
	882	99,98

3) PROFESSION

<u>Secteur immobilier</u>			%
- administrateurs	113		
- régisseurs et agents immobiliers	<u>77</u>	<u>190</u>	30,60
<u>Secteur financier</u>			
- agents d'affaires ou d'assurances	4		
- banquiers, affaires financières	25		
- comptables, experts-comptables	41		
- fondés de pouvoir	<u>27</u>	<u>97</u>	15,62
<u>Secteur libéral et technique</u>			
- architectes, techniciens, ingénieurs	36		
- artistes, journalistes, rédacteurs	4		
- diplomates	1		
- juges	1		
- médecins	9		
- notaires, avocats, juristes	71		
- professeurs	8		
- secrétaires généraux	1		
- autres	<u>8</u>	<u>139</u>	22,38
<u>Secteur directorial</u>			
- directeurs, sous-directeurs	74		
- entrepreneurs	17		
- industriels	<u>7</u>	<u>98</u>	15,78
Commerce, vente, services	51		8,21
Ouvriers, employés	44		7,09
Sans profession	<u>2</u>		<u>0,32</u>
		621	100,0
(Non-mentionnée)		(330)	

4) NOMBRE DE SOCIETES IMMOBILIERES ADMINISTREES

<u>Nombre de S.I.</u>		%	<u>soit total S.I.</u>	%
1 S.I.	482	50,68	482	11,30
2-5 S.I.	310	32,60	892	20,92
6-10 S.I.	73	7,68	554	12,99
plus de 10	<u>86</u>	<u>9,04</u>	<u>2'336</u>	<u>54,78</u>
	951	100,0	4'264	99,99

ANNEXE 6 :

POPULATION ACTIVE PAR COMMUNES

Source : Service Cantonal de Statistique

Commune	Personnes actives habitant dans la commune	Emigrants quotidiens	Immigrants quotidiens	Personnes travaillant dans la commune
CANTON DE GENEVE	171'055	(61'634)	(64'905)	174'326
6601 Aire-la-Ville	100	47	73	126
6602 Anièrès	382	208	56	230
6603 Avully	413	232	46	227
6604 Avusy	230	138	11	103
6605 Bardonnex	607	371	61	297
6606 Bellevue	267	122	88	233
6607 Bernex	1'630	1'020	208	818
6608 Carouge	7'912	4'466	7'401	10'847
6609 Cartigny	251	103	25	173
6610 Céligny	219	105	36	150
6611 Chancy	254	60	25	119
6612 Chêne-Bougeries	3'931	3'008	820	1'743
6613 Chêne-Bourg	2'956	1'998	1'306	2'264
6614 Choulex	262	151	20	131
6615 Collèx-Bossy	242	131	15	126
6616 Collonge-Bellerive	1'677	898	275	1'054
6617 Cologny	934	528	249	655
6618 Confignon	705	521	50	234
6619 Corsier	415	274	26	167
6620 Dardagny	367	144	51	274
6621 Genève	95'601	11'895	40'092	123'798
6622 Genthod	433	262	27	198
6623 Le Grand-Saconnex	3'185	2'339	695	1'541
6624 Gy	75	34	1	42
6625 Hermance	238	130	6	144
6626 Jussy	330	129	33	234
6627 Laconnex	101	54	8	55
6628 Lancy	9'737	6'980	2'512	5'269
6629 Meinier	633	387	29	284
6630 Meyrin	6'868	3'585	4'490	7'773
6631 Onex	6'029	4'761	621	1'889
6632 Perly-Certoux	456	315	59	200
6633 Plan-les-Ouates	1'539	974	332	897
6634 Pregny-Chambésy	871	560	376	687
6635 Presinge	181	100	15	96
6636 Puplinge	292	191	15	116
6637 Russin	171	84	51	138
6638 Satigny	917	431	224	710
6639 Soral	150	79	16	87
6640 Thônex	3'223	2'517	414	1'120
6641 Troinex	470	306	60	224
6642 Vandoeuvres	615	335	68	348
6643 Vernier	10'941	8'065	3'295	6'801
6644 Versoix	2'543	1'417	446	1'572
6645 Veyrier	1'802	1'188	178	792

ANNEXE 7 : UNITES DE TRAVAIL ET EMPLOIS A PLEIN TEMPS, publics et privés

Résultats principaux de l'enquête effectuée dans le secteur public et du relevé des déclarations de la Taxe Professionnelle, pour 1970.

(nombres absolus)

(nombres relatifs)

	Secteur public		Secteur privé		Secteur public		Secteur privé	
	Ent.	Empl.	Ent.	Empl.	Ent.	Empl.	Ent.	Empl.
Cité	132	3'571	3'244	24'351	25,58	14,35	31,90	30,39
St Gervais-Chantepoulet	30	1'399	1'089	8'921	5,81	5,62	10,71	11,13
Délèves-Grottes-Montbrillant	12	600	568	3'029	2,33	2,41	5,59	3,78
Pâquis	26	1'126	686	3'655	5,04	4,53	6,75	4,56
Champel	39	915	421	1'740	7,56	3,68	4,14	2,17
Cluse	18	3'644	721	4'525	3,49	14,64	7,10	5,65
Mail-Jonction	62	4'370	769	8'370	12,02	17,56	7,56	10,44
Bâtie-Acacias	10	361	237	3'831	1,94	1,45	2,33	4,78
Eaux-Vives-Lac	32	595	1'048	8'024	6,20	2,39	10,30	10,01
Florissant-Malagnou	18	259	291	1'744	3,49	1,04	2,86	2,18
Sécheron	25	2'173	211	2'586	4,84	8,73	2,07	3,23
Onu	10	3'378	8	154	1,94	13,58	0,08	0,19
Grand-Pré-Vermont	32	1'074	224	1'837	6,20	4,32	2,22	2,29
Bouchet-Moillebeau	34	990	122	786	6,59	3,98	1,20	0,98
Charmilles-Châtelaine	25	288	353	5'407	4,84	1,16	3,47	6,75
St-Jean-Aître	11	140	176	1'178	2,13	0,56	1,73	1,47
Totaux Genève	516	24'883	10'170	80'138	100,00	100,00	100,00	100,00
Aire-la-Ville	5	50	5	21	0,53	0,14	0,03	0,02
Anières	5	10	29	83	0,53	0,03	0,20	0,07
Aully	5	9	18	86	0,53	0,02	0,12	0,07
Avusy	4	5	19	71	0,42	0,01	0,13	0,06
Bardonnex	5	10	23	221	0,53	0,03	0,16	0,18
Bellevue	3	6	16	162	0,32	0,02	6,11	0,13
Bernex	11	242	73	578	1,16	0,65	0,50	0,48
Carouge	33	904	1'167	14'687	3,48	2,44	7,92	12,15
Cartigny	3	4	25	135	0,32	0,01	0,17	0,11
Chancy	3	4	16	27	0,32	0,01	0,11	0,02
Chêne-Bougeries	22	220	219	1'148	2,32	0,59	1,49	0,95
Chêne-Bourg	12	67	260	1'806	1,26	0,18	1,77	1,49
Choulex	3	4	14	38	0,32	0,01	0,10	0,03
Collex-Bossy	5	7	20	50	0,53	0,02	0,14	0,04
Collonge	10	56	107	614	1,05	0,15	0,73	0,51
Cologny	8	26	39	131	0,84	0,07	0,26	0,11
Confignon	5	10	31	112	0,53	0,03	0,21	0,09
Corsier	5	13	33	144	0,53	0,04	0,22	0,12
Dardagny	7	12	33	198	0,74	0,03	0,22	0,16
Genthod	5	19	14	67	0,53	0,05	0,10	0,06
Grand-Saconnex	23	4'045	150	565	2,42	10,93	1,01	0,47
Gy	3	6	2	3	0,32	0,02	0,01	
Hermance	4	5	27	91	0,42	0,01	0,18	0,08
Jussy	4	8	28	80	0,42	0,02	0,19	0,07
Laconnex	3	5	14	41	0,32	0,01	0,10	0,03
Lancy	37	500	442	4'567	3,90	1,35	3,00	3,78
Mainier	3	9	14	53	0,32	0,02	0,10	0,04
Mayrin	34	4'067	326	3'657	3,58	10,99	2,21	3,02
Onex	21	248	128	516	2,21	0,67	0,87	0,43
Parly-Certoux	4	10	39	80	0,42	0,03	0,26	0,07
Plan-les-Ouates	7	28	123	978	0,74	0,08	0,84	0,81
Pregny-Chambésy	9	29	33	131	0,95	0,08	0,22	0,11
Presinge	5	6	13	38	0,53	0,02	0,09	0,03
Repos	5	7	8	25	0,53	0,02	0,05	0,02
Ruplinge	8	14	19	119	0,84	0,04	0,13	0,10
Russin	7	25	71	571	0,74	0,07	0,48	0,47
Satigny	3	4	10	23	0,32	0,01	0,07	0,02
Soral	24	693	146	586	2,53	1,87	0,99	0,48
Thônex	3	7	48	138	0,32	0,02	0,33	0,11
Troinex	4	14	23	84	0,42	0,04	0,16	0,07
Vandoeuvres	36	511	358	5'736	3,79	1,38	2,43	4,74
Vernier	17	102	307	2'029	1,79	0,28	2,08	1,68
Versoix	10	116	69	269	1,05	0,31	0,47	0,22
Vayrier								
GENEVE	516	24'883	10'170	80'138	54,37	67,22	69,05	66,29
TOTAUX	949	37'020	14'729	120'897	100,00	100,00	100,00	100,00
	(6,05)	(23,44)	(93,95)	(76,56)				

Secteur	Biens et Services		Direction et Gestion		S. Technique et Recherche		TOTAL Secteur Privé	
	Empl.	Entr.	Empl.	Entr.	Empl.	Entr.	Empl.	Entr.
1'044	1'505	11'565	1'409	12'055	221	2'035	3'244	24'351
402	650	5'919	274	2'719	76	463	1'089	8'921
634	371	1'369	30	264	36	658	568	3'029
845	465	2'262	74	1'018	34	263	686	3'655
173	270	1'264	96	310	44	798	421	1'740
1'753	493	3'958	36	361	55	249	721	4'525
1'093	438	2'866	78	1'438	62	910	769	8'370
667	138	1'350	19	49	6	87	237	3'831
3'643	643	2'412	109	581	71	374	1'048	8'024
456	178	914	59	182	33	345	291	1'744
233	126	784	39	1'818	16	281	211	2'586
--	10	208	5	3'209	--	--	8	154
164	170	613	29	1'011	14	34	226	1'837
68	71	712	43	668	16	291	122	786
900	213	1'356	44	145	31	223	353	5'407
232	116	502	9	24	11	124	176	1'178
12'307	5'857	38'054	2'353	25'852	726	7'135	10'170	80'138
15	4	6	1	4	1	2	5	21
20	16	30	1	1	1	4	29	83
3	7	11	1	1	2	5	18	86
22	7	12	--	--	3	4	19	71
18	14	35	--	--	2	5	23	221
7	10	115	--	--	1	2	16	162
218	31	296	3	5	5	18	73	578
2'370	496	3'193	83	1'744	96	734	1'167	14'687
45	9	34	2	3	4	5	25	135
1	12	15	2	2	1	2	16	27
202	137	511	15	107	28	248	219	1'148
560	122	449	20	99	20	150	260	1'806
16	10	17	1	1	1	2	14	38
11	8	18	1	1	2	5	20	50
210	49	218	5	8	8	34	107	614
15	17	88	7	10	4	19	39	131
43	14	39	2	2	3	8	31	112
68	16	38	2	2	1	8	33	144
2	24	50	3	3	2	6	33	198
15	8	62	2	2	2	3	14	67
171	62	164	25	4'007	18	76	150	565
--	3	4	--	--	1	4	2	3
23	16	57	2	2	1	1	27	91
28	12	33	1	1	3	7	28	80
20	9	18	1	1	1	3	14	41
1'263	202	991	35	124	41	548	442	4'567
23	6	12	--	--	2	7	14	53
290	183	1'098	21	566	24	3'567	326	3'657
171	62	231	7	60	23	213	128	516
4	28	52	2	2	1	2	39	80
323	41	101	8	13	4	16	123	978
59	16	52	3	4	4	18	33	131
5	7	28	2	2	1	2	13	38
17	5	6	1	1	1	3	8	25
12	6	13	4	8	2	3	19	119
214	27	135	3	6	1	6	71	571
1	7	20	1	1	2	3	10	23
229	75	572	13	135	15	143	146	568
9	11	40	24	63	6	23	48	138
28	7	19	3	28	5	11	23	84
1'717	160	613	19	115	25	247	358	5'736
127	73	365	158	1'039	13	67	307	2'029
39	30	153	3	5	7	37	69	269
20'941	7'916	49'068	2'840	34'030	1'113	12'885	14'729	120'897
13.26	50.49	31.07	18.11	21.55	7.10	8.16	93.95	76.56
primaire non payan)								

	Agriculture		Extraction		Industrie		Bâtiment	
	Ent.	Empl.	Ent.	Empl.	Ent.	Empl.	Ent.	Emp.
Cité			(100,00)	(100,00)	15,43	7,86	12,13	8,1
St-Gervais-Chantepoulet					8,72	3,69	4,83	3,1
Délices-Grottes-Montbrillant					5,59	3,18	10,95	5,1
Pâquis					6,82	1,78	9,19	6,1
Champel					2,57	0,50	3,18	1,1
Cluse	(14,28)	(76,92)			6,60	8,17	11,19	14,1
Mail-Jonction					17,67	29,06	11,19	8,1
Bâtie-Acacias					5,93	9,21	3,65	5,1
Eaux-Vives-Lac					13,31	7,27	16,25	29,1
Florissant-Malagnou					1,68	0,48	2,83	3,1
Sécheron					2,91	7,42	3,42	1,1
Onu					0,22	0,52	0,12	
Grand-Pré-Vermont	(14,28)	(1,92)			2,23	4,91	2,83	1,1
Bouchet-Moillebeau	(14,28)	(1,92)			1,68	0,16	4,83	0,1
Charmilles-Châtelaine	(28,57)	(5,77)			5,26	13,86	1,18	7,1
St-Jean-Aïre	(28,57)	(13,46)			3,36	1,94	2,24	1,1
Totaux Genève	(100,00)	(100,00)	(100,00)	(100,00)	100,00	100,00	100,00	100,00
Aire-la-Ville					0,15	0,11	0,06	0,1
Anières	3,38	2,48	4,55	9,04	0,24	0,01	0,32	0,1
Avully	1,35	0,28			0,49	0,18	0,06	0,1
Avusy	2,03	2,21	18,18	11,45	0,10	0,01	0,25	0,1
Bardonnex	2,03	0,82	4,55	8,43	0,29	0,38	0,13	0,1
Bellevue	0,68	0,28			0,24	0,10	0,13	0,1
Bernex	0,68	0,28			1,41	0,70	0,95	1,1
Carouge	4,05	8,55			17,03	18,67	10,65	11,1
Cartigny	1,35	0,55	9,09	1,20	0,15	0,11	0,38	0,1
Chancy			4,55	5,42	0,10	0,01	0,06	
Chêne-Bougeries	4,73	2,34			1,26	0,71	1,77	0,1
Chêne-Bourg	5,41	4,55			3,25	1,45	2,22	2,1
Choulex					0,15	0,01	0,13	0,1
Collex-Bossy	1,35	1,52			0,49	0,02	0,13	0,1
Collonge	8,78	13,93			1,07	0,25	1,27	1,1
Cologny	1,35	0,97			0,58	0,04	0,32	0,1
Confignon	2,70	3,17			0,29	0,01	0,44	0,1
Corsier	2,03	1,66			0,49	0,07	0,38	0,1
Dardagny					0,49	0,37	0,06	0,1
Genthod	0,68	0,28			0,10	0,01	0,25	0,1
Grand-Saconnex	2,03	6,90			1,80	0,35	1,77	0,1
Gy					0,05	0,01		
Hermance	0,68	0,28			0,24	0,03	0,38	0,1
Jussy					0,29	0,05	0,63	0,1
Laconnex					0,15	0,01	0,19	0,1
Lancy	6,08	12,14	22,76	34,34	5,43	4,98	4,75	6,1
Meinier	0,68	0,83			0,19	0,03	0,25	0,1
Meyrin	6,08	3,31	4,55	9,04	3,54	2,90	3,11	1,1
Onex	0,68	0,28			1,31	0,22	1,84	0,1
Perly-Certoux	2,03	1,24			0,29	0,05	0,19	0,1
Plan-les-Ouates	5,41	3,31	4,55	1,81	2,04	1,31	1,65	1,1
Pregny-Chambésy	0,68	0,69			0,44	0,05	0,57	0,1
Presinge	1,35	0,41			0,19	0,01	0,13	0,1
Puplinge					0,15	0,01	0,19	0,1
Russin			13,64	9,64	0,39	0,20	0,25	0,1
Satigny	3,38	1,93			1,41	0,55	0,82	1,1
Soral					0,10	0,01	0,06	
Thônex	4,73	4,00			1,55	0,43	1,77	1,1
Troinex	1,35	0,69			0,19	0,01	0,25	0,1
Vandoeuves	2,70	1,10			0,15	0,01	0,32	0,1
Vernier	6,76	2,62	4,55	1,81	4,95	8,81	4,88	8,1
Versoix	4,05	3,45	4,55	6,02	2,28	1,24	1,65	0,1
Veyrier	4,05	5,79			1,16	0,27	0,57	0,1
G E N E V E	4,73	7,17	4,55	1,81	43,38	55,21	53,80	58,1
TOTAUX	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

	Biens et services		Direction et gestion		Technique et scientifique		Totaux	
L.	Ent.	Empl.	Ent.	Empl.	Ent.	Empl.	Ent.	Empl.
48	25,70	30,39	59,88	46,63	30,34	22,89	31,59	26,59
27	11,10	15,55	11,64	10,52	10,48	7,00	10,47	9,83
15	6,33	3,60	1,27	1,02	4,97	9,95	5,43	3,46
37	7,94	5,94	3,14	3,94	4,69	3,98	6,66	4,55
41	4,61	3,32	4,08	1,20	6,07	12,07	4,30	2,53
24	8,42	10,40	1,53	1,40	7,59	3,76	6,92	7,78
99	7,48	7,53	3,31	5,56	8,55	13,76	7,78	12,13
42	2,36	3,55	0,81	0,19	0,83	1,32	2,31	3,99
50	10,98	6,34	4,63	2,25	9,79	5,65	10,11	8,21
71	3,04	2,40	2,51	0,70	4,55	5,22	2,89	1,91
89	2,15	2,06	1,66	7,03	2,21	4,25	2,21	4,53
	0,17	0,55	0,21	12,41			0,17	3,36
33	2,90	1,61	1,23	3,91	1,93	0,51	2,41	2,77
55	1,21	1,87	1,83	2,58	2,21	4,40	1,46	1,69
31	3,64	3,56	1,87	0,56	4,28	3,37	3,54	5,42
39	1,98	1,32	0,38	0,09	1,52	1,87	1,75	1,25
30	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
27	0,05	0,01	0,03	0,01	0,09	0,02	0,06	0,04
10	0,20	0,06	0,03		0,09	0,03	0,22	0,06
21	0,09	0,02	0,03		0,18	0,04	0,15	0,06
11	0,09	0,02			0,27	0,03	0,15	0,05
29	0,18	0,07			0,18	0,04	0,18	0,15
23	0,13	0,23			0,09	0,02	0,12	0,11
24	0,39	0,60	0,11	0,02	0,45	0,14	0,55	0,52
32	6,27	6,51	2,92	5,12	8,63	5,70	7,65	9,87
21	0,11	0,07	0,07	0,01	0,34	0,04	0,18	0,09
	0,15	0,03	0,07	0,01	0,09	0,02	0,12	0,02
36	1,73	1,04	0,53	0,31	2,52	1,92	1,54	0,87
57	1,54	0,92	0,70	0,29	1,80	1,16	1,73	1,19
28	0,13	0,03	0,03		0,09	0,02	0,11	0,03
25	0,10	0,04	0,03		0,18	0,04	0,16	0,04
22	0,62	0,44	0,18	0,02	0,72	0,26	0,75	0,42
27	0,21	0,18	0,25	0,03	0,34	0,15	0,30	0,10
21	0,18	0,08	0,07	0,01	0,27	0,06	0,23	0,08
32	0,20	0,08	0,07	0,01	0,09	0,06	0,24	0,10
21	0,30	0,10	0,11	0,01	0,18	0,05	0,26	0,13
27	0,10	0,13	0,07	0,01	0,18	0,02	0,12	0,05
82	0,78	0,33	0,88	11,77	1,62	0,59	1,10	2,92
	0,04	0,01			0,09	0,03	0,03	0,01
11	0,20	0,12	0,07	0,01	0,09	0,01	0,20	0,06
13	0,15	0,07	0,03		0,27	0,05	0,20	0,06
10	0,11	0,04	0,03		0,09	0,02	0,11	0,03
23	2,55	2,02	1,23	0,36	3,68	4,25	3,06	3,21
11	0,08	0,02			0,18	0,05	0,11	0,04
38	2,31	4,28	0,74	1,66	2,16	27,68	2,30	4,89
32	0,78	0,47	0,25	0,18	2,07	1,65	0,95	0,48
32	0,35	0,11	0,07	0,01	0,09	0,02	0,27	0,06
54	0,52	0,21	0,28	0,04	0,36	0,12	0,83	0,64
28	0,20	0,11	0,11	0,01	0,36	0,14	0,27	0,10
22	0,09	0,06	0,07	0,01	0,09	0,02	0,11	0,02
28	0,06	0,01	0,03		0,09	0,02	0,08	0,02
26	0,08	0,03	0,15	0,02	0,18	0,02	0,17	0,08
22	0,34	0,28	0,11	0,02	0,09	0,05	0,50	0,38
	0,09	0,04	0,04		0,18	0,02	0,08	0,02
29	0,95	1,17	0,46	0,40	1,35	1,11	1,08	0,81
24	0,14	0,08	0,85	0,19	0,54	0,18	0,33	0,09
13	0,09	0,04	0,11	0,08	0,45	0,09	0,17	0,06
20	2,02	1,25	0,67	0,34	2,25	1,92	2,51	3,96
51	0,92	0,74	5,56	3,05	1,17	0,52	2,07	1,35
19	0,38	0,31	0,11	0,01	0,63	0,29	0,50	0,24
77	73,99	77,55	82,85	75,97	65,14	51,33	68,16	66,50
10	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

factorielles satisfaisant au théorème factoriel fondamental (...). Si nous trouvons une matrice factorielle ayant un grand nombre d'éléments nuls, nous avons fait un pas de plus vers un ordre sous-jacent simple", L.-L. THURSTONE, op. cit., pp. 33-35.

L'objectif est donc de définir un nombre limité de composantes indépendantes, exprimant la somme des valeurs propres de la matrice de corrélation, "objectif humble et modeste en soi", comme le relève TRICOT.

Méthode de calcul : Par programme SPSS (1), extraction de valeurs propres et estimation du rattachement communautaire de chaque attribut, placée en diagonale dans la matrice avant chaque itération; rotation Varimax, pour augmenter la proportion des saturations faibles et schématiser ultérieurement une mise en évidence des facteurs. Les scores des facteurs sont standardisés au cours d'une seconde procédure, qui définit les individus suivant le score standardisé supérieur, en vue de la cartographie.

Résultats : I. Facteurs résidentiels :

Activité - Origine - Age - Habitat

<u>Activité-Origine</u>	<u>Age</u>	<u>Habitat</u>
Population agricole	0-6 ans	construit avant 1947
Pop. suisse secondaire	7-15	construit entre 1947 et 1960
suisse tertiaire	16-19	construit après 1960
étrangère primaire	20-29	comprenant 1 à 2 familles
étrangère secondaire	30-44	comprenant au moins 3 familles
étrangère tertiaire	45-64	taux d'occupation :
	65-79	inférieur à 1.0 hab./pièce
	80 ans	situé entre 0.5 et 1.0
	et plus	supérieur à 1.0

Les scores obtenus pour chaque facteur dans chaque alvéole représentent les poids locaux. La carte ne retient toutefois que les deux premiers facteurs, dont la contribution explicative est supérieure à 10 %; à lui tout seul, le premier facteur rend compte de 75 % de la variance totale. Ces poids locaux sont standardisés et comparés deux à deux, de manière à faire ressortir celui qui domine dans une alvéole donnée.

Le premier vecteur propre obtenu détermine (après rotation) des saturations élevées (supérieures à 0.30) sur les variables suivantes :

Classe d'âge : 80 ans ou plus	saturation : 0.80
<u>Age élevé</u> 65-79 ans	0.72
45-64 ans	0.60
(la suite est en décroissance régulière)	
Taux d'occupation : inférieur à 0.5	0.67
<u>Sous-occupation</u> situé entre 0.5 et 1.0	0.57
supérieur à 1.0	0.40
Ancienneté des immeubles : construits avant 1947	0.51
<u>Immeubles anciens</u> (entre 1947 et 1960	0.04)
(après 1960	- 0.05)

(1) *Statistical Package for the Social Sciences*, McGraw-Hill, sec. Edition 1975, sur ordinateur Univac 1108 de l'Université de Genève.

Taille des immeubles : saturations presque nulles

Secteur d'activité : pop. suisse tertiaire	0.53
étrangère tertiaire	0.37
suisse secondaire	0.33

Le second facteur ne contribue que pour un dixième environ à l'explication totale et se présente très différemment du premier :

Classe d'âge : 20-29 ans	saturation : 0.50
65-79 ans	0.38
45-64 ans	0.37

Taux d'occupation : supérieur à 1.0	0.61
Suroccupation	situé entre 0.5 et 1.0
	(inférieur à 0.5 - 0.02)

Ancienneté des immeubles : d'avant 1947 0.35

Secteur d'activité : étrangers secondaires 0.84

Activité secondaire : suisses secondaires 0.75

étrangers primaires 0.75

II. Facteurs de travail :

Unités - Emplois

Cette seconde analyse porte sur les activités productives de biens et services, dans le but de faire ressortir d'éventuelles zones caractéristiques par le spectre de leurs fonctions. La difficulté de mesure que pose la taille variable des unités géographiques de travail sera tournée par l'emploi, dans la matrice de données, du double critère d'unités et d'effectifs de personnel à plein temps, ce qui implique une typologie complexe. Les variables d'étude, exprimées elles aussi en densités, seront donc les suivantes :

<u>Unités (publiques ou privées)</u>	<u>Postes à plein temps</u>
Industrie, y c. artisanat	Industrie
Bâtiment	Bâtiment
Commerces occasionnels	Commerce
Commerces quotidiens	Services
Enseignement	Finance (banques, assurances)
Consultation et soins	Direction et gestion
Administration	Recherche et enseignement
Recherche scientifique, ou technique	Organisations internationales

Cette seconde série de variables amène à considérer trois principaux facteurs de valeur propre supérieure à 1.0, que l'on peut schématiser comme suit :

1. Fonctions tertiaires dominantes : valeur propre 6.57

Unités d'administration	saturation : 0.92
Emplois Finance	0.84
Emplois commerce	0.80
Commerces occasionnels	0.71
Emplois direction et gestion	0.55
Unités de recherche	0.54
Emplois du bâtiment	0.30

2. Fonctions secondaires dominantes : valeur propre 1.79

Entreprises du bâtiment	saturation : 0.80
Entreprises industrielles	0.78
Commerces quotidiens	0.78
Emplois du bâtiment	0.50
Commerces occasionnels	0.44
Emplois industriels	0.37
Emplois enseignement	0.34
Unités de recherche	0.34

3. Fonctions mixtes : valeur propre 1.51

Emplois services	saturation : 0.91
Emplois recherche-enseignement	0.69
Emplois direction et gestion	0.60
Emplois industriels	0.39

III. Facteurs synthétiques A :

Résidence et activités.

L'ensemble des facteurs rendant compte de la variance des phénomènes résidentiels ou productifs a été rassemblé sous forme de scores, qui sont entrés dans une matrice sous celle de variables.

La rareté des liaisons fortes apparaît dans l'allure statistique des contributions de facteurs, dont je retiendrai successivement les deux, puis les trois premiers :

1. Significatif de 33.3 % de la variance, le premier axe associe nettement le second facteur résidentiel (saturé à 0.91) avec le second facteur-travail (saturé à 0.77). Il s'agit donc d'espaces à caractères secondaires, tant du point de vue des actifs, logés à fort taux d'occupation, que de celui des activités (industrie, bâtiment et commerces quotidiens). C'est le profil-type de l'appendice sud-ouest de la Ville, de Jonction-Saint-Jean, de quelques alvéoles du nord et du centre-rive droite, des Délices aux Pâquis. On constate du même coup que l'association logique "résidence-activité" joue davantage pour le secteur secondaire que pour le tertiaire, au point de s'imposer jusque dans les Rues Basses.
2. Avec une contribution explicative un peu plus faible (28.3 %), le second axe associe le premier facteur résidentiel (saturation : 0.96) au quatrième facteur d'activité (0.60) non retenu dans les précédentes analyses et qui met en évidence les services (consultation et soins saturés à 0.78, enseignement à 0.70, recherche à 0.59). Il n'est pas surprenant en soi que les phénomènes résidentiels caractérisés par le tertiaire et par un certain confort n'entretiennent pas de rapports apparents avec le premier facteur-travail, celui des fonctions centrales; en effet, la résidence tend à disparaître du centre et se singularise par un vieillissement démographique dans les quartiers tertiaires non-centraux dévolus aux services, aux professions libérales, à la recherche et à l'administration. La zone proprement tertiaire par la population et le travail se limitera à la portion sud-est de la Ville et à Charmilles-Délices-Servette, si l'on prend en considération un troisième facteur :

IV. Facteurs synthétiques B :

Un troisième facteur contribue pour 21.7 % à l'explication de la variance totale et il est bipolaire : il oppose fortement au premier facteur productif (celui des fonctions centrales) un troisième facteur résidentiel qui n'a pas été examiné auparavant, saturé à 0.92. Ce troisième facteur résidentiel, répulsif par rapport aux fonctions centrales, se caractérise par une structure démographique à l'avantage des classes actives, une occupation moyenne des logements et une répartition assez homogène des origines et des secteurs d'activité :

actifs suisses III,	saturation :	0.81
actifs étrangers III,	"	0.72
actifs suisses II,	"	0.62
actifs étrangers II,	"	0.38

des modes d'occupation :

moyenne,	saturation :	0.71
forte,	"	0.66
faible,	"	0.61

et des classes d'âge :

0-15 et 30-44,	saturation :	> 0.80
16-29 et 45-64,	"	> 0.50, < 0.80
> 65 ans	"	< 0.50

En conclusion, l'analyse des caractères de 61 alvéoles urbaines met en évidence un arrangement concentrique d'une part, zonal d'autre part. D'une part, en effet, l'ancien périmètre urbain diffuse ses fonctions tertiaires au-delà d'une couronne très résidentielle et dotée de services, tout en perdant de son propre contenu résidentiel. D'autre part, un clivage assez net marque l'espace urbain entre deux séries de zones, les unes tertiaires, les autres secondaires et ce clivage est plus massif dans la moitié sud de la Ville, plus nuancé dans le nord. D'une manière générale, les fonctions résidentielles dessinent une couronne intermédiaire de forte densité entre le centre tertiaire, assorti d'espaces secondaires, et les excroissances secondaires du sud-ouest, tertiaires du nord.

INDEX ALPHABETIQUE

- Abler-Adams-Gould p. 118
action collective 7-9, 85, 98, 101, 107, 128, 131, 141
aménagement, -ment, etc 8, 19, 20, 24-28, 32-35, 45-55, 59-63, 70-74, 76, 84, 87-89,
91-93, 100, 101, 110-114, 118
Antoine-Jeannière 129, 130, 135, 144, 153, 290
Bach E. 15
Bailly A.S. 153, 163, 164, 167, 275, 282, 334, 336; - et Racine J.B. 176
Barrot J. 125
Bergson H. 10
Berger G. 10
Berry B. 146, 147, 149, 175; - et Horton 308
Bertalanffy L.v. 175
Bertrand M.J. 143-145, 302, 323, 333, 344, 353, 354
Brunet R. 84
cadre opérationnel 104-106, 115-116, 120
carte mentale 44
Castells M. 144
Choay F. 32
Christaller W. 145, 362
Clark C. 121, 122
Claval P. 102, 104, 106, 109-112, 117, 129, 134, 137, 146-148, 168, 171, 226, 361
concept 14, 20, 23, 24, 117, 118; - aménagiste 45-47; - d'utilisateur 39
connaissance 17-21, 24-27, 72-74, 79, 84, 117, 118; inter- (système d') 21, 22, 89, 90
coopération 140, 141
Costa de Beauregard O. 6, 7, 9-11
créativité 91
Dalmaso E. 314-316, 324
déictique (fonction) 89, 91; déixie 90
Derruau M. 104
Derycke P.H. 332
Dion R. 106
Ducrot O. 114
Duverger M. 116
échelle 77, 78, 82, 83, 89, 274, 275
Eco U. 177
écogénèse 98-102, 115, 116, 127, 128; - instrumentale 106-108; - normative 108-110
écosystème 78, 209
écoumène 16-26, 59-71, 83, 84, 86, 88, 93, 106, 107, 128, 135, 139, 140, 142, 147
Ehrlich P. et A. 209
empirisme 15, 18, 80, 93, 105, 117, 118
English-Mayfield 117
espace 4, 5, 9-12, 15, 39-54, 91-93, 96, 100, 105, 110, 117, 121-124, 134, 135
Etzioni A. 111
Febvre L. 120
Ferras R. 169, 303, 333
fonction 36, 76, 81
Fourastié J. 123-126, 384
Fraisie P. 11, 109
Frémont A. 357

géographie 13,14,16-18,21,22,26,80,115,118,119
George P. et al. 151
Gilbank G. 159
Godel R. 118
Gottmann J. 116
Gould-White 44,134,170-172
Gourou P. 104
Granelle J.J. 265,327
Granger G.G. 108
Grinevald J. 9
groupement 140-141
Guichonnet P. 195; - et al. 81,203,213,219,222,280,306,322,369
Guiraud P. 31
Haggett P. 136,147,159,371
Hall E. 152,166,167
Hartke W. 133
Hartshorne R. 117
Harvey D. 166,168
Heidegger M. 174,187,386
Hotelling H. 146
Humboldt A.v. 17
Huriot J.M. 342
Hurst M.E. 103-105,130,136,137,144,146,149
Husserl E. 13
idéologie 17,53,63,77,162,188
instrument 43,84
interaction 99
Jakobson R. 36
Jessua C. 236,263,291,292,324,329
Jones E. 307,312,333
Jung J. 210,213
Kirk W. 120
Klatzmann J. 211,213
Kristeva J. 29,177
Lavelle L. 5,11
Ledrut R. 174,343
Lefebvre H. 138,139,142-144,150,151,166,174
Ljosch A. 136,362
Lowenthal D. 117,168
Lynch K. 164
Marx K. 55; - et Engels 161,162
Maurice-Deloménie 333
Meier R. 151,319
Merlin P. 147,148,150
Meyer-Heine G. 286,326,361
Michaud P. 69
milieu 101-103,105,106,115
modèle 120,130,136,146-148
Moles-Rohmer 130,135,142,152,153,158
Mounin G. 31
Mumford L. 341,353

néguentropie 6,7
norme 31,54,69,79,87,99,105,107-110,112
objectivité 16-18
opérant 43
paradigme, -matique 99,109,118,127,154-158
parcelle 35,74-77,84-86
perception 102,105,107,115,120
pertinence, -nent 21,31,32,55,71,84,87,101,120
Piaget J. 10,15,100,109,127,132,140,153,160
Pisani E. 386
Perroux F. 236
Polunin N. 209
pouvoir 32,48,51-54,61,69,86-92,103,104,111-114,119
pratique 13,14,18-21,23,24,42-44,51-54,58,63,101,103,104,118,119,128
Prieto L.J. 3,13-19,22-26,28-31,33-35,39-43,44,50,51,53,55-58,60,62,63,
66,67,70,72,75,77,79,83-85,87,89,91,101,110,118,128,162,175
Pucelle J. 10
Racine J.B. 328
Raffestin C. 5,81,128,218,222-231; - et al. 81,203,213
régulation 132-135
rente 148,149,236,265,266,297
Rocheffort M. 309,315
rôle (social) 110-113
Rostow W. 159
rythme 127-128
Sapir E. 29
Saussure F. de 14,93-96,119
Schaff A. 87
science de la nature 22,34,64-67; - de l'homme 14-28,34,35,39
sémiologie 29-31,35-36,51,52,66
Simon H. 167,270
Sorre M. 102,121
stade 121-127
statut social 59-68,110-113
structure 76,81,108-110; - sémiotique 47,56-64
superstructure (aménagée) 71,78,81-87,92-96,100,116
synchronie 9-12,119,120
syntagme, -matique 118,154-158
Ternisien J. 207
territoire 80,82
Thünen J.H.v. 130,362
Topalov C. 150,236,246,285
Törnquist G. 362
Tricot C. 351,364; - et al. 370
univers du discours 41,42,128
usager 19-21,24-28,31,32,39-44,53,54,63,64,68-74,86,87,93,100,110-114
valeur 48-51,53,54,59-67,79,85-87,93,99,105,107,108,112
Vidal de la Blache P. 116
Weber A. 136,362
Zoller H. 262,268,269,285

LISTE DES FIGURES

1. L'objet de la géographie humaine	page 22
2. Connaissance projectuelle et perceptive d'un objet	25
3. Conception aménagiste et utilitaire d'un morceau d'espace	27
4. Structure sémiotique d'usager, selon l'activité et le lieu	43
5. Carte de "Ralph", jeune Noir fréquentant la BLS	44
6. Triple pertinence du classement d'une "villa privée"	46
7. Conception aménagiste d'une parcelle	47
8. Aménagement et échange	49
9. Structure sémiotique permettant l'exercice d'une P.A.	50
10. Production et échange de biens et de services	52
11. Structure sémiotique, exemple	57
12. Structure sémiotique permettant l'acquisition d'un statut social	59
13. Pertinence et actualisation: détermination des buts et mise en oeuvre des moyens dans l'exercice d'une pratique aménagiste et d'une pratique de compétition socioéconomique	61
14. Structure sémiotique permettant un usage de l'écoumène	64
15. Enchaînement logique des connaissances technoscientifiques, communiquées en vue d'assurer une compétitivité socioéconomique	65
16. Enchaînement logique d'une pratique individuelle d'usage de l'écoumène et d'une pratique de compétition socioéconomique	68
17. Système de l'environnement (d'après M.E. Hurst)	105
18. Les rôles macrosociaux dans l'interaction aménagiste	113
19. Espace d'usager, exemple	138
20. Relief-type des valeurs foncières, d'après Hurst	149
21. Moyens et buts envisagés dans les pratiques aménagistes	156
22. Analyse d'une portion de l'espace urbain genevois	165
23. Classement logique des comportements d'usager	169
24. Construction d'une surface de préférences	171
25. Maquette pour le jeu des stratégies spatiales	181
26. Valorisation primaire de l'espace, par communes, en 1969/1970	200
27. Fonction spécifique par zone	221
28. Ville de Genève. Prix 1970-1976 du m ² de terrain	298
29. Trafic téléphonique enregistré du 22 au 27 novembre 1970	320
30. Distribution par îlots de la densité résidentielle	334
31. Distribution observée et normale théorique des densités résidentielles par alvéoles en 1970	335
32. Statut d'horaire, de temps de travail et temps contraint en 1970	346
33. Mouvements pendulaires, corrélations linéaires	350
34. Résidus de l'estimation linéaire des émigrants quotidiens	352
35. Fenêtre de repérage des barycentres	364
36. Barycentres: a.Distribution des densités résidentielles	365
b.Résidents, évolution 1870,1920,1970	366
c.Démographie	366
d.Activité	366
e.Logement	367
f.Actifs, par branches	367
g.Emplois par branches	367
h.Actifs dans l'industrie	367
i.Statuts professionnels	367
j.Données fiscales	368
37. Répartitions typiques à densité égale (d'après Haggett)	371
38. Analyse factorielle: activité, origine, âge, habitat	378
39. Analyse factorielle: unités de travail, emplois	380
40. Facteurs synthétiques A: résidence et activité, deux facteurs	382
41. Facteurs synthétiques B: trois facteurs	383

LISTE DES TABLEAUX

1. Classement des parcelles aménagées et des valeurs, comme paradigme de base	page 155
2. Utilisation du sol en 1969	194
3. Terrains pris à ferme	201
4. Gain relatif de terres en propriété, selon la taille des exploitations	202
5. Structure foncière agricole, sondage au quart de Birraux-Marchand	203
6. Classes d'emprise foncière des propriétaires résidant à Cartigny	207
7. Données d'ensemble des secteurs II et III	219
8. Concentration de l'emprise immobilière, d'après Lorenz	238
9. Indices de concentration. Pourcentages cumulés des classes de logements en S.I. selon le siège et selon l'administrateur-président, en 1970	240
10. Type dominant et type sous-dominant d'emprise immobilière, par quartiers et communes, en 1970	253
11. Principaux sièges de Sociétés Immobilières	256
12. Centimes additionnels et proportions d'administrateurs, par communes en 1970	262
13. Indices de suroccupation, par communes, en 1970	284
14. Equipement en biens et services et autre tertiaire pour 1'000 habitants	310

DOSSIER CARTOGRAPHIQUE (HORS TEXTE)

Liste des cartes dans l'ordre du dossier

I. L'EXPLOITATION DE L'ESPACE

1. Surface agricole utile en 1969 et type dominant d'utilisation du sol.
2. Résidents du secteur primaire en 1970.
3. Types dominants de propriété des logements.

II. L'AFFECTATION DE L'ESPACE

L'espace, support de localisation

4. Secteur dominant de fonction en 1970.
5. Emplois du secteur secondaire en 1970.
6. Industrie du bâtiment, travaux de gros oeuvre.
7. Industrie du bâtiment, second oeuvre et entretien.
8. Emplois dans le bâtiment (gros et second oeuvre) en 1970.
9. Industries métallurgiques et mécaniques.
10. Industrie horlogère.
11. Industries chimiques.
12. Arts graphiques.
13. Industries d'alimentation et d'habillement.
14. Industrie de biens d'équipement.
15. Industrie des métaux et matériaux précieux.
16. Industrie des matériaux de construction.
17. Emplois dans l'industrie (sens large) en 1970.
18. Taille moyenne des entreprises et UGTSP industrielles en 1970.

L'espace, enjeu social

19. Etat d'ancienneté des bâtiments en 1970.
20. Répartition des immeubles locatifs.
21. Nombre moyen de logements par immeuble.
22. Logements détenus par des personnes morales.
23. Immeubles détenus par des collectivités publiques.
24. Logements détenus par des collectivités publiques.
25. Logements de l'Etat de Genève.
26. Logements de la Ville de Genève.
27. Logements détenus par l'Hospice Général.
28. Logements de la Caisse d'Ass. Vieil. de la M. de Ret. du Pt. Saconnex.
29. Logements détenus par des entreprises du secteur secondaire.
30. Logements détenus par des entreprises du secteur tertiaire.
31. Immeubles hôteliers détenus par des personnes morales.
32. Logements détenus par la Caisse d'Epargne du Canton de Genève.
33. Logements détenus par des compagnies d'assurances.
34. Logements détenus par la Sté Suisse gén. d'Assurance sur la Vie.
35. Logements détenus par la Vita.
36. Logements détenus par des églises et des institutions de bienfaisance.
37. Logements détenus par des coopératives et des fondations.
38. Logements détenus par le secteur immobilier.
39. Types sous-dominants d'emprise immobilière.
40. Emprise dominante parmi les 6 principaux sièges de S.I. en 1970.

41. Logements domiciliés chez Chamay & Thévenou S.A.
42. Logements domiciliés chez Julliard & Bolliger.
43. Logements domiciliés chez Broliet & Cie.
44. Logements domiciliés chez Naef & Cie.
45. Logements domiciliés chez L'Huillier J. et Fils.
46. Logements domiciliés chez Roch & Cie.
47. Emprise dominante parmi les 9 principaux administrateurs de S.I.
48. Logements administrés par Croisier Paul.
49. Logements administrés par Julliard Horace.
50. Logements administrés par Schaller Rudolf.
51. Logements administrés par L'Huillier André.
52. Logements administrés par Bordier Jacques.
53. Logements administrés par Théevenoz Georges.
54. Logements administrés par Daudin François.
55. Logements administrés par Broliet Henri.
56. Logements administrés par Filipinetti Georges.
57. Localisation résidentielle des prés. de conseil d'administration S.I.

L'espace, distance et lien

58. Population résidente 1970. Classification cordinale
59. Population résidente 1970. Classification ordinale
60. Population résidente 1970. Classification empirique
61. Population résidente 1970 (par îlots).
62. Désignation et appellation des alvéoles.
63. Découpage de l'agglomération.
64. Population résidente 1970 (par alvéoles).
65. Secteur dominant d'activité en 1970.
66. Actifs du secteur secondaire en 1970.
67. Population étrangère en 1970.
68. Actifs étrangers du secteur secondaire en 1970.
69. Population italophone en 1970.
70. Logements suroccupés en 1970.
71. Activité dominante de la population résidente active, selon l'origine.
72. Actifs du secteur tertiaire en 1970.
73. Actifs étrangers du secteur tertiaire en 1970.
74. Occupation résidentielle récente en 1970.
75. Equipement automobile des actifs.
76. Vieillissement démographique en 1970.
77. Classe d'âge dominante.
78. Mouvements migratoires quotidiens en 1970.

III. L'ORGANISATION DE L'ESPACE

79. Entreprises et UGTSP en 1970 (par îlots).
80. Entreprises et UGTSP en 1970 (au CUB, agglomération).
81. Taille moyenne des entreprises et UGTSP.
82. Entreprises de plus de 50 emplois.
83. Effectif des entreprises de plus de 50 emplois.
84. Postes de travail occupés à plein temps en 1970 (par îlots).
85. Emplois à l'hectare (agglomération).
86. Emplois dans l'agglomération en 1970 (relief)

L'espace, instrument d'échanges

87. Emplois du secteur tertiaire en 1970.
88. Commerces alimentaires de fréquentation quotidienne.
89. Commerces non alimentaires de fréquentation quotidienne.
90. Etablissements publics.
91. Commerces alimentaires de fréquentation occasionnelle.
92. Commerces occasionnels d'équipement de la personne.
93. Commerces occasionnels d'équipement domestique.
94. Commerces occasionnels divers.
95. Fournitures en gros.
96. Négociants.
97. Hôtellerie.
98. Services médicaux et paramédicaux.
99. Soins de beauté.
100. Services d'agence.
101. Services de transport.
102. Services de presse.
103. Services d'enseignement (privé et public réunis).
104. Recherche scientifique et technique.
105. Emplois dans les biens et services en 1970 (privé et public réunis).

L'espace, instrument de coordination

106. Services de gestion.
107. Services financiers.
108. Emplois dans la direction et la gestion en 1970 (privé et public).
109. Organismes cantonaux semi-publics en 1970.
110. Services administratifs communaux en 1970.
111. Services administratifs cantonaux en 1970.
112. Services administratifs fédéraux en 1970.
113. Organisations internationales.

L'ESPACE AMENAGE POSTINDUSTRIEL

114. Méthode des barycentres, repérage des coordonnées / Densité et concentration spatiale, repérage des ensembles.
115. Densité et concentration spatiale des résidents en 1970 /
Densité et concentration spatiale des étrangers résidents.
116. Densité et concentration spatiale des immeubles d'avant 1947 /
Densité et concentration spatiale des immeubles d'après 1960.
117. Densité et concentration spatiale des entreprises-UGTSP en 1970 /
Densité et concentration spatiale des emplois à plein temps.
118. Densité et concentration spatiale des emplois dans l'industrie /
Densité et concentration spatiale des emplois dans le bâtiment.
119. Densité et concentration spatiale des emplois dans les biens et services /
Densité et concentration spatiale dans la direction et la gestion.

Remarque : L'ordonnance du dossier diffère en partie de l'ordre du commentaire.

TABLE DES MATIERES

Préambule	VII
 <u>PREMIERE PARTIE</u>	
Chapitre 1. <u>La géographie comme science de l'homme</u>	2
Section 1. Les relations de l'homme et de l'espace	4
1.1.1. Vers une définition de l'espace-temps géographique	5
1.1.2. L'espace comme métaphore du temps social	9
Section 2. La géographie en tant que discours scientifique	13
1.2.1. <i>Epistémè</i> des conceptions collectives de l'espace	13
1.2.2. Concepts aménagistes et concepts d'usager	22
1.2.3. Echange économique et praxis sociale	28
Conclusion : La sémiologie et la géographie humaine	33
Chapitre 2. <u>Eléments pour une géographie humaine</u>	37
Section 1. L'espace en tant qu'objet de connaissance	39
2.1.1. L'"espace" en tant que concept d'usager	39
2.1.2. L'"espace" en tant que concept d'aménageur	45
Section 2. L'espace comme instrument d'un pouvoir social	55
2.2.1. Enchaînement logique des structures sémiotiques, selon la pertinence et l'actualisation de la connaissance	56
2.2.2. Pertinence et actualisation de la connaissance aménagiste de l'écoumène	59
2.2.3. Pertinence et actualisation de la connaissance scientifique de l'écoumène	65
2.2.4. Pertinence et actualisation de la connaissance d'usager de l'écoumène	68
Section 3. La superstructure aménagée	72
2.3.1. La parcelle aménagée, objet à 2 caractères	74
2.3.2. La parcelle aménagée, en tant qu'objet composant	77
2.3.3. Les deux "faces" de l'écoumène	83
2.3.4. La fonction <i>déictique</i> de l'écoumène	88
Conclusion : L'identité de l'espace géographique	93
Chapitre 3. <u>L'écogénèse</u>	99
Section 1. L'interaction sociale dans l'espace	99
3.1.1. L'espace, l'action humaine et l'interaction sociale	100
3.1.2. Définition de l'écogénèse	101
3.1.3. Milieu phénoménal et milieu du comportement	103
3.1.4. L'écogénèse instrumentale	106
3.1.5. L'écogénèse normative	108
3.1.6. Les rôles sociaux dans l'écogénèse	110

Section 2. Les stades de l' <i>écogénèse</i>	115
3.2.1. <i>Ecogénèse</i> et histoire de l'aménagement	116
3.2.2. Problématique des stades	121
3.2.3. La prise de conscience primaire de l'espace	127
3.2.4. La prise de conscience secondaire de l'espace	131
3.2.5. La prise de conscience tertiaire de l'espace	139
3.2.6. Succession logique et interdépendance synchronique des stades	153
Conclusion : Analyse macro et microgéographique	163
3.3.1. Méthode d'analyse des composantes macrogéographiques	164
3.3.2. Nécessité et limites de l'analyse microgéographique	166
3.3.3. La résidence, comme révélateur de l'aménagement	173
Lexique	178
Appendice : jeu de simulation	182
 <u>DEUXIEME PARTIE</u>	 185
Chapitre 1. <u>L'exploitation de l'espace</u>	189
Section 1. L'espace, pourvoyeur de ressources	193
1.1.1. Analyse des fonctions primaires	193
1.1.2. L'appropriation primaire de l'espace	198
1.1.3. Bilan d'une mise en valeur primaire	207
Chapitre 2. <u>L'affectation de l'espace</u>	215
Section 1. L'espace, support de localisation	217
2.1.1. Analyse du secteur secondaire	219
2.1.2. Les fonctions secondaires par branches	224
Section 2. L'appropriation secondaire de l'espace	235
2.2.1. Indices de concentration	237
2.2.2. Morphologie de l'agglomération	241
2.2.3. Analyse spatiale de l'emprise immobilière	247
2.2.4. Principaux sièges et principaux administrateurs de sociétés immobilières :	255
A. Principaux sièges de S.I.	255
B. Principaux administrateurs de S.I.	258
C. Profil démographique, économique et géographique des administrateurs-présidents	260
Conclusion : L'espace, enjeu social	263
Section 3. L'espace, distance et lien	268
2.3.1. Etude de la localisation résidentielle	272
2.3.2. Activité et origine des résidents	275
Chapitre 3. <u>L'organisation de l'espace</u>	289
Section 1. La production du centre	294
3.1.1. La centralité dans l'espace de travail	294
3.1.2. L'espace, instrument d'échange	301
3.1.3. L'espace, instrument de coordination	311
3.1.4. L'investissement du centre-ville	316
Conclusion : L'espace-centre, lieu de décision	323

Section 2. L'usage du centre	332
3.2.1. Zonage résidentiel en 1970	334
3.2.2. La fréquentation du centre	343
Conclusion générale	355
1. L'aménagement postindustriel	358
2. L'espace genevois aménagé en 1970	362
Bibliographie	387
Annexes :	
1. Fonctions primaires productives, selon le domicile du cultivateur, état au 30 juin 1969	401
2. Résultats principaux de l'analyse par programme SPSS de l'emprise foncière dans la commune de Cartigny en 1974/1975	402
3. Répertoire d'enquête sur les activités publiques et privées en 1970.	411
4. Résultats de l'étude de l'EMPRISE IMMOBILIERE	418
5. Administrateurs de Sociétés Immobilières en 1970	424
6. Population active par communes	426
7. Unités de travail et emplois à plein temps, publics et privés	427
8. Analyse factorielle des caractères de résidence et de travail, Ville de Genève, 1970	430
Index alphabétique	435
Liste des figures	439
Liste des tableaux	441
Dossier cartographique (hors texte)	443
Table des matières	447

- Laurence Tricot: Sur la notion de distance entre opérateurs. Applications à quelques problèmes d'identification des modèles à retards échelonnés. 152 p. 1979
- Gérard Sallin: Fluctuations conjoncturelles et politiques stabilisatrices; le cas de la construction en Suisse, 398 p. 1979.
- Jean-Noël Rey: Analyse du comportement des organisations syndicales dans le processus de décision en Suisse, 288 p. 1979
- Elie Amsellem: les forces de croissance et les forces de freinage de la petite et moyenne entreprise industrielle analysées sous l'aspect particulier de la production 214 p. 1979.
- Carlo Maggini: L'influence des autoroutes sur la localisation des entreprises et sur leur stratégie économique — Avec une application au cas du Tessin — 299 p. 1979.
- Gilbert Ritschard: Contribution à l'analyse des structures qualitatives des modèles économiques, 315 p. 1980.

L'auteur est né à Genève en 1940. Après avoir fait sa maturité classique, il obtint une licence en sociologie et une licence en géographie humaine. Il est actuellement Maître-assistant à l'Université de Genève où il est spécialisé en sémiologie et en cartographie.